

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 138

Septembre 1996

A nos lecteurs

L'actualité dramatique et abondante de septembre nous conduit à reproduire dans ce numéro du bulletin une très large sélection de la presse internationale afin d'apporter un éclairage multiple aux événements du Kurdistan irakien. De ce fait, et en raison des contraintes postales relatives au poids du bulletin, la revue de presse de ce numéro s'arrête au 19 septembre. La suite des articles de ce mois sera incluse dans notre numéro d'octobre 1996.

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- LA GUERRE CIVILE AU KURDISTAN IRAKIEN PROVOQUE UNE CRISE INTERNATIONALE
- BERLIN: LA JUSTICE ALLEMANDE MET EN CAUSE LE RÉGIME IRANIEN DANS L'ASSASSINAT DE QUATRE DIRIGEANTS KURDES
- LE PARLEMENT EUROPÉEN GÈLE TOUTE AIDE FINANCIÈRE À LA TURQUIE
- TURQUIE : PROCES POLITIQUES ET TUERIES SE POURSUIVENT
- SEVRES: UN COLLOQUE INTERNATIONAL SUR «LES KURDES ET LA CITÉ»
- AINSI QUE
- EN BREF LA REVUE DE PRESSE

LA GUERRE CIVILE AU KURDISTAN IRAKIEN PROVOQUE UNE CRISE INTERNATIONALE

L'AGGRAVATION du conflit opposant les deux factions kurdes irakiennes et l'entrée des chars irakiens, le 31 août à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, ont suscité une sérieuse crise régionale et internationale. Intervenant à quelques semaines des élections américaines, l'intervention des troupes de Saddam Hussein dans la «zone de protection» kurde a été perçue comme une «provocation» par Washington qui a,

dès le 1er septembre, promis une «punition» du dictateur irakien.

Le général John Shalikhvili, chef d'état-major interarmes, s'est rendu dans plusieurs pays du Proche-Orient pour s'assurer du soutien des alliés américains. Le 1er septembre, le secrétaire général de l'ONU a annoncé la suspension de l'accord devant permettre à l'Irak d'exporter du pétrole contre l'achat des produits alimentaires et pharmaceutiques. Le 2 septembre, le président

Clinton a écourté sa tournée électorale pour rentrer à Washington afin de discuter avec les responsables de son administration des représailles contre l'Irak. Le même jour Bagdad annonçait avoir retiré toutes ses troupes du Kurdistan.

Le 3 septembre, la «punition» de Washington est venue sous la forme d'une trentaine de missiles *Tomahawk* tirés contre des objectifs militaires dans le sud de l'Irak. Le lendemain, les forces américaines ont tiré une nouvelle salve de dix-sept missiles de croisière contre des objectifs militaires qui n'avaient pas été détruits lors de la première frappe. La Grande-Bretagne et l'OTAN ont exprimé un «total soutien» à cette opération de représailles tandis que d'autres alliés de Washington, dont Paris, Rome, Madrid,

Bruxelles et Ankara, ont émis des «réserves». La France et la Russie en appellent «au respect de la légalité internationale», Moscou qualifie d'«inacceptable» et d'«inappropriée» l'opération militaire américaine. Celle-ci est également critiquée par l'Égypte et la Syrie, deux alliés arabes importants de la Coalition alliée contre Saddam Hussein. La plupart des autres pays arabes sont restés silencieux, seul le Koweït a «exprimé sa compréhension à l'égard de la fermeté des États-Unis». Une fermeté qu'approuvent aussi Bonn, Londres, La Haye, Copenhague et Oslo. Cependant les observateurs s'accordent à considérer que la Coalition alliée est désormais en voie de désagrégation. Et c'est là, la première conséquence internationale grave du conflit inter-kurdes qui a par ailleurs fait voler en éclats le fragile Congrès national irakien supposé regrouper les principales forces s'opposant à la dictature de Saddam Hussein.

En même temps que ces frappes aériennes Washington a étendu la zone d'exclusion aérienne du Sud irakien du 32ème au 33ème parallèle, soit pratiquement jusqu'aux faubourgs de Bagdad. Le président Clinton a, par cette extension, clairement indiqué les priorités de la politique américaine dans la région: rassurer les Émirats pétroliers et l'Arabie Saoudite contre toute agression irakienne. En refusant d'étendre la zone d'exclusion du Nord irakien à l'ensemble du Kurdistan Washington donne aux Kurdes un message sans équivoque: il refuse de prendre part au conflit inter-kurdes, et s'il est très mécontent de l'alliance de la faction kurde du PDK avec Bagdad, il n'apprécie pas pour autant l'autre faction, l'UPK, alliée à l'Iran, qui est l'autre bête noire des Américains dans la région.

Le 6 septembre, affirmant vouloir prendre le barrage de Dokan, sous contrôle de l'UPK, afin de rétablir l'électricité dans la capitale kurde Erbil, qu'il contrôle désormais, le PDK lance une offensive militaire contre les forces de l'UPK. Le 8 septembre, il s'empare de l'importante ville de Koy Sandjak. L'UPK semble encore espérer une intervention de l'aviation américaine. Constatant que son message n'est pas encore bien compris des chefs kurdes, Washington rappelle le même jour, par la voix du secrétaire à la défense que «les États-Unis ne s'engageront pas dans la guerre civile kurde».

Les événements se précipitent alors. Démoralisées les forces de l'UPK se débandent. Le 9 septembre, la ville de Suleimanieh, considéré comme un bastion de l'UPK, tombe

aux mains du PDK, pratiquement sans combat. Celui-ci s'empare dans la foulée de Qala Tcholan, quartier général politico-militaire de l'UPK, situé à une vingtaine de km de la frontière iranienne. Le 10 septembre, le PDK, étend son contrôle à la quasi-totalité de la zone de protection kurde d'Irak et l'AFP, citant «des responsables des Nations-Unies» annonce que «des dirigeants de l'UPK, y compris, leur chef Jalal Talabani, ont tous fui en Iran». Plus de 70.000 habitants de Suleimanieh et de ses environs les suivent dans cette fuite vers l'Iran. Le même jour, célébrant sa victoire. M. Barzani décrète à Suleimanieh, «une amnistie générale» pour ses adversaires kurdes, précisant qu'elle inclut J. Talabani et appelle à «des élections générales libres».

Cependant, une partie de ces réfugiés reviennent dans leurs foyers. Le 11 septembre, l'Iran affirme avoir accueilli un total de «39 000 réfugiés kurdes irakiens qui ont fui les combats du Nord de l'Irak». Selon l'agence iranienne IRNA, Téhéran apporterait également une aide à «quelques 160 000 personnes de l'autre côté de la frontière».

Le 11 septembre, le tir d'un missile irakien contre deux avions américains survolant la nouvelle zone d'exclusion aérienne contestée par Bagdad conduit Washington à brandir la menace d'une «nouvelle opération en Irak».

Le 12 septembre, tandis que Washington s'apprête à évacuer près de 3000 Kurdes irakiens ayant travaillé pour les agences et les ONG américaines, M. Barzani, cité par l'AFP, affirme son «indépendance» vis-à-vis de l'Irak et promet au peuple kurde «la sécurité, les droits de l'homme, le pluralisme et la démocratie». Il s'engage à «réactiver le parlement kurde» et à dissoudre les milices pour les remplacer par «une armée du Kurdistan». Il réitère son offre d'amnistie à l'UPK, y compris à son chef, à condition qu'elle renonce à former des milices armées. Le même jour un porte-parole de l'UPK à Londres annonce que les forces de son parti sont en train de se regrouper dans les zones montagneuses de la province de Suleimanieh.

Le 14 septembre, au cours d'une conférence de presse donnée dans son quartier général de Salaheddine, M. Barzani appelle «les États-Unis et les pays d'Europe à assurer la sécurité des Kurdes en Irak». «Les Kurdes ont besoin d'une sécurité internationale et cette sécurité doit leur assurer une défense contre quiconque, car la prétendue défense mise en place a fait défaut lorsque nous avons fait

face aux bombardement turcs et iraniens», ajoute encore le chef kurde. Par ailleurs, toujours selon l'AFP, il a annoncé la reprise «dès la semaine prochaine des activités des organismes autonomes kurdes et la nomination par le Parlement kurde, après consultation avec tous les principaux partis, d'un nouveau gouvernement autonome». Il a indiqué que «dans la prochaine étape, aucun parti, pas même le PDK, n'aura plus le droit d'avoir une force militaire. Une armée propre au Kurdistan irakien sera créée et toutes les milices seront démantelées». Il a enfin souligné «la nécessité du rattachement à la région autonome de la ville de Kirkouk, riche en pétrole dans tout projet de fédération».

Le 15 septembre, se référant à «des sources kurdes et iraniennes informées», l'AFP, dans une dépêche datée de Téhéran, affirme que «le chef kurde irakien hostile à Bagdad, Jalal Talabani et ses principaux collaborateurs militaires se trouvent en Iran où ils essaient de se réorganiser (...). Plusieurs journalistes et photographes iraniens ont affirmé avoir vu M. Talabani, dans la région de Baneh, dans le Kurdistan irakien».

Le 16 septembre, affirmant que «60.000 Kurdes irakiens se trouvent dans cinq camps en territoire irakien» Téhéran demande à l'ONU de «prendre ses responsabilités envers les Kurdes». De son côté, le Haut Commissariat des Nations-Unies aux Réfugiés fait état de «30.000 à 35.000 réfugiés kurdes» sur la base des observations dans les principaux camps. Le HCR souligne que la mobilité de ces réfugiés complique tout recensement exact.

Le même jour, à l'issue de la visite à Ankara du secrétaire d'État américain à la défense, William Perry, les États-Unis affirment que «la poursuite du renforcement de la zone d'exclusion aérienne du nord de l'Irak dans le cadre de l'opération Porvide Comfort est vitale aux efforts de la coalition pour contenir Saddam Hussein et prévenir d'autres agressions». Mais comme au même moment Washington déclare vouloir évacuer tous ceux qui ont travaillé dans cette région avec les Américains et que le départ d'un premier contingent de 2500 Kurdes vers l'île de Guam s'organise, la déclaration de W. Perry, faisant suite à l'appel de M. Barzani, ne rassure qu'à moitié la population kurde.

Le 17 septembre, tirant les conclusions de la tournée de W. Perry au Proche-Orient et devant le refus de Turquie et d'Arabie saoudite de s'associer à toute nouvelle opération militaire contre l'Irak. Le président Clinton, tout en

«exigeant de Bagdad de démanteler ses rampes de missiles au Sud du 33ème parallèle» affirme «ne pas chercher l'affrontement avec l'Irak».

Le 18 septembre, visite à Ankara de Massoud Barzani, pour y rencontrer le secrétaire d'Etat-adjoint américain Robert Pelletreau et les principaux dirigeants turcs. Au cours de ces entretiens jugés «productifs», les Américains ont émis l'espoir que «l'alliance du PDK avec l'Irak n'a été que «ponctuelle» et qu'il prendrait ses distances vis-à-vis de Bagdad». Tout en rassurant les Américains sur ce point, le chef kurde a demandé à Washington de rester engagé dans le Kurdistan, de «reconnaître et de soutenir le gouvernement régional kurde» et affirmé que sa politique visait à «une réconciliation nationale au Kurdistan entre toutes les parties, y compris l'UPK». Selon l'AFP, M. Barzani a assuré l'émissaire américain «qu'il n'avait ni conclu un accord politique ni ouvert un dialogue politique avec Saddam Hussein et qu'il n'avait pas l'intention de le faire sauf s'il y était forcé. Il y serait forcé par le retrait de l'opération Provide Comfort et par un désengagement des Etats-Unis». De son côté, la Turquie, par la voix de son vice-Premier ministre Tansu Çiller, a appelé M. Barzani à «protéger les Turcomans d'Irak». Commentant cette rencontre, le porte-parole du département d'Etat, N. Burns, a déclaré que «les Etats-Unis souhaitent que les négociations reprennent entre MM. Barzani et Talabani et que les deux dirigeants mettent fin à leurs relations avec Bagdad et Téhéran». M. Burns a indiqué que «de nouveaux entretiens auront lieu à l'avenir pour discuter des questions qui viennent d'être soulevées».

Le 19 septembre, tandis que l'Iran met en garde M. Barzani contre «toute alliance avec les Etat-Unis», à Paris, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères déclare que «tout règlement de la question kurde passe par un dialogue avec Bagdad». A Strasbourg, le Parlement européen adopte une résolution qui condamne l'intervention irakienne au Kurdistan et exige «le retrait complet de toutes les forces irakiennes, unités de services de renseignements comprises, de la zone de protection». Cette résolution «invite le Conseil et la Commission à prendre des initiatives pour une médiation entre partis kurdes rivaux (UPK et PDK)».

Alors que l'Iran menace Barzani et aide son rival Talabani à reconstituer ses forces en vue d'une revanche, la Turquie par son annonce de création d'une «zone de sécurité» le long de la frontière du Kurdistan irakien suscite un tollé

général parmi les pays arabes réunis au Caire. Plusieurs pays européens dont la France, l'Allemagne et l'Italie s'opposent au projet turc.

Le conflit interne kurde a fini par engendrer de vives tensions régionales et internationales aux conséquences durables.

BERLIN:

LA JUSTICE ALLEMANDE MET EN CAUSE LE RÉGIME IRANIEN DANS L'ASSASSINAT DE QUATRE DIRIGEANTS KURDES

L Le procès des assassins du Dr. Sadegh Chérefkandi, secrétaire général du parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) et de ses trois collaborateurs approche désormais de sa fin. Enquêtant sur les commanditaires de ce quadruple assassinat perpétré en septembre 1992 à Berlin, dans le restaurant Mykonos, en marge du Congrès de l'Internationale Socialiste, le parquet fédéral a acquis la conviction que c'est le ministre iranien des renseignements, Ali Fallahian, qui en est l'instigateur. Il avait, en mars dernier, lancé un mandat d'arrêt international contre ce haut dirigeant de la République islamique et organisateur des basses œuvres de celle-ci.

Appelé à la barre en qualité de témoin, l'ancien président iranien, M. Abolhasan Banisadr, a accusé le président iranien Ali Akbar Rafsanjani et l'ayatollah Ali Kamenei, «guide de la République islamique», d'avoir ordonné personnellement ce quadruple assassinat et une série d'autres assassinats d'opposants iraniens à l'étranger. Selon lui, le ministre Fallahian n'a fait que faire exécuter ces ordres venant des plus hautes autorités du régime islamique. L'Iran mène ses opérations terroristes en Europe depuis le sol allemand a ajouté M. Banisadr qui a précisé que «les consulats d'Iran à Francfort et Hambourg sont des plaques tournantes du ministère iranien de la Sécurité et des renseignements, leurs consuls sont nommés directement par ce ministère». Les actions terroristes à l'étranger sont conçues et ordonnées par un «Conseil des affaires spéciales» a encore indiqué le premier président de la République islamique, bien placé pour connaître les rouages et les personnages de celle-ci. Il a affirmé avoir remis au parquet fédéral allemand une liste d'agents des services de renseignements iraniens actifs en Allemagne.

Les déclarations de M. Banisadr devant la justice allemande ont suscité la colère du gouvernement iranien qui a mis en garde l'Allemagne contre une dégradation des relations bilatérales. Tout en affirmant que M. Banisadr est «totalement discrédité» et que «ses propos ne trompent personne» le ministre iranien des Affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a demandé à Bonn son extradition alors même qu'une telle demande n'a jamais été faite à la France où l'ancien président iranien vit en exil depuis 1981.

Pour M. Banisadr, interrogé par *le Monde* du 1er septembre, la vive réaction des dirigeants iraniens traduit leur affolement «parce qu'ils savent que j'ai des informations sur l'implication du régime, informations que le procureur allemand a qualifiées de 'très exactes'».

Recourant à une tactique qu'elles maîtrisent bien, les autorités iraniennes ont déclenché dans leurs média une virulente campagne contre l'Allemagne, qui est pourtant le principal partenaire commercial de l'Iran et un défenseur zélé du «dialogue critique» euro-iranien. Le ministre iranien des renseignements a accusé Bonn de «faire un procès politique à l'Iran» et averti que les conséquences en seraient graves pour les relations irano-allemandes. Le quotidien *Iran News*, proche du ministère des Affaires étrangères, a préconisé des poursuites contre l'Allemagne qui aurait, lors de la guerre Iran-Irak, livré de gaz chimiques à Bagdad.

Par des chantages de ce genre l'Iran avait pu obtenir de l'Autriche l'enterrement du procès des assassins du leader kurde iranien A. R. Ghassemlou et de deux de ses collaborateurs, abattus le 13 juillet 1989 à Vienne par des «émissaires» du président iranien en plein «pourparlers de paix». En 1994, des menaces brandies contre la France ont conduit le

gouvernement Balladur a expulsé vers Téhéran, à la veille de Noël, deux Iraniens dont l'extradition était demandée par la Suisse pour leur implication dans l'assassinat d'opposants iraniens sur le territoire helvétique.

L'Allemagne va-t-elle à son tour céder au chantage de la République islamique que Washington classe en tête des États coupables de terrorisme ?

Les députés demandent, en outre, à la Commission européenne de «bloquer, avec effet immédiat, tous les crédits prévus dans le cadre du programme MEDA pour la réalisation des projets en Turquie, à l'exception de ce qui concerne la promotion de la démocratie et des droits de l'homme».

LE PARLEMENT EUROPÉEN GÈLE TOUTE AIDE FINANCIÈRE À LA TURQUIE

LE Parlement européen, déçu par les promesses non tenues d'Ankara, vient d'arrêter une série de sanctions financières pour manifester son exaspération. Dans une résolution très critique, adoptée le 19 septembre par 319 voix contre 23, les eurodéputés rappellent les engagements non honorés par la Turquie depuis que le Parlement a donné son avis conforme à l'Union douanière avec la Turquie, le 13 décembre dernier, à savoir «la réalisation des améliorations promises par l'ancien Premier ministre Tansu Çiller en matière de démocratisation et de droits de l'homme, la réalisation de progrès dans l'affaire chypriote et un règlement pacifique du problème kurde». Or le constat dressé par les législateurs européens depuis l'entrée de l'Union douanière en vigueur, le 1er janvier, est amer: «la situation en matière de droits de l'homme en Turquie s'est visiblement détériorée et nul progrès notable n'est enregistré en matière de démocratisation, alors que les tensions extérieures telles que provocations en mer Égée et à Chypre et agression dans le nord de l'Irak, se sont multipliées» et que «malgré les appels qu'il (le Parlement européen) a lancés et les appels venus du monde entier, Leyla Zana, prix Sakharov, et trois autres anciens députés d'origine kurde du DEP sont toujours incarcérés».

Le Parlement européen se dit, par ailleurs, «profondément préoccupé par les opérations militaires récemment menées par les forces turques en Turquie orientale et par leur refus de rechercher les voies d'un règlement pacifique au conflit du Kurdistan» et «inquiété du projet des autorités turques de créer une zone de sécurité dans le nord de l'Irak en violation des accords internationaux».

Les eurodéputés demandent instamment au gouvernement turc, d'expliquer clairement à l'Union européenne son attitude sur les quatre

points: «droits de l'homme, démocratisation, question chypriote et problème kurde), que le Parlement a mentionnés dans sa résolution du 13 décembre 1995, à laquelle il liait fondamentalement son avis conforme sur l'Union douanière». Ils ajoutent «que les violations des droits de l'homme qui continuent d'être perpétrées en Turquie contreviennent à la lettre et à l'esprit dudit accord et sont inconciliables avec les instruments spécifiques d'aide financière et le programme MEDA».

Le Parlement européen va donc bloquer la tranche 1997 (53 millions d'écus, 1 écu vaut 6,45 F) du programme spécial d'aide à l'économie turque (375 millions d'écus, environ \$ 470 millions, sur la période 1996-2000).

Hormis Le Parti populaire européen (regroupant les députés français du RPR) et Forza Europa, qui ont préféré s'abstenir, les principaux groupes du Parlement européen ont voté pour cette résolution.

Un eurodéputé, qui s'exprimait au nom du groupe socialiste français, a bien résumé le sentiment de la plupart des députés qui, il y a huit mois, en donnant leur avis conforme à l'Union douanière avec la Turquie, ont aujourd'hui l'impression d'avoir signé un chèque en blanc à un gouvernement peu digne de confiance, en lançant: «Nous nous sommes trompés pour ne pas dire qu'on (les Turcs) nous a trompés».

La réaction de Mme. Çiller, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, nommée expressément dans la résolution, est venue immédiatement après le vote: «Je condamne fortement cette décision qui exprime une vision totalement erronée. Ceux qui attendent de nous d'agir selon des idées européennes erronées se trompent».

TURQUIE:

PROCES POLITIQUES ET TUERIES SE POURSUIVENT

LES gouvernements changent mais la répression continue». C'est en ces termes que le co-président de la Commission Helsinki du Congrès américain, le républicain Christopher H. Smith, a commencé le 10 septembre son intervention lors de l'audition consacrée à la situation des droits de l'homme en Turquie. Les événements qui se sont déroulés tout au long du mois de septembre illustrent avec force ces propos.

La machine judiciaire turque a, en effet, poursuivi les procès pour délit d'opinion. Le 29 août, Madame Aysenur Zarakoglu, la première

femme à diriger une maison d'édition en Turquie, a été incarcérée après la confirmation par la Cour de cassation de sa condamnation à cinq mois de prison et à une amende de 42 millions de livres turques (environ \$ 540). Le chef d'accusation retenu par la Cour de sûreté de l'État d'Istanbul contre Mme. Zarakoglu est «la propagande séparatiste» dont elle se serait rendue coupable en publiant un livre intitulé «Birakuji: guerre fratricide» sur le conflit interne au Kurdistan irakien. A plusieurs reprises les livres publiés par la maison d'édition Belge que dirige Mme. Zarakoglu se sont trouvés sous le coup de l'article 8 de la loi anti-terreur en raison de leur contenu concernant la question kurde ou la question arménienne.

Le 12 septembre, la 9ème Chambre de la Cour de Cassation turque a rendu public son verdict sur le recours introduit par les avocats des 4 ex-députés kurdes. Ce verdict confirme la condamnation à 1 an 2 mois de prison pour «propagande séparatiste» de Mahmut Alinak, Sirri Sakik, Ahmet Turk, et Sedat Yurttas par la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara en janvier dernier. Ces députés avaient été arrêtés en même temps que Leyla Zana en mars et juillet 1994 et poursuivis pour «trahison à la patrie». Le 8 décembre 1994, la Cour de Sûreté d'État d'Ankara avait condamné Ahmet Turk à 15 ans de prison et ses trois autres collègues à 7,5 ans. La Cour de Cassation, qui a confirmé les condamnations à 15 ans de Leyla Zana, Orhan Dogan, Hatip Dicle et Salim Sadak, avait infirmé, le 26 octobre 1995, celles d'Ahmet Turk, Mahmut Alinak, Sedat Yurttas et Sirri Sakik et demandé leur rejugement. C'est à la suite de ce rejugement que leurs peines furent finalement ramenées à 14 mois de prison. Ahmet Turk et Sedat Yurttas n'auront pas à retourner en prison car la durée de leur détention antérieure couvre leur peine. Mahmut Alinak devra séjourner un mois dans la prison d'Ankara.

Le 25 septembre, 41 dirigeants du Parti de la démocratie du peuple (HADEP) arrêtés le 23 juin dernier à Ankara et placés en détention préventive après une garde à vue de 12 jours, ont comparu devant la Cour de Sûreté de l'État N° 1 d'Ankara. Au cours du Congrès du HADEP, un jeune homme cagoulé avait décroché le drapeau turc hissé sur un mur de la salle et accroché à sa place le drapeau du PKK. Les dirigeants du HADEP ont dénoncé cette «provocation policière» et présenté leurs excuses au peuple turc pour cette «offense». Mais cela n'a pas suffi aux autorités turques qui ont décidé d'arrêter 70 dirigeants nationaux et régionaux de ce parti légal pro-kurde. Après des interrogatoires de police, 41 d'entre eux furent écroués et poursuivis pour le «crime collectif» de «liens avec une organisation terroriste». Au cours de deux jours d'audiences, le procureur a requis des peines allant jusqu'à 22 ans et demi de prison contre la plupart des dirigeants de ce parti légal pro-kurde pour «outrage au drapeau turc» et «appartenance à une bande armée» en vertu de l'article 168-2 du Code pénal turc. Le procureur, Nuh Mete Yuksel, a par ailleurs déclaré qu'il y a seulement une identité en Turquie, c'est l'identité turque. Les revendications pour la

reconnaissance d'une identité culturelle kurde visent à diviser la patrie». Plusieurs observateurs internationaux et des diplomates occidentaux étaient présents dans la salle d'audience. Sur les 28 prévenus encore en détention, 11 ont été libérés le 26 septembre, dont l'ancien député de Mus, Sirri Sakik. Les 17 autres prévenus, dont 10 membres de la direction du parti et son président M. Murat Bozlak, resteront en détention préventive. La prochaine audience de leur procès est prévue pour le 23 octobre.

Au chapitre des tueries, l'événement le plus marquant fut le massacre à coups de gourdins et de barres de fer de 10 prisonniers politiques kurdes le 24 septembre dans la prison de haute sécurité de Diyarbakir au cours de la répression d'une «mutinerie».

Selon des témoins, tout a commencé vers 15 h, lors de la visite des familles aux prisonniers. Des éléments présentés par les autorités comme des «repentis» auraient d'abord agressé verbalement ces prisonniers, puis les auraient attaqués à coups de barres de fer et battus à mort. Selon d'autres témoins, dont la section locale de l'Association turque des droits de l'homme (IHD), une vingtaine de véhicules chargés de membres de JITEM (Service d'action et d'intelligence de la gendarmerie) auraient été vus vers 10h du matin dans la cour de la prison. Ce sont ces gendarmes armés de barres de fer qui auraient lancé vers 15h l'attaque meurtrière contre les prisonniers désarmés et perpétré le massacre. Pour Mahmut Sakar, vice-président de l'Association turque des droits de l'homme et président de sa section de Diyarbakir «Sans aucun doute, il s'agit d'un massacre organisé par l'État au moment même où le président Demirel séjournait à Diyarbakir. Excédé par les incessants mouvements de protestation et de grèves de la faim de ces prisonniers politiques déterminés, le gouvernement cherchait depuis plusieurs mois à éparpiller ces prisonniers à travers le pays et à briser leur résistance à tout prix». Les avocats s'attendent à ce que ce scénario d'émeutes suivies de répression meurtrière et de dispersion des prisonniers se répète dans les mois à venir dans d'autres prisons turques. Les prisonniers tués sur le coup sont : Edip Dönekci, Nihat Çakmak, Erkan Perisan, Ridvan Bulut, Hakki Tekin, Ahmet Çelik, M. Sabri Gümüş, Cemal Çan et Aydin Demir. Deux autres prisonniers sont morts à l'hôpital des suites de leurs blessures.

De son côté, le PKK, réagissant à la mort de ses militants, rappelle dans une déclaration citée par le quotidien *Özgür Politika* du 26 septembre que «dans un souci d'humanité et à la demande des organisations de la société civile, il avait, il y a quelques jours, remis à leurs familles les soldats turcs qu'il détenait tandis que l'État s'en prend, pour la deuxième fois en 6 mois, à des prisonniers de guerre kurdes sans défense en violation de toutes les lois de la guerre et de toutes les conventions internationales» et menace l'armée turque de «représailles».

Quelques jours plus tôt, les corps de 9 personnes, tuées par balles après avoir été torturées avaient été découverts au bord de routes aux environs de Diyarbakir, capitale régionale du Kurdistan turc. Cette affaire révélée le 20 septembre, semble, selon la section locale de l'Association turque des droits de l'homme, être liée aux escadrons de la mort. Ces personnes, dont une femme, avaient disparu il y a environ un mois dans le centre de Diyarbakir et à Silvan, Bismil et Çinar, dans la même province. Cinq corps ont été découverts samedi 14 septembre au bord de la route reliant Bismil à Silvan. Les autres corps ont été trouvés un par un les jours suivants à Silvan et dans le village de Soganli. Seulement trois corps ont pu être identifiés, car les victimes avaient été brûlées avant d'être achevées par balles. Il s'agit de Faik Orak, Nasir Alan et Nuri Yigit. Par ailleurs, le 22 septembre le corps d'un autre civil kurde, Nezir Çiçek, 31 ans, employé municipal, a été trouvé dans une rue de Diyarbakir. La victime connue pour son engagement syndical et ses opinions pro-kurdes a été abattue d'une balle dans la tête.

Ces massacres interviennent alors que les troupes turques appuyées par les chars et l'aviation mènent une opération d'envergure contre les maquisards du PKK à Kinzir, dans la province kurde de Tunceli. 47 maquisards kurdes, 5 soldats turcs et 4 miliciens pro-gouvernementaux ont trouvé la mort suite à cette opération commencée le lundi 23 septembre. Selon le général Ismail Hakki Karadayi chef d'état major des armées turques, le bilan des pertes dans les rangs du PKK s'élèverait à 1000 morts depuis le 15 août. Ce bilan de 6 semaines, s'il était vérifié, serait le plus meurtrier depuis le début de la guerre du Kurdistan qui a, en 12 ans, fait plus de 23 000 morts.

SEVRES: UN COLLOQUE INTERNATIONAL SUR «LES KURDES ET LA CITÉ»

AU beau milieu d'un mois chargé en événements dramatiques du Kurdistan, et comme pour rappeler la pérennité du peuple kurde au-delà des drames de l'actualité un colloque international intitulé : *«Les Kurdes et la Cité, les villes au Kurdistan, les Kurdes dans la ville»* s'est tenu les 19, 20 et 21 septembre à Sèvres, près de Paris. Une trentaine d'universitaires spécialisés dans les études kurdes venus de plusieurs pays d'Europe, d'Amérique du Nord, des républiques ex-soviétiques et du Proche-Orient ont présenté des communications sur les divers aspects de la civilisation urbaine kurde dans l'histoire et à l'époque contemporaine ainsi que sur les communautés kurdes expatriées vivant dans les villes du Proche-Orient, du Caucase, d'Europe et d'Asie centrale. Ces communications ont été suivies de débats riches auxquels environ 150 chercheurs et étudiants ont pris part pour tenter de mieux comprendre les facettes et dimensions multiples des structures urbaines kurdes, leurs liens avec le monde rural, leurs relations à la politique et à la religion. Concluant ces journées, le kurdologue Martin van Bruinessen a, à juste titre, estimé que ce premier colloque sur une question aussi méconnue avait apporté beaucoup de questions et ouvert de multiples pistes de recherches pour les chercheurs. L'effort de réflexion ainsi amorcé doit se poursuivre avec des études sur le terrain sur l'histoire de chaque ville kurde, ses caractéristiques, ses particularismes afin de parvenir un jour à établir un tableau d'ensemble de la civilisation urbaine kurde, a-t-il souligné.

Les actes de ce colloque co-organisé par le CNRS, l'Université d'Utrecht, l'Institut kurde de Paris et l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), avec le concours de la Fondation Soros (États-Unis) seront publiés dans quelques mois.

AINSI QUE

• L'INTERNATIONALE SOCIALISTE APORTE SON SOUTIEN AUX

KURDES. A l'issue de son XXème Congrès organisé au siège des Nations Unies à New York, l'Internationale socialiste (IS), a adopté une résolution finale affirmant les positions de cette organisation sur les questions internationales d'actualité. Dans cette résolution, l'IS lance un *«appel aux autorités turques pour qu'elles ouvrent un dialogue constructif avec ses citoyens kurdes et leurs représentants qui ont renoncé à la violence»* et demande *«la libération de tous les prisonniers politiques, notamment les députés du DEP»*. Elle *«proteste contre la persécution de la population kurde en Iran, en particulier du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI)»*. Elle se déclare *«profondément inquiète des opérations militaires dans les régions à population kurde du nord de l'Irak»* et *«soutien tous les efforts entrepris par les Nations unies pour amener une solutions durable au conflit»*.

• **CRISE DE CONFIANCE ENTRE WASHINGTON ET ANKARA?** Les relations turco-américaines traversent une certaine crise. L'administration américaine qui misait sur Tansu Çiller pour faire rempart à l'arrivée au pouvoir du Refah islamiste a essuyé un revers sérieux lorsque celle-ci, pour sauver sa tête, a rompu la coalition avec le conservateur Mesut Yilmaz et servi de marchepied à l'accession au pouvoir de l'islamiste Erbakan. Fidèle à sa réputation, le nouveau Premier ministre turc n'a pas hésité à effectuer sa première visite officielle en Iran, où il a signé un contrat gazier de 23 milliards de dollars narguant ainsi ostensiblement la politique américaine de *«containment»* de la République islamique. Dans la foulée il a dépêché 3 de ses ministres en Irak et deux autres en Libye pour *«développer la coopération»* avec ces deux autres régimes abhorrés et mis à l'index par Washington.

Lorsque Saddam Hussein a envoyé ses troupes dans le Kurdistan irakien, les États-Unis ont entamé avec leurs alliés une série de consultations pour décider d'une riposte à la provocation du dictateur irakien, ils ont ostensiblement ignoré la Turquie. Le président Clinton qui a parlé avec John Major, Jacques Chirac, Hosni Mobarak et d'autres dirigeants arabes n'a pas jugé utile de s'entretenir avec le

président turc et son secrétaire d'État n'a pas davantage appelé ni le Premier ministre turc, ni Tansu Çiller, ministre des Affaires étrangères. Soucieuse de se mettre en valeur, celle-ci a affirmé avec un aplomb inouï que le président Clinton l'avait appelée le 2 septembre pour l'informer de la riposte américaine. Elle a été rapidement démentie par la Maison Blanche, par l'ambassadeur américain à Ankara et par le porte-parole de son propre ministère. On a appris par la suite que le seul contact turco-américain dans cette affaire avait été la visite-éclair du chef d'état major américain, le général Shalikashvili, qui, le 2 septembre vers 12 h, a rencontré pendant une heure dans le plus grand secret son homologue turc, le général Karadayi, dans une base militaire près d'Izmir. Celui-ci n'avait pas jugé nécessaire d'informer les dirigeants civils de ce rendez-vous secret et de la teneur de l'entretien. Cet épisode en dit long sur le rôle respectif des civils et des militaires turcs dans le système turc et sur le pragmatisme américain sur cette question.

La presse a pendant 2 jours égratigné un peu Tansu Çiller, qualifiée de *«menteuse de la décennie»* et révélé que le chancelier Kohl venait de lui refuser un rendez-vous lors de la visite officielle qu'elle envisageait d'effectuer à Bonn. Dépitée, celle qui se vantait d'être la coqueluche des dirigeants occidentaux, a annulé sa visite en Allemagne.

Autre revers pour la diplomatie turque: le monde arabe et la plupart des pays européens se déclarent hostiles au projet turc d'instaurer une zone de sécurité d'une profondeur de 15 à 20 km à l'intérieur du Kurdistan irakien. Devant l'hostilité de nombre de pays et des menaces de représailles *«par tous moyens»* de l'Irak, dont une délégation a été dépêchée à Ankara, les Turcs hésitent pour l'instant à franchir le pas. Leurs troupes restent pour le moment sur la ligne frontalière, sans franchir le Rubicond.

• **LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR LA DESTRUCTION D'UN VILLAGE KURDE.** Pour la première fois, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu un jugement, lundi 17 septembre, concernant la destruction d'un village kurde dans une affaire liée à la guerre du Kurdistan et à la destruction des villages kurdes par les troupes turques. La Cour a donné raison aux sept plaignants kurdes du village de Kelekci, dans la province de

Diyarbakir, qui accusaient les soldats turcs d'avoir rasé leur village, en 1992-93, en représailles après une attaque contre un poste de la milice pro-gouvernementale. La Cour européenne a estimé que l'incendie délibéré par les forces de sécurité turques des maisons des plaignants constituait une «grave violation de leurs droits à la propriété et à la vie familiale». Elle a en conséquence condamné la Turquie à payer une somme correspondant aux dommages causés par l'attaque des militaires turcs et recommandé d'entamer des négociations pour l'évaluation des réparations pour le préjudice subi.

Le tribunal de Strasbourg a par ailleurs reproché à Ankara d'avoir failli à ses obligations européennes qui l'engagent à ne pas entraver le recours individuel de ses ressortissants devant la Cour européenne. Cette autre accusation devrait toutefois faire l'objet d'une enquête sur place.

• UN DIRIGEANT RUSSE ESTIME QUE L'ONU DEVRAIT DÉCRÉTER UN EMBARGO CONTRE LA TURQUIE POUR SA PERSÉCUTION DES KURDES. Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Victor Posuvalionk, dans une interview au journal «Argumenti I Fakti» accuse les États-Unis de pratiquer une politique de «deux poids deux mesures» sur le problème kurde. A la question «Pourquoi le Conseil de Sécurité de l'ONU ne se saisit pas de la question kurde en Turquie alors que l'armée turque anéantit les Kurdes qui vivent sur son territoire et qui sont privés d'autonomie, pourquoi les États-Unis ne recourent pas à des représailles militaires et économiques contre la Turquie ?» le vice-ministre russe répond: «Nous sommes opposés à cette politique de deux poids deux mesures qui consiste à punir l'Irak et à épargner la Turquie alors que ces deux États persécutent également leurs populations kurdes. La Russie souhaite que les persécutions à l'encontre du peuple kurde prennent fin et que ce peuple puisse jouir de son autonomie partout où il vit». Le vice-ministre russe n'a pas indiqué si son pays allait saisir le Conseil de Sécurité de l'ONU du sort du peuple kurde en Turquie.

• LA POLICE TURQUE AUTORISÉE À ÉCOUTER LES TÉLÉPHONES MOBILES ET DE VOITURE DANS L'ENSEMBLE DU PAYS. L'opinion turque vient d'apprendre que la Cour de sûreté de l'État N° 2 d'Ankara avait autorisé par une décision secrète du 10 janvier 1995 les écoutes téléphoniques. La Direction générale de la Sûreté procède ainsi avec une «couverture légale»

à l'écoute des téléphones mobiles et des téléphones de voiture afin «d'empêcher les activités des forces criminelles menaçant l'unité de la patrie et de la nation». Cette autorisation signée du juge militaire Ülkü Coskun concernait d'abord les 7 départements relevant du ressort de cette Cour. Elle a été ensuite étendue à l'ensemble du pays rapporte le quotidien *Turkish Daily News* du 20 septembre. Le quotidien *Hürriyet* du 16 septembre qui confirme cette information et relève que cette pratique «constitue une infraction grave de l'article 22 de la Constitution garantissant la liberté de communication et la confidentialité de celle-ci», souligne qu'aucun des ministres concernés (Intérieur, Justice, Communication) de l'époque ne semble avoir été mis au courant de cette décision. Celle-ci permet à la police d'enregistrer l'ensemble des communications téléphoniques de qui elle veut car l'autorisation n'est pas nominative, elle donne à la police carte blanche

et oblige les PTT ainsi que les opérateurs privés de téléphone mobile à coopérer avec elle. Les citoyens turcs, qui n'ont guère d'illusions sur leur État, se doutaient que leurs téléphones classiques pouvaient être écoutés à tout moment. Ils pensaient cependant que les téléphones mobiles étaient hors de portée de la police et c'était sans doute la raison principale de leur engagement pour cette innovation. Les voilà informés des prouesses techniques de leur police se vantant de pouvoir enregistrer 23 000 communications par minute, et du caractère policier de leur État. Même Mme. Çiller qui, de son bureau de Premier ministre, préférerait utiliser son «mobile» de peur que ses autres téléphones ne soient sur table d'écoutes doit maintenant déchanter en apprenant que les chefs de la police, et leurs commanditaires de l'armée, n'ignoraient rien de ses petits secrets.

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LES ÉTATS-UNIS SURVEILLENT DES CONCENTRATIONS DE TROUPES IRAKIENNES À LA LISIÈRE DU KURDISTAN. Une formation kurde affirme que Bagdad a lancé une attaque. Ayant reçu des indications selon lesquelles l'armée irakienne a pris des dispositions qui lui permettraient de lancer une offensive contre la partie du Kurdistan située au nord du 36^e parallèle, les ÉTATS-UNIS ont annoncé avoir décidé des mesures pour parer à toute éventualité. Selon une formation kurde, Bagdad aurait commencé son attaque par un pilonnage intensif. (*Le Monde*, 1^{er}/2 septembre 1996), p. 1.

LES RELATIONS ENTRE L'IRAN ET L'ALLEMAGNE SE DÉTÉRIORENT. Le procès, à Berlin, relatif à l'assassinat de quatre Kurdes déclenche la colère de Téhéran. Contestant l'indépendance du pouvoir judiciaire allemand, M. Fallahian, ministre iranien des renseignements, a accusé Bonn de faire un procès politique à l'Iran et averti que les conséquences en seraient fâcheuses pour le partenariat irano-allemand. (*Le Monde*, 1^{er}/2 septembre 1996), p. 1-2.

TÉHÉRAN : BAGDAD A AGI AU KURDISTAN AVEC LE FEU VERT DE WASHINGTON. «Incontestablement, l'Irak a agi avec l'accord des ÉTATS-UNIS car, sans leur coordination, Bagdad n'aurait pas massacré son peuple innocent» a souligné M. Nategh-Nouri, dans un discours à l'ouverture de la session parlementaire. (*A.F.P.*, 1^{er} septembre 1996), p. 2.

L'ARMÉE IRAKIENNE AU KURDISTAN. L'armée irakienne s'est maintenue à Erbil, dans le nord de l'Irak, dont elle avait pris le contrôle alors que les combats se sont étendus à Souleimanieh, l'autre grande ville de la région. LA PRESSE OFFICIELLE IRAKIENNE A MIS EN GARDE CONTRE TOUTE INTERVENTION ÉTRANGÈRE VISANT L'IRAK À LA SUITE DE L'OPÉRATION MILITAIRE IRAKIENNE DANS LE KURDISTAN. «L'Irak n'est pas intervenu dans une ville turque ou iranimenne, il a aidé à la libération d'une ville irakienne occupée», affirme le quotidien *al-Joumhouriya*, dans un éditorial sous forme de lettre ouverte adressée aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU. (*A.F.P.*, 1^{er} septembre 1996), p. 3-4, 5.

TURQUIE-IRAK-KURDES. Le vice-Premier ministre turc Tansu Ciller a appelé le président irakien Saddam Hussein à «retirer ses forces immédiatement» du nord de l'Irak. (A.F.P., 1^{er} septembre 1996), p. 4.

LES ETATS-UNIS S'ENGAGENT à RIPOSTER à L'ASSAUT IRAKIEN. (*The Washington Post*, 2 septembre 1996), p. 6-9.

SADDAM SUBIRA «LES CONSÉQUENCES» DES ATTAQUES CONTRE LES KURDES, PRÉVIENNENT LES ÉTATS UNIS. (*International Herald Tribune*, 2 septembre 1996), p. 9-10.

APRÈS LE PERCÉE IRAKIENNE, L'ÉQUILIBRE DU POUVOIR RÉGIONAL CHANGERA-T-IL ? (*International Herald Tribune*, 2 septembre 1996), p. 10-11

EN L'ABSENCE D'UNE INFLUENCE AMÉRICAINE COHÉRENTE, LES VIEUX CONFLITS KURDES REPRENENT DE PLUS BELLE. (*International Herald Tribune*, 2 septembre 1996), p. 11-12.

LES ARRESTATIONS À ERBIL. Les services secrets de Saddam Hussein continuaient à arrêter des membres de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Erbil (nord de l'Irak), après le retrait des chars irakiens de la ville, a affirmé à l'AFP un porte-parole du Conseil national irakien (CNI, coalition de l'opposition). (A.F.P., 2 septembre 1996), p. 12.

LEYLA ZANA : AU NOM DE TOUS LES SIENS. La Pasionaria kurde sera peut-être le prochain prix Nobel de la paix. Enfermée pour quinze ans dans une prison d'Ankara parce qu'elle a osé réclamer, en plein Parlement, l'égalité pour son peuple opprimé, la petite voix descendue des montagnes du Kurdistan est aujourd'hui l'ennemie numéro un du gouvernement turc. Annick Le Floc'Hmoan a recueilli les confidences de celle dont François Mitterrand disait : «C'est une héroïne». (Elle, 2 septembre 1996), p.13 - 15.

SADDAM HUSSEIN REVIENT AU KURDISTAN. Il annonce le retrait de l'armée irakienne de la «zone de sécurité». LES RAISONS CACHÉES DE L'INVASION IRAKIENNE. Depuis 1991, Saddam est à l'affût du moindre prétexte pour reprendre le nord de l'Irak. Jalal Talabani : «Nous allons

sûrement nous tourner vers quelqu'un prêt à nous aider. La région serait divisée entre un groupe pro-irakien et un pro-iraniens». **KURDISTAN D'IRAK : L'ARMÉE IRAKIENNE EST ENTRÉE AU KURDISTAN.** Après la prise d'Erbil par les troupes de Saddam Hussein et le Parti démocratique du Kurdistan, Washington annonce qu'il prépare «avec ses alliés» une réponse appropriée. Paris se démarque. Les combats auraient fait plus de cents morts. **LA NOUVELLE GUERRE DE SADDAM HUSSEIN.** «Notre réponse aura des conséquences pour Saddam», affirme la Maison-Blanche. Bagdad assure faire marche arrière. **LA MORALE ET LE CROQUE-MITAINÉ. LE NOUVEAU DÉFI DU «RAIS».** Cette fois, le président irakien prétend intervenir pour contrer «l'ingérence iranienne». **UNE AMÈRE EXPÉRIENCE D'AUTONOMIE.** Depuis 1991, les Kurdes d'Irak se livrent à des combats fratricides, qui ont fait déjà 2 000 morts. (*Libération; L'Humanité; Le Figaro*, 2 septembre 1996), p. 16, 17 18 - 19, 20, 21, 22.

ANKARA CRAINT... La Turquie craint que l'instabilité dans le nord de l'Irak due aux affrontements entre les factions kurdes rivales, dont Bagdad a profité pour intervenir militairement pendant le week-end, ne renforce les rebelles kurdes en Turquie. **LA TURQUIE A APPELÉ LES NATIONS UNIES À METTRE EN OEUVRE COMME PRÉVU LA RÉOLUTION 986 DITE «PÉTROLE CONTRE NOURRITURE», MALGRÉ L'INTERVENTION MILITAIRE IRAKIENNE DU WEEK-END DERNIER CONTRE LES KURDES DU NORD DE L'IRAK.** (A.F.P., 2 septembre 1996), p. 23-24, 26.

MANIFESTATION À SOULEIMANIEH. Une importante manifestation s'est déroulée à Souleimanieh, bastion de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dans le nord-est de l'Irak, pour réclamer une intervention alliée contre le régime de Saddam Hussein, a indiqué un responsable de l'UPK. **GRANDE CONFUSION À ERBIL LORS DE L'OFFENSIVE IRAKIENNE.** Des soldats irakiens déguisés en combattants kurdes, pillant des boutiques et des entrepôts d'organisations humanitaires, des tanks irakiens aux couleurs de leurs alliés kurdes du PDK pilonnant le parlement et l'hôpital : l'offensive irakienne sur Erbil a semé la plus grande confusion. (A.F.P., 2 septembre 1996), p. 24, 26, 27 - 28.

LES FORCES AMÉRICAINES AU PROCHE-ORIENT SONT EN ÉTAT D'ALERTE MAXIMALE. Les ÉTATS-UNIS apparaissent décidés à «punir» Saddam Hussein pour son intrusion militaire au nord de l'Irak, en territoire kurde, mais aucune décision définitive n'avait -officiellement- été prise sur la forme de ces représailles américaines, débattues avec les alliés européens et proche-orientaux de Washington. (A.F.P., 2 septembre 1996), p. 25 - 26.

LE MARCHÉ PÉTROLIER PRIS PAR SURPRISE. La reprise partielle des exportations de pétrole irakien, attendue par les milieux pétroliers pour le mois de septembre, paraît de nouveau repoussée sine die en raison de l'offensive de l'armée irakienne au Kurdistan, selon les experts pétroliers. (A.F.P., 2 septembre 1996), p. 28 - 29.

KURDISTAN : DES EXÉCUTIONS DE MASSE. Saddam ordonne le retrait des troupes. L'ONU suspend l'accord sur le pétrole avec Bagdad. (*Corriere Della Sera*, 2 septembre 1996), p. 30.

LA TERRE DE TOUS LES HOLOCAUSTES. «QUAND HITLER SUT CE QUE SADDAM FIT AUX KURDES, IL PLEURA». Un million et demi d'Arméniens massacrés en 1915. Des dizaines de milliers d'Assyro-chaldéens trucidés. Les déportations et l'exode des expatriés. Peuples, victimes des intrigues et des trahisons perpétrées par leurs frères. (*Corriere Della Sera*, 2 septembre 1996), p. 31.

LE RETOUR DE SADDAM. Dans la soirée annonce imprévu de la T.V. nationale. Avant l'attaque-surprise les troupes d'occupation ont déclenché la chasse à l'homme à Erbil. Démenti de la conquête de Suleimanieh. Dénoncées, par l'opposition, des vengeances et des pillages. **BAGDAD : A «DÉJÀ DONNÉ L'ORDRE DE SE RETIRER».** Mais au Kurdistan les soldats perpétrent des tueries et des traques massives. (*Corriere Della Sera*, 2 septembre 1996), p. 32-33.

INTERVIEW DU CHEF KURDE ATTAQUÉ PAR LES IRAKIENS ET LES FACTIONS RIVALES : «NOUS COMBATTONS SEULS, L'IRAN N'A RIEN À VOIR». Talabani déclare : «Ils ont pris d'assaut ma maison, ma femme est en otage, mes fils disparus». (*Corriere Della Sera*, 2 septembre 1996), p. 34.

LES ÉTATS-UNIS MENACENT SADDAM DE NOUVEAU. — Le retrait irakien jugé insignifiant par la Maison Blanche. (*International Herald Tribune*, 3 septembre 1996), p. 35 - 36.

LES RÉPONSES à SADDAM. (*International Herald Tribune*, 3 septembre 1996), p. 36.

UNE OCCASION DE BRISER LA MACHINE DE GUERRE IRAKIENNE. (*International Herald Tribune*, 3 septembre 1996), p. 37.

LES RIPOSTES DOIVENT ÊTRE PROPORTIONNÉES, LES ALLIÉS PRÉVIENNENT CLINTON. (*International Herald Tribune*, 3 septembre 1996), p. 38 - 39.

LA PUNITION DE SADDAM: LA RIPOSTE SERAIT POPULAIRE MAIS SANS PROBLÈMES. (*International Herald Tribune*, 3 septembre 1996), p. 39 - 40.

L'ARMÉE DE BAGDAD COMMENCE À QUITTER LE NORD DU KURDISTAN IRAKIEN. Selon l'ONU, les troupes de Saddam Hussein se sont retirées d'Erbil, principale ville de la zone placée sous protection internationale. L'armée irakienne y était intervenue à la demande du PDK, pour en chasser les miliciens d'une autre formation kurde, l'UPK. Une soixantaine de transports de troupes, de chars et de camions irakiens, ont, selon une source de l'ONU, commencé à se replier sur leurs positions initiales au sud du 36^e parallèle, mais des chars demeuraient stationnés aux alentours d'Erbil. LES ÉTATS-UNIS ONT ENGAGÉ DES CONSULTATIONS AVEC LEURS ALLIÉS OCCIDENTAUX ET ARABES POUR EXAMINER UNE ÉVENTUELLE RIPOSTE SI BAGDAD NE REPLIAIT PAS TOTALEMENT SES TROUPES. Washington est gêné par le démarrage de la campagne présidentielle aux ÉTATS-UNIS. Les incohérences de la politique occidentale. (*Le Monde*, 3 septembre 1996), p. 40 - 41, 42, 42 - 43.

TURQUIE-DROITS DE L'HOMME : UN MILITANT DES DROITS DE L'HOMME ARRÊTÉ. Un militant en vue des droits de l'Homme turc, qui a rencontré des représentants des rebelles kurdes séparatistes dans le nord de l'Irak, a été arrêté, selon des responsables judiciaires et des droits de l'Homme. LIBÉRATION DE DEUX MILITANTS DES

DROITS DE L'HOMME. Deux dirigeants d'associations des droits de l'Homme, arrêtés pour liens présumés avec «une organisation terroriste séparatiste» ont été libérés mais devront passer en jugement. (*A.F.P.*, 3 septembre; 6 septembre 1996), p. 43, 129.

PÉTROLE : LES COURS GRIMPENT APRES L'INTERVENTION MILITAIRE IRAKIENNE AU KURDISTAN. À la suite de l'intervention militaire irakienne au Kurdistan, l'ONU envisage de retarder le retour de Bagdad sur le marché pétrolier mondial. Du coup, les cours du brut ont monté de près de 6 %. PÉTROLE : FORTE HAUSSE DES COURS. Le Brent a frôlé ses plus hauts niveaux depuis cinq ans. Vive tension sur le marché pétrolier. UNE AUBAINE POUR LES MARCHÉS PÉTROLIERS. Les tensions dans le Golfe contribuent à soutenir les cours du *light sweet crude*, qualité de référence aux ÉTATS-UNIS. (*Les Echos*; *Le Figaro*, 3 septembre; *Le Monde*, 4 septembre 1996), p. 44, 47, 69.

KENDAL NEZAN : «LE RISQUE D'ESCALADE EXISTE». Le président de l'Institut kurde de Paris craint une recrudescence de la guerre civile, avec des interventions iraniennes et irakiennes accrues. (*Le Figaro*, 3 septembre 1996), p. 45.

APRES UNE OFFENSIVE-ÉCLAIR DANS UNE ZONE PROTÉGÉE PAR L'AVIATION ALLIÉE, LES FORCES IRAKIENNES SE RETIRENT DU KURDISTAN. Les ÉTATS-UNIS étudient une éventuelle riposte si Bagdad ne replie pas totalement ses troupes. (*Le Figaro*, 3 septembre 1996), p. 46.

LE CONSEIL NATIONAL IRAKIEN DEMANDE... Le président du Conseil national irakien (CNI, coalition de l'opposition) Ahmad Chalabi a demandé «d'autres mesures concrètes» contre le régime de Saddam Hussein, après les frappes américaines. LE LEADER DE L'UPK SOUHAITE... Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan a accueilli avec satisfaction l'attaque de missiles de croisière américains contre des cibles militaires irakiennes au sud du pays et souhaité que de nouvelles frappes soient menées jusqu'à la chute de Saddam Hussein. LIESSE POPULAIRE À SOULEIMANIEH APRES L'ATTAQUE AMÉRICAINE EN IRAK. Des dizaines de milliers de Kurdes des régions sous contrôle de l'UPK, notamment à Souleimanieh, ont célébré

par des danses et des chants l'attaque américaine en Irak. (*A.F.P.*, 3 septembre 1996), p. 48, 49, 52.

LES PREMIÈRES DÉCLARATIONS DE MASSOUD BARZANI. Massoud Barzani, dirigeant du PDK allié de l'Irak dans sa capture de la ville kurde d'Erbil, a affirmé que son groupe n'avait pas peur des ÉTATS-UNIS. ERBIL GROUILLE D'AGENTS IRAKIENS. La ville d'Erbil grouillait d'agents irakiens parfois en uniforme et l'armée irakienne a pris plus au sud le contrôle des villes de Kalar et Kifri, a-t-on appris de sources humanitaires. L'OPPOSITION CHIITE IRAKIENNE DÉNONCE LA DESTRUCTION DE SES BUREAUX À ERBIL. LA SITUATION DANS LE NORD DE L'IRAK... La situation était toujours calme dans le nord de l'Irak (Kurdistan), où «aucun mouvement à grande échelle de réfugiés n'est à signaler», a indiqué le Haut Commissariat des Nations aux réfugiés (HCR) à Genève. (*A.F.P.*, 3 septembre 1996), p. 49, 50, 51 - 52.

LA DIVISION KURDE COUPE L'HERBE SOUS LES PIEDS DES AMÉRICAINS DANS LEUR POLITIQUE CONTRE SADDAM. (*The Washington Post*, 4 septembre 1996), p. 53 - 54.

LES ÉTATS-UNIS ATTAQUERONT SADDAM EN LANÇANT 27 MISSILES. (*International Herald Tribune*, 4 septembre 1996), p. 55.

WASHINGTON SE TROUVE SEUL. LES ALLIÉS EXPRIMENT LEUR SOUTIEN MAIS SE GARDENT DE SIMPLIFIER. (*International Herald Tribune*, 4 septembre 1996), p. 56 - 57.

EXTRAIT DES DÉCLARATIONS DE CLINTON ET DE SADDAM. (*International Herald Tribune*, 4 septembre 1996), p. 57.

DERRIÈRE LE RAID AU KURDISTAN SE CACHE LA HAINE IRANO-IRAKIENNE. (*International Herald Tribune*, 4 septembre 1996), p. 58.

L'ATTAQUE DANS LE SUD ENVOIE UN MESSAGE STRATÉGIQUE AUX SAOUDIENS ET À SADDAM. (*International Herald Tribune*, 4 septembre 1996), p. 59.

LES PERDANTS DE L'HISTOIRE SE

BATTENT CONTRE LEURS VOISINS, ET ENTRE EUX, SOUVENT ASSISTÉS PAR LEURS ADVERSAIRES. (*The New York Times*, 4 septembre 1996), p. 60.

LES CIBLES ONT ÉTÉ CHOISIES POUR PUNIR ET AFFAIBLIR HUSSEIN, DÉCLARENT LES RESPONSABLES IRAKIENS. (*The New York Times*, 4 septembre 1996), p. 62.

UNE RÉPONSE MODÉRÉE À SADDAM. (*The New York Times*, 4 septembre 1996), p. 63.

L'IRAK REMPLI LE VIDE DE POUVOIR. (*The New York Times*, 4 septembre 1996), p. 64.

LES ÉTATS-UNIS ONT RÉPLIQUÉ À L'OFFENSIVE IRAKIENNE AU KURDISTAN. Une trentaine de missiles Tomahawk ont été tirés, contre des objectifs militaires dans le sud du pays. Washington, qui a reçu le soutien de la Grande-Bretagne et de l'OTAN, n'exclut pas d'autres frappes. LES ÉTATS-UNIS ONT BOMBARDÉ DES CIBLES MILITAIRES DANS LE SUD DE L'IRAK. La France est réservée sur le bien-fondé de l'intervention de Washington. UN RAID MENÉ DE FRONT PAR DES B-52 ET DES CROISEURS. Cette attaque a duré moins d'une heure. L'attaque américaine est une réplique aux opérations que les troupes irakiennes ont engagées, dans le nord de l'Irak, en prenant prétexte d'une aide accordée aux combattants de l'une des principales factions kurdes, le PDK, en lutte contre l'UPK qui assure que Bagdad continue son offensive. (*Le Monde*, 4 septembre 1996), p. 67 - 68, 65, 68.

LA FERMETÉ DE M. CLINTON EST SOUS-TENDUE PAR DES CALCULS ÉLECTORAUX. RIPOSTE ÉLECTORALE. PLUSIEURS ALLIÉS DE WASHINGTON LUI REPROCHENT D'AGIR EN SOLITAIRE. Paris en appelle au respect de la légalité internationale. Le président Clinton a consulté ses alliés avant de déclencher cette action. Seules, la Grande-Bretagne et l'OTAN ont exprimé un «total soutien». LE COLONEL KADHAFI VOLE AU SECOURS DE L'HOMME FORT DE BAGDAD. (*Le Monde*, 4 septembre 1996), p. 66, 68, 70, 69.

DE RÉVOLTES EN COMLOTS. Depuis la fin de la guerre du Golfe, l'histoire de l'Irak, sous la férule de Saddam Hussein, a été marquée par une suite incessante de révoltes populaires, de luttes de clans et de complots. (*Le Monde*, 4 septembre 1996), p. 71.

L'IDENTITÉ KURDE, TOUJOURS BAFOUÉE. Privé de ses droits, le peuple kurde est lui-même divisé. (*Libération*, 4 septembre 1996), p. 71.

AVEZ-VOUS VU? (*The Middle East*, septembre 1996), p. 72.

USA-IRAK-KURDE : RÉCONCILIATIONS ET DIVISIONS. Les deux grandes figures kurdes d'Irak, Massoud Barzani, aujourd'hui soutenu par Bagdad, et Jalal Talabani, bénéficiant des largesses de Téhéran, sont deux frères ennemis qui ont pris le risque de voir s'éloigner pour longtemps le rêve mythique d'un Kurdistan indépendant. LES KURDES ONT PEUR. Les Kurdes d'Irak ont peur après la prise d'Erbil, le chef-lieu du Kurdistan, par les troupes irakiennes alliées à l'un des deux partis kurdes qui se disputent le pouvoir dans cette région échappant au pouvoir central de Bagdad depuis 1991. (*A.F.P.*, 4 septembre 1996), p. 73-74, 77-78.

LA DÉCLARATION D'ANKARA. La Turquie a averti qu'elle pourrait intervenir militairement dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan si la situation l'exigeait. (*A.F.P.*, 4 septembre 1996), p. 74-75.

LA VIE REVIENT À LA NORMALE À ERBIL. Le drapeau irakien a disparu du toit du «parlement» kurde à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, cinq jours après sa prise par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié aux troupes irakiennes. ACCUEIL FAVORABLE DU CHEF DU PDK À UNE REPRISE DU DIALOGUE INTER-KURDE. Le chef du Parti démocratique du Kurdistan, Massoud Barzani accueille favorablement l'appel de Washington à la reprise du dialogue inter-kurde... (*A.F.P.*, 4 septembre 1996), p. 75-76, 77.

EN PRENANT LA RELEVÉ DE BUSH, LES ÉTATS-UNIS S'EMBROUILLENT DANS LA POLITIQUE IRAKIENNE. (*International Herald Tribune*, 5 septembre 1996), p. 79.

LA MENACE DE SADDAM. (*International Herald Tribune*, 5 septembre 1996), p. 80.

IRAK : LE VRAI DRAME. Une fois de plus, les Kurdes vont payer le prix de la criminelle bêtise de leurs dirigeants. NOUVEUX TIRS DE MISSILES AMÉRICAINS CONTRE L'IRAK. Les forces américaines ont tiré une nouvelle salve de quelque dix-sept missiles de croisière contre des objectifs militaires qui n'avaient pas été complètement détruits, la veille, par les premières frappes aériennes. UN TRES LARGE «PARAPLUIE» AÉRIEN. «LEURS LIGNES MAUDITES SONT INEXISTANTES». Les autorités irakiennes ont indiqué, dans un communiqué, que la première attaque américaine avait coûté la vie à cinq personnes et en avait blessé dix-neuf autres. Pour sa part, dans un discours télévisé le président Saddam Hussein a invité son armée à ne plus respecter les deux zones d'exclusion aérienne. (*Le Monde*, 5 septembre 1996), p. 81, 83, 88.

LES TIRS AMÉRICAINS CONTRE L'IRAK ÉBRANLENT LA COALITION ANTI-SADDAM. CERTAINS ALLIÉS DE ÉTATS-UNIS DÉNONCENT UNE «ACTION UNILATÉRALE». L'ONU maintient ses sanctions. LA FRANCE AFFICHE SA DIFFÉRENCE. (*Le Monde*, 5 septembre 1996), p. 82-83, 84, 87.

L'INTERVENTION DE BAGDAD A SEMÉ LE CHAOS AU KURDISTAN. M. Barzani semble avoir du mal à convaincre ses partisans du bien-fondé de son appel au président Saddam Hussein. L'intervention des troupes de Bagdad dans le nord du Kurdistan - dont le retrait a été officiellement annoncé - a créé le chaos qui fait état de nombreuses arrestations dans les rangs de l'opposition. LA TURQUIE S'INQUIÈTE DE L'INSTABILITÉ PROVOQUÉE À SA FRONTIÈRE... (*Le Monde*, 5 septembre 1996), p. 86, 85.

LA LYONNAISE DES EAUX PARIE SUR LA TURQUIE. La présence du groupe en Turquie devrait également faciliter son développement dans les pays limitrophes. (*Le Monde*, 5 septembre 1996), p. 88.

SADDAM DÉFIE L'AMÉRIQUE. Sous-estimant la riposte de Clinton en pleine campagne électorale, le dictateur irakien a voulu pousser ses pions au Kurdistan et reprendre le contrôle de cette zone stratégique. (*L'Express*, 5 septembre 1996), p. 89.

LE KURDISTAN, CETTE POUDRIERE. Les cinq clés du coup de force de Saddam Hussein. (*l'Événement du Jeudi*, 5/11 septembre 1996), p. 90.

APPEL DU PKK. Le chef du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, a appelé les militants de sa formation à la «résistance sacrée» contre la Turquie. 291 MORTS. 291 militants armés du PKK (séparatiste), en rébellion contre Ankara, ont été tués lors de combats et opérations militaires en août. (*A.F.P.*, 5 septembre 1996), p. 91, 95.

LES PROFITEURS DE L'EMBARGO S'INQUIETENT. La reprise des exportations de brut irakien n'arrangerait pas les Kurdes. Les volumes de produits pétroliers exportés de manière illégale, par camions, vers la Turquie à partir de l'Irak seraient de 40 000 à 60 000 barils par jour. (*Libération*, 5 septembre 1996), p. 91.

ANKARA VEUT DES «ZONES DE SÉCURITÉ» EN IRAK. La Turquie a l'intention de stationner des troupes dans un certain nombre de «zones de sécurité» dans le nord de l'Irak, le long de sa frontière, pour empêcher les infiltrations des rebelles kurdes du PKK. INITIATIVE TURQUE AUPRES DES NATIONS UNIES. La Turquie lance une initiative pour compenser ses pertes après la suspension de la résolution de l'ONU «pétrole contre nourriture», autorisant l'Irak à une vente limitée de pétrole. (*A.F.P.*, 5 septembre 1996), p. 92 - 93, 93.

APPEL DE M^{me} MITTERRAND EN FAVEUR DES KURDES. Danielle Mitterrand, présidente de l'association France-Libertés, a appelé «l'opinion publique dans le monde à se mobiliser» en faveur de la situation catastrophique des Kurdes d'Irak. (*A.F.P.*; *The Associated Press*, 5 septembre 1996), p. 94, 102.

LA TURQUIE ATTAQUE LES REBELELS KURDES. (*The Washington Post*, 5 septembre 1996), p. 96 - 97.

MISSION ACCOMPLIE AVEC UN SECOND RAID DE MISSILES CONTRE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 5 septembre 1996), p. 98 - 99.

SADDAM RESTE DÉFIANT ET TITILLE LES ETATS-UNIS. (*International Herald Tribune*, 5 septembre 1996), p. 99.

LA FROIDEUR DE LA FRANCE: DIFFÉRENCE DE POLITIQUE ET DE PERSONNALITÉS. L'argent joue également son rôle dans l'aversion (française) contre les bombardements américains. (*International Herald Tribune*, 5 septembre 1996), p. 100 - 101.

LES ATTITUDES ONT CHANGÉS QUANT À LA POSITION À ADOPTER VIS-À-VIS DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 5 septembre 1996), p. 101.

LES FRAPPES CONTRE L'IRAK NE SERVENT À RIEN, SAUF À L'ÉGO AMÉRICAIN. (*International Herald Tribune*, 5 septembre 1996), p. 103.

LE CONFLIT SE RÉPAND AU NORD DE L'IRAK COMME LES KURDES SE BATTENT ENTRE EUX, LES TURCS BOMBARDENT. (*The Washington Post*, 6 septembre 1996), p. 104 - 106.

L'IRAK GARDE UN CEIL VIGILANT SUR LES KURDES. (*The Washington Post*, 6 septembre 1996), p. 107 - 108.

LES CHARS IRAKIENS FRANCHISSENT LA FRONTIÈRE KURDE. (*The Washington Post*, 6 septembre 1996), p. 109 - 111.

L'IRAK SE RETIRE MAIS LAISSE DES ESPIONS DERRIÈRE LUI, DÉCLARENT LES ETATS-UNIS. (*The New York Times*, 6 septembre 1996), p. 112 - 113.

LE RAID IRAKIEN CONTRE LES KURDES ÉTAIT UN RISQUE CALCULÉ PAR BAGDAD. (*The New York Times*, 6 septembre 1996), p. 113 - 114.

PARIS OFFRE UN SOUTIEN MITIGÉ ALORS QUE LONDRES SE MONTRE SOLIDAIRE. (*The New York Times*, 6 septembre 1996), p. 115.

DANS LES RUES DES VILLES-FANTÔMES KURDES, LA PEUR ET LA JUBILATION SE MÊLENT. (*The New York Times*, 6 septembre 1996), p. 116.

L'AVIATION TURQUE ATTAQUE LES BASES KURDES AU NORD DE L'IRAK. (*The New York Times*, 6 septembre 1996), p. 117 - 118.

LES MEMBRES DU CONSEIL DE

SECURITÉ DE L'ONU NEGOCIENT, MAIS EN VAIN. (*The New York Times*, 6 septembre 1996), p. 119.

LES KURDES ONT BESOIN D'Y REFLÉCHIR ET DE CONJUGUER LEURS FORCES, Editorial de William Safire. (*International Herald Tribune*, 6 septembre 1996), p. 120.

LE LEADER KURDE DÉCLARE QUE SON ALLIANCE (AVEC BAGDAD) ÉTAIT JUSTE UNE TACTIQUE. (*International Herald Tribune*, 6 septembre 1996), p. 121.

L'ATTAQUE MONTRE LA NOUVELLE VOLONTÉ DE CLINTON D'Y ALLER SEUL ET AVEC DÉTERMINATION. (*International Herald Tribune*, 6 septembre 1996), p. 122.

BILL CLINTON SE FÉLICITE DU «SUCCE» DE SES FRAPPES ET DE LA LEÇON INFLIGÉE À SADDAM HUSSEIN. L'Irak a retiré des avions de la nouvelle zone d'exclusion aérienne. Le président américain, Bill Clinton s'est félicité, du «succès» des frappes de missiles contre l'Irak. Les cibles ayant été, selon lui, détruites ou suffisamment endommagées, la zone d'exclusion aérienne étendue jusqu'au sud du 33^e parallèle est entrée en vigueur. Près de huit Américains sur dix approuvent les frappes américaines dans le sud de l'Irak, selon un sondage diffusé par la chaîne ABC. LA CRÉATION D'UNE ZONE-TAMPON PAR LA TURQUIE. (*Le Monde*, 6 septembre 1996), p. 123.

LES CONDITIONS DE VIE AU KURDISTAN SE SONT ENCORE DÉGRADÉES. Outre les problèmes d'eau et d'électricité, une conséquence immédiate de l'opération irakienne a été l'effondrement du dinar. (*Le Monde*, 6 septembre 1996), p. 124.

PARIS MODIFIE SA PARTICIPATION À LA SURVEILLANCE DU CIEL IRAKIEN. Celle-ci est suspendue au nord et limitée au sud. (*Le Monde*, 6 septembre 1996), p. 125.

LA TURQUIE PRISE ENTRE DEUX FEUX ET TENTÉE D'INTERVENIR. Ankara craint une extension de la crise qui profiterait aux rebelles kurdes du PKK. Tansu Ciler a déclaré : «Il n'est pas question que la Turquie permette qu'une nouvelle période difficile s'ouvre dans sa lutte contre le

terrorisme» (*Libération*, 6 septembre 1996), p. 126.

IRAK : LES ALLIÉS CONTIENNENT LEURS DIVISIONS. La France reprendra ses patrouilles mais refuse d'éteindre la zone d'exclusion aérienne. «*DÉCEPTION*». (*Libération*, 6 septembre 1996), p. 127, 128.

LE RISQUE D'UNE CATASTROPHE HUMANITAIRE. L'Institut kurde lance un S.O.S. (*L'Humanité*, 6 septembre 1996), p. 128.

ZONES DE SÉCURITÉ : BAGDAD DÉNONCE «*UN COMLOT*», AMÉRICAIN. Le projet de la Turquie d'établir des zones de sécurité sur sa frontière avec l'Irak relève d'un «*complot*» américain contre l'Irak, estime-t-on dans les milieux politiques irakiens. (*A.F.P.*, 5 septembre 1996), p. 130.

ALORS QUE LES ÉTRANGERS S'EN VONT, LES KURDES ONT PEUR. (*The Washington Post*, 7 septembre 1996), p. 131 - 133.

TURQUIE: QUI DIRIGE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ? (*The Economist*, 7 septembre 1996), p. 135.

LES KURDES RIVAUX NE SONT PAS EN MESURE DE DIRE QUI EST LOYAL. (*The New York Times*, 7 septembre 1996), p. 138 - 139.

L'OFFENSIVE IRAKIENNE DANS L'ÉNCLAVE KURDE MET EN PERIL LE COMLOT AMÉRICAIN DE RENVERSER SADDAM. (*The New York Times*, 7 septembre 1996), p. 140.

LES OPPOSANTS DISENT QUE SADDAM A GAGNÉ LA MISE. (*International Herald Tribune*, 7/8 septembre 1996), p. 142.

POUR ANKARA, C'EST UNE OCCASION D'ATTAQUER LES REBELLES KURDES. (*International Herald Tribune*, 7/8 septembre 1996), p. 143.

PERY ENCOURAGÉ PAR LE RETRAIT DE SADDAM. (*International Herald Tribune*, 7/8 septembre 1996), p. 144.

À ERBIL, L'AIR EST SOMBRE. PAS D'EAU, PAS D'ÉLECTRICITÉ NI LA

VERVE D'ANTAN. (*International Herald Tribune*, 7/8 septembre 1996), p. 145.

PARIS «*A VIOLÉ LES VALEURS DU PEUPLE FRANÇAIS*», EN REFUSANT DE CONDAMNER BAGDAD, AFFIRME M. TALABANI. Dans un entretien au «*Monde*», le chef de l'Union patriotique du Kurdistan estime que l'offensive irakienne n'est pas terminée. Des combats ont éclaté entre factions kurdes, autour de la localité de Degala, à vingt kilomètres au sud-est d'Erbil, dans le nord du Kurdistan irakien. À Washington, des militaires américains affirment que l'Irak continue de retirer ses forces du Kurdistan, dans ce qui semble être un «*retrait généralisé*». (*Le Monde*, 7 septembre 1996), p. 146 - 147.

KURDISTAN D'IRAK : WASHINGTON ET ANKARA EN FERONT-ILS UN NOUVEAU LIBAN ? Les États-Unis ont donné leur «*feu vert*» au gouvernement d'Ankara pour établir des «*zones de sécurité dans le nord de l'Irak*». (*L'Humanité*, 7 septembre 1996), p. 147.

IRAK : LA FRAPPE ÉLECTORALE DE CLINTON. Exploitant les rivalités entre factions rivales, le président irakien a tenté de reprendre pied au Kurdistan, obligeant Bill Clinton, en campagne électorale, à déclencher des mesures de représailles. (*Le Point*, 7 septembre 1996), p. 148 - 151.

LE PROBLÈME KURDE RESTE ENTIER. (*Le Telegramme de Brest*, 7 septembre 1996), p. 152.

PÉTROLE CONTRE NOURRITURE. Les ministres des Affaires étrangères des Quinze réunis à Tralee ont demandé l'application rapide de la résolution des Nations Unies dite «*pétrole contre nourriture*» en Irak, ne parvenant pas à dissiper leurs divergences sur l'attitude à adopter face aux bombardements américains sur des objectifs irakiens. (*A.F.P.*, 7 septembre 1996), p. 153 - 154.

ANKARA VEUT PROTÉGER SES TURCOMANS D'IRAK. Le vice-Premier ministre turc M^{me} Tansu Ciller a déclaré à Ankara que son gouvernement était déterminé à protéger les Turcomans d'Irak du nord, soumis, selon elle, à des attaques depuis l'incursion irakienne. L'ÉGYPTÉ A FAIT ÉTAT DE SON «*EXTREME INQUIÉTUDE*», À L'ÉGARD DE LA SITUATION EN IRAK

APRÈS LES RAIDS AMÉRICAINS CONTRE CE PAYS ET DE L'ANNONCE PAR LA TURQUIE DE LA CRÉATION D'UNE ZONE DE SÉCURITÉ LE LONG DE SA FRONTIÈRE COMMUNE AVEC L'IRAK. (*A.F.P.*, 7 septembre 1996), p. 154, 155.

LES AMÉRICAINS MINIMISENT L'INTERVENTION IRANIENNE AU KURDISTAN. L'intervention iranienne au Kurdistan, invoquée par Bagdad pour justifier son incursion armée dans ce territoire, «*n'est pas claire*», a affirmé M. Robert Pelletreau, adjoint du secrétaire d'État américain pour les affaires du Proche-Orient. (*A.F.P.*, 7 septembre 1996), p. 155 - 156.

LA GRECE CRITIQUE L'ATTITUDE CONCILIANTE DE WASHINGTON À L'ÉGARD DE LA TURQUIE. Le ministre grec des Affaires étrangères Theodoros Pangalos a critiqué à Tralee, l'attitude des États-Unis qui affirment attaquer l'Irak car ce pays persécute les Kurdes, tandis qu'ils ferment les yeux sur les «*massacres*» commis par la Turquie. LA CRÉATION D'UNE ZONE DE SÉCURITÉ. Les préparatifs en vue de la création par la Turquie d'une zone de sécurité sur sa frontière avec l'Irak sont achevés, a déclaré le vice-premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller. (*A.F.P.*, 7 septembre 1996), p. 156, 157.

DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. La Commission européenne des droits de l'Homme a jugé recevable à Strasbourg une nouvelle requête de huit villageois kurdes contre le gouvernement turc, suite à une attaque du PKK. (*A.F.P.*, 9 septembre 1996), p. 156 - 157.

DES SOLDATS IRAKIENS RESTENT ENCORE DANS LA RÉGION KURDE. (*The New York Times*, 8 septembre 1996), p. 158.

LES FRAPPES CONTRE L'IRAK N'ONT SERVI QUE CLINTON, MAIS LE PEUPLE DÉMUNI ET DIVISÉ AU NOM DUQUEL IL A RÉAGI PEUT REDEVENIR LA VICTIME DE BAGDAD. (*The Independent*, 8 septembre 1996), p. 159 - 161.

LES CALDRONS COMME LES KURDES REQUIÈRENT UNE HAUTE PRIORITÉ. (*The New York Times*, 8 septembre 1996), p. 161.

LA TURQUIE REDOUTE UN EMBRASUREMENT DU KURDISTAN. Avec l'aval de Washington, Ankara veut instaurer un cordon de sécurité sur sa frontière avec l'Irak pour prévenir les attaques du Parti des travailleurs du Kurdistan. La reprise des affrontements entre factions kurdes, attisée par Bagdad, et l'intervention militaire américaine qui a suivi, inquiètent la Turquie. Confronté à une lancinante guérilla menée sur son territoire par les membres du PKK qui disposent de bases de repli au nord de l'Irak, Ankara redoute que ceux-ci profitent de l'instabilité actuelle pour lancer de nouvelles offensives. Le gouvernement turc entend donc créer une «zone de sécurité» temporaire empiétant sur l'Irak, ce qui suscite la protestation de Bagdad et de la France. L'initiative turque, soutenue par les États-Unis et par la Grande-Bretagne, est bien accueillie par le PDK, qui redoute que son adversaire l'UPK, s'allie avec le PKK pour reprendre l'avantage au nord de l'Irak. LA MOITIÉ DES MISSILES AMÉRICAINS ONT ATTEINT LEURS CIBLES. (*Le Monde*, 8/9 septembre 1996), p. 162.

IRAK-USA-KURDES : COMBATS INTER-KURDES... Des affrontements opposaient les factions kurdes rivales dans le nord de l'Irak, alors que Bagdad s'est déclaré déterminé à s'opposer à la création d'une zone tampon turque sur son sol. LE PDK N'ACCEPTÉ PAS LE PROJET TURC. Le Parti démocratique du Kurdistan, la faction kurde soutenue par le régime de Saddam Hussein, a condamné le projet turc de créer une zone-tampon dans le nord de l'Irak. BAGDAD DÉNONCE LE PROJET TURC DES «ZONES DE SÉCURITÉ». L'Irak prendra «toutes les mesures nécessaires» pour s'opposer à la Turquie qui veut imposer une zone tampon dans le nord de l'Irak, a affirmé un responsable irakien sans préciser si une riposte militaire était envisagée. (*A.F.P.*, 8 septembre 1996), p. 163 - 164, 164, 165, 165.

HUIT MILITAIRES TURCS TUÉS PAR LE PKK. Un groupe de rebelles du PKK, venus probablement de la province voisine de Tunceli, une des places fortes de la rébellion kurde, a ouvert le feu sur un véhicule qui revenait d'une patrouille dans la zone de Baspinar dans la province d'Erzincan. Celle-ci se situe hors du champ de bataille classique du PKK. (*A.F.P.*, 8 septembre 1996), p. 165.

LES ETATS-UNIS ÉVITENT D'ÊTRE

IMPLIQUÉS DANS LE CONFLIT INTER-KURDE EN IRAK. - 2 villes tombent sans une présence visuelle de l'armée irakienne. (*International Herald Tribune*, 9 septembre 1996), p. 168.

LA CIA A ABANDONNÉ SES CLIENTS KURDES LORS DE L'INVASION IRAKIENNE. (*International Herald Tribune*, 9 septembre 1996), p. 169.

ERBIL, APRES L'ATTAQUE. La «capitale» du Kurdistan irakien a peu souffert de l'attaque. VIDÉO-SURVEILLANCE TURQUE. (*Libération*, 9 septembre 1996), p. 170.

IRAK : LE MONDE S'INQUIÈTE DES INTENTIONS TURQUES. Ankara tient à la création d'une zone de sécurité dans le Kurdistan irakien. LES COMBATS CONTINUENT ENTRE FACTIONS KURDES. (*Le Soir*, 9 septembre 1996), p. 171.

LES KURDES IRAKIENS S'INTERROGENT... La population kurde irakienne, menacée par des interventions de l'Irak, de l'Iran et maintenant de la Turquie, s'interroge sur la sécurité promise par les États-Unis et leurs alliés voilà cinq ans. (*A.F.P.*, 9 septembre 1996), p. 172 - 173.

PÉTROLE CONTRE NOURRITURE... Des responsables de l'ONU, chargés de préparer la mise en oeuvre de l'accord «pétrole contre nourriture» en Irak, doivent se réunir au siège des Nations Unies à New York, a annoncé le porte-parole de l'ONU. (*A.F.P.*, 9 septembre 1996), p. 173.

ZONE DE SÉCURITÉ POUR LA TURQUIE... Les dirigeants turcs ont continué à entretenir la confusion sur leurs intentions réelles dans le nord de l'Irak, tandis qu'à la frontière, où l'armée turque est prête à toute éventualité, la situation restait calme. TÉHÉRAN S'OPPOSE À LA CRÉATION D'UNE ZONE TAMPON TURQUE. L'Iran a rejeté comme «inacceptable» le projet de création par la Turquie d'une zone de sécurité dans le nord de l'Irak, estimant que cette mesure pourrait accroître la tension dans la région. DAMAS DEMANDE... La Syrie a demandé au Premier ministre islamiste turc, Necmettin Erbakan, de revenir sur sa décision d'établir une zone tampon dans le nord de l'Irak, car elle vise, selon Damas, à «diviser» ce pays. L'ITALIE DÉSAAPPROUVE... Le ministre italien des

Affaires étrangères, Lamberto Dini, a déclaré à Rome que l'Italie désapprouve l'idée avancée par la Turquie de créer une zone de sécurité dans le nord de l'Irak. (*A.F.P.*, 9 septembre 1996), p. 174, 177, 178.

OPÉRATIONS MILITAIRES EN TURQUIE... Trente-cinq rebelles du PKK ont été tués lors d'opérations militaires et combats dans l'est et le sud-est de la Turquie, a annoncé la super-préfecture de Diyarbakir. (*A.F.P.*, 9 septembre 1996), p. 177.

ALLEMAGNE-IRAN : DES CONSULATS IRANIENS... L'ancien président iranien Abolhassan Banisadr a affirmé que les consulats d'Iran à Francfort et Hambourg étaient des plaques tournantes du ministère iranien de la Sécurité... (*A.F.P.*, 9 septembre 1996), p. 175.

LES ÉTATS-UNIS ESSAIENT DE FAIRE SORTIR D'IRAK DES OPPOSANTS. Les États-Unis font «tout ce qu'ils peuvent» afin d'aider des opposants irakiens, qui oeuvraient avec Washington pour renverser le régime de Bagdad, à fuir l'Irak. (*A.F.P.*, 9 septembre 1996), p. 176.

LA CRISE IRAKIENNE: LES ARABES LIÉS À LA CIA DEMANDENT L'ASILE À WASHINGTON. L'IRAN PRÉVIENT D'UNE CRISE HUMANITAIRE. (*The Guardian*, 10 septembre 1996), p. 179.

LA FACTION KURDE SOUTENUE PAR L'IRAK REPREND UNE VILLE À SES RIVAUX. — Les Kurdes rivaux mal à l'aise alors que les opérations d'aide occidentales s'étiolent. (*The Guardian*, 10 septembre 1996), p. 180.

LA FACTION KURDE SOUTENUE PAR BAGDAD CONTINUE SON OFFENSIVE CONTRE L'UPK. Washington indique ne pas vouloir se mêler à la «guerre civile» au Kurdistan irakien. Le PDK a continué son offensive dans la zone contrôlée par l'UPK en prenant la ville Koysandjak. Les États-Unis ont indiqué, par la voix du secrétaire à la défense, qu'ils ne s'engageront pas dans la «guerre civile» kurde, alors que la Turquie se prépare à établir une «zone de sécurité» sur sa frontière avec l'Irak. LES PAYS DU GOLFE CONDAMNENT LES INGÉRENCES. DES CENTAINES D'OPPOSANTS ARABES PRIS AU PIÈGE. Déserteurs de l'armée irakienne, rescapés du

soulèvement chiïte de 1991, ils s'étaient réfugiés au Kurdistan pour continuer le combat contre le régime du président Saddam Hussein, mais celui-ci les y a rattrapés. LES EUROPÉENS N'ONT PU GOMMER LEURS DIVERGENCES SUR LE PROCHE-ORIENT. Une mission de l'UE devrait se rendre à Jérusalem. Sur l'Irak ou les relations entre Israël et ses voisins, les Quinze hésitent à parler d'une seule voix et encore plus, à agir ensemble. (*Le Monde*, 10 septembre 1996), p. 183, 184.

VICTOIRE ÉCLAIR DES KURDES ALLIÉS DE BAGDAD. Le PDK et l'armée irakienne ont chassé l'UPK de son fief Souleimanieh. La ville de Souleimanieh serait tombée en seulement quelques heures. LA CIA A RATÉ SON COMLOT POUR RENVERSER SADDAM. Le fiasco révélé par la presse déstabilise Clinton. Bill Clinton : «*Nous faisons tout notre possible pour faire sortir d'Irak les citoyens américains et ceux qui ont travaillé avec nous.*» (*Libération*, 10 septembre 1996), p. 185 - 186, 186 - 187.

EXODE MASSIF DANS LE NORD DE L'IRAK. Le PDK annonce la chute de Souleimanieh. Washington affirme aider ses «*collaborateurs*» en Irak à quitter ce pays. (*Le Figaro*, 10 septembre 1996), p. 187.

LES COMBATS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. Vingt-trois rebelles kurdes du PKK et deux membres des forces de sécurité turques ont été tués lors d'opérations militaires et de combats dans le sud-est anatolien... (*A.F.P.*, 10 septembre 1996), p. 188.

ANKARA A ENCOURAGÉ BAGDAD... La Turquie a encouragé l'Irak à réaffirmer son autorité dans le nord du pays, même si les raisons qui ont poussé Saddam Hussein à envoyer ses troupes au Kurdistan demeurent «*peu claires*», affirme la revue Jane's Defence Weekly (JDW). (*A.F.P.*, 10 septembre 1996), p. 188.

LES REFUGIÉS KURDES IRAKIENS REFOULÉS PAR L'IRAN. — Des milliers reprennent le chemin de retour après l'amnistie déclarée par Saddam. (*The Washington Post*, 11 septembre 1996), p. 189 - 191.

L'AVANCÉ KURDE IRAKIENNE SE MOQUE DE LA «*ZONE DE PROTECTION*» AMÉRICAINE. (*The*

Christian Science Monitor, 11 septembre 1996), p. 191 - 194.

L'IRAK REMET EN ÉTAT SES BASES ANTI-AÉRIENNES TOUCHÉES PAR LES MISSILES, DÉCLARE LE PENTAGON. (*The New York Times*, 11 septembre 1996), p. 194 - 195.

DES KURDES APEURÉS S'ENTASSENT DEVANT LA PORTE FERMÉE DE L'IRAN. (*The New York Times*, 11 septembre 1996), p. 195.

LE TRIOMPHATEUR DÉCLARE QU'IL JOUERA ENCORE LA CARTE DE BAGDAD. (*The New York Times*, 11 septembre 1996), p. 196 - 197.

POUR LA TROISIÈME FOIS EN 21 ANS, LES OPPOSANTS À SADDAM HUSSEIN PAYENT LE PRIX DE L'ÉCHEC DU COMLOT AMÉRICAIN. (*The New York Times*, 11 septembre 1996), p. 197 - 198.

LES KURDES ALLIÉS À L'IRAK SAVOURENT LEUR VICTOIRE. (*International Herald Tribune*, 11 septembre 1996), p. 198 - 199.

LES KURDES SE DIRIGENT VERS L'IRAN FUYANT LA FACTION SOUTENUE PAR L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 19 août 1996), p. 199.

LES KURDES SOUTENUS PAR BAGDAD PRENNENT LE CONTRÔLE DU NORD DE L'IRAK. Les forces du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani ont investi Souleimanieh, le dernier bastion de l'Union patriotique du Kurdistan, dont le chef, Jalal Talabani, s'est réfugié en Iran. Les États-Unis avouent leur impuissance. LA SAGA DES BARZANI : IDÉES COURTES ET TALENTS MILITAIRES. L'histoire de cette famille est ponctuée de négociations et de rébellions. L'Iran ouvre sa frontière aux réfugiés. SUCCÈS DE SADDAM HUSSEIN DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. Bagdad a marqué un point face à Washington. (*Le Monde*, 11 septembre 1996), p. 200 - 201, 201 - 202, 203.

JALAL TALABANI S'EST RÉFUGIÉ EN IRAN. Le chef kurde, Jalal Talabani, et ses combattants se sont réfugiés en Iran après leur défaite par les partisans de Massoud Barzani,

selon des responsables de l'ONU. (*A.F.P.*, 10 septembre 1996), p. 203.

LE SOURIRE DU DICTATEUR TRIOMPHANT. Le pouvoir de Saddam Hussein sort conforté de l'épreuve kurde. BARZANI : «*BAGDAD N'EST PLUS L'ENNEMI*». Le chef kurde victorieux promet d'établir une vraie démocratie au Kurdistan. LES ALLIÉS DE SADDAM CONTRÔLENT LE KURDISTAN. Bagdad a levé le blocus qu'il imposait depuis 1991 aux régions kurdes qui échappaient à son contrôle. Massoud Barzani, allié de Bagdad, proclame une amnistie. Les réfugiés qui avaient fui Souleimanieh commencent à regagner cette ville. La tension reste vive entre l'Irak et Washington. CLINTON, CONDAMNÉ AU SERVICE MINIMAL. La cause kurde n'est pas une priorité. Bill Clinton a déclaré : «*Notre capacité à influencer sur la situation intérieure en Irak est limitée.*» (*Libération*, 11 septembre 1996), p. 204 - 205, 205, 206 - 207, 207 - 208.

LA TURQUIE VEUT TOUJOURS UNE ZONE DE SÉCURITÉ. (*Libération*, 11 septembre 1996), p. 208.

LÉVY : L'ATTITUDE DE LA FRANCE EST «*INCOMPRÉHENSIBLE*». Le ministre israélien des Affaires étrangères dénonce les réserves suscitées à Paris par les bombardements américains de l'Irak. (*Le Figaro*, 11 septembre 1996), p. 208 - 209.

L'IRAK FAIT TOUJOURS BÉGAYER CHIRAC. Mais les généraux français parlent en privé d'un «*échec américain*». (*Canard Enchaîné*, 11 septembre 1996), p. 209.

L'INSOUTENABLE SURVIE D'UN BOURREAU. L'histoire entre toutes stupéfiante du dictateur Saddam Hussein, que ses forfaits ont hissé au pouvoir où il ne se maintient que par le crime, la terreur et parfois l'imbécillité. Saddam Hussein laisse mourir ses enfants, ses centaines de milliers d'enfants, il trouve tout l'argent qu'il faut pour bombarder les enfants kurdes, et personne n'est mieux traité en Iraq que les pilotes de chars et d'avions. (*Le Nouvel Observateur*, 5/11 septembre 1996), p. 210 - 212.

PROTECTRICE INCONDITIONNELLE ET UNIVERSELLE DES KURDES... (*Canard Enchaîné*, 11 septembre 1996), p. 212.

L'OPPOSITION IRAKIENNE AU KURDISTAN OPTÉ POUR LA CLANDESTINITÉ. Haroun Mohamad, porte-parole de l'Entente Nationale Irakienne, a déclaré : «*Nous avons sans aucun doute reçu un coup dur, mais nous sommes en train de changer notre style d'action et nous passons à la clandestinité.*» L'UPK REJETTE L'AMNISTIE DÉCRÉTÉE PAR SADDAM HUSSEIN. (A.F.P., 11 septembre 1996), p. 213, 217.

LE SOUTIEN AUX KURDES. L'Internationale socialiste a exprimé son soutien aux Kurdes de Turquie, d'Iran et d'Irak et affirmé son intention de renforcer les Nations Unies, «*organisme principal pour promouvoir la coopération internationale.*» (A.F.P., 11 septembre 1996), p. 214.

ATHENES DÉMENT SOUTENIR LE PKK. Le gouvernement grec a démenti des informations rapportées par le Washington Times selon lesquelles de rebelles kurdes du PKK s'étaient entraînés dans un camp situé sur l'île grecque d'Eubée. (A.F.P., 11 septembre 1996), p. 215.

«*PÉTROLE CONTRE NOURRITURE.*» L'Italie a exhorté le Conseil de Sécurité d'appeler à l'application de l'accord «*pétrole contre nourriture*» en Irak dans les deux prochains mois, pour soulager les «*millions de citoyens irakiens innocents.*» YASSER ARAFAT SOUTIENT... Le président de l'autorité palestinienne, Yasser Arafat, en visite officielle au Japon, a réitéré à Tokyo son appui à l'Irak dans «*la défense de ses frontières.*» (A.F.P., 11 septembre 1996), p. 216, 218.

TÉHÉRAN AFFIRME AVOIR DÉJÀ ACCUEILLI 39 000 RÉFUGIÉS KURDES. L'Iran a accueilli et offert protection à quelque 39 000 réfugiés kurdes irakiens qui ont fui les combats dans le nord de l'Irak. 4 MORTS PRES DE LA FRONTIÈRE IRAKO-IRANIENNE. Quatre personnes ont été tuées et environ 150 blessées par les hommes du PDK ou les forces irakiennes, au cours des deux derniers jours, parmi les réfugiés qui se pressent près de la frontière irako-iranienne, selon un officiel iranien. (A.F.P., 11 septembre 1996), p. 216 - 217, 218.

L'ALLIANE DE BARZANI PERMET À SADDAM DE REPRENDRE CONTRÔLE DU NORD. (The Guardian, 12 septembre 1996), p. 219.

LES ARABES REPRENENT CONTACT AVEC L'IRAK. (The Guardian, 12 septembre 1996), p. 219.

LA REVENCHE DE CLINTON. - Le Pentagon prépare une attaque de grande envergure avec des missiles de longue portée et des bombardiers Stealth. (The Guardian, 12 septembre 1996), p. 220.

CLINTON DONNE L'ORDRE AUX BOMBARDIERS DE PARTIR POUR LE GOLFE. - LE PRÉSIDENT S'APPRÊTE À RIPOSTER À L'ATTAQUE DE MISSILES IRAKIENS CONTRE 2 AVIONS AMÉRICAINS. (International Herald Tribune, 12 septembre 1996), p. 221.

WASHINGTON RECONSIDÈRE SES OBJECTIFS STRATÉGIQUES CONCERNANT L'IRAK. (International Herald Tribune, 12 septembre 1996), p. 222.

LES KURDES COMMENCENT À RENTRER MAIS LA PEUR DES PLANS DE BAGDAD POUR LE NORD NE FAIT QUE CROÎTRE. (International Herald Tribune, 12 septembre 1996), p. 223.

LE MONDE SE PORTERA MIEUX AVEC UN IRAK NEUTRALISÉ. (International Herald Tribune, 12 septembre 1996), p. 224.

CONFLIT AU KURDISTAN D'IRAK : DE NOUVELLES SOUFFRANCES. Pour Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, le conflit au nord de l'Irak signifie avant tout davantage de malheurs pour les populations kurdes. En attendant la définition d'un véritable statut. (Humanité Dimanche, 12/18 septembre 1996), p. 225.

LES ILLUSIONS PERDUES DES ÉTATS-UNIS. Cinq ans après la fin de la guerre du Golfe, Saddam Hussein revient donc hanter les États-Unis et M. Clinton se trouve à son tour face au même dilemme, condamné aux mêmes demi-mesures que son prédécesseur. (Le Monde, 12 septembre 1996), p. 226.

QUELQUES MILLIERS DE DÉPLACÉS CAMPENT À LA FRONTIÈRE IRANIENNE. Venus de Souleimaniyé, ces réfugiés ont avant tout peur de voir, comme à Erbil, l'armée irakienne envahir la ville. LA POPULATION KURDE CRAINT QUE SADDAM HUSSEIN RÉGENTE LE NORD

DE L'IRAK. Au lendemain de son offensive victorieuse contre son rival de l'UPK, Massoud Barzani, le chef du PDK, déclare que le régime de Bagdad, qui l'a soutenu dans sa lutte pour le pouvoir, n'est plus un «*ennemi.*» LE FIASCO DE LA CIA. (Le Monde, 12 septembre 1996), p. 226, 227.

LES RÉFUGIÉS KURDES PIÉGÉS À LA FRONTIÈRE IRANIENNE. Fuyant Souleimanieh, des milliers de civils se retrouvent bloqués par Téhéran. (Libération, 12 septembre 1996), p. 228.

QUI EST RESPONSABLE ? Saddam Hussein reprend le contrôle du Kurdistan irakien. Washington n'a tenu aucun compte des signaux qui lui parvenaient et s'est laissé surprendre. LE CLAN BARZANI : LE PDK A TOUJOURS PRIVILÉGIÉ SES INTÉRÊTS CLANIQUES. En s'alliant à Saddam, il signe son suicide politique. LES KURDES EUX-MEMES : ILS ONT FINI PAR LASSER LEURS ALLIÉS. (Courrier International, 12 septembre 1996), p. 229 - 230, 231, 231 - 232.

FRANCE-IRAK, UNE SI VIEILLE AMITIÉ. Paris s'oppose à Washington, contrats obligent. En émettant des réserves sur les tirs de missiles effectués par les États-Unis contre l'Irak, la France a certes affirmé sa différence en matière de politique moyen-orientale. Mais elle cultive aussi des intérêts économiques aux forts relents de pétrole. UN DÉSACCORD AVEC LES ÉTATS-UNIS, MAIS PAS PLUS. (Courrier International, 12 septembre 1996), p. 232 - 233.

OPPOSANTS IRAKIENS À LA FRONTIÈRE IRAKO-TURQUE. Quelque 3 000 personnes, dont des Kurdes irakiens et des Turcomans qui travaillaient pour les États-Unis dans le nord de l'Irak, attendent depuis plusieurs jours tout près de la frontière irako-turque pour passer en Turquie. SEIRAN-BAND, DERNIÈRE ÉTAPE POUR PLUS DE 15 000 KURDES IRAKIENS. Entre 15 000 et 17 000 Kurdes irakiens ont trouvé refuge près du poste-frontière iranien de Seiran-Band, dans une plaine désertique accessible par une piste et transformée en vaste campement à l'hygiène précaire. PRIS EN OTAGE À LA FRONTIÈRE IRAKO-IRANIENNE. Des responsables des Nations Unies tentaient d'obtenir la libération d'un de leurs collaborateurs kurdes retenu en otage par des

réfugiés kurdes en colère. (A.F.P., 12 septembre 1996), p. 234, 237, 238.

L'UPK AFFIRME... L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), délogée du nord de l'Irak par un parti rival rallié à Bagdad, a affirmé s'être redéployée dans les régions kurdes, où son chef Jalal Talabani se trouve toujours selon elle. (A.F.P., 12 septembre 1996), p. 235.

ZONE DE SÉCURITÉ : L'IRAK CONFIRME SON «REJET TOTAL». Hamid Youssouf Hammadi, conseiller du président irakien de Saddam Hussein, a déclaré avoir confirmé aux autorités turques le «rejet total» par Bagdad de leur plan de création d'une zone de sécurité dans le nord de l'Irak. (A.F.P., 12 septembre 1996), p. 236.

DES ACCROCHAGES EN TURQUIE. Dix-huit rebelles kurdes du PKK et six soldats turcs ont été tués au total lors d'accrochages dans diverses régions du sud-est anatolien. (A.F.P., 12 septembre 1996), p. 238.

LE KURDISTAN RESTERA «INDÉPENDANT». Le nouvel homme fort du Kurdistan irakien Massoud Barzani a affirmé que les provinces kurdes du nord de l'Irak resteraient toujours «indépendantes» du pouvoir central à Bagdad. DES COLLABORATEURS KURDES DES ÉTATS-UNIS. La Turquie a bien donné son accord de principe pour recevoir entre 2 000 et 2 500 Kurdes irakiens, employés par les États-Unis dans le nord de l'Irak, mais aucun d'entre eux n'avait encore été évacué d'Irak. LES FORCES IRAKIENNES... Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), soutenu par Bagdad, a reconnu que les forces irakiennes ont abattu et arrêté des opposants irakiens lors de la prise de contrôle de la ville d'Erbil dans le Kurdistan. (A.F.P., 12 septembre 1996), p. 239, 239 - 240, 240.

LES ÉTATS-UNIS METTENT EN GARDE L'IRAK CONTRE SES MENACES ENVERS LE KOWEÏT. (International Herald Tribune, 13 septembre 1996), p. 241.

LA BATAILLE DU BUDGET A PROPOS DE L'IRAK. (International Herald Tribune, 13 septembre 1996), p. 242.

ESCALADE EN IRAK. (International Herald Tribune, 13 septembre 1996), p. 243.

LES ÉTATS-UNIS DONNENT LE COUP

DE GRÂCE À L'ASSISTANCE HUMANITAIRE AUX KURDES IRAKIENS. (International Herald Tribune, 13 septembre 1996), p. 243 - 244.

LES ÉTATS-UNIS BRANDISSENT LA MENACE D'UNE NOUVELLE OPÉRATION EN IRAK. Un missile a été tiré contre deux avions américains. La situation reste tendue entre l'Irak et les États-Unis, une semaine après les bombardements américains qui avaient suivi les mouvements de troupes irakiennes dans le Kurdistan. Après le tir d'un missile irakien contre deux avions américains, les États-Unis ont envoyé des bombardiers B 52 stationnés dans le Pacifique et dans l'océan Indien, et évoqué une riposte «disproportionnée». (Le Monde, 13 septembre 1996), p. 244.

LE PACTE AVEC LE DIABLE DE MASSOUD BARZANI. En leur refusant l'indépendance, les Occidentaux ont poussé les Kurdes dans les bras de Saddam Hussein, affirme le chef du PDK. BILL CLINTON DANS L'ENGRENAGE IRAKIEN. Pour faire taire la critique, le chef de la Maison-Blanche a besoin d'un succès militaire incontestable. (Le Figaro, 13 septembre 1996), p. 245 - 246, 246.

LA DÉCLARATION D'ABDULLAH OCALAN... Le chef du parti des Travailleurs du Kurdistan, (PKK, interdit en Allemagne), Abdullah Ocalan, a déclaré que son parti n'exercerait plus de violences en Allemagne, dans un entretien diffusé par la chaîne de télévision publique allemande ZDF. (A.F.P., 13 septembre 1996), p. 247.

IRAK-KURDES-USA : «PROVIDE COMFORT». Le PDK, allié de Bagdad a appelé le personnel du Centre de Coordination Militaire (MCC) de l'opération «Provide Comfort» à retourner dans le nord de l'Irak, qu'il avait quitté pour la Turquie pour des raisons de sécurité. PLAN EUROPÉEN POUR ÉVACUER LES KURDES... Un plan d'évacuation est actuellement élaboré pour les Kurdes employés dans des programmes financés par l'Union européenne dans le nord de l'Irak. (A.F.P., 13 septembre 1996), p. 248, 249.

LA PAIX, À QUEL PRIX? LES KURDES SE DEMANDENT. (International Herald Tribune, 14/15 septembre 1996), p. 250.

LES IRAKIENS FONT UN PAS EN

ARRIÈRE ET DÉCLARENT NE PLUS ATTAQUER LES AVIONS ALLIÉS. (International Herald Tribune, 14/15 septembre 1996), p. 251.

«ON NE PEUT PAS ÊTRE EN MEME TEMPS UN ENNEMI DE L'IRAK ET VIVRE EN IRAK», NOUS DÉCLARE MASSOUD BARZANI, CHEF DU PARTI DÉMOCRATIQUE DU KURDISTAN. «Nous avons demandé à l'Irak un soutien limité, pour une période de temps limitée, et c'est tout. Nous n'avons pas d'accord politique avec Bagdad». (Le Monde, 14 septembre 1996), p. 252.

DES RÉFUGIÉS REGAGNENT SOULEIMANIEH. La plupart des Kurdes qui avaient fui les combats inter-Kurdes dans le nord de l'Irak ont commencé à revenir dans la région de Souleimanieh. (A.F.P., 13 septembre 1996), p. 253.

DES OPÉRATIONS MILITAIRES EN TURQUIE. Au total 61 rebelles kurdes du PKK et sept soldats turcs ont été tués lors d'opérations militaires et de combats dans l'est et le sud-est de la Turquie. (A.F.P., 14 septembre 1996), p. 253.

BARZANI DEMANDE AUX ÉTATS-UNIS... Le chef du PDK, Massoud Barzani, a appelé les États-Unis et les pays d'Europe à assurer la sécurité des Kurdes dans le nord de l'Irak, et annoncé la reprise des activités des organismes autonomes kurdes... (A.F.P., 14 septembre 1996), p. 254.

ZONE DE SÉCURITÉ EN IRAK. Les pays arabes vont tenter de dissuader diplomatiquement la Turquie d'établir une zone de sécurité dans le nord de l'Irak. (A.F.P., 14 septembre 1996), p. 255.

TALABANI EN IRAN. Le chef kurde irakien hostile à Bagdad, Jalal Talabani, et ses principaux collaborateurs militaires se trouvent en Iran, où ils essayent de se réorganiser. (A.F.P., 14 septembre 1996), p. 256.

EN TURQUIE, LE SILENCE DOMMINE. - UN PREMIER MINISTRE ÉTRANGÈMENT SILENCIEUX AU SUJET DE L'IRAK. (International Herald Tribune, 16 septembre 1996), p. 257.

LE FRONT ANTI-SADDAM COUTE 100 MILLIONS DE DOLLARS À LA CIA.

(*International Herald Tribune*, 16 septembre 1996), p. 258 - 259.

L'IDÉE DE DÉMEMBRER L'IRAK A SES MÉRITES. (*International Herald Tribune*, 16 septembre 1996), p. 260.

LES KURDES IRAKIENS ARRIVENT EN TURQUIE. (*The Washington Post*, 16 septembre 1996), p. 261 - 262.

LES ÉTATS-UNIS SONT PRETS À ENGAGER, SEULS, UNE RIPOSTE CONTRE L'IRAK. Malgré la décision de Bagdad de suspendre les tirs de missiles contre les avions occidentaux, Washington continue ses préparatifs militaires et consulte ses alliés. (*Le Monde*, 15/16 septembre 1996), p. 263 - 264.

LE PERSONNEL DES ORGANISATIONS HUMANITAIRES COMMENCE À ÊTRE ÉVACUÉ DU KURDISTAN. Bagdad a exclu de son amnistie les Kurdes qui ont travaillé pour les ONG ou les associations d'assistance. (*Le Monde*, 15/16 septembre 1996), p. 264.

LE PARLEMENT EUROPÉEN CONDAMNE L'INCURSION IRAKIENNE DANS LA ZONE KURDE EN ADOPTANT UNE RÉOLUTION. L'EUROPE EXIGE LE RETRAIT DES TROUPES IRAKIENNES DE LA ZONE KURDE. Le Parlement européen a exigé le retrait «complots» des troupes irakiennes de la zone kurde et condamné fermement l'incursion de Bagdad dans cette région du nord de l'Irak. (*Le Point de la Session*, 16/20 septembre; *A.F.P.*, 19 septembre 1996), p. 265 - 266, 303.

LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOPTE UNE RÉOLUTION. Il estime que les violations des droits de l'homme qui continuent d'être perpétrées en Turquie contreviennent à la lettre et à l'esprit de l'accord d'union douanière... (*Le Point de la Session*, 16/20 septembre 1996), p. 266 - 268.

LA PRÉOCCUPATION IRANIENNE AU SUJET DES RÉFUGIÉS KURDES. L'Iran a demandé à l'ONU de prendre ses responsabilités pour aider «rapidement» les réfugiés kurdes irakiens qui se trouvent sur le territoire iranien. DE SON COTÉ L'UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN dont les forces ont été délogées du nord de l'Irak, a appelé à l'aide internationale en faveur de 154 000 réfugiés kurdes bloqués en territoire irakien. FRANCE-KURDISTAN : LES HUMANITAIRES ENLEVÉS... Les

quatre membres d'organisations humanitaires enlevés au Kurdistan irakien et emmenés en Iran étaient en fin d'après-midi en cours de libération, et regagnaient par la route Erbil, au centre du Kurdistan. LES EMPLOYÉS KURDES DES ONG ÉTRANGÈRES ONT PEUR. La peur des Kurdes travaillant pour les organisations humanitaires dans le nord de l'Irak s'est accrue depuis l'évacuation des derniers 2 100 employés des États-Unis, qu'ils interprètent comme un feu vert américain à une possible répression irakienne. (*A.F.P.*, 16 septembre 1996), p. 269, 274, 275, 277 - 278.

IRAN-USA-IRAK : LOI DE LA JUNGLE. Le Guide de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, a estimé que les États-Unis appliquaient «la loi de la jungle» en intervenant dans le Golfe et contre l'Irak, qui sont situés à «des milliers de kilomètres de leurs frontières». (*A.F.P.*, 16 septembre 1996), p. 271.

LA POURSUITE DU RENFORCEMENT DE LA ZONE D'EXCLUSION AÉRIENNE DU NORD DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION «PROVIDE COMFORT». Les États-Unis ont souhaité la poursuite de la mission alliée de protection des Kurdes d'Irak du nord contre d'éventuels raids aériens de Bagdad, en dépit du contrôle récent de cette région par le PDK. WASHINGTON ÉTAIT INQUIET DE LA SITUATION EN IRAK. Les États-Unis s'attendaient à ce que l'armée irakienne et ses alliés kurdes du PDK lancent une offensive dans le nord de l'Irak depuis le début de l'été. (*A.F.P.*, 16 septembre 1996), p. 270, 271.

ANKARA AUTORISE L'ÉVACUATION... La Turquie a annoncé qu'elle allait autoriser l'évacuation par son territoire de Kurdes irakiens qui travaillaient pour des organisations affiliées à l'Union européenne dans le nord de l'Irak avant l'offensive militaire de Bagdad dans cette région. L'ÉVACUATION VERS LA TURQUIE. Le département d'État a annoncé que tous les collaborateurs des États-Unis dans le Kurdistan irakien avaient été évacués vers la Turquie et qu'ils seraient transférés vers la base aérienne américaine Henderson, sur l'île de Guam. L'OPÉRATION D'ÉVACUATION. Quelque 2 500 Kurdes irakiens, d'anciens collaborateurs de États-Unis dans le nord de l'Irak et leurs familles, devaient être évacués par les Américains via la Turquie, vers l'île de Guam dans l'océan Pacifique. (*A.F.P.*, 16 septembre 1996), p. 270, 272, 273-274.

DES ACCROCHAGES EN TURQUIE.

Vingt-sept rebelles kurdes et un policier turc ont été tués lors d'accrochages dans l'est et le sud-est anatoliens. (*A.F.P.*, 18 septembre 1996), p. 275.

L'UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN FAIT ÉTAT D'AFFRONTMENTS AVEC LE PDK DANS LE KURDISTAN. L'UPK a annoncé avoir repoussé «UNE OFFENSIVE DES FORCES COMMUNES» du Parti démocratique du Kurdistan et de l'armée irakienne dans le Kurdistan d'Irak. (*A.F.P.*, 17 septembre 1996), p. 276.

M. BARZANI S'ENTRETIENDRA AVEC LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT AMÉRICAIN... Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan rallié à Bagdad, rencontrera en Turquie un représentant du président américain Bill Clinton. RENCONTRE BARZANI-PELLETREAU EN TURQUIE. Les États-Unis ont prévu d'organiser une rencontre en Turquie entre Massoud Barzani et le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau. (*A.F.P.*, 17 septembre 1996), p. 276, 278.

KURDISTAN : LE PONT DES BARBOUZES. Les États-Unis évacuent leurs «agents» menacés par Saddam Hussein. Deux mille soixante quinze Kurdes ayant travaillé pour les Américains ont franchi la frontière turque. Ils seront transportés à Guam dans l'océan Pacifique. (*Le Figaro*, 17 septembre 1996), p. 279.

WASHINGTON DEMANDE À BAGDAD DE DÉMANTELER SES RAMPES DE MISSILES AU SUD DU 33° PARALLELE. Le secrétaire américain à la défense, William Perry, consulte les Européens. Les États-Unis ont répliqué à l'annonce à Bagdad de l'arrêt des tirs de missiles contre les avions américains survolant le territoire irakien, en exigeant de l'Irak le démantèlement des rampes de lancement situées au sud du 33° parallèle. Washington continue ses préparatifs militaires dans l'éventualité d'une frappe, mais certains pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite, se montrent réservés. (*Le Monde*, 17 septembre 1996), p. 280.

KURDES EXILÉS DANS LE PACIFIQUE. (*Libération*, 17 septembre 1996), p. 280.

LES RÉFUGIÉS KURDES ARRIVENT EN TURQUIE POUR ÊTRE TRANSPORTÉS AUX ÉTATS-UNIS. (*International Herald Tribune*, 17 septembre 1996), p. 281.

À LA FIN DE SA TOURNÉE PERRY MET EN GARDE L'IRAK, MAIS LONDRES ET PARIS EVITENT LES ULTIMATUMS. (*International Herald Tribune*, 17 septembre 1996), p. 282.

LA TURQUIE DÉNONCE LA COUR DES DROITS DE L'HOMME. (*International Herald Tribune*, 17 septembre 1996), p. 282.

BILL CLINTON AFFIRME QU'IL NE CHERCHE PAS L'AFFRONTMENT AVEC L'IRAK. Le secrétaire américain à la défense, William Perry, a essuyé une série de camouflets en Arabie saoudite et en Turquie. Le ministre français de la défense, Charles Millon, a jugé «essentiel d'éviter une escalade». Cette nouvelle crise a montré les limites de la politique des États-Unis face à l'Irak, à laquelle les pays arabes hésitent d'autant plus à donner leur aval qu'ils suspectent leur allié américain de faiblesses à l'égard d'Israël. LES PAYS DU GOLFE PRENNENT LEURS DISTANCES VIS-À-VIS DE WASHINGTON. Les réserves des pays arabes sont d'autant plus fortes que Washington n'a toujours pas fait fléchir le nouveau premier ministre israélien. LA TENSION AU KURDISTAN EMBARASSE LA TURQUIE. (*Le Monde*, 18 septembre 1996), p. 283, 283 - 284, 284.

LA RENCONTRE BARZANI-PELLETREAU. Le PDK a estimé que la rencontre prévue en Turquie entre son chef Massoud Barzani, et le secrétaire d'État adjoint américain pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau, permettra de «mettre fin à la confusion» dans le nord de l'Irak. MASSOUD BARZANI EN TURQUIE. Le chef du PDK, Massoud Barzani, est arrivé en Turquie pour des entretiens avec les dirigeants turcs et avec le secrétaire d'État adjoint américain Robert Pelletreau. L'APPEL DE M^{ME} CILLER. Le ministre turc des Affaires étrangères, Tansu Ciller, a demandé à Massoud Barzani d'assurer la protection des Turcomans dans le nord de l'Irak. (*A.F.P.*, 18 septembre 1996), p. 285, 286, 287 - 288, 290 - 291, 292.

USA-IRAK-KURDES : WASHINGTON NE VEUT PAS QUE... Bagdad continue de fournir du matériel militaire à ses alliés kurdes du PDK dans le nord de l'Irak. (*A.F.P.*, 18 septembre 1996), p. 288.

LES NOUVEAUX MAITRES DU KURDISTAN VEULENT RASSURER L'ONU ET LES ONG. Le PDK, qui a pris le contrôle de la quasi-totalité du Kurdistan irakien avec le soutien de Bagdad, s'est efforcé de rassurer

les organisations internationales quant au sort de leurs employés kurdes. (*A.F.P.*, 18 septembre 1996), p. 289.

BOMBARDEMENT D'UN CAMP DE RÉFUGIÉS. Quatre réfugiés kurdes, dont trois enfants, ont été tués et dix autres blessés dans le bombardement d'un camp de réfugiés dans le nord-ouest de l'Irak. (*A.F.P.*, 18 septembre 1996), p. 291.

LA FIN DE L'ÉVACUATION. Les États-Unis prévoient que tous les Kurdes qui travaillaient pour eux en Irak auront été évacués vers l'île américaine de Guam. (*A.F.P.*, 18 septembre 1996), p. 292.

LES ALLIÉS FERONT DES PRESSIONS SUR BARZANI. (*The Independent*, 19 septembre 1996), p. 293.

DES BERGERS VIVANT À L'OMBRE DE SADDAM. - Des paysans qui font face à deux ennemis: la faim et l'Irak. (*The Independent*, 19 septembre 1996), p. 293 - 294.

SADDAM HUSSEIN VAINQUEUR AUX POINTS. La gestion très électorale de la crise irakienne par Bill Clinton s'est soldée par un sérieux échec diplomatique. La coalition internationale de la guerre du Golfe a volé en éclats, et le maître de Bagdad, qui a reconquis le Kurdistan, est au plus haut de sa popularité dans tout le Proche-Orient. (*Le Nouvel Observateur*, 19/25 septembre 1996), p. 295 - 297.

LE PIRE FIASCO DE LA CIA DEPUIS LA BAIE DES COCHONS. (*L'Événement du Jeudi*, 19/25 septembre 1996), p. 297.

LES JUSTIFICATIONS DU «ROI» DU KURDISTAN. Barzani rencontre en Turquie un émissaire américain. Après son alliance avec Saddam Hussein, le chef du PDK devait s'expliquer auprès de Robert Pelletreau, secrétaire d'État américain adjoint aux affaires proche-orientales. (*Le Figaro*, 19 septembre 1996), p. 298 - 299.

M. BARZANI A DONNÉ DES ASSURANCES DE GARANTIR LA SÉCURITÉ DE TOUS LES FONCTIONNAIRES DES ORGANISATIONS HUMANITAIRES... Le PDK de Massoud Barzani s'est engagé à garantir la sécurité des organisations humanitaires d'aide internationales ainsi que celle des opposants irakiens. BARZANI : PAS D'ACCORD POLITIQUE AVEC SADDAM HUSSEIN. Massoud Barzani

a affirmé à un émissaire américain qu'il n'avait conclu «aucun accord politique» avec Saddam Hussein et n'avait pas l'intention de le faire. RÉUNION PELLETREAU-BARZANI : DISCUSSIONS «PRODUCTIVES». BARZANI AFFIRME PRENDRE SES DISTANCES AVEC SADDAM HUSSEIN. LES ÉTATS-UNIS VEULENT CROIRE EN LA VOLONTÉ DE BARZANI DE S'ÉCARTER DE L'IRAK. M. BARZANI DEMANDE DE FAÇON URGENTE DE L'AIDE AMÉRICAINE. Le chef du PDK, Massoud Barzani a demandé l'aide des États-Unis face à Bagdad, affirmant que son alliance avec Saddam Hussein n'était que «temporaire» et qu'il allait reprendre ses distances. L'IRAK OPTIMISTE SUR L'AVENIR DE SES RELATIONS AVEC MASSOUD BARZANI. Les cercles proches du pouvoir affichaient leur optimisme sur l'avenir des relations entre le gouvernement irakien et le dirigeant kurde, Massoud Barzani, malgré ce qu'ils estiment être des tentatives de «dissensions» américaines. (*A.F.P.*, 19 septembre 1996), p. 299, 300, 301, 302, 306, 307, 304 - 305, 311.

SELON PARIS, LE RÈGLEMENT DE LA QUESTION KURDE PASSE PAR BAGDAD. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères : «Le règlement de la question kurde passe par un dialogue avec Bagdad». (*A.F.P.*, 19 septembre 1996), p. 303, 308.

BOMBARDEMENTS DE L'UPK. Le PDK qui contrôle la quasi-totalité du Kurdistan irakien, a fait état de bombardements effectués par les combattants de l'UPK contre cette région à partir du territoire iranien. (*A.F.P.*, 19 septembre 1996), p. 305.

UNE PANIQUE TOTALE CHEZ LES RÉFUGIÉS KURDES. Des milliers de réfugiés kurdes, paniqués par des tirs d'artillerie venant du côté irakien, sont en train d'être réinstallés du côté iranien à une plus grande distance de la frontière. (*A.F.P.*, 19 septembre 1996), p. 307.

TÉHÉRAN MET EN GARDE... L'Iran a mis en garde le dirigeant kurde, Massoud Barzani, contre toute alliance avec les États-Unis qui «n'interviennent que lorsqu'ils y voient un intérêt». (*A.F.P.*, 19 septembre 1996), p. 309.

ERBIL VIT TOUJOURS SOUS LA MENACE DES FORCES IRAKIENNES. La partie sud d'Erbil a l'architecture criblée d'impacts de balles des villes prises et reprises. (*A.F.P.*, 19 septembre 1996), p. 310.

Revue de Presse



Le Monde 1^{er} - 2 septembre 1996

Les Etats-Unis surveillent des concentrations de troupes irakiennes à la lisière du Kurdistan

Une formation kurde affirme que Bagdad a lancé une attaque

Ayant reçu des indications selon lesquelles l'armée irakienne a pris des dispositions qui lui permettraient de lancer une offensive contre la par-

tie du Kurdistan située au nord du 36^e parallèle, les Etats-Unis ont annoncé, vendredi 30 août, avoir décidé des mesures pour parer à toute

éventualité. Selon une formation kurde, Bagdad aurait commencé son attaque, samedi, par un pillonnage intensif.

LA SITUATION s'est brutalement aggravée dans le nord de l'Irak, où l'une des deux principales formations kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, a fait état, samedi 31 août, d'une « attaque » de l'armée irakienne en direction d'Erbil, principale ville de la partie du Kurdistan qui échappe au contrôle de Bagdad. La veille, le président Bill Clinton avait ordonné des mesures destinées à préparer les Etats-Unis « à toute éventualité » dans le nord de l'Irak. « Les Etats-Unis contrôlent attentivement des indications selon lesquelles des unités militaires irakiennes, près d'Erbil, ont été déployées à des niveaux de préparation qui leur permettraient d'entre-

prendre une action offensive », a indiqué la Maison Blanche.

Selon l'UPK, l'artillerie irakienne a commencé à bombarder Erbil, samedi, à 5 heures (heure locale), tandis que « les chars irakiens ont fait mouvement sur deux axes, au sud-ouest et à l'ouest d'Erbil ». Certains d'entre eux auraient pénétré dans la ville. Parallèlement, ajoute l'UPK, les forces de Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), formation rivale de l'UPK, ont lancé une attaque contre Erbil. Une réunion aurait eu lieu, vendredi, toujours selon l'UPK, entre Nachirvan Barzani, neveu et gendre de M. Barzani, et Oudaï, fils aîné du président irakien, pour coordonner les activités

de leurs forces. L'infanterie et les chars irakiens auraient avancé de plus de 15 kilomètres « à l'intérieur du no man's land séparant les forces kurdes et irakiennes à l'ouest et au sud-ouest d'Erbil ».

Toutefois, les informations sur l'ampleur de « l'attaque » doivent être prises avec précaution, un conflit armé – que les Etats-Unis tentent, depuis vendredi, de résoudre lors de rencontres organisées à Londres – opposant l'UPK et le PDK depuis deux ans. A intervalles plus ou moins réguliers, une partie de l'opposition irakienne groupée au sein du Conseil national irakien, dont l'UPK et le PDK sont membres, fait état de violents bombardements irakiens sur les

zones kurdes, non sans en exagérer parfois l'ampleur. Reste qu'au cours des dernières semaines, Bagdad a haussé le ton, prenant fait et cause pour le PDK, et qualifiant M. Talabani de « traître » pour s'être allié à l'Iran.

« Toute agression irakienne sera prise très au sérieux », a prévenu, dès vendredi soir, la Maison Blanche dans un communiqué. En avril 1991, les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux ont établi, au nord du 36^e parallèle, un « parapluie » de protection de la population kurde, assuré par une force américano-franco-britannique basée à Incirlik, en Turquie.

M. Na.

Le Monde 1^{er} - 2 septembre 1996

Les relations entre l'Iran et l'Allemagne se détériorent

Le procès, à Berlin, relatif à l'assassinat de quatre Kurdes déclenche la colère de Téhéran

NE FUT-CE qu'en raison de la tempête qu'il soulève et des menaces qu'il profère chaque fois que se tient à l'étranger un procès relatif au meurtre de certains de ses opposants, le régime iranien se place dans la position du suspect. Téhéran n'a pas dérogé à cette règle lorsque l'ancien président iranien, Abolhassan Banisadr, appelé à la barre en qualité de témoin dans un procès qui a lieu à Berlin, a accusé, il y a quelques jours, certains des plus hauts dirigeants iraniens d'être les commanditaires du meurtre, en septembre 1992, dans un restaurant de cette ville, de quatre dirigeants de l'opposition kurde. Le parquet fédéral avait déjà lancé, en mars, un mandat d'arrêt contre le ministre iranien des renseignements, Ali Fallahian, accusé d'avoir ordonné le meurtre.

Si, comme l'affirme le chef de la diplomatie iranienne, Ali Akbar Velayati, M. Banisadr est totalement « discrédité » et que ses propos ne trompent personne, pour-

quoi donc l'Iran a-t-il demandé à l'Allemagne l'extradition de l'intéressé, alors même qu'une telle demande n'a jamais été faite à la France, où M. Banisadr s'est exilé depuis 1981 ? « Ils se sont affolés parce qu'ils savent que j'ai des informations [sur l'implication du régime], informations que le procureur allemand a qualifiées de « très exactes » », répond, dans des déclarations au Monde, M. Banisadr, contre lequel les autorités iraniennes ont retenu l'accusation de piraterie aérienne pour avoir fui l'Iran, en 1981, à bord d'un avion militaire. Ce sont les quatre officiers qui étaient à bord de l'appareil – un avion ravitailleur –, qui ont tout organisé, explique M. Banisadr, qui rappelle qu'après sa fuite quarante officiers iraniens ont été exécutés pour avoir prétendument trempé dans cette affaire.

L'ancien président, destitué par l'ayatollah Rouhollah Khomeini, affirme aussi qu'à l'aube du jour

où il devait se rendre à Berlin pour faire sa déposition des membres de sa famille restés en Iran ont reçu des menaces téléphoniques et ont été prévenus que « deux commandos » étaient sur place pour l'assassiner. Il demeure néanmoins déterminé à se rendre, le 5 septembre, à Berlin, pour témoigner de nouveau dans le même procès.

Non contentes de s'en prendre à M. Banisadr, les autorités iraniennes ont brusquement haussé le ton contre l'Allemagne, alors même que ce pays est leur principal partenaire commercial et, surtout, l'un des plus ardents avocats de la continuation du « dialogue critique » euro-iranien, contre l'avis des Etats-Unis, déterminés à mettre l'Iran en quarantaine.

Contestant l'indépendance du pouvoir judiciaire allemand, M. Fallahian a accusé Bonn de faire un procès politique à l'Iran et averti que les conséquences en seraient fâcheuses pour le partena-

riat irano-allemand. Le quotidien *Iran News*, proche du ministère des affaires étrangères, a préconisé des poursuites contre l'Allemagne pour de présumées livraisons de produits chimiques à l'Irak pendant la guerre qui a opposé ce pays à l'Iran de 1980 à 1988.

DÉJÀ-VU

Parallèlement, Téhéran a déposé une plainte auprès d'un « tribunal international » contre la firme allemande Siemens pour avoir renoncé, après l'avènement de la République islamique en 1979, à l'achèvement des travaux de construction d'une centrale nucléaire à Bouchehr, sur le Golfe. On est loin du discours laudateur envers l'Allemagne tenu à la mi-juillet à Téhéran, lorsque Bonn avait joué les intermédiaires dans une opération d'échange de corps et de prisonniers entre le Hezbollah libanais pro-iranien et Israël.

« C'est du chantage », affirme M. Banisadr, selon lequel les auto-

rités iraniennes auraient des documents compromettants pour l'Allemagne, laquelle aurait, selon lui, livré à Téhéran des armes et les moyens d'en fabriquer pendant la guerre Iran-Irak. Il affirme aussi que après l'attentat contre les responsables kurdes à Berlin, les autorités allemandes ont laissé partir à Téhéran « quelques membres de l'ambassade iranienne dont deux,

au moins, seraient suspects ».

Le scénario des autorités iraniennes rappelle d'autres du même genre. Téhéran s'était déchaînée lorsque, en 1992, la Suisse avait arrêté Zeyal Sârhadi, un Iranien soupçonné d'avoir participé à l'assassinat, en août 1991, en France, du dernier premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar. Les délégués du Comité international de la

Croix-Rouge (CICR) avaient été expulsés d'Iran et un Suisse avait été arrêté à Téhéran sous l'accusation de « relations illégales avec des membres du personnel des forces armées iraniennes ».

Une autre levée de boucliers iraniens contre la Suisse et la France avait accompagné l'extradition de M. Sarhadi vers Paris. A l'approche du procès Bakhtiar, en octo-

bre 1994, les Iraniens avaient pris pour prétexte « l'affaire du foulard islamique » pour susciter une mobilisation antifrançaise. Selon M. Banisadr, les pressions iraniennes ont aussi fait que l'enquête sur l'assassinat de trois opposants kurdes iraniens en juillet 1989 n'a jamais abouti.

Mouna Naïm

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes-Iran

Téhéran: Bagdad a agi au Kurdistan avec le feu vert de Washington

TEHERAN, 1er sept (AFP) - Le président du parlement iranien Ali Akbar Nategh-Nouri a accusé dimanche les Etats-Unis d'avoir donné leur feu vert à l'intervention militaire de l'Irak dans le Kurdistan.

"Incontestablement, l'Irak a agi avec l'accord des Etats-Unis car, sans leur coordination, Bagdad n'aurait pas massacré son peuple innocent", a souligné M. Nategh-Nouri, dans un discours à l'ouverture de la session parlementaire.

Pour le président du parlement, l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis du régime de Saddam Hussein est le "signe de la confusion de la diplomatie américaine".

"Il faut laisser le peuple d'Irak décider de son sort", a ajouté M. Nategh-Nouri, affirmant que le régime irakien massacre son peuple avec l'aval des autorités américaines".

Les troupes irakiennes sont intervenues à Erbil aux côtés du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) pour lui permettre de reprendre le contrôle de la principale ville du Kurdistan, occupées par son rival, l'Union populaire du Kurdistan (UPK), accusée d'être soutenue par Téhéran.

Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz avait justifié cette offensive en la qualifiant de "limitée" visait à contrecarrer "une tentative iranienne de contrôler" le nord de l'Irak. Selon lui, l'Iran a apporté son soutien au chef de l'UPK, Jalal Talabani, et Bagdad est intervenu à la demande de son rival du PDK Massoud Barzani.

Le président américain Bill Clinton a ordonné un renforcement des forces américaines dans la région du Golfe, après les avoir placées en état d'alerte maximale.

Des combats entre les deux formations kurdes, qui se partagent le contrôle du Kurdistan depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe en mars 1991, avaient éclaté le 17 août.

La ville d'Erbil est située dans une zone protégée par les Alliés occidentaux au nord du 36ème parallèle et échappant au contrôle du régime de Saddam Hussein.

kd/jhd/php eaf

AFP /AA1234/011154 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Eco.-énergie

L'Irak maintient son armée au Kurdistan où les combats s'étendent de l'envoyé spécial de l'AFP, Maher CHMAYTELLI

BAGDAD, 1er sept (AFP) - L'armée irakienne s'est maintenue dimanche à Erbil, dans le nord de l'Irak, dont elle avait pris le contrôle la veille, alors que les combats se sont étendus à Souleimanieh, l'autre grande ville de la région.

"Nous avons vu des soldats irakiens et des combattants du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) dans le centre d'Erbil", a déclaré un à l'AFP un responsable de l'ONU après avoir effectué une tournée dans la ville.

"Le drapeau irakien flotte sur le siège du parlement kurde d'Erbil", dans le centre de la ville, située à 350 km au nord de Bagdad, a ajouté le responsable de l'ONU, joint au téléphone depuis la capitale irakienne.

"Des dizaines de chars irakiens sont stationnés autour de la ville", a affirmé pour sa part un membre d'une organisation caritative occidentale.

Les troupes irakiennes, qui ont pénétré pour la première fois samedi dans les zones kurdes depuis 1991, ont pris avec leurs alliés du PDK le contrôle d'Erbil à l'issue de violents combats avec l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) qui tenaient la ville.

Les opérations militaires se sont cependant poursuivies plus à l'est. Selon un responsable de l'ONU à Bagdad, les alentours de la ville de Souleimanieh, bastion de l'UPK à 200 km à l'est d'Erbil, étaient soumis à un bombardement dimanche. Il n'était pas en mesure de préciser si les tirs visant une zone située à une cinquantaine de km de Souleimanieh, provenaient de positions de l'armée irakienne ou du PDK.

Le chef de l'UPK Jalal Talabani se trouve dans la région de Souleimanieh, selon sa formation.

D'après les responsables de l'ONU, la situation à Erbil se normalisait dimanche, mais une certaine tension persistait.

"Le situation s'est calmée au coucher du soleil, il n'y a plus eu de bombardements, la résistance de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) s'est effondrée", a affirmé un responsable de l'ONU à Erbil.

Selon lui, 300 personnes environ ont quitté la ville, pour la plupart des membres de l'UPK et leurs familles. "Il n'y a pas eu de mouvement d'exode de masse", a-t-il dit.

"Le marché était ouvert dimanche matin, l'activité économique reprend, mais il n'y a ni courant électrique ni eau" dans la ville, a ajouté le responsable de l'ONU.

Les organisations non-gouvernementales (ONG) ont pu visiter les entrepôts où elles stockent l'aide humanitaire, et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) devait effectuer une tournée dans les hôpitaux pour évaluer la situation humanitaire, selon un membre d'une organisation caritative.

A Bagdad, le coordinateur général des activités humanitaires des Nations Unies en Irak, M. Gualtierio Fulcheri, a assuré à l'AFP qu'il n'y avait eu aucune victime parmi le personnel de l'ONU et des ONG dans le nord de l'Irak.

L'Irak avait annoncé dans la nuit qu'il allait "retirer très prochainement" ses troupes du nord de l'Irak, affirmant n'avoir pas encore décidé de rétablir son administration dans les régions kurdes qui échappent à son contrôle depuis cinq ans.

L'opération militaire irakienne dans le nord de l'Irak est la première depuis l'instauration, en avril 1991, dans cette région d'une zone de protection pour la population kurde par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne

et la France.

La Maison Blanche a accueilli avec méfiance l'annonce de Bagdad, affirmant qu'elle voulait "des actes, pas des promesses". Les forces américaines dans le Golfe et en Turquie avaient été mises samedi au plus haut niveau d'alerte.

La presse officielle irakienne a mis en garde contre toute intervention étrangère contre le pays. "Personne n'a le droit de s'opposer à ce que le drapeau irakien soit hissé sur la ville d'Erbil ou de menacer de recourir à des représailles contre l'Irak", a affirmé le quotidien al-Joumhouriya, dans un éditorial sous forme de lettre ouverte adressée aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

mch/at

AFP /AA1234/011223

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Irak-Kurdes lead

La Turquie appelle Saddam Hussein à retirer ses forces du nord de l'Irak

ANKARA, 1er sept (AFP) - Le vice-premier ministre turc Tansu Ciller a appelé dimanche le président irakien Saddam Hussein à "retirer ses forces immédiatement" du nord de l'Irak, a rapporté l'agence Anatolie.

"Saddam doit se retirer immédiatement", a déclaré Mme Ciller, qui est également chef de la diplomatie turque, à l'issue d'une réunion extraordinaire au ministère des Affaires étrangères, sur la situation dans le nord de l'Irak, selon la même source.

"L'arrêt de cette initiative de Saddam autour d'Erbil est obligatoire pour la paix, nous menons des démarches diplomatiques pour arriver à cette fin", a-t-elle déclaré.

Elle a précisé que la Turquie menait actuellement une "diplomatie intense avec les Etats-Unis, l'Iran et l'Irak".

"La Turquie ne permettra pas la mise en danger de sa sécurité et de ses intérêts économiques dans la région et à la frontière", a poursuivi Mme Ciller.

Elle a déclaré que la Turquie accordait une "importance primordiale à la sécurité des peuples de la région de l'Irak du nord, les Turcomans, les Kurdes et les Arabes".

Elle a souligné qu'il ne s'agissait pas d'un changement dans la politique de la Turquie à propos du nord de l'Irak. "Il n'est pas juste qu'un Etat indépendant soit créé dans le nord de l'Irak, nous ne le permettrons pas", a-t-elle dit. "La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak sont indispensables pour la Turquie", a-t-elle ajouté.

Elle a indiqué, en réponse à une question, que les Etats-Unis n'avaient pas encore demandé l'autorisation d'utiliser contre l'Irak la base aérienne d'Incirlik (sud, près d'Adana), où est stationnée la force multinationale (ndlr: Opération Provide Comfort) chargée de protéger les Kurdes irakiens.

"Ankara ne considère pas (cette crise) comme une affaire qui pourrait aboutir à ce niveau" (ndlr: des attaques aériennes depuis cette base).

Lancée juste après la guerre du Golfe de 1991, l'opération Provide Comfort, découlant d'une résolution de l'ONU, consiste en une force aérienne américano-franco-britannique basée à Incirlik. Elle est notamment chargée de patrouiller la zone d'interdiction de vol imposée à l'aviation de Saddam Hussein au nord du 36ème parallèle.

KG/hc/ob

eaf.

AFP /AA1234/011230

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

La presse officielle irakienne met en garde contre toutes représailles

BAGDAD, 1er sept (AFP) - La presse officielle de Bagdad a mis en garde dimanche contre toute intervention étrangère visant l'Irak à la suite de l'opération militaire irakienne dans le Kurdistan.

"L'Irak n'est pas intervenu dans une ville turque ou iranienne, il a aidé à la libération d'une ville irakienne occupée", affirme le quotidien al-Joumhouriya, dans un éditorial sous forme de lettre ouverte adressée aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

"Personne n'a le droit de s'opposer à ce que le drapeau irakien soit hissé sur la ville d'Erbil ou de menacer de recourir à des représailles contre l'Irak", a ajouté le journal.

Selon lui, la situation au Kurdistan était devenue "insupportable et les Kurdes sont totalement vaincus que les Etats-Unis ne cherchent ni leur stabilité, ni leur bien".

Les troupes irakiennes étaient intervenues samedi matin aux côtés du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) pour permettre à ce parti de reprendre le contrôle d'Erbil, principale ville du Kurdistan, qui était tenue par son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani). Bagdad a annoncé le même jour un "très prochain" retrait de ses troupes du nord de l'Irak.

La demande d'aide de M. Barzani aux autorités irakiennes est intervenue après que les Kurdes "eurent perdu patience face aux agissements des Américains, des Iraniens et des personnes à leur solde", a poursuivi le journal.

Le quotidien al-Saoura, organe du parti Baas au pouvoir, a fait pour sa part assumer à l'Iran, aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne la responsabilité "de ce qui se passe au Kurdistan" et les a appelés à "revoir leur position et à ne plus s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Irak".

"L'Irak a fait son devoir pour protéger sa population", a affirmé as-Saoura.

Le quotidien Babel, dirigé par Oudai, fils aîné du président irakien Saddam Hussein, a de son côté accusé les Etats Unis de "collusion avec l'Iran", et dénoncé leur "silence face aux incursions" des Iraniens en territoire irakien.

"Au lieu de menacer l'Irak, Washington aurait du réagir à l'intervention armée iranienne en Irak et adresser ses menaces contre ce pays", écrit Babel.

Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz avait expliqué samedi que cette offensive "limitée" visait à contrecarrer "une tentative iranienne de contrôler" le nord de l'Irak.

Le président américain Bill Clinton a renforcé et placé en état d'alerte maximum les forces américaines dans la région du Golfe et en Turquie.

Il a toutefois averti qu'il était "hautement prématuré de spéculer sur la réaction" des Etats-Unis, qui vont "travailler avec d'autres pays de la communauté internationale".

fch-hj/Kar/ib eaf

AFP /AA1234/011143 SEP 96

U.S. Pledges Response to Iraqi Assault

No Troop Pullout Evident; Kurd Expects New Attack

By *Bradley Graham*
Washington Post Staff Writer
Monday, September 2 1996; Page A01
The Washington Post

As Iraqi forces consolidated their hold on the main Kurdish city of Irbil, a senior White House official asserted yesterday that the aggression by Iraqi President Saddam Hussein would not go unpunished. But the United States gave little indication of what response it was contemplating.

Republican presidential nominee Robert J. Dole sought to turn the crisis into a campaign issue, declaring that U.S. leadership was on the line and faulting the Clinton administration for its recent handling of Iraq. Administration officials said the political attack at a time of international tension was unusual and unwelcome.

Gen. John Shalikashvili, chairman of the Joint Chiefs of Staff, arrived in the Persian Gulf region yesterday to consult with Saudi Arabia and other gulf allies and visit U.S. forces. President Clinton, spending the day in Arkansas, talked on the telephone with a handful of European and Middle Eastern leaders to coordinate a course of action, his spokesman said.

"There will be a response," Leon E. Panetta, White House chief of staff, said on NBC's "Meet the Press." "Saddam Hussein continues to remain a threat to his own people and to the region. And we have made it clear that that is unacceptable."

At the United Nations, Secretary General Boutros Boutros-Ghali announced that because of the deteriorating situation in northern Iraq, he was delaying implementation of a plan worked out recently allowing Iraq to resume oil sales and use the revenue to buy food and humanitarian supplies for Iraqi citizens. Dole on Saturday criticized the oil sales as premature and ill-advised, but as a practical matter, the conflict in northern Iraq has precluded oil deliveries and the positioning of U.N. personnel to monitor the program.

The Iraqi government reiterated its intention, announced late Saturday after the swift seizure of Irbil, to withdraw troops from the Kurdish enclave now that the Kurdish faction targeted by the assault -- the Patriotic Union of Kurdistan led by Jalal Talabani -- has been ousted from power there. Iraq's defense minister, Gen. Sultan Ahmad, was quoted by government-controlled television in Baghdad as saying he had been ordered by Saddam "to return Iraqi units to their former positions." Iraq's deputy prime minister, Tariq Aziz, passed the same message to Boutros-Ghali.

But U.S. officials with access to intelligence reports said they had seen no sign of an Iraqi withdrawal.

While heavy fighting in Irbil had stopped by nightfall Saturday, there were reports yesterday of Iraqi tanks and artillery shelling the village of Chamchamal, southeast of Irbil, near Sulaymaniyah, also a Talabani stronghold.

In a telephone interview from a location about five miles outside Sulaymaniyah, Talabani said he expected Iraqi forces to assault the area today and declared his guerrillas would resist, "using

"We have made clear you do not use force," Panetta said on NBC. "Saddam Hussein cannot use force in this situation, and we will respond accordingly."

Dole blamed the crisis on the "failure of American leadership" in dealing with Iraq. He said Clinton unwisely acquiesced to the relaxing of sanctions on Iraqi oil sales and did little recently to protest Saddam's continued obstruction of nuclear weapons inspectors except to "join in weak statements by the U.N. Security Council."

"The fact is that in the last few months, Saddam Hussein has been testing American leadership and finding it lacking," Dole said in a speech yesterday to the National Guard Association of the United States.

"For the last few weeks, the threat of Iraqi intervention in the north has been building, yet the administration has delegated the problem to low-level officials, hoping that its verbal warnings to Iraq would suffice," Dole said. "It should be no surprise that the Iraqis have ignored those barely audible warnings."

In response, administration officials said Dole's comments reflected a misunderstanding of the oil-for-food arrangement with Iraq and U.S. actions toward Iraq in recent days. "I would only suggest to him that this is a moment in which it is best for the United States of America to speak with one common voice in making clear that this unjustified behavior is unacceptable," White House press secretary Michael McCurry said.

James A. Baker III, who served as secretary of state under President George Bush, said on the ABC program that he would recommend giving Saddam a deadline for withdrawing from northern Iraq, "just as we did when he went into Kuwait," then bomb Iraqi tanks if Saddam fails to comply.

"Our word is on the line, our reputation is on the line," Baker said of the need for firm action.

But some leading lawmakers advised a more cautious approach. Rep. Lee H. Hamilton (D-Ind.), ranking minority member of the House International Relations Committee, recommended against starting with a military response or necessarily ordering Saddam to withdraw below the 36th parallel. Sen. John W. Warner (R-Va.), an Armed Services Committee member, insisted that the United States not take action without "having the rest of the world community . . . accept part of this burden."

In that regard, the official outcry in key European capitals to Saddam's assault has been noticeably more muted than in Washington. In Paris, the reaction has been one of studied restraint. In London, Defense Ministry sources discouraged speculation about any imminent military action.

Any U.S. military retaliation against Iraq would likely take the

antitank weapons, rocket-propelled grenades and other weapons."

Talabani and other Kurdish spokesmen described scenes of grim retribution being exacted by Iraq, which claims to have seized Irbil at the request of Talabani's archrival, Massoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party. Iraqi security and intelligence officers, assisted by Barzani's forces, were said to be conducting house-to-house searches in Irbil, hunting down opposition sympathizers. Scores of political opposition centers and international aid offices had been occupied, looted or destroyed, according to these accounts.

Iraqi soldiers also were reported to have executed 96 Iraqi National Congress members, former Iraqi soldiers who had defected to the U.S.-financed umbrella organization, after their camp south of Irbil was overrun Saturday.

Talabani called on the West to play a more active role in defusing the crisis. He vigorously denied that he had allied his party with Iran -- a claim made by Iraq in justifying its drive into Irbil. But the Kurdish leader warned he would have little choice but to turn to Iran if the West failed to help.

"We first prefer to have support from the United States, from Britain, from the European countries," Talabani said on ABC's "This Week With David Brinkley." "But if we are isolated, and we remain alone facing Saddam Hussein's aggression . . . then we will be ready to cooperate with anyone who will be ready to help us -- of course Iran included."

Administration officials said the split in the Iraqi Kurdish community makes more complicated the U.S. decision about how to respond. They said the case for American intervention is less clear-cut than in 1990 when Saddam sent his army south to occupy Kuwait.

Moreover, the legal basis for U.S. retaliation is somewhat muddled. Irbil lies 12 miles inside a "no-fly" zone established by the United States, Britain, France and Turkey five years ago to protect the Kurds from Saddam after a failed rebellion against the Iraqi leader. But Saddam was never explicitly banned from sending ground troops into the region, just military aircraft, and Iraq remains sovereign under international law over the area.

Talabani said Iraqi Swiss-made Pilatus aircraft -- light attack planes -- had violated the allied ban, assaulting the town of Bustaneh, 12 miles east of Irbil. But administration officials said U.S. aircraft and radar monitoring the area had not detected any Iraqi planes crossing north of the 36th parallel, the zone's border.

At the same time, U.S. officials expressed confidence that they had sufficient international authority to retaliate against Iraq under U.N. resolutions demanding Saddam respect the rights of ethnic minorities.

form of airstrikes, particularly given the difficulty of inserting ground forces in landlocked, mountainous northern Iraq. The United States has more than 200 land- and sea-based warplanes in the area with more on the way.

A Pentagon official yesterday said four B-52 bombers had been moved from the United States to Guam for possible use against Iraq. Some tanker planes also had been repositioned to assist in the possible movement of several dozen additional jet fighters from the United States to Jordan. The extra aircraft would take over responsibility for patrolling southern Iraq to free up other warplanes in the region to attack Iraq, the official said.

About 70 U.S., British and French aircraft have been based at the southern Turkish city of Incirlik to enforce the no-fly zone in northern Iraq. But there was considerable question yesterday whether Turkey's new coalition government, led by a conservative Islamic party, would grant permission for the planes to strike Iraqi targets.

Turkish Foreign Minister Tansu Ciller told reporters the United States had not made such a request, adding she did not expect one will be necessary.

Staff writers Jim Hoagland and Peter Baker in Washington and John F. Harris with Clinton, and correspondents Jonathan C. Randal in Ankara, Charles Trueheart in Paris and Fred Barbash in London contributed to this report.

© Copyright 1996 The Washington Post Company

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, SEPTEMBER 2, 1996

Saddam to Face 'Consequences' For Attack on Kurds, U.S. Vows

Boutros Ghali Postpones Oil Sales by Baghdad

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — President Bill Clinton's chief of staff said Sunday that the United States would not allow an attack by President Saddam Hussein on Kurds in northern Iraq to go unanswered.

At the same time, the UN secretary-general, Boutros Boutros Ghali, responded to the deteriorating situation in the north by postponing the oil-for-food plan recently agreed on for Iraq.

President Clinton called several world leaders Sunday to discuss the situation, the White House said.

"The outcome of these calls was strong agreement that we should work together to fashion the appropriate response," said the White House spokesman, Michael McCurry. He would not say whether a military response was being considered. But more than 20,000 U.S. troops in the region remained on high alert.

As international outrage mounted, there were reports that Mr. Saddam had ordered Iraqi troops to withdraw from

the northern "safe haven," which was created after the Gulf War to protect Kurds from attack by Iraqi forces.

There was no immediate confirmation of the reports. Pentagon officials said they had seen no significant movement.

The Iraqi flag was believed still to be flying over the northern town of Arbil,



NYT

where it was raised by Iraqi troops after they ousted the Kurdish faction based there in house-to-house fighting.

The United Nations had been set to send personnel to Iraq to ensure respect for the UN resolution that was to allow Iraq to sell \$2 billion in oil and use the money for food. The program had been strenuously opposed by critics who said that Mr. Saddam has shown himself unworthy of the world's trust.

The weekend offensive raised new questions about the Iraqi leader, said Mr. Clinton's chief of staff, Leon Panetta. "Saddam Hussein continues to remain a threat to his own people and to the region," he said on NBC-TV, "and we have made clear that that is unacceptable." He added, "I don't want to say when or where or what, but we will respond, and we will respond with consequences to Saddam Hussein."

Mr. McCurry said that the leaders called by Mr. Clinton on Sunday "share our concern about Iraqi military activity in northern Iraq."

Mr. Clinton had talked to Prime Minister John Major of Britain and was likely to speak with the leaders of France and Germany, as well as those of Saudi Arabia, Jordan and Egypt, ac-

ording to administration officials.

Mr. McCurry said that the United States was not "drawing lines in the sand," but that Mr. Saddam's steps in the north were impermissible. "The United States believes that he cannot conduct himself with impunity," he said.

Mr. Clinton on Saturday ordered American troops in the region to a high state of alert. French troops monitoring the flight-exclusion zone from bases in Turkey are also on a heightened state of alert, officials said.

The Iraqi troops intervened Saturday to recapture the town of Arbil, administrative center of the northern zone and a key base of one of the Kurdish groups, the Patriotic Union for Kurdistan. Arbil lies about 20 kilometers (12 miles) north of the 36th Parallel, the southern border of the flight-exclusion zone.

Spokesmen for the Iraqi National Congress, an opposition group in exile, told the Reuters news agency that Iraqi forces had begun a house-to-house search in Arbil, where they rounded up and executed 96 Iraqi Army defectors. Iraqi forces and an allied Kurdish group appeared to be in full control of the town.

There were sketchy reports of scattered fighting in Arbil on Sunday.

General John Shalikashvili, chairman of the U.S. Joint Chiefs of Staff, reportedly arrived Sunday in Riyadh to discuss the situation with Saudi officials, Agence France-Presse said, citing diplomatic sources.

In Iran, the official press agency, IRNA, reported that Iraqi troops and their Kurdish allies had captured As Sulaimaniya, the second-largest city in the region, on Sunday. The report cited unidentified sources close to Iraqi Kurds.

Iraq's state-run media warned the United States and its Western allies not to intervene on behalf of the Kurds. The newspaper Al Jumhuriya said in a front-page editorial that the Iraqi people were "ready to provide an example that

will inevitably remind the Americans of the Vietnam complex."

President Clinton had voiced "grave concern" about the Iraqi actions on Saturday, in announcing that U.S. forces were being placed on high alert.

The United States has no ground troops in the immediate area, but 200 land-based planes are within range of northern Iraq and an additional 75 are aboard the aircraft carrier Carl Vinson, the command ship of a 21-vessel fleet in the Arabian Sea.

The number of U.S. overflights in the northern zone has been doubled, from 40 to 80 a day, U.S. officials said.

Unlike the situation created by Iraq's invasion of Kuwait in 1991, the current situation pits two Kurdish factions against each other, both on Iraqi territory. One of the two, the Kurdistan Democratic Party, headed by Massoud Barzani, reportedly invited the Iraqi forces to help it fight the second group, the Patriotic Union of Kurdistan.

Jalal Talabani, who heads the Patriotic Union, said Sunday in a telephone interview with ABC-TV that he hoped for U.S. assistance but would turn to Iran for help if need be. Iraqi officials have warned Iran not to interfere.

Mr. Talabani said a large number of tanks and armored cars were patrolling Arbil, and that all houses linked to the opposition had been destroyed.

Earlier, a spokesman for the opposition Iraqi National Congress in London told Reuters that the Iraqi Air Force and heavy weapons had attacked the Kurdish towns of Bustaneh, near Arbil, and Kifri.

The weekend's events drew a sharp charge from Bob Dole, the Republican presidential nominee, who said Sunday that the administration had been irresponsibly lax toward Mr. Saddam. "For the last several weeks, the threat on the Iraqi border has been rising," he said in a speech to a National Guard association, "but the Clinton administration delegated the matter to low-level staffers."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, SEPTEMBER 2, 1996

After the Iraqi Thrust, Will the Power Shift?

By Barton Gellman
Washington Post Service

JERUSALEM — Iraq's armored thrust to retake its rebellious Kurdish north has again raised the prospect of a realignment of power in a region that has seen several in the last decade.

As Iraq's neighbors waited mostly in nervous silence, Turkey, which stands perhaps to lose the most, made itself clear on one count at least: It would not tolerate a repeat of the exodus of Iraqi Kurds into Turkey's southern mountains that accompanied the last such Iraqi attack in 1991.

"Turkey is determined not to allow a new migratory movement to its own borders from northern Iraq," the Foreign Ministry in Ankara said. "It will take all necessary measures to prevent such developments."

About 2 million Kurds fled to Turkey after the government in Baghdad crushed a failed rebellion following Iraq's defeat in the 1991 Gulf War. The American-led alliance forced a halt to President Saddam Hussein's assault on the north that year, banning flights by Iraqi combat aircraft there and establishing a "safe haven" in which Iraqi

ground troops were also forbidden.

Reaction in Syria and Iran, which have restive Kurdish populations of their own and a common interest in suppressing Iraqi power, is likely to turn on whether the capture of the city of Arbil marks a restoration of Baghdad's power in the Kurdish north or a prelude to a new setback at the hands of the coalition that drove Iraqi forces out of Kuwait five years ago.

Unconfirmed reports from Arbil said Iraq had sent troops across the border to defend its factional allies.

In Jordan, which allied itself in recent months with American-led efforts to topple Mr. Saddam, government officials there said they would not allow use of Jordanian soil to support any intervention in the fight. Jordan was host to an American "air expeditionary force" of 30 F-16 and F-15 strike fighters between April and June and permitted them to fly

more than 900 missions to police a "no-flight" zone declared by the United States and its allies in southern Iraq.

Jordan has expressed discomfort for some time with what it regards as an unstable status quo in its powerful neighbor to the east, in which strict economic sanctions weaken Iraq and allied aircraft prevent Iraqi forces from exerting full control over rebellious Kurds in the country's north and Shiites in the south.

"When you leave a central government in power that has lost control of its north and south, and when you leave an embargo in place, it's a very dangerous recipe," said an official who spoke for the government on condition of not being identified. "You have to expect that countries in the region can use this power vacuum to their own advantage."

If the Clinton administration wishes to mount a punitive strike against Iraq, of the sort conducted more than once since

1991, it does not require anything more than the cruise missiles and combat aircraft aboard its ships in the Gulf and the eastern Mediterranean. If it considers the extended air campaign that would be necessary to make a real difference against three armor-heavy Iraqi divisions in Arbil, it would have to depend primarily on bases in Turkey.

The Associated Press, citing U.S. diplomatic sources, reported that Secretary of State Warren Christopher had asked Turkey "to persuade Iraq to stay out of northern Iraq and to explain the dark consequences" of its intervention there.

Among the motivating factors for Turkey is the sudden prospect of another long delay in the opening of a joint oil pipeline with Iraq. Before the weekend military assault, Iraq was poised for its first oil sales since the United Nations embargo that followed its invasion of

Kuwait in 1990. Turkey counted on the pipeline to recoup what it asserts are \$23.7 billion in losses since the trade embargo with its southern neighbor began.

Here in Israel, the government generally supported Kurdish autonomy in northern Iraq and had strong historical ties to the Kurdistan Democratic Party of Massoud Barzani. But Mr. Barzani's apparent invitation to Mr. Saddam to intervene against his rival faction, the Patriotic Union of Kurdistan led by Jalal Talabani, appears to have left the Jerusalem government with little appetite for either side.

The "one hopeful result" from the Gulf War," said an Israeli Foreign Ministry official, "was Kurdish autonomy, but at the end of the day it's the Kurds who are messing things up. The rivalry between the two factions is ending all hope of a national future."

International Herald Tribune, Monday, September 2, 1996

In Absence of Sustained U.S. Influence, Old Kurdish Feuds Flourish

By Jonathan C. Randal and John Mintz
Washington Post Service

By capturing a Kurdish city in a haven patrolled by U.S. and other international warplanes, President Saddam Hussein of Iraq has challenged President Bill Clinton to respond. But any U.S. action risks drawing America further into a region troubled by Kurdish rivals' bitter feuds, meddling by powerful neighbors and countless betrayals of the Kurdish people's ancient nationalist longings.

The 22 million Kurdish people, almost all of them Sunni Muslims, are mostly spread across lands in Turkey, Iran, Iraq, Syria, Armenia and Azerbaijan, and they constitute the world's largest ethnic group without a nation of its own. The American-led air umbrella, created over Kurdish areas in northern Iraq after the 1991 Gulf War, gave the Kurds their best shot at achieving autonomy in a half-century.

But in December 1994, an old rivalry between the Kurdistan Democratic Party, led by Massoud Barzani, and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan led to a resumption of factional fighting, that in the last 20 months has killed 4,000 of the 3.5 million Kurds in Iraq. It was a revival of this fighting that triggered the latest military confrontation, which culminated in this weekend's Iraqi capture of Arbil, the unofficial Kurdish capital.

A problem for the United States is that each Kurdish faction is now loosely allied with a country that Washington has long despised.

Mr. Talabani's Patriotic Union has been accused by its rivals of recently accepting arms and other help from neighboring Iran. The Patriotic Union has denied it, but the charge makes it harder for the United States to intervene on the Union's behalf.

Meanwhile, Mr. Barzani's party is now aligned with Mr. Saddam, having invited his troops into the Kurdish area of Iraq. That is remarkable news because in the 1980s, the Iraqi leader gassed, uprooted and assassinated Kurdish civilians by the tens of thousands.

Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister, embarrassed Mr. Barzani over the weekend by disclosing a letter the Kurdistan Democratic Party leader was said to have written to Mr. Saddam on Aug. 22, asking for his military help. According to Mr. Aziz, Mr. Barzani addressed Mr. Saddam as "your excellency," and "pleaded" with him to "interfere to help us to ease the foreign threat" from Iran.

Kurdish and UN sources reported from Arbil that Mr. Barzani's soldiers had fought alongside Iraqi troops as they captured the city without much resistance from the Patriotic Union, and that they moved immediately into the Union's offices there. Mr. Talabani's forces were said to be still fighting in and around the city.

Some Kurdish activists and experts on the region believe that this crisis could have been averted if the Clinton administration had more forcefully denounced a brief Iranian incursion into the Kurdish area of Iraq several weeks ago and had worked harder to broker a peace agreement between the feuding factions.

"This is a result of us not taking a stronger position earlier this year," said Kathryn Porter, president of the Human Rights Alliance, a private Washington-based group that tries to mediate among the Kurdish factions. "We should have worked harder to bring the two sides to peace."

"With this action, Saddam is asserting his power, saying, 'I can't be ignored,'" said Barham Saleh, a representative of Mr. Talabani's group in Washington, who has requested U.S. military help in reversing Mr. Saddam's incursion.

"Saddam's calculation is the U.S.'s response won't be adequate or timely," he said. "He's making a challenge to the credibility of American power. Everybody in the U.S. leadership realizes the consequences of a failure to confront Saddam."

After an unsuccessful uprising against Mr. Saddam at the end of the Gulf War, many Kurds fled north of the 36th parallel, which the United States and its allies established as a "no-flight" zone that Mr. Saddam's military aircraft were barred from entering.

The United States tried to broker a Kurdish peace, but it was ruptured in 1994 when the Patriotic Union became enraged that the Kurdistan Democratic Party was failing to share revenue from illicit oil trade with Turkey. The Patriotic Union, which controls about 70 percent of the Iraqi Kurdish population, took over Erbil that year.

Continued sporadic U.S. mediation efforts, conducted in Ireland and in the Kurdish region

itself in 1995 and early 1996, failed to do more than preserve a fragile cease-fire. Moreover, the Clinton administration never followed through with plans to finance a small monitoring force of neutral Kurds and other opposition forces to heal the breach between the two groups.

Iran stepped into the virtual void in 1995, attempting to step up its influence with every passing month.

Late last month, Iran was sufficiently emboldened to launch a major incursion deep into Iraqi Kurdistan, ostensibly to close down the operations of Iranian Kurdish nationalists. Diplomats and regional powers concluded that Iran, by launching the incursion, was thumbing its nose at Washington and was willing to promote further fighting among the Kurds. The Barzani faction charged that the Iranians left behind vast quantities of arms, ammunition and other materiel with the Patriotic Union when they withdrew July 29.

Fighting resumed Aug. 17, the 50th anniversary of the founding of the Kurdistan Democratic Party by the revered nationalist leader Mustafa Barzani, father of its current leader.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

GB-Irak-Kurdes

Les services irakiens poursuivent les arrestations à Erbil, selon le CNI

LONDRES, 2 sept (AFP) - Les services secrets de Saddam Hussein continuaient lundi matin à arrêter des membres de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Erbil (nord de l'Irak), après le retrait des chars irakiens de la ville, a affirmé à l'AFP un porte-parole du Conseil national irakien (CNI, coalition de l'opposition).

Des centaines d'arrestations ont eu lieu depuis l'entrée des troupes irakiennes dans la ville, dont celle de l'épouse du chef de l'UPK, M. Jalal Talabani, Hiro, ainsi que de sept membres du bureau politique de l'UPK, a-t-il précisé.

Par ailleurs, à Salahuddin, au nord d'Erbil où le CNI avait son quartier général et sa station de télévision, des forces des services secrets irakiens ont entouré des bâtiments où se trouvaient des membres du CNI et leurs familles, soit 150 personnes au total, selon le porte-parole.

"La situation est très mauvaise. Ils sont bloqués", a-t-il dit. "Très bientôt, ils seront arrêtés par les services secrets irakiens et personne ne sait ce qui leur arrivera".

Salahuddin est également le quartier général du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani, rival de l'UPK), à qui les Irakiens ont prêté main forte pour prendre Erbil.

Le porte-parole du CNI a précisé que la situation était "calme" à Souleimanieh, dans l'est du Kurdistan, près de la frontière avec l'Iran. Mais deux villes proches, Kifri (50.000 habitants) et Chamchamal (80.000), ont souffert de "violents bombardements" au cours des quarante dernières heures, selon lui.

"Presque tous les habitants sont partis et se dirigent vers Souleimanieh. Il y a eu de nombreuses pertes et beaucoup de dégâts", a-t-il indiqué.

hb/mb eaf

AFP /AA1234/021434

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

**La pasionaria kurde sera peut-être
le prochain prix Nobel de la paix**



Leyla Zana au nom de tous les siens

Elle - 2 septembre 1996

Enfermée pour quinze ans dans une prison d'Ankara parce qu'elle a osé réclamer, en plein Parlement, l'égalité pour son peuple opprimé, la petite voix descendue des montagnes du Kurdistan est aujourd'hui l'ennemie numéro un du gouvernement turc. Annick Le Floc'Hmoan a recueilli les confidences de celle dont François Mitterrand disait : « C'est une héroïne. »

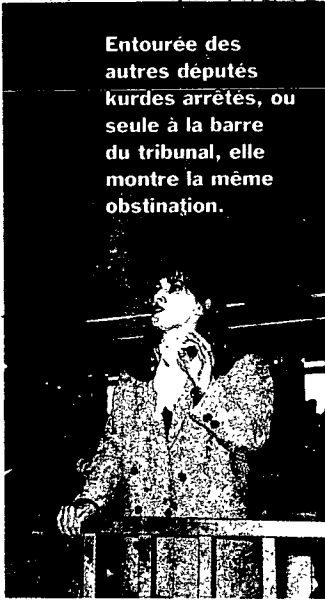
Un lourd portail gris sale gardé par des gendarmes en treillis, mitrailleuse à la main, un doigt nerveux sur la détente. La prison d'Uculanlar domine Ankara. Depuis ses barbelés, on a une très jolie vue sur la ville. Leyla Zana n'en profite jamais. Depuis deux ans et demi, la première femme kurde élue au parlement turc est enfermée dans une cellule sans fenêtre. Son crime : avoir lutté pour qu'on reconnaisse sa langue et sa culture. Pressentie cette année pour le prix Nobel de la paix, mais surveillée en permanence par deux gardiennes, Leyla Zana ne peut recevoir aucun journaliste. Je franchis tout de même le portail, emboitant le pas de sa fille Rûken, 15 ans, qui rend visite à sa mère pour la première fois depuis une longue année. Aussitôt, un gendarme se dresse devant moi. « J'aimerais voir Leyla Zana », dis-je calmement. Le non est catégorique. Je dois présenter mon passeport et puis attendre, sous un flot de questions mi-cassantes mi-goguenardes, que Rûken sorte. C'est par l'intermédiaire de son avocat, par bouts de papier inter-

posés, que je finirai par communiquer avec Leyla Zana.

« Ma cellule, confie-t-elle, c'est mon université. Oui, transformer ma prison en université, c'est l'idée insensée à laquelle je consacre toute mon énergie. Je suis à la fois la seule étudiante et l'unique professeur de cette drôle de fac personnelle. En fait, mes professeurs sont mes livres, toutes sortes de livres non interdits que je réussis à faire entrer. » Entre ses quatre murs aveugles, Leyla Zana dévore l'œuvre de Hemingway, des biographies de Gandhi, des récits sur la Chine. Elle se plonge dans la lecture avec la passion des autodidactes. Leyla Zana n'est pratiquement jamais allée à l'école. Après un an et demi de primaire, son père la force à arrêter ses études. Petit employé du Service des eaux, chargé de surveiller un barrage, il prie Allah de marier au plus vite ses filles. Dans ce village du Kurdistan, au milieu des montagnes arides, quatre filles, c'est une malédiction. Heureusement, il y a le petit der-

Lors de son procès en décembre 1994. Pour la justice turque, Leyla Zana est une terroriste.

Doc. personnel



Entourée des autres députés kurdes arrêtés, ou seule à la barre du tribunal, elle montre la même obstination.



nier, un fils, enfin. Mais il faut caser au plus vite ses sœurs et, surtout,

Leyla, ce garçon manqué qui grimpe aux arbres et court dans les montagnes dénudées. Un beau jour, la tante de Leyla, la sœur aînée de son père, arrive au village. Et demande la main de Leyla pour son fils Mehdi, celui qui n'est pas encore marié et qui ne s'intéresse qu'à la politique. La tante ne demande leur avis ni à Mehdi ni à Leyla. Seul le père est consulté. Et il acquiesce. Parce qu'on ne dit pas non à sa sœur aînée. Et puis, Leyla est pubère, elle va sur ses 14 ans. Sa mère a beau pleurer, l'adolescente a beau crier, frapper son père de désespoir, rien n'y fait. Le jour des noces, Leyla se plie au rituel. La tête dissimulée sous un long foulard blanc, elle attend de découvrir les traits de son mari. Il a un bon sourire, des yeux vifs et rieurs, mais c'est un vieux. 35 ans. Vingt ans de plus qu'elle !

Leyla qui ne pensait qu'à grimper aux arbres est maintenant installée dans un appartement de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan. Elle apprend à faire la cuisine, à s'occuper de la maison et bientôt d'un bébé. Elle a 15 ans quand naît son fils Rônai. Sa vie est celle que lui dicte son mari, elle ignore tout du monde. Mehdi, un ancien cordonnier devenu militant communiste, a beau s'occuper énormément de politique et être élu, en 1976, maire très populaire de Diyarbakir, il ne partage pas son combat avec Leyla.

Pour lui, ce n'est pas l'affaire des femmes. Alors, Leyla reste à la maison avec ses idées reçues : être kurde est un malheur ; devenir turque, voilà l'idéal. Elle se sou-

vient encore de ce jour où, lorsqu'elle était petite, sa mère avait dû se rendre à l'hôpital de Diyarbakir avec ses habits de paysanne kurde. On l'avait maltraitée, méprisée, cette analphabète qui ne parlait pas un mot de turc.

Echapper à ce sort-là, telle est l'ambition de Leyla.

A l'automne 1980, Leyla est de nouveau enceinte. C'est alors qu'un coup d'État militaire fait tout basculer en Turquie. Mehdi Zana est emprisonné : il a été maire et appartient à un parti interdit. Il est torturé pendant six mois et incarcéré sans jugement dans des conditions si épouvantables que, à côté, la prison du film « Midnight Express » ressemble à un trois étoiles. En mai 1981, Leyla Zana accouche de sa fille Rûken. « J'avais 20 ans, se rappelle-t-elle. J'étais mère de deux enfants et j'étais seule, sans personne pour me soutenir. Je me présentais chaque jour devant la porte de la prison et on me disait : "Pas de visites". Chez moi, la nuit, je restais éveillée, je m'attendais à ce que les soldats ou les policiers m'arrêtent à mon tour. Je ne me déshabillais même pas. » Son mari, Mehdi Zana, restera pendant onze années dans la prison numéro 5 de Diyarbakir*.

Rûken grandit sans connaître son père et Leyla doit se débrouiller seule. Avec

obstination, elle apprend à lire et écrire le turc en même temps que ses enfants, grâce à leurs manuels. Elle participe à des activités politiques, fait grève devant la prison, manifeste. Et découvre qu'elle a une identité propre. « Chez les Kurdes, dit-elle, la femme n'est même pas traitée comme un domestique. C'est un objet, un animal. Dès que j'ai commencé à exister par moi-même, je me suis opposée à mon mari : il voulait

que je sois active, mais pour lui. Il n'était pas content que je fasse quelque chose pour moi. »

En 1988, Leyla, qui a 27 ans, est arrêtée à son tour. « J'étais allée voir Mehdi, il y avait foule devant la prison, beaucoup de femmes avec des bébés, des enfants. Des femmes âgées aussi. Rûken, qui avait alors 7 ans, était avec moi. Soudain, les soldats nous ont dit : "Il est interdit de voir les prisonniers." Ils ont pris les hommes qui étaient avec nous et les ont battus. Nous nous sommes révoltées en lançant des pierres. J'ai été arrêtée. Torturée. » Pendant dix jours, Leyla est régulièrement conduite dans une salle d'interrogatoire où on la déshabille entièrement. On la frappe jusqu'à ce qu'elle perde connaissance. On la torture en lui posant des électrodes sur le sexe, on lui enfonce une matraque dans le vagin. Puis, on l'envoie dans une cellule surpeuplée qu'elle partage avec les voleuses et les prostituées. Quand, après cinquante jours, elle sort de prison, Leyla est une autre femme. Beaucoup plus dure et déterminée qu'auparavant.

Pour se battre comme elle peut, Leyla devient journaliste à « Yeni Ulke », le journal des Kurdes. Avec sa longue natte dans le dos, en jean, elle parcourt le Kurdistan pour écrire ses articles et voit les montagnes bombardées, les

66 Chez moi, la nuit, je m'attendais à ce que les soldats m'arrêtent à mon tour. Je ne me déshabillais même pas. 99

forêts brûlées, les villages rasés, les populations déplacées. Elle rencontre des femmes poursuivies pour avoir simplement tressé un ruban aux couleurs kurdes dans leurs cheveux. Leyla s'est transformée en militante.

En 1991, Mehdi Zana est enfin libéré. Sa détention l'a rendu encore plus populaire dans le peuple kurde. Mais il ne peut pas se présenter aux élections législatives d'octobre. Il est encore sous le coup de la loi. Leyla, candidate à sa place, est élue députée de Diyarbakir, avec une large majorité de

* « La Prison numéro 5 », de Mehdi Zana (éditions Arléa).

Leyla Zana la voix du peuple kurde



1. Leyla avec son mari Mehdi à l'intérieur de la prison d'Ankara.
2. Prise en état par les militaires au Parlement.
3. Acclamée par les jeunes à la sortie du tribunal.

voix. Parce qu'elle est la femme de Mehdi. Mais aussi parce qu'elle brille sur les tribunes, parce qu'elle enflamme ses auditeurs. Elle a tout

juste 30 ans, et, pour être candidate, elle a dû passer, comme l'exige la loi turque, le baccalauréat. Sacré chemin pour cette presque illettrée. Mais Leyla n'a pas fini d'étonner. Lors de la cérémonie d'ouverture du Parlement, elle passe un serre-tête aux couleurs kurdes,

« J'ai commis un seul crime : témoigner de l'immense tragédie du peuple kurde en Turquie. »

vert, jaune et rouge, dans ses cheveux, et ose ce qu'aucun homme n'avait osé jusque-là : après avoir prêté serment sur la Constitution, elle ajoute, en turc et en kurde : « J'ai accompli cette formalité, contrainte et forcée. Je me battrai pour la cohabitation fraternelle des peuples kurde et turc dans le cadre de la démocratie. » Aussitôt, des scènes d'hystérie ont lieu dans le Parlement. « Terroriste ! », hurlent les notables turcs. Pour la première fois dans l'histoire de la République turque, une phrase en kurde, la langue interdite, a été prononcée à l'Assemblée. Dès lors, la vie de Leyla est en danger. Son

portrait est utilisé dans les stands de tir de la police et des unités spéciales, comme l'incarnation de l'ennemi public n° 1. Elle échappe par miracle à deux attentats. Leyla décide alors de parcourir le monde pour faire connaître la tragédie de son peuple. Elle témoigne à Washington devant une commission du Congrès. Elle se rend à Londres et en Norvège.

À Paris, elle est reçue par Danielle Mitterrand qui la présente au Président. « C'est une héroïne », dira François Mitterrand. Fin 1993, elle revient à Paris pour se faire soigner. « Quatorze ans d'épreuves et de stress, les tortures barbares subies pendant ma garde à vue, les deux tentatives d'attentat contre moi et les menaces de mort avaient eu raison de ma santé », explique-t-elle. C'est au retour de ce séjour que, le 5 mars 1994, elle est arrêtée en plein Parlement. Prétexe : elle soutient les terroristes. En fait, les autorités turques ne supportent pas qu'elle se soit faite l'avocate de son peuple à l'étranger. Une fois son immunité parlementaire levée, elle est jetée dans un cachot insalubre. « J'ai commis un seul crime, dit-elle. Témoigner de l'immense tragédie du peuple kurde en Turquie. » Pour ce crime, elle encourt la peine de mort. Lors de son procès, elle est emmenée au tribunal avec les menottes. Des militaires, mitrailleuse au poing, l'entourent. Elle est condamnée à quinze ans de prison. Fermes. Chaque matin, Leyla Zana revêt un tailleur. Un de ceux qu'elle portait au Parlement.

C'est sa façon de garder sa dignité et de poursuivre son combat. Amargie par des nuits sans sommeil dans sa cellule froide et humide, elle résiste : « Ceux qui m'ont enfermée n'emprisonneront jamais mon esprit. Je garde ma liberté de pensée. » Après les pressions de députés européens et les interventions de François et Danielle Mitterrand, elle obtient des conditions de détention plus humaines et est autorisée à rencontrer ses « collègues » détenus politiques. Parmi eux, son mari, qui a de nouveau été emprisonné, pour avoir, en décembre 1993, témoigné devant la commission des Droits de l'homme du Parlement européen. Il apprend à Leyla la « volta ». « C'est, explique-t-elle, le nom donné dans le jargon pénitentiaire aux cent pas que nous effectuons avec un certain rythme et une certaine régularité. Cet exercice nous permet de nous évader en pensée. Pendant la volta, je retrouve dans mon cœur mes enfants, les êtres aimés. Mais, bien souvent, les images de la guerre m'arrachent à ces rêveries et je reviens à la dure réalité. » Quand Leyla et Mehdi se retrouvent, ils s'inquiètent pour leurs enfants, Ronai et Rûken. Ils ont alors 18 et 13 ans et ont fui la Turquie pour échapper aux persécutions et suivre des études à peu près normales. Les deux adolescents se sont établis en France. Ils doivent apprendre notre langue et se débrouiller seuls dans un appartement de la banlieue parisienne. Leyla leur écrit de longues lettres. « Aujourd'hui, dit-elle, à cause de leur âge et de leur personnalité qui arrive à maturation, je pense qu'il n'y a plus rien d'indispensable, si ce n'est mon amour, que je puisse leur donner. »

La veille de Noël 1995, Mehdi est libéré. Et c'est lui qui reçoit, à Strasbourg, le prix Sakharov décerné par le Parlement européen à son épouse. Et, en ce moment, les autorités turques font tout pour que cette jeune femme de 35 ans n'obtienne pas le prix Nobel de la paix. Le sourire de Leyla Zana serait, pour le gouvernement turc, le pire des camouflés. A. L. F.

A lire : « Écrits de prison », de Leyla Zana (éditions des Femmes).

Libération - 2 septembre 1996

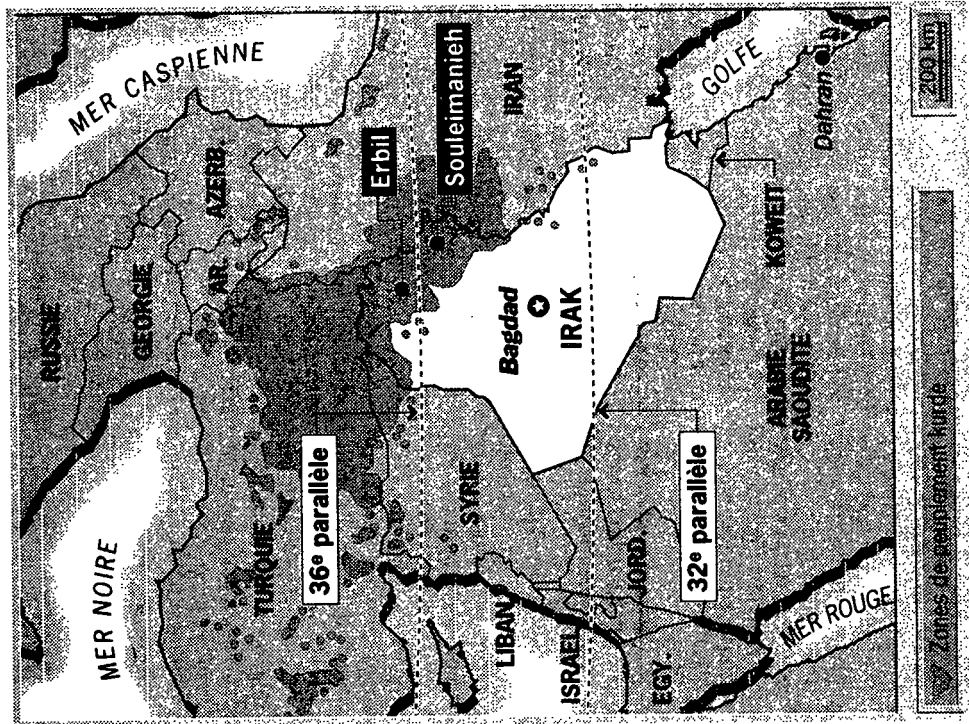
Saddam Hussein revient au Kurdistan

Hier soir, il annonçait le retrait de l'armée irakienne de la «zone de sécurité».

Les troupes irakiennes sont intervenues massivement pour la première fois samedi dans le nord du Kurdistan, placé sous la protection des alliés occidentaux depuis la fin de la guerre du Golfe. En avril 1991, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France y avaient instauré une «zone de sécurité» destinée à protéger la population kurde. Hier, en début de soirée, le dictateur irakien annonçait le retrait de ses troupes. Quelques 12.000 soldats irakiens ont pris samedi le contrôle d'Erbil, la capitale du Kurdistan, avant de se retirer vers Souleïmanieh, une autre grande ville kurde. Ces combats ont fait au minimum une centaine de morts. Selon l'opinion irakienne à Londres, «96 déserteurs irakiens ont été arrêtés et immédiatement exécutés dans cette ville». A Erbil, «le drapeau irakien flotte sur le Parlement kurde», ajoutait un responsable de l'ONU dans la ville où l'entrée des troupes irakiennes a provoqué l'exode de milliers de personnes.

Le régime de Saddam Hussein a justifié son intervention par sa volonté de prêter main forte à l'un des deux frères ennemis du Kurdistan, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani, pour reprendre le contrôle d'Erbil à l'UPK (Union populaire du Kurdistan) de Jalal Talabani. A en croire le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz, cette offensive «limitée» vise aussi à contrecarrer «une tentative irakienne de contrôler» le nord de l'Irak à travers le mouvement de Talabani. Hier, selon l'ONU, des soldats irakiens, appuyés par une centaine de chars, patrouillaient d'ailleurs aux côtés des combattants du PDK dans d'Erbil. «Les gens du PDK entendent et ceux de l'UPK partent», craignant des actes de vengeance de leurs rivaux, expliquait un responsable de l'ONU. La situation paraît plus confuse à Souleïmanieh, autour de laquelle les combats faisaient toujours rage hier et qui serait bombardée par les Irakiens. Les réactions des trois alliés occidentaux sont à la fois prudentes... et divergentes. Preuve en est, le peu d'empressement

du Conseil de sécurité à se réunir, même si Boutros-Ghali a menacé de retarder l'application de l'accord qui permet à Bagdad une exportation limitée de son pétrole. Les Etats-Unis, qui se sont engagés hier à «répondre» à l'offensive, n'ont même pas demandé de réunion d'urgence, semblant privilégier dans l'immédiat la voie diplomatique, tout en affirmant «étudier tous les moyens pour (y) faire face». Londres a «condamné» l'attitude des Irakiens. La France, quant à elle, sans doute soucieuse de ses intérêts à Bagdad, s'est contentée de «s'informer des mouvements de troupes irakiennes à Erbil». Non sans souligner que, «sur le plan juridique, les résolutions du Conseil de sécurité n'interdisent pas la présence militaire des forces irakiennes» au Kurdistan d'Irak. La Turquie, qui affirme être en contact avec Washington, Téhéran et Bagdad, a appelé hier Saddam Hussein à «retirer ses forces immédiatement». Quant à l'Iran, il a accusé les Etats-Unis d'avoir donné leur feu vert à cette offensive. ● (D'après AFP et Reuter)



Libération - 2 septembre 1996

Les raisons cachées de l'invasion irakienne

Depuis 1991, Saddam est à l'ajût du moindre prétexte pour reprendre le nord de l'Irak

Si Saddam Hussein s'est acquis au fil des années une fameuse réputation d'«analphabète stratégique» en lançant son armée dans des guerres perdues d'avance, on ne peut exclure cette fois qu'il ait pris soin d'analyser les rapports de forces avant d'attaquer le Kurdistan et de franchir la zone d'exclusion mise en place par les alliés. Trois facteurs sont à prendre en compte dans l'offensive irakienne : les luttes entre les deux principales formations kurdes, les interventions iraniennes dans cette région et les menaces que ces affrontements et ces ingérences font peser sur la route de ses prochaines exportations pétrolières.

Les combats interkurdes : c'est le 17 août que reprend la guerre entre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. La rivalité entre les deux organisations est historique, l'une et l'autre représentant des confédérations tribales antagonistes. Sur ces différends se greffent des antagonismes idéologiques et, surtout, des intérêts financiers. L'une des seules ressources du Kurdistan d'Irak, excepté l'aide fournie par les Nations unies, est le prélevement d'importants droits de douane sur les

1.000 à 1.500 camions qui transitent chaque jour par le poste-frontière kurdo-turc de Habour. Comme celui-ci est contrôlé par les hommes de Barzani, les bénéfices profitent au PDK, ce qui provoque la colère de Talabani, qui réclame le partage de ces ressources. Depuis mai 1994, c'est une véritable guerre civile qui déchire le Kurdistan, entrecoupée de cessez-le-feu qui ne durent jamais très longtemps. Dans ce combat, les deux formations sont à la recherche d'appuis extérieurs, en particulier dès que l'une ou l'autre a perdu du terrain. Si l'une choisit Téhéran, l'autre n'a d'autres ressources que de s'appuyer sur Bagdad, oubliant pour un temps que Saddam Hussein fut le «boucher du Kurdistan», qu'il y a mené une politique systématique de terre brûlée et est allé jusqu'à gazer le peuple kurde.

Apparemment, c'est le recul des forces de Massoud Barzani qui l'a conduit à demander le soutien du dictateur de Bagdad. Selon Hamade Bamarri, un porte-parole de l'UPK à Paris, Barzani a envoyé, le 22 août, une lettre à Saddam Hussein «pour le supplier d'intervenir à Erbil». De plus, selon un responsable à Londres du Congrès national irakien, qui regroupe

l'ensemble des formations d'opposition, deux importantes tribus kurdes - les Sourchi et les Bradost -, favorables à Barzani, ont changé de camp après qu'il a fait exécuter leurs chefs, ce qui lui a encore fait perdre du terrain au profit de son rival.

Les ingérences iraniennes : pour Saddam Hussein, franchir le 36^e parallèle revient à défier les alliés, en particulier les Etats-Unis. Aussi a-t-il pris soin de mettre en avant pour justifier son intervention militaire le rôle de l'Iran dans le rétrograde kurde. Régulièrement, Téhéran y intervient militairement, directement par des bombardements ou indirectement via des formations kurdes islamistes. Fin juillet, les gardiens de la révolution avaient même lancé une attaque massive à l'intérieur de ce territoire kurde. Le prétexte invoqué était la présence de bases de la guérilla kurde iranienne, qui y a trouvé refuge. L'offensive iranienne n'avait pas été dénoncée par l'UPK, qui contrôle cette région. Dès lors, Bagdad a beau jeu de mettre en avant les ingérences réelles de

Téhéran, qui voudrait prendre pied dans le réduit kurde. Talabani a d'ailleurs fait savoir qu'il pourrait appeler Téhéran à la rescousse. «Nous allons attendre quelques jours, une semaine, avant de voir quelle va être la réaction des Etats-Unis et de l'Occident. Si l'Ouest nous trahit... nous allons sûrement nous tourner vers quelqu'un qui est prêt à nous aider. La région serait alors divisée entre un groupe pro-irakien et un autre pro-iranien», a-t-il déclaré hier à la BBC.

La question du pétrole : un autre prétexte invoqué par l'Irak est la crainte que la route de ses futures exportations pétrolières ne soit menacée par des forces kurdes hostiles, soutenues par l'Iran. «L'UPK a tenu d'occuper la région frontalière avec la Turquie, au moment où nous nous apprêtons à reprendre les exportations de pétrole», a affirmé un officiel irakien à Bagdad. S'il est vrai que l'affaiblissement du PDK, sur le territoire duquel transite l'oléoduc irako-turc, peut inquiéter Bagdad, il est très improbable que Talabani ait voulu «faire chanter l'Irak en occupant la région frontalière». L'oléoduc est en effet situé à plusieurs centaines de kilomètres de la zone contrôlée par l'UPK. ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Kurdistan d'Irak

l'Humanité - 2 septembre 1996

L'armée irakienne est entrée au Kurdistan

Après la prise d'Erbil par les troupes de Saddam Hussein et le Parti démocratique du Kurdistan, Washington annonce qu'il prépare « avec ses alliés » une réponse appropriée. Paris se démarque. Les combats auraient fait plus de cent morts.

POUR la première fois depuis 1991, le drapeau irakien flottait dimanche sur le Parlement kurde, à Erbil, deuxième ville du Kurdistan d'Irak. Les troupes irakiennes y patrouillaient aux côtés des Pershmergas (combattants) du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, dirigé par Massoud Barzani. Le PDK a reconnu avoir fait appel à l'aide militaire de Saddam Hussein pour venir à bout de son rival, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, qui avait pris le contrôle de la ville avec l'aide de l'Iran. Les deux formations kurdes, qui se partagent depuis 1991 le contrôle du Kurdistan d'Irak, sont en conflit armé depuis près de deux ans (voir ci-dessous).

Dès l'annonce de l'offensive irakienne, Bill Clinton a interrompu sa campagne électorale pour rentrer à Washington. Il a annoncé le renforcement du dispositif militaire américain dans le Golfe et en Turquie, où les forces alliées ont été placées en état d'alerte maximale. « Nous sommes en train de procéder à des consultations. Je ne peux pas dire quand et comment nous allons répondre, mais notre réponse aura des conséquences pour Saddam Hussein », déclarait, hier, le secrétaire général de la Maison-Blanche. L'annonce par Bagdad du « très prochain retrait » de ses troupes a été accueilli avec méfiance. « Ce qui compte, ce n'est pas ce qu'ils disent. C'est ce qu'ils font », a déclaré un porte-parole, Michael McCurry.

Paris a réagi avec beaucoup plus de modération, se bornant à demander à Bagdad « de veiller à ce que les populations civiles ne soient pas affectées par les combats ». Pour le Quai d'Orsay,



Les forces américaines dans le Golfe en état d'alerte maximale.

« sur le plan juridique, les résolutions de l'ONU n'interdisent pas la présence des forces irakiennes dans le nord de l'Irak ». La résolution 688 de l'ONU décrète une « zone d'exclusion aérienne » au nord du 36° parallèle, ce qui interdit tout survol de cette zone à l'aviation irakienne. Mais le Kurdistan, même autonome, fait toujours partie pour la légalité internationale, du territoire irakien.

Hier, la situation demeurait confuse à Erbil et plus encore à Soulemanieh, fief de Jalal Talabani, près de la frontière iranienne. L'Iran avait annoncé dans l'après-midi la prise de la ville par les forces irakiennes. Une information démentie à la fois par l'Irak, par le PDK et par Jalal Talabani.

A Erbil, où les combats avaient cessé, une partie des forces irakiennes s'étaient retirées de la ville, mais en contrôlaient les accès. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés, les

forces du PDK, une centaine de blindés, autant de camions militaires et de nombreux soldats irakiens, patrouillaient dans les rues. La ville était privée d'électricité, mais l'activité économique avait repris. Le quartier général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), maître d'Erbil avant cette offensive, avait été pillé et était complètement désert.

Un représentant de l'ONU à Erbil a estimé à une centaine de personnes, combattants et civils, le nombre des tués lors des combats de samedi. Le Parti communiste du Kurdistan d'Irak, dont le siège a été brûlé, comptait, samedi, onze disparus parmi ses combattants, qui, précise-t-il, « ont affronté les soldats irakien mais pas le PDK ». Les communistes irakiens et kurdes irakiens ont, depuis deux ans, observé une attitude de neutralité dans les combats opposant l'UPK et le PDK, tentant à plusieurs reprises d'amener les deux partis rivaux à chercher un

terrain d'entente pacifique. Ils avaient vivement dénoncé l'inursion iranienne de juillet dernier.

Selon un responsable du Conseil national de l'opposition irakienne (CNI), une centaine d'opposants au régime de Saddam Hussein auraient été exécutés par l'armée irakienne à Qosh Tepa, près d'Erbil.

Les événements du nord de l'Irak ont provoqué de vives réactions dans la région, notamment en Turquie. « Saddam doit se retirer immédiatement », a déclaré Tansu Ciller, vice-premier ministre et chef de la diplomatie turque. « Nous menons des démarches diplomatiques pour arriver à cette fin, notamment avec l'Irak, l'Iran et les Etats-Unis. La Turquie ne permettra pas la mise en danger de sa sécurité et de ses intérêts économiques dans la région et à sa frontière », a poursuivi M^{me} Ciller. Elle a rappelé l'opposition constante d'Ankara à la création d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak. « Nous ne le permettrons pas. La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak sont indispensables pour la Turquie. » Elle a indiqué que les Etats-Unis n'avaient pas encore demandé l'autorisation d'utiliser contre l'Irak la base aérienne d'Incirlik, où est stationnée la force multinationale qui participe depuis 1991 à l'opération Provide Comfort décidée par l'ONU pour protéger les Kurdes irakiens. Pour elle, la crise actuelle « ne nécessite pas d'en arriver là ».

La presse de Bagdad fait porter la responsabilité de la situation sur les Etats-Unis et l'Iran et met en garde contre toute intervention étrangère. « Al-Joumouriya » explique que la demande d'aide de M. Barzani est intervenue après que les Kurdes « eurent perdu patience face aux agissements des Américains, des Iraniens et des personnes à leur solde ».

L'Iran, au contraire, accuse les Etats-Unis d'avoir laissé faire Saddam Hussein. « Incontestablement, l'Irak a agi avec l'accord des Etats-Unis déclarait hier le président du Parlement irakien, Ali Akbar Nategh-Nouri, à l'ouverture de la session parlementaire. « Cette attitude, a-t-il ajouté, est le signe de la confusion de la diplomatie américaine. »

F. G.-R.

l'Humanité - 2 septembre 1996

Le PDK et l'UPK, frères ennemis

LE Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, qui se partagent depuis 1991 le contrôle du Kurdistan d'Irak, sont en conflit armé depuis près de deux ans. A l'origine, un différend sur le partage des droits de douane à la frontière turque, principale ressource de l'administration qu'ils ont mise en place en 1992 et dont le siège était Erbil.

Après une année de trêve, les combats ont repris en juillet, à la faveur d'une incursion de l'armée iranienne dans le nord de l'Irak. Il était alors apparu clairement que l'UPK de Talabani coopérait avec les troupes iraniennes, leur ouvrant la voie et les aidant à déloger les opposants kurdes iraniens réfugiés dans la région. La ville d'Erbil avait été violem-

ment bombardée et des milliers de Kurdes poussés à l'exode.

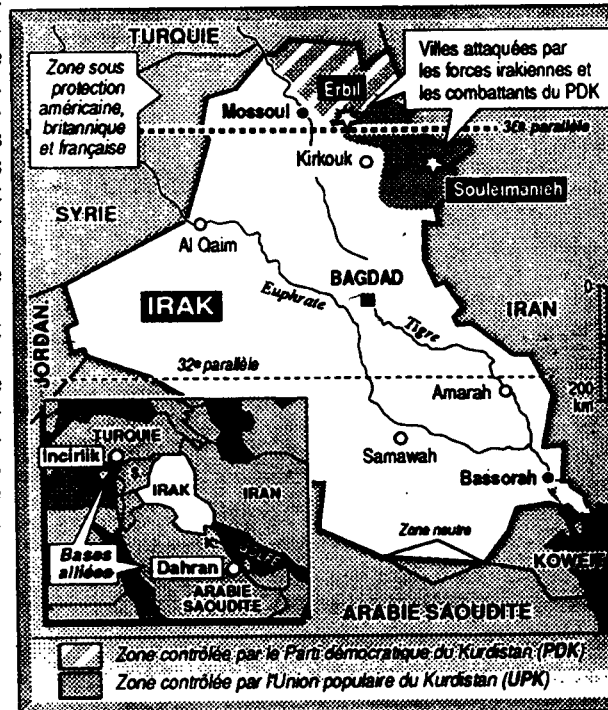
Après une courte accalmie négociée par les Etats-Unis, les combats ont repris le 17 août. L'UPK, allié au Hezbollah kurde et toujours soutenue par l'Iran, avait continué de grignoter sur les régions contrôlées par le PDK, l'accusant de « trahir les Kurdes » en menant des négociations secrètes avec Saddam Hussein. Accusations rejetées par le PDK, pour qui c'était l'UPK qui trahissait les Kurdes en s'alliant avec l'Iran.

Mercredi, les Etats-Unis avaient obtenu une nouvelle trêve et invité les deux formations à une réunion prévue vendredi à Londres. C'est au soir de cette réunion qu'a commencé l'offensive irakienne sur Erbil. On apprenait alors de la bouche de Tarek

Aziz, vice-premier ministre irakien, que cette intervention répondait à un appel lancé le 22 août par Massoud Barzani. Son représentant à Londres expliquait : « On ne nous a pas laissé le choix. Malgré toutes nos mises en garde, les alliés n'ont pas réagi aux incursions iraniennes. Ils nous ont laissé tomber. C'était devenu une question de survie. »

L'UPK et le PDK n'en sont pas à leur premier conflit armé. L'UPK est née en 1975 d'une scission du PDK. Son chef Talabani s'était ensuite allié à Saddam Hussein contre le PDK. Ils s'étaient réconciliés à la faveur de la guerre du Golfe, lorsque, au printemps 1991, Saddam Hussein lançait ses troupes contre l'insurrection kurde, encouragée par Washington.

F. G.-R.



AFP infographie - Fred Garnet

Opinion

Que va faire Washington ?

C'est la question que chacun se pose après la prise d'Erbil. Certes Bill Clinton a menacé de punir Saddam Hussein et placé en état d'alerte les troupes américaines dans la région. Mais, visiblement, le chef de la Maison-Blanche est embarrassé. Il doit faire face à une situation nouvelle et fort complexe. Nous ne sommes plus en 1990. En août de cette année-là, Saddam Hussein avait envahi le Koweït, pays indépendant reconnu par l'ONU. Cette fois, il envoie ses troupes dans une partie de son propre territoire. Autonome

certes et protégé par l'ONU depuis 1991. Mais il a agi à la demande formelle de l'un des dirigeants du gouvernement autonome kurde, Massoud Barzani, qui s'estimait menacé par l'incursion de troupes iraniennes. Si incursion étrangère il y a, c'est donc celle de l'Iran. Saddam Hussein et Barzani ont beau jeu de dire que c'est contre elle que les Etats-Unis auraient dû réagir depuis longtemps. D'autant que Bill Clinton ne cesse de menacer l'Iran, qu'il accuse de soutenir le terrorisme. Or, il n'a rien fait. Et il n'a pas réagi non plus, ces derniers jours, quand il devenait évident que Barzani avait pris langue avec Bagdad et que Saddam Hussein massait des troupes le long du 36^e parallèle. A-t-il volontairement laissé faire, comme l'en accuse l'Iran, mais aussi une partie

de l'opposition irakienne ? Ou a-t-il, en hésitant à choisir entre ses deux ennemis, donné l'impression à Saddam Hussein qu'il voulait l'utiliser contre l'Iran ? Car, par Kurdes interposés, c'est bien l'Iran et l'Irak qui sont une fois encore face à face. Que fera Bill Clinton ? Il est en pleine campagne électorale et ses alliés de la guerre du Golfe renâclent à le suivre. La France s'est démarquée hier. La Turquie se montre peu enthousiaste. Israël s'estime non concerné. La Grande-Bretagne brille par son silence. Bill Clinton est seul face à un puzzle diplomatico-militaire dont la politique de puissance suivie par lui-même et ses prédécesseurs a largement contribué à emmêler les pièces.

Françoise Germain-Robin

Offensive irakienne au Kurdistan

La nouvelle guerre de Saddam Hussein

La morale et le croque-mitaine

Si Saddam Hussein n'existait pas, les États-Unis l'auraient probablement inventé. C'est un croque-mitaine qui a des explosifs au bout des doigts et fait sauter tout ce qu'il touche. Un personnage de bande dessinée, simple, exotique et cruel.

PAR FRANZ-OLIVIER GIESBERT

Il fait sourire, mais jamais très longtemps. En vérité, il finit toujours par faire peur. A juste titre. Sa férocité est sans limites. Elle n'a d'égale que son inconséquence. Sa fonction est bien définie. C'est l'épouvantail contre lequel le président américain du moment décide de partir en croisade, à peu de frais, pour se refaire une santé politique.

Le président irakien est l'ennemi qui manque tant à l'Occident depuis la chute du communisme ; un ennemi dénué de bon sens et facile à corriger, que l'on se garde bien d'éliminer. Il est si pratique...

Il n'y a pas si longtemps, la guerre du Golfe avait mis du vent dans les voiles de M. Bush, qui, d'ailleurs, s'était bien gardé d'aller chercher le président irakien jusque dans ses retranchements de Bagdad. A deux mois de l'élection présidentielle, M. Clinton sera-t-il tenté d'utiliser à nouveau la carte Saddam Hussein ?

A la suite de l'intervention de l'armée irakienne au Kurdistan, le président américain a renforcé et placé en état d'alerte maximum les forces américaines dans la région, qui comptent déjà près de 23 000 hommes. C'était bien le moins. Car, avec cette opération militaire, Saddam Hussein a, une fois de plus, défié le monde entier. Le Kurdistan irakien qu'il ravage aujourd'hui avait été décrété « zone de protection » par la réso-

« Notre réponse aura des conséquences pour Saddam », affirme la Maison-Blanche. Bagdad assure faire marche arrière.

L'armée irakienne a étendu hier ses opérations militaires au Kurdistan, après avoir pris samedi le contrôle d'Erbil, la principale ville de cette région, qui échappait depuis 1991 au contrôle de Bagdad.

● Hier soir, le ministre irakien de la Défense assurait que Saddam Hussein avait « donné des ordres pour ramener nos forces à leurs positions précédentes ».

● La Maison-Blanche s'est engagée à faire face à l'offensive de Bagdad. « Notre réponse aura des consé-

quences pour Saddam Hussein », a déclaré le secrétaire général de la Maison-Blanche, Leon Panetta.

● Bill Clinton a consulté ses alliés, et les forces américaines dans le Golfe et en Turquie ont été mises en état d'alerte maximum.

● Le chef d'état-major interarmes américain, le général John Shalikashvili, est arrivé en Arabie Saoudite.

● Au lendemain de combats qui ont fait une centaine de morts, des soldats irakiens, appuyés par une centaine de chars, pa-

trouillaient aux côtés des combattants du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani.

● Un porte-parole du Quartier d'Orsay a déclaré hier que, « sur le plan juridique, les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU n'interdisent pas la présence militaire des forces irakiennes dans les provinces du nord de l'Irak ».

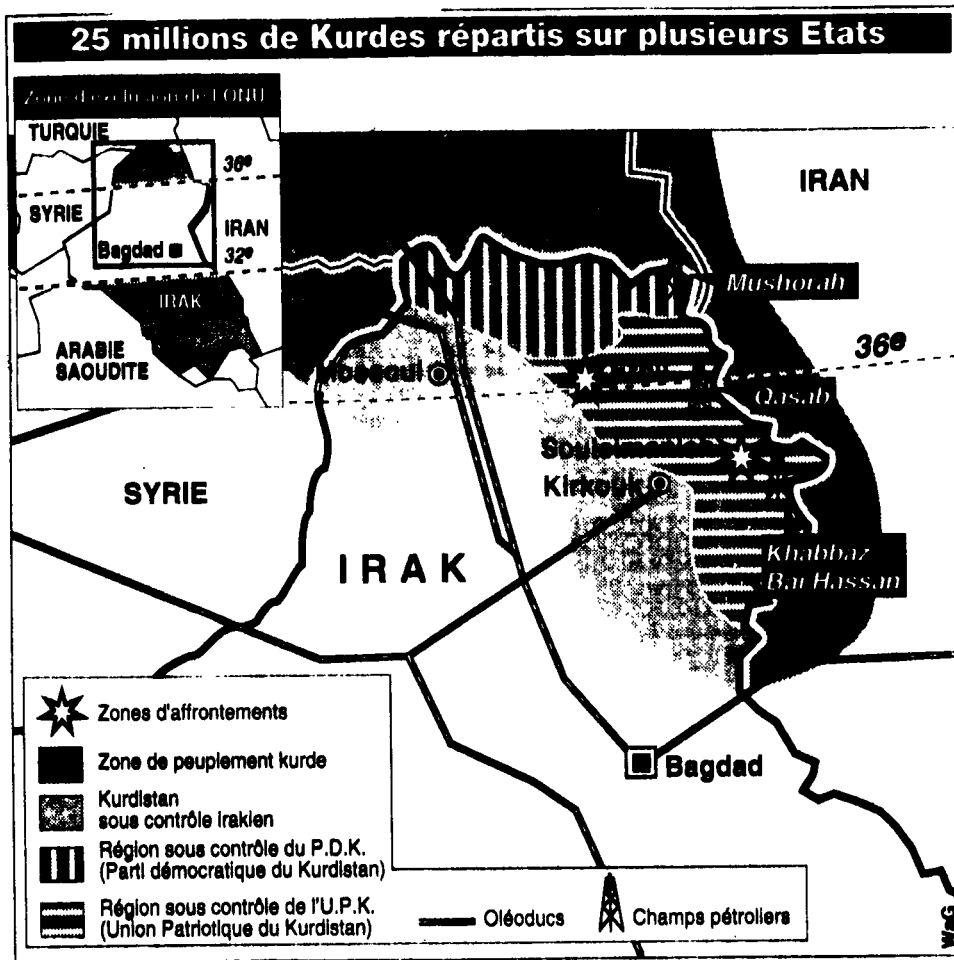
lution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies. La communauté internationale lui avait donné un début d'indépendance.

Mais Saddam Hussein sait qu'elle n'a pas de parole. Le revoici sur les lieux de ses crimes, là où il a naguère exterminé tant de Kurdes. Entre trois et quatre millions d'habitants vivent aujourd'hui dans ce Kurdistan irakien de 74 000 km², au carrefour de la Turquie, de la Syrie et de l'Iran. C'est le berceau d'un peuple de plus de vingt millions de personnes à qui l'Histoire a toujours tout pris, après le démantèlement de l'Empire ottoman. Jusqu'à présent, elles n'ont eu droit à rien ; juste à ce vague embryon d'État que l'Occident n'a même pas osé reconnaître.

C'est la loi de la géopolitique : qui sème la confusion récolte le sang. Ces dernières années, le Kurdistan, asphyxié et sans ressources, a été miné par une guerre civile entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui contrôle la plus grande partie de l'entité kurde. Les vic-

times ont toujours raison. Sauf quand elles commencent à s'entre-tuer.

C'est l'occasion que Saddam Hussein a saisie pour entamer la conquête du Kurdistan avec l'aide du PDK, qui était à la dérive. Sa machine à tuer s'est remise en marche. Il est temps de lui donner un coup d'arrêt. Question de morale et d'honneur. La communauté internationale n'a plus que quelques jours pour prouver qu'elle en a encore.



Le nouveau défi du « rais »

Cette fois, le président irakien prétend intervenir pour contrer « l'ingérence iranienne ».

« Pourquoi pas moi ? » Saddam Hussein a dû se poser la question : pourquoi n'enverrait-il pas à son tour ses troupes mettre de l'ordre au Kurdistan irakien ? Ces dernières semaines, ses voisins – la Turquie et l'Iran tour à tour – s'étaient permis de venir châtier « leurs » kurdes en territoire irakien.

La Turquie intervient, aussi régulièrement que massivement, pour aller chercher les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans leurs repaires du nord de l'Irak. Sans que la communauté internationale n'y trouve beaucoup à redire.

L'Iran, qui a coutume d'envoyer quelques obus par-dessus la frontière pour se rappeler au bon souvenir des

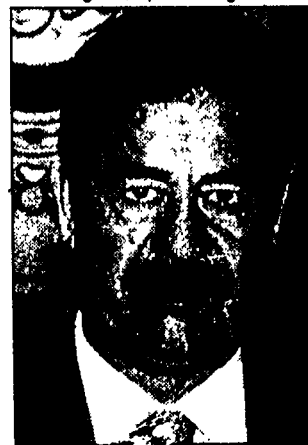
peshmergas du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan irakien), a lancé fin juillet une opération militaire d'une envergure inhabituelle en territoire irakien.

Alors, le « Rais » a fait donner sa garde républicaine. En jetant ses troupes sur les pistes du Kurdistan, il lance un nouveau défi à la communauté internationale. Depuis avril 1991, le nord de l'Irak est protégé par la zone de sécurité et d'interdiction de vol mise en place par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne.

« Diable régional »

Mais, cette fois-ci, le président irakien s'est bien « couvert » : il affirme intervenir à la demande d'une des parties kurdes et pour contrer l'« ingé-

rence iranienne ». En se posant en pourfendeur du régime des mollahs, il espère sans doute modérer les réactions de Washington, qui a érigé l'Iran



Saddam Hussein se sent plus fort que jamais. (Photo Mike Nelson/AFP.)

en nouveau « diable régional ».

Bagdad affirme en effet répondre à une demande de soutien formulée par le dirigeant du PDK, Massoud Barzani. Cette requête aurait été exprimée par lettre le 22 août dernier, soit cinq jours après la reprise des combats Interkurdes. Les affrontements entre le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani, qui ont fait plus de deux mille morts depuis 1994, sont notamment liés au contrôle des recettes tirées du commerce transfrontalier avec la Turquie.

Selon le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, constatant que le « complot de passait ses capacités », Massoud Barzani aurait sollicité le soutien du président Saddam Hussein pour « agression conjointe menée par l'Iran et les bandes de Talabani ». Déjà, lors de précédentes négociations, le leader du PDK s'était trouvé proche d'un accord avec Bagdad. Jalal Talabani l'avait alors accusé de brader les intérêts kurdes.

Pour Saddam Hussein, l'enjeu est double : reprendre pied politiquement au Kurdistan irakien et « assainir » une région économiquement stratégique. Le Kurdistan, qui abrite de nombreux gisements pétroliers, est aussi situé sur le tracé des oléoducs.

Or l'Irak s'appête à reprendre ses exportations de pétrole. La résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU – dite « pétrole contre nourriture » – l'autorise à exporter pour deux milliards de pétrole brut par semestre, pour acheter en priorité vivres et médicaments. Il s'agit du premier assouplissement de l'embargo imposé à l'Irak par l'ONU depuis son invasion du Koweït en août 1990.

Ce nouveau coup de force de Saddam Hussein montre que l'homme se sent plus fort que jamais. Son opposition intérieure semble s'autodissoudre. Ceux qui avaient un temps voulu le trahir, comme son gendre le général Kamel Hussein, reviennent d'eux-mêmes se faire exécuter. Ses anciens ennemis kurdes, ligés il y a encore peu contre son pouvoir, en appellent à lui pour régler par les armes leurs différends.

Ses « ennemis extérieurs » sont également sous contrôle. Il a déjà enterré politiquement George Bush, l'homme qui avait juré de l'abattre. Il sait son successeur Bill Clinton gêné aux entournures par ses échecs électoraux. Des contingences propres aux démocraties dont il n'a guère à se soucier.

Amaud de LA GRANGE

Une amère expérience d'autonomie

2 septembre 1996

LE FIGARO

*Depuis 1991, les Kurdes d'Irak
se livrent à des combats fratricides, qui ont fait déjà 2 000 morts.*

Les quelque 3,5 millions de Kurdes du nord de l'Irak, où l'armée irakienne est intervenue, vivent depuis 1991 une amère expérience d'autonomie marquée par des combats fratricides.

Les combats entre les deux frères ennemis kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), ont fait depuis 1994 plus de deux mille morts et paralysé toutes les institutions kurdes autonomes.

Dans le même temps, les deux pays voisins, la Turquie et l'Iran, ont effectué des interventions armées dans le nord de l'Irak, à la poursuite d'opposants kurdes turcs et iraniens. C'est cet état de désagrégation qui a permis le retour dans cette région des troupes de Bagdad.

Les Kurdes s'étaient rebelles contre le pouvoir central de Saddam Hussein en mars 1991, au lendemain de la défaite irakienne dans la guerre du Golfe. Pour faire cesser la répression des troupes de Bagdad qui avait provoqué

l'exode de centaines de milliers de personnes vers la Turquie et l'Iran, les alliés ont instauré en avril 1991 une zone de protection dans cette région, assortie d'une interdiction de survol au nord du 36° parallèle.

Des institutions paralysées

Forts de cette autonomie de facto, les Kurdes ont élu dans l'euphorie, en 1992, un Parlement de 105 députés, non reconnu internationalement, partagé à égalité entre l'UPK et le PDK, et constitué un gouvernement formé de sept membres de l'UPK, six du PDK, un communiste et un chrétien. Mais ces institutions sont paralysées depuis 1994 par les combats fratricides intermittents entre les factions kurdes.

En août 1995, les Etats-Unis ont parrainé la tenue de réunions entre les belligérants en Irlande, qui ont abouti à la signature d'une déclaration de principe. Une trêve fragile a été observée pendant un an,

avant l'éclatement, le 17 août, de nouveaux combats.

Musulmans en majorité sunnites, les Kurdes vivent dans les régions montagneuses d'Irak, d'Iran, de Turquie, de Syrie et d'Arménie. Ils sont estimés à 25 millions de personnes au total, en l'absence de recensement précis.

En 1920, les puissances qui avaient défilé l'empire ottoman avaient envisagé de créer un Etat kurde indépendant dans le traité de Sèvres, mais elles avaient abandonné l'idée à Lausanne trois ans plus tard.

Les Kurdes ont traditionnellement trouvé un soutien dans les pays voisins, mais ont aussi été souvent lâchés lors de retournements d'alliance. L'UPK a été accusée lors des derniers combats d'être à la solde de l'Iran, alors que le PDK se rapprochait du régime de Bagdad. Pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), les Kurdes qui avaient appuyé en 1988 une offensive iranienne dans leur région ont été brutalement réprimés, notamment par l'emploi de gaz de combat à Halabja, qui avait fait près de cinq mille morts. (AFP.)



Depuis le 23 mai 1992, date de l'élection du premier Parlement kurde, les partisans de Jalal Talabani (à gauche) et ceux de Massoud Barzani, se livrent une guerre fratricide.

(Photo Rabih Moghrabi/AFP.)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Irak-Kurdes prev

La Turquie craint que l'instabilité en Irak ne renforce le PKK
Par Umit ENGINSOY

ANKARA, 2 sept (AFP) - La Turquie craint que l'instabilité dans le nord de l'Irak due aux affrontements entre les factions kurdes rivales, dont Bagdad a profité pour intervenir militairement pendant le week-end, ne renforce les rebelles kurdes de Turquie.

"Les combats entre le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) ont contribué par le passé à créer l'actuel vide de pouvoir dans le nord de l'Irak, permettant aux terroristes séparatistes de devenir la troisième force dans la région", a déclaré un diplomate turc à l'AFP.

Il faisait allusion au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, clandestin), qui mène une rébellion séparatiste dans le sud-est de la Turquie et a des bases dans le nord de l'Irak.

"La possibilité existe que les récents affrontements entre Kurdes irakiens, auxquels l'Irak s'est mêlé, augmentent l'instabilité dans les zones proches de notre frontière, ce que le PKK ne manquerait pas d'exploiter", a dit ce diplomate.

Plus de 22.000 personnes ont été tuées dans le sud-est de la Turquie depuis que le PKK a lancé en 1984 sa lutte armée pour un Etat indépendant.

Ankara, qui affirme que le PKK lance de nombreuses attaques en Turquie à partir de bases dans le nord de l'Irak, accuse par ailleurs la Syrie de donner refuge au leader du groupe, Abdullah Ocalan.

L'armée turque a lancé de nombreuses incursions dans le nord de l'Irak contre le PKK mais celui-ci a toujours pu réinstaller ses camps après chaque attaque, selon les analystes.

Les forces irakiennes se sont retirées de la capitale régionale, Erbil, après l'avoir capturée avec leurs alliés kurdes du PDK, des mains de l'UPK, ont indiqué des sources de l'ONU lundi.

Le PKK, qui a des relations réduites tant avec le PDK qu'avec l'UPK, n'a pas fait connaître sa position concernant les derniers événements.

La Turquie s'est félicitée lundi de l'annonce du retrait des troupes irakiennes d'Erbil. "Je sais qu'à partir d'aujourd'hui, les forces du président Saddam Hussein se sont retirées (...). Nous en sommes satisfaits", a dit le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller.

Les combats avaient repris le 17 août entre le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani. Le nord de l'Irak est sous le contrôle de ces deux groupes rivaux depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Des affrontements entre eux avaient fait plus de 2.200 morts en 1994 et 95.

Les Etats-Unis ont placé samedi leurs forces dans la région du Golfe en état d'alerte maximum, après la capture d'Erbil par les troupes de Bagdad.

Les forces américaines en Turquie sont principalement déployées sur la base d'Incirlik (sud), qui abrite également la force multinationale Provide Comfort chargée de protéger les Kurdes d'Irak contre d'éventuelles attaques de Saddam Hussein.

Des avions alliés décollant d'Incirlik avaient bombardé des cibles irakiennes dans le nord du pays pendant la guerre du Golfe.

Près de 500.000 Kurdes d'Irak avaient fui vers la frontière turque pour échapper aux troupes irakiennes en mai 1991 après la guerre du Golfe, ce qui avait amené les alliés à créer l'opération Provide Comfort.

Dans le cadre de celle-ci, des avions américains, britanniques et français basés à Incirlik patrouillent le ciel irakien au nord du 36ème

parallèle, où l'aviation irakienne n'a pas le droit de voler.

Les récents événements n'ont pas affecté ces activités. "L'activité est normale, les vols de patrouille sont menés comme d'habitude", a affirmé lundi un des porte-parole de la base.

ue/hc/soh tf
AFP /AA1234/021504 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

Manifestation à Souleimanieh pour réclamer une intervention alliée

DUBAI, 2 sept (AFP) - Une importante manifestation s'est déroulée lundi à Souleimanieh, bastion de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dans le nord-est de l'Irak, pour réclamer une intervention alliée contre le régime de Saddam Hussein, a indiqué un responsable de l'UPK.

"La manifestation qui était très importante s'est déroulée devant les bureaux de l'ONU. Les manifestants ont critiqué les Alliés pour n'avoir pas empêché les forces de Saddam d'attaquer Erbil et réclamé leur intervention", a déclaré à l'AFP ce responsable joint au téléphone à Souleimanieh.

L'armée irakienne était intervenue samedi pour la première fois dans les zones kurdes du nord de l'Irak et aidé le Parti Démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, une formation kurde rivale de l'UPK, à déloger celle-ci d'Erbil, "capitale" du Kurdistan d'Irak.

Le responsable de l'UPK a fait état de "légers bombardements" lundi sur la région de Souleimanieh mais pas sur la ville elle-même. "Ce n'est rien par rapport au violent pilonnage de dimanche", a-t-il dit.

Il a indiqué que sa formation attendait toujours "que les forces alliées interviennent" et indiqué que M. Jalal Talabani était entré en contact dimanche soir avec l'administration américaine.

Le président Bill Clinton a ordonné samedi la mise en état d'alerte maximale des troupes américaines dans le Golfe.

Sur ordre de M. Saddam Hussein, les troupes irakiennes ont évacué lundi Erbil et se sont repliées sur leurs positions précédentes, situées à l'extérieur de la "zone de sécurité" instituée par les Alliés occidentaux en avril 1991.

Souleimanieh est située au sud de cette "zone de sécurité", marquée par le 36ème parallèle et n'est donc pas officiellement concernée par les mesures prises par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

at/tp/bir tf
AFP /AA1234/021507 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Irak-Kurdes prev

Les Etats-Unis décidés à "punir" Saddam Hussein
Par Pierre LESOURD

WASHINGTON, 2 sept (AFP) - Les Etats-Unis apparaissent décidés à "punir" Saddam Hussein pour son intrusion militaire au nord de l'Irak, en territoire kurde, mais aucune décision définitive n'avait -officiellement- été prise lundi sur la forme de ces représailles américaines, débattues avec les alliés européens et proche-orientaux de Washington.

Les options envisagées sont militaires, diplomatiques ou une combinaison des deux. Un "menu complet" d'options militaires a été mis au point et présenté au président Bill Clinton, selon des sources au Pentagone.

Les forces américaines au Proche-Orient sont en état d'alerte maximale et le dispositif est en cours de renforcement. L'un des scénarios les plus communément évoqués est celui d'une frappe américaine sur des objectifs militaires "chers" à Saddam Hussein à l'aide de missiles de croisière. Plus d'une vingtaine de navires américains croisant à portée de l'Irak en sont équipés.

Quatre super-bombardiers B-52, pouvant également en tirer, ont été transférés de leur base de Louisiane sur l'île de Guam. Ce schéma a l'avantage de ne pas véritablement mettre de soldat américain à l'épreuve du feu irakien.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry, a estimé lundi que le retrait des troupes irakiennes de la ville d'Erbil n'était "pas terriblement significatif parce qu'ils disposent toujours de forces importantes autour de la ville".

Selon M. McCurry, trois divisions irakiennes sont toujours présentes au nord du 36ème parallèle, et "nous n'avons aucune indication selon laquelle ils se préparent à un retrait vers leurs positions antérieures", a déclaré le porte-parole à des journalistes à bord de l'avion présidentiel Air Force One.

"Nous avons intérêt à ce que Saddam (Hussein) ne croie pas qu'il n'y a pas de prix à payer pour un comportement injustifié de ce genre", a-t-il prévenu.

Le général John Shalikashvili, chef d'état-major interarmes, est depuis 48 heures dans la région pour s'assurer du soutien des alliés américains. Lundi après-midi, il a effectué une visite impromptue au Caire.

Le président Clinton a pour sa part avancé à lundi soir, au lieu de mardi, son retour à Washington. Son conseiller national pour la sécurité, Anthony Lake, l'a rencontré dimanche soir dans l'Arkansas pour le tenir informé de la situation, selon M. McCurry.

Au plan diplomatique, les Etats-Unis pourraient suggérer à leurs alliés d'oeuvrer au sein de l'ONU pour un élargissement à la circulation au sol de l'interdiction de mouvement déjà imposée à l'Irak pour les vols au nord du 36ème parallèle par des résolutions de l'ONU.

Le secrétaire général des Nations-Unies, M. Boutros Boutros-Ghali a annoncé dès dimanche soir la suspension de l'accord devant permettre à l'Irak d'exporter du pétrole pour l'achat de produits alimentaires et pharmaceutiques.

Une réponse ferme de Washington, promise par M. Leon Panetta, secrétaire général de la Maison Blanche, est rendue nécessaire dans le contexte politique américain, en raison de la campagne présidentielle en cours, mais aussi par les réactions épidermiques que suscite aux Etats-Unis Saddam Hussein.

Ce nouveau défi, sinon une provocation, du régime de Bagdad à Washington est d'autant plus déplaisant pour les Etats-Unis qu'il marque l'échec de leurs tentatives assidues de médiation entre factions kurdes en vue de

réaliser leur union. Ayant trouvé un allié sur le terrain avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, Saddam Hussein se retrouve ainsi en meilleure posture que lors de son agression délibérée contre le Koweït.

Le candidat à la présidence Bob Dole, l'opposant républicain de Bill Clinton, n'a pas attendu pour aiguillonner le président sortant en l'accusant de mollesse et d'indécision face à l'Irak.

James Baker, secrétaire d'Etat de l'ancien président George Bush, lors de la "guerre du Golfe", a pour sa part suggéré qu'une date-butoir soit imposée à Saddam Hussein pour un retrait total de ses troupes de la région d'Erbil sur le mode de ce qui avait été fait dans la campagne pour expulser l'Irak du Koweït.

pl/et/soh tf

AFP /AA1234/021940

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes-Turquie

La Turquie appelle à mettre en oeuvre la résolution "pétrole contre nourriture"

ANKARA, 2 sept (AFP) - La Turquie a appelé lundi les Nations Unies à mettre en oeuvre comme prévu la résolution 986 dite "pétrole contre nourriture", malgré l'intervention militaire irakienne du week-end dernier contre les Kurdes du nord de l'Irak.

"Nous lancerons un appel au maintien" de ce texte, a dit à la presse le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller, avant d'ajouter que la Turquie entendait "protéger" ses "intérêts économiques".

Un porte-parole de l'ONU avait déclaré dimanche que le secrétaire général des Nations Unies Boutros Boutros-Ghali avait décidé de retarder la mise en application de la résolution 986 qui prévoit la vente de brut irakien à hauteur de 2 milliards de dollars par semestre, en échange d'une aide alimentaire et humanitaire pour la population irakienne.

Au moins la moitié du pétrole devant être exporté aux termes de cette résolution devait être acheminée vers un terminal en Méditerranée grâce à un pipe-line traversant le territoire turc.

Bagdad a lancé samedi une offensive au-dessus du 36ème parallèle, zone protégée, sous l'égide de l'ONU depuis 1991. Lundi, l'armée irakienne semblait se retirer.

ue/hc/bds/bir eaf

AFP /AA1234/021549

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes prev

Grande confusion à Erbil lors de l'offensive irakienne
par Nigah ARAM

ERBIL (Irak), 2 sept (AFP) - Des soldats irakiens déguisés en combattants kurdes, pillant des boutiques et des entrepôts d'organisations humanitaires, des tanks irakiens aux couleurs de leur allié kurde du PDK pilonnant le parlement et l'hôpital: l'offensive irakienne sur Erbil a semé la plus grande confusion.

Les habitants et les agences des Nations Unies à Ankawa, une banlieue située à cinq km du centre d'Erbil, la "capitale" kurde, ont raconté qu'ils s'étaient barricadés quand les troupes irakiennes et leurs alliés du parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani ont pénétré dans la zone samedi à l'aube, protégés par des tirs massifs d'artillerie.

Selon des témoins, des bombes ont touché la principale centrale de la ville, coupant l'électricité. L'alimentation en eau et les liaisons téléphoniques ont également été interrompus.

Le correspondant de l'AFP a attendu avec le personnel de l'ONU et les résidents une accalmie dans les combats pour évaluer la situation, alors que les rues résonnaient à l'extérieur de tirs d'artillerie et d'armes automatiques.

"Les bombardements étaient partout, tout était confus et compliqué, il y avait beaucoup de bruit et personne ne savait ce qui se passait", a raconté un officiel du Comité International de la Croix Rouge peu de temps après le début de l'attaque sur Erbil.

Un peu partout dans la ville, des fumées se sont élevées dans le ciel, provenant de feux déclenchés dans des bâtiments par des bombardements aveugles.

Tout comme la centrale électrique, le parlement et le principal hôpital ont été pris pour cibles. Selon les officiels de l'ONU, 10 civils ont été tués quand les deux immeubles où ils avaient trouvé refuge se sont écroulés après avoir été touché par des projectiles. L'opération irakienne sur Erbil a fait au total une centaine de morts, selon diverses sources.

De nombreux chars et de camions aux couleurs du PDK, transportant des soldats irakiens et des peshmergas de cette faction kurde ont sillonné à Ankawa au milieu des tirs.

Autour du parlement et dans la direction du centre-ville, 20 tanks et plus d'un millier de soldats de l'armée de Saddam Hussein avaient pris position tandis que le drapeau irakien flottait au dessus de l'édifice.

Les combattants du PDK scandaient le nom de leur leader Massoud Barzani et plantaient le drapeau jaune de leur parti sur les bâtiments tout autour de la ville.

Selon les témoins il était souvent impossible de distinguer les troupes irakiennes de celles du PDK, car de nombreux soldats de Saddam Hussein avaient revêtu les habits traditionnels kurdes.

Quelques soldats irakiens, habillés en peshmergas, ont pénétré dans les entrepôts des agences humanitaires et pillé leurs réserves.

De nombreux commerces ont été également dévalisés tandis que les forces irakiennes et du PDK chassaient d'Erbil celles de la faction rivale de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) et du Congrès National Irakien (CNI), la principale formation d'opposition irakienne.

Pendant toute l'offensive, des avions ont effectué des sorties au dessus de la ville.

Des tirs de moindre intensité se sont poursuivis tard samedi et dans la matinée de dimanche, les soldats irakiens s'attaquant aux poches de

résistance de l'UPK et aux tireurs embusqués.

De très nombreux combattants du CNI ont été découverts par les Irakiens qui ont effectué des recherches maison par maison, selon des témoins. Au moins deux dirigeants de l'UPK ont été tués, selon ces mêmes sources.

Néanmoins pendant toute l'offensive la radio du PDK a cherché calmer les habitants, répétant qu'il ne leur serait fait aucun mal et qu'une amnistie serait accordée à tous les combattants qui déposeraient leurs armes.

La majorité du personnel de l'ONU avait évacué la ville dimanche, se dirigeant au nord vers Dahouk. Plusieurs milliers de réfugiés auraient également quitté les lieux.

Des représentants des Nations Unies ont repéré un grand nombre de chars à l'extérieur de la ville au cours de leur fuite et ont constaté que toutes les routes menant à Soulemanieh avaient été coupées par les Irakiens et leurs alliés.

Lundi les forces irakiennes semblaient bien avoir quitté Erbil, désormais contrôlée par ses alliés. Les commerces avaient rouvert et les gens circulaient dans les rues librement mas l'eau et l'électricité restaient coupées.

"Nous n'avons pas eu connaissance de nouveaux bombardements" a indiqué à l'AFP un officiel de l'ONU qui a précisé cependant avoir vu lundi après-midi une ligne de chars irakiens se diriger en direction de Mossoul, une ville au nord du 36ème parallèle mais sous contrôle irakien.

str-pc/hel/jeb/mm tf
AFP /AA1234/021644 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Energie-eco.-int.-mat.

La reprise des exportations du brut irakien à nouveau repoussée sine die

par Isabelle HOURCADE

PARIS, 2 sept (AFP) - La reprise partielle des exportations de pétrole irakien, attendue par les milieux pétroliers pour le mois de septembre, paraît de nouveau repoussée sine die en raison de l'offensive de l'armée irakienne au Kurdistan, selon les experts pétroliers.

Le secrétaire général des Nations-Unies Boutros Boutros-Ghali a annoncé dès dimanche sa décision de retarder la mise en oeuvre de l'opération "pétrole contre nourriture" en repoussant l'envoi d'experts et d'observateurs chargés d'en surveiller l'application.

Le marché pétrolier s'est brusquement tendu: le Brent de mer du Nord (livraison octobre) a grimpé de plus d'un dollar, lundi à Londres, à 21,81 dollars le baril.

Le marché pétrolier a été pris par surprise alors qu'il avait "digéré" dans le calme la perspective d'un retour dans les prochaines semaines du brut irakien, les cours du brut faisant preuve de fermeté depuis quelques

semaines.

Après six ans d'embargo total sur le brut irakien, la résolution 986, à laquelle les Etats-Unis ont donné leur feu vert début août, prévoit d'autoriser Bagdad à exporter du pétrole pour un montant de 2 milliards de dollars sur six mois.

Bagdad pourrait ainsi vendre quelque 700.000 barils/jour environ de brut pour financer l'achat de vivres et de médicaments, dont la distribution doit être strictement contrôlée par l'ONU.

Quatorze experts pétroliers notamment devaient se rendre en Irak pour surveiller les exportations à la frontière turco-irakienne et sur le terminal irakien de Mina-al Bakr dans le Golfe. Trois observateurs étaient déjà arrivés le 1er septembre à Bagdad.

Le porte-parole des Nations-Unies Sylvana Foa a cependant précisé qu'il ne s'agissait pas d'une mesure "punitiv" mais plutôt d'une décision visant à assurer la sécurité des inspecteurs.

Les combats se déroulent en effet à proximité de l'oléoduc vers la Turquie, qui traverse le territoire du Kurdistan, et par lequel l'Irak exportait avant l'embargo près de 1,2 million de barils/jour vers l'Europe, souligne Peter Bogin, consultant chez Cambridge Energy Research Associates.

Aux termes de la résolution 986, la moitié des volumes autorisés, soit environ 350.000 barils/jour, devaient être exportés par cet oléoduc et provenir en outre des gisements kurdes situés autour de Kirkouk, importante région pétrolière de l'Irak. L'autre moitié devait être exportée par le terminal situé sur le Golfe.

Un responsable irakien a estimé lundi que le report par l'ONU de la mise en oeuvre de l'accord "pétrole contre nourriture" était injustifié. "Chaque jour de retard dans l'application de cet accord signifie davantage de morts parmi la population irakienne", a déclaré à l'AFP à Bagdad le sous-secrétaire au ministère irakien de la Santé, M. Chawki Marcus.

De son côté, la Turquie, dont le vice-Premier ministre Tansu Ciller avait appelé dimanche le président irakien Saddam Hussein à "retirer ses forces immédiatement" du nord de l'Irak, a demandé lundi aux Nations-Unies de mettre en oeuvre comme prévu la résolution "pétrole contre nourriture".

Ankara redoute que l'instabilité au Kurdistan irakien ne renforce le parti rebelle kurde de Turquie, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, clandestin). Mais la Turquie, privée depuis 1990 des rentrées que lui procurait l'acheminement du brut irakien par oléoduc jusqu'au terminal turc de Ceyhan sur la Méditerranée, entend préserver ses intérêts économiques.

Selon l'expert Mehdi Varzi, de la maison de courtage londonienne Kleinwort Benson, si la violation du territoire du Kurdistan, zone protégée de l'ONU, est de courte durée, les Nations-Unies choisiront de geler la reprise des exportations de brut plutôt que de "frapper militairement".

Bagdad a annoncé lundi le début du retrait de ses soldats des zones kurdes du nord de l'Irak pour priver les Etats-Unis d'un prétexte pour l'attaquer, selon un responsable irakien.

Les forces américaines dans la région ont cependant été maintenues lundi en état d'alerte maximale, selon une source officielle américaine.

ih/jlc/mad

AFP /AA1234/021901

SEP 96

Giustiziati dagli iracheni decine di oppositori. Washington continua a prendere tempo

Kurdistan, esecuzioni di massa

Saddam ordina il ritiro delle truppe. L'Onu sospende l'intesa sul petrolio con Bagdad

UN SORDIDO GIOCO

di ARRIGO LEVI

Quella che fu la mezzaluna fertile, culla della civiltà, tra la valle del Nilo e quella del Tigri e dell'Eufrate, è oggi fertile soprattutto di conflitti sanguinosi e di notevoli fastidi per i pacifici popoli dell'Occidente: i quali, dediti ad attività mercantili, e dimentichi di ambizioni imperiali e di antichi antagonismi, non capiscono perché vi siano ancora dei popoli «primitivi» (e cioè mossi da passioni ed ambizioni che appena una generazione fa erano le nostre) disposti ad ammazzarsi a vicenda per dominare pezzi di deserto.

Un tiranno come Saddam Hussein ci sembra uscito dalle pagine di un vecchio libro di storia, gli intrecci familiari sanguinosi, i generi ribelli fuggiaschi fatti rientrare in patria con l'inganno e poi massacrati, le barbare faide tribali fanno tanto Lawrence d'Arabia, e faticiamo a credere che siano pezzi di cronaca contemporanea. Invece lo sono, e per salvare la nostra pace bisogna fare i conti anche con questa gente e queste guerre.

I primi a dover fare fronte a questa realtà dovrebbero essere i popoli europei. Dall'Asia centrale al Medio Oriente, dai Balcani alla Turchia e alla riva Sud del Mediterraneo, siamo accerchiati da un arco di crisi che minaccia l'ordine politico ed economico che stiamo cercando di costruire. Un quadro di progresso e di pace tra i popoli della regione —

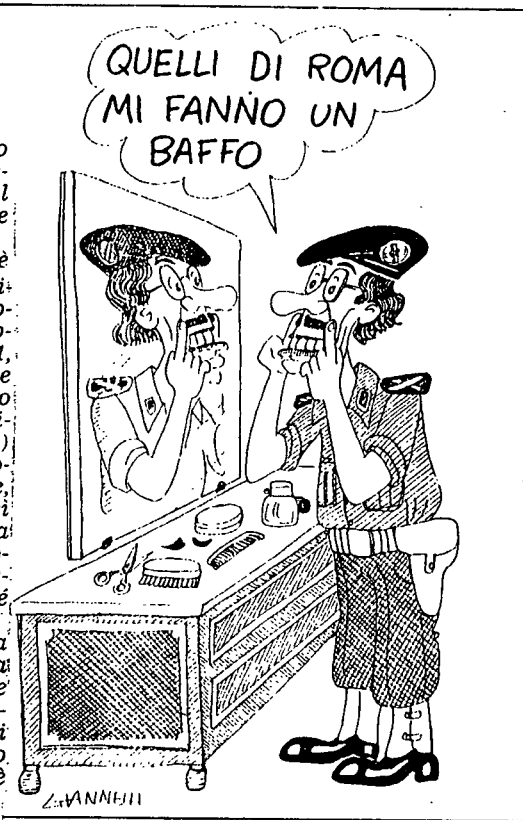
il libero accesso al petrolio del Golfo — continuano ad essere elementi essenziali per il nostro benessere, presente e futuro.

Ma l'Europa comunitaria è troppo occupata dalle sue vicende interne (dalla decisione se l'Unione Monetaria debba nascere nel 2000 o nel 2001, e se possano o no farne parte Paesi come l'Italia con uno o due punti percentuali di deficit pubblico in più degli altri) per rivolgere la sua attenzione a queste altre faccende, che pure la riguardano così da vicino, e per impiegare la sua pur vasta potenza economica e militare per mantenere la pace. Dopo tutto, perché non se ne occupa l'Onu?

Ma l'Onu non è altro che la somma, per di più algebrica — ossia con i più e i meno che si cancellano a vicenda — delle politiche nazionali degli Stati membri. Se questi sono divisi o assenti, anche l'Onu è assente. Il che vuol dire che solo la lontana America, con tutti i suoi guai, è ancora in grado di proiettare in queste regioni una visione politica globale, e di muovere a suo sostegno mezzi strategici capaci di farla rispettare, a vantaggio suo o dei più diretti interessati.

Sulla presunta distrazione dell'America, sulla speranza di una rottura dell'allora nascente alleanza tra Washington e Mosca, e sulla fiducia nelle gelosie e conflitti tra i «fratelli arabi», Saddam Hussein aveva già puntato tutto nell'agosto di sei anni fa. Aveva fatto male i suoi calcoli ed era stato punito. Ma era sopravvissuto alla punizione, per tante ragioni; anche perché nella regione del Golfo l'Occidente doveva fare i conti con un altro: disturbatore della pace, l'Iran integralista, e pensava che distruggere del tutto la potenza irakena avrebbe lasciato un vuoto pericoloso.

Ora la sfida di Saddam è



WASHINGTON — È stata una giornata di guerra e morte in Kurdistan, dove le truppe irachene sono impegnate in un'offensiva militare nelle regioni curde. In serata «l'ordine di ritiro» pronunciato da Saddam, accolto però con molta prudenza. Prima dell'annuncio si erano susseguite notizie drammatiche: il bilancio dei morti va da un centinaio sino a 4.000. Con saccheggi, torture ed esecuzioni di massa.

Il segretario generale Onu Boutros Ghali ha intanto annunciato la sospensione dell'intesa sul petrolio che avrebbe permesso a Bagdad di tornare a esportare greggio in cambio di cibo. Il presidente americano Bill Clinton prende invece tempo: il generale Shalikhvili è volato ieri in Arabia Saudita «per consultazioni con gli alleati sull'offensiva irachena».

Alberizzi, Cremonesi Farkas, Galletti

stata rinnovata, figlia, sembra di capire, sia della debolezza crescente che della forza residua del sanguinario dittatore irakeno. Il suo è un sordido gioco sulla pelle dei curdi, favorito dai conflitti tribali curdi e dal fatto che contro questo popolo senza patria opera un'alleanza di fatto fra tutti gli Stati, Turchia e Iran compresi, che ospitano e governano tronconi della nazione divisa.

Accade però che la spedizione di Saddam sia anche una sfida all'Onu, e quindi a quel tanto che c'è di legge internazionale, ed anche ad alcuni interessi fondamentali degli altri Paesi arabi e dell'Occidente. Un Saddam trionfante ridiventerebbe una minaccia per tutti.

Così, è probabile che l'America, che pure sembra distratta, ma che ha potenza militare bastante per fare due guerre e mezzo per volta, ed energie politiche più che sufficienti per fare insieme una mezza guerra e una campa-

gna presidenziale (specie se la mezza guerra dovesse favorire la vittoria elettorale del presidente-candidato), difficilmente tollererà il fatto compiuto: sempreché l'astuto Saddam non si contenti di una mezza vittoria a uso interno, e non richiami le sue truppe in tempo per evitare una severa punizione.

Quanto all'Europa, starà a guardare, o si accoderà in ritardo a un intervento americano: e questo deve preoccuparci. Non certo perché nutriamo anacronistici sogni di grandezza: preoccupa dover constatare nuovamente l'assenza, di fronte alle sfide dell'anno 2000, di questa Europa scomodamente seduta tra i due sgabelli del potere nazionale e del potere sovranazionale. Che ci sia poi chi sogna di frammentare ancora l'Europa in un mosaico di regioni è solo un'altra prova del provincialismo e dell'ignoranza dei politici che ci siamo dati.

Arrigo Levi

«Quando Hitler seppe quello che Saddam fece ai curdi pianse»

«La rivalità dei nostri principi è la loro rovina. Né i turchi né i persiani sarebbero in grado di danneggiarci, se non facendo leva sulle nostre divisioni, e sulle rivalità dei nostri capi. Ne siamo consapevoli e, in un mondo o in un altro, i turchi riescono sempre nel loro intento», affermò un leader curdo al viaggiatore inglese Claudius Rich all'inizio del XIX secolo. E' un sentimento diffuso tra i curdi, espresso dal massimo poeta curdo, Ahmed Khani, nel XVII secolo.

«Solo i curdi non hanno uno Stato nel mondo! Perché ne sono rimasti privi? Perché sono tutti soggiogati?... perciò sono sempre disuniti, sempre ribelli e divisi/Se ci fosse unità/ e obbedissimo uno all'altro/questi turchi, questi arabi, questi persiani, sarebbero tutti nostri servitori».



Un civile fuggito dalla zona dei combattimenti e, a destra, curdi esultanti davanti ad un murales raffigurante il presidente iracheno Saddam Hussein sfioracchiato dai proiettili. (Foto Agenzia Contrasto)

milizie curde filogovernative chiamate Jash (letteralmente asinello). Ad esempio la rivolta curda del marzo 1991 contro Saddam assunse così grande ampiezza perché i capi, contattati segretamente da Masud Barzani, passarono con gran parte dei loro 100.000 uomini a fianco dei nazionalisti.

La loro presenza a fianco dei Peshmerga (combattenti curdi) ha alimentato il malessere nella popolazione e l'instabilità politica della regione autonoma curda. Molti centri di potere sono rimasti sotto il con-

Un milione e mezzo di armeni massacrati nel 1915. Decine di migliaia di assiri-caldei trucidati. Le deportazioni e l'esodo dei profughi. Popoli vittime di intrighi e trattamenti compiuti dai loro fratelli

viene ogni tanto, ma la gente deve mangiare tutti i giorni. Poi erano sempre i Jash a radere al suolo le case e a uccidere i curdi. E i capi dei Jash sono al potere anche adesso nel Kurdistan. Negli incontri con altri esponenti curdi i Jash destavano sospetti per le loro richieste oltranziste di indipendenza del Kurdistan iracheno mentre «L'Anfal (la distruzione dei villaggi curdi) av-

«Quando Hitler seppe che Saddam Hussein aveva fatto ai curdi pianse» ripetono spesso i curdi per collegarsi ai genocidi e alle «pulizie etniche» di questo secolo, dove Armenia, Kurdistan e Sarajevo ne simboleggiano l'inizio e la fine. Un milione e mezzo di armeni sterminati nel 1915: il primo genocidio del XX secolo. Settanta-

mila cristiani assiro-caldei massacrati nel 1915. La comunità israelita che abitava nel Kurdistan dalla prima diaspora, 720 a. C., emigra in Israele dopo il 1950. Nel 200.000 curdi vengono uccisi e un milione e mezzo deportati in Anatolia; dal 1984 ad oggi, 2.000 villaggi distrutti, 20.000 vittime, almeno 3 milioni di curdi evacuati.

In Irak nel 1987-88 almeno 10.000 curdi vengono sterminati dalle armi chimiche, 182.000 «scomparsi», un milione e mezzo deportato, 4.000 villaggi distrutti. Nel marzo-aprile 1991 due milioni di curdi iracheni si rifugiano in Iran e Turchia.

Questi dati danno l'ampiezza degli sconvolgimenti demografici avvenuti nel Kurdistan dove le comunità autoctone sono così diventate popolazioni transnazionali, disperse in vari Stati mediorientati. Sono i popoli della diaspora armena, assiro-caldea, curda. I popoli senza Stato che lottano per i diritti nazionali e per la riunificazione.

Mirella Galletti
(Studiosa di questioni curde)

Corriere della Sera

LUNEDÌ 2 SETTEMBRE 1996

**IL RITORNO
DI SADDAM**



*Improvviso
annuncio in serata
della tv nazionale.
Prima della mossa
a sorpresa
le truppe occupanti
si sono scatenate
nella caccia
all'uomo ad Arbil.
Smentita
la conquista
di Suleymariyah
Denunciati
dall'opposizione
vendette
e saccheggi*



Guerriglieri curdi avanzano verso un obiettivo nemico: nel nord dell'Irak sono continuati gli scontri

(Reuters)

Bagdad: «Già ordinato il ritiro»

Ma nel Kurdistan i soldati compiono eccidi e rastrellamenti di massa

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

GERUSALEMME — Al termine di una giornata di combattimenti ed ese-

cuzioni di massa nella regione curda l'esercito iracheno ha ricevuto l'ordine di ritiro. Il presidente Saddam Hussein, ha riferito la tv, ha già impartito le istruzioni necessarie alle truppe. Le parole dei rais sono state accolte con molta prudenza perché Bagdad, in passato, ha imbrogliato le carte con dichiarazioni false e tattiche dilatorie.

Prima dell'annuncio le notizie giunte dalla regione degli scontri sono state tutt'altro che confortanti. L'esercito iracheno ha infatti ampliato la sua azione contro le province nordorientali del Paese. E per una parte della popolazione curda è stato il ritorno del terrore: esecuzioni di massa, profughi in fuga e sanguinose faide.

A oltre quarantotto ore dall'inizio delle operazioni, i morti confermati dall'Onu e dalle organizzazioni umanitarie internazionali che operano nella zona hanno superato il centinaio, per lo più caduti durante l'attacco dei tank di Saddam Hussein sabato mattina contro la città di Arbil e i suoi oltre 700.000 abitanti. Ma ieri sera fonti di agenzie non governative nella città di Suleymanyah davano un bilancio molto più pesante: 4.000 uccisi e altre migliaia di feriti. «Impossibile conoscere il numero preciso delle vittime, perché la gente evita gli ospedali per timore della rappresaglia irachena», dicono gli inviati della stampa estera a Bagdad. Per i gruppi dell'opposizione in esilio è scattata una feroce rappresaglia. Una rappresaglia in classico «stile» iracheno, con tanto di saccheggi, torture ed esecuzioni su larga scala. Almeno 96 ufficiali dell'Unione patriottica del Kurdistan (Upk) di Jalal Talabani, che Saddam accusa di operare, come «quinta colonna» dell'Iran, sarebbero stati fucilati due giorni fa ad Arbil. L'Onu riporta che 300 familiari dei fedelissimi di Talabani sono riu-

sciti a fuggire dalla città per trovare scampo verso le montagne. Ma molti altri non sono stati così fortunati. Pare che le milizie di Massud Barazani, il capo del Partito democratico del Kurdistan (Pdk) ora alleato a Saddam, si siano lanciate in una sanguinosa caccia all'uomo nelle zone cadute sotto il controllo dell'esercito di Bagdad. Guerra fratricida dunque, dove le vendette di sangue ripropongono gli antichi massacri intercurdi. Tutte le sedi dell'Upk a Arbil sono state saccheggiate e incendiate. Tra i prigionieri c'è anche Hero, moglie di Talabani e deputata del parlamento

mente circa 350 carri armati, oltre a 40.000 soldati della «Guardia Repubblicana». Più contraddittorie invece le segnalazioni sull'impiego dell'aviazione. Fonti curde riportano la presenza di elicotteri e aerei leggeri di fabbricazione svizzera.

Circostanza questa che costringerebbe gli Alleati ad agire subito militarmente sulla base della decisione presa nel 1991, dopo la fine del conflitto, di abbattere ogni velivolo iracheno a nord del trentaseiesimo parallelo. Ma a Washington la notizia non viene confermata.

In ogni caso sembrano cadere nel nulla i moniti internazionali. Ieri anche

la Turchia ha fatto appello per il blocco delle operazioni. Sul campo la situazione è rimasta estremamente confusa.

Diverse fonti hanno segnalato colonne blindate in movimento verso Suleymanyah, dove Talabani si è asserragliato con i suoi fedelissimi. Nel pomeriggio da Teheran era giunta la notizia che la città era già sotto bombardamento. Ma è stata smentita dallo stesso Talabani. «Sappiamo che sono stati attaccati villaggi in questa regione, però non la città», ha dichiarato alle radio occidentali. E ha promesso battaglia.

Lorenzo Cremonesi

**Prudenza
sulle mosse
del rais.
Fonti non
confermate
parlano
di 4 mila
morti.
Redatte
liste nere**

nazionale curdo, che aveva cercato rifugio nel quartier generale locale dell'Onu. Per il Congresso nazionale iracheno a Londra (l'organizzazione-ombrello che raccoglie i gruppi principali dell'opposizione in esilio), gli uomini di Barazani sarebbero in possesso di lunghe liste di «sospetti», che verrebbero al momento rastrellati casa per casa, interrogati sul posto e poi consegnati al famigerato «mukabarat» (il servizio segreto) di Saddam ac-

quartierato nel palazzo del parlamento. E l'offensiva è apparsa crescere di intensità, nonostante le assicurazioni di Saddam circa «il ritiro imminente» dalle province curde. Al Pentagono affermano che l'operazione vede impegnati complessiva-

Provati in un aeroporto della Liguria i «Pilatus» usati contro i miliziani

Fonti curde hanno rivelato che gli iracheni avrebbero impiegato nelle operazioni belliche contro le postazioni tenute dalle milizie curde anche alcuni aerei «Pilatus Porter», di fabbricazione svizzera. Bagdad li aveva acquistati alla fine degli anni 80 sostenendo che li avrebbe usati nel campo civile (disinfestazione agricola). In realtà gli aerei, non a reazione, sono impiegabili nelle azioni di controguerriglia. Alcuni piloti iracheni si addestrarono all'uso del Pilatus in un piccolo aeroporto della Liguria simulando attacchi a bassa quota sulle colline circostanti lo scalo. Le strane evoluzioni dei piloti non passarono inosservate. Così come qualcuno si accorse di quei misteriosi cittadini arabi che alloggiavano in un albergo di un centro turistico. E poco dopo i piloti furono costretti a partire.



INTERVISTA AL CAPO CURDO ATTACCATO DA IRACHENI E FAZIONI RIVALI

«Combattiamo soli, l'Iran non c'entra»

Parla il leader Talabani: hanno assaltato la mia casa, mia moglie è in ostaggio, i figli scomparsi

«Bugiardi, sono del bu-
giardi! Noi non siamo
aiutati dall'Iran. Le trup-
pe iraniane non sono en-
trate in territorio irache-
no per combattere al no-
stro fianco. Saddam ha
inventato tutto questo
per giustificare l'invasio-
ne nella "zona protetta"
e l'aggressione contro il
popolo curdo. Ha sban-
diato il pericolo degli
ayatollah e la violazione
del suolo iracheno per
tramare contro di noi».
Jalal Talabani, leader
dell'Unione patriottica
del Kurdistan, è durissi-
mo nel denunciare il
complotto dei rais ira-
cheni e attacca: «Gli al-
leati occidentali devono
fare il loro dovere ricac-
ciando gli invasori da do-
ve sono venuti. Le risolu-
zioni dell'Onu parlano
chiaro. Loro dovrebbero
proteggere quest'area:
per ora, però, non hanno
mosso un dito».

Nella battaglia di Arbil
gli iracheni hanno cattu-
rato la moglie di Talaba-
ni, la signora Hero: «Sono
entrati nel mio apparta-
mento e l'hanno presa in
ostaggio. Non so che fine
abbiano fatto i miei figli».
Talabani racconta che ad
Arbil gli iracheni hanno
rastrellato il quartiere
cristiano e catturato gli
abitanti: «Tra l'indiffe-
renza totale Saddam ha
ricominciato a esercitare
la sua professione più
congeniale: quella del cri-
minale. I suoi soldati so-

no entrati in un campo
dell'Iraq National Con-
gress, un'organizzazione
di oppositori del regime,
e hanno ucciso a colpi di
balanetta 96 dissidenti
iracheni. E' stata una
mattanza cui la gente ha
assistito e ha capito. Co-
sa ha capito? «Che Mas-
sud Barzani è un tradito-
re. Il suo Partito demo-
cratico del Kurdistan ha
appoggiato i nostri peg-
giori nemici. Tutti hanno
visto che, grazie a lui, la
bandiera cur-

da ha smesso
di sventolare
sul palazzo
del parlamen-
to di Arbil.
Ora su quel
tetto c'è quel-
la irachena».
Ma com'è
possibile?
Perché? «Il
business del
petrolio. L'I-
rak ha avuto i
permessi del-
l'Onu per ri-
cominciare a
vendere greg-
gio. La fami-
glia Barzani
ha voluto
mettere le
mani sulla
rendita di
questo traffi-
co. L'Oleodot-
to che collega
i campi petro-
liiferi iracheni
alla Turchia è
pronto a fun-

zionare e Saddam, attra-
verso Barzani e i suoi uo-
mini vuole controllarlo fi-
no al confine». Talabani
parla di profitti annui per
200 mila dollari; altre fon-
ti, invece, salgono a oltre
un milione.

Una volta conquistata
Arbil, gli uomini di Bar-
zani e i loro alleati dell'e-
sercito regolare iracheno
hanno torturato e pic-
chiato i simpatizzanti del
Puk e saccheggiato le lo-
ro case: «Non solo. Han-

no fatto saltare con l'e-
splosivo tutti gli edifici
appartenenti ai partiti
d'opposizione, meno
quelli del Pdk. In prece-
denza il bombardamento
della città era durato 14
ore. I nostri peshmarga (i
combattenti) avevano
già abbandonato la città
ritirandosi sulle colline
per evitare un inutile ba-
gno di sangue. Sperava-
mo che con la popolazio-
ne civile non si sarebbero
comportati da animali».



Il leader curdo Jalal Talabani circondato dai suoi uomini

Talabani respinge an-
che la accuse che lo vol-
giono alleato con gli Hez-
bollah curdi, un centinaio
di uomini ben armati e
addestrati dall'Iran le cui
basi si trovano al confine
tra Irak e Repubblica isla-
mica. La sua voce, al tele-
fono, si inverte: «Altra
menzogna. Gli Hezbollah
sono una creatura delle
famiglie di Barzani. Il loro
capo, Hedeam, è addirit-
tura un cugino di Massud
Barzani. E' la prova che le
loro accuse sono false. E
poi noi siamo gente di si-
nistra».

Come vi procurate le ar-
mi? «Semplice, come in
Cina durante la rivoluzio-
ne - risponde complaciu-
to il leader curdo - Le
sottraiamo ai nostri nem-
ici. Lei sa quante armi
hanno perso gli iracheni
durante la nostra insurre-
zione del 1991? Un arse-
nale da far invidia a un
piccolo Stato. Certo, poi
ne compriamo anche al
mercato nero».

E se gli americani non si
muovessero chiedereste
l'intervento di altre po-
tenze straniere nell'area?
«No, non credo. Non ab-
biamo ancora discusso
quest'eventualità, ma
sappiamo e possiamo di-
fenderci da soli. Noi con
Arbil non abbiamo perso
una fetta di territorio, ma
solo il controllo di una
città, seppure importan-
te. Stia tranquillo, la ri-
conqueremo presto».

Massimo A. Alberizzi

Corriere della Sera

LUNEDÌ 2 SETTEMBRE 1996

U.S. Threatens Saddam Again

White House Dismisses Pullback by Iraq as Insignificant

By Steven Lee Myers
New York Times Service

WASHINGTON — Iraq's heavily armed troops pulled back from the northern Kurdish city of Arbil, United Nations officials said Monday, but the Clinton administration dismissed the withdrawal as insignificant and reiterated its vow to punish President Saddam Hussein for the incursion.

The White House spokesman, Michael McCurry, said that President Bill Clinton still planned to follow "a defined course of action" against the Iraqi leader, although Mr. McCurry, like other administration officials, declined to elaborate on the response under consideration.

He said that while there was evidence of an Iraqi withdrawal from Arbil, a sizable force of Iraqi troops, backed by tanks and artillery, remained inside the exclusion zone created by the United States and its allies to protect the Kurds in northern Iraq.

"We see no indication that they are preparing withdrawal back to their original forward positions," said Mr. McCurry, traveling with the president aboard Air Force One on the way to campaign stops in Wisconsin. He added that the pullout was "not terribly significant because they still have a significant force arrayed around Arbil."

The reports of a withdrawal came as the Clinton administration continued a flurry of diplomatic contacts with allied leaders. The chairman of the Joint Chiefs of Staff, John Shalikashvili, and Assistant Secretary of State Robert Pelletreau also continued a diplomatic shuttle through the Middle East, meeting with King Hussein of Jordan and officials in Egypt and Turkey, after visiting Saudi Arabia on Sunday.

The National Security Council met Monday to discuss the U.S. response to the Iraqi campaign. By Monday afternoon, however, the United States had taken no action, although its forces in the Gulf region remained at a state of high alert, poised for a possible strike.

[News that Iraq would not be allowed to sell oil in the coming weeks pushed energy prices sharply higher on Monday, news agencies reported, especially because world crude supplies have been depleted. In London, October contracts for Brent crude were up \$1.10, at \$21.88, in late trading.

[The United Nations said Sunday that it would delay arrangements for limited oil sales by Baghdad in response to the Iraqi incursion a day earlier.

[Léo Drollas, deputy director of the Center for Global Energy Studies in London, told Bloomberg

Business News: "Prices are going to be much higher without Iraq." Oil traders had been expecting Iraq to ship 700,000 to 800,000 a day, which would have helped replenish abnormally low world inventories. Mr. Drollas said there were currently inventories for 60 days' demand in industrial countries, compared with 63 days a year ago.]

At the United Nations, Sylvana Foa, the spokeswoman for Secretary-General Boutros Boutros Ghali, said Monday that UN workers in Arbil had reported that Iraqi forces had withdrawn from the city. In their wake, fighters of the Kurdistan Democratic Party, allied with Iraq's troops, consolidated control over the city, which had previously been held by a rival Kurdish group, the Patriotic

Union of Kurdistan.

"The fact is they have left the city," Ms. Foa said. "There are no Iraqi tanks or troops left in Arbil. Where they went, we don't know."

United Nations relief officials in Arbil reported that a local hospital had seen at least 100 casualties after Iraqi troops' drive into the city on Saturday. Damage appeared relatively limited, given the size of the Iraqi force, the officials reported, but they said the city still had no electricity or water.

In a telephone interview, Gualtiero Fulcheri, the UN coordinator for humanitarian activities in Baghdad, said that the situation in and around Arbil appeared calm, but that a sizable group of Kurds had demonstrated outside a United Nations building in the city of As Sulaimaniya, near which Iraqi troops have reportedly massed.

"The area is a bit nervous," he said.

■ Executions Reported in Arbil

Opponents of Saddam Hussein report-

ed executions in the streets of Arbil and said his forces were firmly in control with over 200 tanks ringing the city, Reuters reported from Salahuddin, Iraq.

"All Iraqis have left Arbil," a UN official said by telephone from the city. "We cannot see any more tanks or vehicles or artillery. They are about five kilometers away now."

But an Iraqi Kurdish group said that Iraqi troops remained in Arbil and were carrying out mass executions of members of the rival Patriotic Union of Kurdistan.

Iraqi troops "have committed mass executions in Arbil itself of PUK members; some of them have been executed in the streets," said Shazad Saib, a representative of the Patriotic Union of Kurdistan in Ankara.

"A few hundred have been killed," he said. "Many hundreds have been arrested." He said Kurdish Democratic Party members were guiding Iraqi troops from door to door with lists of people opposed to Mr. Saddam's government.

A spokesman of the opposition Iraqi National Congress who had been in telephone contact with a congress member in Arbil said more than 270 Iraqi tanks remained in and around the city Monday.

There was no confirmation of the reports of the reports on the situation in Arbil by the Patriotic Union of Kurdistan and the Iraqi National Congress. Reuters reporters in northern Iraq were prevented by members of the Kurdish Democratic Party from reaching the city.

Fighting between the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdish Democratic Party flared in mid-August despite U.S. efforts to broker a cease-fire.

A senior member of the Kurdish Democratic Party, Sami Abderrahman, said the group, under the leadership of Massoud Barzani, had looked to Mr. Saddam for support after the Patriotic Union of Kurdistan gained backing from Iran.

Iran has denied that it is giving support to the Kurdish group.

Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

TUESDAY, SEPTEMBER 3, 1996

Responses to Saddam

Whatever else Saddam Hussein may be up to in northern Iraq, he is probing to see if the United States and its allies are still prepared to enforce the tight limits they imposed on Iraqi military activity following the Gulf war. Washington needs to respond firmly. President Bill Clinton was right to move military forces to a higher readiness, but the first response should be economic, aimed at halting the plan to allow limited Iraqi oil sales.

On Saturday, Baghdad sent more than 30,000 troops, backed by armored columns, against Kurdish positions north of the 36th parallel. This is the first time Iraq has sent significant ground forces into the Kurdish safe-haven area carved out by American and other Western military forces in early 1991. Iraqi forces were apparently invited in by one of the two Kurdish parties fighting for supremacy in the region. They came despite strong American warnings to stay out. Baghdad may be counting on the pro-Iraqi sympathies of Turkey's new Islamic-led government and the approach of the U.S. elections to complicate any American military response.

The Iraqi action is a clear challenge to the United Nations. The safe haven was established under a 1991 Security Council resolution, still in effect, that demands that Iraq cease all repression

of its Kurdish citizens. The focus of international efforts in recent years has been to prevent Iraqi aircraft from attacking the Kurds. To that end, the United States and its allies have enforced a no-flight zone above the 36th parallel since 1991. But the resolution applies equally to ground attacks on the Kurds, although the United States has never explicitly barred them, and does not exclude responding to such attacks with appropriate military means.

America's main goals with regard to Iraq remain what they have been all along — to deter a regime that has shown its contempt for international law and opinion from further acts of external aggression, and to keep Saddam Hussein from rebuilding and rearming his military forces in ways that threaten international peace.

The Bush administration only reluctantly took on the added goal of protecting Iraqi Kurds after millions of terrified Kurdish refugees entered Turkey and Iran, fleeing Iraqi military attacks. The United States rightly opposes the permanent partition of Iraq or the creation of an independent Kurdish state; that would be strongly resisted by most Arab countries along with Turkey and Iran, both of which have large Kurdish populations. But so long as Saddam Hussein insists on blatantly defying the Security Council resolution and the safe-

haven, he must be answered.

The first response should be suspension of the new UN plan intended to allow limited Iraqi oil sales to pay for humanitarian needs. Saddam cannot expect even a limited lifting of the oil embargo while he is engaged in aggressive military operations. The Security Council, which last month approved the sale of roughly \$2 billion worth of Iraqi oil over the next six months, should immediately confirm Secretary-General Boutros Boutros Ghali's decision on Sunday to suspend work on the plan.

Prudently, the Clinton administration has begun preparations on a variety of fronts, including urgent consultations with allied governments and the repositioning of American forces, including the aircraft carrier Enterprise.

Baghdad is playing a provocative game in crossing a military line that it has largely respected for the past five years. Washington should make clear that it is ready to respond forcefully, if needed. At that point, a minimally responsible Iraqi leader would back off, in order to spare the Iraqi people unnecessary further suffering. Regrettably, Saddam has failed that minimal test of responsibility in the past, and may do so again.

— THE NEW YORK TIMES.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, SEPTEMBER 3, 1996

An Opportunity to Smash Iraq's War Machine

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Iraq's savage attack into Kurdistan writes a new chapter of infamy and bloodshed in the Kurds' tragic history. But it does much more. Saddam Hussein's offensive in Kurdistan directly challenges America's ability and willingness to defend stability in the Gulf region.

The initial hesitant responses of the Clinton administration and congressional leaders have deliberately minimized the strategic stakes involved.

The fighting has been portrayed as a messy factional dispute among the Kurds. It is that. But it is also a golden opportunity for Saddam to split and bury the Iraqi political opposition for good, to frighten other Arab rulers into coming to terms with him, and — as he has repeatedly vowed — to show the United States to be a paper tiger unable to fulfill its moral, political and military responsibilities in the Middle East.

To avoid these damaging outcomes, the Clinton administration must promptly retaliate against Saddam. Militarily, that means a vigorous air campaign targeting military installations in Baghdad and the divisions that moved into Kurdistan on Aug. 31.

Diplomatically, the administration should block indefinitely the food-for-oil deal that the United Nations negotiated with Iraq last spring. The temporary UN suspension announced on Sunday is not enough.

These steps serve American interests. They weaken Saddam and strengthen flagging U.S. credibility on Iraq.

American military actions should not be aimed at affecting the Kurdish conflict that opened the way for Saddam's intervention. The responsibility for this new disaster lies primarily with the Kurds themselves. Historic internal rivalries and vulnerabilities have again drawn the whirlwind on them.

Mountain tribesmen who inhabit northern Iraq and adjacent areas of Turkey, Iran and Syria, the Kurds have been betrayed throughout their grim history by putative friends and allies. The shah of Iran and Henry Kissinger sold them out to Saddam in 1975 by withdrawing military support from the legendary Kurdish leader Mullah Mustafa Barzani. George Bush let them down when they rose against Saddam in 1991.

I came to know Mr. Barzani well in that earlier struggle two decades ago. I can feel him turning in his grave. This time the agent of Kurdish betrayal is his son, Massoud, who called on Saddam's army to help him wrest control of the Kurdish capital of Arbil from the rival forces of Jalal Talabani.

Mr. Barzani has decided Saddam will survive, that the United States will not oust him, and he has to deal with

him," Mr. Talabani told me by satellite telephone from northern Iraq as he prepared for an expected Iraqi assault on his headquarters.

Saddam's offensive is aimed at the Arab rulers who joined the United States in ousting him from Kuwait in 1991 and in pursuing peace with Israel. He wants to show them that he is again a force to be reckoned with, thanks to the vacuum that the Clinton administration has allowed to develop in the Gulf.

The U.S. plan for an Arab deterrent force built around the Gulf Coordination Council has failed abysmally. Terrorist bombs have forced redeployment of U.S. troops in Saudi Arabia. Turkey and France, members of the international force that provides security for the safe haven of Kurdistan, have leaders more friendly to Saddam than were their predecessors.

Worse, the United States has fed Saddam's appetite for this summer adventure by being halfhearted and sporadic in efforts to topple the Iraqi dictator. The CIA put its main effort behind an Amman-based group that Saddam easily penetrated. The White House failed to provide the backing for a State Department effort to bring the Kurds together in a united opposition front.

Throughout the spring and summer, Saddam repeatedly defied United Nations arms inspectors and got away with it. Washington did not draw at-

tention to these Iraqi refusals to live up to the terms of the cease-fire that Saddam accepted in 1991.

The administration's professions of surprise over Saddam's rising from the grave ring hollow. In May, U.S. officials were warned by Iraqi opposition leaders that things would "go haywire in Kurdistan" if there were not forceful U.S. attention to the problem.

Even now, the best that can be said for Bill Clinton's response since the aggression on Kurdistan is that it has been slow and unconvincing.

Responding to Saddam is not about the U.S. presidential election, or about the Kurds' political problems, or about the exaggerated reports of a Talabani alliance with Iran. It is about who will exercise power in the Gulf, and about the perception of America's resolve in that region. Once again Washington is learning that Saddam repays caution and deference in an adversary with bold defiance and risk-taking.

The United Nations says he has secretly stockpiled Scud missiles, and he is believed to have hidden away chemical warheads as well. Instead of allowing Saddam to turn the Kurdish troubles into a golden opportunity for political resurrection, Mr. Clinton should make this his golden opportunity to destroy a significant part of Iraq's still dangerous war machine.

The Washington Post.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, SEPTEMBER 3, 1996

Keep Retaliation Limited, Allies Urge Clinton

By Joseph Fitchett

International Herald Tribune

PARIS — Key allies are quietly urging the Clinton administration to limit any retaliation against Iraq to a sharply contained, well-defined blow, probably in the form of an air strike, British and French officials said Monday.

In their statements, European governments stressed the need for a full withdrawal of Iraqi forces, but they shunned public threats of Western military action.

France and Britain, the two countries supplying warplanes to back up U.S. airpower in northern Iraq, were particularly careful not to show any gap in their alignment with Washington.

Britain's foreign secretary, Malcolm Rifkind, said during a visit to Tokyo that the United States, Britain and their allies would deal with the provocation "sooner rather than later."

"It is not because of Kurdish rivalry that he has sent tanks to the area," Mr. Rifkind said of President Saddam Hussein of Iraq. "His objective is to re-establish his control over all of the Kurdish area and to try to regain control of northern Iraq."

Any hint of disunity or of a separate European approach, a British official said, could dim prospects for maintaining the broader coalition between Western and Arab countries in the Gulf. And, he added, the U.S. domestic political stakes are too high for any European leaders to risk alienating the White House.

Privately, several European officials played down the damage to Western interests if Iraq's northward incursion into Kurdish areas proves to be short. Most European leaders will push strongly for restraint, they said.

"We and the Turks feel that the White House should quickly get its foot off the gas pedal," a French official said shortly before President Jacques Chirac was to speak by phone with President Bill Clinton. Another British official said, "Short and sharp is what's needed, perhaps a missile strike that causes pain for the military units that matter most to Saddam."

French and British officials said that their governments agreed broadly with the U.S. view that the coalition has a United Nations mandate to intervene to protect human rights in the region.

But there are severe limitations on Western room to maneuver in a messy local situation that European officials see, so far, as not seriously threatening neighboring Gulf countries.

European officials are working on the assumption that Iraqi forces are withdrawing after accomplishing their goal: helping a Kurdish leader, Massoud Barzani, eliminate rival factions and establish a firm grip on northeastern Iraq.

If Mr. Barzani emerges from the present skirmishing with strong local control thanks to Baghdad, he is likely to help prevent Kurdish sabotage of the oil pipeline running alongside the zone con-

trolled by Mr. Barzani, according to Andrew Duncan, a British specialist.

The pipeline, which will be reopened soon, will carry oil exports north to Turkey and its Mediterranean oil terminals — much of the way across Kurdish areas that have been the scene of guerrilla wars and racketeering since the end of the Gulf War in 1991.

This oil is to be sold for cash for imports of food and other humanitarian necessities under the terms of a deal brokered by the United Nations and now put on hold by Secretary-General Boutros Boutros Ghali.

Besides offering some relief to Iraq, the deal is also important to Turkey.

A resumption of pipeline revenues would start compensating Ankara for all the business it has lost during the embargo against Iraq since the Gulf War, and Turkey has called for the UN to

reinstate the oil-for-food deal immediately. Western governments are alarmed about the direction of Turkish politics under its new Islamic government, which has flirted with Tehran and seems ready to distance itself from Western diplomacy.

If Turkey withdrew permission for its bases to be used by Western warplanes operating over northern Iraq, it would undermine the credibility of the overall strategy of bottling up Baghdad's power with forces ringing Iraq.

In addition, European countries — especially France, which has a significant pro-Iraqi lobby — see the oil-for-food deal as a safe way to provide some relief for the sufferings of ordinary Iraqis under the embargo.

Another factor in Western views is disenchantment with the Kurds' inability to take advantage of the interna-

tional umbrella protecting them in northern Iraq. Instead of closing ranks to win some form of autonomy and freedom from persecution by Baghdad, Kurdish leaders have pursued their own bloody vendettas, ultimately providing an opening for Iraq to intervene on the grounds that it was responding to a call for help.

More broadly, Western officials said — privately confirming a policy that they never voice in public — that there are strategic advantages in the current tensions with Iraq, whose forces lack the bite to be a real threat to neighboring countries but still have a bark that worries the rest of the Gulf.

"Every time Saddam shows his fangs like this, he makes it that much easier for Saudi Arabia and the United States to dramatize the need for a common effort in defense against the Iraqi threat," an Arab diplomat said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, SEPTEMBER 3, 1996

Swatting Saddam: Riposte Would Be Popular but Not Without Problems

By R. W. Apple Jr.
New York Times Service

WASHINGTON — Presidents find it politically useful to stand up to bullies. Especially in campaign season. And most especially when their opponents have distinguished war records and they have none.

So it should have come as no surprise that President Bill Clinton responded to Iraqi moves against the Kurdish-controlled city of Arbil by putting U.S. forces in the region on alert and reinforcing them.

If President Saddam Hussein of Iraq, who was permanently demonized in the West by the Gulf War, continues to press his advantage and if extensive diplomatic efforts now under way produce no satisfactory result, it should come as no surprise to see U.S. warplanes back in action against Baghdad.

Purely in terms of domestic politics, the call is a no-brainer.

But in military and diplomatic terms, Mr. Clinton's decision is much less simple. The United States can hardly bomb Arbil without inflicting heavy damage on Kurds as well as the Iraqi armored columns that captured the city, and bombing raids of any kind would risk drawing the United States more deeply into an area whose feuds and betrayals make the Balkans look benign.

Mr. Saddam is in a far more credible position

NEWS ANALYSIS

than he was when he sent his army racing into Kuwait, an independent country, or even when he stormed into northern Iraq five years ago to put down a rebellion. At that time, the Kurds were more or less united; now they are split into two

factions, one allied with Baghdad and the other with Baghdad's mortal enemy, Iran.

That split represents a significant failure for U.S. policy, which sought to promote Kurdish unity through sporadic mediation efforts.

The position of Turkey, which has been engaged in its own conflict with Kurds, further confuses things. Under its first prime minister from an Islamic party, Necmettin Erbakan, Turkey has already signed a \$23 billion contract to buy Iranian natural gas, and there is a possibility that it might ally itself with Iran in the squabbles between Kurdish factions in Iraq.

With Kurdish forces fighting on both sides, with and against the Iraqis, the situation becomes far more complex, which is one reason, senior U.S. officials say, that Mr. Clinton was careful to specify that "it is entirely premature to speculate on any response we might have."

An official said Sunday: "That means not today and probably not tomorrow. But it doesn't mean never. We have to do something."

The reason is that Mr. Saddam has crossed a line that the United States repeatedly told him he dare not cross. Arbil, the unofficial Kurdish capital, lies 19 kilometers (12 miles) north of the 36th parallel, inside the territory that the United States and its allies declared a Kurdish safe haven after the 1991 war.

Inevitably, the administration will contend that the credibility of the United States is threatened.

Equally inevitably, it will be harder now for the United States to rally international support for any action it wants to take. Not only are the Kurds divided, but Mr. Saddam has apparently been careful not to send aircraft into the Arbil area in violation of the allied "no flight" zone.

But the administration will argue that by taking Arbil, Mr. Saddam has violated UN Security

Council Resolution 688, demanding that the Iraqi leader respect the human rights of all Iraqi citizens, which was the main underpinning for the zone.

One of President Clinton's few potential weak spots in his bid for a second term is foreign policy, and his Republican rival, Bob Dole, was quick to seek an edge.

While acknowledging that Mr. Clinton faced "a complicated situation," Mr. Dole warned that the world might be witnessing "the resurgence of Saddam Hussein" — a phrase intended to remind people that it was a Republican president George Bush, who swatted Mr. Saddam down the last time.

Mr. Dole, who trails the president by as many as 25 percentage points in some new opinion polls, went further.

He called on Mr. Clinton to block the limited resumption of Iraqi oil sales recently approved by

the Security Council, describing it as "premature and ill-advised."

It is not clear exactly how that can be done, but the comment served to suggest that the president was soft on Iraq.

The use of air power by itself would not draw the United States any more deeply into the region. Nor would it increase the commitment of Britain or France, whose warplanes, based in southern Turkey, are also involved in patrolling the no-flight zone. The difficulty, political as well as diplomatic, would come if U.S. pilots were shot down and held by the Iraqis.

There has been no suggestion in Washington that the president is pondering the use of ground forces, although papers outlining a fairly broad range of military and diplomatic initiatives were sent to Mr. Clinton.

Le Monde - 3 septembre 1996

PROCHE-ORIENT L'armée irakienne s'est retirée, lundi 2 septembre, d'Erbil, chef-lieu de la partie du Kurdistan placée sous protection internationale depuis avril 1991, selon une source de l'ONU. Elle y était intervenue, samedi, à la demande du Parti démocratique du Kurdistan, pour en chasser les miliciens d'une autre formation kurde, l'Union patriotique du

Kurdistan. ● UNE SOIXANTAINE de transports de troupes, de chars et de camions irakiens, ont, selon la même source, commencé à se replier, dès lundi, sur leurs positions initiales au sud du 36° parallèle, mais des chars demeuraient stationnés aux alentours d'Erbil. ● LES ÉTATS-UNIS ont engagé des consultations avec leurs alliés occidentaux et arabes pour exa-

miner une éventuelle riposte si Bagdad ne repliait pas totalement ses troupes. Washington est gêné par le démarrage de la campagne présidentielle aux États-Unis.

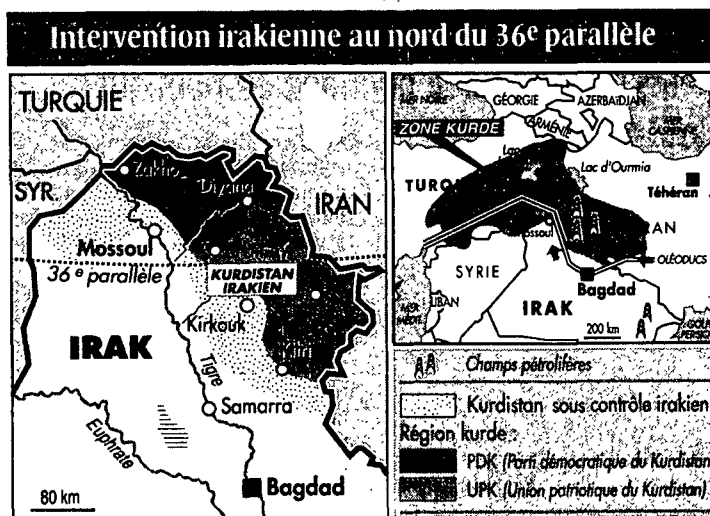
L'armée de Bagdad commence à quitter le nord du Kurdistan irakien

Selon l'ONU, les troupes de Saddam Hussein se sont retirées, lundi 2 septembre, d'Erbil, principale ville de la zone placée sous protection internationale. Dès dimanche, Washington avait engagé des pourparlers avec ses partenaires pour préparer une éventuelle riposte

AMMAN
de notre correspondant
au Proche-Orient

Les rivalités entre les deux grands partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, ont offert au président irakien, Saddam Hussein, son plus beau cadeau depuis cinq ans : le retour de son armée dans la « capitale » du Kurdistan « libéré » en 1991, Erbil. Le drapeau irakien flotte de nouveau sur le « Parlement » kurde et, selon des témoins indépendants sur place, c'est avec soulagement que la population, exaspérée par les luttes interkurdes, a accueilli ce retour.

Erbil a connu, dimanche 1^{er} septembre, un calme précaire, mais aucun combat n'y a été signalé. Selon les Nations unies, la prise de la ville, la veille, par les forces



du PDK alliées à celles de Bagdad auraient fait une centaine de morts, civils et combattants.

L'APPEL DE M. BARZANI

Dès samedi, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, avait annoncé l'intervention de Bagdad, prenant soin de préciser qu'elle était « limitée » et visait « à aider et soutenir » le chef du PDK. « Nous ne pouvons, en aucun cas, permettre à l'Iran de contrôler la région, directement ou à travers les bandes de Jalal Talabani, car cela mettrait en danger la sécurité et la souveraineté de l'Irak », avait-il ajouté. Venu à la demande d'un parti kurde, contre l'autre soutenu par Téhéran, Bagdad disposait d'un bon prétexte pour agir. Selon M. Aziz, M. Barzani, dans une lettre au président irakien, avait affirmé que « le complot dépasse nos capacités, c'est pourquoi nous demandons à Votre Excellence d'ordonner aux forces armées irakiennes d'intervenir à nos côtés pour repousser le danger étranger et mettre fin à la trahison de Jalal [Talabani] ». L'armée irakienne, stationnée normalement à la limite de la zone de protection de la population, instaurée en avril 1991 par les alliés, est intervenue uniquement avec des forces terrestres.

Bagdad a annoncé, dimanche, qu'il retirerait « très prochainement » ses troupes, « parce que la direction irakienne n'a pas encore décidé de rétablir l'administration gouvernementale dans les régions kurdes ». Précision qui n'aura trompé personne : un porte-parole irakien a ajouté que le pouvoir était favorable à « un dialogue démocratique comme moyen de rétablir son contrôle sur le nord du pays », placé sous protection américano-franco-britannique. Selon une source de l'ONU, les forces irakiennes ont évacué Erbil, mais n'avaient pas encore regagné leurs positions d'avant l'offensive.

La veille, des mouvements de troupes étaient signalés du côté de Souleimaniyé, située au sud de la zone d'exclusion aérienne imposée par les alliés au nord du 36^e parallèle. La situation autour de cette ville, où s'est replié M. Talabani, demeurait toutefois très confuse. Selon le chef de l'UPK, joint par Radio-France internationale, « la région de Souleimaniyé, et non la ville, était soumise, dimanche soir, à un pilonnage de l'artillerie irakienne ».

L'accord « pétrole contre nourriture » serait retardé

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a annoncé, dimanche 1^{er} septembre, que la mise en œuvre de la résolution 986 de l'ONU, plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture », serait retardée après l'offensive de Bagdad au Kurdistan. Selon la porte-parole des Nations unies, Sylvana Foa, M. Boutros-Ghali a décidé de retarder l'arrivée à Bagdad d'observateurs et d'experts pétroliers pour des raisons de sécurité, mais il a indiqué qu'il ne s'agissait pas d'« une mesure punitive ». Négocié en mal, cet accord permet à l'Irak d'exporter des quantités réduites de pétrole pour acheter des vivres et des médicaments. La décision de M. Boutros-Ghali concerne quatorze experts pétroliers, qui devaient surveiller les exportations pétrolières à la frontière turco-irakienne, et sur le terminal irakien dans le Golfe, et trente-deux inspecteurs des douanes chargés de surveiller l'importation de marchandises par l'Irak. - (AFP)

Incapable de taire leurs divergences, liées essentiellement à des questions de pouvoir, les deux chefs kurdes n'ont pas réussi à pérenniser l'expérience d'un Kurdistan « autonome », que la population appelait de ses vœux. Dès les élections législatives de 1992, truquées pour obtenir un partage égal de sièges au « Parlement » - ce qui a abouti, dans un deuxième temps, à la neutralisation totale du pouvoir exécutif -, il était clair que l'expérience ferait long feu.

Le partage géographique *de facto* du Kurdistan, qui laissait au PDK le contrôle de la frontière turque et les taxes douanières prélevées sur les camions, a exacerbé le conflit. Le PDK maintenait, en outre, avec Bagdad des contacts que la Turquie voyait plutôt d'un bon œil. Plus isolée avec ses places fortes le long de la frontière iranienne, l'UPK n'a pas résisté longtemps aux sirènes de Téhéran, alors que ses relations avec Ankara se dégradèrent en raison du soutien tacite apporté aux militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK), en lutte armée contre la Turquie.

LA ROUTE DE L'OR NOIR

C'est, sans aucun doute, pour garantir le passage du pétrole qu'il devrait pouvoir exporter en vertu de la résolution 986 de l'ONU que l'Irak a si généreusement répondu aux avances du PDK. L'oléoduc débouchant en Turquie, par lequel l'Irak doit

acheminer la majorité de son pétrole, traverse, en effet, la zone kurde contrôlée par le PDK. En repoussant l'UPK le plus loin possible de la frontière turque, Bagdad se donne les moyens d'ouvrir une voie d'accès garantie au voisin turc, ce qui en même temps répond aux souhaits d'Ankara.

Depuis l'acceptation de la résolution 986 de l'ONU, la Turquie multiplie les gestes envers l'Irak. Outre la visite récente de deux ministres turcs à Bagdad, trois missions commerciales se sont rendues en Irak en moins de deux mois. Ankara, qui a demandé, le 5 août, aux Nations unies l'autorisation de commercer avec l'Irak, entend bénéficier au maximum des sommes dont l'Irak disposera pour acheter des vivres et des médicaments, en échange de la reprise limitée de ses exportations de pétrole.

Le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères turc, Tansu Ciller, n'a pas condamné l'opération irakienne, mais seulement appelé Bagdad « à retirer ses forces immédiatement », l'essentiel du travail étant fait.

Les pays qui maintiennent avec l'Irak des relations moins hostiles que les Etats-Unis ont conseillé à Saddam Hussein de faire preuve de réalisme, après cette première victoire. L'évolution de la situation sur le terrain montrera s'il saura entendre raison.

Françoise Chnpaux

Le Monde - 3 septembre 1996

Les États-Unis consultent leurs alliés européens et arabes

WASHINGTON

de notre correspondant

Embarrassé par le nouveau défi de Saddam Hussein qui inflige un sérieux revers à sa politique dans le Kurdistan irakien, l'administration américaine a surtout cherché, dimanche 1^{er} septembre, à gagner du temps en multipliant les consultations avec ses alliés.

Le président Bill Clinton, en pleine campagne électorale, s'est employé à entrer en contact avec ses partenaires britannique, français et arabes, a fait savoir la Maison Blanche, tandis que le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, interrompait ses vacances en Californie pour regagner Washington.

Les États-Unis échangent avec leurs alliés « quelques idées » sur la meilleure manière de répliquer à l'offensive irakienne, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry, selon lequel « rien n'a été exclu ». Samedi, M. Clinton avait estimé que la situation dans le nord de l'Irak était un motif de « grave préoccupation », mais s'était exprimé de qualifier de « prématurée » toute spéculation sur la nature de la réaction américaine.

Les troupes américaines, composées de quelque 23 000 hommes dans la région - dont 3 000 en Turquie - et 230 avions de combat - dont 40 en Turquie -, ont été placées en état d'alerte. La France dispose, pour sa part, de 130 hommes et de 5 avions de combat, la Grande-Bretagne de 260 hommes

et 6 avions de combat, sur la base turque d'Inçirlik. Le chef d'état-major interarmes, le général John Shalikashvili, s'est rendu, dès dimanche, en Arabie saoudite.

CRÉDIBILITÉ A L'ÉPREUVE

La position américaine est compliquée par le fait que c'est l'un des dirigeants kurdes qui a appelé Saddam Hussein à intervenir. De source officielle américaine, on fait valoir, en outre, qu'il n'y a pas, pour le moment, de violation par les avions irakiens de l'interdiction de survol de la « zone d'exclusion aérienne » imposée par les pays occidentaux à l'Irak.

Il n'en reste pas moins qu'un refus de Bagdad de retirer rapidement ses chars mettrait à l'épreuve la crédibilité américaine. Washington qui, selon la chaîne de télévision CNN, citant des sources au Pentagone, semble avoir sous-estimé, la semaine dernière, l'ampleur des mouvements de troupes irakiens, ne pourrait pas s'abstenir très longtemps de réagir, sous peine de laisser M. Hussein tirer les bénéfices de l'opération. Lundi, les forces irakiennes avaient évacué la ville d'Erbil.

A huit semaines de l'élection présidentielle américaine, la Maison Blanche se serait volontiers passée d'un tel défi. Conscients de la complexité de la situation, les républicains ont, toutefois, manifesté une certaine retenue. Bob Dole, leur candidat au scrutin du 5 novembre, s'est contenté de souli-

gner « l'échec du leadership américain » à faire respecter la zone de sécurité, et s'est dit convaincu que la décision d'assouplir les sanctions sur la vente de pétrole irakien, contenue dans la résolution 986 des Nations unies était prématurée.

PRECAUTIONS

Interrogé sur la chaîne ABC, l'ancien secrétaire d'Etat, James Baker, s'est, lui aussi, gardé de jeter de l'huile sur le feu, rappelant qu'une intervention, ou une occupation de l'Irak, « constituerait une décision extrêmement difficile pour n'importe quel président, car elle impliquerait d'importantes pertes américaines en vies humaines ». Le sénateur républicain John Warner a, sur la même chaîne, félicité M. Clinton et M. Dole pour avoir « gardé leur sang-froid », tout en reconnaissant qu'il ne fallait pas laisser M. Hussein défier la crédibilité des États-Unis.

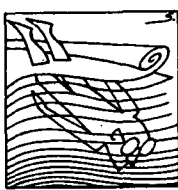
A ses côtés, le démocrate Lee Hamilton, membre de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, a demandé « très soigneusement leurs objectifs » dans cette affaire : « Je ne souhaite pas, a-t-il dit, que nous nous impliquions dans une situation que le jeu des factions kurdes rend particulièrement complexe. » M. Clinton ne saurait, sans doute, qu'approuver.

Sylvie Kauffmann

Le Monde - 3 septembre 1996

Les incohérences de la politique occidentale

CINQ ANS après sa création, la zone de protection des Kurdes dans le nord de l'Irak est un vrai fiasco. L'armée et les forces de sécurité de Saddam Hussein, contre lesquelles



ANALYSE

ce périmètre a été établi, sont revenues par la force. Pis, avec la couverture de l'une des principales formations de l'opposition, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Certes, la zone interdite, située au nord du 36^e parallèle, ne

concernait, dès sa délimitation, en avril 1991, que les seuls avions et hélicoptères irakiens. En d'autres termes, l'infanterie, les blindés, la police et les services de renseignement de Bagdad auraient pu y accéder. S'ils ne l'ont pas fait jusqu'à samedi 31 août, c'est parce que le terrain, trop escarpé, dont les combattants kurdes connaissent les moindres recoins, était un véritable piège pour eux. Par comparaison, ils ne se sont jamais retirés du sud du pays, dont le survol est pourtant interdit depuis août 1992 en deçà du 32^e parallèle, et y sévissent à leur guise.

C'est donc parce que les Occidentaux - singulièrement les États-Unis qui, avec la France, la Grande-Bretagne et la Turquie, assuraient la couverture de cette zone - et les différentes formations de l'opposition ont échoué que Bagdad a pu aujourd'hui leur infliger un camouflet.

L'échec est d'abord celui des Kurdes, dont les deux principales formations, le PDK, de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, après une expérience de gestion commune des affaires du Kurdistan qui n'aura duré que deux ans - de 1992 à 1994 -, ont ressuscité leur

vieille rivalité pour la domination du Kurdistan. Au-delà de l'UPK et du PDK, qui, avec les partis chiïtes de la Daawa et de l'Assemblée suprême de la révolution en Irak, sont les mouvements les plus structurés d'une opposition très éclatée, c'est cette dernière qui prend un coup très dur.

C'est le Conseil national irakien (CNI) en particulier, coalition de différents opposants, dont le PDK et l'UPK sont membres, qui est le plus affecté. Non seulement il devra renoncer à faire du Kurdistan son principal point de chute en territoire irakien, mais, déjà ébranlé par des contradictions internes antérieures au conflit inter-kurde, il devra entièrement réviser sa stratégie.

Or, le CNI est une quasi-création des Etats-Unis, qui se méfient des partis chiïtes soupçonnés d'être manipulés par l'Iran. Washington n'a pas réussi à en faire le pivot du rassemblement des opposants à Saddam Hussein ni à empêcher les Kurdes de s'entretuer. Les développements militaires, dont le Kurdis-

tan irakien a été le théâtre au cours des derniers jours, ne sont en effet que l'épisode le plus grave d'une guerre fratricide que l'UPK et le PDK se livrent depuis décembre 1994 et qui a déjà fait plus de deux mille cinq cents morts.

EMPÊCHER LES SÉVICES

Washington et ses alliés occidentaux n'ont jamais réussi non plus à empêcher que les rebelles kurdes turcs, ou kurdes iraniens, trouvent refuge dans le Kurdistan irakien. Les incursions répétées de l'armée turque dans cette région pour pourchasser ses opposants sont justifiées aux yeux des Occidentaux, ne fût-ce que parce que la Turquie est un pays allié. En revanche, le « parapluie » occidental n'a pas pu empêcher l'Iran de faire la chasse à ses propres rebelles en Irak, alors même que Téhéran est considéré comme un ennemi, au moins par Washington.

Vis-à-vis des Kurdes irakiens, les Occidentaux ont aussi été d'une incohérence totale. La Turquie, crai-

gnant que l'autonomie de facto du Kurdistan irakien ne fasse tache d'huile chez elle, a toujours conseillé aux Kurdes irakiens de « dialoguer » avec Bagdad. La France aussi, même si Ankara, pas plus que Paris, ne songeait à une opération militaire irakienne. Les Etats-Unis ont, en revanche, toujours été farouchement hostiles à toute sorte d'ouverture envers le régime.

Ces incohérences, aggravées par les divergences interkurdes et par les difficultés dues à un double embargo - celui de l'ONU et celui de Bagdad - imposé au Kurdistan, ont conduit à l'échec. Ce que les Occidentaux devraient au moins tenter aujourd'hui, c'est empêcher que les responsables de l'UPK et du CNI arrêtés à Erbil par le PDK et les forces irakiennes soient soumis aux pires sévices. Le régime de Bagdad a toujours fait preuve d'une très grande brutalité vis-à-vis de ses opposants. Les Kurdes savent aussi être cruels, même quand il s'agit des leurs.

Mouna Naïm

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Droits-Homme

Un militant des droits de l'Homme arrêté

ANKARA, 3 sept (AFP) - Un militant en vue des droits de l'Homme turc, qui a rencontré la semaine dernière des représentants des rebelles kurdes séparatistes dans le nord de l'Irak, a été arrêté, selon des responsables judiciaires et des droits de l'Homme.

"Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'Homme de Turquie, a été arrêté (dans la nuit de lundi à mardi) chez lui à Ankara," a déclaré à l'AFP son adjoint, Husnu Ondul.

Ihsan Arslan, vice-président de Mazlum-Der (un groupe de défense des droits de l'Homme d'orientation religieuse), qui était avec lui en Irak, "fait l'objet d'un mandat d'arrêt", selon la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, qui a confirmé l'arrestation de M. Birdal.

MM. Birdal et Arslan faisaient partie d'une équipe dirigée par un député islamiste, Fethullah Erbas, qui s'est rendue la semaine dernière en Irak pour rencontrer des dirigeants locaux du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) pour tenter d'obtenir la libération de sept soldats turcs capturés par le PKK.

La mission avait échoué, le PKK ayant refusé mercredi dernier de libérer les captifs.

ue/hc/jh t + f
AFP /AA1234/031157

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Les Echos - 3 septembre 1996

L'offensive irakienne fait flamber le pétrole

Saddam Hussein met à nouveau le marché pétrolier sous tension. Six ans après l'invasion du Koweït, les cours de l'or noir ont brusquement grimpé hier à la suite de l'intervention militaire irakienne au Kurdistan. A Londres, le prix du baril de pétrole de la

mer du Nord est monté hier soir à 22 dollars, soit près de 6 % de plus qu'à la clôture de vendredi. Les cours flirtent ainsi avec les niveaux record atteints en avril et, auparavant, lors de la guerre du Golfe. Alors que les marchés s'attendaient à un retour imminent du

brut irakien sur le marché international, après six ans d'embargo, l'offensive de Bagdad remet ce processus en cause. L'Onu a d'ores et déjà annoncé son intention de retarder la mise en œuvre de la résolution 986 dite « pétrole contre nourriture ».

ÉNERGIE

A la suite de l'intervention militaire irakienne au Kurdistan, l'Onu envisage de retarder le retour de Bagdad sur le marché pétrolier mondial. Du coup, les cours du brut ont monté de près de 6 % hier.

Pétrole : les cours grimpent après l'intervention militaire irakienne au Kurdistan

Le marché du pétrole s'est brutalement crispé hier et les prix du brut ont grimpé de près de 6 % à Londres, en réponse à l'intervention militaire de Bagdad au Kurdistan irakien. Le cours de référence du brut de la mer du Nord (livraison en octobre) a progressé de plus de 1,22 dollars, pour s'établir à 22 dollars par baril en fin d'après-midi (22,50 dollars pour livraison septembre). Les prix flirtent avec leur record d'avril. A cette époque, les cours s'étaient hissés aux niveaux atteints pendant la guerre du Golfe, en raison d'importations accrues, après un hiver rigoureux dans l'hémisphère Nord.

Cette fois, le marché s'est tendu en raison d'un report probable de la reprise des exportations de pétrole

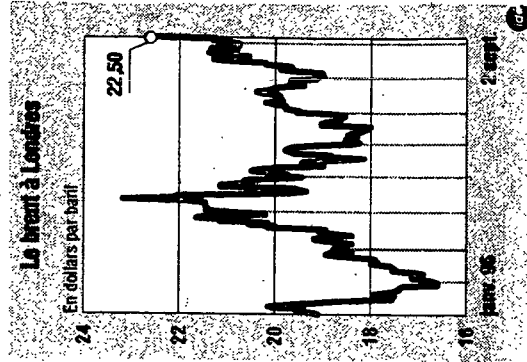
irakien, qui devait normalement intervenir dans les semaines à venir et mettre fin à six années d'embargo international. Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a déjà annoncé dimanche sa décision de retarder la mise en œuvre de la résolution 986, dite « pétrole contre nourriture », à la suite de l'offensive de Bagdad au-dessus du 36° parallèle, zone protégée, sous l'égide de l'Onu, depuis 1991.

A plus long terme, « la réponse la plus probable [de la part de l'Onu] est un gel de l'application de la résolution 986 », qui irait au-delà de la première réaction du secrétaire général de l'Onu, juge l'expert Medhi Varzi, de la maison de courtage Kleinwort Benson. Le texte 986 prévoit la vente de

brut irakien à hauteur de 2 milliards de dollars (environ 10 milliards de francs) par semestre en échange d'une aide alimentaire et humanitaire pour la population irakienne. Un report de ces exportations va réduire de façon imprévue la quantité de pétrole en vente sur les marchés internationaux.

Medhi Varzi fait remarquer que, la violation de la zone protégée ayant été de courte durée - hier, l'armée irakienne semblait se retirer - l'Onu choisirait de geler la reprise des exportations de brut plutôt que de « frapper militairement ». Si l'Onu décidait, par exemple, de reporter de six mois la résolution, l'impact serait « considérable » sur le marché, car le volume de brut en vente serait bien moindre que prévu, explique M. Varzi.

Cette crispation du marché pétrolier intervient à une époque où le prix du brut est à un niveau beaucoup plus élevé que ce que prévoyaient les experts au début de l'année. L'hiver, particulièrement rigoureux dans l'hémisphère Nord, a réduit les réserves des pays consommateurs et obligé les importateurs de brut à accroître leurs achats pour remettre à niveau leurs stocks. Aujourd'hui, note M. Varzi, les « stocks mondiaux restent assez bas, particulièrement aux Etats-Unis », et les achats devraient se maintenir à un rythme élevé. Le prix du brut devrait certes reculer un peu avant la fin de l'année, en raison de l'abondance de la production mondiale, mais se maintenir en moyenne à plus de 18 dollars par baril, selon l'expert.



LE FIGARO

MARDI 3 SEPTEMBRE 1996

Kendal Nezan : « Le risque d'escalade existe »

Le président de l'Institut kurde de Paris craint une recrudescence de la guerre civile, avec des interventions iraniennes et irakiennes accrues.

LE FIGARO. - Quels sont les buts de guerre de Saddam Hussein au Kurdistan ?

Kendal NEZAN. - Il veut montrer à l'opinion internationale qu'il est toujours là, qu'il peut à tout moment reprendre le contrôle du Kurdistan irakien. En pleine campagne électorale américaine, le défi est symbolique. Il adresse également un avertissement à l'Iran, dont l'influence est grandissante par le biais de l'UPK, et sécurise l'oléoduc qui doit bientôt permettre l'écoulement du pétrole irakien vers un port turc. Enfin, vis-à-vis des Kurdes, il fait d'une pierre deux coups : il discrédite une faction en la soutenant et l'autre en mettant en avant son soutien iranien.

- Existe-t-il un risque d'escalade avec un affrontement Iran-Irak ?

- Le risque est toujours là. L'Iran ne peut intervenir en force sans susciter une confrontation massive avec l'Irak, mais aussi avec les Etats-Unis. Il existe au Kurdistan irakien une forte lutte d'influence entre les Etats-Unis et l'Iran : la région permettrait à l'Iran de faire la jonction avec la Syrie, pays avec lequel Té-

héran a développé un axe stratégique.

- En s'entre-déchirant, les Kurdes n'ont-ils pas laissé passer une chance historique d'auto-gouvernement depuis 1991 ?

- Vraisemblablement, mais il y avait un vide de pouvoir et un manque de moyens. Des chefs ont formé des milices pour combattre l'anarchie. Mais avec des milices, on se retrouve vite au seuil de la libanisation, car elles ont leur propre logique. Aujourd'hui, elles s'affrontent pour le pouvoir et pour le contrôle des ressources, c'est-à-dire essentiellement les droits de douane avec la Turquie. Si, comme pour les Palestiniens, la communauté internationale avait donné des centaines de milliers de dollars, une police autonome aurait pu être créée et le phénomène des milices aurait été évité. En ne donnant pas de moyens aux Kurdes, les Occidentaux ont fait une erreur majeure.

Pusillanimité

- Ils ont pourtant créé une zone de protection.

- C'est une manière de se donner bonne conscience. On a créé une zone protégée sans

donner à ses occupants les moyens de s'administrer. Ils ont été traités comme un troupeau d'animaux que l'on nourrit mais qui ne doivent pas se prendre en charge. Cette pusillanimité est due notamment à la volonté de ne pas mécontenter la Turquie, allergique à toute entité politique kurde. Aujourd'hui, nous payons la facture de cette incohérence.

- Le Kurdistan est-il condamné à l'instabilité ?

- Il y a deux évolutions possibles. Ou les Etats-Unis mettent tout leur poids pour organiser une conférence de paix à haut niveau, afin de donner un véritable statut à la zone protégée. Les milices seront alors désarmées. Ou Washington se contente d'une réponse symbolique (comme un bombardement de sites irakiens) et laisse aux Kurdes le soin de régler seuls leurs conflits internes. Alors, la guerre civile redoublera d'intensité. L'UPK se rapprochera de plus en plus de l'Iran et Saddam Hussein interviendra sans retenue. Ce scénario catastrophe est malheureusement assez plausible.

Propos recueillis
par Arnaud de LA GRANGE

Après une offensive-éclair dans une zone protégée par l'aviation alliée

LE FIGARO

Les forces irakiennes se retirent du Kurdistan

MARDI 3 SEPTEMBRE 1996

Les Etats-Unis étudient une éventuelle riposte si Bagdad ne replie pas totalement ses troupes.

L'armée irakienne a évacué dans la nuit de dimanche à lundi la ville d'Erbil, « capitale » du Kurdistan irakien qu'elle avait occupée samedi avec ses alliés kurdes. « Tous les irakiens ont quitté Erbil. Nous ne voyons plus de chars, de véhicules ou d'artillerie. Ils sont maintenant à environ cinq kilomètres », a indiqué un représentant de l'ONU dans la ville. L'information a été confirmée par le ministre turc des Affaires étrangères, M^{me} Taner Ciller.

« Les Américains n'ont plus aucun prétexte pour attaquer ou entreprendre une action contre l'Irak... », a affirmé à Bagdad un responsable irakien.

Une centaine de chars, de véhicules blindés et de canons remorqués étaient en route hier matin vers les positions initiales de l'armée irakienne à la lisière des zones kurdes. Un contingent a franchi à la mi-journée le 36^e parallèle, à 30 km au sud d'Erbil, qui marque la limite de la zone d'exclusion aérienne imposée par les alliés occidentaux en 1991.

Plusieurs options

D'autres unités faisaient route vers Mossoul, deuxième ville d'Irak située à 84 km à l'ouest d'Erbil, une région située dans la zone d'exclusion aérienne, mais qui est sous le contrôle du gouvernement irakien.

Des unités blindées étaient cependant toujours postées aux alentours d'Erbil, apparemment pour protéger le retrait. Le drapeau irakien flottait toujours sur le siège du « parlement » kurde dans la centre-ville, signe de la



Base aérienne d'Inçirlik en Turquie. Deux avions de chasse américains reviennent d'une mission de surveillance dans le nord de l'Irak. (Photo Fatih Sarbas/Reuters.)

nouvelle alliance entre Bagdad et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani). Le PDK contrôle désormais seul la cité, auparavant aux mains de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Le retrait irakien d'Erbil est intervenu quelques heures après que les

Etats-Unis se sont engagés, à « répondre » à l'offensive de Bagdad. Dès samedi, Bill Clinton avait ordonné la mise en état d'alerte maximale des troupes américaines dans le Golfe, de renforts. Washington a engagé des consultations avec ses alliés occidentaux et arabes pour examiner une

éventuelle riposte si Bagdad ne replie pas totalement ses troupes. Les opérations envisagées sont militaires, diplomatiques ou une combinaison des deux. Jugeant le retrait irakien « peu significatif », la Maison-Blanche a

prévenu hier que l'intervention de Bagdad ne resterait pas impunie. Les forces américaines dans la région sont d'ailleurs maintenues en état d'alerte. Pour sa part, l'ONU a décidé de différer l'application du plan « pétrole contre nourriture » qui devrait permettre à l'Irak de vendre son pétrole pendant six mois pour subvenir à ses besoins en vivres et en médicaments. (AFP, Reuters.)

Saddam Hussein retire ses troupes d'Erbil

Les Irakiens quittent la zone kurde

Vive tension sur le marché pétrolier.

Après une offensive éclair, l'armée irakienne a évacué dans la nuit de dimanche à lundi la ville d'Erbil, « capitale » du Kurdistan irakien.

● « *Tous les Irakiens ont quitté Erbil. Nous ne voyons plus de chars, de véhicules ou d'artillerie* », a confirmé hier un représentant de l'ONU à Erbil.

● *Le retrait irakien est intervenu quelques heures après que Bill Clinton eut*

mis en état d'alerte maximale les troupes américaines dans le Golfe.

● *Les États-Unis ont également engagé des consultations avec leurs alliés occidentaux et arabes pour étudier une éventuelle riposte si Bagdad ne replie pas totalement ses troupes.*

● *L'ONU a décidé de différer l'entrée en vigueur du plan « pétrole contre nourriture » permettant à Bagdad d'écouler deux milliards de*

dollars de pétrole sur le marché mondial pendant six mois.

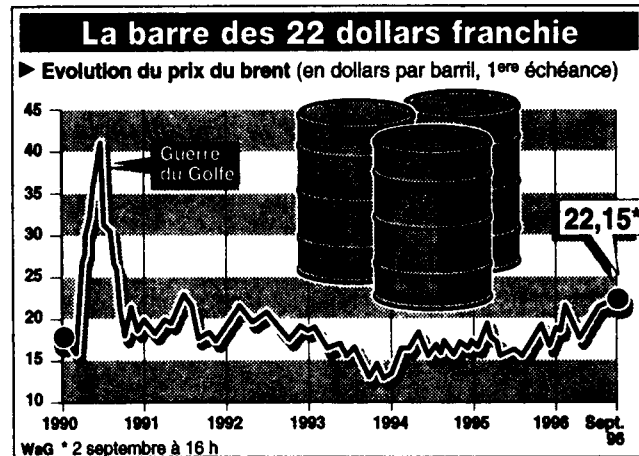
● *La perspective du report des exportations pétrolières irakiennes a provoqué une vive hausse des cours du Brent, qui a frôlé ses plus hauts niveaux depuis cinq ans.*

ÉNERGIE

Pétrole : forte hausse des cours

Le Brent a frôlé ses plus hauts niveaux depuis cinq ans.

Les cours du pétrole vibrent à nouveau au rythme des bruits de bottes irakiennes. Le prix du Brent de la mer du Nord s'est nettement accru à Londres, hier, franchissant dans l'après-midi le cap des 22 dollars (1) le baril. Un gain de 1,22 dollar par rapport à la clôture de vendredi. L'accroissement des importations, après un hiver rigoureux, avait déjà provoqué en avril une vive tension sur les cours qui avaient retrouvé des seuils (plus de 22 dollars) jamais atteints depuis cinq ans. Cette fois, l'accès de fièvre est dû au report probable de la reprise des exportations de pétrole irakien après six années d'embargo. Particulièrement sensibles à l'évolution de la situation au Kurdistan irakien, les marchés ont immédiatement réagi à l'annonce de la décision de Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations unies, de retarder la mise en œuvre de la résolution 986 de l'ONU au profit de l'Irak (généralement appelée « *pétrole contre nourriture* »), après la violation par les troupes de Saddam Hussein de la zone placée sous protection internationale. Négocié en mai, ce texte prévoit, en effet, la vente



de brut irakien à hauteur de deux milliards de dollars par semestre, soit environ 700 000 barils par jour de brut en échange d'une aide alimentaire et humanitaire au profit de la population irakienne. Si la plupart des experts attendaient la reprise des livraisons irakiennes dès septembre, certains d'entre eux estiment désormais qu'il faudra très vraisemblablement attendre le lendemain de l'élection présidentielle américaine pour voir l'ONU revenir sur ce report probable des exportations irakiennes. A Londres, des analystes prévoient que le cours du Brent se maintiendra

d'ici à la fin de l'année aux alentours de 18 dollars. Le prix du brut devant néanmoins reculer en raison de l'abondance de la production mondiale. A Paris, on ne croit pas non plus à une baisse sensible des cours en raison notamment de la proximité des achats liés à la période pré-hivernale. A la Bourse, hier, des analystes ont attribué à la hausse des cours du brut la progression des titres Elf-Aquitaine et Total qui ont respectivement gagné 2,2 % et 2 %.

Ch. G.

(1) 1 dollar = 5,07 francs.

MARDI 3 SEPTEMBRE 1996

LE FIGARO

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

GB-USA-Irak-Kurdes lead

Le CNI demande d'autres mesures contre Saddam Hussein

LONDRES, 3 sept (AFP) - Le président du Conseil national irakien (CNI, coalition de l'opposition) Ahmad Chalabi a demandé mardi "d'autres mesures concrètes" contre le régime de Saddam Hussein, après les frappes américaines.

"Nous espérons que cette opération mettra fin à l'invasion du Kurdistan irakien par Saddam Hussein et aux violations massives des droits de l'Homme qui y ont lieu", a déclaré le président du CNI dans un communiqué.

M. Chalabi a demandé l'extension de la zone de non-survol à tout le pays, et la mise en place d'une zone d'exclusion qui concernerait l'armement lourd et les véhicules blindés, dans le sud et le nord du pays. Il a en outre demandé la création immédiate d'un tribunal international chargé de juger Saddam Hussein et 11 de ses proches pour "génocide et crimes contre l'humanité".

Il s'est dit "préoccupé" de la possibilité que les missiles américains aient pu faire des victimes parmi les populations civiles "car Saddam Hussein place souvent ses installations militaires dans des zones résidentielles". Mais "les Irakiens savent que c'est Saddam Hussein qui doit être blâmé pour leurs souffrances", a-t-il ajouté.

Le président du CNI a souhaité que la communauté internationale oeuvre afin d'obliger l'Irak à libérer toutes les personnes arrêtées lors de l'intervention irakienne aux côtés du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

Les représentants à Londres de deux petites organisations d'opposants irakiens se sont pour leur part montrés sceptiques sur leur portée réelle.

M. Mowaffak Al-Rubaie, l'un des responsables à Londres du Parti islamique Daawa, a estimé que l'attaque américaine avait principalement pour but d'"aider à la campagne électorale du président Bill Clinton", mais "n'aidera pas les Irakiens ou les Kurdes".

"L'Occident est impuissant car il ne veut pas être mêlé à autre chose qu'à des soi-disant 'frappes chirurgicales' pour punir Saddam Hussein. Ce qu'il faut, c'est que le Kurdistan soit placé sous mandat direct de l'ONU avec des personnes allant sur place pour gouverner la province et y tenir des élections libres et équitables", a-t-il dit.

M. Al-Rubaie a estimé qu'il était "totalement inapproprié de bombarder le sud" quand les troupes de Saddam Hussein interviennent dans le nord.

M. Walid Al-Timimi, responsable à Londres de l'Association irakienne des droits de l'Homme, a condamné l'attaque américaine qui aura pour seul effet, selon lui, d'augmenter le soutien des Irakiens au régime. "Si l'Occident souhaite frapper Saddam Hussein, nous sommes tous d'accord, mais là, il s'agit seulement de tuer plus d'Irakiens", a-t-il dit.

hb/es

tf

AFP /AA1234/031419

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Irak-Kurdes

Le leader de l'UPK Jalal Talabani souhaite de nouvelles frappes américaines

LONDRES, 3 sept (AFP) - Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a accueilli mardi avec satisfaction l'attaque de missiles de croisière américains contre des cibles militaires irakiennes au sud du pays et souhaité que de nouvelles frappes soient menées jusqu'à la chute de Saddam Hussein.

"Nous sommes satisfaits de cette action courageuse et humanitaire qui est le seul langage que Saddam Hussein puisse comprendre en tant que tyran et dictateur", a dit M. Talabani à la BBC-radio depuis une localité au sud de Souleimanieh, ville tenue par l'UPK.

hb/ob eaf

AFP /AA1234/031012 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes-Barzani

Massoud Barzani n'a pas peur des Etats-Unis

ANKARA, 3 sept (AFP) - Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) allié de l'Irak dans sa capture de la ville kurde d'Erbil samedi dernier, a affirmé mardi que son groupe n'avait pas peur des Etats-Unis.

"Nous n'avons pas peur des Etats-Unis" en conséquence de la collaboration du PDK avec Bagdad, a déclaré M. Barzani dans une conférence de presse à Salahuddin, place-forte du PDK dans le nord de l'Irak, selon l'agence turque Anatolie.

Il a ajouté que son groupe avait été frustré par des promesses non tenues des Etats-Unis concernant l'octroi d'une large autonomie aux Kurdes d'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. "Les Américains se sont joués de nous pendant des années", a-t-il dit, selon Anatolie.

"Nous pouvons poursuivre notre coopération avec l'Irak si (le président) Saddam (Hussein) respecte les droits des Kurdes", a ajouté M. Barzani.

Il s'agit des premières déclarations de Massoud Barzani depuis que le PDK s'est emparé de la capitale du Kurdistan irakien, Erbil, en chassant les forces de son rival Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dans une offensive conjointe avec l'armée irakienne.

Bagdad et le PDK ont répété avec insistance depuis dimanche que les troupes irakiennes s'étaient retirées d'Erbil mais les Etats-Unis ont néanmoins tiré mardi une trentaine de missiles "de croisière" sur des cibles militaires irakiennes.

ue/hc/mm

tf

AFP /AA1234/031759 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Erbil grouille d'agents irakiens

De l'envoyée spéciale de l'AFP, Laurence CHABERT

DOHOUK (Irak), 3 sept (AFP) - La ville d'Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien, grouillait mardi d'agents irakiens parfois en uniforme et l'armée irakienne a pris plus au sud le contrôle des villes de Kalar et Kifri, a-t-on appris de sources humanitaires.

Selon ces sources, des troupes irakiennes ont évacué Erbil mais se maintenaient aux portes de la ville qu'elles avaient prise samedi avec les combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

L'armée irakienne occupe, notamment avec des chars, la région au sud-est d'Erbil, près de Degala. Parallèlement, elle contrôlait mardi Kalar et Kifri et bombardait la région de Chamchamal, a-t-on précisé de mêmes sources.

Le président irakien Saddam Hussein a averti que Bagdad ne respecterait plus la zone d'interdiction de vol au nord du 36ème parallèle, où se trouve la région kurde protégée par les alliés occidentaux, après le raid punitif américain mardi contre le sud de l'Irak.

Erbil a été évacuée par l'armée irakienne proprement dite, a précisé à l'AFP sous couvert de l'anonymat un membre d'une organisation non gouvernementale (ONG), qui avait quitté mardi Erbil pour Dohouk, plus au nord.

"Mais il y a encore beaucoup d'Irakiens, certains en uniforme d'une police militaire, d'autres en civil, portant même l'habit kurde, et le drapeau irakien flotte toujours sur le parlement", a-t-il ajouté.

Cependant, le PDK a pris des dispositions pour conforter sa présence et nommer un nouveau gouverneur. Le PDK a déployé ses combattants "pour contenir les Irakiens à l'extérieur de la ville", selon ce membre d'une ONG.

Il a confirmé que les Irakiens avaient procédé à une centaine d'arrestations "notamment dans les rangs des partis d'opposition comme les turcomans, les communistes ou le Croissant rouge kurde".

"Les combattants du PDK se sont livrés à des pillages et près de 3.500 voitures ont été volées. Ils prenaient jusqu'aux tringles à rideaux dans certaines maisons", a-t-il raconté.

Les troupes irakiennes disposaient, selon lui, de "près de 450 chars" pour entrer dans la ville et "ont servi d'artillerie aux peshmergas du PDK, qui sont entrés les premiers dans Erbil" pour en déloger les combattants de la formation rivale, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) que Bagdad accuse d'être soutenue par l'Iran.

Selon lui, la plupart des membres des ONG présents au Kurdistan irakien sont en train d'évacuer la région ou de se replier vers la frontière turque, pour des raisons de sécurité.

Le PDK et l'UPK se disputent le contrôle de cette région, qui échappe depuis 1991 à Bagdad.

lch/yb/sb/mb eaf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes-Iran

L'opposition chiite irakienne dénonce la destruction de ses bureaux à Erbil

TEHERAN, 3 sept (AFP) - L'opposition chiite irakienne a dénoncé mardi "la destruction des bureaux des forces islamistes et nationales" irakiennes dans la ville Erbil, principale ville du Kurdistan.

"Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) est le premier responsable de la destruction et du pillage des bureaux des forces de l'opposition" à Erbil, a affirmé l'Assemblée Suprême de la révolution d'Irak (ASRII, principal mouvement d'opposition chiite au régime irakien, basé en Iran).

Dans un communiqué, l'ASRII ajoute que l'armée irakienne soutenue par des combattants du PDK a "arrêté ou pendu un nombre important des membres de l'opposition au régime de Bagdad". Sans préciser l'appartenance politique des personnes arrêtées, l'ASRII a appelé le PDK à assurer "la sécurité des forces de l'opposition" à Erbil.

L'ASRII, qui avait une présence politique et militaire dans le Kurdistan irakien, entretenait jusque-là des relations amicales avec les factions kurdes rivales.

L'armée irakienne et les forces du PDK ont délogé le week-end dernier les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), que Bagdad a accusé d'être soutenu militairement par l'Iran, de la ville d'Erbil.

L'intervention de l'armée irakienne s'est étendue à l'est du Kurdistan, où la région de Souleimanieh, deuxième grande ville de la zone située près de la frontière iranienne, a été bombardée dimanche.

Cette opération de Bagdad est la première depuis l'instauration, en avril 1991, d'une "zone de sécurité" pour la population kurde par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, comprenant notamment une interdiction de survol par l'aviation irakienne.

kd/jhd/php t.f

AFP /AA1234/031112 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-réfugiés

La situation dans le nord de l'Irak reste calme, selon le HCR

GENEVE, 3 sept (AFP) - La situation était mardi matin toujours calme dans le nord de l'Irak (Kurdistan), où "aucun mouvement à grande échelle de réfugiés n'est à signaler", a indiqué le Haut Commissariat des Nations aux réfugiés (HCR) à Genève.

Dans cette région, "les magasins ont rouverts et les gens sont retournés à leur occupation de tous les jours", a déclaré indiqué Ron Redmond, porte-parole de l'organisation internationale. "Jusqu'à présent, il n'y a eu aucune réaction aux activités militaires américaines", a-t-il dit.

Tôt mardi matin, des navires et des avions américains ont lancé des missiles de croisière sur des cibles de défense aérienne dans le sud de l'Irak en réponse à l'incursion irakienne dans le Kurdistan.

Le HCR a précisé qu'il avait la responsabilité d'environ 4.000 réfugiés kurdes d'Iran dans le nord de l'Irak. Dans leur très grande majorité, ceux-ci ne sont pas regroupés dans des camps mais vivent de façon dissiminée. "Jusqu'à présent, aucun problème ne nous a été signalé

concernant cette population spécifique. Mais, comme ils sont dissiminés, nous allons devoir faire un peu de recherches supplémentaires pour savoir ce qui se passe précisément", a dit le porte-parole.

Dans la région se trouvent également 14.000 réfugiés kurdes de Turquie, mais ceux-ci sont regroupés dans un camps éloigné de la zone de conflit où sont intervenues les forces gouvernementales irakiennes. Jusqu'à présent, ils n'ont donc pas été affectés par la situation, a dit le porte-parole du HCR.

Il a confirmé que lundi environ 2.000 personnes avaient tenté d'envahir le quartier général de l'ONU à Souleimanieh (nord), ville tenue par la faction kurde hostile à Bagdad, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Personne n'a été blessé pendant les incidents, a-t-il souligné, indiquant que le bureau du HCR dans la ville avait été fermé à la suite de la manifestation.

A Genève, l'organisation d'aide aux réfugiés a instauré une cellule de crise afin d'être prête à réagir en cas d'un mouvement d'importance de réfugiés dans la région, a indiqué le porte-parole.

cr/bm eaf

AFP /AA1234/031238 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes-USA

Liesse populaire à Souleimanieh après l'attaque américaine en Irak

DUBAI, 3 sept (AFP) - Des dizaines de milliers de Kurdes des régions sous contrôle de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), notamment à Souleimanieh, ont célébré mardi par des danses et des chants l'attaque américaine en Irak, a affirmé cette formation hostile à Bagdad.

"Aussitôt après avoir appris des radios étrangères l'attaque américaine, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont sortis dans les rues de Souleimanieh, Kifri et Kalar pour donner libre cours à leur joie, par des danses, des chants et des slogans" hostiles à Saddam Hussein, a déclaré à l'AFP un responsable de l'UPK.

"Les habitants crient "mort à Saddam" et exhortent nos combattants à libérer Erbil des occupants saddamistes et barzanistes", a-t-il affirmé.

L'armée irakienne et les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) ont délogé samedi d'Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien, les combattants de l'UPK de Jalal Talabani.

Les Etats-Unis ont tiré mardi matin vingt-sept missiles de croisière contre des installations de défense anti-aériennes en Irak, en réponse à l'incursion irakienne dans le Kurdistan.

En réaction, le président irakien Saddam Hussein a annoncé que l'Irak ne reconnaissait plus les zones d'exclusion aérienne imposées par les alliés au nord et au sud du pays et appelé l'armée à abattre tout avion qui violerait l'espace aérien irakien.

ht/jhd/bir tf

AFP /AA1234/031420 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Kurds' Split Undercut U.S. Policy Against Saddam

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service
Wednesday, September 4 1996; Page A22
The Washington Post

washingtonpost.com

ZAKHU, Iraq, Sept. 3 -- Before dawn today, just a few hours before U.S. missiles hit targets in southern Iraq, the headquarters team for U.S. and allied aid to the Kurds stole across the border into Turkey.

The departure of the Military Coordination Center -- with its staff of 21 American, British, French and Turkish officers -- was a practical decision, done lest President Saddam Hussein seek to retaliate for the missile strike. But it also was symbolic of the disarray that has beset this northern Iraqi region since rival Kurdish resistance groups fell into a bloody feud and began fighting each other instead of with Baghdad.

As part of the struggle among Kurds, Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party has formed an improbable alliance with Saddam, the Iraqi leader who has gassed, tortured, imprisoned and executed Kurdish civilians and guerrillas by the tens of thousands both before and since the 1991 Persian Gulf War.

Iraqi troops, in fulfillment of that pact, on Saturday helped Barzani's guerrilla forces wrest Irbil, the Kurds' unofficial capital, from their longstanding rivals, Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan. It was that Iraqi help, with artillery, armor and an estimated 30,000 troops, that prompted the Clinton administration to launch a missile attack.

But Barzani's alliance with Iraq already had undercut American policy in the protected zone established here in the northern Iraqi mountains soon after the gulf war. That policy was based on keeping the factions of Barzani and Talabani together -- or at least containing their hostility -- as the backbone of U.S.-financed efforts to overthrow Saddam.

One measure of Washington's displeasure is that American officials have declined to meet Kurdish Democratic Party representatives in Ankara, Kurdish sources in the Turkish capital said.

Even among some of Barzani's officials here, the alliance with Saddam has caused deep misgivings. "We feel shame," said Abdul Aziz Rajab, a former high school principal and an official of Barzani's party.

But he and other loyalists in this traditional Barzani stronghold adhered to the explanation by the Kurdish Democratic Party that Iran's aid to Talabani and his Patriotic Union of Kurdistan left Barzani no alternative. In particular, they faulted the United States and its European allies for not taking decisive action when Iran conducted a deep penetration operation 100 miles inside Iraq in late July and allegedly left behind considerable weaponry for Talabani's forces before departing.

"Of course Saddam is a dictator," said Mayor Rashid Hussein Mohamed, "but we know Kurdistan is a part of Iraq. We never wanted to divide the country, so maybe Saddam has the right to

defend all Iraq." These explanations have left many Kurds unconvinced. A young man who struck up a conversation with a foreign visitor volunteered that he, his family and friends are "still trying to come to terms with what Barzani has done. How could any Kurd cut a deal with Saddam?"

Part of the answer lies in Zakhu, a traditional Barzani stronghold 275 miles north of Baghdad in the hills where the borders of Turkey, Iraq and Syria come together. The fabled smuggling center has been the Kurds' only road outlet to Turkey since they set up a semi-independent administration here under the protection of the allied Provide Comfort operation preventing Saddam's aircraft from using Iraqi airspace north of the 36th Parallel.

Even when American and other Western troops were here in 1991, Barzani organized a major smuggling operation between government-held Iraq and Turkey in defiance of U.N. sanctions against Baghdad. And the operations have flourished since then.

As they have over the past five years, hundreds of lightly loaded Turkish trucks wait for days on end just across the border in Silopi for a chance to cross into Kurdish-held territory on their way to Mosul in territory held by the Iraqi government. There they fill enormous tanks with cheap diesel fuel and haul it back into Turkey. The transactions provide hard currency for Baghdad, bootleg fuel for Turkey and as much as \$250,000 for the coffers of the Kurdish Democratic Party in "customs duties."

Five years after the last allied ground forces crossed the Habur River bridge back into Turkey, the disarray in Kurdish ranks has spawned a kind of nostalgia for the American Marines and paratroops, the British Royal Commandos and the tough French troops who brought Kurdish refugees down from the mountains.

"Everyone hopes they will return," said Rajab about the headquarters staff, which in recent years has not ventured far from its Zakhu base. "Still, they brought us confidence."

But not everyone shares that confidence, including Barzani himself. His legendary father, the late Mullah Mustafa Barzani, was betrayed in 1975 by the Americans and the shah of Iran, who used him in a futile attempt to overthrow the same Baath Party regime in Baghdad, then abruptly dropped him.

Asked at a news conference at his mountain headquarters in Salahuddin on Monday if he thought the Americans now would rescue him if Saddam turned on the Kurdish Democratic Party, the younger Barzani snapped, "I never had that confidence."

@CAPTION: A Kurdish refugee carried her child, suffering from malnutrition, in a village north of Baghdad on Monday. Kurds demonstrated at a U.N. office to demand allied intervention against Saddam.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, SEPTEMBER 4, 1996

U.S. Hits at Saddam With 27 Missile Strikes

White House Calls for Long Delay in Resumption of Iraqi Oil Sales

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — Warning Iraq against further defiance, the United States said Tuesday that its missile attacks against military targets in southern Iraq expressed American policy to President Saddam Hussein in "the only language he understands — the language of force."

Secretary of State Warren Christopher made the comment in a speech hours after the daylight missile assault.

In further moves to punish the Iraqi leader for attacks against Kurds in northern Iraq, President Bill Clinton unilaterally ordered a 100-kilometer (60-mile) extension of the Iraq no-flight zone — established and enforced by the United States and Europe after the Gulf War — so that it stretches from the Kuwaiti border north to the outskirts of Baghdad. Administration officials said they expected it would be "some time" before Iraq would be allowed to export oil to raise currency for food and medical supplies.

The oil sales had been negotiated with the United Nations, but the UN secretary-general, Boutros Boutros Ghali, said Sunday he would delay the plan because of the deteriorating situation in northern Iraq.

"It's going to be some time before we can get back to any consideration of that program," the State Department spokesman, Nicholas Burns, said Tuesday.

The price of oil rose sharply Tuesday on the New York futures market, after the "oil-for-food" deal was suspended. The price per barrel of light sweet crude for the nearest October delivery date climbed \$1.15 to \$23.40.

The attack Tuesday by 27 cruise missiles, launched by two U.S. Navy ships in the Gulf and two B-52 bombers that had flown from the western Pacific, drew a vow of defiant resistance from Mr. Saddam. But a deputy said that Iraqi troops, whose move into northern Iraq had angered the United States, would leave a key Kurdish town there by day's end.

It was not clear whether further U.S. military attacks were imminent. But Defense Secretary William Perry said the United States reserved the right to launch new strikes. He declined to say what response the United States sought from Mr. Saddam.

President Clinton said, however, that "as always with Saddam Hussein, it depends entirely on what he does — not on what he says, but what he does."

The Iraqi attacks against Kurdish targets, Mr. Clinton said in a White House briefing, "demand a strong response, and they have received one."

Iraq said five persons had been killed and 19 wounded in the attacks on missile and air-control centers.

Mr. Clinton announced that the United States was expanding the southern flight-exclusion zone in Iraq to within 50 kilometers (30 miles) of Baghdad.

If Iraqi planes fail to respect that, a White House spokesman later said,

"They will lose more planes and they will lose more pilots."

Mr. Saddam, in a speech soon after the attacks, urged his air force to attack U.S. and allied planes policing the Western-imposed air exclusion zones in the south and north of his country.

Mr. Clinton made no reference to any allied role in the military operation until pressed by a reporter. He then declared himself "satisfied with their response."

Administration officials, however, told CNN that Mr. Clinton was disappointed with the reaction of France, a key member of the Gulf War coalition, which questioned the American rationale for the attack.

Reaction otherwise was mixed, with the strongest support coming from Britain, Germany, Japan and Kuwait.

Russia, China and many Arab countries expressed grave doubts. Saudi officials made no comment; neither Turkey nor Jordan supported the attacks.

Mr. Saddam, in the speech broadcast live from his offices in Baghdad, was strident and uncompromising, rejecting the expansion of the flight-exclusion zone. He called on his forces to "hit back with capability and efficiency" and to strike "any hostile plane violating the airspace of your country."

His rhetoric in the ongoing confrontation with the West has often been publicly unbending even as he has quietly acceded to Western demands.

Deputy Prime Minister Tariq Aziz said Tuesday the elite Iraqi force that had taken over the town of Arbil on Saturday, reportedly killing scores of Kurds, was being withdrawn. He denied that part of the 40,000-man force was massing near the town of As Sulaimaniya.

Mr. Clinton, however, said that there

were no signs of a withdrawal, and Kurds in the area said that attacks persisted.

The strike Tuesday came from two directions. The U.S. Navy cruiser Shiloh and the destroyer Laboon, part of a 21-ship force in the Gulf, launched a total of 14 Tomahawk cruise missiles. Meanwhile, four B-52 bombers launched 13 AGM-86 missiles from off the Iraqi coast. The bombers had made a 19-hour flight nonstop from the American territory of Guam in the western Pacific.

Pentagon officials said fixed surface-to-air-missile sites and air defense control facilities were struck. The extent of damage to the hardened sites was unclear.

Mr. Saddam said that most of the American missiles had been shot down, but a Pentagon spokesman said there was no evidence of that.

The targets were selected, Mr. Perry said, to minimize loss of life and to make it safer for U.S. planes to patrol an expanded no-flight zone. Saudi Arabia, he said, has agreed to allow the continued use of its territory as a base for planes involved in the surveillance flights.

The expanded no-flight zone includes a major Iraqi military training area and two important air bases, said General Joseph Ralston, deputy chairman of the Joint Chiefs of Staff.

Mr. Perry was pressed, in a Pentagon briefing, to explain why southern targets were chosen and not targets in the area attacked by Iraqi troops.

"Our concern," he replied, "is that if Saddam Hussein is emboldened by what he would see as a success in the north, he might strike out in areas which are of greater strategic importance to him."

WEDNESDAY, SEPTEMBER 4, 1996

Washington Is on Its Own

Allies Express Support But Shun Involvement

By Craig R. Whitney
New York Times Service

PARIS — The rest of the world, including most of the NATO allies in Europe, made it clear Tuesday that the United States was on its own in taking military action against Iraq.

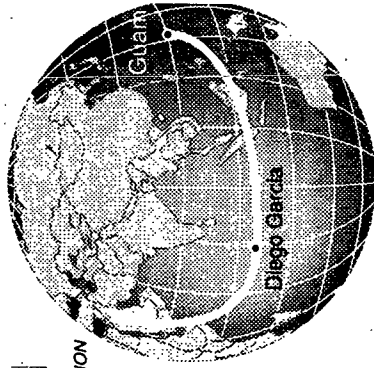
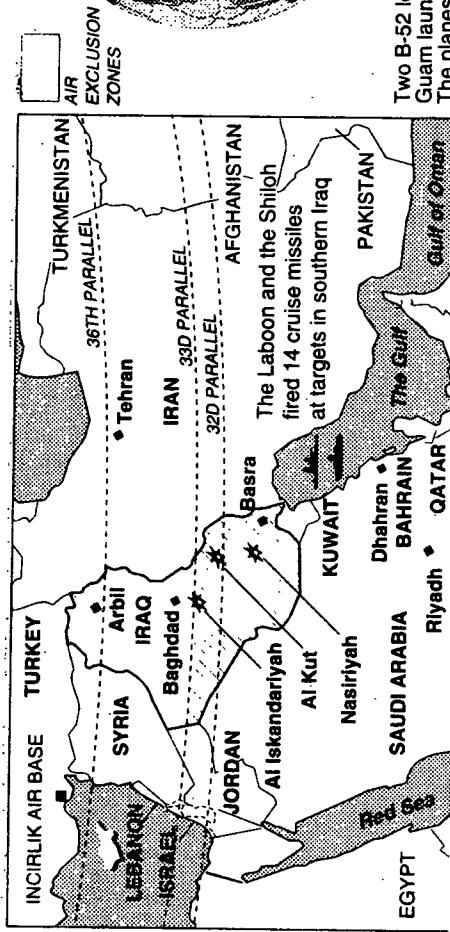
Britain expressed strong verbal support but kept the planes it has in the area out of the operation. France also did not take part, and did not endorse the U.S. decision to take military action even after a telephone call from President Bill Clinton to President Jacques Chirac before the bombing started, appealing for his support.

China condemned the U.S. intervention, and Arab states that had supported the multinational operation to drive Iraq out of Kuwait after it invaded that country five years ago were critical or pointedly silent about the American strikes Tuesday.

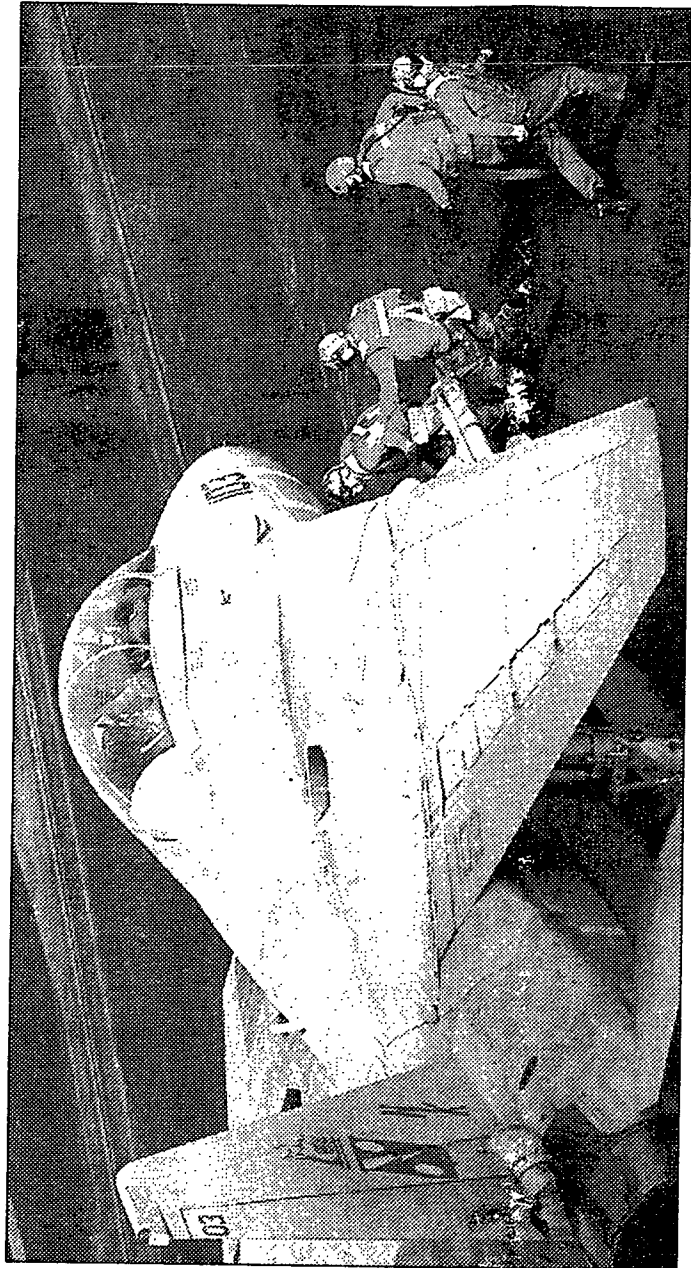
Britain and France fought in the 1991 war against Iraq and have been enforcing a ban on Iraqi military flights in the northern and southern sectors of the country. Mr. Clinton extended the zone over southern Iraq to within 50 kilometers (30 miles) of Baghdad on Tuesday after authorizing the launching of U.S. planes and missiles against Iraqi air defense sites early Tuesday morning. Defense Secretary Michael Perillo of Britain said the allies backed the extension.

Officials in France, though, said it had been done without consultation with them. The French Foreign Ministry called upon Iraq to pull back its forces from the safe zone the United Nations established to protect the country's Kurds.

Dialogue between Kurdish and Iraqi authorities and between



Two B-52 long-range bombers based in Guam launched 13 cruise missiles at targets. The planes refueled at Diego Garcia. IHT



Cristiano Ferreri/The Associated Press

the feuding Kurdish factions themselves was the proper way to resolve the crisis, said a French spokesman, Jacques Rummelhardt. Mr. Rummelhardt also took issue with the U.S. view that Iraq had violated UN resolutions in sending its ground forces into the Kurdish area. Iraq has said it did so at the written request of one of the warring Kurdish factions.

"Opposition is too strong a word to say what the French position on the American action is," a French official said, "because we don't want to criticize President Clinton directly, but we don't have exactly the same view of the necessity of using military force in this case. We are not dissociating ourselves from the action, but we don't want any escalation."

Other French officials said one reason for their reserve was fear that Western military action against Iraq could strengthen Islamic fundamentalist movements that have been gaining strength in Egypt, Saudi Arabia and other Arab countries since the Gulf War.

Russia, which backed military action against Iraq during the Kuwait invasion, called the U.S. air strikes "an inappropriate and unacceptable reaction to the latest events in Northern Iraq."

Despite the Russian criticism, the United States said Moscow had played a useful role in the matter and could continue to be helpful, Reuters reported from Washington.

[A State Department spokesman, Nicholas Burns, said Washington had been in close contact with the Russians before the attack and Secretary of State Warren Christopher had exchanged letters with Foreign Minister Yevgeni Primakov.

["I think we've had very good, constructive conversations with them, and the Russians were helpful over the weekend in relaying certain messages to the government of Saddam Hussein," Mr. Burns said.]

Among the NATO allies, Britain and Germany were the most supportive. Britain stayed clear of joining U.S. planes in action over Iraq when operations began, Mr. Portillo said, but it provided logistical support.

Speaking of the Iraqi president, Saddam Hussein, Mr. Portillo said on BBC television, "My hope is that he will see that, having tested the international community, there has been a response and that he cannot operate against his own people with impunity." Asked what would happen if Iraq did not withdraw, Mr. Portillo said, "We shall have to review the situation."

The secretary general of NATO, Javier Solana Madariaga, called the U.S. action a "justified, measured, and proportionate" response to what he said were Iraqi violations of UN Security Council resolutions intended to protect the Iraqi Kurdish population.

The North Atlantic Treaty Organization is not involved in the UN operation, called Provide Comfort, that U.S., British and French planes flying from eastern Turkey have been supporting.

Germany, also not involved in the military action Tuesday, expressed its full understanding for the U.S. actions but added, "The federal government expects that everything will be done in the current situation to avoid an escalation."

Spain, another NATO ally, said it wished the United States had waited

longer before striking.

China expressed "grave concern" over the U.S. attacks, and a Foreign Ministry spokesman said, "We deeply regret new tensions arising in the Gulf."

Japan supported the American action and called on Iraq to change its "provocative attitude towards the international community."

In the Arab world, only Kuwait expressed "full understanding" for the attack. Egypt, facing strong internal pressure to distance itself from the United States, expressed deep concern.

Saudi Arabia, whose support had been solicited by chairman of the Joint Chiefs of Staff, General John Shalikashvili, remained silent, and the Arab League, based in Cairo, said, "The use of military force will lead only to more aggravation in the situation and expose the region to factors of tension and instability."

In Jordan, which supported Iraq during the Gulf War but has since had cooler relations with Baghdad, Information Minister Marwan Muasher read a cautiously worded statement: "Jordan is following with concern the latest escalation in the situation and the military operations which might return Iraq to the cycle of violence and counter-violence. Jordan rejects any attempt to harm Iraq's sovereignty and the unity of its people and territory."

In Israel, Prime Minister Benjamin Netanyahu expressed support for the air strikes, and added, "We do not see, right now, a danger of this conflict spilling over in our direction, but we always have to be vigilant, and so we're vigilant and taking whatever precautions are necessary."

Excerpts of Clinton and Saddam Statements

The Associated Press

From Mr. Clinton's statement:

Earlier today, I ordered American forces to strike Iraq. Our missiles sent the following message to Hussein: When you abuse your own people or threaten your neighbors, you must pay a price.

It appears that one Kurdish group which in the past opposed Saddam now has decided to cooperate with him, but that cannot justify unleashing the Iraqi Army against the civilian population of Arbil.

Our objectives are limited but clear: To make Saddam pay a price for the latest act of brutality, reducing his ability to threaten his neighbors and America's interests.

First, we are extending the no-fly zone in southern Iraq. This will deny Saddam control of Iraqi airspace from the Kuwaiti border to the southern suburbs of Baghdad, and significantly restrict Iraq's ability to conduct offensive operations in the region.

Second, to protect the safety of our aircraft enforcing this no-fly zone, our cruise missiles struck Saddam's air de-

fense capabilities in southern Iraq.

The United States was a co-sponsor of the United Nations Security Resolution 986, which allows Iraq to sell amounts of oil to purchase food and medicine for its people, including the Kurds.

Until we are sure these humanitarian supplies can actually get to those who need them, the plan cannot go forward, and the Iraqi government will be denied the new resources it has been expecting.

Hussein's objectives may change, but his methods are always the same: violence and aggression — against the Kurds, against other ethnic minorities, against Iraq's neighbors.

We must make it clear that reckless acts have consequences.

Saddam Hussein has made clear his disdain for civilized behavior. He brutalized his own people, attacked his neighbors, supported terrorism, and sought to acquire weapons of mass destruction.

Our policy is equally clear. When our interest and the security of our friends and allies is threatened, we will act with force if necessary.

From Mr. Saddam's statement:

You, the men of the air defense and the eagles of the sky. From now on, pay no attention to damned imaginary no-flight zones. Depend only on God, and hit hard and professionally at any flying target that belongs to the allied aggressors that penetrates the airspace of your beloved and glorious homeland. Fight, resist these aggressors and teach them a new, unforgettable lesson about values that their empty souls lack.

The sons of the Rafidain [a reference to the rivers Tigris and Euphrates] were lying in wait for the aggression and shot down a great percentage of their missiles. May God lead the aggression and the aggressors to failure. Our losses, by God's will, were light. God bless our martyrs.

Let the freedom-lovers of the world and of our great Arab nation rest assured of the safety of Iraq, the country of dignity, greatness and pride. Iraq is as steadfast as the high mountains, which are unshakable by the winds of evil, and its sails will not be torn out by the hiss of the snakes.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, SEPTEMBER 4, 1996

Behind Kurdistan Raid Lies Iran-Iraq Hatred

By Stephen Kinzer
New York Times Service

DIYARBAKIR, Turkey — Soldiers from Saddam Hussein's army, who overran and captured the northern Iraq town of Arbil this weekend, then conducted house-to-house searches for those Kurdish leaders they view as enemies or traitors and killed hundreds of people, fleeing aid workers said here.

The attackers arrived in several hundred tanks early Saturday morning, surrounding Arbil and cutting off escape routes. Senior officials of the Kurdish group that controlled the town until then were said to have been among those captured and possibly executed by Iraqi soldiers and their Kurdish allies.

"Tanks from the special forces of Iraq took over the city, including the Parliament building and the radio and television station, before nightfall on Saturday," said German Urrea, a European Community aid administrator who lived in Arbil until fleeing Saturday. "There was no massive bombardment. It wasn't necessary, because the people defending the city had only light weapons and there was no way to resist this kind of attack."

Mr. Urrea and other aid workers said that one Kurdish group, the Kurdistan Democratic Party led by Massoud Barzani, had appealed to Mr. Saddam to intervene in northern Iraq to crush its ascendant rival, the Patriotic Union of Kurdistan, which is led by Jalal Talabani and backed by Iran.

The conflict is thus not simply a battle between two Kurdish factions, but is also a microcosm of the bitter conflict between Iraq and Iran, which has continued to fester despite the end of open warfare between the two countries.

"According to our information, at 3 o'clock on Saturday afternoon the remaining PUK officials gathered to plan a breakout from the city, but it was already too late," said one aid worker. "We have reports from people who I believe as much as I believe my own eyes that all or most of them were captured and killed. The Iraqis were after a good 100 people. Any that weren't caught must be hiding inside Arbil, since there is no way out."

Witnesses of the fighting estimated

the total number of dead in Arbil at 1,000 to 2,000. They said dozens of trucks full of jubilant Kurdistan Democratic Party fighters and their Iraqi allies careened through the streets, with occupants singing songs and firing bursts of gunfire into the air.

Tanks and other armored vehicles began withdrawing from Arbil after the outcome of the battle was decided, the witnesses said, but Iraqi security forces remained behind. An Iraqi flag was said to have been raised over the Kurdish Parliament.

There is a dichotomy with which many outsiders, including the Clinton administration, view Mr. Saddam's strike. They are instinctively hostile to his regime, but acknowledge that he acted within his country's internationally recognized borders and that he did so in response to an invitation from one Kurdish faction. In addition, most governments in the region believe that any action aimed at curbing Iranian influence cannot be all bad.

"Iran's forces entered a part of northern Iraq six weeks ago to bombard an Iranian refugee camp, evidently with permission from Talabani, whose people controlled that area," said Mr. Urrea. "After that happened, the Barzani forces went to Saddam and complained that this was part of a campaign to upset the balance of power in northern Iraq, and that it could be a precursor to full-scale Iranian involvement inside Iraq. They asked Saddam to intervene to help them, and he did."

The rivalry between Kurdish groups led by Mr. Barzani and Mr. Talabani is complex and personalized, built on years of mistrust and betrayal.

Mr. Talabani describes himself as pro-American, but in search of a military ally he has found himself with no choice other than Iran. The Islamic regime there is always ready to support any cause that stands against Mr. Saddam, its arch-enemy.

Both the Iraqi and Iranian regimes have records of brutal repression against Kurdish groups, and neither makes a secret of pursuing its own goals through Kurdish surrogates. Mr. Talabani and Mr. Barzani may believe they are manipulating Baghdad and Tehran, but some believe the opposite is the case.

Herald INTERNATIONAL Tribune

WEDNESDAY, SEPTEMBER 4, 1996

Attack on South Sends a Strategic Message to Saudis and Saddam

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

PARIS — By retaliating in southern Iraq, 600 kilometers away from Saddam Hussein's attacks on the Kurds, U.S. strategy sought to bolster protection of primary Western interests in the Gulf and avoid getting bogged down in the guerrilla wars in mountainous northern Iraq.

"We chose the time, place and modality to suit our strategic interests and comparative advantage, not his," Defense Secretary William Perry said in explaining the U.S. tactics designed to punish Mr. Saddam.

European officials and Arab diplomats, agreeing with this logic, said Tuesday that President Bill Clinton had strengthened the continuity of U.S. policy in consistently using military force to punish Mr. Saddam for aggressive actions since 1991.

Even though the French Foreign Ministry declined to endorse the U.S. raid, a Clinton administration aide in Washington said that he attached more significance to the fact that President Jacques Chirac refrained from taking a public stance.

By grounding the Iraqi Air Force over more of its own country, the U.S.-led coalition hopes to embarrass Mr. Saddam in the eyes of Iraq's military, the

NEWS ANALYSIS

only internal force thought to be capable of eventually overturning his rule.

In addition, the extra 112 kilometers (70 miles) in which Iraq is deprived of air defenses will strengthen the buffer zone between Baghdad and its weaker neighbors, notably Saudi Arabia.

An Arab diplomat said that Riyadh and other Arab capitals, even Cairo, "do not want to say anything publicly about U.S. forces shedding the blood of other Arabs, but they are overjoyed by anything that weakens Saddam's military punch."

Economic sanctions announced by Mr. Clinton — a hold on planned oil-for-food sales — are no hardship to Saudi Arabia, whose finances can only benefit if delays in the arrival of more supplies in the market keep the price of oil up.

In calculating what price it sought to extract from Baghdad, Washington took a political gamble that Mr. Saddam will not escalate the conflict but instead halt further large-scale actions against the Kurds, officials said.

The choice of a missile strike targeted to minimize Iraqi civilian casualties — and avoid exposing U.S. pilots to combat — was designed to convince Mr. Saddam that the United States can renew the operation without great political risk of opposition at home or objections from allies.

Apparently signaling the Clinton administration's eagerness to see the Iraqi leader back down, Mr. Perry, in a news conference, pointedly declined to spell out any specific criteria about what Iraq needed to do to ease the confrontation.

But several officials said that U.S. policy has an unspoken dimension: that Baghdad has already succeeded in shifting the balance of power in the Kurdish areas.

A French defense official said: "I think that Saddam will settle for his limited gains in the Kurdish-controlled north and the chance to bluster that he has defied Washington and survived, once again."

Washington may have decided that there are no permanent gains for anyone — including Baghdad — among the steep, wooded mountains that are home to the fractious Kurds. While slapping Mr. Saddam for defying U.S. warnings about Kurdish civilians, Washington may have become so disillusioned with Kurdish politics that it is ready to tolerate stronger Iraqi influence in the Kurdish regions as the price of stability there.

The initial test for U.S. policy is whether Mr. Saddam decides to push

ahead by ordering Iraqi forces to assault As Sulaimaniya, a Kurdish town close to the Iranian border. A Clinton administration policymaker said that U.S. intelligence estimates were unclear about Iraqi military intentions Tuesday in the aftermath of the U.S. blow.

But he said that the U.S. action had already painted Mr. Saddam into a corner: "If he does not move against Sulaimaniya, we will get the credit for stopping him; if he does, Iraqis will end up fighting Iranians, and nobody will feel too badly about that."

As Sulaimaniya is the stronghold of Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan, a faction backed by Iran that has been defeated almost everywhere else in northeastern Iraq by Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party — largely because of the firepower of 20,000 Iraqi regular troops. It was at Mr. Talabani's request that Iraq sent its troops into action, triggering the current crisis.

A battle for As Sulaimaniya — involving Iraqi and Iranian forces with their Kurdish surrogates — would be even more remote from any U.S. interests or involvement than events in Arbil, which Washington characterized as Iraqi aggression because of Baghdad's use of regular forces against civilians.

If Mr. Barzani's forces have already won a dominant position, it might bring a period of relative stability in northern Iraq.

That outcome would probably enable international inspectors to certify that Kurdish civilians can get their share of food and other relief supplies — the conditions that Mr. Clinton has apparently set for letting Iraq open the oil pipeline open to Turkey.

Turkey would also benefit from a stable Kurdish zone, even one under Iraqi influence, if it helped reduce the threat of cross-border attacks by Turkey's Kurdish separatists. Their guerrilla war has been a political and economic strain on Ankara.

THE NEW YORK TIMES

WEDNESDAY, SEPTEMBER 4, 1996

THE KURDS

'History's Losers' Fight Neighbors and Each Other, Often Assisted by Foes

By STEPHEN KINZER

DIYARBAKIR, Turkey, Sept. 3 — Few peoples on earth have tasted as much defeat and betrayal as the Kurds. Although they are 20 million strong and have lived in the same swath of mountainous land for 2,000 years, they have no true friends and an imposing array of enemies.

"When elephants fight, it is the grass that suffers, and when elephants make love, the grass also suffers," said an Italian aid worker who until a few days ago lived in the Kurdish city of Erbil. "That proverb fits the Kurds perfectly. They are the grass in this part of the world. Whatever happens, they get stomped on."

The battle for Erbil reflects the desperation that drives the Kurdish factions. One faction has forged an alliance with Iran and another with Iraq, although the Governments of both countries have committed atrocities against Kurds in the past and may do so again.

History and big-power diplomacy have denied the Kurds a country of their own.

Though the United States has become enmeshed in Kurdish politics and has threatened, and now used, military action to protect Iraqi Kurds, neither the United States nor other outside powers support Kurdish independence, in large part because of fears of stirring up an already volatile region.

American efforts to bring the two factions together, which were active as recently as a week ago, have proven fruitless and may only have stoked Iraq's suspicions.

In recent decades Kurdish guerrilla groups have waged major uprisings against the Turkish, Iranian and Iraqi Governments. Their revolts have not only been met with ruthless repression, but have led to internal feuds and back-stabbing that have crippled what might have become a formidable Kurdish movement.

The list of former allies who have betrayed the Kurds is impressive. President Wilson endorsed their goal

of statehood at the end of World War I, but after oil was discovered in part of the proposed Kurdish state, France, Britain and Turkey joined to block its creation.

During World War II, a Soviet-backed Kurdish force carved an independent nation out of northern Iran, but it collapsed after a few months of major-power intrigues.

Leaders of countries where the Kurds live have often sponsored Kurdish rebellions in neighboring lands while massacring Kurds on their own territory. Syria, for example, tolerates no expression of Kurdish identity within its borders, but shelters and equips a large force of Kurds fighting against Turkey.

After the Persian Gulf war in 1991, the United States and its allies sent troops and civilian aid workers to deliver food and other emergency supplies to Iraqi Kurds who fled across the border into the mountains of Turkey when President Hussein's forces moved north to put down a Kurdish uprising.

The allies, who continue to assist refugees remaining in Turkey, set up camps in northern Iraq for those who could be persuaded to return, then established an "exclusion zone" to protect Kurds living in that part of the country.

But rivalry between the two Kurdish factions inside the zone have led one to reconcile with Iraq and another to forge at least a temporary alliance with Iran.

As a result, the United States has faced the rude shock of seeing groups that it has protected for five years suddenly emerging as friends of two of the world's most virulently anti-American governments.

Leaders of the feuding Kurdish factions in Iraq personify the passions that have divided Kurds and made it easier for outsiders to manipulate them.

Massoud Barzani, who heads the clan-based Kurdistan Democratic Party, has now evidently concluded that cooperating with President Hussein is the party's only realistic op-

tion, even though the Iraqi leader disowned a 1970 autonomy accord and his forces killed three of Mr. Barzani's brothers.

Mr. Barzani's rival, Jalal Talabani, broke away and formed the Patriotic Union of Kurdistan 20 years ago. The two groups worked together to govern the "exclusion zone" in the early 1990's, but their competition has degenerated into violence. Seeking an ally, Mr. Talabani turned to Iran.

If one belief binds all of the governments in this turbulent region, it is implacable opposition to the idea of an independent Kurdish state. All fear that such a country would be an unpredictable and destabilizing factor in the region.

The same is true of powers outside the region. During a recent visit to Turkey, the third-ranking official in the State Department, Peter Tarnoff, asserted that the United States "remains firmly opposed to the creation of an independent Kurdish state."

Turkey's policy toward its Kurdish minority reflects the fierce determination of all countries in the region to crush Kurdish nationalism. Thousands of Turkish soldiers have died fighting a Marxist-oriented Kurdish army during the last five years, and the conflict has crippled Turkey's economic development plans as well as harming its reputation abroad.

Nonetheless, the Government shows no willingness to compromise with either the guerrillas or with nonviolent Kurdish political parties. The recent emergence of a Muslim-oriented Turkish Prime Minister, Necmettin Erbakan, has introduced a new factor. But whether he wants governments in the region to join in crushing Kurdish insurgencies or in offering Kurds political concessions is not yet clear.

"We are history's losers," a Kurdish merchant in Diyarbakir lamented this week. "Whether we brought it on ourselves I don't know, but this is our fate."

WEDNESDAY, SEPTEMBER 4, 1996

THE NEW YORK TIMES

THE STRATEGY

Targets Were Chosen to Punish and

Weaken Hussein, U.S. Officials Say

By ERIC SCHMITT

WASHINGTON, Sept. 3 — To punish President Saddam Hussein for his military raid into the Kurdish enclave in northern Iraq, the United States launched limited missile strikes at targets in southern Iraq hundreds of miles away to avoid the appearance of taking sides in a factional fight, Administration officials said today.

By attacking air defenses in four areas in southern Iraq, the United States hoped to pressure Mr. Hussein into withdrawing his forces from northern Iraq without entering a tit-for-tat exchange there.

Senior officials said the cruise missile raids served the Administration's larger goals of punishing Mr. Hussein and of weakening his ability to lash out against America's oil-producing allies to the south. However, officials said there was no indication Mr. Hussein was preparing to threaten his southern neighbors.

While the Administration refused to spell out exact conditions Mr. Hussein must meet to prevent further American retaliation, there was little doubt that the Pentagon expected Iraq to pull out the forces that drove into the northern enclave last week.

Officials said the Iraqi raid offered Washington an ideal pretext to widen the no-flight zone in southern Iraq and slice Mr. Hussein's sovereignty by 60 more miles.

"Our objectives are limited, but clear," Mr. Clinton said in explaining the initial missile attack. "To make Saddam pay a price for the latest act

of brutality and reducing his ability to threaten his neighbors and America's interests."

The scope of the strikes was limited, in part because the Administration foresaw the likely response from its allies. Underscoring the mission's caution, military planners picked targets in sparsely populated areas to avoid civilian casualties.

In the first wave of attacks, the United States launched 27 unmanned cruise missiles fired from Navy ships and B-52's more than 500 miles away, a tactic chosen to avoid losing the lives of any American fliers. In the second attack, the Navy launched 17 missiles at the same set of targets.

"We were trying to have very limited damage to human beings and trying to take an action which would show our resolve and would protect our planes as they fly in an expanded no-fly zone," Mr. Clinton said.

In the initial attack, 14 missiles were fired from two Navy ships in the northern Persian Gulf, the destroyer Laboon and the cruiser Shiloh. The rest were launched from two B-52H's that are based in Louisiana, but flew to the Persian Gulf from an American installation in Guam to avoid the diplomatic difficulty of obtaining permission to fly over European and Middle Eastern countries. The second attack came from surface ships and a submarine in the Persian Gulf.

The second round of attacks was undertaken to insure that the intended damage was done, but it also served to underscore the continuing

threat to the Iraqi Government.

The sea-launched missiles have a 1,000-pound warhead and a range of more than 1,000 miles; the air-fired missiles have a range of about 700 miles but pack a 2,000-pound punch that sprays destructive fragments.

The missiles were aimed at surface-to-air missile batteries, radars and other air-defense systems in four areas, Tallil, Nasiriya, Kut and Iskandariya. The Pentagon did not dispute Iraqi reports that five civilians were killed in the initial attack.

Today's attacks were also intended to make it safe for scores of allied warplanes to expand their patrols from the 32d to the 33d parallel, beginning Wednesday, an additional swath of 60 miles that includes two major air bases.

Administration officials described the expanded exclusion zone as a deterrent against Mr. Hussein broadening his attacks on the Kurdish enclaves or heading south toward the oilfields of Kuwait and Saudi Arabia.

"The issue is not simply the Iraqi attack on Erbil," said Defense Secretary William J. Perry, referring to the Iraqi assault on the Kurdish city. Mr. Perry repeatedly emphasized that the United States did not want to get entangled in the factional fighting among Kurds.

"Our concern is that if Saddam Hussein is emboldened by what he would see as a success in the north he might strike out in areas which are of greater strategic importance to him as well as to us in the south," Mr. Perry said.

Foreign Affairs

THOMAS L. FRIEDMAN

A View From Teheran

TEHERAN, Iran
You couldn't possibly see or hear the U.S. cruise missiles smashing into Iraq from here in downtown Teheran, but you sure could feel the political fallout raining down on the region.

It was both strange and fascinating to be sitting with Iranians at the Guidance Ministry and watching the reports of the U.S. bombings on one of the few television sets around town that (legally) gets CNN. What was so striking was how confused the Iranians were in their initial reactions. From some there was pity for the Muslim Iraqi people, or as one secretary said to me: "Saddam is a mouse. Why do you bother with him?" From the Iranian state radio came the remarkable commentary scolding the U.S. for not acting sooner to halt Iraq's offensive against pro-Iranian Kurds. And from some Iranian friends came the private concern that Iran might be next in line for a dose of U.S. cruise missiles.

But the Iranians were hardly alone in their confusion. It is shared by the entire neighborhood. Indeed, these latest bombings of Iraq did much more to reveal the mess in the Middle East than to resolve it.

What they revealed first of all are the glaring impulses that have been hampering U.S. policy since the end of the gulf war in 1991. On the one hand the U.S. wants Saddam out of power. But on the other it doesn't want to risk any U.S. lives to get him out or press too hard on Iraq for his ouster, because it hurts the Iraqi people too much and might fracture the whole country. The result is a policy of "containing" Saddam that is designed to squeeze him, but not too hard, and meanwhile hope that some "nice" Iraqis kill him.

Knowing, though, that if Saddam was left in power, he might abuse the Kurdish minority that lives in northern Iraq and the Shiite minority that lives in southern Iraq, Washington set up "no-fly zones" in both areas to limit Saddam's military operations there. But this has created a de facto fragmentation of Iraq and power vacuums in both areas that locals have sought to fill. In the north, it was the rival Kurdish tribes that scrambled for control, and given the intensity of their rivalries, it was inevitable that one of them would try to enlist Saddam's help. He was eager to agree, since it gave him a toehold back in the area, and that

is what triggered the U.S. bombings.

What those bombings also revealed, though, was just how chaotic the situation with the Kurds had become in the U.S.-created power vacuum in northern Iraq. Actually, it's all very simple: The Kurdish Democratic Party (K.D.P.) of Massoud Barzani says it sought help from Saddam because its rival, the Patriotic Union of Kurdistan (P.U.K.), led

Confused reaction, confusing policy.

by Jalal Talabani, was getting support from Iran. The P.U.K. says it only got involved with Iran because the K.D.P. was beating it with support from Turkey. The K.D.P. also entered into an alliance with the anti-Turkey Workers Party of Kurdistan (P.K.K.) so it would have a stronger hand to fight the P.U.K. But that meant the P.K.K., which is pro-Syria, was fighting alongside the K.D.P., which is pro-Iraq, against the P.U.K., which is both pro-Iranian and pro-U.S. That's the brawl the U.S. is trying to sort out.

Finally, the bombings reveal the broader strategic morass in the Middle East today, which is by no means the fault of America. There aren't three countries in the Middle East today aligned with one another. The core countries — Egypt, Saudi Arabia, Israel, Jordan, Syria and the Palestinians — are not in sync, and the periphery countries — Turkey, Iran, Iraq and the gulf Arabs — are all pulling in different directions.

The bottom line: The half-finished gulf war and the half-finished Arab-Israeli peace process and the half-baked U.S. containment policies of both Iran and Iraq — containments that are rhetorically all-out war, but operationally something far less — have failed to produce a new order in the Middle East. Instead, they have contributed to a regional disorder, in which Washington doesn't have a united front to support its strategies or many partners to help manage its contradictions.

President Clinton chose the least intrusive form of intervention — cruise missiles — to try to stabilize this situation for at least a few more months. But make no mistake, this saga is only half over. □

Frank Rich is on vacation.

WEDNESDAY, SEPTEMBER 4, 1996

THE NEW YORK TIMES

THE NEW YORK TIMES

WEDNESDAY, SEPTEMBER 4, 1996

Iraq Fills A Power Vacuum

By Kenneth R. Timmerman

WASHINGTON
There was nothing unforeseen or unavoidable about the current crisis in northern Iraq. Saddam Hussein has long been contemplating a military move against the semi-autonomous Kurdish enclave set up after the gulf war. But over the past two years, the Clinton Administration has ignored the danger signs and allowed a dispute between rival Kurds to cloud the issue of long-term strategic American interests. Worse, Washington's hesitation has seriously damaged the credibility of American defense in the gulf.

The State Department began to get things right only about a week before Iraq's move into Iraqi Kurdistan on Saturday. Robert Pelletreau, the State Department's top Mideast hand, personally invited the leaders of the two rival Kurdish groups to American-sponsored talks to be held in London. Until Mr. Pelletreau's long-awaited involvement, the State Department had relegated Kurdish affairs to lower-level bureaucrats who had neither the stamina nor the prestige to broker a peace.

Fighting between the Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani, and the Kurdistan Democratic Party, led by Massoud Barzani, broke out in May 1994, when Mr. Talabani's guerrillas seized Erbil, the largest Kurdish city. The dispute was about money and power: A point of contention was how to divide customs duties on traffic with Iran and Turkey. In a frontier society like that of northern Iraq, such issues can lead easily to bloodshed if there is no sheriff to keep the peace. In this case, the sheriff, the United States, was out

to lunch.

Both Kurdish groups had repeatedly appealed to Washington to broker a power-sharing deal. Instead the Administration occasionally sent midlevel diplomats who temporarily patched things up while making it clear that the United States did not intend to get involved. Indeed, after brokering an agreement on cease-fire rules and zones of influence last

U.S. ignored the dangers of Kurdish rivalry.

September, we walked away. New fighting broke out in October and has continued sporadically ever since.

Into this power vacuum stepped Iran, Iraq and Turkey, which have played and betrayed the Kurds for well over a century. In July, Iranian troops stormed into northern Iraq to pound rebel Kurd bases in areas controlled by Mr. Talabani, whom Iran supports. Iran was clearly testing the waters to see how the United States would react. After the Administration only murmured words of condemnation, Iran understood it could operate free of reprisals, and has been funneling arms and logistical support to the Talabani clan.

The more immediate problem, of course, is Iraq. Although much weaker militarily than before the gulf war, it has spent the past five years rebuilding its army. Saddam Hussein will not be deterred by this week's

limited American missile attacks; in fact, unless the United States responds more vigorously and inflicts real pain on Iraq's military, he might try to move south again, toward Kuwait and Saudi Arabia.

Would he really risk such an incursion? Mr. Hussein responds to the logic of brute force, and the United States does not have the troops on the ground to prevent another Iraqi invasion of Kuwait. Washington has received intelligence reports from a number of sources about an Iraqi plan to re-invade Kuwait during the American election season. U.N. officials have reported an extensive buildup of forces in Iraq's south and the construction of a network of roads leading toward Kuwait.

An Iraqi move against Kuwait would put President Clinton in a quandary. Here is a leader who has not been able to win allied agreement on anything suddenly thrust into a position where he must count on allied military support to prevent Iraq from gaining control of critical Western oil supplies.

But American inaction will only embolden Saddam Hussein. Firmer military action — hitting Iraqi tanks in the north and striking Baghdad itself — is needed now to prevent another Iraqi move into Kuwait and toward Saudi Arabia. And firm action against Iranian troops in northern Iraq is also needed if we want to show that we won't tolerate any attacks, military or terrorist, against American interests throughout the Mideast.

Kenneth R. Timmerman, director of the Middle East Data Project, a consulting firm, is author of "The Death Lobby: How the West Armed Iraq."

The New York Times

A Measured Response to Iraq

Saddam Hussein's talent for mismanaging Iraq is matched by an uncanny ability to misread the United States. Just as he once mistakenly figured Washington would condone his invasion of Kuwait, Mr. Hussein apparently assumed America was too engrossed in Presidential politics this year to answer a new demonstration of Iraqi belligerence. President Clinton has swiftly proved otherwise.

The American cruise-missile attacks on military targets in southern Iraq yesterday were a reasonable, proportionate response to Mr. Hussein's latest act of aggression, this one directed against thousands of his own countrymen. While we would have preferred giving the United Nations more time to hold back Mr. Hussein's oil income, we also recognize that such measures seldom work with the Iraqi leader. But Mr. Clinton chose to make his point more forcefully. Two attacks in one day are a lot, and he must be careful not to be drawn into a wider fight in response to Iraq's recent military operations against one faction of Kurds in the north.

It would have been preferable for Mr. Clinton to act in concert with the nations that opposed the invasion of Kuwait, including many Arab governments. In this case, Britain, Japan and Germany supported his decision. France, eager to develop its commerce with Iraq, objected. So did Turkey, whose new Islamic Government is recklessly intent on restoring good relations with Baghdad and suppressing its own Kurdish minority. Other countries that were silent or publicly opposed, including Egypt and Saudi Arabia, were no doubt privately delighted to see America confront Iraq again.

The choice of targets, anti-aircraft installations in southern Iraq, and the method of attack, 44 unmanned cruise missiles launched from B-52 bombers and American naval vessels, were well selected. They minimized the danger to American forces and to Iraqi civilians, while making it safer for American planes to enforce a newly expanded no-flight zone in southern Iraq intended to humiliate

Mr. Hussein. Thanks to Saudi and Turkish skittishness, the B-52's flew thousands of miles from Guam so American warplanes based in Saudi Arabia and Turkey would not be involved.

Striking southern Iraq will not directly impede Iraqi forces in the north, but bombing them would have risked numerous civilian casualties. It would also have made Washington a combatant in an internecine Kurdish conflict the United States has been trying to settle through negotiations.

Mr. Clinton acted properly under a 1991 U.N. Security Council resolution that bars Iraq from abusing its Kurdish citizens. The resolution, and an American-enforced ban on Iraqi military flights in northern Iraq, resulted from Iraq's brutal suppression of a Kurdish rebellion after the Gulf War, which sent a million refugees into Iran and Turkey.

The latest assault by Iraqi infantry and tanks against supporters of one of two main Kurdish political groups is a clear violation of the Security Council resolution. That Iraqi forces were invited by the opposing Kurdish group does not make the attacks against civilians, and reported arrests and executions, any less offensive.

Having committed itself to providing a safe haven for the Kurds, which Washington was obliged to do after urging them to oppose Saddam Hussein, the United States cannot now walk away. But the larger interest for Washington and the world is to make clear to Saddam Hussein that he cannot act with impunity against his citizens or his neighbors.

Incumbent Presidents usually receive a surge of support when they send military forces into action, a law of politics that probably influenced the speed of Mr. Clinton's response and accounts for Bob Dole's agitated efforts to criticize Mr. Clinton's handling of Iraq. But unexpected reversals and the loss of American lives can just as quickly erase any gains. So far, Mr. Clinton has handled the quicksilver of Saddam Hussein with an acceptable blend of American power and restraint.

WEDNESDAY, SEPTEMBER 4, 1996

Le Monde

MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16051

Les Etats-Unis ont bombardé des cibles militaires dans le sud de l'Irak

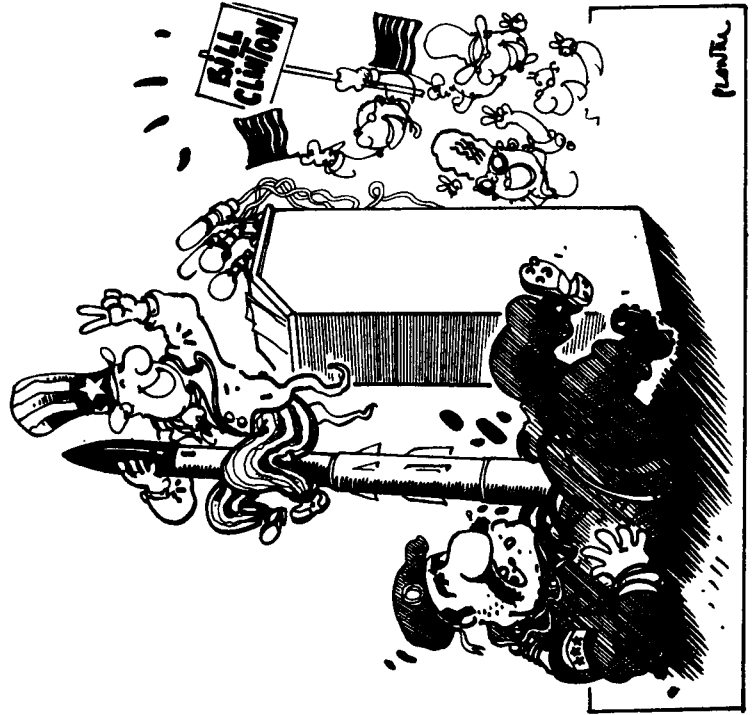
La France est réservée sur le bien-fondé de l'intervention de Washington

APRÈS AVOIR AVERTI que l'intervention militaire irakienne dans le Kurdistan du nord, aux côtés du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, ne demeurerait pas in punie, les Etats-Unis ont passés à l'acte, mardi matin 3 septembre. « *Répondant aux ordres du président, le département de la défense a lancé des missiles de croisière visant des cibles précises anti-aériennes en Irak* », s'est borné à annoncer le Pentagone dans un communiqué. Le texte précisait que le président Bill Clinton ferait une déclaration officielle sur cette opération vers 8 heures heure locale (12 heures GMT). Peu après le président, le secrétaire à la défense et le chef d'état-major interarmes devaient tenir une conférence de presse.

Le Pentagone a indiqué que vingt-sept missiles de croisière ont été tirés vers 8 heures, heure de Bagdad, par des bombardiers B-52 et des navires de guerre évoluant dans le Golfe, contre des centres de défense anti-aérienne dans le sud du pays. Mais à Bagdad, où les sirènes d'alarme ont retenti sans que soient entendues des explosions et où la télévision a fait

état d'une « *lâche agression américaine* », Salah al-Moukhtar, rédacteur en chef du quotidien gouvernemental *El Joumhouriya*, a affirmé à l'AFP que les tirs avaient touché des objectifs civils.

Les journalistes étrangers qui se trouvent à Bagdad s'étant vu interdire toute communication téléphonique, il n'était pas possible, mardi en fin de matinée, de connaître la cible des tirs. Le président irakien, Saddam Hussein, devait faire une déclaration publique. La Grande-Bretagne et l'OTAN ont apporté leur soutien « *total* » à l'action américaine, alors que d'autres alliés des Etats-Unis - la France notamment - faisaient preuve d'une plus grande circonspection. A Tripoli, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution libyenne, le colonel Kadhafi a notamment dénoncé, rapporte notre envoyé spécial, une « *nouvelle tentative pour détruire la nation irakienne* ».



La fermeté de M. Clinton est sous-tendue par des calculs électoraux

WASHINGTON

de notre correspondant
Les Etats-Unis ont décidé d'infliger à Saddam Hussein une punition qui se veut proportionnée à la gravité de la provocation militaire de Bagdad. Une attaque contre « des cibles de défense anti-aériennes sélectionnées en Irak » a été déclenchée, mardi 3 septembre, à partir de 6 heures GMT (7 heures à Paris), par le lancement de 25 à 30 missiles de croisière, sur des objectifs situés notamment aux environs de la capitale irakienne, mais aussi, apparemment, dans le sud de l'Irak. Pour l'essentiel, il s'agit d'installations de missiles sol-air, de radars et de centres de commandement et de communications de l'armée irakienne.

Ces opérations de représailles ont été menées par des navires américains qui patrouillaient dans le nord du Golfe, ainsi que par des bombardiers stratégiques B-52. Ces derniers sont armés d'une version air-sol des missiles Tomahawk, dont sont équipés les navires américains. Le président Bill Clinton avait donné son accord, lundi, pour que des « frappes aériennes » de portée limitée soient lancées contre des objectifs irakiens, cette action

militaire devant être complétée par des sanctions politiques - notamment une extension de la zone d'exclusion aérienne - et économiques. Le résultat de ces tirs était encore incertain mardi en fin de matinée. Le Pentagone a seulement assuré que les objectifs ont été atteints alors que des sirènes se faisaient entendre à Bagdad.

Quelques heures auparavant, le département d'Etat avait implicitement confirmé l'imminence d'une action militaire, en demandant à tous les citoyens américains présents

en Irak de quitter ce pays, conseil donné aussi par le gouvernement britannique. La veille, le Pentagone avait confirmé que des bombardiers B-52, équipés de missiles de croisière, avaient décollé de la base aéronavale de l'Ile de Guam dans le Pacifique, en direction du Proche-Orient.

Selon de nombreuses sources officielles, citées par les télévisions américaines, la question n'était pas de savoir si Washington allait, ou non, engager des représailles contre l'Irak, mais seulement

quand. Cette décision paraissait en effet de plus en plus probable depuis vingt-quatre heures, dans la mesure où le président américain ne pouvait laisser la provocation de Saddam Hussein sans réponse, et aussi parce que celle-ci sert ses intérêts électoraux, du moins si cette action militaire se déroule sans faire de victimes américaines. Une telle éventualité ne pouvait être écartée en cas d'engagement de troupes au sol.

RISQUES LIMITÉS

A contrario, l'utilisation de missiles de croisière - surtout lorsque ceux-ci proviennent de navires - permet de frapper à bonne distance de l'objectif, limitant ainsi au maximum les risques pour les personnels. Cette nouvelle « crise irakienne », intervenant en pleine campagne électorale, donne l'occasion au chef de la Maison Blanche de faire preuve de détermination, tout en mettant l'accent sur son rôle de chef des armées. Face à Bob Dole, héros de la seconde guerre mondiale, qui joue la carte de la faiblesse de caractère supposée de Bill Clinton, la punition infligée à M. Hussein ne peut manquer d'être populaire.

La fermeté affichée par M. Clinton, dont l'avance dans les sondages ne cesse de croître - 55 % contre 34 % pour Bob Dole -, rend ainsi moins pertinentes les critiques de son adversaire. La Maison Blanche souhaitait que l'offensive irakienne au nord du 36^e parallèle ne demeure pas impunie. Elle avait insisté, lundi, sur l'absence d'un retrait significatif des troupes de Bagdad sur leurs positions initiales, et annoncé qu'une nouvelle attaque irakienne semblait en cours.

Le caractère limité de la riposte américaine - s'il se confirme -, s'explique par plusieurs raisons : des bombardements sur Erbil, ville prise d'assaut par les blindés irakiens, auraient pu provoquer des pertes civiles. Les pays alliés des Etats-Unis dans la région sont, d'autre part, moins disposés à appuyer une action offensive américaine qu'au moment de la guerre du Golfe. De nombreux pays arabes, pourtant hostiles aux visées expansionnistes du président irakien, estiment que ce dernier doit conserver la possibilité d'affirmer sa souveraineté dans son propre pays.

Laurent Zecchini

Bob Dole : « Mettre fin au pouvoir de Saddam »

L'attaque américaine « marque le début de l'action décisive des Etats-Unis pour mettre fin au pouvoir de Saddam Hussein », a estimé, mardi 3 septembre, le candidat républicain à l'élection présidentielle, Bob Dole. « Je veux que le peuple américain sache que je suis résolument derrière les hommes et les femmes en uniforme », a-t-il déclaré dans un communiqué. « J'ai confiance, a-t-il ajouté, dans le fait que ce développement marque le début de l'action décisive des Etats-Unis pour mettre fin au pouvoir de Saddam Hussein et la fin de son arrogance envers la communauté internationale et de ses atrocités contre la minorité kurde en Irak ». L'ancien sénateur du Kansas exige « le retrait des troupes de Saddam Hussein du nord de l'Irak, la libération des prisonniers kurdes, la fin de l'interférence à la fois de l'Irak et de l'Iran dans le problème kurde, la reprise des efforts de l'ONU en matière d'inspection sur l'armement, et la fin du soutien de Saddam Hussein au terrorisme international. » - (AFP)

Les Etats-Unis ont répliqué à l'offensive irakienne au Kurdistan

Une trentaine de missiles Tomahawk ont été tirés, mardi 3 septembre, contre des objectifs militaires dans le sud du pays. Washington, qui a reçu le soutien de la Grande-Bretagne et de l'OTAN, n'exclut pas d'autres frappes

PROCHE-ORIENT Les Etats-Unis ont lancé, mardi 3 septembre, dans la matinée, selon des témoins, une trentaine de missiles Tomahawk qui visent des objectifs militaires, près de

Bagdad et dans le sud de l'Irak. Cette attaque a duré moins d'une heure et Washington n'exclut pas d'autres frappes aériennes. **L'ATTAQUE AMÉRICAINE** est une réplique aux

opérations que les troupes irakiennes ont engagées, samedi 31 juillet, dans le nord de l'Irak, en prenant prétexte d'une aide accordée aux combattants de l'une des principales factions

kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), en lutte contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) qui assure que Bagdad continue son offensive. **LE PRÉSIDENT CLINTON** a consulté ses alliés avant de déclencher cette action. Seuls, la Grande-Bretagne et l'OTAN ont exprimé un « total soutien ».

Le Monde - 4 septembre 1996

VINGT-CINQ À TRENTE missiles tirés par les forces armées américaines sont tombés, mardi 3 septembre, dans la matinée, près de Bagdad et dans le sud de l'Irak, selon des témoins cités par la télévision irakienne. « Des citoyens ont appelé en affirmant avoir entendu exploser 20 à 30 missiles dans des régions proches de Bagdad et dans le sud du pays », a annoncé la télévision.

« Nous n'avons encore aucune information sur des dégâts ou des victimes. Un communiqué officiel doit être publié ultérieurement », a ajouté la Télévision des jeunes, dirigée par Oudaï Saddam Hussein; le fils aîné du président irakien. Cette chaîne a fait état d'une « lâche agression américaine » sans préciser les objectifs visés. Elle avait auparavant appelé la population à lui téléphoner pour l'informer des objectifs visés par les attaques américaines. Un message s'est inscrit sur l'écran demandant « au peuple irakien d'appeler pour l'informer de la lâche agression américaine », et donnait un numéro de téléphone spécial.

Les sirènes d'alarme ont retenti dans la capitale irakienne alors que la frappe aérienne américaine était en cours, autour de 8 heures (heure locale). Dans un premier temps, les radios et les télévisions locales ont continué leurs émissions normalement. « Nous avons entendu les sirènes prévenant contre les attaques aériennes. Elles ont retenti pendant cinq minutes », a indiqué le réceptionniste de l'hôtel Rachid, où sont logés les journalistes, affirmant qu'il s'agissait d'un test.

Du centre de la capitale où se trouve le centre de presse des journalistes étrangers, aucune explosion, ni tirs de DCA n'ont été entendus. Les magasins étaient ouverts et l'activité semblait normale. Toutefois, après l'attaque américaine, les autorités irakiennes ont interdit aux journalistes étrangers d'appeler hors du pays par téléphone.

SURVEILLANCE ÉTENDUE

L'agence officielle irakienne INA (Iraqi News Agency) a annoncé que le président Saddam Hussein devait prononcer « un discours à la nation sur l'agression américaine ». Elle n'a pas précisé l'heure de ce discours, qui sera diffusé par toutes les chaînes de télévision locales.

La veille, un responsable irakien indiquait, sous couvert

d'anonymat que Bagdad était déterminé à retirer ses troupes du Kurdistan du nord, précisément pour ne pas donner prétexte à une intervention américaine.

Selon le Pentagone, l'attaque a duré moins d'une heure mais les Etats-Unis n'excluent pas de nouvelles frappes. Le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, a souhaité de nouvelles frappes. Dans la nuit, Washington avait demandé à ses ressortissants de quitter immédiatement l'Irak. Londres l'avait fait quelques heures plus tôt.

Le Pentagone a assuré que les troupes irakiennes, contrairement aux affirmations de Bagdad, étaient toujours dans la ville kurde d'Erbil, chef-lieu de la partie du Kurdistan, située au nord du 36^e parallèle et dont la protection est assurée, depuis avril 1991, par un « parapluie » américano-franco-britannique. Selon, un haut responsable militaire américain, l'armée irakienne était, mardi, dans la matinée, en train de bombarder deux autres villes du nord de l'Irak, Chamchamal et Souleimaniyé, et se préparait à en donner l'assaut. Ces deux villes sont des fiefs de l'UPK, l'un des deux principaux groupes kurdes en conflit dans cette région du nord de l'Irak.

Après l'annonce de l'intervention américaine, le dollar a grimpé à Tokyo. De leur côté les cours du pétrole se sont tendus, l'opération « pétrole contre nourriture », dont devait bénéficier l'Irak ayant été reportée par l'ONU après l'intervention de Bagdad au Kurdistan.

Les autorités de Bagdad « ont été averties, tôt mardi, d'une extension de la zone de non-survol au dessus du sud de l'Irak », a annoncé le Bureau du premier ministre britannique, John Major, dans un communiqué. « Cette extension a pour but de renforcer notre aptitude à garder (les forces irakiennes) sous proche surveillance et de dire clairement à Saddam Hussein que les persécutions contre la population civile irakienne sont intolérables », a précisé un porte-parole.

Dans des déclarations à la BBC-Radio, le ministre britannique de la défense, Michael Portillo, a déclaré de son côté que « la zone de non survol dans le sud de l'Irak (au sud du 32^e parallèle) sera étendue pour que les forces alliées opérant là-bas puissent avoir des possibilités plus grandes de surveiller une plus large partie

Un raid mené de front par des B-52 et des croiseurs

d'espace aérien irakien et mieux contrôler Saddam Hussein ». Selon lui, les cibles attaquées « auraient potentiellement posé un problème aux forces aériennes alliées opérant dans la zone de non-survol au dessus de l'Irak. »

Mais l'extension de la ou des zones d'exclusion aériennes au nord du 36° parallèle comme au sud du 32° n'empêchent pas théoriquement les troupes au sol de se mouvoir comme elles l'entendent. C'est ce qui a permis à l'Irak d'intervenir, samedi 31 août, dans le nord du Kurdistan sans violer les contraintes qui lui sont imposées.

A Ankara, l'agence semi-officielle Anatolie, a rapporté que les Etats-Unis n'ont pas demandé à utiliser la base aérienne turque d'Incirlik pour mener leur attaque contre l'Irak. « Le président Bill Clinton a eu, lundi soir, une conversation téléphonique avec le ministre des affaires étrangères, Tansu Ciller, à propos de l'action prévue contre l'Irak », a précisé l'agence. « Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de demande américaine d'utiliser la base d'Incirlik dans ses attaques contre l'Irak », a-t-elle ajouté. La base d'Incirlik avait été utilisée par la Force multinationale contre l'Irak pendant la guerre du Golfe en 1991.

M. Na.

LE 26 JUIN 1993, deux navires de guerre américains avaient tiré vingt-trois missiles de croisière mer-sol Tomahawk contre le quartier général des services secrets irakiens à Bagdad, en représailles à une tentative d'assassinat au Koweït de l'ancien président George Bush dont les Etats-Unis soupçonnaient Saddam Hussein d'être l'auteur. Le raid avait fait des morts dans la population civile autour des PC enterrés.

Cette fois-ci, Bill Clinton a légèrement fait modifier son dispositif pour une mission « stand off » exécutée à distance pour la sauvegarde des équipages, en faisant appel - outre à des Tomahawk lancés par les deux croiseurs lance-missiles *Laboon* et *Shiloh* - au tandem formé par le vieux bombardier B 52 et le missile de croisière air-sol ACLM. Ce « couple », qui est opérationnel depuis le milieu des années 80 avec une centaine d'avions, s'en est pris, semble-t-il, à des installations irakiennes de défense anti-aérienne (radars, communications et batteries). Selon les chaînes de télévision américaines, deux B 52 ont participé à la mission et, au total, les Américains auraient lancé entre vingt-cinq et trente missiles, ce qui en fait un raid comparable à celui mené en 1993.

D'une masse de 220 tonnes au décollage propulsée par huit réacteurs, le B 52 Stratofortress, qui vole à vitesse subsonique et parcourt sans ravitaillement en vol

des étapes de 15 000 kilomètres à plus de 10 000 mètres d'altitude, est réputé, depuis la guerre du Vietnam, pour ses bombardements en tapis, très dévastateurs mais relativement imprécis. Il a donc une quarantaine d'années d'existence derrière lui. Il a pour principal avantage de venir de loin pour exécuter sa mission et de rester longtemps en l'air, avec deux équipages embarqués par avion et avec des ravitaillements en vol. Outre des charges militaires classiques, qui peuvent totaliser un poids d'une vingtaine de tonnes, le B 52 emporte jusqu'à vingt missiles ACLM, huit sous les ailes et douze en barillet.

A 15 MÈTRES D'ALTITUDE

D'une masse d'une tonne, l'ACLM, qui est propulsé par un réacteur et qui déploie des ailes une fois largué, a une portée de 2 200 kilomètres lorsqu'il est lancé par un avion. Ce missile de 5 mètres de long pour 60 centimètres de diamètre est autonome en vol, c'est-à-dire qu'il se repère en se « recalant » - c'est le système Tercom à base de radar altimètre et de plate-forme inertielle - par rapport au relief survolé et à la cartographie du terrain mise en mémoire. Sa trajectoire, suivie par satellite, peut être modifiée par télécommande à tout moment.

Au début de sa mission à moins de 200 mètres d'altitude, l'ACLM se repère tous les 300 kilomètres et il multipliera son « recalage »,

tous les 50 kilomètres par exemple, en arrivant près du but. En approche finale vers sa cible sur laquelle il se dirige de lui-même, il naviguera à 50 mètres, voire à 15 mètres d'altitude, pour échapper aux radars, sur les derniers 100 kilomètres à la vitesse de 600 kilomètres à l'heure.

Sa précision à l'impact est grande, même si elle a été probablement surestimée par les constructeurs et les états-majors. Elle reste de plusieurs dizaines de mètres, de l'ordre de 80 mètres d'écart. La charge militaire du missile ACLM varie entre 100 et 400 kilogrammes d'explosifs classiques. Mais les Etats-Unis disposent aussi de missiles aéroportés à tête nucléaire, qui représentent chacun une énergie de 200 kilotonnes, soit dix à quinze fois la puissance de la bombe américaine sur Hiroshima en 1945.

Ce système d'armes peut être monté sur des navires de surface, des sous-marins, à bord d'avions et à partir de batteries au sol. La première utilisation en vraie grandeur de missiles de croisière de ce modèle, par les Etats-Unis, a eu lieu pendant la guerre du Golfe, déjà contre des objectifs irakiens, en janvier et février 1991. Au cours des deux mois de raids aériens américains, pas moins de 300 missiles Tomahawk et ACLM ont été tirés depuis des bâtiments à la mer et par des bombardiers B 52.

Jacques Isnard

Le Monde - 4 septembre 1996

ÉDITORIAL

Riposte électorale

POINT d'orgue de la nouvelle épreuve de force opposant Washington à Bagdad, l'attaque aérienne américaine lancée mardi contre des cibles militaires irakiennes était inévitable. En envoyant ses troupes dans la zone de protection kurde à l'assaut d'un mouvement rebelle, l'PUK de Jalal Talabani, avec la bénédiction de son rival, le PDK de Massoud Barzani, Saddam Hussein a infligé à Bill Clinton un camouflet. A deux mois de l'élection présidentielle, il était prévisible que le président américain ne le laisserait pas impuni.

Mais cette fois, à la différence de l'invasion irakienne du Koweït qui provoqua la guerre du Golfe il y a plus de cinq ans, l'initiative du maître de Bagdad ne bafoue aucune souveraineté nationale ni ne viole la lettre d'aucune résolution onusienne. Car la zone de protection créée à l'issue du conflit et l'opération d'aide aux populations civiles kurdes baptisée « Provide Comfort » ne résultaient d'aucun consensus international, mais seulement d'une « ingérence humanitaire » américano-franco-britannique, fondée sur une volonté politique de protéger les civils, avec

l'aide de la Turquie. Il n'empêche : en lançant ses soldats au-delà du 36° parallèle, ne serait-ce que pour un bref aller-retour, Saddam Hussein savait qu'il encourait un « risque calculé », avec une riposte américaine à la clé.

Il a jugé bon de le prendre à la fois pour assurer plus solidement son contrôle sur une région du Kurdistan qui abrite un important oléoduc évacuant son pétrole vers la Turquie et pour « tester » la rapidité de réaction d'une administration américaine soudain plongée dans l'embarras par l'alliance de circonstance entre Bagdad et le PDK. Mais aussi parce que l'anarchie, la corruption et les rivalités internes qui minent le Kurdistan ont largement découragé une population qui, pour une fois, ne semble pas avoir si mal accueilli l'inter-

vention de Bagdad. Bill Clinton a riposté sans tarder. A la fois pour laver l'affront irakien, et sans doute aussi pour éviter que l'Iran - autre ennemi de Washington - ne profite de l'occasion pour venir au secours de son allié kurde, Jalal Talabani. Car c'est un des nombreux paradoxes de cette situation confuse de voir Washington et Téhéran aider ensemble, fût-ce de manière indirecte et éphémère, la même faction kurde. Le nouvel épisode de feuilleton kurde confirme surtout à quel point ce dossier a été mal géré par les Etats-Unis.

En outre, la diabolisation américaine de Saddam Hussein n'a pas fait jusqu'ici la preuve de son efficacité. Elle n'a guère affaibli une dictature irakienne toujours prompte à faire vibrer à son profit la corde nationaliste. Elle n'a surtout pas permis d'alléger les souffrances des civils provoquées par l'embargo onusien.

Aujourd'hui, deux choses semblent sûres : la zone de protection des Kurdes, fortement mise à mal, devra être réaménagée ; et Saddam Hussein prendra prétexte de l'attaque américaine pour rallier à lui la majorité des Irakiens et consolider ainsi son régime.

Le colonel Kadhafi vole au secours de l'homme fort de Bagdad

TRIPOLI

de notre envoyé spécial

Cible également privilégiée de la diplomatie américaine, le colonel Mouammar Kadhafi a profité de la clôture des cérémonies qui marquaient le vingt-septième anniversaire de la révolution libyenne qui l'a porté au pouvoir pour venir à la rescousse de Saddam Hussein, ou plus précisément pour critiquer vertement la réaction américaine aux derniers mouvements de troupes irakiennes en zone kurde. « Ils [les pays occidentaux] laissent les Turcs massacrer les Kurdes en Turquie et ils prétendraient en même temps protéger ceux de l'Irak ? », s'est-il étonné, lundi 2 septembre, devant un comité populaire. « C'est de leur part une nouvelle tentative pour détruire la nation irakienne, cela n'a rien à voir avec la défense des Kurdes », a assuré M. Kadhafi, qui a appelé de ses vœux l'avènement d'un véritable Etat kurde.

Cette nouvelle critique des Etats-Unis ne pouvait surprendre compte tenu de la tonalité des fêtes de la révolution placées, cette année encore et pour la cinquième reprise, sous le signe de l'embargo aérien décrété en 1992 par le Conseil de sécurité des Nations unies après les attentats commis, le 21 décembre 1988, contre un Boeing de la Panam au dessus de l'Ecosse (270 morts) et, le 20 septembre 1989, contre un DC 10 d'UTA au-dessus du Niger (171 morts), attentats dont la responsabilité fut alors imputée à la Libye. Y penser et en parler toujours - les occasions n'ont pas manqué.

MORCEAU DE BRAVOURE

A Tripoli, près de la place Verte, les badauds, attirés par l'interminable défilé militaire du 1^{er} septembre destiné, selon M. Kadhafi, à « terroriser nos ennemis », ont ainsi pu assister aux multiples passages des reliquats de la flotte aé-

rienne libyenne. Mirage, Mig, Sukoi, appareils à hélices, à réaction, tout avion en état de voler a été réquisitionné pour la circonstance. Les jours précédents, un inhabituel ballet aérien avait tenté de convaincre les observateurs que, en dépit des « diktats » onusiens qui interdisent l'importation de pièces de rechange et les liaisons internationales, l'armée libyenne était loin d'être clouée au sol.

Dimanche aussi, le morceau de bravoure de la cérémonie rythmée - manifestement inspirée de la Chine ou de la Corée du Nord d'antan - célébrée par la jeunesse sur la pelouse synthétique du stade de Tripoli avait été l'évocation des deux dernières violations de l'interdiction de sortie du territoire des avions libyens : l'escapade des pèlerins pour La Mecque dont l'avion s'était glissé dans une flottille d'appareils égyptiens loués pour la circonstance, et celle du colonel Kadhafi lui-même au Caire,

en juin, lors du sommet arabe convoqué par le président Hosni Moubarak.

Impassible à la tribune officielle, vêtu d'un costume immaculé et d'une chemise noire, le « Guide de la révolution » n'avait pas eu à en dire plus car ses invités s'en étaient chargés à sa place. Avec constance, les présidents du Ghana, du Mali, du Niger, du Tchad et de la Guinée avaient plaidé la cause de leur hôte et l'iniquité des sanctions internationales. Au côté de Charles Taylor, présent en tant que « membre du Conseil d'Etat transitoire » du Libéria, Louis Farrakhan, chef de l'organisation musulmane noire Nation of Islam, récipiendaire du prix Kadhafi des droits de l'homme cuvée 1996, n'avait pas hésité à user des mots les plus durs pour appeler les pays musulmans à violer délibérément les embargos onusiens.

Gilles Paris

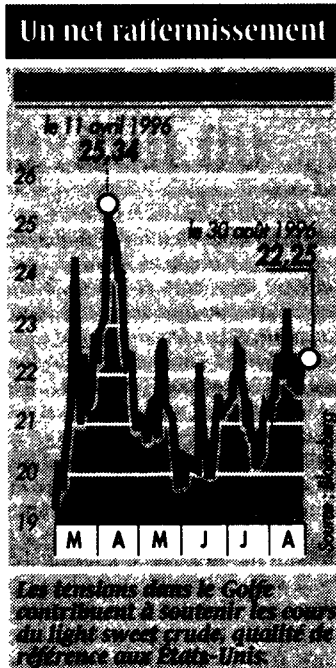
Le Monde - 4 septembre 1996

Une aubaine pour les marchés pétroliers

EN OCTOBRE 1994, les mouvements de troupes irakiennes vers le Koweït n'avaient pas alarmé outre mesure les marchés. Un an plus tard, en août 1995, les menaces proférées par Saddam Hussein d'engager une nouvelle épreuve de force avec l'ONU pour obtenir la levée de l'embargo pétrolier n'avaient pas non plus perturbé les cours du baril. Aujourd'hui, à la suite de l'offensive irakienne au Kurdistan, le report de l'accord « pétrole contre nourriture », décidé le 1^{er} septembre par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a contribué à soutenir les prix du pétrole qui, d'ailleurs, se redressaient depuis le début de l'année.

L'annonce de raids américains sur la capitale irakienne, mardi 3 septembre tôt dans la matinée (heure de Paris), a même provoqué une flambée des cours sur les marchés asiatiques, les seuls à être ouverts à cette heure de la journée. Le « light sweet crude », qualité de référence aux Etats-Unis, s'appréciait de 5,6 % à 23,49 dollars le baril, par rapport à son niveau du 30 août, les marchés américains étant fermés, lundi, en raison du Labour Day. La veille, à Londres, le Brent, brut de la mer du Nord, franchissait en séance le cap des 22 dollars, avant de clôturer à 21,90 dollars.

Depuis le début de l'année, les prix pétroliers ont retrouvé des niveaux méconnus depuis août 1991, culminant même le 11 avril à 25,34 dollars pour le « light sweet crude » et 24,3 dollars pour le Brent. Plusieurs raisons expliquent ce raffermisse-



ment : des ouragans dans le Golfe du Mexique perturbant le fonctionnement des plate-formes, un hiver rigoureux en Europe et aux Etats-Unis, une demande plus soutenue que prévu en Asie, et des niveaux de stocks très faibles chez les raffineurs américains. Mais la perspective d'une levée partielle de l'embargo sur les exportations irakiennes avait un effet dépressif sur les prix. En effet, la résolution 986 de l'ONU, plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture », autorise l'Irak à mettre sur le marché 700 000 barils/

jour, soit 1 % de la production mondiale.

Depuis le 20 mai, date de l'annonce d'un accord entre ce pays et les Nations unies, sur des ventes limitées, cette hypothèse pèse sur les marchés qui spéculaient alors sur la date d'entrée en vigueur des échanges. La plupart des opérateurs estimaient que les premières transactions interviendraient en septembre, faisant alors chuter les cours. Désormais, cette perspective s'éloigne suite à la décision de M. Boutros-Ghali de retarder son application.

Ce gel a été salué par les analystes pour qui le danger d'un retour irakien serait écarté jusqu'en 1997. Dans ce contexte, et contrairement à toutes les hypothèses, les cours devraient rester fermes. Cette décision devrait être appréciée par les membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Depuis le début de l'année, leurs revenus se sont fortement appréciés et 1996 pourrait être l'un de leurs meilleurs crus. De plus, ce report leur permet une fois de plus d'éviter de gérer le retour de l'un d'entre eux, et non des moindres, un hiver rigoureux en Europe et aux Etats-Unis. Avant la guerre du Golfe, l'Irak était, avec 3 millions de barils/jour, le deuxième fournisseur de pétrole du cartel, à égalité avec l'Iran, derrière l'Arabie saoudite. Du jour au lendemain, le royaume wahabite a récupéré cette part et n'entend pas se restreindre dans le futur. Pour l'OPEP, la décision de l'ONU est donc une aubaine.

Dominique Gallois



Le Monde - 4 septembre 1996

Plusieurs alliés de Washington lui reprochent d'agir en solitaire

Paris en appelle au respect de la légalité internationale

LA GRANDE-BRETAGNE et **POTAN** se sont empressées, mardi 3 septembre, de « soutenir totalement » les tirs de missiles de croisière américains sur des cibles militaires irakiennes, mais les autres alliés occidentaux des Etats-Unis ne sont pas sur la même longueur d'onde que Washington, même si les divergences ne risquent pas d'atteindre le point de rupture.

Avant de riposter à l'intervention irakienne dans le nord du Kurdistan, le président Bill Clinton, avait consulté, lundi, son homologue français, Jacques Chirac, et le premier ministre britannique, John Major. Il avait aussi envoyé un message au premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto. L'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara est demeuré en contact avec le ministre turc des affaires étrangères, Tansu Ciller.

Aucune des capitales concernées n'a fait connaître son point de vue après ces entretiens. Dès lundi, la France faisait toutefois remarquer que « sur le plan juridique, les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies n'interdisent pas la présence militaire des forces irakiennes dans les provinces du nord de l'Irak ». Cela signifie, en clair, que la zone d'exclusion imposée au nord du 36° parallèle ne concerne que l'aviation irakienne. En réalité, Paris considère que s'il faut faire preuve de la plus grande fermeté à l'égard de Saddam Hussein - les forces françaises, américaines et britanniques avaient été mises en état d'alerte dès samedi -, la situation est beaucoup plus complexe que lors de l'invasion du Koweït.

Bagdad ne s'est pas attaqué, cette fois-ci, à un autre pays. En outre, son intervention s'est faite,

quoiqu'on en pense, à la demande de l'une des parties en conflit, en l'occurrence le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani - si perverse soit cette demande. Frapper l'Irak, c'est aider objectivement l'autre formation kurde, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, alors que celle-ci est accusée d'être l'alliée de l'Iran que Washington veut mettre en quarantaine. Enfin, la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies, dont l'interprétation a permis aux Occidentaux de créer une zone d'exclusion au nord du 36° parallèle puis au sud du 32° - le texte proprement dit ne prévoit pas explicitement la création d'un tel périmètre -, n'autorise pas une intervention militaire.

Il faut, enfin, aux yeux de la France, cohérente en cela avec la position qu'elle a toujours défendue à propos de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe, qu'une éventuelle action contre l'Irak s'inscrive dans le cadre de la légalité internationale, et qu'il n'y ait pas d'action solitaire, « pas davantage à un qu'à trois », selon l'expression d'un expert. Cela ne signifie pas nécessairement que la France aurait souhaité une nouvelle résolution des Nations unies, mais tout au moins une sorte de feu vert de l'ONU.

LES RÉSERVES D'ANKARA

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a écrit à M^{me} Ciller pour lui demander de faire pression sur l'Irak afin qu'il retire ses troupes du Kurdistan. La Turquie, indique notre correspondante à Istanbul, Nicole Pope, n'aurait en tout état de cause pas souhaité que des raids contre l'Irak soient menés à partir de la base

d'Incirlik, où est stationnée la Force occidentale qui assure la protection du nord du Kurdistan. Car Ankara n'a pas lieu d'être mécontente de l'intervention de Bagdad dans le nord du Kurdistan, où elle s'est toujours plainte du « vide » laissé par le retrait des forces et de l'administration irakiennes après avril 1991.

Une éventuelle suspension - envisagée par Washington - de l'application de la résolution 986 de l'ONU, plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture », serait en outre très mal reçue à Ankara, qui avait la ferme intention d'être le principal partenaire de Bagdad, dès lors que celui-ci aurait commencé à vendre des quantités limitées de son pétrole.

Pékin a plaidé pour le respect de l'intégrité territoriale de l'Irak et Moscou a exprimé une « inquiétude croissante » après les tirs américains. Les pays arabes ont été consultés. M. Clinton a eu des entretiens téléphoniques avec le roi Fahd d'Arabie saoudite et le président égyptien, Hosni Mubarak. Le chef d'état-major interarmes américain, John Shalikashvili, a rencontré le roi Hussein de Jordanie. Si l'on se souvient des réserves formulées dans le monde arabe - hormis le Koweït - lors de l'attaque menée, en juin 1993, avec des missiles Tomahawk, contre Bagdad, les dirigeants arabes consultés ont sans doute été rétifs. Leurs opinions publiques - et la situation de plus en plus dramatique de la population irakienne - ne sont pas favorables au langage de la force auquel recourent systématiquement les Etats-Unis.

Mouna Naïm

Le Monde - 4 septembre 1996

De révoltes en complots

Depuis la fin de la guerre du Golfe, l'histoire de l'Irak, sous la férule de Saddam Hussein, a été marquée par une suite incessante de révoltes populaires, de luttes de clans et de complots.

● 1991

- 28 février : le président Georges Bush annonce la « suspension » de l'opération « Tempête du désert » contre l'Irak.

- 4 mars : des informations font état d'une révolte des chiïtes, dans le sud du pays, noyée dans le sang. Le lendemain, dans le nord du pays, les Kurdes lancent une offensive contre des positions gouvernementales.

- 7 avril : les alliés occidentaux lancent l'opération « Provide comfort » d'aide à la population kurde et mettent en place une zone d'exclusion aérienne d'environ 10 000 kilomètres carrés au nord du 36° parallèle.

- 9 juillet : l'opposition chiïte affirme que Saddam Hussein a échappé à un attentat, à Kerbala.

- 15 : les alliés se retirent en Turquie, laissant la zone d'exclusion aux combattants kurdes.

- 3 octobre : l'agence iranienne IRNA affirme que 76 officiers

iraquiens ont été exécutés après la découverte d'une tentative de coup d'Etat contre Saddam Hussein.

- 13 novembre : Saddam Hussein nomme l'un de ses demi-frères, Watban Ibrahim El Hassan, au poste de ministre de l'intérieur en remplacement de son cousin Ali Hassan El Majid, devenu ministre de la défense après le limogeage, au début du mois, de son gendre Hussein Kamel Hassan.

1992 :

- 19 mai : les premières élections libres au Kurdistan irakien ne donnent de majorité nette à aucune des deux principales formations kurdes, l'UPK et le PDK...

- 29 juin : l'opposition en exil fait état de l'échec d'une tentative de putsch contre le régime.

- 21 septembre : l'UPK et le PDK décident de fusionner leurs forces combattantes.

● 1993 :

- 14 avril : l'opposition annonce que les autorités ont maté une nouvelle tentative de putsch.

- 6 septembre : des sources irakiennes à Amman indiquent qu'une tentative de coup d'Etat, menée, à la fin de juillet, par des proches de Saddam Hussein, a été mise en échec.

1994 :

- 10 novembre : le Parlement et le Conseil de commandement de la

révolution (CCR) reconnaissent l'indépendance du Koweït.

- 25 : après des mois de combats fratricides, l'UPK et le PDK concluent un accord sur la création d'une direction commune, mais, le lendemain, les hostilités reprennent.

1995 :

- 14 mars : Washington révèle qu'au début du mois, un complot conduit par le général Wafiq Samarai, a échoué.

- 8 août : le général Hussein Kamal Hassan, gendre de Saddam Hussein et ancien ministre de la défense, se réfugie en Jordanie avec son frère et leurs épouses.

● 1996 :

- 18 février : le roi Hussein de Jordanie autorise l'ouverture, à Amman, du siège régional d'un des mouvements d'opposition au régime de Bagdad, l'Entente nationale irakienne.

- 23 : le général Hassan est assassiné dès son retour en Irak.

31 août : Erbil, principale ville du Kurdistan irakien placée sous contrôle international, tenue par l'UPK, tombe aux mains de l'armée irakienne et des combattants du PDK.

- 3 septembre : les Etats-Unis déclenchent des frappes aériennes contre des objectifs militaires en Irak.

Libération - 4 septembre 1996

L'identité kurde, toujours bafouée

Privé de ses droits, le peuple kurde est lui-même divisé.

Le rêve kurde, vieux de presque un siècle, d'avoir un territoire propre pour échapper à son sort de minorité écartelée entre ses voisins (Turquie, Iran, Irak, Syrie), semble brisé pour longtemps avec la nouvelle escalade de la guerre interkurde en Irak du nord. Cette « zone protégée » par l'ONU de 74 000 km² était pourtant pour les Kurdes, au moment de sa création en 1991, l'ébauche d'un Kurdistan indépendant.

L'appel à l'aide lancé à Saddam Hussein par Massoud Barzani, le leader du Parti démocratique du Kurdistan, dans sa guerre contre l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, soutenu par Téhéran, est l'aboutissement d'une lutte fratricide de deux ans déclenchée notamment pour s'assurer la seule richesse du réduit kurde : les droits de douanes sur les 1 500 camions transitant quotidiennement par Habur, le poste-frontière avec la

Turquie. Une zone sous le contrôle de Barzani. Dans la région tenue par Talabani, au sud et à l'est, vivent en revanche 70% des quelque 3,5 millions des Kurdes irakiens.

Ce conflit illustre les rivalités entre les grands féodaux kurdes (ce que sont aussi bien Barzani que Talabani, même si ce dernier se proclame social-démocrate), qui ont toujours été utilisées par les régimes au pouvoir à Bagdad, à Téhéran, Damas ou Ankara, pour bloquer toute affirmation nationale des Kurdes. Avec quelque 20 millions de personnes sur une zone géographique homogène, les Kurdes représentent le seul peuple d'une telle importance qui jamais n'ait obtenu son indépendance, son autonomie ou même la reconnaissance de son identité culturelle, sauf dans de brèves périodes. Sous l'Empire ottoman, mosaïque de peuples, ils parlaient librement leur langue mais, musulmans avant tout, ils restaient fidèles au sultan, commandeur des croyants, alors que s'affirmaient les nationalismes grec, serbe, bulgare ou arménien. Après la Première Guerre mondiale et le démantèlement de l'Empire, les alliés vainqueurs songèrent, par le traité de Sèvres en 1920, à instaurer un Etat kurde. Mais trois ans plus tard, le traité de Lausanne enterra le projet,

prenant acte des victoires de Mustafa Kemal qui avait tracé par les armes les actuelles frontières de la Turquie où vivent actuellement près de 12 millions de Kurdes.

Leurs révoltes, d'abord au nom de l'islam, furent nombreuses et impitoyablement réprimées. Dans cette république inspirée du modèle jacobin, ils ont tous les droits des autres citoyens turcs, peuvent devenir ministre ou général, mais pas se revendiquer collectivement comme kurdes et affirmer leur identité culturelle. En Iran, aussi bien à l'époque du shah que sous la République islamique, toute affirmation du fait kurde est interdite. En 1946, l'éphémère République kurde de Mehabad avait été écrasée dans le sang.

En Irak, après une série de soulèvements, les Kurdes obtinrent en 1970 un statut d'autonomie qui est resté lettre morte. La guerre du Golfe fut l'occasion d'une vaste révolte puis de l'exode de millions de civils fuyant la reconquête par les troupes de Saddam. C'est alors que, première application du droit d'ingérence, la communauté internationale instaura la « zone de protection kurde » au nord de l'Irak ●

MARC SEMO

mosaic

The Middle East September 1996



Did you see...?

CHRIS KUTSCHERA reports on the phenomenon of Kurdish television

Julian Gearing

It happened in Salaheddin, in Iraqi Kurdistan, at the end of last August: several members of the political bureau of the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) were chatting over a cup of tea, at Massoud Barzani's house, when suddenly everybody stopped talking and stared at the TV screen: Abdulla Ocalan was talking live from his headquarters in Damascus about the offensive his party, the PKK, had just launched against KDP peshmergas in northern Iraqi Kurdistan. It seemed the Kurds had their own version of CNN and could now follow the war direct!

The new television station — MED-TV — has its headquarters in distant Europe, in Brussels, and studios in England, Sweden, Germany and Russia. Beaming its programmes by Eutelsat satellite from London through a channel hired from France-Telecom (at an approximate annual cost of \$4 million), MED-TV is seen by millions of Kurds all over Western Europe and the Middle East.

The Turkish government has consistently rejected the Kurds' demands for cultural expression — including a request for a TV station broadcasting in their own language. However, with the advent of MED-TV, the Kurds achieved that aim and with the bonus that the station is

Turkish censorship or control. Any Kurd living in Istanbul or Diyarbakir can buy a \$250 satellite dish that will beam MED-TV from Europe directly into his home.

It began on 14 May 1995, when Haluk Sayan, a Kurdish engineer living in Australia, started MED-TV as a commercial venture. The Turks immediately tried to stop what they considered flagrantly pro-PKK television, and applied strong pressures on the governments of Belgium, France and Britain, without success because MED-TV was not breaking any European law.

Broadcasting from 6pm until midnight, Turkish time, MED-TV started out as a somewhat amateur operation, which has become increasingly more professional. It could be any international TV channel — the BBC, MBC or CNN — the only difference being that a large picture of Mount Ararat stands in the background.

International news is followed by news from Kurdistan. Then there are several cultural and social programmes and discussion shows. Sunday features a political discussion programme, anchored by Ilhan Kizilhan, a Kurdish-born, German-educated journalist. His programme, which encourages frank exchanges between a panel of guest speakers

Ocalan to intervene — live, by telephone — from his exiled home in Damascus. It is his frequent lengthy 'dialogues' with guest panelists that particularly irritate the Turkish authorities. The idea that Abdulla Ocalan's message is received in thousands of Kurdish homes daily makes them furious.

A very popular programme called My Camera At Your Home gives the audience an opportunity to call MED-TV and to express their opinion about the social or economic issue of the day: after the Kurds of Turkey, the second-largest audience is made up of Kurdish guest workers living in Western Europe — about one million people, claim the journalists of MED-TV. But MED-TV is also receiving calls from Libya, home to a large Kurdish community, and from the former Soviet Union. "It is the first time they have been able to come home and watch a TV programme which addresses their own particular problems as Kurds," says Ilhan Kizilhan, who, while denying that MED-TV is linked to the PKK, acknowledges frankly: "We are a Kurdish TV station... we are part of the oppressed people in the Middle East... so we are not objective but subjective. We have no reason to hide it. And of course, we cannot ignore the PKK, a very big organisation... At the same time, we conceive MED-TV as an alternative TV, we want to be a channel for all ethnic groups in the Middle East: the Alawis, the Arabs, we are open to all."

However, other Kurdish groups most definitely consider MED-TV as a propaganda tool of the PKK: "This TV could obviously play a very important role", a leader of the Iranian KDP told The Middle East, "if Abdulla Ocalan was not always on the line."

In spite of its shortcomings, MED-TV, which plans to extend its broadcasting to 12 hours a day, has already achieved a feat that seemed impossible a few months ago: "When I saw with my own eyes people talking in Kurdish on my TV, I started crying," says an old woman from Diyarbakir, "I never thought it would happen in my lifetime." The Kurds are still a people without a country, but at least they are a people with a television channel.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Irak-Kurdes, prev

La division des Kurdes d'Irak éloigne le rêve d'un état indépendant
Par Bruno FRANCESCHI

PARIS, 4 sept (AFP) - Les deux grandes figures kurdes d'Irak, Massoud Barzani, aujourd'hui soutenu par Bagdad, et Jalal Talabani, bénéficiant des largesses de Teheran, sont deux frères ennemis qui ont pris le risque de voir s'éloigner pour longtemps le rêve mythique d'un Kurdistan indépendant.

Les quelque 20 millions de Kurdes disséminés dans quatre pays (Irak, Iran, Syrie, Turquie), se heurtent une nouvelle fois à deux de leurs pires ennemis: leurs incessantes divisions et la géopolitique, souligne Ghassan Salame, chercheur au CNRS (centre national de la recherche scientifique) à Paris.

En rompant l'accord fragile qui les unissait depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, Massoud Barzani, leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et Jalal Talabani, chef de file de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ont non seulement précipité une nouvelle intervention américaine en Irak, mais renvoyé aux calendes grecques la resurgence d'un état kurde après l'éphémère République de Mehrabad de 1920.

Massoud Barzani, l'un des fils de Mustapha Barzani, le leader charismatique des Kurdes irakiens, a repris le flambeau du PDK créé en 1946 par son père, ayant assis son pouvoir sur tout le nord de l'Irak, proche de la Turquie et de la Syrie.

Après des mois de tensions, alimentées au gré des intérêts de Bagdad et de ses voisins immédiats, Jalal Talabani fait éclater en 1975 le vieux parti pour fonder l'UPK, regroupant la plupart des Kurdes du sud et de l'est du Kurdistan irakien, en parti adossé à l'Iran.

Reconciliations et divisions

Utilisés tour à tour par Teheran et Bagdad dans leur longue guerre, les Kurdes se sont tout autant réconciliés que violemment divisés.

La dernière en date de leur division remonte au mois d'août ou, après deux ans d'un partage du pouvoir depuis la mise en place par les anciens alliés de la guerre du Golfe de la "zone de protection kurde", ils n'ont manifestement pas réussi à éviter toutes les manœuvres intentionnelles pour maintenir leurs divisions.

Il est vrai que les "parrains" occidentaux de cette "zone de protection" (Américains, Britanniques, Français) n'ont jamais caché leur refus de voir cette zone évoluer vers un état indépendant au sous-sol riche en pétrole, souligne Ghassan Salame.

Ce refus n'a fait que s'ajouter à ceux déjà exprimés - parfois avec d'imposantes puissances de feu - par les principaux pays d'accueil des populations kurdes, l'Irak, l'Iran, ou la Turquie.

Le rapprochement fragile de ces derniers mois entre l'Irak et la communauté internationale a conduit Saddam Hussein à accentuer son soutien au mouvement de Barzani contrôlant depuis la fin de la guerre les routes d'exportation clandestine par camions de pétrole irakien vers la Turquie.

Ce rapprochement s'est notamment traduit par l'adoption par le conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 986, dite pétrole contre nourriture, résolution en faveur de laquelle la France avait particulièrement milité.

Le contrôle de ce trafic par Massoud Barzani s'est solde par d'imposantes rentrées d'argent évaluées à 100.000 dollars par jour, selon Akil Marceau, expert à l'Institut kurde de Paris. Un pactole que Barzani a refusé de partager avec son rival Talabani.

Ce dernier a alors voulu prendre par la force le contrôle de cette région

après s'être assuré du soutien de l'Iran. Il y est en partie parvenu avec la conquête des champs pétroliers de la région de Dohouk.

L'intervention iranienne en Irak a contraint Massoud Barzani à rechercher alliance avec Bagdad malgré de lourds contentieux.

La nouvelle opération américaine apparaît alors comme un soutien aux efforts militaires de Talabani contre son rival, malgré ses appuis du côté de Teheran, la "bête noire" de l'administration Clinton.

"C'est toujours le désespoir qui conduit les Kurdes à agir de façon irrationnelle", souligne Akil Marceau.

bfr/pfa

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Irak-Kurdes 3èlead

La Turquie avertit qu'elle pourrait attaquer le PKK en Irak

ANKARA, 4 sept (AFP) - La Turquie a averti mercredi qu'elle pourrait intervenir militairement dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK-clandestin) si la situation l'exigeait.

Le PKK mène une rébellion séparatiste dans le sud-est de la Turquie et a des bases dans le nord de l'Irak.

"La Turquie prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger ses frontières et la sécurité de ses citoyens", a déclaré à la presse le ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller.

"Il n'y a pas d'opération militaire turque en Irak en ce moment mais les propos de Mme Ciller doivent être pris comme un avertissement par tous ceux qui ont de mauvaises intentions", a déclaré peu après le porte-parole de la diplomatie turque Omer Akbel.

M. Akbel s'est refusé à répondre à la question de savoir si la Turquie procédait à une augmentation et à des mouvements de ses troupes près de la frontière, déclarant: "nous prendrons les mesures nécessaires".

Interrogé par téléphone, un représentant à Ankara du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), la formation kurde irakienne qui contrôle la zone, a indiqué qu'il n'y avait pas eu de mouvements de troupes turques au cours des dernières heures.

Mme Ciller, qui est intervenue pour faire une déclaration à la presse à l'occasion du briefing hebdomadaire de M. Akbel, a ajouté: "nous avons reçu des informations selon lesquelles les activités des terroristes (du PKK, ndlr) sont en augmentation près de la frontière du côté irakien".

De son côté, M. Akbel a indiqué que "certains groupes kurdes dans le nord de l'Irak ont également dit à la Turquie qu'ils étaient inquiets des activités du PKK dans la région".

Il n'a pas précisé quels étaient ces groupes kurdes et notamment s'il s'agissait du PDK.

Mme Ciller a précisé avoir rencontré dans la matinée l'ambassadeur américain à Ankara Marc Grossmann et lui avoir fait part des préoccupations de la Turquie.

La Turquie avait exprimé dès le début de la nouvelle crise irakienne samedi dernier son inquiétude devant la possibilité qu'elle n'augmente l'instabilité dans le nord de l'Irak, ce qui profiterait au PKK.

Celui-ci mène depuis 1984 une rébellion armée contre Ankara pour la création d'un Etat indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité

kurde et utilise le nord de l'Irak comme base arrière.

Selon Ankara, il profite pour ce faire du "vide de pouvoir" créé dans le nord de l'Irak par les affrontements entre les deux principaux groupes kurdes irakiens, le PDK et son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Selon des sources du ministère turc des affaires étrangères, quelque 3.000 militants armés du PKK sont basés dans le nord de l'Irak.

L'armée turque effectue régulièrement des incursions en territoire irakien pour tenter de détruire les camps rebelles. Elle avait mené une opération d'envergure, avec 35.000 hommes, des chars et un appui aérien, pendant six semaines en mars-avril 1995.

Après chacune de ces incursions, les militants du PKK avaient réussi à se réinstaller.

Ankara a également tenté d'obtenir l'appui des Kurdes d'Irak, notamment du PDK, pour empêcher les activités du PKK mais sans grand succès.

Samedi dernier, le PDK, avec l'armée irakienne qu'il avait appelée à l'aide, s'est emparé de la ville d'Erbil, "capitale" du Kurdistan d'Irak, dont il a chassé les peshmegas de l'UPK.

En réponse à cette intervention des troupes de Saddam Hussein, les Etats-Unis ont bombardé à deux reprises à l'aide de missiles de croisière des objectifs militaires irakiens dans le sud du pays.

HC/nj tf

AFP /AA1234/041247. SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes prev

La vie revient à la normale à Erbil
par l'envoyée spéciale de l'AFP, Laurence CHABERT

ERBIL (Irak), 4 sept (AFP) - Le drapeau irakien a disparu mercredi du toit du "parlement" kurde à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, cinq jours après sa prise par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié aux troupes irakiennes.

Le fanion jaune du PDK flottait seul sur le bâtiment, gardé par des combattants du parti kurde, qui a chassé de la ville son rival de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a constaté l'AFP.

La plupart des boutiques étaient ouvertes et aux étalages des épiceries s'entassaient de nombreux fruits et légumes. Des hommes de tous âges avaient retrouvé leurs habitudes et s'attablaient sereinement aux terrasses des cafés et restaurants.

Les rues restaient toutefois relativement désertes et la circulation réduite.

Aucune présence particulière des combattants du PDK n'était visible, sauf au carrefour menant au quartier chrétien d'Ankawa (nord) --où se trouvent les sièges de nombreuses organisations humanitaires-- devant l'immeuble du Parti communiste, un des seuls bâtiments d'Erbil dont les murs, criblés d'impacts de balles, rappellent les combats de samedi entre l'UPK et le PDK soutenu par les troupes irakiennes, qui ont commencé à se retirer dimanche.

Un peu partout sur les trottoirs, des files de femmes habillées de noir et d'enfants chargés de bidons attendaient devant des citernes pour se procurer de l'eau, dont l'approvisionnement est coupé depuis la prise de la ville par le PDK.

Un couvre-feu a toutefois été établi par le PDK de 22h00 à 6h00 du

matin.

"La police et les administrations ont repris leur travail, les biens pillés sont rendus et la situation est à 95% normale. Elle le sera à 100% lorsque l'électricité et l'eau seront rétablies par l'UPK", qui contrôle encore la centrale fournissant la ville, explique un membre du bureau politique du PDK, Sadhil Merani.

Le chef de l'UPK Jalal Talabani a promis mardi à une délégation de l'ONU venue le voir dans son fief de Souleimanieh de "faire quelque chose" pour rétablir l'électricité qui conditionne également l'alimentation en eau d'Erbil.

Selon des sources humanitaires, la ville connaît également une pénurie d'essence, même si quelques petits vendeurs sont réapparus avec leurs jerricans sur les trottoirs.

"L'essence coûte onze dinars le litre, contre 2,9 samedi", explique un travailleur humanitaire sous couvert d'anonymat. Le dinar est passé mercredi à 35 pour un dollar contre 21 auparavant dans le Kurdistan.

Parallèlement, de nombreux agents irakiens en civil se trouvent toujours dans la ville et les archives du Mouvement démocratique assyrien (chrétien) ont été dérobées, a-t-il ajouté. Il a néanmoins noté qu'aucun exode de population n'avait été enregistré.

"Les Irakiens ne sont pas venus pour rester et il n'y a plus aucun agent irakien en ville", assure toutefois M. Merali. Selon lui, la prise d'Erbil a fait une dizaine de morts civils, 150 à 180 chez l'UPK et le PDK et aucun chez les Irakiens.

"Nous n'avons encore aucun accord politique avec le gouvernement irakien, il s'agissait simplement d'une demande de soutien d'urgence devant l'invasion iranienne et les menées de l'UPK", ajoute-t-il.

"Après tout, nous faisons partie de l'Irak et son armée est venue à notre invitation, dans le respect des résolutions de l'ONU, pour stopper une intervention étrangère", assure-t-il.

Selon des témoins, des jeeps de l'armée iranienne étaient visibles fin juillet à Erbil et l'Iran avait établi un "bureau d'information" au gouvernorat.

M. Merani assure que le PDK va libérer très prochainement ses prisonniers de l'UPK, dont il évalue le nombre à 40 à 45. Il a appelé l'UPK au "dialogue" pour organiser de nouvelles élections au Kurdistan.

Mardi soir, le "parlement" kurde (105 membres) élu en 1992 et dominé à parts égales par les deux partis kurdes, s'est réuni à Chaklawa, près de Salaheddine, et a voté la prolongation de son mandat, qui s'achevait le 5 septembre, jusqu'au 4 juin 1998.

Selon M. Merani, sur les 105 députés, 43 élus PDK, 3 assyriens, et 10 UPK, dont huit d'Erbil venus de leur plein gré, ont participé à la réunion.

lch/jhd/tp/sg

tf

AFP /AA1234/041739

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Irak-Kurdes

Accueil favorable du chef du PDK à une reprise du dialogue inter-kurde

DUBAI, 4 sept (AFP) - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) Massoud Barzani accueille favorablement l'appel de Washington à la reprise du dialogue inter-kurde, a annoncé mercredi un communiqué de cette formation.

"Le chef du PDK a écrit personnellement au secrétaire d'Etat américain Warren Christopher pour lui faire part de son accueil favorable" des initiatives américaines pour la reprise du dialogue entre les factions kurdes rivales, a indiqué le communiqué du PDK reçu à Dubai.

Washington a indiqué mardi qu'il voulait continuer le processus de réconciliation des factions kurdes en lutte dans le nord de l'Irak, interrompu par l'intervention des troupes irakiennes dans le Kurdistan qui a provoqué des les frappes aériennes américaines en Irak.

"Nous n'allons pas abandonner notre effort diplomatique", a déclaré le porte-parole de la diplomatie américaine, Nicholas Burns.

Les Etats-Unis avaient obtenu fin août un cessez-le-feu après deux semaines de combats entre les deux mouvements kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak depuis 1991, le PDK, allié à Bagdad, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, soutenu par l'Iran.

"Notre conseil aux Kurdes est le suivant: mettez de côté vos différences qui sont, comme nous le comprenons, anciennes et amères. N'acceptez pas les offres d'amitié soit de l'Iran soit de Saddam Hussein parce qu'on ne peut faire confiance à aucune d'entre elles et parce qu'aucun d'entre eux n'agit dans l'intérêt du peuple kurde", a souligné M. Burns.

hj/jhd/mm

tf

AFP /AA1234/042103

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdistan

Les Kurdes ont peur

Par l'envoyée spéciale de l'AFP, Laurence CHABERT

DOHOUK (Irak), 4 sept (AFP) - Les Kurdes d'Irak ont peur après la prise d'Erbil, le chef-lieu du Kurdistan, par les troupes irakiennes alliées à l'un des deux partis kurdes qui se disputent le pouvoir dans cette région échappant au pouvoir central de Bagdad depuis 1991.

"J'ai peur, Saddam est fou", reconnaît un membre du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui a pourtant pactisé avec l'armée du président irakien Saddam Hussein pour reprendre Erbil à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) rivale.

A Dohouk, dans le nord du Kurdistan irakien, une jeune femme qui ne veut pas dire son nom confie que "même ici, la région est infestée d'agents irakiens".

Selon elle, les chars irakiens sont tout près, à Mossoul, plus au sud. Les militaires alliés basés à Zakho, près de la frontière avec la Turquie, pour surveiller l'"abri sûr" établi en 1991 par les Etats-Unis, la France

et la Grande-Bretagne afin de protéger les Kurdes irakiens des exactions de Bagdad, avaient quitté mardi la ville pour la Turquie.

La plupart des organisations non gouvernementales présentes au Kurdistan se repliaient dans le nord, près de la frontière turque, ou quittaient la région.

Saddam Hussein a affirmé mardi, quelques heures après le premier raid punitif américain répondant à la prise samedi d'Erbil, qu'il ne respecterait pas la zone d'interdiction de vol imposée au nord du 36ème parallèle.

Officiellement, les troupes irakiennes se sont retirées d'Erbil.

Mais selon des sources humanitaires, le drapeau irakien flottait toujours mardi sur cette ville d'environ 80.000 habitants et de multiples agents irakiens y circulaient parfois vêtus d'uniformes de la police militaire.

Ils ont procédé à une centaine d'arrestations d'opposants, selon ces sources.

L'armée irakienne avec ses chars se maintenait aux portes d'Erbil et occupait la région au sud-est, vers Degala. Elle a également pris deux localités dans le sud du Kurdistan, Kifri et Kalar, et bombardé la région de Chamchamal, ont précisé ces sources.

Le PDK a pris des dispositions pour confirmer son contrôle sur Erbil et nommer un nouveau gouverneur, selon un membre d'une ONG qui se trouvait sur place.

Mais "la ville reste privée d'eau et d'électricité, fournies normalement depuis la zone voisine tenue par l'UPK". et les magasins, qui commencent à rouvrir, manquent d'approvisionnements, a-t-il indiqué.

Dans un long communiqué diffusé à plusieurs reprises dimanche par la télévision kurde, le chef du PDK, Massoud Barzani, s'est attaché à expliquer son alliance avec Saddam Hussein.

Accusant les Etats-Unis et leurs alliés de n'avoir "pas montré suffisamment d'intérêt envers nos demandes pour protéger nos droits", il a affirmé que l'UPK maltraitait la population d'Erbil, qu'elle contrôlait depuis deux ans, et avait violé la trêve avec le PDK le 16 août en relançant des combats "avec la coopération et le soutien des troupes iraniennes".

"Nous avons fait appel aux Américains et à tous nos amis en leur expliquant que ces combats ne visaient pas seulement le PDK mais aussi tout le peuple kurde et ses acquis", a-t-il expliqué.

"Nous leur avons dit que si nous n'étions pas sauvés par la miséricorde internationale, le parti trouverait un moyen d'autodéfense", a-t-il dit pour justifier son alliance avec le président Saddam Hussein.

"L'Irak a heureusement bien répondu à notre appel et nous avons libéré Erbil," a conclu le communiqué de M. Barzani.

lch/yb/ob eaf.

AFP /AA1234/040851 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 5, 1996

In Picking Up Where Bush Left Off, U.S. Gets Embroiled in Iraqi Politics

Clinton inherited his policy: Keep Saddam cornered in the hope of eroding his power and punish him when he misbehaves.

By Elaine Sciolino
New York Times Service

WASHINGTON — Three years and eight months into his presidency, Bill Clinton is fighting the war against Saddam Hussein that George Bush never finished.

After Mr. Bush decided to end the U.S.-led war against Iraq in 1991 without overthrowing the Iraqi leader or destroying his military, the United States was left with limited and messy options. Mr. Clinton, like Mr. Bush, has worked to isolate Iraq politically and economically and to respond to provocations with force.

But, like it or not, the American military attack has embroiled the United States in internal Iraqi politics, essentially forcing it to take sides in a decades-old dispute between two rival Kurdish factions.

The irony is that the faction that benefits from the American intervention — those led by the lawyer and former journalist Jalal Talabani — are currently supported by Iran, the world's leading "rogue state" in Washington's view.

Aside from standing up to Mr. Saddam — an obvious political plus in an election year — it is hard to discern concrete American goals in Tuesday's and Wednesday's military operations or what would constitute an acceptable change in his behavior.

That was evident in statements on Tuesday by both Mr. Clinton and Secretary of Defense William Perry, who struggled to explain why the United States was retaliating with limited air strikes and unilaterally expanding the area inside Iraq where Iraqi planes cannot fly.

From Mr. Saddam's point of view, he unleashed the Iraqi military on one of the country's two main Kurdish groups after the leader of the other main Kurdish group asked for help.

Mr. Saddam jumped at the opportunity to move in, and, for good measure, killed dozens of his political opponents who were based there.

"It's necessary to stop Saddam anywhere, anytime, because if you don't he'll challenge you wherever he can," said Phoebe Marr, of the National Defense University and a leading expert and author on Iraq. "But we're not on very firm ground this time because he is in his own country. He was invited in. It's going to be hard to convince our allies to come on board."

In the administration's view, Iraq surrendered its sovereignty when it invaded Kuwait in 1990. International endorsement of America's actions or legal niceties like whether force is expressly authorized under Security Council resolutions are secondary to keeping Mr. Saddam cornered.

"This has nothing to do with the Kurds and everything to do with Saddam," said a senior Pentagon official.

In justifying attacks, Mr. Clinton did not dis-

cuss the plight of the Kurds or the intricacies of Kurdish politics.

Rather, he argued after the initial attack that American missiles sent this message: "When you abuse your own people or threaten your neighbors, you must pay a price."

But Mr. Saddam has abused his people since the ruling Ba'ath Party assumed power in 1968. Since the end of the Gulf War, he has continued to assassinate his political enemies and purge his military without provoking any American military intervention.

As for threatening Iraq's neighbors, the administration has yet to explain fully how Iraq's seizure of Arbil is a threat to the stability of the region or the price of oil.

In his statement Tuesday, Mr. Clinton said that the policy was clear: "When our interest and the security of our friends and allies is threatened, we will act with force if necessary."

But Mr. Clinton certainly did not mean the Iranian-backed forces of Mr. Talabani, who drums up support for his cause on Capitol Hill and in European legislatures besides overseeing his guerrilla forces in the Kurdish hills.

No American official is willing to say publicly what — if anything — Mr. Saddam could ever do to prove that he wants his country to return to the family of nations.

"We're not going to make any public declaration of what actions Saddam Hussein has to take at this time," Mr. Perry said at a news briefing. He said the United States expected a "change in his behavior as a result of this."

When asked what changes, he said, "What we are looking for primarily is deterrence, deterrence of future military adventures."

Throughout his administration Mr. Clinton has followed the policy he inherited: Keep Mr. Saddam cornered in the hope of eroding his power and punish or threaten him with military force when he misbehaves. In each case, American retaliation could be justified as self-defense or in response to threats to American national security interests.

In this case, Mr. Saddam acted out of his own domestic reasons in overtaking Arbil, not for any international adventure.

But if he were allowed to get away with it, the thinking in the Pentagon goes, he might have gained control over all of the Kurdish north part of his country. That would have freed 60 percent of his military, which now patrol the line with Iraqi Kurdistan, and then Mr. Saddam might seek some other adventure to keep his troops busy. Once again, he could have been a regional threat.

So on the basis of this extended line of reasoning, the United States was willing to act alone, with lukewarm support or criticism from the European and Arab countries that were its allies in the 1991 war.

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, SEPTEMBER 5, 1996

The Saddam Menace

America Had to Act

In other circumstances the United States might have distanced itself from a situation in which a sovereign state moved against a foreign-supported separatist movement on its own soil. Iraq was intervening, after all, at the request of one Kurdish faction to pry out another aided by Iran, a mortal foe. Washington had earlier stood by when two other countries, Turkey and Iran, violated the northern "safe haven" that a United Nations resolution had offered Iraq's Kurds.

But these were not normal circumstances. Iraq is the personal preserve of an internationally certified human rights violator and aggressor. Saddam Hussein's record, resources and ambitions make him a menace to his own people, to his neighbors and to the international flow of oil. This is why Iraq's latest seemingly local power play has to be taken first in a context of high strategy and vital American interests.

In fact, the Iraqi military operation culminated a shrewd political campaign to reassert control over much of Iraq's Kurdish enclave. Saddam Hussein gambled that the United States, Britain and France, which have enforced a ban on Iraqi warplane overflights since 1991, would see but not stop the several hundred tanks and other vehicles he sent to Arbil for a weekend's mop-up. He was able to do this by working through a former Kurdish enemy turned client.

It may not have been within the political reach of an American president, conducting a solo mission and worrying about casualties in the run-up to an election, to prevent the Baghdad tyrant's maneuver. But it is certainly within Bill Clinton's reach to make the Iraqi leader pay a price and to demonstrate a continuing commitment to Gulf stability. Tuesday's attacks on Iraqi air defense targets are a reminder that the United States is able to act and, specifically, to enforce its new extension of the zone in which Iraqi flights are prohibited.

It is troubling that so many allies and friends, and not just those within easy range of Iraqi intimidation, were critical of the American strikes. Some had seen an incipient softening in Saddam Hussein's recent acceptance of UN terms for selling Iraqi oil for food. Some genuinely doubt that anyone can profit from further American intervention in the tangled Kurdish question. Many countries are accepting Bagh-

dad's complaint that it was a stretch for Washington to try justifying its missile strikes by the 1991 UN resolution condemning Iraq's repression.

But at another level, many foreign critics are aware of the advantage to themselves in having the United States available to check Saddam Hussein's power. One evident sign was the prompt and unsolicited decision by Boutros Boutros Ghali — not Washington's favorite UN secretary-general — to suspend the food-and-oil deal.

An American election is not the easiest time to get it straight, and not the moment of maximum trustworthiness on the part of the politicians involved. But a Gulf leadership role is required of the United States, and President Clinton, who was slow in recognizing the crisis that was shaping up in northern Iraq, at last seems to have started playing it.

— THE WASHINGTON POST

Power and Restraint

Saddam Hussein's talent for mismanaging Iraq is matched by an uncanny ability to misread the United States. Just as he once mistakenly figured that Washington would condone his invasion of Kuwait, he apparently assumed that America was too engrossed in presidential politics this year to answer a new demonstration of Iraqi belligerence. President Bill Clinton has swiftly proved otherwise.

The American cruise missile attacks on military targets in southern Iraq on Tuesday were a reasonable, proportionate response to Saddam's latest act of aggression, this one directed against thousands of his own countrymen. While we would have preferred giving the United Nations more time to hold back Saddam's oil income, we also recognize that such measures seldom work with the Iraqi leader. But Mr. Clinton chose to make his point more forcefully. Two attacks in one day are a lot, and he must be careful not to be drawn into a wider fight in response to Iraq's recent military operations against one faction of Kurds in the north.

It would have been preferable for Mr. Clinton to act in concert with the nations that opposed the invasion of Kuwait, including many Arab governments. In this case, Britain, Japan and Germany supported his decision. France, eager to develop its commerce with Iraq, objected. So did Turkey, whose new Islamic government is recklessly intent on restoring good re-

lations with Baghdad and suppressing its own Kurdish minority. Other countries that were silent or publicly opposed, including Egypt and Saudi Arabia, were no doubt privately delighted to see America confront Iraq again.

The targets, anti-aircraft installations in southern Iraq, and the method of attack, 44 unmanned cruise missiles launched from B-52 bombers and American naval vessels, were well selected. They minimized the danger to American forces and to Iraqi civilians, while making it safer for American planes to enforce a newly expanded no-flight zone in southern Iraq intended to humiliate Saddam. Thanks to Saudi and Turkish skittishness, the B-52s flew thousands of miles from Guam so that American warplanes based in Saudi Arabia and Turkey would not be involved.

Striking southern Iraq will not directly impede Iraqi forces in the north, but bombing them would have risked numerous civilian casualties. It would also have made Washington a combatant in an internecine Kurdish conflict that the United States has been trying to settle through negotiations.

Mr. Clinton acted properly under a 1991 UN Security Council resolution that bars Iraq from abusing its Kurdish citizens. The resolution, and an American-enforced ban on Iraqi military flights in northern Iraq, resulted from Iraq's brutal suppression of a Kurdish rebellion after the Gulf war, which sent a million refugees into Iran and Turkey.

The latest assault by Iraqi infantry and tanks against supporters of one of two main Kurdish political groups is a clear violation of the Security Council resolution. That Iraqi forces were invited by the opposing Kurdish group does not make the attacks against civilians, and reported arrests and executions, any less offensive.

Having committed itself to providing a safe haven for the Kurds, which Washington was obliged to do after urging them to oppose Saddam Hussein, the United States cannot now walk away. But the larger interest for Washington and the world is to make clear to Saddam Hussein that he cannot act with impunity against his citizens or his neighbors.

Incumbent presidents usually receive a surge of support when they send military forces into action, a law of American politics that probably influenced the speed of Mr. Clinton's response and accounts for Bob Dole's agitated efforts to criticize Mr. Clinton's handling of Iraq. But unexpected reversals and the loss of American lives can just as quickly erase any gains. So far, Mr. Clinton has handled the quicksilver of Saddam Hussein with an acceptable blend of American power and restraint.

— THE NEW YORK TIMES

Le Monde

ÉDITORIAL

Irak : le vrai drame

A défaut de pouvoir encore dresser un bilan militaire des deux bordées de missiles que les Etats-Unis viennent de lancer contre l'Irak, un premier résultat, diplomatique celui-là, peut être constaté : l'alliance anti-Saddam Hussein en ressort ébranlée. Un tantinet embarrassée par son isolement, relatif, dans ce nouvel épisode de la lutte contre le régime de Bagdad, l'administration Clinton nie l'évidence. Elle a pris le soin de démentir que la curieuse coalition américano-arabo-européenne constituée en 1990 pour chasser l'armée irakienne du Koweït venait d'être sévèrement touchée par les missiles Cruise. Mais les faits sont là.

A l'exception du Koweït, l'écrasante majorité des pays arabes ont soit condamné, soit refusé d'approuver l'opération américaine. Les alliés de Washington au sein de l'OTAN ne sont guère plus enthousiastes. Hormis la Grande-Bretagne, tous, la France et l'Espagne en tête, ont émis des réserves polles ou se sont abstenus d'appuyer l'opération américaine. Leurs arguments sont connus. Les uns et les autres jugent que la position juridico-politique des Etats-Unis est faible. Ils font valoir que Saddam Hus-

sein, en lançant ses troupes sur Erbil, ville située au sein de la zone kurde « protégée » par les Occidentaux depuis 1991, n'a pas à proprement parler violé ses engagements : il a profité de dissensions entre deux factions kurdes.

Les Etats-Unis répondent que laisser Saddam Hussein entamer un tant soit peu la zone protégée du nord de l'Irak, c'est encourager à aller plus loin demain. Mais l'argument n'a pas convaincu la majorité des Arabes. Egypte en tête, ils trouvent l'administration Clinton bien sourcilieuse quand il s'agit des méfaits de Bagdad, mais bien tolérante quand Israël envahit le Liban sud, comme au printemps, ou gèle les négociations avec les Palestiniens, comme aujourd'hui.

Le vrai drame n'est pas là. Après tout, les Etats-Unis s'étaient déjà retrouvés largement isolés quand ils avaient lancé une

vague de missiles contre Bagdad en 1993. Leurs relations avec leurs amis n'en avaient guère souffert, pas plus en Europe que dans le monde arabe. Sans doute en ira-t-il de même cette fois encore. Le vrai drame est dans le fait que la résolution 986 de l'ONU, qui permettait à Saddam d'exporter son pétrole contre de la nourriture, va être de nouveau « gelée », par décision des Etats-Unis. Avec une seule conséquence, celle de pénaliser, non le régime dictatorial de Bagdad, mais la population irakienne.

Le vrai drame est kurde aussi. Une fois de plus, les Kurdes vont payer le prix de la criminelle bêtise de leurs dirigeants. Sous la protection de l'OTAN, ceux-ci avaient la possibilité de montrer la viabilité d'une entité kurde autonome. L'occasion était historique. Mais incapables de s'entendre pour des affaires de gros sous, ils l'ont gâchée. Ils ont choisi de se faire la guerre, l'un s'alliant à l'Irak - trahison de Massoud Barzani ! -, l'autre faisant appel à l'Iran - irresponsabilité de Jalal Talabani !

Un seul homme se sort bien de cette triste aventure. Il a repris pied au Kurdistan d'Irak et voit ébranlée la coalition constituée contre lui. Il s'appelle Saddam Hussein.

Nouveaux tirs de missiles américains contre l'Irak

La coalition anti-Saddam Hussein est ébranlée

EN DÉPIT d'un manque de soutien évident chez leurs alliés et dans le monde arabe, les Etats-Unis ont lancé, mercredi 4 septembre, une nouvelle attaque de missiles de croisière contre l'Irak. Ils ont de nouveau visé le sud, tirant, selon CNN, dix-sept missiles à partir de trois navires de surface et d'un sous-marin déployés dans le Golfe. Les objectifs étaient des « sites de défense anti-aérienne situés au-dessous du 33^e parallèle » et qui n'avaient pas été détruits lors de la première attaque lancée, mardi, par les Etats-Unis, a expliqué un porte-parole du Pentagone. « L'attaque était nécessaire, a-t-il ajouté, afin d'assurer la sécurité des avions et des équipages opérant dans la zone d'exclusion aérienne », dont Washington a unilatéralement décidé l'extension du 32^e au 33^e parallèle.

Cette nouvelle attaque a suscité aussi peu d'enthousiasme que la première parmi les alliés des Etats-Unis. Accueillie avec désap-

probation dans le monde arabe et suscitant nombre de réserves chez les Européens, l'opération américaine ébranle la coalition anti-Saddam Hussein. Nombre de ses membres soulignent qu'elle ne respecte pas la légalité internationale, fondée sur les résolutions de l'ONU.

Les Etats-Unis veulent « punir » le président irakien, Saddam Hussein, dont les troupes avaient pénétré, samedi, dans la zone kurde en principe protégée par l'OTAN au nord du pays, à la demande d'une des factions kurdes. Le gros de ces troupes s'est retiré, notamment de la ville d'Erbil, mais, selon nombre de témoins, des milliers d'agents des services irakiens sont restés sur place. Notre envoyée spéciale au Kurdistan rapporte qu'ils auraient procédé à de nombreuses arrestations dans la population kurde.

Tandis que le président irakien a appelé, mardi 3 septembre, son armée à ne plus respecter les zones d'exclusion aérienne, le chaos s'installe au Kurdistan, où de nombreux opposants ont été arrêtés

PROCHE-ORIENT Les forces américaines ont tiré, dans la nuit de mardi à mercredi, une nouvelle salve de quelque dix-sept missiles de croisière contre des objectifs militaires

qui n'avaient pas été complètement détruits, la veille, par les premières frappes aériennes. ● LES AUTORITÉS IRAKIENNES ont indiqué, dans un communiqué, que la première at-

taque américaine avait coûté la vie à cinq personnes et en avait blessé dix-neuf autres. Pour sa part, dans un discours télévisé diffusé mardi, le président Saddam Hussein a invité son

armée à ne plus respecter les deux zones d'exclusion aérienne. ● L'INTERVENTION des troupes de Bagdad dans le nord du Kurdistan - dont le retrait a été officiellement annoncé -

a créé le chaos, comme nous le rapporte notre envoyée spéciale, qui fait état de nombreuses arrestations dans les rangs de l'opposition.

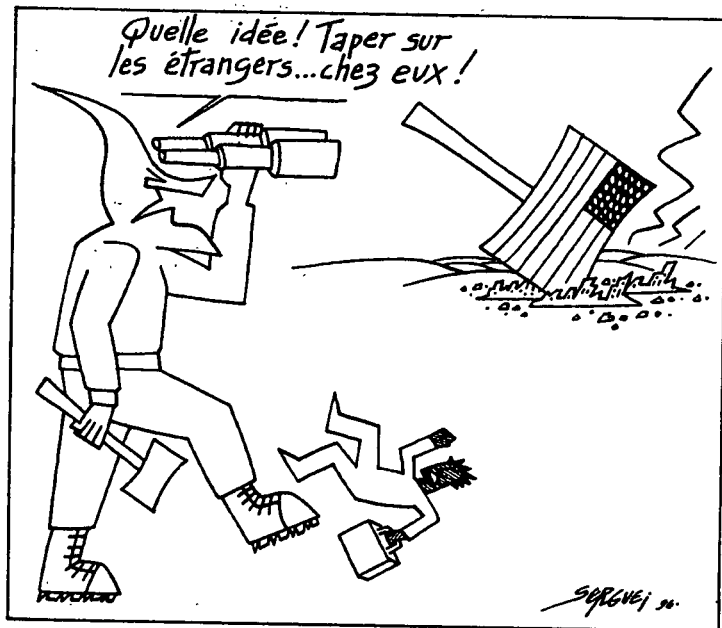
Les tirs américains contre l'Irak ébranlent la coalition anti-Saddam

WASHINGTON

de notre correspondant

S'il est trop tôt pour établir un bilan des nouvelles frappes aériennes effectuées, mardi 3 septembre et mercredi 4 septembre, par les forces américaines contre des objectifs militaires irakiens, quelques enseignements peuvent d'ores et déjà être tirés : sur le plan intérieur et dans la perspective de l'élection présidentielle, Bill Clinton a réussi un sans-faute. S'agissant, d'autre part, de la volonté de Washington d'opposer à la nouvelle provocation du régime de Saddam Hussein une réponse collective et concertée de la communauté internationale, les réserves émises par de nombreux pays, y compris alliés des Etats-Unis, suggèrent une appréciation nettement plus mitigée. Enfin, quant aux conséquences directes de cette « punition » sur l'attitude future de Bagdad, s'agissant notamment de la poursuite des opérations militaires dans le Nord, rien ne permet, à ce stade, de penser que l'administration américaine a atteint ses objectifs.

La plupart des 27 missiles qui ont été tirés mardi par les navires américains croisant dans le nord du golfe Persique, ainsi que par des bombardiers B-52, ont atteint leurs cibles situées dans la partie méridionale de l'Irak, au sud du



33^e parallèle. Des rampes de lancement de missiles sol-air étaient visées, ainsi que des postes de commandement et de transmission, enfin des installations radars. Certains de ces objectifs, qui n'avaient été que partiellement détruits mardi matin, ont nécessité une nouvelle salve de quelque 17 missiles Cruise dans la nuit de mardi à mercredi, afin de réduire les risques pour les pilotes des ap-

pareils occidentaux qui seront chargés de faire respecter la nouvelle zone d'exclusion aérienne, laquelle devait entrer en vigueur mercredi à midi. Le bilan des dommages infligés au potentiel militaire irakien est difficile à apprécier, mais ceux-ci ne constituaient qu'un des objectifs de Washington.

L'essentiel, a dit Bill Clinton, était de « faire payer à Saddam le

pré de son nouvel acte de brutalité» envers une faction kurde, ainsi que la provocation à l'égard des Occidentaux que constitue, aux yeux de Washington, une intervention de Bagdad dans une zone sous contrôle international. Il s'agissait aussi, a précisé M. Clinton, de « réduire sa capacité à menacer ses voisins (Arabie saoudite et Koweït notamment), et les intérêts des Etats-Unis » dans la région. Le secrétaire à la défense, William Perry, a précisé qu'au-delà de l'attaque des blindés irakiens contre la ville d'Erbil c'est « la sécurité et la stabilité de la région ainsi que la libre circulation du pétrole dans le monde » qui étaient en cause.

DÉCISION UNILATÉRALE

Rendu confiant par cette offensive-éclair, surtout si elle n'avait entraîné aucune réaction américaine, a souligné M. Perry, Saddam Hussein se serait enhardi à attaquer ses voisins. « Il a une nouvelle fois démontré sa volonté d'utiliser sans vergogne la force militaire, et nous devons démontrer, une nouvelle fois, notre volonté et notre capacité à contrer celle-ci et à l'empêcher d'être le tyran de la région », a ajouté M. Perry. C'est dans cet esprit que Washington a décidé quasi unilatéralement (bien que des consultations aient eu lieu avec ses alliés) d'étendre la zone d'exclu-

sion aérienne (qui ne concerne donc pas, a priori, les mouvements au sol) dans le sud de l'Irak, du 32° au 33° parallèle.

Cette décision « ôtera à Saddam Hussein le contrôle de son espace aérien de la frontière koweïtienne aux faubourgs sud de Bagdad, et réduira de manière significative la capacité de l'Irak à mener des actions offensives dans la région », a souligné M. Clinton. Le Pentagone a précisé que deux importantes bases aériennes sont situées dans cette zone, où s'entraînent également les divisions blindées de Bagdad. Les responsables américains n'ont pas levé l'ambiguïté concernant le cadre juridique dans lequel s'inscrivent ces repréailles, qui sont censées s'appuyer sur la résolution 688 des Nations unies relative à la protection des populations locales.

M. Clinton y a cependant fait allusion en soulignant que le « message » adressé par les missiles Cruise au président irakien était le suivant : « Quand vous maltraitez votre propre peuple et menacez vos voisins, vous devez en payer le prix. » Ce message sera-t-il entendu ? Si l'on en juge par la réaction de Saddam Hussein, qui a annoncé son intention de ne pas respecter la nouvelle zone d'exclusion aérienne et a ordonné à son aviation d'abattre tout appareil occidental

survolant son pays, on peut en douter. Le risque d'une escalade militaire ne peut donc être écarté.

Bill Clinton a déclaré que les Etats-Unis se réservaient le droit de déclencher de nouvelles frappes aériennes si les troupes irakiennes ne se retirent pas sur les positions qu'elles occupaient avant leur offensive dans le Kurdistan irakien, à plus forte raison si elles poursuivent leur offensive contre des positions kurdes. « Comme c'est toujours le cas avec Saddam Hussein, cela dépendra entièrement de ce qu'il fera », a souligné le président. Les responsables américains n'ont pas expliqué de manière convaincante pourquoi ils avaient choisi de frapper des objectifs dans le sud de l'Irak, alors que l'offensive de Bagdad se déroulait dans le nord.

AMBIGUÏTÉ

L'explication officielle est que ce sont les pays situés au sud de l'Irak qui doivent davantage redouter les visées de Bagdad. Washington était, d'autre part, dans la quasi-impossibilité d'intervenir militairement dans la zone du 36° parallèle : outre que le danger de provoquer des pertes civiles était réel, les Américains ne veulent pas se ranger aux côtés de l'une des factions kurdes, qui sont indépendantistes. Or les Etats-

Unis ne souhaitent pas un démembrement de l'Irak et, au moins officiellement, l'administration reconnaît la souveraineté de Bagdad sur le nord du pays, une position qui se révèle particulièrement ambiguë aujourd'hui.

Enfin, en choisissant une riposte limitée pour sanctionner la nouvelle « incartade » du président irakien, Bill Clinton avait le souci de limiter au maximum les risques du côté américain. Car, autant une opération militaire réussie peut avoir des retombées politiques positives, autant la mort de soldats américains entraînerait des conséquences disproportionnées en pleine campagne électorale. De ce point de vue, M. Clinton ne peut qu'être satisfait : comme toujours en cas d'intervention militaire extérieure, le réflexe d'unanimité des Américains et de la classe politique a joué en faveur du chef de la Maison Blanche. Robert Dole, qui, la veille, dénonçait la « faiblesse du leadership » de Bill Clinton, a apporté un soutien « sans hésitation ni réserve » à la décision présidentielle.

M. Dole a cependant souhaité que ces frappes aériennes ne constituent que le début d'une « action décisive » pour abattre le régime de Saddam Hussein. Une manière de cacher son dépit d'être, une nouvelle fois, pris au piège que les événements et Bill Clinton lui ont tendu.

Laurent Zecchini

LE MONDE / JEUDI 5 SEPTEMBRE 1996

Un très large « parapluie » aérien

EN ÉTENDANT au sud de Bagdad, à compter du mercredi 4 septembre à 12 heures, la zone d'exclusion aérienne qui interdit les activités aériennes - survol et mise en batterie des défenses sol-air - des armées de Saddam Hussein au-dessus de leur propre pays, Washington vient d'élargir d'une centaine de kilomètres la portion méridionale de territoire irakien ainsi contrôlée. Cette décision de Bill Clinton aboutit à modifier de manière unilatérale les résolutions de l'ONU d'avril 1991 et d'août 1992, destinées à l'origine à protéger, au nord, les populations kurdes et, au sud, les populations chiites soumises à des raids de l'armée irakienne.

Concrètement, cette nouvelle interdiction, qui permet à des avions américains de se considérer comme agressés dès que Bagdad tente de les « pister » au radar, englobe les faubourgs sud de la capitale, deux grandes bases aériennes et une zone de manœuvre des forces irakiennes dans la partie méridionale du pays.

DISSUASION

En revanche, cette même initiative de Washington laisse toute liberté aux unités de Saddam Hussein, notamment à ses hélicoptères, d'agir, au nord du 36° parallèle, dans une zone peuplée de Kurdes, là où les troupes irakiennes sont précisément, sa-

medi, entrées en force. Invités à s'expliquer sur cette tactique incohérente en apparence, les états-majors américains affirment que leur objectif est double. D'une part, il s'agit d'assurer au mieux - en neutralisant la défense aérienne de l'Irak - la sécurité de leurs aviateurs chargés de faire respecter les résolutions de l'ONU. D'autre part, Washington voudrait que le président irakien, s'il devait se sentir plus fort avec des succès dans le Nord, sache qu'il n'aurait rien à gagner à lancer des opérations conjointes, aéro-terrestres, dans le Sud, non loin de l'Arabie saoudite et du Koweït.

J. I.

Certains alliés des Etats-Unis dénoncent une « action unilatérale »

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT américain, Warren Christopher, devait entamer, jeudi 5 septembre, une tournée en Europe, qui devrait être dominée par la volonté de Washington de resserrer l'alliance avec les partenaires des Etats-Unis face à Saddam Hussein. Cette tournée devait initialement être consacrée à l'avenir de la sécurité en Europe.

M. Christopher aura du fil à retordre, car les derniers tirs de missiles de croisière américains contre l'Irak et la décision prise unilatéralement par les Etats-Unis d'étendre du 32° au 33° parallèle la zone d'exclusion aérienne imposée à ce pays dans le sud de son territoire ont sérieusement ébranlé cette alliance.

Les gouvernements européens n'ont pas tous parlé d'une même voix : Bonn, Londres, La Haye, Copenhague et, à un moindre degré, Oslo ont soutenu l'attaque améri-

caine, alors que Paris, Madrid, Rome et Bruxelles prenaient des distances. Mais l'Union européenne en tant que telle a estimé, par la voix de son président en exercice, le premier ministre irlandais, John Bruton, qu'elle « ne pense pas que la violence » soit la « réponse appropriée pour résoudre les problèmes ». « Je crois, a ajouté M. Bruton, qu'il est juste de dire qu'il s'agit d'une action unilatérale des Etats-Unis et qu'ils n'ont consulté aucune partie sur cette action. »

Plus généralement, comme le soulignait, mercredi, le quotidien britannique *The Guardian*, le président Bill Clinton a « brisé l'alliance du Golfe ». Dans un éditorial, le journal a souligné « les dégâts collatéraux » infligés « à ce qui restait de l'alliance échauffée lors de la guerre du Golfe, à la fois dans la région et internationalement ».

Le gouvernement russe a en ef-

fet qualifié d'« inacceptable » et d'« inappropriée » l'opération militaire américaine. Le ministre des affaires étrangères, Evgueni Primakov, a estimé que l'initiative américaine « ne peut être soutenue par quiconque, excepté ceux qui placent les questions de politique intérieure, y compris les questions préélectorales, au-dessus du reste ».

LES ARABES ET ISRAËL

« Le recours au pouvoir en Irak, mais ce sont les Irakiens qui en souffriront », a commenté le chef de la diplomatie égyptienne, Amr Moussa, qui considère que « les derniers développements (...) auront des répercussions sur la stabilité de toute la région ». Les journaux gouvernementaux égyptiens n'ont pas hésité à critiquer la politique de « deux poids, deux mesures » du président Clinton, qui n'intervient pas pour mettre fin

aux ingérences iraniennes et turque dans le nord de l'Irak, ni ne s'oppose à « l'agression militaire israélienne contre le Liban ».

La Syrie, qui avait, elle aussi, participé à l'alliance anti-Irak

L'ONU maintient ses sanctions

En raison du non-respect par Bagdad des résolutions des Nations unies, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, mardi 3 septembre, le maintien des sanctions internationales imposées à l'Irak depuis six ans, a-t-on appris de sources diplomatiques. Le renouvellement des sanctions n'affecte pas l'accord « pétrole contre nourriture » à but humanitaire, dont l'application est toutefois suspendue par l'ONU pour « raisons de sécurité » après l'attaque de l'armée irakienne dans le Kurdistan irakien. Mais le président Bill Clinton a annoncé, mardi, qu'il avait l'intention de suspendre indéfiniment cet accord, dont certains aspects techniques sont encore en discussion.

D'autre part, le président de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, Roif Ekeus, a déclaré que les tirs de missiles américains et l'extension de la zone d'exclusion aérienne jusqu'aux faubourgs sud de Bagdad ont « sérieusement affecté » les inspections de l'ONU. - (AFP)

officiel syrien, cette opération est « une violation des lois internationales qui garantissent la souveraineté et l'intégrité des pays et interdisent toute ingérence dans leurs affaires intérieures ».

La plupart des pays arabes sont demeurés silencieux. Seul, le Koweït a « exprimé sa compréhension à l'égard de la fermeté » des Etats-Unis. L'Irak, a déclaré le chef de la diplomatie koweïtienne, Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah, doit « appliquer toutes les résolutions de l'ONU pour que soient instaurées la paix et la stabilité dans la région ».

Pour le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, « l'opération militaire américaine ne représente pas de danger pour Israël ». Le chef de l'armée de l'air, le général Eitan Ben Eliahou, a néanmoins annoncé que ses unités étaient sur le qui-vive face au risque d'une attaque aérienne irakienne. - (AFP, Reuter.)

Le Monde

— JEUDI 5 SEPTEMBRE 1996

La Turquie s'inquiète de l'instabilité provoquée à sa frontière

ISTANBUL

de notre correspondante

Les récents développements dans le nord de l'Irak ont placé la Turquie dans une situation inconfortable. Désireuse de prouver sa loyauté aux Etats-Unis, elle a condamné l'intervention irakienne à Erbil, mais Tansu Ciller, ministre des affaires étrangères et vice-premier ministre, n'a pas caché les inquiétudes du gouvernement face à la montée de la tension dans la région. Trois des grands quotidiens nationaux ont titré, moins diplomatiquement, sur les « missiles électoraux » du président Clinton.

Dans un communiqué, M^{me} Ciller a souligné que la Turquie sou-

haitait « la fin rapide des affrontements, la protection de la population civile » et voulait « éviter la création d'un milieu favorable au terrorisme [du Parti des travailleurs kurdes turc, PKK] et à un nouveau mouvement d'exode » vers ses frontières.

La conséquence la plus immédiate pour Ankara de ce nouveau conflit est la suspension de l'accord « pétrole contre nourriture », qui devait apporter à la Turquie des revenus dont elle a grand besoin. Les autorités affirment fréquemment que la guerre du Golfe a coûté 20 milliards de dollars à la Turquie, en la privant des échanges commerciaux avec l'Irak, un de ses principaux partenaires avant la guerre.

La majorité du pétrole que l'Irak devait exporter, en vertu de l'accord « pétrole contre nourriture », devait transiter par l'oléoduc turc. De plus, comme le signale Sami Kohen, chroniqueur de politique étrangère du quotidien *Milliyet*, « lors d'une récente foire commerciale à Bagdad, les hommes d'affaires turcs avaient signé des contrats allant jusqu'à 200 millions de dollars », pour la fourniture de médicaments et de produits alimentaires. Si les ventes de pétrole sont retardées, « c'est un développement qui va à l'encontre des intérêts de la Turquie », a déclaré M^{me} Ciller, qui gère la crise à Ankara.

MUTISME DU PREMIER MINISTRE

Tous les contacts entre l'administration américaine et la Turquie ont eu lieu par l'intermédiaire de M^{me} Ciller, Washington étant très critique à l'encontre du premier ministre islamiste, Necmettin Erbakan, qui a non seulement signé récemment un contrat de 23 milliards de dollars avec Téhéran pour l'achat de gaz naturel, mais avait aussi dépêché deux de ses ministres à Bagdad. Le premier ministre ne s'est, à aucun moment prononcé, sur la crise, qui porte un coup à ses rêves de coopération renforcée entre pays musulmans.

Tous les Turcs sont conscients des faiblesses de la politique occidentale dans le nord de l'Irak. Le Parlement turc renouvelle régulièrement, mais avec de plus en plus de réserve, le mandat de l'opération alliée « Provide Comfort », qui assure une protection aérienne aux civils kurdes.

De nombreux Turcs, convaincus que Saddam Hussein est fermement accroché au pouvoir, souhaitent que les Kurdes irakiens se réconcilient avec Bagdad, reprochant aux alliés d'encourager indirectement un vide de pouvoir qui profite aux combattants du PKK, solidement installés dans les montagnes du nord de l'Irak. Selon M. Kohen, « la politique occidentale en Irak du Nord s'est effondrée ».

Le soulagement d'Ankara, lors de la création d'une zone de sécurité pour les civils kurdes en avril 1991, aura été de courte durée. La formation d'une entité kurde, de facto autonome, disposant d'un Parlement et de sa propre administration au nord de l'Irak, présentait d'autres dangers aux yeux des Turcs, qui, opposés à l'idée d'un Etat kurde indépendant, voulaient avant tout éviter la désintégration de l'Irak.

RENFORCEMENT DU PKK

Ankara avait, cependant, réussi à établir des relations avec les Kurdes irakiens. En 1992, la Turquie avait même obtenu le soutien des peshmergas (combattants kurdes) pour déloger le PKK des montagnes du nord de l'Irak. Les combats entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, avaient certes mis fin à l'unité des Kurdes irakiens et écarté le danger immédiat d'un Etat kurde, mais l'instabilité causée par ces divisions a clairement profité au PKK, qui a développé ses bases au nord de l'Irak.

Dans quelle mesure les bombardements américains contre Saddam Hussein ont-ils modifié l'échiquier régional ? C'est la question que se posent désormais les Turcs.

Le rapprochement entre le PDK et Bagdad « convient indirectement à la Turquie », estime M. Kamran Inan, député du parti d'opposition Anap. Mais, appuyé par l'Iran, M. Talabani ne laissera pas Barzani tranquille. La situation risque d'être encore plus instable. « La Turquie, affirme M. Kohen, paie la facture une seconde fois. Les Etats-Unis poursuivent une politique très simpliste. La situation est lourde de contradictions. Il est préférable que la Turquie ne s'en mêle pas. »

Nicole Pope

Le Monde

JEUDI 5 SEPTEMBRE 1996

L'intervention de Bagdad a semé le chaos au Kurdistan

DOHOUK

de notre envoyé spéciale

Le drapeau irakien flotte toujours sur le « Parlement » kurde d'Erbil, et de nombreux agents de sécurité, comme des policiers en uniforme de Bagdad, occupaient encore, mardi 3 septembre, l'éphémère capitale du Kurdistan autonome depuis avril 1991. Selon un membre d'une organisation internationale rentré dans la soirée à Dohouk, plus au nord, la situation à Erbil demeure chaotique, et les nouvelles autorités mises en place par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani semblent avoir du mal à rétablir l'ordre. Outre les perquisitions, vols et destructions des sièges des organisations kurdes concurrentes du PDK, de nombreux vols ont été commis par les peshmergas (combattants). Selon ce même témoin, près de 3 500 voitures ont déjà disparu.

M. Barzani a dû faire intervenir, lundi, des forces spéciales pour protéger, à Ankawa, le quartier chrétien d'Erbil, les sièges des agences de l'ONU et des organisations non gouvernementales (ONG). Geste destiné aussi à tenter de démontrer le contrôle du PDK sur Erbil. Les agents de la sécurité irakienne continuaient toutefois, mardi, à procéder à des arrestations, notamment parmi les membres des autres partis, en particulier turcomans et communistes. Erbil est toujours privée d'eau et d'électricité, et des responsables de l'ONU sont allés discuter avec des membres de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui, chassés d'Erbil, se sont repliés dans la région de Souleimaniyé, plus au sud, d'où ils contrôlent la cen-

trale électrique dont dépend l'approvisionnement d'Erbil.

L'armée irakienne, qui était intervenue massivement, samedi, appuyée, selon un témoin, par près de 450 chars, s'est retirée d'Erbil, mais stationne non loin de là. Des chars et de l'artillerie étaient toujours en place, mardi, au sud-est de la ville, entre Degala et Gustapa. Les troupes de Bagdad ont, par ailleurs, pris Kalar, au sud de Souleimaniyé, ce qui pourrait présager des pressions plus appuyées sur la capitale de la troisième province du Kurdistan, devenue le principal point d'appui de l'UPK.

Politiquement, M. Barzani semble avoir du mal à convaincre ses partisans du bien-fondé de son appel au président Saddam Hussein. C'est par un long communiqué de six pages, diffusé et rediffusé sans cesse sur les antennes de sa radio et de sa télévision, qu'il a tenté d'expliquer ce nouveau revirement qui apparaît à beaucoup comme une « trahison ».

« Nous avons commencé par expliquer à tous nos amis le danger de l'attitude tyrannique de l'UPK, peut-on y lire. Nous leur avons demandé leur aide, spécialement celle des Américains, les parrains de l'accord de Drawgate », en Irlande. Cet accord a été signé, en septembre 1995, sous les auspices des Etats-Unis, et avait mis fin à une première guerre de dix-sept mois entre l'UPK et le PDK, qui avait fait près de deux mille morts. « Nous leur avons dit que sans réponse de leur part, nous serons en droit de demander le soutien de n'importe qui, où qu'il se trouve. Le gouvernement irakien a répondu de bonne grâce à notre appel. La li-

la situation. Les quatre représentants de France Libertés auraient, eux, choisi de partir d'Irak et déjà via l'Iran: « Il devient très difficile de circuler car les peshmergas ne veulent plus passer d'une zone à l'autre », affirmait l'un des « dix-huit » de Dohouk. « La présence d'agents de Saddam Hussein est un danger désormais permanent. De plus, la situation du côté de Souleimaniyé peut s'aggraver rapidement, ne laissant plus qu'une porte de sortie par le territoire irakien. »

Pour le moment, seuls les agents de l'ONU demeurent sur place. En revanche, les représentants militaires des Occidentaux, qui surveillent l'application de l'opération « Provide Comfort », ont évacué l'Irak, mardi à l'aube, pour se mettre à l'abri dans la ville frontalière turque de Silopi.

Si l'intervention militaire américaine a réjoui les habitants de la zone sous contrôle de l'UPK - « à Rania, affirme un témoin, elle a été accueillie par des tirs de joie et les cris de "Vive la libération!" - », elle a plongé dans le doute ceux qui demeurent sous contrôle du PDK et qui préféreraient s'abstenir de tout commentaire. « Je n'ai jamais fait confiance aux Américains », a pour sa part affirmé M. Barzani lors d'une conférence de presse dans son fief de Salaheddine. Peut-être, mais peut-il faire davantage confiance au président irakien, qui a massacré une grande partie de sa famille et rasé 4 000 villages du Kurdistan? Visiblement, son peuple ne le croit guère, et il aura sans doute bien du mal à rester désormais seul maître de la situation.

Françoise Chéniaux

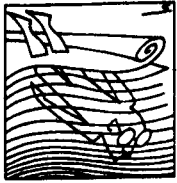
M. Barzani semble avoir du mal à convaincre ses partisans du bien-fondé de son appel au président Saddam Hussein

Entre la « tyrannie » de M. Talabani, qui est quand même l'un des leurs, et celle de Saddam Hussein, dont ils ont un souvenir douloureux, les Kurdes s'interrogent, s'inquiètent, et même certains partisans de M. Barzani avouent leur peur. « Notre chef ne pouvait pas faire autre chose, confie Ziad, un peshmerga, mais c'est vrai que j'ai très peur maintenant, car les gens de Saddam sont là et nous ne sommes plus tranquilles. » « Il n'est pas question que nous livrions nos prisonniers aux Irakiens », confie un responsable du PDK. Combien de temps le PDK pourra-t-il tenir ses promesses ?

Le retour des agents de Bagdad et l'incertitude de la situation ont semé le trouble parmi les ONG, nombreuses au Kurdistan. Mardi, dans la soirée, cinq des six ONG françaises tenaient conclave à Dohouk, où leurs dix-huit membres s'étaient repliés pour évaluer

La France affiche sa différence

DE LA MÊME MANIÈRE qu'en avril elle s'était démarquée des Etats-Unis lors de l'opération israélienne « Raisins de la colère » contre le Liban-



ANALYSE

de Charm El Cheikh en mars, la France n'a pas hésité à dire sa différence, mardi 3 septembre, lors de la riposte militaire américaine contre l'Irak. Paris, qui, depuis l'accession de Jacques Chirac à la présidence de la République, a l'ambition d'avoir une politique proche-orientale, a compris qu'il y avait un créneau d'autant plus commode à occuper que l'attitude des Etats-Unis pêche par de nombreuses faiblesses.

Officiellement, Paris s'est borné à dire, mardi, par la voix du Quai d'Orsay, son « inquiétude devant l'évolution de la situation en Irak », après le tir de missiles de croisière américain contre le sud de ce pays. Cette pudeur diplomatique tient au fait que le gouvernement français veut d'autant moins donner l'impression de se désolidariser d'un allié occidental privilégié qu'il est lui-même extrêmement critique à l'égard du régime de Saddam Hussein. Mais Paris, qui, depuis

des mois, s'emploie à amadouer Bagdad pour qu'il respecte les résolutions des Nations unies – le rôle de la France dans l'acceptation par Bagdad de la résolution 986 de l'ONU, dite « pétrole contre nourriture », est loin d'être négligeable –, souhaite que l'Irak puisse réintégrer progressivement le giron de la communauté internationale.

Pourquoi ? Parce que l'embargo imposé, depuis plus de six ans, par l'ONU, n'a pas entraîné la chute de Saddam Hussein, que les conditions de vie du peuple irakien vont se dégradant, et

facilement prendre des distances avec Washington qu'elle savait que les pays arabes, si hostiles fussent-ils à M. Hussein, sont las du seul langage de la force qu'utilisent les Etats-Unis, langage qui relève davantage de la punition que de la solution des problèmes – qu'il ne fait souvent qu'aggraver. Seul le Koweït a approuvé, mardi, l'action américaine.

Les raisons invoquées par les Etats-Unis pour justifier leur action militaire contre l'Irak ne sont pas non plus juridiquement fondées. L'Irak – et le Quai d'Or-

deux parallèles – et une telle surveillance est nécessaire lorsque l'on sait que l'Irak cherche en permanence à tromper les inspecteurs de l'ONU. Néanmoins, une telle extension est non seulement unilatérale, mais n'a plus rien à voir avec la protection des populations civiles.

En mars, au sommet de Charm El Cheikh, dont Bill Clinton et Shimon Pérès voulaient faire un forum « va-t-en guerre » contre les « terroristes » tout entier consacré à assurer la reconduite dans ses fonctions de l'ancien premier ministre israélien, M. Chirac avait su dire que la répression ne suffit pas et qu'il fallait régler les problèmes à la racine. La France avait su s'insérer aussi, avec plus de détermination encore, dans les failles de la politique américaine, pour s'imposer, en avril, comme partie prenante au cessez-le-feu au Liban.

M. de Charette n'avait pas hésité à opter – et c'était une première – pour la « diplomatie de la navette », qui était jusqu'alors l'apanage des Etats-Unis, sur lesquels Paris avait pris un avantage en se posant d'emblée en médiateur, alors que Washington approuvait l'intervention militaire israélienne au Liban-sud. Paris n'a pas non plus hésité à condamner le massacre, à Cana, de plus de cent civils libanais réfugiés auprès du contingent fidjien de la Force intérimaire de l'ONU pour le Liban (Finul), alors que Washington avait tardé à réagir.

L'opiniâtreté de la France, qui s'était parallèlement employée à assurer qu'elle ne nourrissait pas l'ambition de supplanter les Etats-Unis dans la région, mais voulait seulement affirmer le rôle qui lui revient, avait été payante. Avec Washington, Paris parraine le cessez-le-feu qui s'est instauré au pays du Cèdre. Comme pour l'affaire libanaise, l'Union européenne (UE) d'abord rétive, voire critique à l'égard du cavalier seul français, avait fini par approuver l'attitude de la France. Les pays-membres de l'UE ont commencé à parler d'une seule voix à propos de l'Irak. Mais l'UE en tant qu'ensemble n'en a pas moins estimé, dans un communiqué, qu'elle « ne pense pas que la violence » soit la réponse « appropriée pour résoudre les problèmes ».

Mouna Naïm

Opposition unanime de gauche à droite

La classe politique française semble unanime à dénoncer l'intervention américaine en Irak. Ainsi, l'ancien premier ministre Raymond Barre a estimé, mardi 3 septembre, qu'il fallait « se méfier des conséquences dans la région du Moyen-Orient d'interventions qui susciteraient des réactions très négatives ». Elisabeth Guigou, ancien ministre socialiste des affaires européennes, a souligné le fait qu'« aucune résolution des Nations unies ne légitime ou ne justifie » l'action américaine. Didier Motchane, secrétaire national du Mouvement des citoyens, a souligné que « de Bush à Clinton, l'approche de l'élection présidentielle avive une grande tradition américaine qui tente de faire régner son ordre sur le monde à coups de canon ». Pour Francis Wurtz, membre du bureau national du PCF, « la France serait dans son rôle en saisissant les Nations unies (...) d'une grande initiative de paix ». Le président du Front national, qui avait soutenu Bagdad lors de la guerre du Golfe, a assuré le « peuple irakien » de son « total soutien ».

aussi parce que Paris, qui était un partenaire privilégié de l'Irak avant la guerre du Golfe, voudrait retrouver sa place sur le marché local. Lundi, dans la soirée, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, a encore tenté d'amener l'Irak à la raison. Dans un message au vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, il a demandé que continue, « de manière effective, le retrait des forces engagées [par Bagdad] sur le terrain ».

La France savait pertinemment que, dès lors qu'ils avaient engagé une sorte de bras-de-fer avec Saddam Hussein, les Etats-Unis, qu'ils soient ou non en période électorale, ne pouvaient pas ne pas réagir à l'intervention de l'armée irakienne dans le nord du Kurdistan. Même si M. Hussein avait totalement retiré ses troupes une fois les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) évincés, son alliance retrouvée avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) lui permettait de reprendre pied dans le Kurdistan. Washington estimait devoir relever le défi.

Mais Paris peut d'autant plus

say ne s'est pas privé de le rappeler mardi – n'a pas violé de résolution des Nations unies en envoyant ses troupes au sol dans le nord du Kurdistan, décrété « zone d'exclusion aérienne » et placé sous la protection d'une force multinationale.

« LA RÉPONSE APPROPRIÉE »

La résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU, dont l'interprétation a permis aux pays occidentaux d'établir cette « zone », ne prévoit nulle part une riposte militaire – en jargon diplomatique, on dit que la « 688 » ne relève pas du chapitre 7 de la Charte de l'ONU qui autorise une action militaire. L'imposition de cette interdiction, d'abord au nord du 36° parallèle, puis, en août 1992, au sud du 32° parallèle a donc, d'une certaine manière, été une action unilatérale.

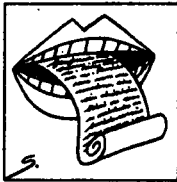
Pis. Les Etats-Unis viennent de décider d'étendre du 32° au 33° parallèle la zone d'exclusion délimitée dans le sud de l'Irak. Certes, cela permet aux alliés occidentaux de surveiller certains sites militaires situés entre les

Le Monde

JEUDI 5 SEPTEMBRE 1996

« Leurs lignes maudites sont inexistantes »

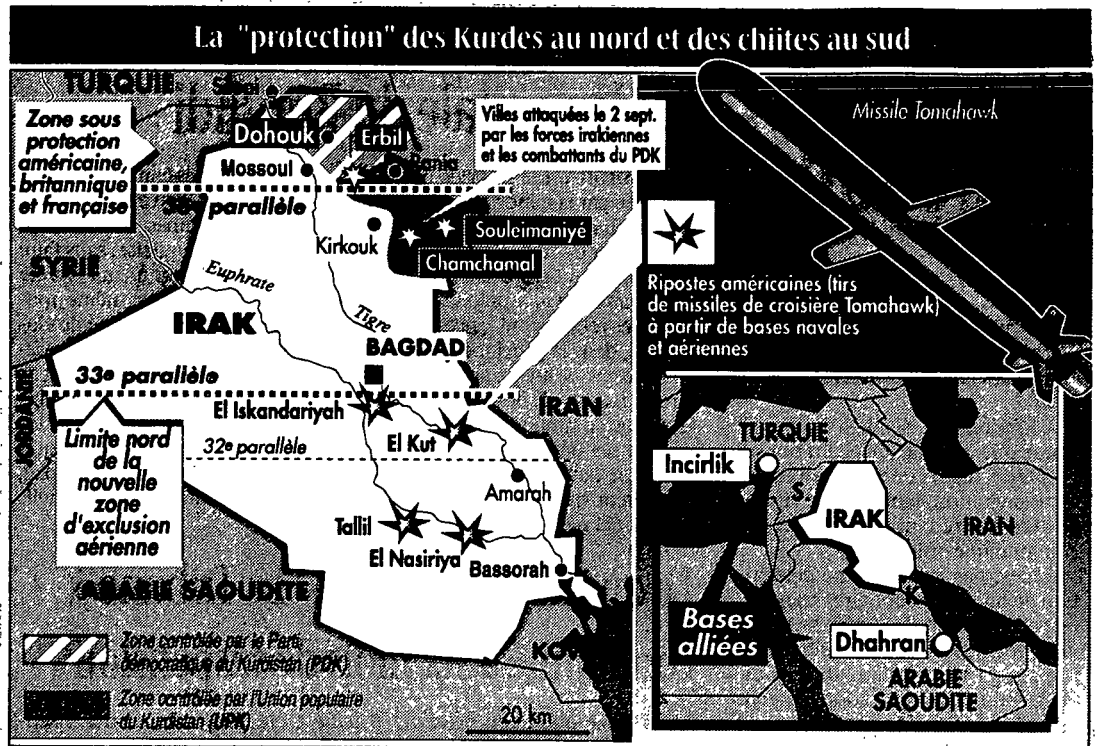
DANS UN DISCOURS télévisé prononcé mardi 3 septembre, le président irakien, Saddam Hussein, a invité son armée à abattre tout avion de l'alliance occidentale qui survolerait le nord du 36^e parallèle et le sud du 32^e. « Une nouvelle fois, a-t-il déclaré, les maudits Américains



VERBATIM

(...) sont venus mener des raids agressifs et maudits, mais qui témoignent surtout de la résistance des glorieux Irakiens (...). Cette journée s'inscrit dans les annales de l'histoire comme une glorieuse journée pour le peuple irakien. O Irakiens et hommes de nos braves forces armées, résistez et donnez une leçon à leurs âmes insignifiantes, et vous, hommes de la défense antiaérienne et faucons (pilotes), considérez que, désormais, leurs lignes maudites et imaginaires, au nord du 36^e et au sud du 32^e parallèles, sont inexistantes, et frappez habilement et fort tout avion des agresseurs qui violerait l'espace de tout l'Irak (...). »

« L'Irak est glorieux, orgueilleux (...), résiste comme les montagnes, (...) et les sifflements des vièges ne peuvent rien contre lui. Les fils des deux fleuves [le Tigre et l'Euphrate] étaient vigilants et ont abattu une grande partie de leurs missiles. Dieu a fait échec à l'agression et aux agresseurs, nos pertes sont légères, que Dieu ait l'âme de nos martyrs ! » - (AFP)



Le Monde

JEUDI 5 SEPTEMBRE 1996

La Lyonnaise des eaux parie sur la Turquie

QUELQUES MOIS après la signature d'un contrat de gestion pour la distribution d'eau et l'assainissement dans la bande de Gaza, la Lyonnaise des eaux continue de pousser ses pions au Proche-Orient. Le groupe français vient d'obtenir un contrat d'exploitation du service d'eau et d'assainissement de la ville d'Antalya (530 000 habitants), située dans le sud de la Turquie. Ce contrat de dix ans est de faible envergure - 7 millions de dollars (35 millions de francs) la première année, financés en majeure partie par la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement -, mais il est symbolique : pour la première fois, une collectivité turque délèguera la gestion de l'exploitation des services d'eau et d'assainissement au secteur privé. Cette condition avait été exigée par les deux banques avant de financer ce programme. Avec ce contrat, le groupe de services espère renforcer son emprise

en Turquie, un marché qui l'intéresse depuis longtemps. La Lyonnaise y est déjà présente par le biais de ses filiales GTMH (installation de lignes électriques) et Degremont (traitement d'eau potable). Mais elle espère y investir davantage et ce malgré l'arrivée récente au pouvoir d'un gouvernement islamiste dirigé par Necmettin Erbakan, moins inquiétant selon elle que les dérapages inflationnistes de ces dernières années.

Avec 62 millions d'habitants, le pays a des besoins en infrastructures énormes. Selon les prévisions, Ankara sera la plus grande ville d'Europe dans vingt ans avec 20 millions d'habitants, et elle ne parvient aujourd'hui à satisfaire que la moitié de la demande de sa population en eau (2,5 millions de mètres cubes). La Turquie cherche donc à expérimenter de nouveaux modes de gestion de ses services publics afin de bénéficier de l'apport de capitaux privés.

Le groupe français veut prouver qu'il sait gérer à un moindre coût tout en offrant une meilleure qualité de services que le système de gestion actuel. Si son programme d'Antalya est un succès, d'autres villes comme Bursa pourraient à leur tour basculer vers le privé, avec le soutien de la Banque mondiale. D'ici à cinq ans, la Lyonnaise souhaiterait obtenir la distribution d'eau de quatre ou cinq villes turques de plus de 500 000 habitants, sous forme de contrat de gestion, et à terme elle ne désespère pas d'obtenir des concessions.

La présence du groupe en Turquie devrait également faciliter son développement dans les pays limitrophes. Mais, faute de moyens économiques réels, les ambitions de la Lyonnaise dans cette partie du monde restent, cependant, étroitement liées à la politique de financement des grands organismes internationaux.

L'EXPRESS - 5 septembre 1996

Sous-estimant la riposte de Clinton en pleine campagne électorale, le dictateur irakien a voulu pousser ses pions au Kurdistan et reprendre le contrôle de cette zone stratégique

Saddam défie l'Amérique

Si **Saddam Hussein** n'est pas un disciple de Satan, comme le prétendent les Américains, prompts à diaboliser leurs ennemis, du moins est-il celui de Machiavel. Avec un cynisme effarant, il vient ainsi, en pleine campagne électorale américaine, de réussir à pousser militairement ses pions au Kurdistan irakien. Va-t-en-guerre plus que fin stratège et encore moins analyste politique, le dictateur de Bagdad, qui ignore tout des règles du jeu d'une démocratie, aura eu le tort de ne pas prendre assez en compte cette donnée : la formidable pression exercée par ses adversaires sur un chef d'Etat américain candidat à sa réélection. Bref, Saddam aura sans doute sous-estimé l'aiguillon du républicain Bob Dole, qui, à la veille des tirs de missiles ordonnés lundi soir par Bill Clinton sur des objectifs militaires proches de la capitale irakienne et dans le Sud, raillait encore : « Saddam a testé le leadership américain... Et il a pu constater qu'il n'est pas à la hauteur ! »

Reste que, en dépit de ces représailles, le grand vaincu de la guerre du Golfe se sera offert le luxe, cinq ans et demi après l'opération Tempête du désert, de rétablir son autorité dans la zone d'exclusion, mise en place au mois d'avril 1991 sur décision des Nations unies, au



août 1996 : manifestation du Parti démocratique du Kurdistan. Le 2 septembre, Saddam Hussein cédait les positions conquises à ses alliés du PDK.

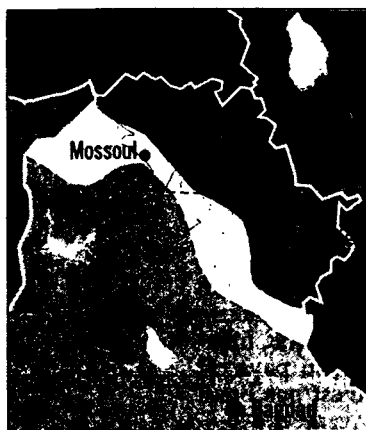
nord du 36^e parallèle. Protégé par des forces aériennes américaine, française et britannique, ce périmètre ne peut être survolé par l'aviation du régime baassiste. Toutefois, les Etats-Unis n'ayant jamais interdit expressément aux forces terrestres irakiennes d'y intervenir, Saddam Hussein a saisi le premier prétexte pour y envoyer ses divisions blindées.

Le prétexte, ce fut un appel au secours de Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié de l'Irak et dont les combattants perdaient du terrain au profit de leurs frères ennemis pro-iraniens de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dirigée par Djalal Talabani. Appuyée par un pilonnage d'artillerie, l'armée de Bagdad a pu ainsi reprendre aisément à l'UPK le contrôle d'Erbil, la « capitale » du Kurdistan irakien. « Le bazar d'Erbil est ravagé, de nombreuses habitations sont détruites, l'électricité est coupée, l'eau devient dangereuse à boire et les risques d'épidémie sont sérieux », assure Domitille Lagourgue, de l'ONG Mission enfance, implantée en terre kurde. Alors que, lundi 2 septembre, la tension avec Washing-




ton atteignait son paroxysme, Saddam Hussein confiait la ville reconquise aux pechmerga du PDK et ordonnait le repli de ses troupes.

Pour le rais irakien, qui cherchait à tout prix à reprendre le contrôle de cette zone stratégique, traversée par l'oléoduc débouchant sur la Turquie, la première manche de la partie semblait gagnée. Il est vrai que la marge de manœuvre de Washington pour agir sur le terrain, au Kurdistan, était réduite : Saddam Hussein est intervenu à la demande de Massoud Barzani, et ce dernier entretient plutôt de bonnes relations avec la Maison-Blanche. Enfin, on connaît le peu de sympathie de Bill Clinton pour la République islamique iranienne, qui, elle, soutient le parti kurde rival de Talabani.

A l'heure où le maître de Bagdad, toujours aussi arrogant, hurle son indignation devant les bombardements américains, que condamne la Russie, il semble prématuré d'annoncer, comme Bob Dole – qui, décidément, fait feu de tout bois – « le début de la fin » du pouvoir de Saddam Hussein. Le candidat républicain aurait-il oublié que l'Irak n'est pas une démocratie ? ●



KURDISTAN sous contrôle

-  de l'Irak
-  du PDK
-  de l'UPK



L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI - 5/11 septembre 1996

LES CINQ CLES DU COUP DE FORCE DE SADDAM HUSSEIN

Le Kurdistan, cette poudrière

1. Qu'est-ce que la région autonome kurde en Irak ?

La zone du nord de l'Irak, peuplée par 3,5 millions de Kurdes, qui a été placée sous protection internationale par l'ONU depuis avril 1991. L'aviation irakienne n'a pas le droit de la survoler. Il s'agissait alors de protéger les Kurdes de la répression de Bagdad après leur révolte contre Saddam Hussein au lendemain de la guerre du Golfe. L'autonomie s'est concrétisée dans un Parlement régional kurde élu en 1992.

2. Pourquoi Saddam Hussein est-il intervenu ?

Les troupes irakiennes sont entrées dans la zone autonome à la demande d'une des factions kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Ce mouvement cherche à éliminer son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), soutenue par l'Iran. Le 17 août, des affrontements ont fait 100 morts. Le dictateur irakien a trouvé là une occasion rêvée de reprendre pied dans une région stratégique. Bagdad venait en effet de se voir à nouveau autorisé par l'ONU à exporter du pétrole pour acheter médica-



Les Kurdes du PDK, aidés par l'armée irakienne, ont repoussé les forces rivales de l'UPK.

Les luttes fratricides sont une survivance de leurs querelles tribales, et la conséquence de leur éparpillement sur plusieurs Etats. La zone autonome ne regroupe en effet que 15 % des 25 millions de Kurdes. Les autres résident en Iran, en Turquie et en Syrie. Les différents leaders kurdes ont donc multiplié alliances et retournements avec des Etats-nations prompts à les manipuler et à les

ments et nourriture. Or l'oléoduc qui permet d'acheminer l'or noir irakien vers la Turquie passe par la zone autonome kurde.

3. Pourquoi les Kurdes ont-ils été incapables de s'unir ?

Or l'oléoduc qui permet d'acheminer l'or noir irakien vers la Turquie passe par la zone autonome kurde.

réprimer. Avant Bagdad, Ankara était ainsi intervenu militairement dans la zone autonome en Irak pour y pourchasser « ses » rebelles kurdes qui s'y étaient réfugiés.

4. Quelles sont les conséquences de l'intervention de Saddam ?

Pour l'Irak, le gel de l'accord sur l'exportation de son pétrole. Pour Bill Clinton, un risque de crise internationale ma-

jeure à la veille de l'élection présidentielle. Forcé d'adopter une position dure vis-à-vis du dictateur irakien, il a placé les troupes américaines dans le Golfe en état d'alerte et envoyé une trentaine de missiles de croisière contre des cibles militaires irakiennes.

5. Quelle est la position de la France ?

Jacques Chirac reste fidèle à sa politique arabe. Sa conversation téléphonique avec Bill Clinton, quelques minutes avant la riposte américaine, a été houleuse. Pour le Quai d'Orsay « L'Irak n'a pas violé les résolutions de l'ONU en intervenant militairement au Kurdistan » et « Paris est attaché à la souveraineté de l'Irak ». Un camouflet pour Washington. M.G.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Irak-Kurdes

Appel du chef du PKK à la "résistance sacrée" contre la Turquie

BONN, 5 sept (AFP) - Le chef du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK séparatiste) Abdullah Ocalan a appelé les militants de sa formation à la "résistance sacrée" contre la Turquie, a annoncé jeudi le Centre d'information du Kurdistan en Allemagne.

Mercredi, l'agence turque semi-officielle Anatolie avait annoncé que Ankara envisageait la création d'une zone-tampon dans le nord de l'Irak pour empêcher les infiltrations des rebelles kurdes du PKK.

"La République turque coloniale et fasciste a pris la décision d'occuper le sud du Kurdistan", a dénoncé M. Ocalan, selon un communiqué de ce centre, et affirmé que "l'invasion peut commencer à tout moment".

"Tous nos combattants de libération doivent se tenir prêts à opposer dès à présent une résistance sacrée et doivent être placés en état d'alerte maximal", a ajouté le chef du PKK, s'exprimant sur la télévision pro-kurde Med-TV, basée à Londres.

Ankara avait déjà envisagé de créer une zone-tampon le long de sa frontière avec l'Irak, du côté irakien, après une vaste opération de ses forces armées en mars-avril 1995 dans le nord de l'Irak contre les militants armés du PKK qui utilisent cette région comme base arrière.

ha/ob t.f

AFP /AA1234/051313

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Les profiteurs de l'embargo s'inquiètent

La reprise des exportations de brut irakien n'arrangerait pas les Kurdes.

Aussi étrange que cela paraisse, l'application de la fameuse résolution 986 de l'ONU, qui autorise Bagdad, après plus de cinq ans d'embargo, à exporter 700 000 barils de pétrole par jour, en échange d'une aide alimentaire et médicale, n'arrange personne. A l'exception, bien sûr, d'une population irakienne en manque de tout. L'approche de la reprise effective de ces exportations, prévue pour les semaines à venir, explique donc largement les brutaux coups de sang de Saddam Hussein et Bill Clinton.

La majeure partie de ce pétrole devait être transportée par oléoduc à travers le nord de l'Irak (le Kurdistan irakien) et la Turquie. Et les dirigeants irakiens devenaient de plus en plus nerveux à l'idée de voir des Kurdes «ennemis» se livrer à des opérations de sabotage. Jusqu'à présent, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, proche de Saddam Hussein, contrôlait plutôt bien la frontière

avec la Turquie. Le problème, c'est que la fraction rivale, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, proche de Téhéran, a récemment marqué quelques points sur le terrain qui ont effrayé Bagdad à l'approche de l'application de la résolution 986. Et poussé Saddam Hussein à voler au secours de Barzani.

Les minorités kurdes du Nord de l'Irak n'ont, de toute façon, guère intérêt à voir l'embargo pétrolier partiellement levé. Car elles profitent d'un trafic de pétrole soigneusement organisé dans la région frontalière avec la Turquie. Ce qui leur permet notamment de s'armer. Selon Pierre Terzian, directeur de la revue *Pétrostratégies*, les volumes de produits pétroliers exportés de manière illégale, par camions, vers la Turquie à partir de l'Irak seraient de 40 000 à 60 000 barils par jour. Et les Kurdes toucheraient 5 à 10% de la valeur de ces produits,

Les volumes de produits pétroliers exportés de manière illégale, par camions, vers la Turquie à partir de l'Irak seraient de 40 000 à 60 000 barils par jour.

une sorte de racket maintenant admis par tous. Chaque camion paie ensuite 24 dollars de taxe à l'entrée en Turquie. Près de 1 500 véhicules feraient ainsi quotidiennement le trajet, chacun chargé de 5 000 à 10 000 litres de produits pétroliers. Il est clair qu'une levée de l'embargo sur l'Irak, même partielle, perturberait cette belle organisation.

Les dirigeants irakiens eux-mêmes n'ont pas vraiment intérêt à voir la lourde machine onusienne se mettre en branle, souligne Francis Perrin, rédacteur en chef de la revue *Pétrole et gaz araziens*. Car ils ont fini par se débrouiller tant bien que mal pour violer l'embargo, sans aucun contrôle, ni sur les prix ni sur les quantités exportées. Toujours selon *Pétrostratégies*, il y aurait dans les eaux territoriales iraniennes un trafic de produits pétroliers irakiens,

transbordés dans des bateaux au large des Emirats arabes unis, qui représenterait quelque 20 000 à 30 000 barils par jour. Par ailleurs, quelque 10 000 à 20 000 barils/jour seraient également l'objet de trafics divers sur la frontière Irak-Iran. Bref, outre les leaders kurdes, toute une frange du régime irakien s'est tranquillement installée dans l'embargo pour en tirer un maximum de profits.

Côté américain, la remise en cause de l'accord «pétrole contre nourriture» arrange également bien du monde. Il permet à Bill Clinton de clouer le bec de son rival Bob Dole, qui le critique fortement pour avoir donné son feu vert à l'application de la résolution 986. Et elle arrange deux alliés des Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et le Venezuela, dont les revenus tirés du pétrole ont exposé depuis l'embargo im-

ALEXANDRA SCHWARTZBROD

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Irak-Kurdes lead

La Turquie veut créer des "zones de sécurité" dans le nord de l'Irak

ANKARA, 5 sept (AFP) - La Turquie a l'intention de stationner des troupes dans un certain nombre de "zones de sécurité" dans le nord de l'Irak, le long de sa frontière, pour empêcher les infiltrations des rebelles kurdes du PKK, ont indiqué jeudi de hauts responsables du ministère des Affaires étrangères.

Ces responsables ont expliqué sous couvert de l'anonymat à cinq journalistes étrangers que la Turquie avait pris depuis mercredi de nouvelles dispositions devant la nouvelle donne dans le nord de l'Irak.

Le volet diplomatique de ces nouvelles dispositions a été mené à bien, "nous avons informé tous les pays concernés", ont-ils déclaré. Ils ont précisé que le volet militaire "n'avait pas encore commencé".

A Washington, un porte-parole du Pentagone a affirmé avoir "eu connaissance de la décision de la Turquie d'établir une étroite zone de sécurité le long de sa frontière avec l'Irak". Il a ajouté que les Etats-Unis cherchaient "à en savoir plus" sur cette initiative d'Ankara.

"Si nous le jugeons nécessaire en raison des activités des terroristes (les militants armés du PKK, ndlr), nous entrerons en territoire irakien et établirons des zones de sécurité pour empêcher leurs mouvements", a expliqué un des responsables turcs.

"Nos soldats resteront sur place pour un temps indéterminé", a-t-il ajouté, alors que, jusqu'à présent, ils avaient l'habitude d'effectuer "des incursions" dans le nord de l'Irak et de se replier ensuite en territoire turc.

L'armée turque mène en effet de fréquentes incursions en territoire irakien pour tenter de neutraliser les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui utilisent la région comme base arrière.

Ces responsables ont souligné que la Turquie "ne remettait pas pour autant en cause la souveraineté irakienne sur la région". Mais, étant donné que le gouvernement de Bagdad n'est pas en mesure d'exercer cette souveraineté, Ankara entend "protéger ses intérêts et sa sécurité", ont-ils dit.

"La Turquie n'a pas à payer la note en matière de sécurité" résultant des récents événements en Irak, a expliqué un de ces responsables.

Un des deux principaux groupes kurdes d'Irak, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, a fait alliance avec le président Saddam Hussein et s'est emparé d'Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak, en chassant les peshmergas de son rival Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). L'action de Bagdad a entraîné des représailles militaires américaines contre l'Irak dans le sud du pays.

Du fait de la réinstallation à Erbil du PDK, qui contrôle toute la zone frontalière irako-turque, "le centre de gravité de ses forces a glissé vers le sud, ce dont les terroristes peuvent profiter", a poursuivi ce responsable.

"Nous avons des informations selon lesquelles (le PKK) pourrait tenter de se poser en troisième force dans la région et de s'imposer aux deux autres", a-t-il dit. "Cela nous ne pouvons le tolérer".

Affirmant que le PDK avait lui-même demandé l'aide de la Turquie dans ce contexte, il a indiqué qu'Ankara "coordonnera" ses actions avec M. Barzani. "Nous lui avons dit que nous prendrons soin de la sécurité des civils" habitant dans la zone frontalière, a-t-il ajouté.

Depuis le début de la nouvelle crise irakienne samedi dernier, la Turquie avait exprimé sa préoccupation devant la possibilité qu'elle

n'accroisse l'instabilité dans le nord de l'Irak, ce qui pourrait profiter au PKK.

Depuis mercredi, le ministre des Affaires étrangères, Tansu Ciller, avait multiplié les déclarations, indiquant qu'Ankara allait prendre des mesures "pour protéger ses intérêts et sa sécurité".

HC/sg tf

AFP /AA1234/051859 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Irak-ONU

Initiative turque après la suspension de la vente limitée du brut par l'Irak

ANKARA, 5 sept (AFP) - La Turquie lance une initiative pour compenser ses pertes après la suspension de la résolution de l'ONU "pétrole contre nourriture", autorisant l'Irak à une vente limitée de pétrole, a annoncé jeudi à Ankara le ministre turc des Affaires étrangères, Tansu Ciller.

Après la prise par les troupes irakiennes de la ville d'Erbil, située dans le nord de l'Irak contrôlé par les Kurdes d'Irak, l'ONU a suspendu l'application de cette résolution qui permettrait à Bagdad d'exporter du brut équivalent à deux milliards de dollars pendant six mois, pour acheter des vivres et médicaments.

La majorité de cette exportation était prévue par l'oléoduc irako-turc, ce qui permettrait à la Turquie de compenser une partie de ses pertes dues à l'embargo imposé à l'Irak.

"Le représentant de la Turquie auprès des Nations unies à New York a fait des démarches", a dit Mme Ciller à la presse. "Les ambassadeurs en poste à Ankara des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, France et Chine) devaient être convoqués jeudi au ministère pour leur donner des informations", a-t-elle ajouté.

Les pertes financières de la Turquie en raison de l'embargo sur l'Irak se sont élevées à près de 27 milliards de dollars, selon Mme Ciller.

"Des préparatifs destinés à compenser ces pertes ont été lancés (...) D'intenses contacts, notamment avec les Etats-Unis, se poursuivent", a-t-elle dit.

La Turquie comptait beaucoup sur la remise en marche du double oléoduc irako-turc qui relie les champs pétrolifères de Kirkouk (nord de l'Irak) au terminal pétrolier turc de Ceyhan-Yumurtalik, sur la Méditerranée.

Cet oléoduc a été fermé début août 1991 par Ankara, en conformité avec la résolution de l'ONU imposant un embargo multiforme sur l'Irak après l'invasion du Koweït par les troupes de Bagdad.

Lors d'un voyage le mois dernier à Yumurtalik, Mme Ciller avait indiqué que cet oléoduc pourrait commencer à fonctionner à la mi-septembre.

CE/hc/sg tf

AFP /AA1234/051525 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Kurdes-Irak-ONG
Danielle Mitterrand appelle à la mobilisation de l'opinion publique en faveur des Kurdes

PARIS, 5 sept (AFP) - Danielle Mitterrand, présidente de l'association France-Libertés, a appelé jeudi "l'opinion publique dans le monde à se mobiliser" en faveur de la situation catastrophique des Kurdes d'Irak. "Il faut que l'opinion publique fasse pression sur ses gouvernements pour qu'ils prennent leurs responsabilités face à la situation dramatique des kurdes", a-t-elle dit dans une conférence de presse, à l'Institut kurde de Paris.

"Je suis outrée de ce qui se passe actuellement", a dit Mme Mitterrand qui s'est demandée si "on va revenir à ce qui s'était passé en 1991, lorsque Saddam Hussein avait lancé son offensive contre les Kurdes".

Mme Mitterrand, dont l'association est présente dans le Kurdistan irakien avec d'autres ONG, a estimé que "la responsabilité des pays occidentaux était grande" dans les événements actuels. "Il faut qu'ils tirent les leçons de leurs erreurs passées", a-t-elle lancé.

Aujourd'hui, a-t-elle ajouté, "je lance un S.O.S pour que ces gouvernements défendent les populations kurdes, même si cela doit contrarier leurs projets de marchés pétroliers".

De son côté, Kandal Nezam, président de l'Institut kurde (une fondation culturelle), a estimé que la cause de la situation actuelle réside dans la création, par les alliés de la coalition anti-irakienne, une "zone de protection, sans pour autant donner aux 4 millions de Kurdes qui y vivent tous les moyens financiers et politiques de s'administrer au cours de ces cinq dernières années".

"Des deux choses l'une, soit on laisse pourrir la situation, et c'est une nouvelle descente en enfer pour les Kurdes, soit on organise une conférence internationale, avec les alliés et les parties en présence, pour définir un statut à cette population", a-t-il dit.

hm/chb

AFP /AA1234/051759

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

291 militants du PKK tués en août, selon Anatolie

ANKARA, 5 sept (AFP) - 291 militants armés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion contre Ankara, ont été tués lors de combats et opérations militaires en août, a rapporté jeudi l'agence semi-officielle Anatolie.

Ce bilan mensuel de l'agence ne fait pas état de victimes dans les rangs des forces de sécurité turques.

Ces combats et opérations se sont déroulés dans 12 régions administratives de l'Est et du Sud-Est anatoliens, situés à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Selon Anatolie, 161 "terroristes" (terminologie officielle désignant les maquisards du PKK) ont été capturés et 27 se sont rendus aux forces de l'ordre durant le mois d'août.

Le PKK mène une rébellion depuis 1984 contre Ankara dans le Sud-Est anatolien. Celle-ci et les opérations de représailles de l'armée ont fait plus de 22.000 morts en 12 ans.

Les rebelles du PKK utilisent également la région montagnaise du nord de l'Irak comme base arrière pour mener leurs attaques contre les objectifs en territoire turc.

Mercredi, le chef de la diplomatie turque Tansu Ciller avait annoncé une augmentation des activités des rebelles du côté irakien de la frontière. Elle avait ajouté que la Turquie "prendra toutes les mesures nécessaires pour défendre son territoire".

Après ces déclarations de Mme Ciller, une source gouvernementale avait annoncé l'intention d'Ankara de "créer une zone tampon sur le sol irakien" pour empêcher les infiltrations du PKK en territoire turc.

CE/hc/bm t.f

AFP /AA1234/051029 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turkey Attacks Rebel Kurds

By ZEYNEP ALEMDAR

Associated Press Writer

Thursday, September 5, 1996 1:24 pm EDT

ANKARA, Turkey (AP) -- Turkish jet fighters staged strikes today on suspected Turkish Kurdish rebel bases in northern Iraq.

A Foreign Ministry official said a "limited" air attack was carried out against the rebels, but gave no other details.

A senior government official, speaking on condition of anonymity, told The Associated Press that because of recent unrest in the region, Turkey planned to set up a buffer zone inside northern Iraq to protect itself from possible raids by Turkish Kurdish rebels.

The military was preparing to set up the zone in mountainous terrain along the 200-mile border Turkey shares with Iraq, the official said.

The official insisted Turkey has no designs on Iraqi territory and has notified Western allies about the plan. Foreign Minister Tansu Ciller has sent a letter to President Clinton, the official said.

Iraq has not commented on the report.

Turkey has regularly crossed into northern Iraq to confront the Kurdistan Workers Party, or PKK, a group that with Syrian backing has fought a 12-year battle for autonomy from Turkey.

During the Persian Gulf War, Turkey had an agreement with Iraq allowing it to cross the border in pursuit of PKK rebels. After the war, Baghdad issued objections to cross-border raids, but did nothing to actually prevent Turkey from continuing its offensives.

The northern Iraqi region bordering Turkey is under the U.S.-protected "no-fly zone" where Kurds are sheltered from Iraqi offensives.

Over the weekend, Iraqi troops entered the region to oust an Iranian-backed Kurdish faction for the benefit of another Kurdish group allied with Baghdad. These two groups are separate from the PKK.

In response, Clinton ordered air strikes against southern Iraq.

A Turkish intelligence official said some 2,500-3,000 PKK rebels in northern Iraq were operating from 12 bases. The

washingtonpost.com

official, speaking on condition of anonymity, said five of the bases fall inside the proposed buffer zone.

The senior government official said Turkish troops would cross into northern Iraq to attack PKK bases before setting up the buffer zone. He did not disclose how many troops would stay in the zone, but said it would be defended with heavy artillery and aircraft.

No time was given for when the plan would be put into effect, but it is expected to be operating within days.

Mrs. Ciller denied a cross-border operation was planned. "What is on the agenda is not an operation. What is on the agenda is not to allow such (terrorist) infiltrations," she told reporters today.

Officials never disclose cross-border operations in advance for security reasons.

Heightened military activity was seen Wednesday and today in southeastern Turkey, with buses ferrying soldiers to locations along the border. The security zone along the border could be as deep as 12 miles, depending on the terrain.

PKK leader Abdullah Ocalan issued a statement today calling on the Turkish Kurdish population to retaliate against any move by the Turkish army to invade, according to the pro-PKK news agency DEM.

Safeen Dizayhee, spokesman for the Baghdad-allied Kurdistan Democratic Party which controls part of northern Iraq near Turkey, said the Turkish Foreign Ministry informed him of the plan Wednesday.

"We have been assured that it will not harm the civilian population," Dizayhee said.

Dizayhee said Turkish soldiers would be stationed on Turkish territory "but they will be have the liberty to strike whenever they find it necessary."

Turkey's largest offensive was launched last year when it dispatched 35,000 soldiers inside northern Iraq for a five-week operation. Despite criticism from European countries, Washington supported the operation, saying it was Turkey's right to defend itself.

More than 21,000 people have died in the Turkish-Kurdish fighting since 1984.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 5, 1996

'Mission Achieved' With 2d Missile Raid on Iraq

Clinton Plays Down Challenges by Baghdad

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON — President Bill Clinton, declaring that "our mission has been achieved" in Iraq, said Wednesday he was confident that U.S. forces in the region could control an expanded flight-exclusion zone, despite two tentative challenges by Iraqi forces.

The president, looking haggard during an Oval Office news conference, said that the U.S. missile attacks — a second wave was launched early Wednesday — had "changed the strategic situation" faced by Saddam Hussein, and he said the United States was prepared to do so again if the Iraqi ruler "violates the United Nations prohibitions."

U.S. planes, ships and a submarine have now launched a total of 44 cruise missiles against 15 Iraqi air-defense sites in the south.

The UN Security Council was meeting Wednesday to review the situation. Britain has proposed that the council condemn Iraq's incursion and demand an immediate troop withdrawal from the north. Russia said it would veto the resolution, which did not mention the U.S. missile attacks on southern Iraq.

Secretary of State Warren Christopher, meanwhile, left Washington for Europe on Wednesday for consultations with the allies.

The U.S. approach, analysts said, has been carefully designed to punish and humiliate Mr. Saddam for his recent incursion in northern Iraq, to pin his air forces down in a huge portion of the country, while making it relatively difficult for him to strike back.

"The targets were either destroyed or sufficiently damaged so that we can say our mission has been achieved," Mr. Clinton said. "That made it possible for us to implement the expanded no-fly zone today."

U.S. officials also announced that the elite Revolutionary Guard was pulling out of the northern protection zone, following its assault on an ethnic Kurdish faction based there.

Mr. Clinton did not say if further U.S. attacks were planned. The British defense secretary, in Washington, said he did not expect further operations.

Mr. Clinton also denied that there had been a U.S. or coalition attack on Baghdad, where air-raid sirens sounded Wednesday, the whoosh of surface-to-air missiles was heard and an intense burst of anti-aircraft fire was seen over the city.

Defense Secretary William Perry had earlier described two incidents he called "challenges" to U.S. forces.

A U.S. F-16 fighter jet fired Wednesday at an Iraqi radar site that had locked on to it, and at least two MiG fighter jets took to the air in what Mr. Perry said was a test of U.S. resolve in enforcing the expanded southern no-flight zone.

The Iraqi jets retreated without engaging U.S. forces.

Earlier in the day, U.S. ships and a submarine had fired a second salvo of 17 cruise missiles at Iraqi targets, continuing a policy of punishment for Mr. Saddam's recent attacks against Kurdish centers in northern Iraq.

Mr. Perry said that the day's events demonstrated that "we will take whatever actions are necessary to enforce this no-fly zone."

The F-16 was flying north of the 33d Parallel, the new northern limit of the flight-exclusion zone, when it was "illuminated" by a radar from an SA-8 air-defense system, as

if in preparation for an attack, Mr. Perry said.

The U.S. fighter followed standard procedure, Mr. Perry said, firing a HARM anti-radar missile at the site.

The "illumination" stopped, the defense secretary said.

In addition, two Iraqi MiG fighter planes approached the 33d Parallel from the north, but turned back before reaching it.

A Pentagon spokesman said he had no evidence to support a claim by Baghdad on Wednesday that its forces had shot down a pilotless aircraft in Iraqi air space, presumably referring to an American reconnaissance plane of the type used to assess the result of the missile strikes.

Mr. Perry was joined in his news conference by the British defense secretary, Michael Portillo, following a meeting that both men said had been scheduled weeks ago.

Mr. Portillo reiterated Britain's strong support for a tough stance against Mr. Saddam, saying that the Iraqi leader had a "murderous history."

He described the second round of U.S. missile launchings as "maybe the final part of the opening operation" that the United States undertook "to eliminate

certain targets that posed a threat to allied aircraft."

Britain, using its base on the island of Diego Garcia in the Indian Ocean, provided in-air fueling for the U.S. bombers en route to the Gulf area from the western Pacific.

But only U.S. warplanes ventured north of the 32d Parallel in Iraq on Wednesday to enforce the expanded no-flight zone in the south, a military official said.

No French and British warplanes flew with the Americans in air patrols of the new section of the no-flight zone, which was expanded Wednesday from the 32d parallel to the 33d parallel, an official at the U.S. Central Command said.

Mr. Perry said the Iraqi Air Force moved at least half its MiG fighters northward overnight from two major bases within the new portion of the southern flight-exclusion zone. The new area, between the 32d and 33d parallels, takes in a 70-mile-deep swath from Jordan to Iran.

In view of expressions of grave concern by France over the missile strikes, Mr. Clinton was asked whether the anti-Iraq coalition was "dead."

"I don't think it's dead," the president said. "I think quite to the contrary, we have received good support" from Britain, Germany and Canada."

"I think our Arab partners clearly understand what we are doing, what the risks are," he said.

A further blow to Iraqi sovereignty could come from Turkey, if a report from the semi-official Anatolia news agency in Ankara is confirmed.

The agency quoted diplomatic sources as saying that Foreign Minister Tansu Ciller had said Turkey was considering establishing a buffer zone in northern Iraq to prevent Kurdish separatist fighters from penetrating its territory.

Turkey has launched cross-border attacks at Kurdish targets before, and has fought Kurdish groups on its territory.

But a buffer zone, perhaps like the one that Israel created along its border with Lebanon, would be a step beyond that.

Anatolia reported that Turkey had received an initial, positive response from the United States, though U.S. officials in Washington did not confirm that.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 5, 1996

Saddam Stays Defiant and Goads U.S.

By John Lancaster
Washington Post Service

AMMAN, Jordan — Iraq continued to goad the United States with largely symbolic displays of defiance Wednesday, challenging a newly expanded "no-flight" zone with two MiG fighters and inviting the destruction of a mobile radar site by using it to track an American warplane.

The government-controlled press, meanwhile, maintained its usual stream of invective against the United States, while anti-aircraft fire illuminated the night skies above Baghdad, notwithstanding American claims that none of its aircraft had been in the area.

Although officials in Washington said that Iraq appears to have begun to pull back its forces from northern Iraq after absorbing 44 cruise-missile strikes over the last two days, the events of Wednesday suggested that Baghdad may continue to press its confrontation with the United States, albeit on a reduced scale.

That may not be as crazy as it sounds.

Unlike Saddam Hussein's previous military adventure in Kuwait, his week-end thrust into Kurdish-controlled territory had at least a veneer of legitimacy. It occurred within Iraq's own borders and at the invitation of one of the Kurdistan Democratic Party, or KDP, one of

two main Kurdish factions vying for control of the area. Moreover, Mr. Saddam claimed to be acting in response to incursions into the north by Iranian troops, who have sided with the rival Patriotic Union of Kurdistan, or PUK.

For those and other reasons, the Iraqi move has been received with some sympathy in many Arab countries, including pro-Western states such as Egypt, for whom the fear of Iraqi fragmentation

NEWS ANALYSIS

and Iranian influence is even greater than that of Mr. Saddam himself.

The Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, said in an interview Tuesday with CNN, "We did not violate international law, we did not violate United Nations resolutions and I challenge any representative in the American administration" to tell the American public upon what provision in international law "this aggression was based and justified."

Besides creating new strains in the anti-Saddam alliance that has prevailed since the 1991 Gulf War, Mr. Saddam's incursion into northern Iraq has served important domestic needs. It has demonstrated to his sanctions-weary population that he still controls a formidable military machine. It also has strengthened his bonds with the KDP, which controls vital trade routes through

northern Iraq into Turkey. The question now is whether Mr. Saddam will content himself with the gains he has made thus far or try to press his advantage by moving on from the northern Iraq city of Arbil, which his forces helped the KDP capture on Saturday, to other PUK strongholds such as Sulaimaniya.

In a typically defiant speech on Tuesday, Mr. Saddam ordered his forces to shoot down hostile planes over Iraq and vowed to defy the newly expanded no-flight zones that now cover most of his country except for a narrow strip across the middle that includes the capital of Baghdad.

In practice, his behavior has been somewhat more pragmatic. Defense Secretary William Perry of the United States said Wednesday that Iraq has begun "a general pullback" in the north and moved some fighters from air bases covered by the expanded no-flight zone in the south.

But Mr. Saddam seems reluctant to entirely give up the fight.

In Baghdad Wednesday night, witnesses reported loud explosions, followed by bursts of anti-aircraft fire, according to Reuters.

The source of the explosions was a mystery, however, as was the reason for the anti-aircraft fire. Baghdad is 50 kilometers (30 miles) from the border of the expanded no-flight zone and U.S. officials denied attacking the capital.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 5, 1996

France's Coolness: Policy Differences And Personalities

Money, Too, Is Playing Its Role In Aversion to U.S. Bombing

By Craig R. Whitney
New York Times Service

PARIS — Behind France's coolness about the U.S. air strikes against Iraq are a mixture of policy differences and a once-close personal relationship between President Jacques Chirac and President Saddam Hussein.

Mr. Chirac and his conservative government refused again Wednesday to endorse the attacks on Iraqi air defenses, making France appear once more, as it long did before he became president last year, as the most difficult of NATO allies.

"They haven't come right out and been openly critical and have avoided making this look like a serious split," a U.S. diplomat said. He was grateful for that much, at least, before

NEWS ANALYSIS

a visit to Paris on Thursday by Secretary of State Warren Christopher.

[The U.S. secretary of defense, William Perry, said Wednesday that "I fully expect the French to continue participation in the coalition" against Iraq, Agence France-Presse reported from Washington.]

Mr. Christopher planned long ago to come here this week to talk to Mr. Chirac and other officials not about the Middle East but about Bosnia, NATO expansion and other sensitive issues in which French cooperation is vital to U.S. policy.

What he will hear about the bombing is criticism muted by French understanding for what they believe to be the real reason behind it — President Bill Clinton's need to look strong in the eyes of voters in November.

Mr. Chirac has not publicly said anything about the U.S. decision to strike against Iraq, but other French officials have said that the use of force seemed excessive.

In their view, no United Nations resolution since the war in the Gulf more than five years ago barred Iraq from sending ground troops north on its own territory, and they accept the Iraqi explanation that it did so at the written request of one of two warring Kurdish factions in the area, the Kurdistan Democratic Party led by Massoud Barzani.

That, at least, is the technical explanation for the cool French reaction, but little in France is ever what it appears to be on the surface.

France has been trying to regain the considerable leverage among the Arab states of the Middle East that it lost to the United States during the Gulf War.

Mr. Chirac, though a good friend of the United States and of President Clinton, caused considerable American irritation last spring by insisting on sending his foreign minister, Herve de Charette, to Lebanon, after Israel moved against the Hezbollah guerrillas there, to help arrange a cease-fire. At the same time, Mr. Christopher was moving back and forth on the

scene. When Mr. Christopher restored peace, France took much of the credit for it, saying that Paris could talk with Syria and Hezbollah's backers in Iran where the United States could not.

Besides politics, money also plays a role.

France and Iraq had a long history of commercial and military relations before the Gulf War and hardly had the fighting stopped before the French oil companies Elf and Total were back in Baghdad, negotiating lucrative contracts for the day when the UN embargo on Iraqi foreign oil sales would be lifted.

"Friendly countries that have supported us, like France and Russia, will certainly be given priority," the Iraqi oil minister, Amir Rashid, said last June after the announcement that the UN would let Iraq sell \$2 billion worth of oil in exchange for food and medicine.

The UN secretary-general, Boutros Boutros Ghali, suspended that plan after Iraqi troops moved into the northern Iraq town of Arbil last weekend, but considerable sympathy remains.

The French government spokesman, Alain Lamassoure, said Wednesday that the food-for-oil deal should be reinstated "as fast as possible" to relieve "the suffering of the Iraqi people."

But, he added, "Our aims are first to ensure peace in the region and to ensure that the Iraqi leaders are no longer in a position to harm their neighbors or their own people."

How much personal sympathy Mr. Chirac himself feels is hard to tell, but he and Mr. Saddam go back a long way.

Exactly 21 years ago this week, as French prime minister, he welcomed Mr. Saddam, then the second most powerful man in his country, to France on an official visit with these words: "You are my personal friend. You are assured of my respect, my consideration and my affection."

At the time, France was trying to woo Iraq away from its main arms supplier, the Soviet Union, and was willing to sell Baghdad billions of dollars worth of Mirage fighter-bombers, anti-aircraft batteries and even a nuclear reactor.

French technicians helped build the \$300 million reactor at Osirak, near Baghdad, but Israeli warplanes destroyed it in 1981 on the grounds that the Iraqis planned to use the plutonium it produced in nuclear weapons that could be used against Israel — suspicions more than borne out in the future.

Later French governments, Socialist and conservative alike, continued to sell arms to Baghdad, which made France Iraq's biggest foreign creditor, for an estimated total of \$4 billion to \$5 billion, by the Gulf War. France was the first Western ally to re-establish limited diplomatic links with Iraq afterward, fol-

lowing a visit to Paris last year by the deputy prime minister, Tariq Aziz.

Although French warplanes, alongside British and U.S. ones, have been involved in enforcing a ban on Iraqi military flights over territories that are populated by Kurdish and other minorities persecuted by Mr. Saddam, the French have also repeatedly emphasized their support for the territorial integrity of Iraq.

"The French were privileged interlocutors with Saddam and they may also see his regime as a bulwark against Islamic fundamentalism," a foreign diplomat said.

There is little the French fear more than the spread of fundamentalist terrorism among the millions of Muslim immigrants from North Africa living on French soil, and French officials said that they feared that civilian casualties from the air strikes could strengthen fundamentalism's hand throughout the Arab world.

"What happened in Iraq today had nothing to do with what happened in 1990-91 when Iraq annexed its neighbor Kuwait in scandalous conditions," Mr. Lamassoure said Wednesday.

Jacques Rummelhardt, the Foreign Ministry spokesman, said Wednesday, after a new round of U.S. cruise missiles

hit southern Iraq, that France remained "concerned."

He reiterated that Mr. Clinton's extension of the southern exclusion zone had been a unilateral act not agreed to in advance by France, although Britain went along with it.

Unilateral American legislation signed by Mr. Clinton recently to penalize French and other foreign firms that do business with Iran, Libya, and Cuba touched a sensitive nerve in Paris, which together with Spain — the other NATO ally most sharply critical of the American bombing raids in Iraq — has led European opposition to the new laws.

Attitudes Have Changed On Dealing With Iraq

6 Years After Coalition, U.S. Is All but Isolated

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Six years ago this fall, following Iraq's invasion of Kuwait, a powerful coalition was painstakingly assembled here that would give the Bush administration not only the cover of the United Nations but also the backing of virtually all the world's major countries for a war a few months later against President Saddam Hussein.

This week, the United States has been all but isolated as the Clinton administration tried to garner support for even a condemnation of Iraq for its incursion into Kurdish territory and for the indefinite suspension of a plan to allow Iraq to sell limited amounts of oil to pay for urgent civilian needs. Except for the backing of a few friends, there was unease and some sharp criticism in response to Washington's strikes on Iraq.

In six years, the world has not changed as much as attitudes about how to deal with Iraq. The circumstances surrounding the American attacks on Iraqi targets this week also raise issues about the legality of the action, diplomats here and officials in foreign capitals say. Most experts take exception with the Clinton administration's argument that a 1991 Security Council resolution gave Washington the authority for military action.

In 1990, Iraq clearly overstepped an international boundary and seized a sovereign country. In 1996, Iraqi troops came invited — by a Kurdish leader whom Americans had supported — to a part of Iraqi territory, albeit in an area where the Kurdish minority was under some international protection.

Today a Middle Eastern diplomat here, reflecting opinion in government

offices and newspapers around the Arab world, said that the issue of Iraqi sovereignty was important. Others from Islamic countries said that at a time when there is great fear of militant Muslim extremists in a number of countries, including Saudi Arabia, Saddam Hussein is considered something of a bulwark against fundamentalism — as in Moammar Gadhafi or Libya, another target of American sanctions.

For China and Russia, which have both been very critical of U.S. air strikes, the issue of how much autonomy or foreign support to give an ethnic minority is a sensitive one. The Chinese often seem to hold up Security Council actions against the light of Tibet or Taiwan and are quick to protest what to them seems to be a pattern of interference that could someday be used against Beijing.

In the last few years, Russia has cooled its support for pro-Russian parties or breakaway factions in some of the former Soviet republics. Russia has pressed at the United Nations for international peacekeeping or monitoring operations in Abkhazia to prevent the continuation of a war of secession against Georgia, and for international mediation in Tajikistan.

The United States has been sensitive to issues of Iraqi sovereignty also, joining with nations in the region in pledging not to dismember Iraq and agreeing to write Security Council resolutions with these pledges in mind.

The Clinton administration's military actions against Iraq are also having some probably unintended but disturbing consequences that are drawing concern among officials.

Rolf Ekeus, the Swedish diplomat who is chairman of the commission set up after the Gulf War to eliminate or account for all of Iraq's weapons of mass

destruction, said Wednesday that the extension of the no-flight zone to the outskirts of Baghdad and the generally tense situation created by American air attacks has forced him to ground the aircraft used by his inspectors and to freeze many monitoring operations. He described the Iraqis as "trigger happy."

At a news conference, Mr. Ekeus also said he was concerned that with his 104 inspectors and specialists now confined to Baghdad, Mr. Saddam could take the opportunity to reposition equipment or try to produce quick batches of chemical or biological weapons.

Mr. Ekeus said that between 6 and 16 missiles are unaccounted for, along with mobile launchers, stocks of sarin and mustard gas and possibly biological agents, along with various documents.

In general, the Clinton administration has found the climate for international cooperation much less favorable in recent months. A number of countries have objected to American laws attempting to restrict foreign investment in Cuba, Iran and Libya.

For almost a year, there has been a perceptible shift in the Clinton administration's approach to UN deliberations, and by extension to relations with other capitals, say diplomats who have watched from the sidelines as their American counterparts lashed out at the UN record with an ardor that seemed to have more to do with preempting potential Republican issues than garnering international support for policy goals.

True or not, there is a widely held assumption here and in many capitals that all Clinton foreign policy decisions are being made for short-term domestic political gains. Diplomats and officials are alternately amused by the spectacle and annoyed that they are being asked to play supporting roles.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
THURSDAY, SEPTEMBER 5, 1996

Copyright 1996 L'Associated Press.

PARIS (AP) -- Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien president de la Republique Francois Mitterrand, a lance jeudi un appel a la communaute internationale en faveur des populations kurdes d'Irak pour eviter un nouveau "drame humanitaire".

Mme Mitterrand participait a une conference de presse a l'Institut kurde de Paris, dont le president, Kendal Nezan, a souhaite la tenue d'une conference internationale sur les Kurdes d'Irak.

M. Nezan a precise a l'Associated Press qu'il souhaitait que les Allies organisent, en collaboration avec les Etats de la region, "une conference de paix avec les dirigeants kurdes pour regler le probleme et definir enfin un statut pour les quatre millions de Kurdes en Irak".

Il a egalement deplore que le peuple kurde soit divise par des rivalites attisees par les pays voisins. Lors d'une breve visite a Paris, le secretaire d'Etat americain Warren Christopher avait lui-meme estime que l'implication de l'Irak (qui soutient le Parti democratique du Kurdistan) et de l'Iran (qui soutient l'Union patriotique du Kurdistan) n'est "ni constructive, ni saine" pour les groupes kurdes.

"Si on avait donne seulement la moitie de l'argent consacre aux attaques americaines pour financer l'administration des Kurdes en Irak, les choses se seraient bien ameliorees", a ajoute M. Nezan. Paraphrasant un responsable kurde, il a ajoute: "Nous sommes comme des animaux dans un zoo: on nous protege contre le froid et la faim".

Redoutant un nouveau drame humanitaire comme en 1991, Mme Mitterrand a lance un appel en faveur des populations civiles kurdes, craignant un nouveau "drame humanitaire". Elle a egalement deplore le fait que ces populations vivent "sans statut juridique correct depuis 1991".

Copyright 1996 The Associated Press. All rights reserved.

The information contained in this news report may not be published, broadcast or otherwise distributed without the prior written authority of the Associated Press.

By WAIEL FALEH
Associated Press Writer

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, SEPTEMBER 5, 1996

Hitting Iraq Doesn't Help Anything but America's Ego

PARIS — This is not just another action movie — bad guy oversteps, good guys pay him off. The reticence of most allies who took part in the Gulf war coalition in response to American strikes on Iraq reflects awareness that the attacks don't resolve anything.

All the devilish complexities of the regional situation remain, highlighting the fact that there is no coherent strategy for dealing with them — not only no joint approach surmounting diverse interests, but no American policy beyond the display of force.

Nobody sympathizes with Saddam Hussein, not even the French, who are pleased to have another occasion to show their vaunted "difference." That is why, whatever the reservations and disapproval, there has been no open denunciation of what has been clearly labeled America's "unilateral" decision. There is no wish to comfort Saddam, or to embolden him to feel that he can escape retribution.

And there are sharply diverse interests. France, whose

President Jacques Chirac launched a program of arming Iraq when he was prime minister in the late 1970s, would like to retain what it considered its "privileged" commercial position.

Turkey, which has suffered big economic losses from the embargo since the Gulf war, feels that it has lost a second time, now that the partial lifting under the United Nations oil-for-food agreement, which would have assured reopening the pipeline across its territory, is indefinitely postponed.

The Arab states, always worried about popular reaction when another Arab land is hit by Western power, can expect an anti-Western backlash from their publics, already distressed at the intense suffering of the Iraqi people under the embargo. It is Saddam's fault, but they don't think that his people should be punished in his place.

While there is understanding that a big power must not show weak irresolution at an affront,

By Flora Lewis

the overwhelming conviction outside the United States is that the interest which Bill Clinton defended by attacking was more electoral than national.

The American argument for "dual containment" of Iraq and Iran has turned into a trap, thanks to the intrigues and mutual perfidy of Kurdish faction leaders. Critics of the policy thought it would push the neighboring enemies to mutual support as outcasts against the West. Instead it has caught the United States between the two. Hurting one side risks helping the other, so long as the Kurdish factions continue the old game of looking to "the enemy of my enemy as my friend."

The United States sponsored a Kurdish coalition agreement at a meeting in Ireland, but it soon broke down. Both Iran and Iraq were invited by Kurds to intervene again on opposing sides, since neither faction felt that it could rely on U.S. help against its rival. Inevitably, the Kurds who think they are manipulating Baghdad or Tehran

have again become pawns of the two states.

That is an important reason why the United States chose installations in the south of Iraq as targets although it is in the north, where the pipeline runs, that Saddam's agents have re-established control.

The policy dilemma for the United States is severely complicated by the disruptive positions of Israel's Prime Minister Benjamin Netanyahu.

Until he took power there was at least the prospect of a Palestinian-Israeli peace agreement broadening into wide regional economic cooperation that would contribute to stability, bring reconciliation and isolate the regimes of both Iran and Iraq. That could provide the fundamentals for an overarching strategy.

That hope is receding. Mr. Netanyahu doesn't seem to have any regional policy, although he professes to respect the agreements signed by his predecessors. He is undermining the "peace process" step by step, and in the eyes of

friendly Arab leaders the United States is to be blamed because of its apparently unconditional support for Israel.

The result is that, as in the much narrower dispute among Kurds, for the United States having to choose sides means losing something vital.

Nor is overthrowing Saddam a serious policy. If it could be done, it does not assure any improvement except perhaps for the Iraqis themselves. So far Saddam has been remarkably lucky, and that luck can't hold forever.

"Sending a message" to Saddam was a tactical move, perhaps unavoidable in the combination of political and geopolitical circumstances. But the need is urgent for a longer, better conceived strategy, and the Arab-Israeli peace negotiations must be an essential element.

Washington is tempted to reduce all this to simple good guy-bad guy rhetoric, but it's not the real world, which is why America's partners are so reluctant to sign on.

© Flora Lewis.

washingtonpost.com

Conflict Spreads in North Iraq As Kurds Battle, Turks Bomb

By Jonathan C. Randal

Washington Post Foreign Service
Friday, September 6 1996; Page A01
The Washington Post

QALAT CHAWLAN, Iraq, Sept. 5 -- Iraqi-backed Kurdish guerrillas launched a new attack against their Kurdish rivals in northern Iraq today, while farther to the north Turkish warplanes roared across the border to bomb a third Kurdish faction in mountain redoubts.

The renewed fighting between Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan, combined with Turkey's air raid along the border, left the Kurdish-inhabited region of northern Iraq mired in conflict with no end in sight despite what President Clinton has described as a successful U.S. intervention against Iraqi military installations and the reported withdrawal of Iraqi armor and artillery from the north.

Barzani's militia commanders said they attacked the Talabani-led forces at first light this morning to expand and consolidate control of roads around the city of Irbil, the Kurds' intended capital -- which Barzani seized last Saturday with help from Iraqi tanks, artillery and troops dispatched by Iraqi President Saddam Hussein. The Iraqi assault, mounted by an estimated 30,000 troops, prompted Clinton to order two days of cruise missile attacks against air-defense positions in southern Iraq.

In another retaliatory move to tighten pressure on the Iraqi leader, Clinton expanded northward -- from the 32nd parallel to the 33rd -- a "no-fly" zone excluding Iraqi aircraft that has been enforced in southern Iraq since shortly after the 1991 Persian Gulf War. But France, which helps patrol the zone from a base in Saudi Arabia, rebuffed an attempt by Secretary of State Warren Christopher in Paris today to persuade the French to participate in enforcement of the enlarged portion of the zone.

The French reluctance reflected opposition in principle to the U.S. missile attacks on Iraq and irritation at being asked to help carry out a decision made only in Washington. But at the same time, President Jacques Chirac's government pledged to continue its role in keeping Iraqi planes out of the rest of the zone, south of the 32nd parallel, while U.S. officials said American and British pilots would patrol the new territory by themselves.

In Ankara, the Foreign Ministry described Turkey's air attacks in northern Iraq as "limited" and gave no estimate of damage or casualties. Officials said they were designed to prevent another Kurdish faction -- the Kurdish Workers Party, which seeks to create a separate state in southeastern Turkey -- from launching cross-border raids from a dozen havens set up in the northern Iraqi border mountains inhabited by sympathetic Iraqi Kurds.

Turkish officials said they also intend to establish a "security zone" on Iraq's side of the border, in effect asserting the right for the Turkish army to operate in Iraqi territory whenever it decides to strike against Turkish Kurd guerrillas there. This was the first time Turkey has announced such a zone, although Turkish troops frequently have crossed the border since the Gulf War in pursuit of the guerrillas.

The United States, allied to Turkey in NATO, expressed no objections to the Turkish plans, which officials in Ankara said have been explained in a letter to Christopher from Foreign Minister Tansu Ciller. The U.S. stand toward Turkey contrasted sharply with Washington's attitude toward Iraq, whose attack on Irbil also was directed at Kurdish separatists.

Patriotic Union leader Talabani declared at his headquarters here near the Iranian border that 30 Iraqi tanks and 30 armored personnel carriers, along with heavy artillery, took part in Barzani's assault on his forces near Irbil. He called on the United States to intervene in the fighting again and warned that if Washington sits idly by he will seek help elsewhere, even from "the devil himself."

"And that means Turkey, Iran, Syria, Kuwait and Saudi Arabia," he said, chewing on a cigar as he spoke with reporters. "We have some cards to play."

Iran's intervention on behalf of Talabani's forces in a previous round of fighting last month, was a key factor in an appeal from Barzani to Saddam that led to the Iraqi move on Irbil. By threatening to go to Iran for help again, Talabani seemed clearly to be seeking a way to pressure the Clinton administration to get involved militarily in Kurdish factional battles -- something Washington has pledged to avoid.

Kurdish officials from both factions said most of the fighting took place about 12 miles southeast of Irbil, centered on a road that passes just east of Irbil on a route between Qoshteppe and Degala. Barzani's forces, in control of Irbil since Saturday, attacked in an effort to link up with Kuysanjaq, their nearest other stronghold 20 miles east, they said.

Officials in Washington said that despite Talabani's claims, U.S. intelligence found no Iraqi army participation in the fighting around Irbil. Reporters in the region said they saw Iraqi tanks positioned near fighting between Kurdish forces, but not taking part. But the U.S. officials supported reports from the region that Barzani's guerrillas had launched a significant assault on Talabani's forces in several areas of northern Iraq. "We have credible information that [Talabani's] PUK and [Barzani's] KDP are really going at each other," an administration official said.

CIA Director John M. Deutch told the Senate Select Committee on Intelligence that the armored and mechanized Iraqi units that participated in the capture of Irbil have been pulling back "fairly systematically" to their garrisons outside the Kurdish region, which has been protected by U.S. and allied planes since the Gulf War.

Deutch also told the committee that Iraqi warplanes and air defense batteries have been complying with the newly declared no-fly zone south of Baghdad, mounting no resistance to U.S. patrol aircraft. "So, for the time being, it looks like . . . the Iraqi military has stood down," he added.

A U.S. military official said, however, that a handful of Iraqi planes flew northward from the new no-fly zone to Iraqi bases from which they can continue to fly without fear of allied attack. U.S. pilots watched them go without interfering, he said. "In this case, we looked the other way and said, so be it. We'd prefer they get those toys out of there." On Wednesday, a U.S. F-16 fired a missile at an Iraqi radar site when it began tracking the plane.

Meanwhile, after two days of partisan wrangling, the Senate approved a resolution commending the U.S. military for its conduct of the airstrikes on Iraq but not mentioning President Clinton by name, referring to him only as the "commander in chief."

Staff writers John Mintz and R. Jeffrey Smith in Washington and special correspondent Kelly Couturier in Ankara contributed to this report.

© Copyright 1996 The Washington Post Company

washingtonpost.com

Iraq Keeps Close Eye On Kurds

By *YALMAN ONARAN*

Associated Press Writer

Friday, September 6, 1996 2:09 am EDT

IRBIL, Iraq (AP) -- More defiant in words than in actions, Iraq stayed out of fighting in Kurdish areas and has avoided challenging U.S. planes patrolling "no fly" zones within its borders.

Saddam Hussein's troops stood by but didn't intervene as rival Kurdish factions fought Thursday outside Irbil, the largest Kurdish city in northern Iraq. Their restraint followed two days of American attacks on Iraqi radar and command sites.

Still, Iraq's leadership remained defiant, with the ruling Revolution Command Council chaired by Saddam saying late Thursday it would fight allied warplanes' "violation" of Iraqi airspace. "We will continue resisting it according to the legitimate right of self-defense and in defense of national sovereignty," the council said.

Iraq denounced the attacks as a "war crime" and urged the United Nations to condemn the bombings.

And in the Iraqi capital Thursday, hundreds of Arabs living in Baghdad burned an effigy of President Clinton, shouted anti-American slogans and pledged support for Saddam.

President Clinton ordered the cruise missile attacks Tuesday and Wednesday in response to a weekend offensive by Iraq on the protected Kurdish area in its north. He also ordered an expansion of the no fly zone in southern Iraq. The allies imposed two no fly zones after the 1991 Gulf War to protect Kurds in the north and Shiite Muslims in the south.

The divided U.N. Security Council were to try again today to forge a common stand against Iraq's incursion into Kurdistan. Chinese, Russian, French and Egyptian diplomats have opposed measures that may threaten Iraq's sovereignty.

U.S. intelligence reports Thursday indicated Saddam's troops and tanks were withdrawing from northern Iraq.

"We are seeing the withdrawal of the mechanized and armored units from the Kurdish territories in northern Iraq back to their garrisons fairly systematically. We find that most of the units are returning and there is compliance with the change in the no-fly zone," said CIA Director John Deutch.

Iraq's Kurdish factions have opposed Baghdad for decades. Since the safe haven was established they mostly have quarreled with each other.

On Thursday, their fighting centered near Bestana, just south of Irbil. The flow of Kurdistan Democratic Party fighters into the battlefield increased sharply Wednesday and Thursday.

The 'peshmergas' -- "those who face death" in Kurdish -- screamed victory slogans and sang marching songs, traveling south in any vehicle they could find to do battle with their Iran-backed rivals, the Patriotic Union of Kurdistan.

A U.N. guard protecting international aid workers in Irbil told The Associated Press that clashes southeast of the city were substantial.

"It was not possible to cross through the area," said the guard, speaking on condition of anonymity.

Iraqi tanks, however, were seen by journalists along the road between Irbil and the town of Kuysanjak mid-afternoon Thursday, waiting without intervening while the two Kurdish groups battled nearby. Saddam's tanks and heavy artillery appeared settled 12 miles south of Irbil.

This city of 1 million people tried to resume its normal life five days after the battles broke out. Most stores were open Thursday.

Irbil residents interviewed by The Associated Press said Iraqi troops rounded up dozens of anti-Saddam activists after capturing the city Saturday.

But a new regional problem has arisen, with Turkey saying it will send troops into northern Iraq to prevent Kurdish rebels fleeing the fighting from crossing its border.

Iraqi Foreign Minister Mohammed al-Sahhaf summoned the top Turkish diplomat in Baghdad to a midnight meeting Thursday to protest Turkey's military preparations, the Iraqi News Agency reported.

The government agency said al-Sahhaf informed the acting Turkish charge d'affaires "that Iraq rejects the Turkish military measures on the Iraqi border because they represent totally unjustified conduct that violates Iraq's sovereignty and territorial integrity."

washingtonpost.com

Iraqi Tanks Cross Kurd Border

By *BRIAN MURPHY*

Associated Press Writer

Friday, September 6, 1996 5:16 pm EDT

KUSH TUPA, Iraq (AP) -- Just over the line the United States drew to protect the Kurds, 100 Iraqi tanks took up positions on a sun-parched plain Friday as rival Kurdish factions held their fire for the first time in almost a week.

Iraqis and allied Kurds, wearing their traditional olive-green baggy outfit belted by a cotton scarf, set up checkpoints along the road. Earthmovers piled up dirt barriers. Iraqi flags and the yellow banners of their Kurdish allies flew side-by-side above tents.

The site is only 15 miles south of Irbil, the city Iraqi forces captured last week when they intervened to assist the Kurdistan Democratic Party in a battle with a rival group.

The Iraqi position -- anti-aircraft batteries, artillery, machine gun nests and mortars surrounded by sandbags -- is just north of the 36th parallel, the southern edge of the "no-fly zone."

The Iraqis and the KDP teamed up Aug. 31 to drive the Patriotic Union of Kurdistan from Irbil, the main city in the northern "safe haven" for Kurds. The Iraqi incursion prompted the United States to launch missile strikes against southern Iraq on Tuesday and Wednesday.

Few countries have supported the U.S. action. The U.N. Security Council dropped consideration Friday of even a toned-down resolution that would have criticized the Iraqi incursion.

Defense Secretary William Perry said Friday the United States saw "positive developments" in northern Iraq, now that Saddam Hussein has pulled his forces south of Irbil. But he said the crisis is not yet over.

Asked whether the Clinton administration was satisfied that Saddam was complying with U.S. demands, Perry said: "So far, so good. But I do not want to be complacent on this at all. We will be watching very, very carefully."

In Baghdad, Iraq's military command reported 16 sorties by allied warplanes over the northern "no-fly" zone and 64 over the expanded southern zone Friday.

"Up to now, our planes and anti-aircraft weapons have been unable to intercept and down any of the enemy planes," said a communique carried by the official Iraqi News Agency.

The no-fly zone was declared by the United States, Britain and France in 1991 to protect Kurds from Saddam's air force. It does not prohibit the movement of Saddam's ground forces, including tanks, and has not been ratified by the United Nations.

Washington argues authority to establish the northern no-fly zone and a second to protect Shiites in the south falls under a cease-fire resolution that orders Saddam to stop violating his peoples' human rights.

PUK leader Jalal Talabani told The Associated Press Friday that Iraqi troops remain a threat to Kurds.

"The Iraqis are not returning to the old lines, as some circles say in the United States," he said in a telephone interview. "On the contrary, the Iraqi troops are advancing to the north of that line." Rivals accuse the PUK of accepting assistance from Iran.

The two Kurdish factions battled Thursday in Bestana, about 19 miles southeast of Irbil; Iraqi forces kept close watch, but did not intervene.

The rival Kurdish groups refrained from fighting Friday, but there were no signs anyone was retreating.

"Who knows what will happen in an hour's time?" said U.N. official Paul Dahl, based in Irbil. "The area is still very tense."

The alliance between the KDP and Iraq was on full display Friday along the road leading south from Irbil. Roadblocks were manned by both Iraqi soldiers and Kurds, beneath flags of both forces. Bulldozers dug trenches and piled up dirt barriers to fortify the positions.

Iraqi trucks carried soldiers along the road, east from Kush Tupa -- a small crossroads surrounded by farms and cattle fields that

was seized Thursday by the KDP.

Children walked hand-in-hand behind Iraqi troops. An Iraqi personnel carrier stopped to let ducks cross the two-lane road.

Iraqi soldiers would not talk about whether they expected to withdraw. But a KDP official, who spoke on condition of anonymity, described the Iraqi positions as being ``reinforced."''

In Irbil, the Iraqi troops have withdrawn, but residents said members of Saddam's secret police and informants have remained.

Slowly, the joy among KDP-backers at tipping the scales against their rivals has given way to anxiety about having made an alliance with Saddam.

In Dahuk, near the Turkish border, money-changer Ali Hassan keeps three things under the lid of his desk: brick-sized stacks of Iraqi dinars, a Koran and an old, creased picture of Saddam.

``They are the three forces that make the world go round," he said. ``Money, God and the devil."''

``We tried to be men of God, but instead we are playing with the devil," he said.

© Copyright 1996 The Associated Press

THE NEW YORK TIMES, FRIDAY, SEPTEMBER 6, 1996

IRAQ PULLING OUT, BUT LEAVING SPIES BEHIND, U.S. SAYS

TROOPS HEADING TO BASES

Under Cover of Erbil Assault,
C.I.A. Chief Says, Hussein
Installed Secret Police

By TIM WEINER

WASHINGTON, Sept. 5 — Saddam Hussein is withdrawing most but not all of his forces from the Kurdish enclaves in northern Iraq that he invaded over the weekend, and is leaving behind a group of spies and secret agents to reassert his power in the region, American officials said today.

The Director of Central Intelligence, John M. Deutch, said most of the troops, tanks and armored carriers that the Iraqi President sent to the Kurdish city of Erbil were heading back to their bases. "For the time being," he said, "it looks like the Iraqi military has stood down."

Overall, for Mr. Hussein the political benefits of his attack in the Kurdish zone far outweigh the military and economic costs, diplomats in the region and Iraqi dissidents said. He has reasserted his power in the area and hit Iraqi opposition groups operating there, and the American military response and new flight restrictions may only bolster his political standing, analysts said. [News analysis, page A16.]

On Wednesday President Clinton said the United States had achieved its goals in the military campaign, which included two rounds of cruise missile strikes in an effort to force an Iraqi withdrawal from the Kurdish region.

The area has been under United Nations protection since the end of the Persian Gulf war, and has enjoyed a measure of freedom from Baghdad.

But today it became clear that under the cover of his assault on Erbil, the Iraqi leader had left behind "a massive security presence,"



Although the size of the secret Iraqi force in Erbil is unclear, American officials said it is big enough to intimidate Baghdad's opponents.

said a State Department spokesman, Glyn Davies.

C.I.A. officials concurred. Though the size of this secret police force is unclear, officials said, it is big enough to intimidate those who oppose the Iraqi leadership.

"He did not simply vanish into the night in a benign fashion, leaving nothing behind," Mr. Davies said. "Saddam Hussein's footprint remains very much indelibly placed over that region of northern Iraq."

On Saturday Iraq sent at least 30,000 soldiers from its Republican Guard into Erbil, shelling and occupying the city. Witnesses said some soldiers went house to house, pulling people from their homes and executing them.

Mr. Hussein ordered his forces into Erbil after one of his oldest enemies, Massoud Barzani, chief of the separatist Kurdistan Democratic Party, asked the him for help in ousting the rival Patriotic Union of Kurdistan from the city. The Patriotic Union is backed by Iran.

Today the warring Kurdish parties fought one another south of the city as Iraqi troops stood by, United Nations officials reported.

In a statement from its Washington office, the Patriotic Union said Iraqi troops backed by tanks had attacked its Kurdish loyalists.

But United States officials said they saw no evidence of any Iraqi attack; one intelligence official said the statement appeared to be another piece of "agenda-shrouded

misinformation that comes at us from all sides" of the Iraqi and Kurdish groups opposed to Mr. Hussein.

From his mountain redoubt near the Iraq town of Sulaimaniya, 80 miles south of Erbil, Jalal Talabani, the chief of the Patriotic Union, said he would gladly accept military aid from Iran and would never again make peace with Mr. Barzani.

"Barzani is an agent of Saddam Hussein," Mr. Talabani said in a report by Reuters. "So why should we talk to him? We will talk to his master if anything."

The United States has spent close to \$1 billion since the end of the Gulf war trying to preserve the Kurdish enclave. Its diplomats have spent years trying to get the two rival Kurdish leaders to show some semblance of unity against the Iraqi Government.

State Department officials said today that the idea of the two warring Kurdish leaders of northern Iraq ever settling their differences was now at best a faint, far-distant hope.

Some 22 million Kurds live in Iraq, Iran, Turkey, Syria, Armenia and Azerbaijan. They are the largest ethnic group in the world without a nation to call their own, and their history is a litany of broken promises, shifting alliances, backstabbing betrayals and violent oppression.

In Ankara, Turkish Government officials said Turkish troops would move into northern Iraq to prevent Kurdish rebels fleeing the fighting from entering Turkey. Hundreds of thousands of Iraqi Kurds walked

north over the mountains into Turkey during the gulf war in 1991, creating a huge political and humanitarian problem for the Turks, who have constant battles with their own independence-seeking Kurdish rebels.

The State Department responded cautiously to Turkey's decision to create a buffer zone in northern Iraq, raising no objections on the understanding that the zone would be temporary and troops would not be stationed there.

Trying to indirectly address the question of whether the move would violate Iraq's sovereignty, Mr. Davies, the State Department spokesman, said Turkey's presence in northern Iraq was far different from Mr. Hussein's. He also said Turkey's fight against its own Kurdish rebels would not further destabilize northern Iraq.

Mr. Deutch delivered a generally optimistic picture of the military situation in northern Iraq after the two missile attacks by the United States on southern Iraq, which were intended to damage the country's air defenses.

United States intelligence agencies have satellites positioned above Iraq and electronic eavesdropping equip-

ment at an air base in southern Turkey, all of which can record the movement of Iraqi armor and military transports with precision.

But the C.I.A. has few if any reliable independent sources of information on what is happening to people in the back alleys of Erbil and in the mountains and villages surrounding the city.

Mr. Deutch told the Senate Select Committee on Intelligence this morning that the intelligence agencies were reporting "the withdrawal of the mechanized and armored units from the Kurdish territories in northern Iraq back to their garrisons." He said the retreat was proceeding "fairly systematically," with "most of the units" returning to their bases.

And Iraq is respecting the limits of an expanded no-flight zone over the southern half of the nation, the intelligence director said. United States pilots patrolling the zone reported that they flew unchallenged by Iraqi

New fighting flares between Kurds, and reconciliation seems far away.

fighter jets or air-defense units.

In Baghdad the Iraqi Government called on the United Nations to denounce this week's missile attacks by the United States, calling them "flagrant American aggression on Iraq." That call, like this week's military sparring, was yet another reminder that the United States and its allies "are going to have to deal in a political way with the future of Iraq and make sure that the people of Iraq get a democratic government," Mr. Deutch told the Senate intelligence panel.

The challenge to the United States, he said after a speech on terrorism at Georgetown University this afternoon, was to bring about "a change in the regime in Iraq that will not only preserve the integrity of the country, but will stop it from being an obvious threat to its neighbors."

But there are few original ideas on how to bring that change about.

Mr. Deutch told a questioner who proposed killing Mr. Hussein to solve the problem that assassinating foreign leaders was contrary to American values — and probably would be botched in any event.

THE NEW YORK TIMES, FRIDAY, SEPTEMBER 6, 1996

THE IRAQIS

Baghdad Saw Kurd Raid As a Sure-Fire Gamble

By NEIL MacFARQUHAR

AMMAN, Jordan, Sept. 5 — For President Saddam Hussein, the benefits of his assault into the Kurdish area of northern Iraq have far outweighed the military and economic costs, diplomats from

Middle Eastern countries and Iraqi opposition figures said today.

News Analysis
When a bitter split among Kurdish groups led one faction to ask for his support, Mr. Hussein took a calculated risk, seizing the chance to reassert Iraq's power in the area, which the West had declared off-limits after the 1991 Persian Gulf war. So far at least, his gamble has paid off: the punishments inflicted by the United States have amounted to little more than annoyances of a kind he has weathered so often.

The Iraqi leader's main goal is to cement his grip on power while reasserting it throughout Iraq, the diplomats and opposition leaders said, and the retaliation meted out by Washington did little to offset that objective.

The Clinton Administration says it devastated Iraq's southern air defense systems with its barrage of missiles, and it has expanded the area of the skies barred to Iraqi aircraft. Washington says this will help prevent any possible attacks on Kuwait and Saudi Arabia.

But regional analysts said Mr. Hussein has shown little inclination for another foreign adventure and relies little on his air power. Instead his focus is on maintaining a vigorous ground force of 30,000 to 40,000 Republican Guards and 2,000 to 3,000 tanks to crush the slightest attempt at internal dissent.

The oil-for-food program that was to allow Iraq to sell \$2 billion of its oil every six months in order to buy food and medicine has been put on hold. But Mr. Hussein has always viewed the United Nations plan as an insult to Iraqi sovereignty, and he dragged out negotiations on the plan for 16 months despite the evident needs of the Iraqi people. He has survived nearly six years of sanctions.

And while the public in the Middle East rarely sings Mr. Hussein's praises as the "sword of the Arabs" anymore, Mr. Hussein seems to be fully aware that military strikes like those launched by President Clinton this week only help foment deeper anti-American attitudes throughout the region.

"He proved that his army can do something once again after four or five years when all maneuvers were just posturing," said Kanan Makiya, an Iraqi dissident leader living in Boston.

"An opportunity was handed to him on a platter and he took it and ran with it," Mr. Makiya said. "It got him dramatic influence over an area of the north, which was supposed to be under Western protection, and which was supposed to be one of the great accomplishments of the gulf war."

In fact, opposition leaders said, along with dispatching his tanks to aid one Kurdish faction, Mr. Hussein

used the opportunity to strike at Iraqi political opponents that operated in the north, and to remind everyone that one day he plans to be back in full control of the area.

In tandem with the armored columns, members of Mr. Hussein's secret police fanned out throughout the Kurdish region, blowing up the television and radio station of the main Iraqi opposition group, the Iraqi National Congress, as well as desktop publishing offices that produced leaflets to be smuggled into Baghdad. He also executed scores of opponents caught off guard in what they thought was a safe haven, opposition leaders said. Such reports could not be independently confirmed.

While assigning motives to a closed regime like Mr. Hussein's is a difficult task, analysts also believe the Iraqi Government might have thought it had some leeway because it was striking at a force now supported by Iran, the Patriotic Union of Kurdistan. The West supported Iraq in its eight-year war against Iran, which began in 1980.

The Kurdish Democratic Party said it allied itself with Baghdad to counter strong Iranian support for its rival, the Patriotic Union, in the Kurdish dispute. Iraqi exiles said that Agha Mohammadi, the envoy to the Kurds from the office of the Iranian leader, Ayatollah Ali Khamenei, had recently been cheered by crowds of 40,000 to 50,000 people in Kurdish areas controlled by the Patriotic Union.

The exiles said Iranian activity in the north resembled the Iranians' penetration of southern Lebanon, where they built clinics and delivered medicine, slowly building grassroots support. That support is impossible to gauge independently, and American officials have played down the extent of Iranian influence on the Patriotic Union.

But there can be no doubt that Mr. Hussein's own position has solidified this year. His son-in-law, Hussein Ka-

mel, whose defection to Jordan in 1995 had been hailed as a sign that the Iraqi leader's inner circle was crumbling, returned to Baghdad to beg forgiveness and was summarily executed. Mr. Hussein also reportedly purged the army in June after foiling a reported coup plot, executing or transferring hundreds of officers. His confidence was evident in

Who really won depends on who is keeping score.

his increasing belligerence toward United Nations weapons inspectors charged with dismantling weapons of mass destruction in Iraq.

Iraqi exiles said visiting foreign delegations are always treated to lavish banquets by Mr. Hussein to underscore the point that six years of sanctions has been little more than an inconvenience to the Iraqi elite. While the average Iraqi may be scrambling for food, those Mr. Hussein needs to hold onto power are not.

"I don't know if you saw the Republican Guards he used around Erbil, but they didn't look too thin to me," said Latif Rashid, vice president of the Iraqi National Congress, the umbrella opposition group.

Iraqi opposition figures also believe that recent international changes probably played a role in prompting Mr. Hussein to act.

First and foremost, the new Prime Minister in Turkey, Necmettin Erbakan, has long been a critic of the West's attitude toward Baghdad. As leader of the Islamic Welfare Policy, then an opposition party in Turkey, he visited the Iraqi leader during the buildup to the gulf war. After the war, he said the goal of the allies had been the destruction of a strong Is-

lamic country rather than to protect Kuwait.

In addition, France, Russia and China, once important trading partners with Baghdad, have indicated that the strict economic sanctions against Iraq should be reviewed. "He got the feeling that he was returning to the international community," Mr. Rashid said, referring to Mr. Hussein.

In the region itself, every time the United States strikes against Iraq it reinforces the feeling among many Arabs that the suffering of the Iraqi people, and by extension of Arabs in general, is of no concern to Washington. Diplomats point out that American allies in the region like Egypt and Jordan criticized the most recent American action, while Saudi Arabia maintained an embarrassed silence.

"Sure the Americans make their enemy suffer, but their friends suffer too because countries like Saudi Arabia have a great stake in all this," said Ibrahim Izziddin, a former Jordanian cabinet minister and Ambassador to Washington, pointing to the June bombing of an American base in Saudi Arabia that killed 19 people. "Because of its serious internal problems, Saudi Arabia can't have such a high-profile relationship."

Ultimately, Iraqi opposition figures said, it was time for the United States to devise a new policy toward Iraq because the reliance on sanctions interspersed with occasional punitive air attacks only strengthened Mr. Hussein's position while hurting most Iraqis.

"He has not changed his message, he has not changed his line of thinking since 1991," said one Iraqi exile, speaking of Mr. Hussein.

"He still thinks the 'mother of all battles' was a historical fight that he won, that he is defying the West. He still has grandiose plans. He is only about 58 years old. What are they going to do? Keep up the sanctions for the next 20 years until he dies?"

THE NEW YORK TIMES, FRIDAY, SEPTEMBER 6, 1996

THE SCENE

In Streets of Scarred, Darkened Kurdish City, Fear and Jubilation Mingle

By DOUGLAS JEHL

SALAHUDDIN, Iraq, Sept. 5 — Overrun by a Kurdish faction backed by Iraqi military might five days ago, the city of Erbil lay dark and somber this evening, lacking electricity, water and the verve that once kept its fabled souk lively deep into the night, residents of the city said.

To the Kurdistan Democratic Party, Erbil, just down the road from here, is a great prize, wrested from the control of its archrival, the Patriotic Union of Kurdistan. But to the residents who have relied on kerosene and water buckets since the takeover, the verdict remains mixed.

Even the city's shining symbol of Kurdish unity — the building where members of a unified Parliament were sworn in on July 4, 1992, during a brief period of reconciliation between the two factions — is now scarred by tank shells fired by the elite Iraqi forces to whom the Kurdish Democratic Party turned for help in ousting the rival Kurdish faction.

"I have never seen so many tanks," a 28-year-old resident of Erbil said this afternoon in an interview near here. "And now at night you don't walk in the streets." A 10 P.M. curfew is being enforced by Kurdish Democratic Party guards posted at checkpoints.

The young man, who wore the traditional Kurdish dress of a collarless shirt and baggy trousers with a cummerbund, would speak only on condition that his name not be used. "Everybody fears Saddam," he said.

But many residents of the regional capital interviewed here and along the road spoke of how the city has been transformed since the fighting on Saturday. Some 30,000 Iraqi soldiers joined guerrillas of Massoud Barzani's Kurdistan Democratic

Party in a 12-hour battle to seize control of the city from the rival Kurdish faction. The Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani, had held Erbil since December 1994. Mr. Barzani's party has accused Mr. Talabani of taking revenge for his defeat by cutting off electricity to the regional capital, a step that is within his reach because his forces control the hydroelectric dam that provides much of the region's power. Mr. Talabani has denied doing so.

A spokesman for the Kurdistan Democratic Party repeated the accusation here tonight in a headquarters overlooking the darkened city.

"What they are doing now to Erbil is inhuman," said the spokesman, Falah Bakir.

The residents of Erbil interviewed today in the border town of Zakho and at roadside stands amid landscapes of rugged ridges and golden plains, said they had seen no evidence of Iraqi military forces in the city since some Saturday. But several said they suspected that plainclothesmen increasingly evident on the streets were members of the Iraqi secret police left behind by Saddam Hussein's forces to retain a grip on the city.

And a new battle that broke out between the Kurdish factions east of Erbil this afternoon further increased tensions in the area, although Kurdistan Democratic Party officials said Iraqi personnel had not been involved.

Still, in a part of northern Iraq so committed to Mr. Barzani and his cause that banners in their honor flap from nearly every lamppost, a powerful celebratory spirit was also evident today.

Ibrahim Ahmed, who welcomes those who cross into northern Iraq from Turkey to enter what he insists is "Kurdistan," said that he looked forward to returning to Erbil, a city

out of bounds to him and his Kurdistan Democratic Party comrades during the 20 months in which it was under Mr. Talabani's control.

And Sobhi Ibrahim, a 22-year-old who lives just outside Erbil, said it was unfair for the United States to punish Iraq for its brief incursion into what is supposed to be a haven for the Kurds. He said that Iranian forces penetrated far more deeply into Iraq last month to support the Patriotic Union of Kurdistan.

"With Iran, no one lifted a finger," Mr. Ibrahim said. "But Saddam went just 10 kilometers and the whole world turned against him. The first days in Erbil will be chaotic, but then everything will fall into order."

This year marks the 50th anniversary of the founding of the Kurdistan Democratic Party by Moustafa Barzani, the father of the current leader, and posters depict the founder atop a white horse and hail him as "The Immortal Barzani."

But the Kurdistan Democratic Party controls far less territory and a much smaller population in northern Iraq than does the Patriotic Union, a breakaway group formed by Mr. Talabani in 1975. Many of the Barzani group's supporters clearly see the capture of Erbil as a first step toward gaining further power.

Since the takeover, residents of Erbil said, supporters of the Kurdistan Democratic Party have celebrated the victory on several occasions, including a memorable gathering near the tomb of Moustafa Barzani himself.

"The people are very happy that Barzani is in Erbil," said Hekmat Hares, a taxi driver and Barzani loyalist who has visited the city several times since Saturday's fighting. "Talabani used to kill the Kurds; we will kill the Kurds."

THE NEW YORK TIMES, FRIDAY, SEPTEMBER 6, 1996

THE EUROPEANS

Paris Offers Scant Backing But London Is Supportive

By STEVEN ERLANGER

PARIS, Sept. 5 — Secretary of State Warren Christopher did not succeed today in his effort to persuade the French to join the Americans and British in patrolling the extended flight-exclusion zone in southern Iraq, which was expanded unilaterally on Wednesday by the United States.

After Mr. Christopher's hours of conversation with President Jacques Chirac and Foreign Minister Hervé de Charette, the French Government said in a brief statement that on Monday the French would resume patrolling the zones in both the north and south of Iraq where Iraqi planes are barred, but would confine their patrols to the previous boundaries.

The statement said that in the south, "France's participation will take place south of the 32d parallel." Mr. Clinton has extended the southern zone one degree north, to the 33d parallel, just south of Baghdad.

The statement also said Mr. Christopher had "confirmed the end of the American operation" in Iraq. The United States has launched two cruise missile attacks on southern Iraq to punish President Saddam Hussein's move north last weekend to back Kurds feuding with an Iranian-backed Kurdish faction.

The State Department spokesman, Nicholas Burns, tried today to put

Christopher, representing U.S. force, meets a nearly immovable object.

the best face on the French reassertion that the American attacks were a "disproportionate" response.

He said Mr. Christopher was pleased that "the international coal-

ition is very much in place." The Americans and the British, who today repeated their support for Mr. Clinton's actions, have more than enough planes to enforce the expanded no-flight zone, Mr. Burns said.

The extended zone is more important than the missile strikes themselves, American officials said, because it puts more pressure on President Hussein, disrupts Iraqi air defenses and allows the Americans to monitor his movements better.

Mr. Burns would not say whether the French had threatened to withdraw from the surveillance, but the Pentagon said the French had suspended their patrols.

American officials would not comment on why the French would wait until Monday to resume patrols. "They never even told us about Monday," one official said. But the officials said telephone calls on Wednesday between American and French officials had left only confusion about what Paris would do.

"There was some concern the French might pull out of the operation altogether," a senior American official said. "There was also some hope they would participate to the 33d parallel." In the end, the official said, the decision "isn't wonderful news, but it isn't terrible either."

And he stressed that Washington was keeping open the option of more missile strikes, and that Mr. Christopher had made no promises to President Chirac about future actions.

The French role in the no-flight zones is small but symbolically important: six planes based in Turkey patrol the north; seven, including two refueling planes, patrol the south from a base in Saudi Arabia.

Mr. Chirac, a Gaullist and a nationalist, has been eager to define a special French role in the Middle East and renew ties to old clients like Lebanon and Iraq, which still owes France money for arms sales. The French also bought a lot of oil from Iraq before the United Nations embargo imposed on Iraq after the Gulf war.

Mr. Chirac annoyed the Ameri-

cans last spring by sending his Foreign Minister, Mr. de Charette, to Lebanon and Syria to try to arrange a cease-fire between the Israelis and the Party of God fighters in southern Lebanon. His trip seemed to conflict with Mr. Christopher's own efforts, and the French tried to take credit for the agreement that Mr. Christopher negotiated.

Mr. Chirac has also moved France toward rejoining the NATO alliance, and has supported American efforts in Bosnia and Russia.

The general French attitude about the latest furor in Iraq is that Mr. Clinton is more interested in showing his resolve to American voters than in any particular military, strategic or policy goal in Iraq. A cartoon today in the daily newspaper *Libération* captured the mood: It showed Mr. Clinton beating up a tiny Mr. Hussein while telling Hillary Rodham Clinton, "I'm beating Bob Dole!" Mr. Hussein protests: "My name is Hussein! Saddam Hussein!"

On the flight to Europe on Wednesday, Mr. Christopher said that the United States wanted to insure that Mr. Hussein's capacity to threaten his neighbors had been curtailed and that "our pilots can conduct the broader no-fly zone with a minimum of risks to themselves."

To achieve these goals, Mr. Christopher said, "the cooperation of the French through all this is highly desirable; we hope they will be willing to cooperate fully."

Clearly the French are not willing. But earlier today in London, the British Foreign Secretary, Malcolm Rifkind, gave full support for the American actions to contain President Hussein.

"It is crucially necessary that whenever he initiates repression or aggression that he should end up losing more than he thinks he has gained," Mr. Rifkind said about Mr. Hussein. He said that the American action was "fully justified by the repression of the Kurdish people," and that the no-flight zone would be "entirely effective" even without the full participation of French pilots.

THE NEW YORK TIMES, FRIDAY, SEPTEMBER 6, 1996



Kevin McKernan/SIPA Press, for The New York Times

Kurdish rebels from Turkey stood their posts yesterday outside Erbil, in northern Iraq, where Turkish jets struck at their bases.

THE TURKS

Turkish Jets Hammer at Kurdish Bases in Northern Iraq

ANKARA, Turkey, Sept. 5 (AP) — Turkish jet fighters struck today at suspected bases of Kurdish rebels in northern Iraq, where Turkey has said it plans to set up a buffer zone against attacks from the guerrillas.

A Foreign Ministry official said a "limited" air attack was carried out against the rebels, members of the Kurdistan Workers Party, or P.K.K., who have fought for 12 years to carve an independent state out of parts of southeastern Turkey. The official gave no other details.

The guerrillas are separate from the two other Kurdish groups fighting for dominance in the protected zone in northern Iraq patrolled by the United States and its allies.

A senior Government official, speaking on condition of anonymity, said Turkey, a NATO member, was preparing to set up the zone in the mountainous terrain along the 200-mile border with Iraq, but that it had no designs on Iraqi territory.

Ankara has notified Western allies of the plan, the official said, adding that Foreign Minister Tansu Ciller sent a letter about the operation to President Clinton.

Clinton Administration officials said this week that they are cautiously receptive to the idea, but want to study its details.

Iraq has not commented on the report.

Turkey has regularly crossed into northern Iraq to fight the group. During the Persian Gulf war, Turkey had

A buffer zone is to be set up to block raids by Kurdish guerrillas into Turkey.

an agreement with Iraq that allowed it to cross the border in pursuit of Kurdish rebels. Since then Baghdad has objected to the raids, but has done nothing to prevent them.

The buffer zone would fall within the part of northern Iraq that is under the American-protected no-flight zone, where Kurds have been sheltered from Iraqi offensives.

A Turkish intelligence official said 2,500 to 3,000 P.K.K. rebels in northern Iraq were operating from 12 bases. The official, speaking on condition of anonymity, said five of the bases fell inside the proposed buffer zone.

The security zone along the border could be as deep as 12 miles, depending on the terrain.

The senior Government official said Turkish troops would cross into northern Iraq to attack Kurds' bases before setting up the zone.

He did not say how many troops would stay in the zone, but said it would be defended with heavy artillery and aircraft.

No timetable was given for the plan to be carried out, but it is expected to be operating within days.

Mrs. Ciller today denied that an operation over the border was planned.

"What is on the agenda is not an operation," she said. "What is on the agenda is not to allow such infiltrations." On Wednesday and today buses ferrying soldiers to locations along the border were seen in southeastern Turkey.

Turkey's largest offensive occurred last year when it sent 35,000 soldiers inside northern Iraq for a five-week operation. Despite criticism from European countries, Washington supported the operation, saying it was Turkey's right to defend itself.

More than 21,000 people have died in the Turkish-Kurdish fighting since 1984.

THE NEW YORK TIMES, FRIDAY, SEPTEMBER 6, 1996

THE U.N.

U.N. Council Members Negotiate, Fruitlessly

By BARBARA CROSSETTE

UNITED NATIONS, Sept. 5 — After several days of intense back-room bargaining and sharp exchanges between Russia and several Western nations, the Security Council was still unable today to agree to a resolution condemning the Iraqi attack on the Kurdish town of Erbil last Saturday.

A day of tense negotiations ended this evening with no resolution in sight. Talks are to resume on Friday.

With the threat of a Russian veto hanging over the proceedings, there has been no public Security Council debate here over how to respond to President Saddam Hussein's action against the Kurds beginning last Saturday. Private meetings and informal consultations went on all day today and into the evening before the Council adjourned.

The British, who introduced the resolution now under discussion, are vowing to negotiate the strongest possible language to warn the Iraqis against further military activity and to urge all sides of the Kurdish dispute to resume talks.

Britain, the only permanent Security Council member to back the United States here this week, says the world should have learned from the 1980's what price it has to pay if it ignores Iraqi belligerence and fails to deliver strong messages to President Hussein.

The British were the strongest allies of Washington during the 1991 Persian Gulf war, and have continued to support Washington's hard line on Baghdad as support from other nations has dwindled.

Russia and to a lesser extent China have argued for Council statements, not formal resolutions, that would criticize all use of force over the last week, including attacks by American forces, although the United States would not be named. As the days have passed, the Russians have dug in more solidly, resisting a series of suggested texts here and criticizing the United States in Moscow.

In Beijing, the Chinese have also made statements more critical of Washington than of Baghdad. As Secretary of State Warren Christopher travels in Europe in search of support, newspapers and officials in the Middle East have continued to complain that American air strikes may inflame the region more than they contain the Iraqi President.

American diplomats, distancing themselves somewhat from the British in this marathon search for agreement, say they never asked for a resolution, only the opportunity to brief the Council on events in Iraq



Don Hogan Charles/The New York Times

Russia's United Nations delegate, Sergei Lavrov, leaving a meeting yesterday with representatives of the United States, Britain and France.

and to put forth their case for the Clinton Administration's missile attacks and its unilateral decision to extend a no-flight zone closer to Baghdad.

But the United States has been the most consistently vigilant in the Security Council against moves by the Iraqis on a range of issues and has repeatedly held up resolutions or agreements until all its misgivings have been eliminated, occasionally to the annoyance of other Council members who believe that boxing

Iraq into a dead end indefinitely is not a constructive policy.

As discussions over Iraq go on, the United States prepares for a critical vote next week in the General Assembly on a treaty banning all nuclear testing. Those who oppose the pact may be tempted to try to exploit unease over American action.

Herald Tribune

INTERNATIONAL

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

FRIDAY, SEPTEMBER 6, 1996

The Kurds Need to Think It Over and Merge Their Forces

By William Safire

WASHINGTON — "The son is not the father." The agonized Kurd who called to tell me this knew of my longtime admiration for the late Mullah Mustafa Barzani. That shrewd mountain warrior embodied the dream of the Kurdish people (30 million, spread over five nations that repress them) for freedom in Kurdistan, their ancestral homeland. He was not above dealing with any secret source of help — Russian, Arab, Israeli, Turkish, Persian — to advance the cause of autonomy for his people.

But he trusted only one, the Americans, who let him down at the behest of the shah. This head of the Barzani clan did not live to see the murder of three of his sons by Saddam Hussein, nor the use of poison gas to kill thousands of Kurds at Halabja. He was spared the sight that

shocked the world of the exodus of freezing refugees, when Saddam punished the rebellious Kurds after his defeat in the Gulf war. His son Massoud Barzani, now 50, was given the chance by the United States to create an autonomous enclave in northern Iraq. But Massoud and his political rival, Jalal Talabani, fell to bickering and power-grabbing. They say "The Kurds have no friends." That now includes each other.

Four months ago, Massoud Barzani sent his closest confidant to Washington to wheedle a few million dollars, ostensibly to pay "monitors" to keep the Kurdish factions from each other's throats. Nobody paid attention. I put this advice in a column: "The Talabani faction should cut ties to Iran, and the Barzani

faction to Saddam. Give the visiting U.S. envoy a bare-bones budget for overt aid and present a united front against Baghdad." President Bill Clinton was urged to openly subsidize these nonterrorist Kurds with "a few million." But the Clintons would not provide their envoy with loose change for local lubrication.

After a force of Iranians slipped into Iraq for two nights in late July to help bolster the Talabani faction, leaving behind arms, Mr. Barzani complained in a fax to an NSC staffer, Steven Grummon; no response. So he listened to Turks who want to do business with Saddam, and who promised to keep paying off the Barzani clan with "tariffs" on smuggled oil for its help in hunting down Turkish Kurds. That is when Massoud Bar-

zani, feeling isolated and out-gunned, committed the biggest blunder of his life. He turned for military help against fellow Kurds to the man dedicated to wiping every trace of Kurdish life off the face of the earth. "A limited encounter with the Devil," his clansmen now try to explain, even as they realize the enormity of his sin. Saddam was given an excuse to assert authority in his north through a puppet faction.

Taking quick advantage of Mr. Barzani's invitation, the dictator seized and executed 96 non-Kurdish opposition officers and activists in the village of Qosh Tepe. At one stroke, he intimidated the Saudis and Jordanians, seduced the French and strengthened ties with Russia and China. The U.S. military response was "proportionate," which is to say only tit-for-tat, the need for which could have been

averted for the cost of three \$1 million cruise missiles.

Awake at last, the State Department has focused on mediation between the Kurdish factions. Mr. Barzani, surprised and one hopes chastened by the revulsion of Kurds everywhere at his deal with the Devil, on Wednesday faxed to Warren Christopher: "We have always stood by the American initiatives for a peaceful settlement in Iraqi Kurdistan."

If Mullah Mustafa were alive, here are the orders I believe he would give his errand son: Be nobody's puppet. Double-cross Saddam immediately, killing his executioners in Arbil, and say that was your plan all along. Make a deal with the Americans for tactical air cover and anti-tank rockets in return for a merging of forces with Talabani. Together, turn away from Iran — for now.

The New York Times

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, SEPTEMBER 6, 1996

INTERNATIONAL

Kurd Leader Says Alliance With Saddam Was Just Tactical

By Stephen Kinzer
New York Times Service

D'HOK, Iraq — A leader of the Kurdish faction backed by Saddam Hussein insists that the alliance was just a tactical and temporary partnership of the kind that have sustained the beleaguered Kurds for centuries.

In an interview here, a powerful member of the Kurdistan Democratic Party said that short-term necessity had driven his group into a military alliance with the Iraqi dictator, who once gassed Kurds with chemical weapons, to seize control of Arbil from a rival Kurdish group.

The group turned to Mr. Saddam only after Western governments refused to defend the city against rivals cooperating with Iran, said Tayib Ahmad, the Kurd leader.

[A rival Kurdish militia leader, Jalal Talabani, charging that his Patriotic Union of Kurdistan faced renewed attack by Iraq and the Kurdistan Democratic Party, said Thursday he was ready to seek Iranian help, Reuters reported from his stronghold

in northern Iraq. Iraq and the Kurdistan Democratic Party have accused Iran of sending troops into northern Iraq to help Mr. Talabani's party. Mr. Talabani said his group had "unfortunately not" received support from Iran.]

For his part, Mr. Ahmad of the Kurdistan Democratic Party said: "We don't have any alliance with the Iraqi regime. It is just a temporary arrangement. There is no formal agreement between us and the Iraqi government. We made an appeal and the Iraqi government responded."

Mr. Ahmad, 42, is a senior member of the Kurdistan Democratic Party's 32-member central committee. He has been regional governor of D'hok since 1991, when the United States and its allies made the province part of a protected zone for Kurds in northern Iraq.

There were signs Wednesday that the partnership of convenience would not prove of universal benefit to the Kurds living in northern Iraq.

Aid workers said that in the hours after Iraqi soldiers stormed into Arbil, security forces systematically rounded up Kurds allied with the party

most vehemently opposed to Mr. Saddam. In some of the first reports from Arbil since the fall of the city, aid workers who witnessed the assault said Iraqi soldiers and Kurdish guerrillas allied with Mr. Saddam arrested scores, perhaps hundreds of people. Their fate is unknown.

Five years of protection by the United States has undoubtedly saved the lives of many Kurds in northern Iraq, but it has not made the region a pleasant place to live. People here are effectively prisoners in a land of treeless plateaus and rugged mountains, unable to travel to other parts of Iraq and unwelcome in neighboring countries.

A sign at the border crossing that reads "Welcome to Kurdistan" seems a cruel joke. All the Kurds have to show for generations of struggle is a parched parcel of land surrounded by enemies and dependent for survival on the charity of increasingly frustrated Americans and other foreigners.

In the interview Wednesday, Mr. Ahmad brushed aside reminders that Mr. Saddam's regime brutally suppressed Kurds in the past.

"If someone can help solve our problems, we have no objection," he said. The United States has refused to be drawn into the increasingly bitter conflict between the Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, which has forged ties to Iran.

Senior American officials said this week that Mr. Ahmad's party had seriously blundered. "They think they can manipulate the Iraqis and they'll find that they are too powerful and too ruthless to be manipulated," said Defense Secretary William Perry.

Mr. Ahmad asserted that U.S. forces should have stepped in after the Patriotic Union launched a joint operation with Iranian troops earlier this summer.

"When there was no reaction from the United States, the allies, or the European countries, we asked Iraq to protect us," he said.

A statement Wednesday by the Kurdistan Democratic Party suggested also that classic power rivalries were involved. The statement, issued in the name of Massoud Barzani, the top party leader, charged that the Patriotic Union had been using "violence and terror" against Democratic Party members in Arbil for more than two years and accused the Patriotic Union of "filthy play."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, SEPTEMBER 6, 1996

EUROPE

Attacks Indicate New Clinton Willingness to Go It Alone, Forcefully

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

PARIS — The missile raids on Iraq involved military and political choices that say much about how Washington is likely to handle future interventions around the world.

Undoubtedly, the most obvious choice was the effort to minimize U.S. losses — a “zero-casualty” philosophy that is often criticized in Europe as a sharp limitation on Washington’s use of force. This time, U.S. officials insist, the ability to operate at low risk did not curtail the cost inflicted on Saddam Hussein.

More Iraqi installations, including weapons laboratories and mobile missile bases near Baghdad, have been lost. Permanently, Mr. Saddam’s assets are exposed to attack by missiles while he has almost no hope of bringing down an aircraft or capturing a U.S. pilot to profit on the propaganda front.

More broadly, U.S. and European government strategists say, allies and adversaries alike will study unusual features of the Iraq operation because they seem rooted in longer-term military thinking and political dynamics in the United States. Any list, they said, would note these points about the U.S. performance:

- New confidence in the capability of long-range, precision-guided missiles

NEWS ANALYSIS

to cripple an adversary from a distance.

- Apparent comfort in acting unilaterally, as long as U.S. blood is not shed. This willingness to go it alone seems to recast the role of the allies to do without their participation in the initial attack and instead emphasize their political support afterward.

- Open embrace of balance-of-power politics in the Gulf, emphasizing the protection of such U.S. interests as Saudi Arabia while minimizing legal technicalities — such as a United Na-

tions mandate — and giving low priority to the fate of minorities — the Kurds, in this case, even though they were the nominal reason for the intervention.

- Tactics that exact maximum punishment at the lowest cost, ignoring complaints that the force was misdirected or disproportionate.

Some of this is not new — cruise missiles were a major U.S. weapon in the Gulf War — and much of the rest may not be universal. For example, Washington will want to blend a coalition in many conflicts, but the notion of coalition may be more flexible.

While European leaders pointed to electoral pressures on President Bill Clinton, Defense Secretary William Perry said that Washington accepted the fact that “domestic concerns” had muted support in some allied countries.

The combination of technology and a willingness to act alone could point to a United States that is both more aloof in some crises and more devastating in those where it chooses to act. For example, a French official said, the United States might react in a similar way to the threat of a nuclear weapons plant in a rogue state — by launching a unilateral, narrowly targeted strike with little warning time.

Part of the significance being read into the Iraqi operation by foreign analysts is that it shows an almost complete turnaround by the Clinton administration. In such other crises as Haiti, Somalia and Bosnia, President Clinton seemed uncomfortable to be applying force. First, he sought allied cooperation, UN approval and idealistic goals.

Iraq was always the exception in this regard: Soon after he took office in 1993, Mr. Clinton sent cruise missiles onto Baghdad targets because of Iraqi involvement in an assassination plot aimed at former President George Bush. The Iraq of Saddam Hussein — an unpopular, isolated dictator with a military infrastructure that invites attack — remains a pariah state.

But a seemingly remote comparison — Bosnia — offers important similarities, U.S. officials say. They cite the use of cruise missiles there a year ago as a powerful factor in convincing the Bosnian Serbs to negotiate for peace.

In another similarity with Iraq, European diplomats have pointed out that Washington seems ready for a badly flawed peace in Bosnia, even one flouting hopes of preserving minority rights, just as it seems ready to leave the Iraqi minority of Kurds to their own fate. U.S. interests, Clinton aides say, involve regional stability, not more separatism.

European officials emphasized this week what they see as a possible new tone in Washington about the global role of U.S. power. “It may just be an electoral effect,” a British official said, suggesting that Mr. Clinton has started to co-opt his Republican opponent’s tougher line abroad after moving to the right on domestic questions.

But many European officials see a thread between unilateral action in Iraq and the Clinton policy of encouraging European members of NATO to assume more collective responsibility. That policy appears partly designed to keep the United States from getting involved in European crises that allied ground troops could handle.

In contrast, U.S. military planners increasingly emphasize the importance of defeating an enemy with minimal combat and brief, intense electronic warfare and precision-guided weapons. That approach downgrades the traditional emphasis on ground troops.

It is the only military doctrine that will command strong public support in the United States for the foreseeable future, U.S. officials say.

These U.S. views surfaced in Mr. Perry’s assertion that, in the Iraq raid, Washington had not needed or sought military help from allies. Even more than U.S. planes, French or British fighters would have been vulnerable to Iraqi defenses in the target zone of cruise missiles.

LE MONDE / VENDREDI 6 SEPTEMBRE 1996

Bill Clinton se félicite du « succès » de ses frappes et de la leçon infligée à Saddam Hussein

L'Irak a retiré des avions de la nouvelle zone d'exclusion aérienne

Le président américain, Bill Clinton s'est félicité, mercredi 4 septembre, du « succès » des frappes de missiles contre l'Irak. Les cibles ayant été, se-

lon lui, détruites ou suffisamment endommagées, la zone d'exclusion aérienne étendue jusqu'au sud du 33^e parallèle est entrée en vigueur.

Près de huit Américains sur dix approuvent les frappes américaines dans le sud de l'Irak, selon un sondage diffusé par la chaîne ABC.

WASHINGTON
de notre correspondant

En principe, la page est tournée. Les Etats-Unis espèrent que Saddam Hussein a compris qu'il vient de perdre le bras de fer qui l'a opposé à Washington et que, pour un temps au moins, il s'abstiendra de toute provocation militaire. Les incidents aériens du mercredi 4 septembre, ainsi que les tirs de l'artillerie anti-aérienne de Bagdad, censés répliquer à une attaque américaine – formellement démentie par les Etats-Unis –, constituaient une sorte de baroud d'honneur de la part du président irakien, estime-t-on à Washington, qui ne se fait cependant guère d'illusion : tant que M. Hussein sera au pouvoir, l'Irak demeurera un ferment de déstabilisation régionale.

Pour l'heure, Bill Clinton estime que la mission des forces américaines s'est soldée par un « succès ». Visiblement satisfait, le président a tiré cette conclusion dans une brève déclaration faite dans le bureau ovale de la Maison Blanche. « Cette mission a atteint les objectifs que nous lui avions fixés », a-t-il indiqué, précisant qu'elle avait « changé la situation stratégique », notamment dans le sud de l'Irak.

En remontant la zone d'exclusion aérienne jusqu'à quarante-cinq kilomètres au sud de Bagdad, les Etats-Unis estiment avoir resserré l'étau autour du président irakien. Celui-ci a perdu le contrôle de près de la moitié de l'espace aérien de son pays, tout en conservant une certaine liberté de manœuvre pour ses troupes terrestres.

Le chef de l'exécutif a reconnu qu'il est difficile de prévoir quelle serait l'attitude future du président irakien, mais celui-ci sait désormais

qu'il y a « un prix à payer à franchir la ligne jaune ». La relative confiance de M. Clinton repose sur les indications du Pentagone, pour lequel les Irakiens sont en train de tirer les conséquences de la détermination américaine : la plupart des avions basés dans la nouvelle zone d'exclusion aérienne, entre le 32^e et le 33^e parallèles, ont quitté celle-ci dans la journée de mercredi, et, dans le nord de l'Irak, les troupes blindées regagnent leurs positions.

La satisfaction de M. Clinton repose aussi sur les conséquences politiques de cette passe d'armes américano-irakienne. Le président américain peut en effet se targuer d'un large soutien populaire et politique aux Etats-Unis : selon un sondage de la chaîne de télévision ABC, près de 80 % des Américains déclarent approuver son action contre l'Irak, et une majorité affirme qu'elle ferait davantage confiance à Bill Clinton qu'à Bob Dole, en cas de nouveau conflit avec Bagdad.

Dans l'ensemble, la presse américaine est plutôt élogieuse à l'égard de M. Clinton. Contrairement à plusieurs gouvernements étrangers, elle n'accorde pas grand crédit à la thèse selon laquelle l'administration démocrate a délibérément grossi la menace irakienne pour s'offrir à bon compte un succès diplomatique. Tout au plus constate-t-elle que la crise irakienne a tué dans l'œuf les velléités des Républicains d'exploiter l'« affaire Dick Morris », ce proche conseiller présidentiel obligé de démissionner après des révélations scandaleuses.

De toute manière, avec plus de vingt points d'avance dans les sondages sur son adversaire républi-

cain, M. Clinton avait-il besoin de recourir à un stratagème aussi aléatoire qu'une intervention militaire en Irak ?

L'extension de la zone d'exclusion aérienne dans le sud du pays est une décision qui n'est pas exempte de risques, pour les avions américains, mais aussi britanniques et français, engagés dans l'opération « Surveillance du sud » (*Southern watch*). Michael Portillo, ministre britannique de la défense, qui était l'hôte, mercredi, à Washington, de son homologue américain, William Perry, a insisté sur ce point, tout en espérant que la seconde vague de missiles Tomahawk, destinée à « nettoyer le terrain » pour les avions occidentaux, serait la dernière.

« HUMILIER » SADDAM HUSSEIN

L'administration américaine n'a pas caché que les frappes aériennes avaient aussi pour but d'« humilier » M. Hussein en restreignant sa souveraineté sur son propre pays, mais aussi de lui compliquer la tâche. Pari risqué dans la mesure où le président irakien pourrait être tenté, pour apaiser la lassitude d'une population constamment appelée à faire des sacrifices, d'imaginer de nouveaux gestes de bravade à l'adresse de ses adversaires occidentaux.

Le « succès » que revendique M. Clinton ne peut aussi dissimuler le fait clairement apparu que le sort des populations kurdes pèse peu dans les priorités de Washington, par rapport à ces fameux « intérêts vitaux » des Etats-Unis, qui, en l'espace, sont surtout pétroliers.

La politique américaine vis-à-vis des Kurdes, qui a revêtu des aspects politiques et humanitaires

– 130 millions de dollars par an en aides diverses – depuis la fin de la guerre du Golfe, s'est soldée par le fiasco que l'on sait : l'un des deux principaux mouvements, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), s'est rallié à l'Iran, autre « Satan », avec l'Irak, des Etats-Unis.

En favorisant, d'autre part, l'autonomie du Kurdistan par rapport au pouvoir de Bagdad, les Etats-Unis ont renforcé malgré eux le séparatisme kurde. Or, comme l'a souligné Peter Tarnoff, le numéro trois du département d'Etat, lors d'une récente visite à Ankara, les Etats-Unis « restent fermement opposés à la création d'un Etat kurde indépendant ». Ankara enfin, est l'un des alliés traditionnels de Washington, qui a pris ses distances avec l'offensive américaine.

M. Perry a souligné, mercredi, contre toute évidence, que la coalition occidentale qui s'était formée lors de la guerre du Golfe, et dont faisaient notamment partie les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Turquie – n'avait pas été affaiblie par cette action militaire solitaire des Etats-Unis, et qu'elle était même « renforcée ».

Laurent Zecchini

■ **TURQUIE** : Ankara a informé Washington qu'il envisageait la création d'une zone-tampon dans le nord de l'Irak, pour empêcher les infiltrations des rebelles kurdes du PKK, a annoncé, mercredi 4 septembre, l'agence semi-officielle Anatolie. « La création d'une telle zone-tampon ne serait pas un acte d'occupation mais une mesure de sécurité », a-t-on déclaré au ministère des affaires étrangères. – (AFP)

Les conditions de vie au Kurdistan se sont encore dégradées

ERBIL

de notre envoyée spéciale

Dans les rues d'Erbil, où l'animation renaît, le spectacle est le même partout : des femmes et des enfants attendent aux rares points d'eau, munis de seaux multicolores, et des ânes tirent des charrettes surchargées de gros bidons en équilibre. Quatre jours après que la « capitale » du Kurdistan autonome est passée, avec l'aide de l'armée irakienne, des mains de Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), à celles de son rival du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Masoud Barzani, la principale préoccupation de la population demeure, sous une chaleur écrasante, l'approvisionnement en eau. Celui-ci est interrompu en raison de la coupure d'électricité infligée à la ville par l'UPK, qui contrôle le barrage de Dokan, plus au sud.

Rien de particulier ne permet de mesurer l'ampleur des combats qui se sont déroulés, samedi, dans la ville et qui, selon un membre du bureau politique du PDK, Fadil Merani, auraient coûté la vie à moins de dix civils, mais à entre cent cinquante et cent quatre-vingts combattants des deux formations rivales. Sur le large boulevard qui conduit à Ankawa, le quartier chrétien d'Erbil, les anciens et vastes bureaux de l'UPK ont été soigneusement « nettoyés » et il n'y a plus de carreaux aux fenêtres. Une dizaine de jeunes peshmergas (combattants) du PDK gardent nonchalamment le complexe, sur lequel le drapeau jaune du parti vainqueur a remplacé le drapeau vert de l'UPK.

Si les combattants ne paraissent pas s'être acharnés sur ce siège aujourd'hui désert, il n'en est pas de même de celui du Parti communiste, non loin de là. Les murs y sont criblés d'impacts et l'intérieur, qui a aussi été pillé, grouille de peshmergas armés. Le siège du Parti assyrien (chrétien) - comme celui d'un parti d'opposition formé par la tribu des Joubouri, originaires de Mossoul -, a, lui aussi, été « visité » et ses dossiers emportés, selon une source fiable, par des agents irakiens.

A en croire M. Merani, « plus aucun agent du gouvernement irakien

ne demeure en ville », et c'est sans doute pour le souligner que le PDK a retiré le drapeau irakien du siège du « Parlement » kurde. A défaut de pouvoir se réunir à Erbil - l'intérieur du bâtiment aurait subi de sérieux dégâts -, les députés kurdes (43 PDK, 10 UPK et 3 Assyriens sur un total de 105) se sont retrouvés à Salaheddine, fief du PDK, pour voter la prorogation de leur mandat jusqu'au 4 juin 1998. « Cette décision avait fait l'objet d'un accord entre nous et l'UPK avant ces événements », affirme M. Merani. « La libération d'Erbil a ouvert la porte au processus de paix avec l'UPK. Nous faisons partie de la même nation et nous sommes tous les deux responsables du peuple kurde. Nous sommes prêts à parler avec l'UPK à condition que ce parti soit d'accord pour le jeu démocratique et renonce à son alliance avec l'Irak. » L'appui de plus en plus visible de l'Irak à l'UPK a incontestablement accéléré le déclenchement du conflit latent entre les deux formations kurdes. Depuis la fin de juillet, « la présence de Téhéran est devenue beaucoup plus sérieuse », affirme un témoin indépendant. « Nous avons vu des jeeps militaires iraniennes à Erbil, et des bureaux officiels iraniens de relations publiques étaient ouverts aux sièges des gouverneurs d'Erbil et de Souleymaniyé. A Rania, où quatre cent vingt réfugiés iraniens sont pris en charge par le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés), les Iraniens avaient une réelle stratégie pour lutter contre l'opposition irakienne ». En outre, il semble clair que l'armée de Téhéran avait laissé de l'armement lourd à l'UPK avant de se retirer.

L'appel du PDK à l'Irak est-il mieux accepté ? « Nous sommes une partie de l'Irak et son armée est intervenue à notre demande et dans le respect des résolutions de l'ONU », répond M. Merani. « Nous avons le droit de demander au gouvernement central de stopper une intervention étrangère. Nous n'avons encore conclu aucun accord avec le gouvernement irakien, mais si demain celui-ci accepte le principe d'une fédération en Irak, on aurait tort de ne pas négocier. » A propos des bombardements américains sur l'Irak, M. Merani se veut prudent. « Nous n'avons rien contre

les Etats-Unis, dit-il. Nous ne sommes pas partie prenante au conflit entre les Etats-Unis et l'Irak, mais ces bombardements font partie de la campagne électorale du président Clinton. »

Outre les problèmes d'eau et d'électricité, une conséquence immédiate de l'opération irakienne a été l'effondrement du dinar

Pour faciliter un éventuel dialogue avec l'UPK, le PDK va libérer « très bientôt les peshmergas victimes de la politique de l'UPK », affirme M. Merani. Quant à l'ancien « premier ministre du gouvernement kurde », Fouad Massoum, de l'UPK, « il est à Salaheddine, où il est très bien traité », assure-t-il. « Nous sommes prêts à le libérer. » Selon lui, le PDK retient quarante à quarante-cinq personnes. « Les fonctionnaires de l'UPK restés sur place ont repris leur travail », précise-t-il, et nous n'avons pris aucune mesure contre eux. »

Outre les problèmes d'eau et d'électricité, une des conséquences immédiates de l'opération irakienne a été, pour la population, un brutal effondrement du dinar. Alors que, vendredi, il fallait 21 dinars pour un dollar, aujourd'hui, il en faut 35 et personne ne veut changer ses billets verts en raison de l'incertitude de la situation. La décision, annoncée par les Etats-Unis, de suspendre l'application de la résolution 986, qui devait permettre à l'Irak d'exporter des quantités limitées de pétrole pour acheter des vivres et des médicaments, a aussi largement contribué à la remontée du dollar. Parallèlement, les prix ont flambé et l'essence, qui vient de Bagdad, est passée de 2,9 à 21 dinars le litre.

Le PDK, qui essaie de reprendre la situation en main et qui a tout intérêt à se montrer généreux avec

une population traumatisée, a commencé à restituer à certains propriétaires leurs biens volés. Les autorités locales ont en outre décrété, mercredi, un couvre-feu à Erbil, de 22 heures à 6 heures, sans doute pour tenter d'enrayer les actes de banditisme, « très difficiles à empêcher la nuit, sans électricité », aux dires d'un responsable. Si la situation semble se normaliser petit à petit à Erbil, il est loin d'en être de même dans le reste du Kurdistan. Et, pour le moment, chacun se demande de quoi demain sera fait.

Françoise Chipaux

Paris modifie sa participation à la surveillance du ciel irakien Celle-ci est suspendue au nord et limitée au sud

LE MONDE / VENDREDI 6 SEPTEMBRE 1996

DEPUIS MARDI 3 septembre, date du premier raid de missiles américains, la France a marqué sa différence dans sa participation à la surveillance aérienne de l'Irak. Cette participation est normalement programmée tous les trois jours par les états-majors de la coalition. N'ayant été consultée ni sur la planification des raids ni, à plus forte raison, sur la décision de Bill Clinton d'étendre la zone de surveillance sud, la France s'est estimée en droit de reprendre momentanément son autonomie. Une position que Charles Millon, ministre de la défense, a, dit-on, expliqué à son homologue américain, William Perry, lors de trois entretiens téléphoniques en deux jours.

La France a, dès mardi, suspendu ses vols au nord du 36^e parallèle, à la frontière irako-turque. Il s'agit là d'une opération destinée, dans le cadre de la mission « Provide Comfort », à contrôler une zone de sécurité où l'Irak est interdite de mouvements hélicoptérés.

LA ZONE D'EXCLUSION

Mercredi, la France a participé à une mission programmée aux côtés d'avions américains et britanniques, mais ses appareils se sont limités à une navigation au sud du 30^e parallèle, c'est-à-dire au nord de la frontière du Koweït avec l'Arabie saoudite, tandis que les avions alliés ont continué leur vol vers l'Irak.

Cette opération, dit-on de source militaire, s'inscrit pour la France dans le cadre de la défense de l'espace aérien saoudien. Les avions français, dont le ravitaillement en vol a eu lieu à hauteur du 29^e parallèle, c'est-à-dire au-dessus de l'Arabie saoudite, ont été conduits à effleurer cette portion du territoire irakien placée sous responsabilité de la Mission d'observation de l'ONU pour le cessez-le-feu entre l'Irak et le Koweït (Monuic).

A ce jour, les avions français n'assurent plus - momentanément - le contrôle de la zone aérienne exclusive au-dessus de l'Irak au sud du 32^e parallèle, étendue unilatéralement par Washington au 33^e. Ils ne viennent pas non plus en appui ou en recours à des raids (*strikes*) de l'aviation américaine, destinés à frapper. Pour étudier la nouvelle situation ainsi créée, les états-majors alliés se consultent.

De passage à Londres, où il accompagnait Warren Christopher pour une tournée en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne, le porte-parole du département d'Etat américain, Nicholas Burns, a

déclaré, mercredi : « Nous n'avons pas, bien entendu, été contents de la réaction du gouvernement français et nous espérons que, lorsque M. Christopher se rendra, jeudi, à Paris, nous pourrions expliquer plus en détail notre position et obtenir un soutien plus grand de la part de la France. » M. Burns a ajouté que les Etats-Unis ont été « très contents » de recevoir « un très fort soutien » de Londres, de Bonn, d'Ottawa et de Tokyo.

On prête l'intention à M. Christopher, qui devait être reçu, jeudi,

Pas d'accord au Conseil de sécurité

Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies n'ont pu se mettre d'accord, mercredi 4 septembre, sur un texte condamnant l'Irak après son offensive au Kurdistan. Les discussions ont achoppé sur la question de savoir s'il fallait faire ou non mention de la riposte américaine. La Grande-Bretagne, auteur du projet de résolution, a refusé catégoriquement toute référence aux attaques de missiles américains. L'ambassadeur russe, Sergueï Lavrov, a reproché au texte d'ignorer « l'origine de la crise actuelle », à savoir les luttes entre factions kurdes. La Russie et la Chine, qui disposent d'un pouvoir de veto, ont proposé de mentionner l'intervention militaire de Washington. Le représentant français a fait remarquer qu'il serait « très difficile » de trouver un accord en cas de référence à l'action de Washington, et que mieux valait donc s'en abstenir afin qu'un « message cohérent » soit adressé à Bagdad. - (AFP)

par Jacques Chirac, et par son homologue français, Hervé de Charette, d'insister auprès de la France pour qu'elle participe à la surveillance de la zone d'exclusion aérienne étendue dans le sud de l'Irak. « La coopération de la France sur cette question est hautement désirable, a-t-il affirmé à Londres, et nous espérons qu'elle va continuer à participer pleinement [aux opérations]. »

Jacques Isnard

Libération - 6 septembre 1996

La Turquie prise entre deux feux et tentée d'intervenir Ankara craint une extension de la crise qui profiterait aux rebelles kurdes du PKK

Istanbul correspondance

Après trois jours de crise américano-irakienne, la Turquie semble aujourd'hui dans une situation des plus confortables, écartelée entre Washington et Bagdad et inquiète de l'instabilité nouvellement créée dans la région. Si Ankara ne veut en aucun cas remettre en cause ses bonnes relations avec les Etats-Unis, le gouvernement de la coalition islamo-conservatrice n'a pas caché, ces dernières semaines, qu'il désirait également renforcer ses relations avec ses deux voisins musulmans du sud, l'Irak et l'Iran. Ankara a en outre le souci d'affaiblir la rébellion kurde par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), implanté dans le nord de l'Irak.

Mouvements de troupes. De fait, la nouvelle «incartade» de Saddam ne fait pour arranger les affaires du Premier ministre islamiste, Necmettin Erbakan. Le gouvernement turc entendait notamment profiter du soutien du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, appuyé par Bagdad, pour empêcher l'infiltration depuis la frontière turco-irakienne des militants du PKK, qui mènent la lutte armée en Turquie depuis douze ans. Désormais, tout est donc plus compliqué. Et les mouvements de troupes

turques observés hier semblent confirmer que l'état-major de l'armée turque se prépare à une éventuelle intervention dans le nord de l'Irak. «Barzani a demandé à Ankara de lui venir en aide contre le PKK», a affirmé un diplomate turc. La Turquie étudie également la création unilatérale d'une bande de sécurité d'un profondeur de 15 kilomètres dans le territoire irakien, tout au long des 300 kilomètres de frontière turco-irakienne, toujours dans le but d'empêcher l'infiltration du PKK. En fait, la Turquie redoute les conséquences de la nouvelle alliance entre Barzani et Saddam Hussein. Elle a affaibli la position d'Ankara vis-à-vis de l'administration américaine, puisque son allié kurde d'Irak est devenu suspect. Les autorités turques craignent surtout que «le PKK soit la seule force politico-militaire sortant renforcée de cette crise». Les rebelles kurdes turcs entretenaient dès le départ de bonnes relations avec l'UPK de Jalal Talabani, mais ils avaient aussi, en juin, signé avec le PDK de Barzani un accord de coexistence pacifique dans la région frontalière. L'ex-Premier ministre Tansu Ciller, devenue ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de coalition avec les islamistes, a déclaré qu'*«il n'est pas question*

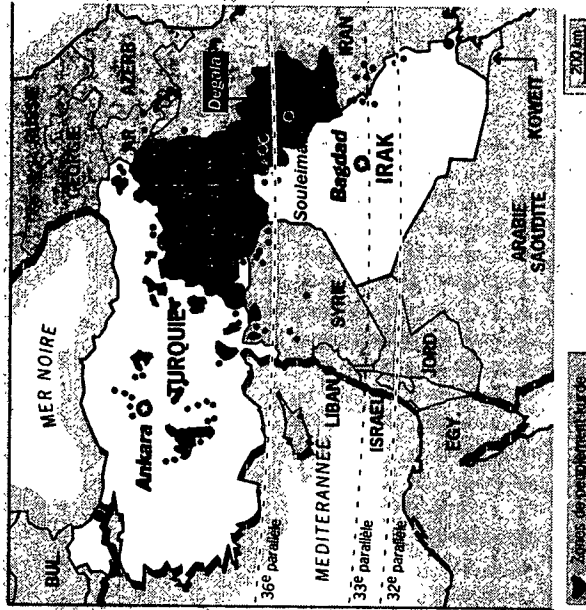
que la Turquie permette qu'une nouvelle période difficile s'ouvre dans sa lutte contre le terrorisme». Elle a aussi affirmé qu'une intervention militaire semblable à celle de l'opération Acier, qui avait mobilisé 35 000 hommes dans le nord de l'Irak en mars 1995, n'était pas à l'ordre du jour. Mais les diplomates turcs soulignent qu'il s'agit «d'un avertissement».

En fait, ce nouveau bras de fer entre Washington et Bagdad prend à contrepied le gouvernement de Necmettin Erbakan, qui tentait de dégeler aussi bien les

relations turco-iraniennes que turco-irakiennes, dépêchant en août deux ministres à Bagdad, afin de briser l'isolement du régime de Saddam Hussein. Les silences embarrassés face à l'attaque américaine illustrent cette gêne. «Le gouvernement n'a pas une politique cohérente au Moyen-Orient. Son seul objectif est de contraindre le PKK, et il se trouve au milieu des contradictions américano-irako-kurdes, sans savoir défendre les intérêts nationaux», estime l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mümtaz Soysal, député d'une formation nationaliste. «La Turquie est restée en dehors du circuit», admettait hier Ertuğrul Ozkok, le chroniqueur du quotidien *Hürriyet*, proche des militaires.

Cette crise a en outre un coût économique élevé pour la Turquie, directement touchée par le report de la résolution «*pro-terre contre nourriture*», qui aurait permis à Bagdad des ventes limitées de brut. Une grande partie de ce pétrole aurait dû être acheminée par l'oléoduc Kirkouk-Ymurtalik, qui débouche sur la côte méditerranéenne de la Turquie. Et cette dernière espérait devenir le premier fournisseur de produits alimentaires et de médicaments achetés par l'Irak.

MUSA AKDEMIR



Libération - 6 septembre 1996

Irak: les alliés contiennent leurs divisions

La France reprendra ses patrouilles mais refuse d'étendre la zone d'exclusion aérienne.

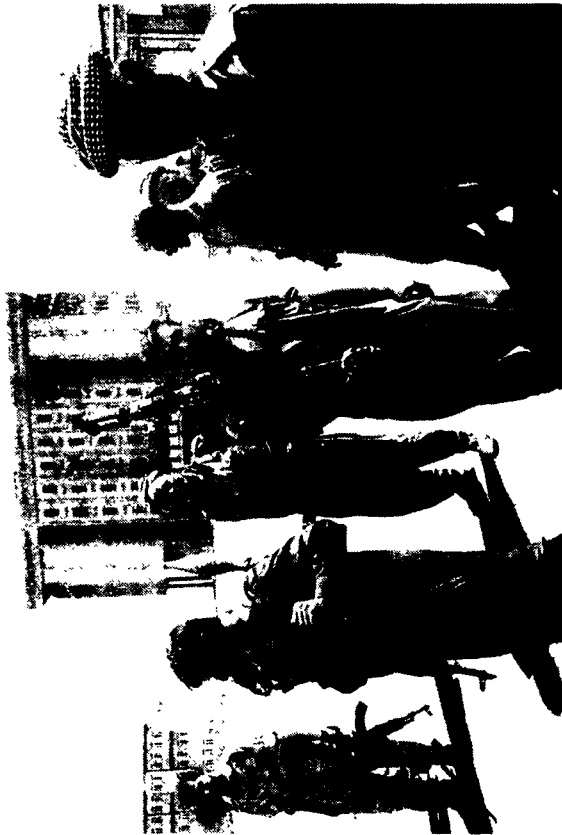
Diverger sans rompre: la France s'est livrée hier à ce délicat exercice au cours de la visite à Paris du secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, et de ses entretiens avec Jacques Chirac et Hervé de Charette. Principal résultat concret: à partir de lundi, après une courte interruption, les Mirage français continueront bien à patrouiller avec les jets américains et britanniques dans la zone d'exclusion aérienne du sud de l'Irak, mais seulement jusqu'au 32° parallèle. Britanniques et Américains iront seuls jusqu'au 33° parallèle - c'est-à-dire aux portes de Bagdad - la nouvelle zone étendue décrétée mardi par Bill Clinton et qui, pour Paris, reste une mesure unilatérale.

C'est le moyen symbolique, mais à peu de frais, qu'a trouvé Jacques Chirac pour marquer sa différence, sans provoquer de tension trop forte avec les Etats-Unis, et a fortiori pas de rupture de la «coalition allié» issue de la guerre du Golfe. Hier, «on s'embrassait sur la bouche avec Christopher», ironisait-on d'ailleurs de source française, en vantant l'accord parfait sur les questions... européennes! La veille, il est vrai, les Français avaient été placés dans l'embarras avec la révélation, par le Pentagone, de la participation d'avions français aux patrouilles de l'opération «Southern Watch». Paris avait effectivement voulu interrompre ses vols mais, pour une raison mystérieuse, les avions avaient quand même décollé. Ce qui explique la cascade d'annonces contradictoires toute la journée, pour finir par le pieux mensonge de patrouilles qui se seraient limitées à l'espace aérien saoudien...

Menace russe. A l'ONU, les divergences entre les pays membres sur la situation en

patron de la CIA, John Deutch, a d'ailleurs indiqué que l'Irak continuait à retirer ses forces du Kurdistan, dans ce qui apparaissait comme un «retrait généralisé», d'après le secrétaire à la Défense William Perry. Selon les Américains, quelque 40 000 soldats irakiens avaient participé à cette incursion dans la zone de protection kurde. Sur place, selon des responsables de l'ONU, de nouveaux combats ont opposé hier les factions kurdes rivales, autour de la localité stratégique de Degala, à 20 km au sud-est d'Erbil. Les troupes irakiennes ne se sont pas mêlées de ces combats à la mitrailleuse lourde et au mortier, opposant le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui s'est emparé de la ville d'Erbil samedi dernier, à son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Ce sont ces combats interkurdes qui ont fourni à Saddam Hussein un prétexte en or pour remettre pied dans le Kurdistan.

La Turquie, pour sa part, est sortie de sa réserve hier (lire ci-dessous), en annonçant son intention de stationner des troupes dans un certain nombre de «zones de sécurité» dans le nord de l'Irak, le long de sa frontière, pour empêcher les infiltrations des rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). «Si nous le jugeons nécessaire en raison des activités des terroristes (les militants armés du PKK, ndr), nous entrerons en territoire irakien et établirons des zones de sécurité pour empêcher leurs mouvements», a déclaré un responsable turc. «Nos soldats resteront sur place pour un temps indéterminé», a-t-il dit, introduisant un élément de complication supplémentaire à l'imbroglie du nord de l'Irak ●



Les partisans de Barzani, mercredi à Erbil. Hier, les combats interkurdes ont repris.

Irak ont continué de dominer l'agenda du Conseil de sécurité. Ces profondes différences de vues portent tant sur la réaction aux mouvements irakiens que sur l'analyse de la réponse américaine. Elles ont continué de bloquer la mise au point d'un texte commun du Conseil de sécurité sur ces événements. La tentative britannique de faire passer une résolution condamnant l'attaque des troupes irakiennes à Erbil et laissant sous silence l'intervention américaine s'est heurtée en particulier à une fin de non-recevoir de Pékin et Moscou, la Russie menaçant même de faire usage de son veto. Les Britanniques semblaient toutefois prêts, hier, à accepter un certain nombre de modifications qui en

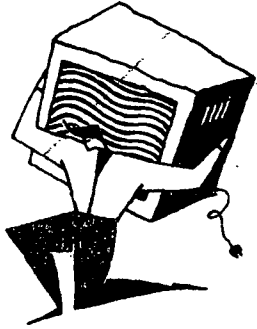
limitent la portée. La France, pour sa part, plaide pour que le texte n'évoque pas l'intervention américaine. Un accord semble cependant se dégager autour de la table pour que la mise en œuvre de la résolution 1986 (nourriture contre pétrole) ne soit pas remise en cause par les événements des derniers jours.

«Retrait généralisé». Sur le terrain, si on enregistre une détente dans la confrontation avec les Etats-Unis, la situation est loin d'être stabilisée au Kurdistan. Selon le Quai d'Orsay, Warren Christopher aurait annoncé à ses interlocuteurs français la fin des raids américains, ce que le président Clinton avait laissé entendre sans le dire officiellement la veille. A Washington, le

P.H. (avec L.L. à New York, et AFP, Reuters)

APRES COUP

PAR PIERRE MARCELLE



«Déception»

Ce remake à petit budget de la guerre du Golfe, tel du moins que nous l'ont restitué deux jours durant tous nos petits écrans, il faut bien constater son caractère de pétard mouillé. Dès mardi, que nous ont réveillés les communiqués martiaux faisant état de la réponse militaire de Bill (Clinton) à l'incursion de l'armée de Saddam (Husseïn) au Kurdistan irakien, ça n'allait pas du tout. Washington-Bagdad, deuxième, l'affiche sentait à cent lieues le combat arrangé; à preuve, on bradait les places: au lieu du Nouvel Ordre

LIBERATION - 6 septembre 1996

mondial, prétexte moral propre à fédérer une alliance contre un dictateur, il ne fut question que de cuisine électorale américaine et d'intérêts pétroliers. Tambours cependant de rouler et clairons de sonner l'ouverture des JT, pour une information dont il fallut vite entériner ce que Jean Baudrillard appela dans ces pages, lors de la vraie-fausse guerre de 1991, «la fonction profonde de déception» (1).

A contrario de la débauche d'images véhiculant la désinformation de 1991, on n'eut, cette semaine, en matière de plans guerriers, que les décollages (un diurne, un nocturne) de deux missiles Tomahawk zigzaguant dans le ciel pour s'aller perdre quelque part (puisque nulle caméra embarquée n'identifia sa cible ni n'accrédita son impact), et la béance d'un cratère, quelque part du côté de Bagdad. Pour donner du corps à «deux salves de missiles», «des explosions (démenties)», «deux Mig ayant forcé la zone d'exclusion aérienne», «la destruction d'un site de missiles irakiens» et «la résistance de Bagdad», des plans maigrement évocateurs de Saddam discourant en noir et blanc, d'appareils

faisant des ronds dans le ciel, de bidasses scrutant à la jumelle la ligne bleue d'un horizon serein, et de pompes à essence occidentales. Toutes images éminemment pacifiques et rendant franchement grotesque, à la télé yankee, le double bandeau identifiant le général Norman Schwarzkopf: «US Army (retired)», puis: «NBC News consultant». C'était cela même: retraité et consultant, boursoufflure de militaire d'opérette sur un plateau-QG décoré d'un panneau frappé de cette débile proclamation: «Target (cible): Irak». «Une atmosphère irrespirable de déception et de stupidité», pour reprendre les termes du même Baudrillard...

Mais ce qui surtout troubla, dans cette inadéquation des mots et des images, c'est que la télé ne sembla même pas la relever: nul commentaire n'avait encore, mercredi minuit, fait un sujet de cette carence de matière première, qui identifiait aussi spectaculairement (symétriquement) le remake que la profusion des leurres sigla l'original. L'occasion était pourtant belle, via un arrêt sur non-images, d'un retour et d'un bilan. Mais jeudi, le silence télé sur la question ne soulignait que le black-out des communicants militaires ●

(1) «La guerre du Golfe n'aura pas lieu» et «La guerre du Golfe n'a pas eu lieu», in *Libération* des 4 janvier et 29 mars 1991.

L'HUMANITE - 6 septembre 1996

L'Institut kurde lance un S.O.S.

Le risque d'une catastrophe humanitaire

Au cours d'une conférence de presse tenue hier après-midi à l'Institut kurde de Paris, le directeur de l'Institut, Kendal Nezan, et M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de l'Association France-Libertés, ont lancé un S.O.S. à l'opinion publique et aux gouvernements européens qui s'étaient engagés au printemps 1991 à assurer la sécurité des Kurdes d'Irak.

« Nous vivons un moment très noir, a dit Kendal Nezan. Il faut essayer d'arrêter l'engrenage qui est en marche, faute de quoi nous allons vers une catastrophe humanitaire de première grandeur. » Et Danielle Mitterrand a renchéri en « lançant un S.O.S. à tous ceux qui ont le pouvoir de corriger les erreurs qu'ils ont faites en 1991, même si cela doit contrarier leurs intérêts économiques et pétroliers ».

Parmi ces erreurs, elle en cite deux : « ne pas être allé jusqu'au

bout de la tentative de mettre fin à la dictature de Saddam Hussein » et « avoir laissé tomber les Kurdes ». « On leur a apporté une aide humanitaire, mais on ne leur a pas donné de statut, explique-t-elle. Les Etats qui auraient dû aider la jeune démocratie kurde qui commençait à s'édifier après 1991 s'en sont totalement désintéressés. Parce que cela ne plaisait pas à la Turquie... » Et de se demander : « Est-ce qu'on va revoir les images terribles de 1991 ? » Sur les rivalités entre Massoud Barzani et Jalal Talabani, qui, dit-elle, « ont leur part de responsabilité », elle a cette expression imagée : « Quand on met deux rats dans un panier et qu'on ne leur donne rien à manger, ils finissent par se manger entre eux. Si on avait consacré le prix de trois des missiles qui viennent d'être tirés sur l'Irak au développement des infrastructures et des

institutions kurdes, on n'en serait pas arrivé là. »

Partageant cette analyse, Kendal Nezan ajoute : « La cause fondamentale de la situation actuelle est que les Etats qui se sont engagés à protéger les Kurdes en 1991 ne les ont protégés ni des incursions turques ni des incursions iraniennes et ne leur ont pas donné les moyens de s'administrer. Ils n'ont pas reconnu leurs institutions et ne leur ont pas fourni de fonds. Cela finit forcément par le règne des milices. »

« En 1994, raconte-t-il, après le premier conflit entre le PDK et l'UPK, ils étaient tombés d'accord pour le désarmement des milices et la mise en place d'un Etat fédéral. La communauté internationale n'a pas voulu les aider à le faire parce que la Turquie était contre et que les Etats-Unis ne voulaient pas faire de peine à Ankara. Maintenant,

les Etats-Unis étendent la zone protégée non pas au Kurdistan, mais au sud de l'Irak. Cela prouve que ce n'est pas le sort des Kurdes qui leur importe, mais bien le Koweït et l'Arabie Saoudite. »

« Aujourd'hui, conclut-il, deux schémas sont possibles : laisser pourrir la situation, et cela finira par une guerre civile et une catastrophe humanitaire. Ou convoquer une conférence internationale réunissant les Etats qui participent à l'opération « Provide Comfort » (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France) et les partis kurdes. Cela pourrait se passer en deux étapes : que les Occidentaux se mettent d'accord entre eux, puis on pourrait élargir aux Etats intéressés : la Turquie, l'Iran, la Syrie et pourquoi pas l'Irak, si cela peut sauver la paix. »

Compte rendu
FRANÇOISE
GERMAIN-ROBIN

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Droits-Homme

Libération de deux militants des droits de l'Homme

ANKARA, 6 sept (AFP) - Deux dirigeants d'associations des droits de l'Homme, arrêtés lundi dernier pour liens présumés avec "une organisation terroriste séparatiste", ont été libérés vendredi mais devront passer en jugement, a rapporté l'agence Anatolie.

Le président de l'Association des droits de l'Homme de Turquie Akin Birdal et Ihsan Arslan, vice-président de Mazlum-Der, un groupe de défense des droits de l'Homme d'orientation religieuse, avaient été placés en garde à vue mardi.

On leur reproche d'avoir fait partie d'une équipe dirigée par un député islamiste, Fethullah Erbas, qui s'était rendue la semaine dernière dans le nord de l'Irak pour rencontrer des dirigeants locaux du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) pour tenter d'obtenir la libération de sept soldats turcs capturés par le PKK. La mission avait échoué, le PKK ayant refusé de libérer les captifs.

Cette visite a fait scandale en Turquie, les télévisions ayant montré des images des trois hommes s'entretenant avec des rebelles sous un drapeau du PKK et assistant à une "cérémonie militaire" dans un camp rebelle situé à une trentaine de km au sud de la frontière turco-irakienne.

Le procureur de la Cour de sûreté d'Ankara a ouvert une enquête contre M. Erbas, député du Parti islamiste de la Prospérité (Refah) du premier ministre Necmettin Erbakan. Mais il ne peut être arrêté car il bénéficie de l'immunité parlementaire.

Les gouvernements turcs successifs ont toujours exclu tout contact avec le PKK, en lutte armée depuis 1984 contre Ankara pour la création d'un Etat indépendant dans le sud-est du pays à majorité kurde. Plus de 22.000 personnes ont été tuées du fait de cette rébellion et des opérations de représailles de l'armée turque.

Le PKK utilise le nord de l'Irak comme base arrière. Il détient les sept soldats turcs dans cette région depuis leur capture lors d'accrochages dans le sud-est de la Turquie l'année dernière.

KG/hc/pub tf

AFP /AA1234/061348

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Turquie

"Zones de sécurité": Bagdad dénonce "un complot" américain

BAGDAD, 6 sept (AFP) - Le projet de la Turquie d'établir des zones de sécurité sur sa frontière avec l'Irak relève d'un "complot" américain contre l'Irak, estime-t-on dans les milieux politiques irakiens.

Selon ces milieux, interrogés vendredi par l'AFP, "les Etats-Unis veulent exercer des pressions sur Bagdad par le biais de la Turquie" qui s'apprête à établir une ou plusieurs "zones de sécurité" dans le nord de l'Irak.

Washington a donné jeudi son feu vert à la Turquie pour établir une zone de sécurité sur sa frontière avec l'Irak, du côté irakien, pour empêcher les activités des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Le même jour, Bagdad a vivement rejeté le projet turc qui, selon le chef de la diplomatie irakienne Mohammed Saïd al-Sahaf, constitue "une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Irak".

"Si la Turquie est inquiète pour sa sécurité nationale, pourquoi n'établit-elle pas de telles zones à l'intérieur de son territoire ?", s'interroge-t-on dans les milieux politiques irakiens.

Ces milieux s'étonnent que ce projet "hostile" soit annoncé "au moment où aucune opération militaire n'était annoncée dans le sud de la Turquie". Ils dénoncent "un complot ourdi contre l'Irak et une ingérence dans ses affaires intérieures à l'instigation des Etats-Unis".

Le projet "dénote aussi l'ampleur des ingérences américaines dans les affaires intérieures de la Turquie" et "torpille toutes les déclarations des responsables turcs en faveur d'une normalisation des relations entre Ankara et Bagdad", souligne-t-on dans ces milieux.

Le PKK, en rébellion contre Ankara depuis 1984 pour la création d'un Etat indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, dispose de camps dans le nord de l'Irak. La Turquie mène régulièrement des attaques ponctuelles dans cette zone contre les rebelles.

Ankara a fait état de quatre récents accrochages au cours desquels 26 séparatistes kurdes ont été tués par l'armée turque.

fch-ht/hel/plh tf

AFP /AA1234/061926 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Kurds Fearful as Foreigners Leave Aid Workers Quit Sulaymaniyah; Iraqi Plainclothesmen Move In

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service
Saturday, September 7 1996; Page A17
The Washington Post

washingtonpost.com

SULAYMANIYAH, Iraq, Sept. 6 -- With every passing day, Iraqi President Saddam Hussein's shadow lengthens over Sulaymaniyah, an impoverished Kurdish city fearful that its lukewarm Western protectors are about to turn tail.

"Why did OFDA leave this morning?" asked a visibly weary long-distance taxi dispatcher named Abderrahman Sharif. "Why are all the foreign aid agencies going?"

The OFDA is the U.S. Office of Foreign Disaster Assistance, which distributes millions of dollars in food and other aid to Kurds. It is one of a number of foreign and international relief agencies that have provided assistance to the Kurds since they set up a semiautonomous region in northern Iraq protected by the United States and its allies shortly after the 1991 Persian Gulf War.

Since the two main Kurdish factions fell into a violent feud, however, the agencies have been reducing their presence. Pressure on remaining staffers to depart has increased since Saddam's Iraqi army intervened Aug. 31 at Irbil on behalf of one of the factions, Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party, and against the other, Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan.

U.S. officials have said the Iraqi forces have partly withdrawn and are abstaining from participation in continuing clashes between Barzani's guerrillas and those of Talabani. But Saddam's influence, in the person of plainclothed security police and military forces lingering nearby, has reestablished itself in parts of Kurdish-inhabited northern Iraq.

Involved in the latest abrupt departure from Sulaymaniyah were OFDA's five remaining Kurdish staffers. They had been running the shop since the last American was withdrawn a half-year ago for security reasons related to Iran's growing influence in Sulaymaniyah and the Kurdish region near the Iran-Iraq border. That influence, including help for Talabani, was one of the reasons Iraq cited for its intervention on behalf of Barzani.

The OFDA workers, as Sharif noted, were not alone. One by one, many of the two dozen American, European and Japanese aid organizations here have ordered their staffs out in recent days, undercutting a pillar of Western policy based on maintaining their presence to bolster the Kurds in their rebellion against Iraqi sovereignty.

Not all the foreigners are happy about going. But they were here without Iraqi permission, and Baghdad has refused visas for northern Iraq to all international aid workers for years. Any foreigner caught in Iraq without proper papers risks between five and eight years in prison.

A phlegmatic Briton who was considering staying on said, referring to the millions of mines still littering the Kurdish region after the 1980-1988 Iran-Iraq war, "Even land mines are more predictable than the politics here."

But with each successive departure, ordinary Kurds like Sharif become more anxious. They talk openly of heading again for the mountains of nearby Iran as they did by the millions in 1991, when a Kurdish revolt against Saddam failed at the end of the Gulf War.

Repetition of that massive exodus is the ultimate fear of the United States, Britain, France and Turkey. That is why they have maintained an air umbrella, called Operation Provide Comfort, over much of the Kurdish area of northern Iraq to deter the government in Baghdad from stampeding the Kurds back to the Iranian and Turkish borders.

As many as 1,000 Kurds demonstrated outside the United Nations office here Sunday, threatening local and international staffers with death because nothing was done to protect Irbil from Barzani

and Iraqi forces supporting him. Leaders returned with flowers and excuses the next day, partly mollified when the Americans hit Iraqi military targets in southern Iraq.

These signs of nervousness are rooted in the vagueness of guarantees protecting Sulaymaniyah compared to the remaining Kurdish areas of Iraq. Sulaymaniyah, a city of 500,000, lies well to the south of the 36th parallel, the limit of the U.S.-enforced "no-fly" zone set up in 1991 to protect the Kurds from Saddam. Technically this city is without any formal protection if the Iraqi army were to move against it or against most of the province lying farther to the south.

"If they arrive here," said Hussein Salih, surveying his open-air roadside restaurant at a strategic crossroads about 40 miles north of Sulaymaniyah, "I'm heading for Iran."

He was watching several hundred raw recruits boarding requisitioned buses and heading west to do battle for Talabani against the Kurdish Democratic Party and what most Kurds here automatically assume to be his Iraqi army allies.

In an indication that northern Iraq has become the focus of the longtime rivalry of regional powers Iran and Iraq, two unmarked, sand-colored four-wheel-drive vehicles without license plates stopped, suddenly reversed and headed down an officially closed road toward Kuysanjaq with a full load of bearded, uniformed young men, resembling Iranian Revolutionary Guards.

"Those Iranians are always getting lost driving by their maps," remarked an amused Kurdish guerrilla at a checkpoint manned by Talabani's forces.

Barzani cited the growing presence of Iranian forces on Talabani's side to justify his about-face alliance with Saddam, whom he has accused of being personally responsible for the deaths of tens of thousands of Kurdish civilians and guerrillas over the past three decades.

In late July, several thousand Iranian Revolutionary Guards conducted a deep, three-day incursion as far west as Kuysanjaq in Leheran's biggest demonstration of force to date inside Iraq.

@CAPTION: Guerrillas of the Kurdish Democratic Party stand watch near Sulaymaniyah.

© Copyright 1996 The Washington Post Company

Saddamned

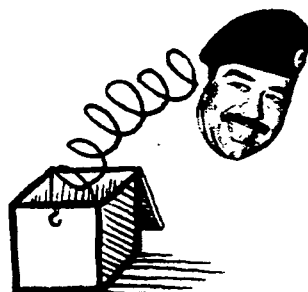
GIVE Saddam Hussein a glimpse of weakness and he will exploit it. By sending his tanks to help one Kurdish faction against another, he was not transgressing the letter of the international rules that tie him down. The spirit is something else. Mr Hussein was testing the boundaries, reinserting his armed fist—albeit by invitation—into the bit of Iraq that is forbidden to him. Had he met no resistance from the Americans, who hold the key to his chains, he might have construed inaction as a cue for escape.

Bill Clinton gave him no chance to make that mistake. That is why America's cruise-missile attacks this week were justified: Mr Hussein's record for trickery and brutality means he should never be given the benefit of any doubt. But while these raids were the right answer to the immediate question, it would be a mistake to imagine that they make the bigger problem of how to live with Saddam any easier.

The legal basis for the raids was shaky. Yet when it comes to dealing with a proven international menace like Mr Hussein, law may sometimes have to yield to power. Too bad, therefore, if UN resolutions could not honestly be cited to justify America's strikes. Anyway, Mr Hussein must have known that Mr Clinton would retaliate. He has done so before after Iraqi misdemeanours, and it was unthinkable that, only two months before a president hopes to be re-elected, he would do nothing this time.

The raids on Tuesday and Wednesday morning destroyed Mr Hussein's air defences in southern Iraq, thus clearing the way for American, British and French aircraft to patrol an extended no-fly zone, reaching almost to Baghdad's southern suburbs (see page 39). This zone—which, incidentally, has never received official UN blessing—was first applied to northern Iraq to protect the fleeing Kurds from Mr Hussein's vengeance, later to the south to protect Shia Muslim dissidents. The rules are not Saddam-proof. But the patrolling aircraft keep an eye on things, ensuring that the dictator cannot do anything really dreadful, at least without being spotted.

Iraq's 3.2m Kurds do pretty dreadful things to each other without any help from Mr Hussein. They exist in limbo, their land is split between two warring factions and they are crudely exploited by neighbouring states. Both Turkey and, more recently, Iran have launched violent raids across the border in pursuit of their own Kurdish dissidents. The latest Iranian incursions—about which the world only tut-tutted—ended in some kind of informal (and denied) alliance between the government in Tehran and one of the factions. This led the other faction to turn to Mr Hussein. He, leaping at the chance to return to forbidden territory, sent his tanks to dislodge the first faction from Arbil, the regional capital.



But the Kurds' interests are no longer being spoken of by the Americans as their central concern. Rather, the Americans are now talking about the defence of the oil-producing countries that lie south of Iraq. In retaliating against Mr Hussein, they say, their choice of target—Iraq's southern air defences—was to protect an endangered region. This raises echoes of the Gulf war. In 1990 Iraq was palpably a danger to its neighbours, gobbling up one of the richest of them. But the concerns that held the Gulf-war coalition together have faded, and Iraq is much weaker, militarily, today than it was then. Certainly, the missile raids have been tepidly, or even critically, received by America's allies: only Britain, Germany, Japan, Canada, Israel and Kuwait have backed them. The first attempts by America and Britain to get a resolution deploring Iraq's incursion through the UN Security Council this week met with stiff resistance from the three other permanent members, France, Russia and China, and had to be tempered.

Moreover, the other Arab oil-producers, fervently anti-Iraq in 1990 and still no friends to Mr Hussein, now tend to be more worried about the mullahs in Iran—or about their own people, angered by a superpower bashing an Arab leader. With little direct experience of elections themselves, Arabs interpret America's Middle Eastern policy in exclusively electoral terms. This, they claim, explains why America seizes the chance to be tough on Iraq while shrinking from telling Binyamin Netanyahu, Israel's prime minister, to accept his country's commitments towards the Palestinians. Such cynics take it for granted that no vigorous American pressure will be put on Israel until after November—if at all.

Be charitable, and vigilant

America cannot ignore such views, even if it disagrees with them. So far, this episode has not shown the Iraqi at his most wicked. If he responds as belligerently as he promises to, that judgment may change, but in this instance he has not yet shown himself bent on some evil purpose beyond his borders. That is why the response should remain proportionate. In particular, America should not join Mr Hussein in his disregard for his people. His latest adventure has imperilled the implementation of the oil-for-food deal which could save the lives of thousands of Iraqis now dying from malnourishment and lack of medicine. The deal is on hold at least until the country is safe for the UN monitors who will supervise it. America has now indicated that it will block it, reviewing yet again the laboriously negotiated monitoring arrangements. It should not: the further punishment of Iraqi civilians will not put an end to Mr Hussein's rule.

Be charitable, and vigilant

On the other hand, the efforts of the outside world, through the UN, to prevent Iraq getting biological, gas or nuclear weapons, or the means to deliver them, must remain as relentless as ever. The West long ago decided it would not, or could not, deliver Iraqis from their tormentor. It will not do so now. It must, however, ensure that he never again menaces anyone else. For though he may be no immediate threat to his neighbours today, he remains a potential threat to everyone as long as he is in power. If the world is to live with him, it must never relax its efforts to confine his tyranny to Iraq, and to minimise it even there.

The
Economist

SEPTEMBER 7TH 1996

The
Economist

SEPTEMBER 7TH 1996

Iraq and America Saner voices

AFTER two weeks of belligerence, peace of a sort descended on the Gulf. On September 13th Iraq dropped its earlier defiance, announcing that it was "suspending" missile attacks on American, British and French aircraft patrolling the no-fly zones, from which Iraqi aircraft are barred. Nor, it said later, would it rebuild its missile-smashed air defences in the south. Reports from Washington suggested this would not be enough: the United States also wanted Iraq to dismantle all its air defences. But by this time William Perry, President Clinton's defence secretary, touring the Gulf states, had had a full blast of the coolness with which his country's allies regarded the prospect of further strikes. The American build-up went swiftly on, but fire-eating evaporated into an unthreatening rumble. America, insisted Mr Clinton, was not seeking a confrontation.

A week ago Mr Perry was promising a "disproportionate" response to Iraq's unsuccessful missile attacks. Then Saudi Arabia, the weightiest American ally in the region but under threat from internal dissent, made it politely plain that it did not agree. The claim that the American attacks on southern Iraq were for the protection of the Gulf's oil producers did not sway Prince Sultan, the Saudi defence minister: "I've not heard a threat from Iraq to Kuwait," he was reported as replying.

Understandably, Kuwait itself has been the United States' most enthusiastic supporter, allowing its territory to be used as a potential launch-pad for Stealth bombers. But, even there, the Americans took too much for granted, announcing that up to 5,000 ground troops were on their way to the sheikhdom, without getting Kuwaiti agreement. It came in the end, but the Kuwaitis gave Mr Perry a hard time before accepting that the troops—probably 3,500, from Texas—could indeed come.

Off flew Mr Perry to London, to meet his British and French counterparts. The British were publicly supportive, but privately relieved that the threat of battle had receded. Charles Millon, France's defence minister, chose to distance his country from American tactics: as soon as he got



But it was Perry who did

back to Paris, he issued a public warning against any escalation. To rub it in, on September 18th, after talks with President Jacques Chirac, the Saudi foreign minister declared that the two countries wanted to see "reason prevail, calm restored and the integrity of Iraq respected."

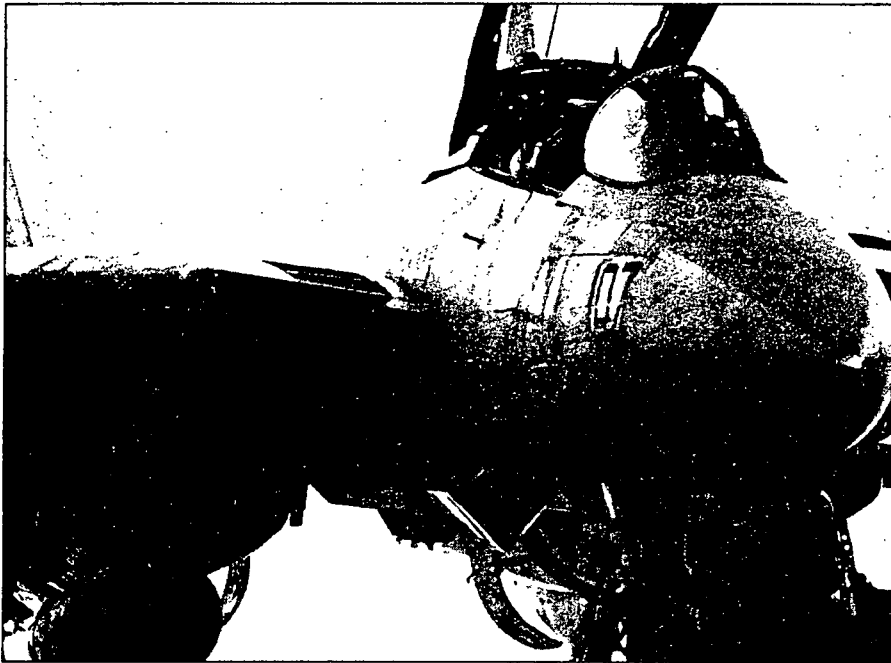
Calm, indeed, seemed to be restored—for the time being. But the Kurdish manoeuvres, which started the whole affair, are not necessarily evolving in a way to please Saddam Hussein. Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party, having with Iraq's physical (and psychological) help defeated his rival, Jalal Talabani, is now intent on showing that he is not Mr Hussein's poodle. The time is not ripe, he says, for a new arrangement with Baghdad over some form of federation. And though Iraqi trade is welcomed over the now open border, Iraqis themselves are not.

Wisely hedging his bets, Mr Barzani wants to resume the good relations he once had with the Americans. They are no less anxious to detach him from Mr Hussein. Hence the meeting at midweek in Turkey between Mr Barzani and Robert Pelletreau, the State Department's Middle East man.

The Americans, ostensibly, are continuing their efforts to mediate between the two Kurdish rivals. In practice, the whole status of northern Iraq has to be decided. Is it still to be deemed a "protected" zone? Are the American-led allies to go on providing their aerial umbrella? Can the aid effort be resumed, now that 2,000 Kurds, working in one capacity or another for the Americans, have been whisked off to Guam, in the Pacific, for safety and debriefing? In searching for answers, the Americans have first to explore Mr Barzani's intentions.

The
Economist

SEPTEMBER 7TH 1996



Provocation and response

SADDAM HUSSEIN'S neighbours, it appears, can now sleep more securely in their beds. That, say the Americans, as well as punishing Mr Hussein for sending his army, by invitation of one Kurdish faction, into the Kurdish area of northern Iraq, was the aim of their missile attacks on Iraq's southern air-defence network this week.

The attacks made it possible, and reasonably safe, to extend the ban on Iraqi aircraft flying in Iraqi air space. The southern no-fly zone has been stretched by 110km (70 miles) up to the 33rd parallel, almost the outskirts of Baghdad. The zones were originally set, by the victors of the Gulf war, to help protect Mr Hussein's rebellious subjects from his vengeance. Maybe they help the neighbours too. But these, Kuwait apart, are yet to show their gratitude. America's action has split the coalition.

The strikes came early on September 3rd, with a follow-up 24 hours later. Most of the cruise missiles were launched from warships in the Gulf, others from bombers based in the Pacific, but refuelling in the air over Diego Garcia (owned by Britain, one of the few unquestioning allies). On September 4th, American and British, but not

French, aircraft began patrolling up to the new limit; on one flight an American fighter fired a missile at an Iraqi radar tracking it. The huge banned area, over half of Iraq, includes a couple of air bases where the planes have either been moved north or are presumably grounded.

Or are they? Mr Hussein responded to the raids with predictable belligerence. He ordered the "falcons" of his air force (which seems to be in even worse shape than the rest of his demoralised war machine, with about half of its 300 or so remaining combat aircraft grounded through lack of spares) to treat the no-fly limits as "non-existent." What if his pilots obey, and manage to shoot down a patrolling aircraft? For the Americans, said a diplomat, that would be "a make-my-day kind of thing".

Saudi Arabia, the Americans' launch pad and ally in the Gulf war, has been notably quiet this time. Iran, wrote a London-based Saudi weekly, is now a bigger menace than Iraq. Kuwait, Iraq's victim in 1990, cheered the Americans on. But the sum of Arab comment is that the strikes will not make much difference—except, maybe, to Mr Clinton's hopes of re-election. Ameri-

ca's western allies are less openly cynical. But France and Russia alike stalled an early British and American bid to get the UN Security Council to deplore Iraq's action against the Kurds. America's response, said Russia, was inappropriate.

Not unprovoked, though. On August 31st Mr Hussein sent 30,000 Iraqi troops and 400 tanks to help the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Massoud Barzani, displace the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Jalal Talabani, from Arbil, the regional capital of the Kurdish enclave. The two factions, enemies for decades and at each other's throats for the past 18 months, use and are used by Iran and Turkey, as those two governments hunt their own Kurdish dissidents across the border in Iraq. Mr Talabani, said his rival, had ganged up with Iran; hence Mr Barzani's own plea for help to the army of Iraq.

The Iraqi troops left Arbil as soon as the KDP had taken over from the PUK. And then? It depends whom you believe. The losers talk of mass executions and Iraqi security men staying on in civilian clothes; the KDP says fewer than 200 fighters were killed and no civilians. Inviting the Iraqi army in seems a desperate move—and a despicable one, to many Kurds—given Mr Hussein's record: he slaughtered thousands of Kurds in 1988, gassing villagers and destroying villages. But neither Iran, Turkey nor Iraq will give the Kurds independence. So, at some point Iraq's Kurds will have to seek a deal with its government—which could still be led by Mr Hussein.

Did the incursion break any UN or other rule? Probably not. The Americans quote Security Council Resolution 688, passed in April 1991, which tells Iraq to end its repression of the Kurds. Repression, Mr



Hussein could say: my (momentarily) good friend Barzani asked us in. More awkward for the Americans, the resolution does not empower any UN member to enforce it.

But that anyway is debating-chamber stuff. Real-world reactions to the affair will depend, as ever, on governments' view of their national interests. One consequence could be a grave threat to the deal under which Iraq was to be allowed to sell \$2 billion-worth of oil over a six-month period to buy food and medicine. After five years of stalemate—due mostly to the Iraqis, then, for a much shorter period, the Americans—the strict monitoring arrangements had been negotiated and sales were due to start this month. Now they will be delayed, certainly until Iraq is deemed safe for the UN monitors, possibly longer, if delay is used as a form of economic punishment.

The Americans say it will be some time before they look again at the plan. But a long delay would hurt, probably kill, many ordinary, poor Iraqis. It might have a less obvious consequence. The UN agency that monitors the destruction of Iraq's nastiest weapons was to be paid from the oil sales. Without them, it will be broke.

The
Economist

SEPTEMBER 7TH 1996

Turkey

Who runs your foreign policy?

ANKARA

WOBBLY its domestic politics may be, but Turkey's foreign policy has long been consistent—and, broadly speaking, pro-western. The foreign ministry and the armed forces were a joint shield, protecting Turkey's relations with other countries from the domestic uncertainty to which the country is prone. Is this still true?

Necmettin Erbakan, Turkey's first Islamist prime minister, has spent much of his first four months in power acting on his own, defying his foreign ministry's advice. In August, he insisted on making Iran the first port of call on his maiden trip abroad. This was a controversial choice, and not just to westerners: many Turks suspect that Iran, Turkey's traditional rival in the Middle East, sponsors Kurdish guerrillas within Turkey. While in Tehran, Mr Erbakan annoyed America further by signing a natural-gas deal that could be worth as much as \$23 billion over 20 years.

He went on to embarrass his own foreign-ministry officials by proposing—before the latest developments in northern Iraq—that Turkey should join Iran, Iraq, Syria and the two main Iraqi Kurdish groups in an unlikely regional summit. The prime minister's latest plans, against his foreign ministry's advice, include visits to Libya and Nigeria.

The ministry and many foreign diplomats, feel more comfortable with Tansu Ciller, Mr Erbakan's predecessor and the current foreign minister. During the recent Iraqi-American confrontation, Mrs Ciller, who is American-educated, repeatedly affirmed Turkey's commitment to its western allies. Mr Erbakan, however, made no such promises. Moreover, he met the Iraqi and Iranian ambassadors without even telling his foreign ministry.

This discordance was highlighted when William Perry, America's defence secretary, visited Ankara to strengthen Turkish resolve in the wake of American missile strikes against Iraq. Mr Perry had breakfast with Mrs Ciller but was long gone by the time the prime minister returned from his weekend retreat. Mr Perry blamed "scheduling difficulties". But on September 19th, when Mr Erbakan at last broke his silence on Iraq, he ignored the line carefully drawn



Erbakan's new pal

by his foreign minister, and criticised America's conduct.

Altogether, Turkey's response to the Iraqi crisis was a muddle. In particular, its proposal to set up a buffer zone in northern Iraq—purportedly to seal in Iraqi-based insurgents belonging to Turkey's Kurdish Workers' Party (PKK)—was a flop. Under pressure from Saddam Hussein and Masoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party, the plan has been emasculated to the point of non-existence.

Disunity of purpose no doubt added to the confusion. However, Mrs Ciller, who heads the True Path Party, the junior partner in a coalition led by Mr Erbakan's Welfare Party, is not well-placed to assert herself. She relies on Welfare's support to rescue her from corruption probes currently in progress.

Turkey's armed forces have much the better chance to keep foreign policy roughly in line with the past. Military pressure has already squeezed some concessions out of Mr Erbakan. It was the generals who got him to press-gang Welfare Party deputies into voting for the continued presence of American military aircraft at Incirlik, in southern Turkey. They also obliged the prime minister, who had been fierce in criticising a recent military co-operation accord with Israel, to conclude a second agreement along the same lines.

RAID ON IRAQ: In the Aftermath, Opportunity and Discord

IN IRAQ

Rival Kurds Can't Decide Who's Loyal

By DOUGLAS JEHL

ERBIL, Iraq, Sept. 6 — Seeking to contradict reports that their operations in northern Iraq had been demolished, officials of the Iraqi National Congress said today that they expect to resume soon their broadcasts calling for the overthrow of Saddam Hussein.

But the loyalties of the officials here have been challenged by other members of the dissident coalition abroad.

The dissidents' radio and television station, in the hilltop enclave of Salahaddin, just northeast of here, has been closed for a week, since a Kurdish faction leader, Massoud Barzani, invited Iraqi forces to capture Erbil from a Kurdish rival. The region is now visibly controlled by Mr. Barzani's forces, and both American officials and Iraqi dissidents abroad say Iraqi secret police are arresting or killing opponents of President Hussein, something Kurdish officials here deny.

The Iraqi National Congress is a coalition of anti-Hussein forces that had included Mr. Barzani and his Kurdistan Democratic Party. Now that Mr. Barzani has suddenly allied with Iraq, the true aims of congress officials here, some of them Kurds in the Barzani faction, are unclear.



Associated Press

The city of Erbil, which was captured a week ago by a Kurdish faction allied to Iraq, is suffering from shortages of food, water and power. Yesterday Kurdish women carried cans of water on their heads.

THE NEW YORK TIMES, SATURDAY, SEPTEMBER 7, 1996

The congress officials here insisted that the station, which had broadcast virulently anti-Iraqi material to areas controlled by the Government, would reopen within days to continue its campaign.

This account by the officials, including one who identified himself as Hamdi Elias, a former aide to Ahmed Chalabi, leader of the anti-Hussein coalition, contrasts sharply with that by congress members in London, where Mr. Chalabi is based.

A spokesman for the dissidents in London, speaking on condition his name not be used, said that he had not heard of Mr. Elias, but that some congress officials had cooperated with Mr. Barzani's recent alliance with President Hussein.

The spokesman in London said that 130 congress members had been killed in the Erbil area in the last week, and that its offices had been looted. He said 200 members were surrounded by Kurdish and Iraqi agents in a hotel in Salahaddin, effectively held hostage.

This last assertion seemed consistent with events seen during a visit today to the hotel, where a large number of people had sought refuge: Out of sight of a Kurdish Democratic Party escort, one of those gathered handed a reporter a statement ask-

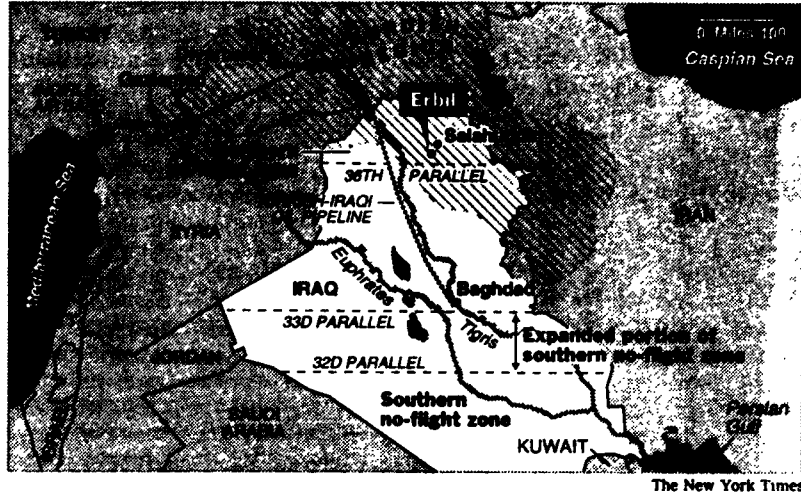
Kurdish factions within factions are sniping with words and bullets.

ing the United Nations or other international agencies to help 200 members of the Iraqi National Congress and 600 others in the area find a safe way out.

Despite reports that the opposition congress's broadcast station in Salahaddin had been damaged, today it appeared to be in order.

"The bottom line is that the I.N.C. is here and it will always be here," said Mr. Elias, who said he was the general director in Salahaddin of the group's station, the Iraqi Broadcasting Corporation. "God willing, we will start transmitting tomorrow. And yes, we can still broadcast anti-Saddam."

Sami Abdelrahman, a top aide to Mr. Barzani and a member of the congress, said he had ordered the station closed at the height of the fighting last Saturday primarily out of concern that low-paid employees might seize valuable equipment. He said transmissions would resume "whenever the situation becomes normal."



Secret police in Erbil are said to be rounding up Baghdad's opponents.

The congress spokesman in London scoffed at the notion. "We might as well have a radio station in Baghdad," he said.

Mr. Barzani and his followers, responding to criticism that they sold out their cause by inviting Iraqi intervention, have gone out of their way to dispute the charges by American officials and exiles that Iraqi secret police are in Erbil rounding up opponents of President Hussein.

Falah Bakir, a spokesman for Mr. Barzani's party, said here that the Kurdish forces in Erbil had evicted all Iraqi troops and agents who had stayed past the agreed withdrawal day, last Sunday.

In a news conference tonight in Salahaddin, Mr. Barzani said: "There is not one single Iraqi soldier or intelligence element here."

The claims could not be verified and, again, the spokesman in London was disdainful. "Do they expect us to believe," he asked, that the party "can push the button with Iraq as to when their forces can enter and when they can leave?"

Erbil, with more than 500,000 residents, suffered little damage in the fighting. Most of the destruction was limited to buildings controlled by or identified with the Patriotic Union of Kurdistan, the rival party to Mr. Barzani's, which had controlled the city since December 1994.

But the city remains without elec-

tricity, and after six days of deprivation its citizens show signs of despair as they roam the city with empty containers searching for water. One resident, Shukria Mohammed Rashid, had the dazed and parched look of a traveler in a blazing desert as she stood with her family on a busy corner, their barrels and buckets loaded on a two-wheeled wooden cart, and wondered where next to turn.

Outside Erbil the picture was even bleaker, with hundreds of women and children hiking miles across a lunar landscape this morning toward a small spring that offered their only hope of clean drinking water.

The source of electricity for Erbil remains in the hands of Mr. Barzani's rivals, and his party has accused them of withholding power intentionally. But a United Nations official blamed battle damage, and said he expected that power would be restored soon.

There was more fighting east of Erbil today between the two Kurdish factions. Some of Mr. Barzani's guerrillas, interviewed this morning at the site of an earlier battle, said they had attacked on Thursday to preempt what appeared to be an effort to retake Erbil.

One 23-year-old fighter, Sherwan Simko, said he expected to see more action. "As the Kurdish proverb says," he said, "fighting is better than idleness."

Iraqi Offensive Into Kurdish Zone Disrupts U.S. Plot to Oust Hussein

BY TIM WEINER

WASHINGTON, Sept. 6 — Saddam Hussein's assault on the Kurdish zone in northern Iraq has undermined a covert operation by the Central Intelligence Agency aimed at overthrowing the Iraqi leader, senior Administration officials say.

The handful of C.I.A. clandestine officers overseeing a stepped-up covert operation in northern Iraq fled the country last week as Iraqi forces occupied the city of Erbil, an intelligence official said. They were the only American spies left in the mountains and valleys north of Baghdad, and they left behind a fragmented cadre of agents — among them, Iraqi military defectors and Kurdish rebels.

President Clinton expanded the covert operation in January, signing a secret order directing the C.I.A. to provide weapons, organize some military training and install some intelligence-gathering equipment for the fractious groups seeking to unseat President Hussein, the officials said.

But the departure of the American intelligence officers involved in this effort, who left along with State Department and United States military personnel, will make the operation in northern Iraq "very difficult" to continue, one official said.

It will be hard for the American officers to return any time soon to the Kurdish zone in northern Iraq, one of the most important of several staging grounds for the Iraqi resistance to Mr. Hussein. Although his armed forces have left Erbil, which they occupied on Aug. 31, American officials say the Iraqi leader left behind a large secret police force to infiltrate the area, with orders to root out his opponents.

The secret police's list of people to arrest and interrogate would presumably include Iraqis they suspected, correctly or not, of working with American intelligence. They have already arrested and imprisoned some 1,500 suspected Iraqi and Kurdish opposition figures, said a senior member of the Iraqi National Congress, a coalition of resistance organizations.

A State Department spokesman, Glyn Davies, said again today that Mr. Hussein's secret police had created "a very massive security presence" that remained "very much a factor to be dealt with, in Erbil as well as around it." But he said he could not confirm the Iraqi National Congress's assertion that 1,500 people had been arrested. The fate of the much smaller number of resistance figures actually working with the C.I.A. is unknown.

The Iraqi National Congress is one of the two major dissident groups receiving funds from the C.I.A. All told, the agency is spending about \$20 million this year toward the elusive goal of removing President Hussein from power, the Administration officials said.

Since at least 1992, the United States has supported the Iraqi opposition groups with money, information, propaganda tools like radio stations and communications gear like encrypted telephones. The sum being spent this year represents an increase of about \$6 million from 1995.

That increase reflects the most recent Presidential order expanding the covert program, which now includes intelligence-gathering equipment, relatively modest amounts of light weaponry and coordination of military training provided by senior Iraqi military defectors, the officials said.

One official described this year's program as "an enhanced effort to get rid of Saddam," principally directed "at causing more trouble within his own military," by eroding his support within the senior ranks of the Iraqi armed forces, thus increasing the chances of a military coup.

The aim of the newest program against Mr. Hussein, another official said, was "basically to overthrow him with weapons, propaganda and training." But a Pentagon official said relatively few Iraqi military officers had defected and signed up for the covert program, and to expect such a force to overthrow the Iraqi leader was "naïve" and "ludicrous."

The stepped-up covert program has accomplished little, Administration officials said. They said that was due in part to the deep divisions within the Iraqi and Kurdish opposition groups, and in part to the questionable competence and small number of the Iraqis involved in the military component of the covert program.

That component has to be small, they said, to keep the armed resistance to Mr. Hussein from being infiltrated by Iraqi spies. "You cannot do a big one, because operationally there are security problems," a senior intelligence official said.

But several officials familiar with the overall operation say that even with these precautions, the program was far from secret and its chances of success were small.

The two main resistance organizations receiving money from the C.I.A., the Iraqi National Congress, formed in 1992, and the Iraqi Nation-

al Accord, formed in 1990, have not been terribly secretive about the source of that support.

The National Congress, often called an umbrella group for various Iraqi and Kurdish resistance organizations, including the National Accord, might more accurately be called a patchwork, riven by factional disputes, and now perhaps irreparably sundered. Last week the leader of the Kurdistan Democratic Party, Massoud Barzani, invited Iraqi troops into Erbil to oust a rival resistance group, the Patriotic Union of Kurdistan.

A senior member of the National Congress said in an interview that the Iraqi forces seized computers and files from the National Congress when they occupied Erbil. "In two hours, the Iraqi opposition lost its entire infrastructure," he said. If Mr. Hussein's forces can glean sensitive information from those computers and files, it could pose lethal security problems for future resistance operations.

The National Accord, which is based in Jordan and also receives financial support from Saudi Arabia and Kuwait, is considered the most promising resistance group. It beams radio programs throughout Iraq, and its ranks include several high-ranking Iraqi military defectors, including some capable of training and leading soldiers. It boasts of links to officers still serving in Iraq.

But United States officials familiar with the National Accord say it does not amount to anything like an armed resistance group capable of mounting a coup. And if the idea behind the expanded covert program is to convey the spirit of rebellion from the Iraqi and Kurdish resistance groups to the Iraqi Army, they say, there are few visible signs it has had a significant impact.

The officials said that in any event, a \$20 million covert program was unlikely to have much effect on an opponent as tough as President Hussein.

A decade ago, by comparison, the Congressional intelligence and armed services committees secretly appropriated as much as \$700 million a year for the anti-Communist rebels fighting the Soviet Army's occupying forces in Afghanistan. The Afghan guerrillas drove out the Soviet troops in 1989. But they have spent much of the last seven years killing one another — as rival Kurdish resistance groups did on Thursday and may well do in the future.

THE NEW YORK TIMES, SATURDAY, SEPTEMBER 7, 1996

IN TURKEY

For Ankara, a Chance To Hit Kurdish Rebels

By STEPHEN KINZER

ISTANBUL, Turkey, Sept. 6 — The latest conflict in Iraq has burdened neighboring Turkey with new economic and political problems, but it has also given the Turkish Army a chance to strike out once again at Kurds in northern Iraq who have been fighting for more than a decade to build an independent homeland in Turkey.

News
Analysis

Turkish planes continued their bombing attacks today on camps inside Iraq that are used by the Kurdish faction, the Kurdistan Workers Party. This is only the latest of several Turkish incursions into northern Iraq to fight the Kurds during a 12-year conflict.

In an effort to stop guerrilla infiltration of Turkey, senior Turkish leaders have said that they may soon declare a strip of Iraqi land along the border as a "security zone." Turkish soldiers would threaten to shoot anyone who enters the zone.

The Turkish Foreign Minister, Tansu Ciller, said the zone would be "a fence strip right next to our borders" and "a security area which will deter penetration."

Today Iraq warned Turkey not to go through with its plan. According to Baghdad newspapers, Foreign Minister Saleed al-Sahaf said creating such a zone would constitute "totally unjustified conduct and a violation of Iraq's sovereignty."

Evidently uncertain how to proceed in this highly volatile situation, Turkish leaders spent Friday in a series of top-level meetings. Foreign Minister Ciller announced that she was canceling a planned trip to Germany next week in order to deal with the crisis. Pressed for details on her Government's plans, she would say only, "The necessary will be done when necessary."

Mrs. Ciller's apparent uncertainty reflected the complexity of the new situation in which Turkey now finds itself.

Traditionally a close ally of the United States, Turkey has suffered huge economic losses as a result of the United Nations embargo imposed on Iraq. It recently managed to win adoption of a United Nations resolution allowing it to reopen the 616-mile oil pipeline between the two countries, and has spent several million dollars repairing the pipeline. But with northern Iraq now suddenly

in turmoil, it is uncertain when the oil will again begin to flow.

Traders in southeast Turkey have called a protest demonstration for this weekend to demand that the United Nations end its embargo on Iraq.

"It is evident that the embargo did not yield any benefit apart from making the oppressed people of Iraq and millions of people living in eastern and southeastern Turkey miserable," the chamber of commerce in the southern city of Gaziantep said in a statement.

In cities like Gaziantep, where the economy was intertwined with cross-border trade with Iraq, the embargo, imposed after the Persian Gulf war, has led to a serious economic depression. The resulting financial problems and unemployment have led to widespread resentment among Kurds, who form the large majority of the population there, leading some to sympathize with the rebel Kurdistan Workers Party.

That, in turn, has intensified the war in the Turkey's southeast, with both sides burning villages they suspect of aiding the enemy.

"Given conditions out there, the Turks are naturally deeply disappointed that the oil deal will not go forward," said a Western diplomat in Ankara. "In that sense, the recent trouble in Iraq has been very frustrating for them."

The Iraq crisis has also reminded Washington and the world that Turkey, which is now governed by an Islamic-led coalition, can no longer be relied upon to line up faithfully behind the United States in every situation. Evidently fearing a negative response, the Clinton Administration did not even ask Turkey for permission to use the Turkish-American base at Incirlik in its raids against Iraq. Instead, at least one bomber was sent from Guam, half the world away.

Turkey's new Prime Minister, Necmettin Erbakan, of the Islamic Welfare Party, who had visions of an alliance of Islamic countries, has been sobered by what he has seen in recent weeks. When two other rival Kurdish factions that operate in a protected enclave in northern Iraq needed help, one turned to Iran for help and the other sought out Iraq.

When Iraq responded with military force to help the Kurdistan Democratic Party seize control of Erbil in northern Iraq last weekend,

the United States responded this week with two cruise-missile attacks aimed at Iraq's southern defense centers.

The latest fighting in northern Iraq

The turmoil in Iraq brings hardship and opportunity to the Turks.

suggests that the kind of alliance Mr. Erbakan dreamed of is highly unlikely in the foreseeable future, and that he will have to moderate his regional ambitions. His hope to bring Iran and Iraq together in an "Islamic common market" and an "Islamic NATO," which from the outset seemed improbable, now seems out of the question.

Mr. Erbakan's dream of working with Iraq, Iran and Syria to end or at least ease the various Kurdish conflicts in the region now also seems at a dead end. The outbreaks of fighting between Kurdish factions in Iraq seem likely to continue, and the war between Turkey and the insurgent Kurdistan Workers Party seems destined to heat up.

Five years ago the United States and its allies created the enclave in northern Iraq to protect two lightly-armed Kurdish factions, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party, from Saddam Hussein's forces. Soon afterward, the Kurdistan Workers Party began building camps there. Compared with the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party, the Kurdistan Workers Party is a potent and well-equipped army. Its guerrillas move freely throughout the enclave, with the local factions unable to control them even if they wanted to.

With Turkey threatening more attacks, the Kurdistan Workers Party leader, Abdullah Ocalan, said he was ready to resist.

"The fascist Turkish colonialists have decided to invade southern Kurdistan," Mr. Ocalan told a pro-Kurdish news agency in Germany, referring to northern Iraq. "They could invade at any moment. All our freedom fighters must be on the highest state of alert for the sacred war."

THE NEW YORK TIMES, SATURDAY, SEPTEMBER 7, 1996

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, SEPTEMBER 7-8, 1996

Foes Say Saddam's Gamble Paid Off

By Neil MacFarquhar
New York Times Service

AMMAN, Jordan — For President Saddam Hussein, the benefits of his assault into the Kurdish area of northern Iraq have far outweighed the military and economic costs, diplomats from Middle Eastern countries and Iraqi opposition figures say.

When a bitter split among Kurdish groups led one faction to ask for his support, Mr. Saddam took a calculated risk, seizing the chance to reassert Iraq's power in the area, which the West had declared off-limits after the 1991 Gulf War. So far at least, analysts in the region said, his gamble has paid off: the punishments inflicted by the United States have amounted to little more than annoyances of a kind he has weathered so often.

The Iraqi leader's main goal is to cement his grip on power while reasserting it throughout Iraq, the diplomats and opposition leaders say, and the retaliation meted out by Washington did little to offset that objective. The Clinton administration says it devastated Iraq's southern air defense systems with its barrage of missiles, and it has expanded the area of the skies barred to Iraqi aircraft. Washington says this will help prevent any possible attacks on Kuwait and Saudi Arabia.

But regional analysts said that Mr. Saddam had shown little inclination of late for another foreign adventure and relies little on air power. Instead his focus is on maintaining a vigorous ground force of 30,000 to 40,000 Republican Guards and 2,000 to 3,000 tanks to crush the slightest attempt at internal dissent.

The oil-for-food program that was to allow Iraq to sell \$2 billion of its oil every six months to buy food and medicine has been put on hold. But Mr. Saddam has always viewed the UN plan as an insult to Iraqi sovereignty, and he dragged out negotiations on the plan for 16 months despite the evident

needs of the Iraqi people. He has survived nearly six years of international sanctions.

And while the public in the Middle East rarely sings Mr. Saddam's praises as the "sword of the Arabs" any more, analysts said that Mr. Saddam was fully aware that military strikes like those launched by President Bill Clinton this past week only helped foment deeper, anti-American attitudes throughout the region.

"He proved that his army can do something once again after four or five years when all maneuvers were just posturing," said Kanan Makiya, an Iraqi dissident leader living in Boston.

"An opportunity was handed to him on a platter, and he took it and ran with it," Mr. Makiya said. "It got him dramatic influence over an area of the north which was supposed to be under Western protection, and which was supposed to be one of the great accomplishments of the Gulf War."

In fact, opposition leaders said, along with dispatching his tanks to aid one Kurdish faction, Mr. Saddam used the opportunity to strike at Iraqi political opponents that operated in the north, and

to remind everyone that one day he plans to be back in full control of the area.

In tandem with the armored columns, members of Mr. Saddam's secret police fanned out throughout the Kurdish region, blowing up the television and radio station of the main Iraqi opposition group, the Iraqi National Congress, as well as desktop publishing offices that produced leaflets to be smuggled into Baghdad, and executing scores of opponents caught off-guard in what they thought was a safe haven, opposition leaders said. Such reports could not be independently confirmed.

While assigning motives to a closed regime like Mr. Saddam's is a difficult task, analysts also believe that the Iraqi government might have thought it had some leeway to act because it was striking at a force now supported by Iran, the Patriotic Union of Kurdistan. There can be no doubt that Mr. Saddam's own position has solidified this year.

Iraqi exiles said visiting foreign delegations were always treated to lavish banquets by Mr. Saddam to underscore the point that six years of sanctions has been little more than an inconvenience to the Iraqi elite.

While the average Iraqi may be scrambling for food, those Mr. Saddam needs to hold onto power are not.

"I don't know if you saw the Republican Guards he used around Arbil, but they didn't look too thin to me," said Latif Rashid, deputy president of the Iraqi National Congress, the umbrella opposition group.

Iraqi opposition figures also believe that recent international changes very likely played a role in prompting Mr. Saddam to act.

First and foremost, the new prime minister in Turkey, Necmettin Erbakan, has long been a critic of the West's attitude toward Baghdad. As leader of the Islamic Welfare Policy, then an opposition party in Turkey, he visited the Iraqi leader during the buildup to the Gulf War. After the war, he said the goal of the allies had been the destruction of a strong Islamic country rather than to protect Kuwait.

In addition, France, Russia, and China, once important trading partners with Baghdad, have indicated that the strict economic sanctions against Iraq should be reviewed. "He got the feeling that he was returning to the international community," Mr. Rashid said, referring to Mr. Saddam.

In the region itself, every time the United States strikes against Iraq it reinforces the feeling among many Arabs that the suffering of the Iraqi people, and by extension of Arabs in general, is of no concern to Washington.

In Arbil, a Somber Air No Water, Power or the Old Verve

By Douglas Jehl
New York Times Service

SALAHUDDIN, Iraq — Overrun by a Kurdish faction backed by Iraqi military might, Arbil is a somber place, lacking electricity, water and the verve that once kept its souk lively deep into the night, residents of the city said.

To the Kurdistan Democratic Party, Arbil, just down the road from Salahuddin, is a great prize, wrested from the control of its rival, the Patriotic Union of Kurdistan. But to the residents who have relied on kerosene and water buckets since the takeover, the verdict remains mixed.

Even the city's shining symbol of Kurdish unity — the building where members of a unified Parliament were sworn in on July 4, 1992, during a brief period of reconciliation between the two factions — is now scarred by tank shells fired by the Iraqi forces to which the Kurdistan Democratic Party turned for help in ousting its rivals.

"I have never seen so many tanks," a resident of Arbil said. "And now at night you don't walk in the streets." A 10 P.M. curfew is being enforced by party guards posted at checkpoints.

The young man, who wore the traditional Kurdish dress of a collarless

shirt and baggy trousers with a cummerbund, would speak only on condition that his name not be used. "Everybody fears Saddam," he said.

But many residents of the regional capital interviewed here and along the road spoke of how the city had been transformed since the fighting on Saturday.

Some 30,000 Iraqi soldiers joined guerrillas of Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party in a 12-hour battle to seize control of the city. The Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani, had held Arbil since December 1994.

Mr. Barzani's party has accused Mr. Talabani of taking revenge for his defeat by cutting off electricity to the city, a step that is possible because his forces control the hydroelectric dam that provides much of the region's power. Mr. Talabani has denied doing so.

Residents of Arbil interviewed in the border town of Zakhō and at roadside stands said they had seen no evidence of Iraqi military forces in the city since Saturday.

[The rival factions held their fire outside Arbil on Friday after a day of heavy clashes left tension in the air and Iraqi tanks positioned nearby, the Associated Press reported. For the first time in almost a week, no fighting was reported anywhere in Iraq.

"But who knows what will happen in an hour's time," a United Nations official, Paul Dahl, said from Arbil. "The area is still very tense."]

In a part of northern Iraq so committed to Mr. Barzani and his cause that banners in their honor flap from nearly every lamppost, a powerful celebratory spirit is also evident.

Sobhi Ibrahim, a 22-year-old who lives just outside Arbil, said it was unfair for the United States to punish Iraq for its brief incursion into what is supposed to be a haven for the Kurds. He said that Iranian forces penetrated far more deeply into Iraq last month to support the Patriotic Union of Kurdistan.

"With Iran, no one lifted a finger," Mr. Ibrahim said. "But Saddam went just 10 kilometers and the whole world turned against him. The first days in Arbil will be chaotic, but then everything will fall into order."

"The people are very happy that Barzani is in Arbil," said Hekmat Hares, a taxi driver and Barzani loyalist. "Talabani used to kill the Kurds; we don't kill the Kurds."



Reuters

Kurdish troops loyal to the Kurdistan Democratic Party displaying their weapons and jubilation as they patrolled in Arbil, which they recaptured from a rival faction with the help of Saddam Hussein's troops.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PRINTED IN THE U.S.A. WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

SATURDAY-SUNDAY, SEPTEMBER 7-8, 1996

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, SEPTEMBER 7-8, 1996

Perry Is Encouraged By Saddam's Pullback

'Positive Developments' in North Cited

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The United States sees "positive developments" in northern Iraq now that Saddam Hussein has pulled his armored forces south, but it is too soon to say the matter is resolved, Defense Secretary William Perry said Friday.

"The latest information we have is that the mechanized and the armored forces of the Iraqi troops have been pulling to the south," Mr. Perry said. "Generally, we see positive developments in northern Iraq."

The movement by Iraqi troops into northern Iraq last weekend and their attack against the regional capital of Arbil led to U.S. cruise missile strikes against President Saddam Hussein's air defenses in southern Iraq this week.

The United States has refused to rule out further attacks against Mr. Saddam, who says Baghdad will no longer recognize no-flight zones policed by the United States and its allies in northern and southern Iraq.

"So far, so good," Mr. Perry said when he was asked if the United States was satisfied with Mr. Saddam's withdrawal from the north.

"But I do not want to be complacent about this at all," he continued. "We are watching very, very carefully and we will base our future actions on what Saddam Hussein does."

The secretary also said he knew of no evidence that Turkey had entered the fighting.

Turkish officials said Thursday that their troops would move into northern Iraq to prevent Kurdish rebels from entering Turkey as they flee the fighting in Iraq.

Foreign Minister Tansu Ciller of Turkey said Friday that renewed upheaval in northern Iraq underlined the necessity for the security zone that Turkey plans to establish there.

She said the cordon would deter infiltration by guerrillas fighting to establish self-rule in Turkey's mainly Kurdish southeast.

Interviewed by BBC World Television, Mrs. Ciller called the zone a "must." But, echoing other officials who enunciated limited Turkish military goals, she insisted: "It is going to be a temporary kind of activity."

In southern Iraq, allied planes have increased sorties over the extended no-flight-zone and have encountered limited Iraqi ground radar activity, a U.S. military official in the Gulf said Friday.

"Some ground radar activity was detected by air crews," the official said, adding that allied planes had "moderately" increased flights over the southern haven since it was widened Wednesday to Baghdad's southern suburbs.

At the United Nations on Friday, faced with a Russian threat of a veto, the United States and Britain abandoned an attempt to secure a Security Council condemnation of the Iraqi incursion.

Diplomats said the two countries' delegations made the announcement at a Security Council meeting.

The 15-nation council had been trying to reach agreement on the British draft since Tuesday.

Russia wanted the resolution to criticize "the use of force" in Iraq, which would also refer to the two waves of U.S. missile strikes.

The Americans insisted that the resolution should refer only to Iraqi forces. (AP, Reuters, AFP)

Under Iran's Dour Surface, a Surprising Ferment

By Thomas L. Friedman

TEHIRAN — The first thing you notice when you arrive in Tehran is that it has its own time zone — really.

It isn't eight hours from New York and it's not nine hours. No, when you land you are told to set your watch eight and a half hours from New York. Never seen that before, but it's an early sign that this is definitely its own unique place. Nowhere is that more true than when you try to answer the question: How do Iran's rulers rule?

The first answer is repression. All military opponents of the government have been wiped out or terrorized into submission. But there is a surprising degree of debate and experimentation going on here that also accounts for the regime's longevity.

Take the question of music. When the Ayatollah Ruhollah Khomeini took power in 1979, he banned music, singing — and chess. You could be arrested for carrying a guitar. But then after a few years the Westernizers here pressed for traditional music, classical music and even a little jazz. Slowly music stores started to reappear, and even state-run music schools. Then the hard-line mullahs counterattacked and a couple of years ago closed all the state music schools and music stores. But then the progressive mayor of Tehran opened his own radio station, which plays music like Madonna and the Beatles, but without words. Today the music schools are still closed but the papers carry ads for private tutors.

What can't be done outdoors is done indoors. Armenian Christians are legally allowed to make vodka. They sell it to secular Muslims who mix it on their balconies with different fruits to make every variety of moonshine vodka you can imagine. One Iranian student told me, "We are becoming professionals at wine-making."

The corruption of the regime also helps let off steam. If you want to hold a party, you bribe the cops to stay away. The government banned satellite dishes

Parliamentary debates are raucous, with members known to knock off each other's turbans.

This is not an intellectually and politically dead country like Iraq or Syria, either. The popular satirical magazine Galagha makes fun of the mullahs every week. The press criticizes everyone except the spiritual guide, but papers that go too far do get shut down. There is a heated parliamentary debate now over whether the constitution should be amended to allow President Hashemi Rafsanjani to run for a third term. It's not his decision. Iranian journalists carry discussions about whether the mullahs should be allowed to continue to try to run the government, given how this is corrupting them and denigrating respect for religion.

Also, the Iranian regime may not know how to talk to foreigners but it knows how to tend to its core constituency, the rural and urban poor. Iran's health-care system in rural areas is so good the World Bank brings African officials here to see it. Enrollment

of women in schools has risen from 38 percent under the shah to 90 percent today. And for all the oppression and corruption of the Islamic regime, it is still widely viewed as more authentically Iranian and nationalistic than the corrupt, Westernized, secular regime of the shah.

The point is not that Iran's mullahs are all really good guys who are just misunderstood. This regime has an innate capacity for violence that should never be underestimated. The point is that there is a lot more ferment and adaptation here than you'd expect.

The bad news for the United States is that it means Iran's Islamic Revolution is firmly in power. It is going to be a fixture of this region for a significant period. It is not going to wither under sanctions or be changed by one bullet or fall off the tree like an overripe fruit. But the good news is that it's not a fixed, unchanging structure and therefore some evolution in its behavior is not impossible.

The New York Times.

Tehran Is the Winner in U.S. Attack on Iraq

Two groups split the vote and eventually fell into bitter fighting. This fratricidal mix was stirred by Iraq's neighbors. When the Marxist Kurdish guerrillas of southeastern Turkey took refuge in northern Iraq, the Turkish military responded with heavy strikes against their bases there. But Turkey's new Islamic prime minister is not seeking control in northern Iraq, in deference to his Islamic neighbors.

In late July, Iran joined the battle. Some 2,000 Revolutionary Guards attacked a base 50 miles inside Iraq of the Kurdistan Democratic Party of Iran, whose members are mostly refugees hostile to the clerics of Tehran. The United States demanded the immediate withdrawal of all Iranian troops from

Iraq. Iran withdrew, but only after accomplishing its goal of weakening the Iranian resistance and demonstrating its ability to strike at northern Iraqi targets at will.

As it stands now, Iran is the key foreign player in Iraqi Kurdistan, having been invited in by the rival Patriotic Union of Kurdistan. The Iranians know the United States is not going to widen its air war to their country. Benefiting from Iraq's weakness and the failure of U.S. efforts to unite the Kurds, Iran is left as the dominant power in Iraqi Kurdistan.

— Marvin Zonis, a professor at the University of Chicago's Graduate School of Business and editor of International Political Economy, commenting in *The New York Times*.

Paris « a violé les valeurs du peuple français » en refusant de condamner Bagdad, affirme M. Talabani

Dans un entretien au « Monde », le chef de l'Union patriotique du Kurdistan estime que l'offensive irakienne n'est pas terminée

Des combats ont éclaté, jeudi 5 septembre, entre factions kurdes, autour de la localité de Degala, à vingt kilomètres au sud-est d'Erbil, dans le nord du Kurdistan irakien. A Washington, des militaires américains affirment que l'Irak continue de retirer ses forces du Kurdistan, dans ce qui semble être un « retrait généralisé ». Dans un entretien au Monde, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), critique sévèrement la France, qui, selon lui, a bafoué « les principes et les valeurs du peuple français » en refusant de condamner Bagdad.

« Contrairement aux Nations unies et aux Etats-Unis, affirme M. Talabani, nous pensons que l'offensive irakienne n'est pas terminée et que Saddam va faire quelque chose. » Si le chef de l'UPK se déclare « reconnaissant aux Etats-Unis qui comprennent bien Saddam Hussein » d'avoir frappé l'Irak, il estime néanmoins que « l'administration Clinton a refait la même erreur que celle de George

SOULEIMANIYÉ

de notre envoyée spéciale

« Nous avons été militairement vaincus par l'armée irakienne, mais jamais nous n'avons eu une telle victoire politique devant le peuple kurde. » Dans son fief de Kara-Cholan, à une bonne demi-heure de Souleimaniyé, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, n'est pas un homme défait. L'appel de son rival, Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), au « principal ennemi du peuple kurde », le président Saddam Hussein, a, à ses yeux, totalement discrédité le dirigeant du PDK, et constitue pour lui-même un succès sans doute plus important que la perte de la « capitale » du Kurdistan autonome, Erbil. « Politiquement, Barzani est mort », dit ce sexagénaire, qui fut lui-même membre du PDK jusqu'en 1975, avant de fonder son propre mouvement.

La priorité de M. Talabani, est toutefois aujourd'hui de « résister à l'agression irakienne et tenter de repousser l'armée de Bagdad à ses positions antérieures ». Conscient de l'infériorité de ses troupes, M. Talabani affirme qu'elles vont se replier pour se regrouper en unités plus mobiles, abandonnant leur ligne de défense statique dans la région stratégique de Degala, à 20 kilomètres au sud-est d'Erbil, où le PDK, soutenu selon lui par l'armée irakienne, tente de s'emparer du dernier verrou vers Erbil.

« Pour mieux protéger le Koweït », assure M. Talabani, avant d'ajouter : « Les Etats-Unis sont plus intéressés par le pétrole du Golfe que par la survie du peuple kurde. Nous leur avons demandé, avant ces combats, d'étendre la zone d'exclusion aérienne au nord qui, telle qu'elle est, ne protège pas Souleimaniyé. Mais ils nous avaient dit de ne pas nous inquiéter, car ils ne permettraient pas l'attaque sur le Kurdistan. »

LE MONDE / SAMEDI 7 SEPTEMBRE 1996

Bush » en ne frappant pas les quatre divisions de la garde républicaine qui, samedi, ont envahi Erbil. « Ils ont manqué une occasion en or, dit-il, car s'ils l'avaient fait, cela aurait signifié la fin de Saddam Hussein. » Pourquoi n'ont-ils pas agi ainsi ? « Faute d'alternative à son pouvoir, sans doute les Etats-Unis ne veulent pas la fin de Saddam Hussein », répond-il, désabusé.

Pourquoi Washington a-t-il choisi d'étendre la zone d'exclusion aérienne du sud de l'Irak et

avec les Américains, affirme M. Talabani, mais ils ne nous disent rien, car ils ne savent pas quoi faire. »

Ces critiques adressées aux Etats-Unis restent, cependant, mineures comparées à la « charge » contre la politique de la France. « Le gouvernement français a violé tous les principes et valeurs du peuple français et de son histoire, quand il a dit que Saddam Hussein avait le droit d'envahir Erbil, lance M. Talabani. Les valeurs humanitaires et démocratiques, dont la France est le berceau, sont vic-

La Turquie prend des précautions

Les Etats-Unis ont donné leur feu vert à la Turquie pour l'établissement d'une « zone de sécurité » sur sa frontière avec l'Irak. Le porte-parole du département d'Etat a expliqué, jeudi 5 septembre, que « le gouvernement turc a assuré qu'aucune troupe ne serait stationnée en Irak et que cette zone [de sécurité] serait temporaire ». La Turquie veut créer cette zone pour prévenir des infiltrations de militants du Parti des travailleurs kurdes turcs (PKK) sur son territoire.

Côté irakien, selon des responsables de l'ONU présents à Erbil, de nouveaux combats ont éclaté entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, autour de Degala, tenue par l'UPK au sud-est d'Erbil, sans que les troupes irakiennes n'interviennent. « C'est le genre de combats entre Kurdes qui se déroulent régulièrement depuis deux ans », a expliqué un responsable de l'ONU. L'UPK a, en revanche, affirmé que l'Irak avait soutenu le PDK lors de ces derniers accrochages.

« Mais, ajoute-t-il, en fin de compte, la France sera perdante car quand Saddam Hussein partira, elle n'aura pas la sympathie du peuple irakien et spécialement du peuple kurde ; s'il reste, ce ne sera qu'après un compromis avec les Etats-Unis, et il n'y aura alors pas de place pour la France. »

Jalal Talabani cherche à minimiser le rôle de l'Iran, invoqué par le PDK pour justifier son appel à Bagdad. « Il n'y a pas un seul soldat iranien au Kurdistan et chacun peut aller où il veut pour le consta-

times, comme le peuple kurde, de la politique mercantile de Paris. »

Quels sont aujourd'hui les conseils de Washington ? « Nous sommes en contact permanent

ter. Oui, martèle-t-il, il y a des bureaux officiels iraniens du Croissant-Rouge, de l'administration, qui s'occupent des problèmes de frontière, mais aucune présence militaire. »

Serait-il prêt à faire appel à Téhéran pour l'aider dans cette passe difficile ? « Nous sommes encore sous la protection des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, répond-il, mais si cela change, et si l'agression irakienne continue, nous serons prêts à appeler n'importe qui pour nous défendre. »

Pour le moment, toutefois, M. Talabani envisage une plus grande coopération avec les autres partis kurdes, communiste, islamiste, socialiste et l'opposition irakienne, notamment chiïte. « Les chiïtes sont très bien, dit-il. Ils ont vingt mille soldats en Iran qui pourraient nous aider. » M. Talabani fait allusion aux brigades Badr, constituées de soldats irakiens qui avaient fait la guerre entre l'Iran et l'Irak, restés en Iran, et qui forment, aujourd'hui, des unités militaires au service de l'Assemblée suprême de la révolution en Irak (ASRII), de l'ayatollah Baker Hakim. A ce jour, toutefois, malgré les demandes répétées de l'opposition chiïte irakienne, l'Iran n'a jamais permis à ces brigades de se déployer au Kurdistan.

Selon M. Talabani, dont les propos sont largement corroborés à Erbil, l'opposition irakienne, qui s'était réfugiée au Kurdistan, a été la plus grande victime de l'incursion irakienne. « Massoud Barzani affirme le chef de l'UPK, a fait un accord avec Bagdad à ce sujet. Il a laissé la sécurité irakienne s'emparer de l'opposition arabe et lui s'occupe des Kurdes. »

« Un des plus grands crimes de Barzani, et qui restera à jamais associé à son nom, affirme-t-il, est d'avoir fait que, de refuge, le Kurdistan devienne une tombe pour l'opposition irakienne. » Les té-

moignages d'habitants d'Erbil, réfugiés aujourd'hui à Souleimaniyé, confirment un certain nombre d'exécutions sommaires, en pleine rue, ou autour d'Erbil, de personnes arrêtées par la sécurité irakienne qui opère avec des listes nominales. Selon des sources de l'UPK, trois mille personnes seraient portées « manquantes ».

Dans ces conditions, affirme M. Talabani, « il n'est pas question pour nous d'ouvrir le moindre dialogue politique avec le PDK. Ce

Des réfugiés confirment les exécutions en pleine rue ou autour d'Erbil de personnes arrêtées par la sécurité irakienne, qui opère avec des listes nominales

n'est plus un parti nationaliste kurde, ce sont des mercenaires et des agents, et nous n'avons rien à discuter avec eux. Le conflit est plus entre le PDK et l'UPK, mais entre tous les partis kurdes et Saddam Hussein ». Ceux-ci sauront-ils, toutefois, s'entendre et construire, avec l'opposition arabe sunnite et chiïte, une résistance crédible au régime de Bagdad ? Rien n'est moins sûr, et le Kurdistan risque, désormais, de payer une nouvelle fois très cher l'incapacité de ses chefs à s'allier.

Françoise Chipaux

L'HUMANITE - 7 septembre 1996

Kurdistan d'Irak

Washington et Ankara en feront-ils un nouveau Liban ?

LES Etats-Unis ont donné jeudi soir leur « feu vert » au gouvernement d'Ankara pour établir des « zones de sécurité dans le nord de l'Irak ». L'autorisation américaine a été confirmée par le porte-parole du département d'Etat, Glyn Davies, qui a ajouté en guise de justification : « Le gouvernement turc nous a assuré que ses troupes ne resteraient pas stationnées en Irak et que ces zones seraient temporaires. »

Washington confirme ainsi sa prétention à jouer les maîtres du monde, s'arrogeant le droit « d'autoriser » un Etat à envoyer son armée en occuper un autre. Jusqu'à nouvel ordre, « le nord de l'Irak » fait partie du territoire irakien. Aucune résolution des Nations unies n'en a transféré la souveraineté à qui que ce soit — pas même aux Kurdes qui y habitent et qui seraient les seuls à pouvoir, éventuellement, y prétendre.

Deux jours après avoir bombardé l'armée irakienne qui

s'était permise d'entrer dans une ville du territoire irakien, Erbil, Washington laisse donc le voisin du nord s'installer en Irak. Avec, précise-t-on à Ankara, l'approbation d'un parti kurde, le PDK de Massoud Barzani, celui-là même qui samedi dernier avait appelé Saddam Hussein à la rescousse pour prendre Erbil à son rival de l'UPK, Jalal Talabani. Barzani dit « comprendre les préoccupations de sécurité de la Turquie ».

Voilà un schéma qui rappelle furieusement le Liban d'il y a vingt ans. En 1978, le « voisin du Sud », Israël, y avait lui aussi exercé son « droit de suite » contre l'OLP avec l'approbation des Phalangistes et l'autorisation de Washington, et établi une « zone de sécurité », bien entendu « provisoire », mais dont l'occupation dure encore.

La communauté internationale laissera-t-elle le Kurdistan d'Irak devenir un nouveau Liban ?

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Irak

7 SEPTEMBRE 1996 LE POINT NUMÉRO 1251

La frappe électorale de Clinton



A bord du porte-avions
USS « Karl Vinson » le 4
septembre.

Exploitant les rivalités entre factions rivales, le président irakien a tenté de reprendre pied au Kurdistan, obligeant Bill Clinton, en campagne électorale, à déclencher des mesures de représailles.

PAR PIERRE BEYLAU

« **O** grand peuple irakien [...] O membres de nos courageuses forces armées [...] O fils de la glorieuse nation arabe... » Sanglé dans son uniforme vert olive, la moustache conquérante, Saddam Hussein avait, cette semaine, repris la pose du chef de guerre impavide pour fustiger, avec tout le lyrisme de la phraséologie arabe, les « Américains maudits ». Celui qui se veut l'héritier de Nabuchodonosor, d'Haroun al-Rachid et de Saladin avait renoué avec un rôle qu'il affectionne. Le décor était en place pour un mini-remake de la guerre du Golfe. Nouveau Jupiter, Bill Clinton brandissait la foudre, les missiles de croisière striaient le ciel de Mésopotamie, Saddam retrouvait sa fonction d'invincible Satan et la France, une fois de plus soucieuse de sauver sa « politique arabe », faisait entendre sa différence. CNN, enfin, avait mobilisé ses innombrables troupes, y compris l'inoxydable Peter Arnett.

Mardi à l'aube, 27 missiles de croisière étaient tirés à partir des navires américains croisant dans le Golfe et depuis un bombardier B52. Objectifs : des PC de commandement, des centres de transmissions, des batteries antiaériennes situées au sud de Bagdad. Mercredi, une nouvelle salve de 17 engins était expédiée par trois navires de surface et un sous-marin pour parachever le travail.

Première raison de ce fracas guerrier : la situation au Kurdistan, où les troupes irakiennes, volant au secours d'une des factions en déroute, avaient repris pied, conquérant la ville d'Arbil. Deuxième raison, sans doute au moins aussi décisive : la campagne électorale américaine.

L'imbroglio kurde

Depuis la nuit des temps, les tribus kurdes s'entre-tuent, se rabibochent, se brouillent à nouveau, concluent des alliances plus ou moins éphémères avec les pays (Iran, Irak, Turquie, Syrie) qui exercent leur souveraineté sur la zone. L'auto-

nomie de facto instaurée au Kurdistan irakien après la guerre du Golfe n'a pas mis fin à ces rivalités. Ces dernières semaines, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani s'affrontaient les armes à la main. Déjà en 1995, les Etats-Unis avaient dû peser de tout leur poids pour faire stopper une première guerre entre les deux formations qui s'était soldée par 2 000 morts.

Cette fois, les partisans de Talabani étaient en passe de l'emporter avec l'appui direct de l'Iran. Téhéran avait dépêché des unités de Gardiens de la révolution et l'artillerie iranienne fournissait un appui feu aux peshmergas de l'UPK. Les Américains s'étaient efforcés d'obtenir un cessez-le-feu. Des négociations s'étaient déroulées à Londres, où était attendu le sous-secrétaire d'Etat Robert Pelletreau, grand spécialiste du Proche-Orient au Département d'Etat.

C'est à ce moment que Massoud Barzani a appelé les Irakiens à la rescousse. Ironie de l'histoire : le clan Barzani était jadis considéré comme largement inféodé à la Savak, les services spéciaux du chah d'Iran, à la CIA et au Mossad israélien...

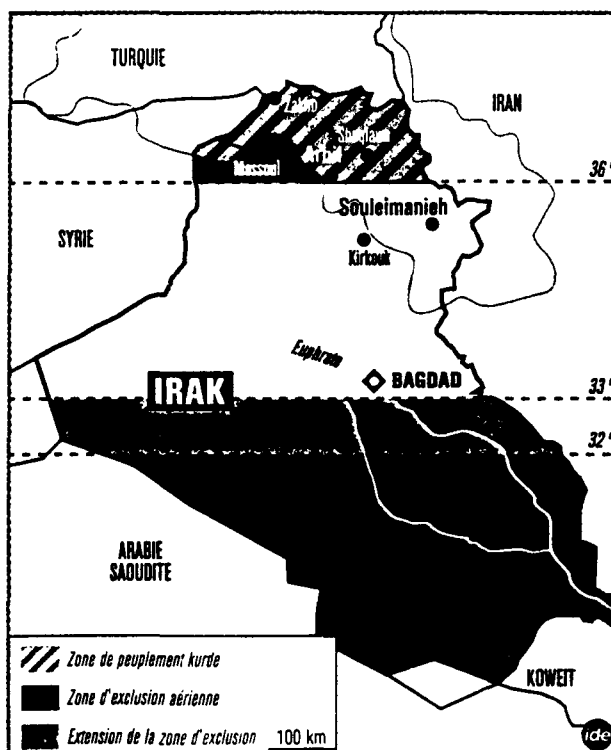
Saddam, qui n'a jamais renoncé à rétablir son autorité sur la totalité du

territoire irakien, a profité de l'aubaine et fait entrer deux divisions et plusieurs centaines d'engins blindés dans le réduit kurde. Soldats irakiens et combattants de Barzani ont repris la ville d'Arbil. Les moukhabarats (services de renseignement) de Bagdad se sont immédiatement livrés à une chasse à l'homme pour capturer les opposants – pas nécessairement kurdes – qui s'étaient réfugiés dans la localité.

Juridiquement, Bagdad n'a violé aucun engagement international. « L'Irak est partout chez lui » à l'intérieur de son territoire, a souligné Hervé de Charette, le ministre français des Affaires étrangères.

Les zones d'exclusion établies en 1991 au nord du 36° parallèle et en 1992 au sud du 32° ne reposent pas sur des résolutions des Nations unies, mais sur des décisions prises par les Alliés (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne). Elles ne concernaient, de surcroît, que le trafic aérien et n'interdisaient pas, en principe, le déploiement de forces terrestres.

Ces dispositions illustrent l'ambiguïté de la position des Alliés, et surtout des Américains : tout en réaffirmant leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak, ils instauraient une situation qui pouvait, à terme, conduire à l'éclatement du pays en ►



Le peuple kurde

Les Kurdes se répartissent entre cinq pays : la Turquie (12 millions), l'Iran (6 millions), l'Irak (3,5 millions), la Syrie (800 000) et les Républiques caucasiennes de l'ex-URSS (350 000).

En Irak, les deux principales formations sont l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani, désormais rallié à Bagdad.

En avril 1991, l'Onu crée une zone de protection pour les Kurdes, initiative sans précédent dans l'histoire des Nations unies. Le Kurdistan irakien devient de facto autonome. Un parlement a été élu en 1992. Mais les deux principales formations, l'UPK et le PDK, s'affrontent depuis 1994 en de sanglants combats. Le rêve kurde de fonder un Etat indépendant est ainsi en butte aux ancestrales rivalités claniques et politiques. De plus, les populations civiles sont soumises à un double embargo, celui imposé par l'Onu à l'Irak et celui instauré par Saddam Hussein aux zones en insurrection. ■

trois entités : kurde au nord, chiite au sud, sunnite au centre. Une perspective qui inquiète la totalité du monde arabe.

Saddam n'a jamais caché sa volonté de restaurer la souveraineté de Bagdad sur le Nord. En se réinstallant au Kurdistan, même provisoirement, les Irakiens ont démontré qu'ils n'entendaient abandonner aucune parcelle du sol national; même si, pour cela, Saddam a pris le pari risqué de défier une fois de plus l'Amérique.

Le contexte électoral américain

A deux mois de l'élection présidentielle, Bill Clinton ne pouvait laisser passer le défi sans réagir. Diabolisé depuis des années, Saddam Hussein fait figure d'épouvantail pour la quasi-totalité de l'opinion américaine. Au début de la crise, Bob Dole, l'adversaire républicain, avait dénoncé la « faiblesse du leadership américain » face à Saddam. Clinton, qui s'est fait réformer pour échapper à la guerre du Vietnam, ne pouvait, sans dommage politique, subir les critiques de



Saddam Hussein le 3 septembre

Dole, véritable héros de la Seconde Guerre mondiale. Puis le ton de Dole s'est fait moins acerbe: il a eu, entre-temps, une conversation téléphonique avec le président.

La pression médiatique n'est pas moindre. Ainsi, avant les premiers tirs de missiles, Jim Hoagland, dans les colonnes du *Washington Post*, regrettait « la lenteur et la mollesse » de la réaction présidentielle. « Il s'agit de savoir qui va exercer le pouvoir dans le Golfe », concluait l'éditorialiste.

Si Bill Clinton a tardé à se décider, ce n'était sans doute pas par « mol-

lesse », mais en raison de la complexité de la situation. Frapper l'Irak, c'était, d'une certaine façon, favoriser l'Iran, pourtant identifié ces temps-ci par l'administration américaine comme le danger principal dans la région. C'était infléchir de facto en faveur de Téhéran le balancier de la théorie du « double containment » (« double endiguement ») de l'Irak et de l'Iran.

C'est finalement à bord de l'Air Force One, alors qu'il regagnait par avion la capitale fédérale, que Clinton a donné l'ordre des représailles. Puis il est allé se coucher et, pendant que le président dormait, les missiles ont cinglé vers leurs cibles. Au matin, Clinton est apparu frais et dispos pour préciser que ses objectifs étaient « limités mais clairs: faire payer à Saddam Hussein le prix de ses dernières brutalités ».

Une rhétorique qui ne dissipe pas les interrogations sur la stratégie à long terme des Etats-Unis dans la région. Certes, l'Arabie saoudite, pivot du dispositif américain au Proche-Orient, peut se féliciter de cet épisode. Les frappes au sud – alors que les événe-

INTERVIEW JALAL TALABANI

« Saddam ne va pas s'arrêter là »

Jalal Talabani, chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), principal opposant à Saddam Hussein.



Le Point: Comment expliquez-vous l'offensive déclenchée par Saddam Hussein sur le Kurdistan irakien ?

Jalal Talabani: Saddam Hussein a monté cette offensive pour provoquer les Etats-

Unis et éliminer toute opposition à son régime. Il a ainsi réussi à torpiller les accords que mon parti a menés avec le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani. Par ailleurs, Saddam veut éradiquer l'opposition irakienne de l'intérieur, présente à Arbil. J'affirme ainsi que 97 ex-soldats et officiers de l'armée irakienne ont été massacrés à Arbil. En outre, Saddam Hussein a besoin de se livrer à des opérations de force pour prouver que son régime tient toujours.

Le Point: Comment Massoud Barzani, hier votre allié, est-il devenu votre ennemi ?

J. Talabani: Barzani prélève chaque jour 200 000 dollars sur les camions et véhicules qui franchissent la frontière entre la Turquie et l'Irak. Or cet argent n'est pas collecté par son parti, mais par lui personnellement et ses proches. Nous ne pouvions tolérer cela. Maintenant qu'il est affaibli financièrement, il s'est allié avec Saddam, en oubliant que 6 000 de ses partisans ont été tués par les Irakiens. Aujourd'hui, Barzani est devenu le plus grand ennemi des Kurdes.

Le Point: Le mouvement kurde ne parvient donc pas à surmonter ses vieilles rivalités...

J. Talabani: Nous avons eu plusieurs cessez-le-feu avec le

parti de Barzani depuis 1994, dont le dernier en août. Malheureusement, la paix kurde est réservée aux patriotes, pas à ceux qui se mettent de l'argent dans les poches! Barzani n'est plus concerné par le mouvement kurde. Ce sont 30 000 mercenaires qui ont ainsi rejoint l'armée irakienne.

Le Point: L'action de représailles menée par les Etats-Unis vous paraît-elle suffisante ?

J. Talabani: La riposte doit continuer parce que Saddam ne va pas s'arrêter là. Il joue avec le feu. Mais il commet de grandes erreurs, notamment en provoquant les Américains. En une semaine, il peut être éliminé. Ce que je déplore, c'est l'attitude de la France, qui soutient un tel dictateur. J'attends aussi de nouvelles sanctions économiques à l'égard de Bagdad.

Le Point: Les Kurdes, qui disposaient d'un fort capital de sympathie internationale au lendemain de la guerre du Golfe, ne sont-ils pas en train de perdre leurs soutiens ?

J. Talabani: C'est la Turquie surtout qui a fait volte-face. Il existe une réelle complicité entre Erbakan (le Premier ministre turc) et Saddam. Ils ont coordonné ensemble leur attaque sur Arbil. Erbakan a ainsi encouragé la trahison de Barzani de manière à éradiquer la base arrière du PKK (le mouvement kurde turc), avec l'accord de Bagdad.

Le Point: Qu'attendez-vous de l'Iran ?

J. Talabani: L'Iran est très préoccupé par cette affaire. Mais nous ne voulons pas qu'il s'implique. Tout repose actuellement sur l'attitude de Bill Clinton. Mais ce qui est sûr, c'est que nous aurons désormais un Kurdistan divisé entre pro-irakiens et pro-iraniens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER WEBER

ments se déroulaient au nord – ont démontré la volonté américaine de protéger le Koweït et le royaume wahhabite. Le report sine die de l'opération « Pétrole contre nourriture », qui aurait permis à Bagdad de desserrer l'étau de l'embargo et de mettre sur le marché 700 000 barils de pétrole chaque jour, ne peut que réjouir Riyad. L'arrivée du brut irakien aurait fait inmanquablement chuter les prix et aggravé les problèmes financiers saoudiens. Il n'empêche que l'Arabie, durement secouée récemment par des attentats islamistes, a tenu à demeurer en dehors de l'affaire. Comme la Turquie, la Jordanie et même la modérée Egypte. Le front anti-Saddam de la guerre du Golfe n'est plus qu'un souvenir. D'autant que, si la Grande-Bretagne, après quelques réticences initiales, s'est finalement alignée sur Washington, la Chine et la Russie ont ouvertement condamné les Etats-Unis, alors que la France a tenu à faire entendre une voix poliment mais fermement discordante.

La différence française

Depuis des mois, la France s'efforce de ramener l'Irak dans le giron de la communauté internationale. Paris a joué un rôle essentiel pour faire accepter par l'Amérique l'entrée en vigueur, prévue pour la fin du mois, de la résolution « Pétrole contre nourriture », qui permettrait de soulager la misère du peuple irakien, très durement touché par l'embargo.

Au-delà, la France cherche à mettre en œuvre un processus conduisant à une levée progressive des sanctions. Avant cette dernière crise, le ministère de la Défense envisageait de se désengager de l'opération de surveillance des zones d'exclusion aériennes – au sud et au nord de l'Irak. Il s'agit, bien sûr, de ménager un pays aux potentialités économiques impressionnantes et qui recèle des réserves pétrolières considérables. Les représentants des sociétés françaises se succèdent sans discontinuer à Bagdad dans l'espoir de se placer pour l'après-embargo. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls, les Américains eux-mêmes participant à cette noria via des intermédiaires.

Mais, au-delà de l'Irak, Paris cherche à crédibiliser sa politique arabe en se distanciant discrètement d'une Amérique de plus en plus critiquée. Déjà, au grand agacement de Washington, Paris était parvenu en avril à s'imposer comme partenaire privilégié lors de la négociation sur le cessez-le-feu au Sud-Liban.

Ce souci d'indépendance s'est donc manifesté une fois encore. Le Quai d'Orsay a réaffirmé à plusieurs reprises l'attachement de la France à



Bill Clinton, avec Al Gore, annonçant les frappes à la presse le 4 septembre

l'intégrité de l'Irak, émis, mezza voce, de sérieuses réserves sur l'opération américaine, décidé de maintenir un canal de négociation avec Bagdad, et souhaité l'application de la résolution « pétrole contre nourriture ».

Lors d'une conversation téléphonique d'une trentaine de minutes, lundi soir, Clinton avait informé Jacques Chirac de l'imminence d'une action militaire. Le ton avait été courtois, mais le chef de l'Etat ne s'est pas laissé fléchir. Jacques Chirac n'entend pas toutefois

se livrer à une « guéguerre » contre Washington qui gênerait le président américain, même si la décision unilatérale américaine d'étendre la zone d'exclusion aérienne au 33° parallèle, c'est-à-dire quasiment à la banlieue de Bagdad, embarrasse les autorités françaises. Reste la question de base : les frappes américaines auront-elles le moindre effet sur Saddam Hussein ? L'avenir le dira, mais le passé incite à la prudence... ■

AVEC JÉRÔME GODEFROY À NEW YORK

LE TELEGRAMME DE BREST- 7 septembre 1996



Commentaire

Par Marc Ullmann

Le problème kurde reste entier

IMAGINEZ que les Basques soient 24 millions, que les Basques français aient autant recours au terrorisme que les Basques espagnols, que les uns et les autres, tout en prétendant former un peuple uni, entretiennent des conflits entre factions rivales, qu'il y ait en plus du pétrole dans les Pyrénées, et vous aurez une petite idée de ce qu'on appelle le « problème kurde ». C'est indispensable si l'on veut comprendre les événements de cette semaine en Irak et leurs probables conséquences.

Le point de départ se trouve dans l'effondrement de l'empire turc après la guerre de 1914. Les Kurdes se sont alors retrouvés citoyens de quatre pays différents : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Les politiques suivies n'ont pas été les mêmes, mais les Kurdes nulle part ne se sont estimés bien traités. D'où des révoltes sporadiques et la tentation de jouer les pays les uns contre les autres.

Un peuple partagé entre quatre pays

Prenez deux exemples, celui de l'Irak et celui de la Turquie. En Turquie, Mustapha Kemal a voulu créer une république à la française « une et indivisible ». Tous les citoyens étaient égaux en droit, mais les particularismes étaient bannis. Les Kurdes ont donc craint de perdre leur identité et certains d'entre-eux ont prêché une lutte armée qui dure encore.

En Irak, le particularisme culturel et linguistique était mieux accepté, mais le régime, d'une part, ne tolérait aucune opposition politique et, d'autre part, tenait à s'accaparer les ressources du pétrole. A chaque tentative de révolte, les représailles ont été terribles. En 1988, Saddam Hussein a été jusqu'à gazer les populations.

Certains idéalistes pensent que le remède à tous ces maux serait la création d'un état kurde. Mais il est hors de question de dépecer quatre pays ou même de créer un précédent en en dépeçant un seul. Les gouvernements occidentaux ont beau ne pas aimer Saddam Hussein, ils ne veulent pas que le Kurdistan irakien puisse faire sécession. Ils ne veulent surtout pas que l'Iran des ayatollahs puisse se

renforcer aux dépens de l'Irak.

Démonstration de force US

Or justement, l'Iran était en train de marquer des points en appuyant, dans le Kurdistan irakien, une faction contre une autre qui, du coup, a demandé l'aide de Saddam Hussein. Celui-ci a bondi sur l'occasion, malgré l'interdit qui lui avait été fait après la guerre du Golfe de recourir à la force dans les régions où vivent les minorités kurdes et chiites.

Bill Clinton se trouvait ainsi dans une situation difficile. Il pouvait d'autant moins se montrer faible qu'il est en pleine campagne électorale et que Saddam Hussein fait, aux États-Unis, figure de méchant n° 1. Cependant, il ne voulait pas intervenir au Kurdistan où, après tout, le dictateur irakien servait utilement de repoussoir à l'Iran. D'où des frappes effectuées à 600 km de là, sur des objectifs antiaériens situés au Sud, non loin des frontières de l'Arabie Saoudite et du Koweït.

Le président américain a mené pour la forme des consultations avec ses alliés, mais les réticences exprimées ne l'ont nullement ému. Au contraire, cela ne lui déplaisait pas d'agir seul afin de bien montrer au monde que les États-Unis étaient capables d'agir dès que le besoin s'en faisait sentir.

Avertissement à l'Iran

Quand on y réfléchit, on s'aperçoit que l'avertissement est autant dirigé contre l'Iran que contre l'Irak. Les ayatollahs soutiennent des mouvements hostiles à la présence américaine en Arabie Saoudite. Peut-être sont-ils même les instigateurs d'attentats antiaméricains. Selon les militaires entourant Bill Clinton, il convient donc de donner des preuves tangibles que les États-Unis sont capables de relever n'importe quel défi.

Ils se posent ainsi en principaux garants et même en seuls véritables garants de la sécurité d'une région dont dépend une bonne part de l'approvisionnement pétrolier de l'Occident.

Le tir de 64 missiles a servi de démonstration, mais le problème kurde reste entier. Et surtout l'on peut craindre que dans un Moyen-Orient explosif d'autres conflits amènent d'autres épreuves.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

UE-diplomatie-Irak prév

L'UE demande l'application rapide de la résolution "pétrole contre nourriture"

De l'un des envoyés spéciaux de l'AFP, Jean-Louis DOUBLET

TRALEE (Irlande), 7 sept (AFP) - Les ministres des Affaires étrangères des Quinze ont demandé samedi à Tralee l'application rapide de la résolution des Nations Unies dite "pétrole contre nourriture" en Irak, ne parvenant pas à dissiper leurs divergences sur l'attitude à adopter face aux bombardements américains sur des objectifs irakiens.

"Nous voulons voir la résolution 986 de l'ONU 'pétrole contre nourriture' appliquée dès que les conditions sur le terrain le permettront", a déclaré le chef de la diplomatie irlandaise Dick Spring, en marge d'une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Le processus de mise en oeuvre de cette résolution, prévoyant l'exportation d'une quantité limitée de pétrole irakien en échange de nourriture et de médicaments, avait été suspendu par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros Ghali, après l'entrée des troupes irakiennes dans la zone de sécurité du nord de l'Irak. L'Irak est soumis à un embargo international depuis l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes en 1990.

La crainte de plusieurs pays de l'UE est que les Etats-Unis, qui ont dû abandonner les efforts entrepris avec le Royaume-Uni à l'ONU pour obtenir la condamnation de l'intervention des troupes irakiennes au Kurdistan, tentent de retarder l'application de cette résolution.

M. Spring, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, a de nouveau confirmé qu'il n'était pas possible, en revanche, de parvenir à une position commune de l'UE sur les attaques de représailles américaines en Irak, en raison des fortes divergences entre pays européens.

"Nous avons exprimé publiquement nos points de vue ces derniers jours, il n'y avait pas de raison qu'ils changent", a déclaré le ministre français des Affaires étrangères Hervé de Charette.

Les Etats membres de l'UE se sont montrés incapables de s'entendre sur un texte condamnant tant l'incursion irakienne que les bombardements américains, la Grande-Bretagne soutenant la riposte américaine alors que Paris se montre beaucoup plus réservé.

L'UE a réitéré son souci de l'intégrité territoriale irakienne, a indiqué M. Spring, se prononçant ainsi implicitement contre la décision de la Turquie d'établir une zone tampon à sa frontière avec l'Irak, zone de population kurde.

Toutefois, le secrétaire britannique au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a semblé plus conciliant sur cette question. Si les Turcs donnent des informations montrant qu'il y a un risque significatif d'intrusion de combattants kurdes par cette frontière, cette décision turque "devra être considérée avec autant de bienveillance que possible", a-t-il dit.

Les ministres des Affaires étrangères ont également évoqué samedi la politique qu'ils entendent suivre en Bosnie après les élections du 14 septembre.

Le Haut représentant civil en Bosnie Carl Bildt, qui participait à la réunion, a de nouveau appelé au maintien d'une présence de sécurité en Bosnie après l'expiration du mandat de la force multinationale (IFOR) le 20 décembre.

"Après décembre, il faudra garder une présence militaire, ce que j'appelle une présence de sécurité, qui ne sera pas l'IFOR". Selon M.

Bildt, les Etats-Unis doivent y participer mais pas nécessairement avec des troupes sur le terrain, a-t-il ajouté.

Le ministre français Hervé de Charette a soumis à ses homologues l'idée d'un plan de "consolidation de la paix" d'une durée de deux ans après les élections. Ce plan porte sur l'aide économique, la reconduction du mandat du Haut-représentant et la coopération entre les institutions bosniaques issues du scrutin entre-elles et avec la communauté internationale.

Concernant le Proche-Orient, les Quinze devaient discuter de la question de se rendre ou non à la Maison d'Orient, siège officieux de la représentation palestinienne à Jérusalem, lors d'une visite de la troïka européenne au Proche-Orient prévue pour la fin du mois. La troïka est composée des ministres des Affaires étrangères de l'Irlande, qui préside actuellement l'UE, de l'Italie, qui l'a précédée, et des Pays-Bas, qui lui succéderont.

"Je pense certainement que nous devons nous en tenir à notre décision" prise en juillet, de visiter la Maison de l'Orient, a déclaré M. Spring.

Lors d'une visite à Dublin jeudi, le ministre israélien des Affaires étrangères, David Levy, avait demandé aux Européens de ne pas se rendre à la Maison de l'Orient.

La réunion de Tralee devait se poursuivre samedi dans la soirée et dimanche, les ministres devant notamment aborder la réforme des institutions européennes. Un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze doit se tenir sur le sujet le 5 octobre à Dublin, a indiqué samedi la présidence irlandaise de l'UE.

jld/soh tf

AFP /AA1234/071913 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Irak

Ankara déterminé à protéger les turcomans d'Irak, selon Mme Ciller

ANKARA, 7 sept (AFP) - Le vice-Premier ministre turc Mme Tansu Ciller a déclaré samedi à Ankara que son gouvernement était déterminé à protéger les turcomans d'Irak du nord, soumis, selon elle, à des attaques depuis l'incursion irakienne, a rapporté l'agence Anatolie.

Mme Ciller, également ministre des Affaires étrangères, a affirmé lors d'une allocution à la presse que les turcomans, estimés à plusieurs centaines de milliers en Irak du nord, avaient subi des pertes en vie humaine et en biens matériels ces derniers jours, selon l'agence.

Des groupes de turcomans, fuyant de la répression, étaient entassés près de la frontière irako-turc, a-t-elle ajouté.

Toutefois, elle n'a pas accusé explicitement une ou plusieurs parties de l'actuel affrontement qui oppose les peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), soutenus par les troupes irakiennes, à ceux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Selon les informations parues dans la presse turque, des centaines de turcomans à Erbil ont été arrêtés ou tués et leurs biens pillés après que les peshmergas de Barzani, soutenus par les forces irakiennes, eurent saisi la ville il y a une semaine.

Le vice-Premier ministre turc a estimé que l'opération multinationale "Provide Comfort", qui assure la sécurité des kurdes irakiens depuis la base aérienne d'Incirlik (sud de la Turquie), devrait également assurer la sécurité des turcomans.

KG/ib tf

AFP /AA1234/071430 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Egypte-Irak

L'Egypte "extrêmement inquiète" de la situation en Irak et du projet turc

LE CAIRE, 7 sept (AFP) - L'Egypte a fait état samedi de son "extrême inquiétude" à l'égard de la situation en Irak après les raids américains contre ce pays et de l'annonce par la Turquie de la création d'une zone de sécurité le long de sa frontière commune avec l'Irak.

"Nous sommes extrêmement inquiets, et même plus qu'inquiets", a affirmé le ministre égyptien des Affaires étrangères Amr Moussa aux journalistes au terme d'une rencontre entre le président palestinien Yasser Arafat et le président égyptien Hosni Moubarak.

"Nous ne pouvons parler de souveraineté de l'Irak puis voir ces projets et rester silencieux. Il faut respecter les principes de la souveraineté sur le terrain", a-t-il ajouté.

"Si nous permettions l'existence d'une zone-tampon ou la présence de forces étrangères sur le territoire irakien, ceci contredirait nos paroles sur la souveraineté de l'Irak et le respect de son indépendance politique", a-t-il affirmé, critiquant le projet turc.

La Turquie veut établir une zone-tampon dans le nord de l'Irak le long de leur frontière commune et y déployer des troupes pour empêcher les infiltrations des rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste).

M. Moussa s'est déclaré "convaincu qu'aucun pays arabe n'appuiera un Etat de la région violant le territoire irakien".

lr/sk/hel/stb

tf

AFP /AA1234/071738

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Irak

Un responsable américain minimise l'intervention iranienne au Kurdistan

LE CAIRE, 7 sept (AFP) - L'intervention iranienne au Kurdistan, invoquée par Bagdad pour justifier son incursion armée dans ce territoire, "n'est pas claire", a affirmé M. Robert Pelletreau, adjoint du secrétaire d'Etat américain pour les Affaires du Proche-Orient, cité samedi par le quotidien arabe al-Hayat.

"L'intervention iranienne (au Kurdistan) n'est pas claire. Il s'agit en premier lieu de combats inter-kurdes. Il y a eu un certain soutien logistique iranien à l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talbani) ainsi qu'un certain appui de l'artillerie iranienne à travers les frontières, mais il est difficile d'en dire plus", a déclaré M. Pelletreau.

"Nous avons entendu beaucoup d'allégations à ce sujet mais sans aucune preuve", a-t-il ajouté.

M. Pelletreau a affirmé que l'opération américaine contre l'Irak, lancée en représailles à l'offensive samedi de l'armée de Bagdad à Erbil, chef-lieu du Kurdistan, "est terminée, mais nous surveillons attentivement la situation pour voir les démarches et réactions irakiennes".

Il a indiqué que "les Irakiens étaient en train de retirer leurs principales unités militaires. La division al-Abed, qui fait partie de la garde républicaine irakienne, a été retirée d'Erbil, et il semble que les Irakiens n'avancent plus" au Kurdistan.

Le responsable américain a en outre fait état de "rapports sur la présence à Erbil et dans ses environs de membres des services de

renseignements irakiens qui ont arrêté des opposants, dont certains ont été exécutés".

Selon lui, "l'application de la résolution 986 doit être révisée en raison des opérations militaires (de l'Irak), notamment en ce qui concerne la distribution des vivres". "Nous devons avoir la garantie que ces vivres arriveront à ceux pour lesquels ils sont destinés", a-t-il dit.

La résolution 986, sur la base de laquelle a été élaborée la formule "pétrole contre nourriture", permet à l'Irak d'exporter des quantités limitées de pétrole pour se procurer des vivres et des médicaments. Mais Washington a bloqué mardi sa mise en application, à la suite de la crise irakienne.

ms/sk/tm/ib eaf
AFP /AA1234/071634 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

UE-Grèce-Irak-Turquie

La Grèce critique l'attitude conciliante de Washington à l'égard de la Turquie

TRALEE (Irlande), 7 sept (AFP) - Le ministre grec des Affaires étrangères Theodoros Pangalos a critiqué samedi, à Tralee (Irlande), l'attitude des Etats-Unis qui affirment attaquer l'Irak car ce pays persécute les Kurdes, tandis qu'ils ferment les yeux sur les "massacres" commis par la Turquie.

"Je n'arrive pas à comprendre pourquoi les Kurdes devraient être préservés de Saddam Hussein alors que la Turquie serait encouragée à les massacrer", a-t-il déclaré à quelques journalistes, en marge d'une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, dans la petite localité du sud-ouest de l'Irlande.

"La Turquie ne protège pas les Kurdes, elle les massacre et je crois qu'il y a eu une tolérance injustifiée des Etats-Unis à l'égard de l'invasion par la Turquie du Nord de l'Irak", a-t-il ajouté.

M. Pangalos a affirmé que la Turquie avait tiré avantage de la crise actuelle pour promouvoir ses propres plans sur le Nord de l'Irak. "Nous devons protéger les Kurdes contre tout le monde, pas seulement contre quelques uns", a-t-il encore ajouté.

La Russie avait également attaqué samedi le rôle de la Turquie dans cette crise, avertissant que l'établissement souhaité par Ankara d'une zone de sécurité au Kurdistan irakien violerait sérieusement la souveraineté du pays et pourrait déstabiliser davantage la région.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui se bat pour la création d'un Etat kurde dans le sud-est de la Turquie, possède des camps d'entraînement dans le Nord de l'Irak.

am/hr/ib eaf
AFP /AA1234/071527 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-DroitsHomme

Droits de l'Homme: nouvelle requête kurde jugée recevable contre la Turquie

STRASBOURG, 9 sept (AFP) - La Commission européenne des droits de l'Homme a jugé recevable lundi à Strasbourg une nouvelle requête de huit villageois kurdes contre le gouvernement turc, suite à une attaque du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Dans la nuit du 1er novembre 1992, de 100 à 150 terroristes du PKK avaient attaqué la gendarmerie de Bogazkoy, dans le district de Dicle, tuant un soldat et en blessant huit autres.

Les jours suivants, les forces de sécurité turques ont fouillé les environs pour tenter de retrouver les terroristes.

Selon huit requérants kurdes, les soldats ont pénétré dans le village voisin de Kelekci et demandé au maire de faire évacuer tous les habitants. Selon cette source, les soldats ont incendié ensuite neuf maisons, puis sont revenus dans le village en avril 1993 pour incendier les maisons restantes.

Une version des événements contredite par le gouvernement turc qui soutient que les forces de sécurité ont fouillé à deux reprises le village sans faire de dégâts. Selon le gouvernement, les habitants ont quitté leur village de leur plein gré et certaines de leurs maisons se sont écroulées. Les maisons qui tenaient encore debout ont été incendiées par les terroristes après le départ des soldats, affirme-t-il.

Plus de 400 requêtes turques sont examinées par la Commission de Strasbourg.

Par ailleurs, des dizaines de Kurdes ont manifesté lundi soir à Strasbourg contre "l'invasion du Kurdistan-sud par la Turquie et ses alliées" et "contre "l'extermination du peuple kurde".

tj/pa/ib frp

AFP /AA1234/091910 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes-Irak lead

Mme Ciller: préparatifs achevés pour la création d'une zone de sécurité

ANKARA, 7 sept (AFP) - Les préparatifs en vue de la création par la Turquie d'une zone de sécurité sur sa frontière avec l'Irak sont achevés, a déclaré samedi le vice-premier ministre turc, Mme Tansu Ciller.

Les habitations kurdes irakiennes se trouvant dans cette future zone de sécurité "pourraient être partiellement évacuées", a précisé Mme Ciller, parlant à la presse à Ankara à l'issue d'une réunion gouvernementale consacrée à l'économie turque.

"La Turquie est déterminée à protéger ses frontières" contre les attaques des rebelles kurdes de Turquie depuis l'Irak du nord, a dit Mme Ciller, qui est également ministre des Affaires étrangères.

"La Turquie ne permettra pas les infiltrations" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), a déclaré Mme Ciller. "Cette zone est l'ensemble des mesures prises tout près de notre frontière pour empêcher l'infiltration", a-t-elle dit.

Elle a toutefois affirmé que la Turquie n'avait pas l'intention de nuire à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Irak en créant cette zone de sécurité, selon Mme Ciller.

Le PKK utilise le nord de l'Irak comme base arrière pour mener des attaques contre des objectifs en territoire turc. Il est en rébellion contre Ankara depuis 1984 et veut la création d'un Etat indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde.

Le PKK rassemble ses forces dans les bases dont il dispose tout près de la frontière irako-turque à cause des affrontements inter-kurdes en Irak du nord, selon les informations parues ces jours-ci dans la presse turque.

La Turquie craint que le vide de pouvoir dans le Kurdistan irakien, aggravé par la récente crise dans cette région, ne puisse servir au PKK.

KG/plh tf

AFP /AA1234/071922 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

THE NEW YORK TIMES, SUNDAY, SEPTEMBER 8, 1996

Some Iraqis Are Still Dug In Inside the Kurdish Region

By DOUGLAS JEHL

ERBIL, Iraq, Sept. 7 — Fifteen miles southeast of here, several hundred Iraqi soldiers with armored vehicles, light tanks and artillery have been seen encamped in the most visible presence that President Saddam Hussein has retained in Kurdish territory since his forces joined in the assault on this city a week ago.

Leaders of the Kurdish faction that asked Iraq to take part in the military operation against a rival faction have insisted that all Iraqi soldiers have withdrawn from the area.

But the site, whose checkpoints are reportedly manned by Iraqi soldiers and Kurdish guerrillas, stands as evidence that cooperation between the faction and Iraqi forces is continuing.

The site is north of the 36th parallel, the boundary fixed by the United States, Britain and France to protect the Kurds from the Iraqi military.

Aid workers who have driven past the camp say that it is surrounded by barbed wire and that the Iraqi force appears well dug in. They say the location of the force, near the village of Qosh Tepe, would allow its mechanized units to move quickly to assist the Kurdistan Democratic Party again as it continues to battle nearby with a rival faction, the Patriotic Union of Kurdistan.

A reporter who tried to reach the camp was turned back at a checkpoint by Kurdistan Democratic Party fighters who insisted on seeing written authorization for travel south of Erbil. Officials here and in the faction's headquarters at Salahuddin declined to authorize such a journey today.

But photographers and aid workers who have traveled on the road past the camp said the Iraqi force stood out in a region bristling with Kalashnikov rifles and pickup trucks equipped with machine guns but where heavy weapons are rarely seen.

"In this context it's a substantial force," an aid worker said.

A week after Kurdistan Democratic Party guerrillas captured Erbil from the Patriotic Union with the backing of some 30,000 Iraqi soldiers, the regional capital and its surroundings remain thick with armed men in an astonishing array of uniforms that ranges from trim fatigues to camouflage to baggy pants and turbans.

Some of those who crowded the halls of the city administration building, which has become an unofficial party headquarters, looked like Iraqi soldiers in attire that included a distinctive eagle and starred epaulets.

But some Kurdistan Democratic Party fighters have long worn surplus Iraqi uniforms, and aid officials said that to their knowledge the Iraqi force near Qosh Tepe was the only one that had not withdrawn fully from the area, as the United States demanded before launching cruise missile strikes last week.

Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party, who invited the Iraqis to join in the attack on Erbil, told reporters in Salahuddin on Friday night that he had "a natu-

Mr. Barzani has pledged to guarantee the security of the opposition figures, who are part of the Iraqi National Congress, an umbrella organization of groups opposed to President Hussein's Government. But many deeply mistrust the Kurdish leader after his decision to team up with Mr. Hussein, and a visit this afternoon to a spartan camp that they have established in Salahuddin found many deeply fearful.

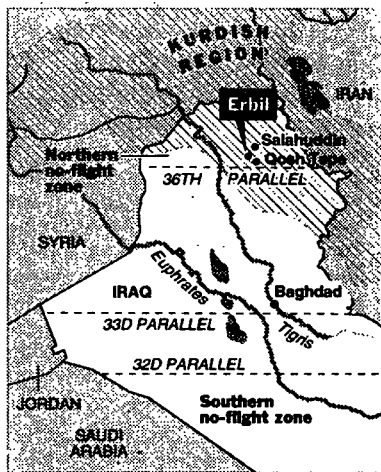
Members of the group said they did not want to anger their hosts by speaking for the record unless an official of the Kurdistan Democratic Party was present. They said they had been warmly received and treated well by the Kurdish faction.

But they repeated reports that Iraqi agents who have remained in the area since the fighting began had executed some of their compatriots, and that many other members of the organization were missing. They said that as long as skirmishing continued, they doubted that they could be protected from Iraqi retribution.

"This is still Saddam's land," said one man, who declined to give his name but was among a group of 200 members of the organization and 600 other refugees who have asked the United Nations and other international organizations for assistance in evacuating them from northern Iraq.

Another man who dedicated himself to the campaign against the Iraqi Government only to find himself in territory controlled by the Kurdish faction that became its partner echoed that apprehension.

"All the refugees who are here are Arabs, not Kurds, and they can be easily identified," he said. "And there are Iraqi agents everywhere."



The New York Times

Anxiety in Erbil rose as skirmishes continued east of the city.

ral right" to ask Iraq for help and that it was Iraq's "natural right" to intervene against the Patriotic Union of Kurdistan, which has received support from the Government of Iran.

Mr. Barzani gave no indication that he intended to appeal to Iraq again. But Jalal Talabani, the Patriotic Union leader, told The Associated Press on Friday that Iraqi troops remained a threat to the Kurds.

Today, as skirmishes between the rival factions continued east of here while electricity and water remained scarce, there were signs of increased anxiety in Erbil and in Salahuddin, the mountaintop refuge to which more than 200 members of a leading Iraqi opposition group fled as Iraqi forces advanced on Erbil.

INDEPENDENT ON SUNDAY
8 SEPTEMBER 1996

Missiles fail to save the Kurds

Hitting Iraq boosted Clinton, but the deprived and divided people in whose name he acted could still fall victim to Baghdad

From Hugh Pope
in Qalaat Chowan, Iraq,
and John Carlin in Washington

ENTITLED *Jihad vs McWorld*, a book published last year in the US characterises our era in terms of a conflict between modern global consumerism and ancient tribalisms rooted in blood. One obeys the logic of the marketplace; the other answers to reasons of the heart. One is simple and predictable; the other unfathomably complex.

Such was the nature of the clash last week between the United States and Iraq. To comprehend why President Bill Clinton ordered the launch of the cruise missiles, think Hollywood, then think US elections, and his motives fall easily into place. Hollywood is defined by the political scientist who wrote *Jihad vs McWorld*, Benjamin Barber, as the quintessential expression of McWorld's "infantile" consumerist culture. It is a world of good guys and bad guys where the good guys stand up for American values and always win.

Bob Dole, the Republican candidate in this year's election, alerted his rival to how the US public is trained to respond when a man in green uniform with a black moustache and swarthy Arab features tweaks the behind of Uncle Sam. Barely 24 hours had passed since the Iraqi incursion into Kurdish territory, but Mr Dole said that by failing to do anything Mr Clinton had displayed "weak leadership".

The situation in northern Iraq did not lend itself to easy definition. Saddam had broken the rules, but he had done so in opposition to a Kurdish group friendly with Iran, which the US has branded a terrorist state and recognised as potentially a far greater threat to Middle East peace than Iraq. Besides, no sooner had Saddam in-

vaded than he appeared to be withdrawing his forces once more. What ought the US course of action to be?

Best to act on Mr Dole's jibe, Mr Clinton figured, and do it swiftly. For had he failed to strike a blow against Saddam, he would have handed Mr Dole the opportunity of a speech every day from here to 5 November, pointing out his rival's lack of mettle. Instead the polls showed that the overwhelming majority of Americans supported the missile strikes, and he stretched his lead over Mr Dole.

Things are otherwise in Planet Jihad. Sitting in a small office hung with photographs of international encounters that charted the high hopes of Iraqi Kurdistan during the past five years, Jalal Talabani lowered his eyes to the floor as he considered the question of whether the Iraqi Kurds had now blown their best opportunity in decades to govern themselves.

"It's true," said the former lawyer and leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), momentarily at a loss for words as his cigar went cold in an ashtray beside him. "We have squandered our chance."

That chance came in the years after 1991, a unique conjuncture in the recent history of the Middle East's 20 to 25 million Kurds to unite on the territory of one of the four countries between which they are split, Iraq. The 3.5 million Iraqi Kurds suddenly found themselves being presented a territory the size of Wales, an apparently blank cheque of Western military protection and a raft of international agencies ready to help them rebuild a society whose ancestral villages had been razed to the ground.

The Western support stemmed from a sense of guilt for encouraging the Kurds to revolt after the Gulf war and then abandoning them to their fate. Huge public pressure was piled on as the world saw television images of sick and starving Kurdish refugees

on snow-bound mountain passes. At the same time, the other three states with Kurdish populations - Turkey, Syria and Iran - were compromised, weak or isolated and unable to unify as usual against the new emerging Kurdish entity in Iraq.

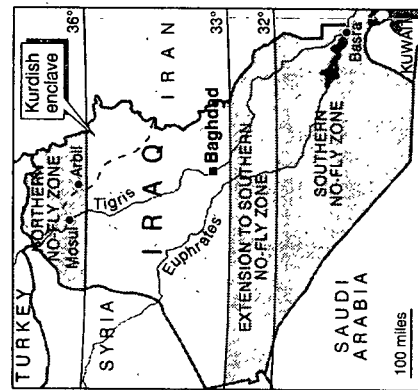
But all these factors were to prove ephemeral. Instead of finding strength in unity, the Kurds followed their historically inevitable course of action. They increasingly hedged their bets with Turkey, Iran and now even their long-time oppressor, Saddam.

Both Mr Talabani and his rival, Masoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP) tried but could not unite the Iraqi Kurds behind them. And unlike Saladin, the great ethnic Kurd who used the banner of Islam to throw the Crusaders out of Jerusalem, they failed to produce an ideology to unite their peoples against their common enemies.

Perhaps it was too much to expect that the Iraqi Kurds could do all this, or indeed that they really wanted to. It is a common Western fallacy to think that all Kurds necessarily want an independent state. The mountain highlands where they have lived since the time of the Medes and Xenophon are poor, with few natural resources and are often impossibly remote. Decades of separate development mean that marked differences have grown up between Iranian, Iraqi and Turkish Kurds. Their language, a cousin of Persian, has several dialects.

The better-educated Iraqi Kurds have no wish to be dominated by the four times more numerous Kurds of

Turkey, whose main political movement is a quasi-Stalinist guerrilla army. They may not necessarily oppose Turkey's plans to set up a buffer zone on the Iraqi side of the border to deal with the PKK guerrillas.



Kurdish hero, Saladin (top), and (left), coping with water shortages in Arbil after last week's clash between rival Kurdish factions

Photograph by AP



Above all, the geography and tribal make-up of the Kurds have given rise to intense rivalries for local independence similar to those seen in the feud between Mr Barzani and Mr Talabani today. It is historically completely acceptable to change outside alliances according to their capacity to pay.

"My enemy's enemy is my friend," was perhaps the phrase being used most often last week to justify the apparently unnatural re-alliances, especially that between Mr Barzani and Saddam, who, after all, is responsible for the massacre of 8,000 members of Mr Barzani's own clan. Last week's fighting may have done much psychological though little physical damage to Iraqi Kurdistan, although the capital, Arbil, which Mr Barzani captured last Saturday with Iraqi help, took some damage from light shelling.

Significantly enough, the worst-hit building was the Iraqi Kurdistan parliament, an ambivalent symbol of both Iraqi Kurdish pride and the Iraqi Kurds' last short-lived autonomy agreement with Saddam in the early 1970s. A few hundred villagers have also moved away from local fighting that continued through the week, but

the blitzkrieg capture of Arbil was designed to prevent anybody fleeing, perhaps the only situation that could provoke a major Western response.

But there is still a risk that the Iraqi Kurds will lose those advances they have made in the past five years, despite the political uncertainty and infighting. Driving through the countryside last week was a completely different experience from five years ago. Many of the 4,000 villages razed by Saddam have been rebuilt, markets are busy and flocks of sheep, cows and goats are larger than ever.

Jerry-cans of smuggled petrol by the roadside have been replaced by proudly painted petrol stations rigged up with old tanks and meters. Big city restaurants have marble pools, forests of pot plants and – in return for a week's wages – can set the table groaning.

Away from the fighting, guns have been banned from the streets, tolls are being collected on bridges and taxes levied from customs posts, especially that on the border with Turkey.

Even so, the population of this once oil-rich country is tired of five years of UN blockades, Iraqi harassment, electricity blackouts and the almost to-

tal lack of new goods. All but the most patriotic of the educated classes of engineers and doctors have tried to leave or have succeeded in emigrating.

Messrs Barzani and Talabani used the same word to describe their turning to regional alliances with Iraq and Iran: "desperation". That is the word also used by many Iraqi Kurds who want to go back to a stable society with laws, predictability and above all a steady supply of food.

To this end, many favour reintegration with the rest of Iraq. At the same time they cannot stomach the thought of Saddam's secret police being allowed back, as they were briefly and frighteningly during last week-end's Iraqi army presence in Arbil.

Like their leaders, the Iraqi Kurds take out all their frustrations by blaming outsiders for their problems. "The problem quite simply is this: in 1991, America only took a humanitarian decision about Kurdistan, and not a political one," said Azad, a teacher taking time off at a shady restaurant by a roadside along which busloads of battle-ready guerrillas were once again heading one way and ambulances back the other.

THE NEW YORK TIMES, SUNDAY, SEPTEMBER 8, 1996

Caldrons Like the Kurds' Require High Priority

To the Editor:

As Kenneth R. Timmerman suggests (Op-Ed, Sept. 4), the State Department risks a growing number of foreign policy failures by ignoring ethnic groups, like the Kurds, who have no political state. What happens among Kurds and their neighbors directly affects relationships among Syria, Turkey, Iraq, Iran and Azerbaijan. The behavior of these states affects the balance of power in the Middle East and beyond.

The carnage in Bosnia escalated because of the United States failure to recognize the significance of nations inside Yugoslavia. United States military personnel are now in Bosnia because of the early failures under President Bush's State Department. Only when one senior State Department official showed a flare for cre-

ative diplomacy did the war caused by big-power failures come to an end.

The State Department failed to respond to Russia's requests for help in dealing with problems in Chechnya in 1991 and 1992 and the result is a confrontation that has killed tens of thousands.

Many of the wars and military confrontations going on in the world could be minimized or prevented if the United States gave a high priority to dealing with situations like these and if it provided diplomatic personnel the training they require to deal with the world as it is rather than as senior officials at the State Department imagine it to be.

RUDOLPH C. RYSER

Guerneville, Calif., Sept. 5, 1996
The writer is chairman of the Center for World Indigenous Studies.

La Turquie redoute un embrasement du Kurdistan

LE MONDE / DIMANCHE 8 - LUNDI 9 SEPTEMBRE 1996

Avec l'aval de Washington, Ankara veut instaurer un cordon de sécurité sur sa frontière avec l'Irak pour prévenir les attaques du Parti des travailleurs du Kurdistan

La reprise des affrontements entre factions kurdes, attisée par Bagdad, et l'intervention militaire américaine qui a suivi, inquiètent la Turquie. Confronté à une lancinante guérilla menée sur son territoire par les membres du

ISTANBUL

de notre correspondante
Malgré les protestations internationales qui se font entendre de toute part, la Turquie semble déterminée à déployer un cordon de sécurité sur le territoire irakien. Tansu Ciller, ministre des affaires étrangères, a affirmé que la création temporaire d'une zone tampon (qui s'étendrait vraisemblablement de 5 à 10 kilomètres en Irak), est une « nécessité » pour empêcher l'infiltration des re-

Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui tend donc créer une « zone de sécurité » temporaire empiétant sur l'Irak, ce qui suscite la protestation de Bagdad et de la France. L'initiative turque, soutenue par les Etats-Unis et par la Grande-Bretagne, est

évidemment maintenir leurs contacts avec Ankara. Mais les Turcs, qui se gardent bien d'exprimer publiquement leur désaccord avec les Etats-Unis, sont de plus en plus frustrés par la politique occidentale au nord de l'Irak, qui non seulement la prive de ressources importantes mais menace également sa sécurité. Le secrétaire à la défense américain, William Perry, a d'ailleurs admis que la Turquie avait été « involontairement une victime » des sanctions contre Bagdad.

Washington a beau affirmer que sa mission en Irak est terminée, les Turcs sont conscients que les divisions profondes qui opposent aujourd'hui les factions kurdes et les pays qui les soutiennent (le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani avec

bien accueillie par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui redoute que son adversaire, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), s'allie avec le PKK pour reprendre l'avantage au nord de l'Irak.

l'Irak, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani avec l'Iran) ont créé une situation plus explosive que jamais, qui échappe largement au contrôle des Occidentaux. Tous les espoirs turcs de voir une réconciliation entre les deux groupes kurdes et Saddam Hussein suivie par la levée des sanctions se sont évanouis.

« UN DEGRÉ DE COORDINATION »

Les bases du PKK au nord de l'Irak sont le premier souci des Turcs. Plusieurs offensives armées n'ont pas permis de les déloger, et les Kurdes irakiens n'ont ni les moyens ni la volonté de contrôler la frontière avec efficacité. Les Turcs craignent que le PKK ne profite à nouveau de la confusion pour développer ses bases logis-

tiques et multiplier les attaques contre la Turquie.
Le PDK, qui avait par le passé condamné les incursions armées d'Ankara contre le PKK, a cette fois-ci attiré l'attention d'Ankara sur l'intensification des mouvements du PKK. La crainte du Parti démocratique du Kurdistan est que leurs rivaux de l'Union patriotique n'utilisent le PKK pour déstabiliser le nord de l'Irak et regagner le territoire perdu.

« Les deux côtés - la Turquie et le PDK - admettent en principe la nécessité de contrôler le PKK, explique Safeen Dizayee, le représentant du PDK à Ankara. Nous voulons, cependant, un degré de coordination avec nous afin d'éviter des pertes civiles. »

Nicole Pope

La moitié des missiles américains ont atteint leurs cibles

chargé des problèmes d'armement pour Bagdad.

Selon l'AIEA, les documents, qui se trouvaient dans une ferme que possédait le général, permettent d'établir que les Irakiens ont disposé d'un réseau d'agents en Allemagne, qu'ils rétribuaient, pour obtenir les schémas et les équipements qui leur manquaient. Il s'agit d'anciens cadres de société d'ingénierie nucléaire, à la retraite ou installés, à leur propre compte, comme conseillers. « Nous ne nous faisons pas d'illusions, a ajouté le porte-parole de l'AIEA, nous ne connaîtrons jamais à 100 % ce programme, mais nous en connaissons déjà 90 %. » - (AFP, Reuter.)

- sans davantage de précisions de la part du porte-parole du Pentagone - ne l'ont pas été lors de la seconde salve.

En outre, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne, a donné des précisions, vendredi 6 septembre, sur les capacités nucléaires irakiennes après avoir examiné des documents obtenus, avant son assassinat à son retour à Bagdad en février dernier, du général Hussein Kamel Hassan, un gendre de Saddam Hussein qui avait fait défection en Jordanie en 1995. L'AIEA a indiqué que ses experts avaient eu l'occasion de s'entretenir avec le général Hassan, que son beau-père avait, à l'époque,

SELOIN LE PENTAGONE, la moitié des quarante-quatre missiles de croisière tirés les 2 et 3 septembre contre l'Irak ont atteint leurs cibles dans les conditions de précision voulues, c'est-à-dire dans un rayon d'une quinzaine de mètres. Cinq des huit sites de missiles SAM irakiens visés ont été détruits, ou gravement endommagés. Une installation de commandement et de contrôle de la défense aérienne a été détruite, quatre autres endommagées, sur les sept qui étaient visées à l'origine.

En raison de problèmes survenus dans leur programmation informatique, une demi-douzaine de missiles de la première salve n'ont pas pu être tirés et « plusieurs autres »

Moscou soutient Bagdad

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont renoncé, vendredi 6 septembre, à présenter au Conseil de sécurité une résolution condamnant l'Irak pour son offensive au Kurdistan. Outre la Russie, qui avait menacé d'opposer son veto, la France, la Chine, l'Egypte et l'Indonésie avaient exprimé leurs réserves sur le texte proposé par les Britanniques. Par ailleurs, *The Independent*, le quotidien britannique, révèle, vendredi 6 septembre, que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) avait prévenu les autorités américaines, une semaine avant la prise d'Erbil, qu'il ferait appel à Bagdad si Washington ne les soutenait pas contre l'Union patriotique du Kurdistan. L'UPK avait, de son côté, averti qu'elle était prête, si nécessaire, à se tourner vers l'Iran. *L'Independent* rappelle que Washington, qui connaissait ainsi la situation, s'était déclaré surpris par l'intervention irakienne dans le conflit. - (AFP, Reuter.)

SITUATION EXPLOSIVE

L'idée d'une zone de sécurité a obtenu le feu vert de Washington et de Londres, bien qu'elle viole l'intégrité territoriale de l'Irak. Forcés de choisir un allié entre les pouvoirs qui s'opposent dans la région (l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie), les Etats-Unis préférèrent

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-USA-Kurdes prev

Combats interkurdes, Bagdad déterminé à s'opposer à Washington et Ankara par l'envoyée spéciale de l'AFP, Laurence CHABERT

SALAHEDDINE (Irak), 8 sept (AFP) - Des affrontements opposaient dimanche les factions kurdes rivales dans le nord de l'Irak, alors que Bagdad s'est déclaré déterminé à s'opposer à la création d'une zone tampon turque sur son sol.

Bagdad a aussi réitéré son rejet du survol de son territoire par des avions alliés et affirmé avoir tiré samedi des missiles en direction d'appareils américains, ce qui n'a pas été confirmé par le Pentagone.

Selon des sources kurdes concordantes, des combats opposaient les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, allié de Bagdad) à celles de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dans la région de Degala, qui commande la route vers Souleimanieh, dernier bastion de l'UPK hostile au régime de Saddam Hussein.

Selon un responsable du PDK, des chars irakiens se trouvaient toujours dimanche dans la localité de Koch Tepa, dans la région de Degala.

Mais l'UPK a assuré que les forces irakiennes soutenaient le PDK dans cette bataille et appelé les Etats-Unis à "intervenir d'urgence pour arrêter l'agression irakienne contre le peuple kurde".

Le PDK a par ailleurs condamné le projet de la Turquie de créer une zone-tampon dans le nord de l'Irak.

La Turquie a annoncé samedi avoir achevé les préparatifs pour l'établissement, en territoire irakien, de ces zones visant à empêcher les infiltrations des séparatistes kurdes turcs qui ont des camps dans le Kurdistan d'Irak.

L'Irak a affirmé dimanche qu'il prendrait "toutes les mesures nécessaires" pour s'opposer à ce projet auquel les Etats-Unis ont donné leur feu vert.

Dans une déclaration à la presse, M. Hamed Youssef Hamadi, chef de la Commission de l'Information au parlement irakien, a déclaré que son pays "prendra certainement toutes les mesures nécessaires" pour s'opposer au projet turc, refusant de préciser s'il envisageait une riposte militaire.

Ce projet a suscité des réactions véhémentes de la Ligue arabe, de l'Egypte et de la Syrie.

Bagdad a par ailleurs réitéré son rejet des zones d'exclusion aérienne, réaffirmant qu'il frapperait tout "objectif ennemi aérien qui violerait son espace au nord comme au sud du pays".

La presse a titré dimanche sur l'annonce par le commandement des forces armées irakiennes d'un tir de missiles sol-air sur des avions américains, dont aucun n'a été abattu. Le Pentagone n'a pas confirmé ces affirmations.

Un journal gouvernemental irakien a proclamé lundi "la mort de l'hégémonie américaine" à l'ONU, après l'échec vendredi de Londres et Washington à obtenir une résolution condamnant l'Irak.

Il s'est félicité du fait "que la grande majorité des pays arabes ont soutenu l'Irak et pris position contre l'agression américaine". L'Irak a même appelé avec insistance ces derniers jours les monarchies arabes du Golfe, qui lui sont hostiles, à l'appuyer contre les Etats-Unis.

Les ministres des Affaires étrangères du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), réunis dimanche à Ryad, devaient qualifier l'intervention de Bagdad dans les zones kurdes d'"affaire intérieure irakienne" et condamner le projet turc, selon des sources proches de la réunion.

Les ministres des six pays du CCG (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Oman, Qatar, Bahrein et Koweït) devraient en outre réaffirmer leur appui à

"l'intégrité territoriale de l'Irak", a ajouté cette source.

Les journaux émiratis et qatariotes ont réitéré dimanche leurs attaques contre les États-Unis, les accusant d'être les instigateurs du projet d'Ankara et estimant que l'intervention des troupes de Bagdad dans le nord kurde, qui a poussé les États-Unis à lancer des missiles de croisière contre l'Irak, était légitime.

lch-ht-at/jhd/pub eaf
AFP /AA1234/081230 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

Le PDK condamne la création d'une zone-tampon par la Turquie de l'envoyée spéciale de l'AFP, Laurence CHABERT

SALAHEDDINE (Irak), 8 sept (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), la faction kurde soutenue par le régime de Saddam Hussein, a condamné le projet turc de créer une zone-tampon dans le nord de l'Irak.

"Nous ne l'acceptons pas. Nous ne pensons pas que ça résoudra le problème", a déclaré à la presse samedi soir un membre du bureau politique du PDK (de Massoud Barzani), Sami Abdel Rahmane.

"Personne n'a réussi à résoudre le problème kurde par la force. Cette zone n'augmentera pas d'un iota la sécurité de la Turquie", a-t-il ajouté.

La Turquie mène régulièrement des interventions armées contre les indépendantistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), dans le nord du Kurdistan irakien.

Quelque 14.000 réfugiés Kurdes turcs vivent dans le camp de Atrush, non loin de la ville de Dohouk, au Kurdistan irakien.

Le responsable a ajouté que son parti avait des contacts avec Washington, notamment par le biais de l'ambassade des États-Unis à Ankara où une rencontre s'est tenue samedi en vue de négocier un cessez-le-feu avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Le PDK, qui a fait appel aux troupes irakiennes pour prendre le contrôle de la capitale du Kurdistan irakien, Erbil, le 31 août, accuse l'UPK d'être soutenue par l'Iran. Aucun contact n'a eu lieu avec l'UPK depuis la prise d'Erbil, selon M. Rahmane.

Les troupes irakiennes se sont retirées d'Erbil. Mais l'UPK accuse le PDK de bénéficier du soutien de plusieurs dizaines de chars irakiens dans des combats près de Kochapa, dans la région de Degala, au sud-est de la ville.

Interrogé sur le maintien de chars irakiens au nord du 36^e parallèle dans la zone de protection des Kurdes créée par les États-Unis et leurs alliés en 1991, M. Rahmane a répondu: "c'est une ligne politique. Je ne vais pas compter les kilomètres". Le PDK espère faire d'Erbil "une ville démilitarisée ouverte à tous", a-t-il affirmé.

Des habitants d'Erbil, ainsi que l'UPK, affirment que la ville grouille d'agents irakiens. L'électricité et l'eau n'y étaient toujours pas rétablies dimanche matin, malgré les efforts de l'ONU.

L'UPK affirme que les réseaux ont été endommagés par les pillages, alors que le PDK lui reproche d'avoir coupé l'alimentation provenant d'une centrale située dans sa zone d'influence.

lch/Kar tf
AFP /AA1234/080856 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Turquie

L'Irak prendra toutes les mesures nécessaires pour s'opposer à Ankara

BAGDAD, 8 sept (AFP) - Bagdad prendra "toutes les mesures nécessaires" pour s'opposer à la Turquie qui veut imposer une zone tampon dans le nord de l'Irak, a affirmé dimanche un responsable irakien sans préciser si une riposte militaire était envisagée.

"Si la Turquie veut instaurer une zone de sécurité, elle n'a qu'à le faire sur son propre territoire et non en Irak, une telle mesure porterait atteinte à la souveraineté de notre pays et à son intégrité territoriale", a déclaré à la presse Hamed Youssef Hamadi, chef de la Commission de l'information au parlement irakien.

Il a assuré que les Etats-Unis appuyaient le projet de la Turquie. "La Turquie veut instaurer cette soi-disant zone de sécurité parce que les Etats-Unis veulent qu'Ankara le fasse", a-t-il estimé.

Il a souligné que le vide de pouvoir dans le nord de l'Irak, exploité par les séparatistes kurdes turcs qui en font une base arrière, est dû à la mise en place en 1991 par Washington et ses alliés occidentaux d'une zone d'exclusion aérienne.

Bagdad affirme que seul le rétablissement de son autorité dans le nord de l'Irak pourrait résoudre les problèmes frontaliers avec la Turquie et l'Iran qui effectuent souvent des incursions en territoire irakien chacun pour lutter contre les rebelles kurdes des deux pays.

La Turquie a annoncé samedi qu'elle avait achevé les préparatifs en vue de la création d'une "zone de sécurité" dans le nord de l'Irak destinée à empêcher les infiltrations des séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan.

L'intiative d'Ankara a reçu le feu vert des Etats-Unis qui ont affirmé "comprendre" tout en demandant des informations supplémentaires.

mch/jhd tf

AFP /AA1234/081218 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

~~A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse~~

Turquie-Kurdes

Huit militaires turcs tués par le PKK

ANKARA, 8 sept (AFP) - Huit soldats turcs ont été tués samedi dans la région d'Erzincan (est) par des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ont annoncé dimanche les autorités.

Un groupe de rebelles du PKK, venus probablement de la province voisine de Tunceli (est), une des places fortes de la rébellion kurde, ont ouvert le feu sur un véhicule qui revenait d'une patrouille dans la zone de Baspinar, dans la province d'Erzincan. Celle-ci se situe hors du champ de bataille classique du PKK.

Huit soldats ont trouvé la mort lors des premiers tirs à l'arme lourde des maquisards kurdes, selon les mêmes sources. Des renforts militaires ont immédiatement été dépêchés sur les lieux et ont lancé une vaste opération pour retrouver les rebelles.

Des accrochages armés ont eu lieu entre troupes turques et rebelles kurdes durant la nuit et l'armée poursuivait ses opérations en début d'après-midi dimanche, a indiqué le gouverneur d'Erzincan Recep Yazicioglu.

Le PKK opère généralement dans le sud-est anatolien à majorité kurde, situé aux frontières avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Sa rébellion armée et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus de 22.000 morts en douze ans.

CE/hc/pub eaf

AFP /AA1234/081150 SEP 96 - Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

dépêches du 9 Septembre 1996

Copyright 1996 The Associated Press. All rights reserved

The information contained in this news report may not be published, broadcast or otherwise distributed without the prior written authority of the Associated Press.

By BRIAN MURPHY

Associated Press Writer

KUSH TUPA, Iraq (AP) -- Fighting between rival Kurdish groups has ceased, although there have been no signs of retreat. Iraqi forces, too, remain dug in near the southern edge of the "no fly" zone, watching with guns silent.

For the first time in a week, there were no reports Friday of fighting anywhere in Iraq. But an alliance between the Kurdistan Democratic Party and Iraq was evident, as troops from both groups -- wearing their traditional olive-green baggy outfit belted by a cotton scarf -- set up checkpoints.

About 100 Iraqi tanks took up positions, and Iraqi trucks carried soldiers east from Kush Tupa, a small crossroads surrounded by farm fields and cattle that was seized Thursday by the KDP.

The site is only 15 miles south of Irbil, the city Iraqi forces captured last week when they intervened in northern Iraq to assist the KDP in a battle with a rival Kurdish group.

The Iraqi position -- anti-aircraft batteries, artillery, machine gun nests and mortars surrounded by sandbags -- is just north of the 36th parallel, the boundary of the northern no-fly zone.

The United States, Britain and France in 1991 declared two no-fly zones to protect Kurds in the north and minority Shiites in the south from Saddam Hussein's air force.

The Iraqis and the KDP teamed up Aug. 31 to drive the Patriotic Union of Kurdistan from Irbil, the main city in the northern "safe haven" for Kurds. The Iraqi incursion prompted the United States to launch cruise missile strikes against southern Iraq on Tuesday and Wednesday.

Turkey responded to Saddam's raids by announcing plans to establish a security zone stretching as much as 12 miles into northern Iraq. A pro-government Iranian newspaper today attacked that plan as a "clear violation of Iraq's sovereignty."

"It is necessary that, as a gesture of good neighborliness and in order to reduce tension in the region, Ankara immediately abort the plan," the English-language daily said.

European Union foreign ministers were meeting in Tralee, Ireland, today to consider a group response to Iraq's actions and the U.S. response. However, Irish Foreign Minister Dick Spring suggested there was little chance the 15 governments could reach a common position.

The United States and Britain finally abandoned similar efforts Friday to persuade the U.N. Security Council reach agreement and approve even a toned-down resolution criticizing the Iraqi incursion.

Meanwhile, a U.N. plan that would have allowed Iraq to sell \$2 billion worth of oil for an initial 180-day period to buy food and medicine has been put on hold. The U.N. was on the verge of giving the go-ahead to implement the plan when Saddam's troops invaded the protected Kurdish area.

On Friday, a senior U.N. official said the KDP said it would not interfere with the distribution of humanitarian goods under the "oil-for-food" plan. Concern over lack of cooperation had been cited as a reason for delay.

The agreement is an exemption from the trade embargo the United Nations imposed against Iraq after Baghdad's 1990 invasion of Kuwait.

In Washington, Defense Secretary William Perry said Friday the United States saw "positive developments" in northern Iraq, now that Saddam has pulled his forces south of Irbil.

Asked whether the Clinton administration was satisfied that Saddam was complying with U.S. demands, Perry said: "So far, so good."

Iraq's military command reported 16 sorties by allied warplanes over the northern no-fly zone Friday and 64 over the newly expanded southern zone.

"Up to now, our planes and anti-aircraft weapons have been unable to intercept and down any of the enemy planes," said a communique carried by the official Iraqi News Agency.

Slowly, the joy among KDP-backers at tipping the scales against their rivals has given way to anxiety about having made an alliance with Saddam. Irbil residents said members of Saddam's secret police and informants remained after Iraqi troops moved out.

In Dahuk, near the Turkish border, money-changer Ali Hassan keeps three things under the lid of his desk: brick-sized stacks of Iraqi dinars, a Koran and an old, creased picture of Saddam.

"They are the three forces that make the world go round," he said. "Money, God and the devil. ... We tried to be men of God, but instead we are playing with the devil."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, SEPTEMBER 9, 1996

Paris Clarifies Stance on Iraq

Reuters

PARIS — Foreign Minister Herve de Charette said Sunday that France declined to back the U.S. missile attacks on Iraq last week because Paris believed that they were unjustified and that France had not been sufficiently consulted.

"We are natural friends of the Americans, but that does not prevent us from having our own views once in a while," Mr. de Charette said on Radio Europe One from Tralee, Ireland, where he was attending a European Union foreign ministers' meeting.

"We do not believe that the movement of Iraqi troops inside Iraq alongside a Kurdish faction justified such a

response," he said. "We believe the initiatives taken by the United States could have warranted more consultations with us on the subject."

Asked if Paris condemned the U.S. action, he replied: "Let's not use big words. There is a difference in analysis between the United States and us on the subject."

France partly suspended its participation in patrols of Iraq's skies, but resumed the flights later, although not beyond the 32d parallel.

Mr. de Charette said he had particularly warm talks on the issue with Secretary of State Warren Christopher, who visited Paris on Thursday to discuss the situation.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, SEPTEMBER 9, 1996

U.S. to Stay Out of Fight As the Kurds Battle in Iraq

2 Cities in North Fall, But Saddam's Army Doesn't Look Involved

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — While repeating a warning to Saddam Hussein not to attack his own people, the chairman of the Joint Chiefs of Staff on Sunday described the latest fighting in northern Iraq as "Kurdish fighting" and said Iraqi troops appeared not to be taking part.

The official, General John Shalikashvili, also said the number of Baghdad's troops in the north was now in the hundreds, down from 40,000 a week ago.

Separately, Defense Secretary William Perry said the conflict in northern Iraq was a "civil war" in which U.S. intervention would be a mistake.

As the fighting continued, Kurdish spokesmen for the two key factions involved confirmed that two towns, Degala and Koi Sanjaq, had fallen to the group allied with Iraq, the Kurdistan Democratic Party.

But Mr. Perry, General Shalikashvili and other U.S. officials said there was no confirmation that Iraqi forces were directly involved in the fighting some 30 kilometers east of Arbil, where the latest round of fighting began Aug. 31.

The Patriotic Union said its forces had been overwhelmed by combined Kurdish and Iraqi Army forces. The group issued a statement from its Washington office calling on the United

States and its partners "to intervene urgently to halt the Iraqi aggression." The Kurdistan Democratic Party denied, however, that Iraqi forces were involved in the fighting.

Mr. Perry said that while the United States had long worked for a solution to the Kurdish conflict, U.S. vital interests were concentrated in the south and the "strategic center" of Iraq.

"My judgment is that we should not be involved in the civil war in the north," he said on CBS television.

General Shalikashvili also described the fighting in the north as "an internal matter between Kurds." But he repeated the Clinton administration vow that the United States "will not stand by idly" if President Saddam's forces attack Iraqi minority groups or threaten regional stability.

The U.S. response to the Iraqi incursion in the north, including the firing last week of 44 cruise missiles at Iraqi targets, continued to draw sharp reactions.

Some critics have said the U.S. actions left Mr. Saddam's forces militarily dominant in the north and in control of smuggling routes to Turkey, while inflicting scant damage on the air-control

Mr. Saddam that "he may have a temporary tactical advantage, but we have the strategic advantage."

She said on ABC television that the United States now controlled the skies of much of Iraq, with the help of French and British air contingents.

"We have choked Saddam Hussein off in the south," she said. "We really whacked him."

General Shalikashvili said that all Mr. Saddam had gained in the past week was "a most uncertain alliance with one faction of the Kurds."

The extent of Iraqi involvement in the latest fighting, on the other hand, was not clear.

"I don't know to what degree there's active assistance" of the Kurdistan Democratic Party forces by Iraq, General Shalikashvili said. "But what you're seeing is Kurdish fighting that we have seen in the past."

While most reports say Iraqi forces have not engaged directly in the latest battles, their tanks have been placed only a few miles behind the frontline positions of their Kurdish allies.

The Iraqi forces and the Kurdistan Democratic Party appeared to be pushing east toward the city of As Sulaimaniya, the last major stronghold of the Patriotic Union. As Sulaimaniya, 115 kilometers south of Arbil, is the last major northern Iraqi settlement still in Patriotic Union hands.

The fall of Degala and Taqtaq would put the Iraqi-backed faction in a stronger position to seize the Dokan dam, which provides water and electricity to Arbil.

■ Iraqi Minister Warns U.S.

Deputy Prime Minister Tariq Aziz warned Sunday that the crisis with the United States was not over and that Iraq was determined to shoot down allied planes patrolling no-flight zones over its territory, Agence France-Presse reported from Baghdad.

"When a foreign plane violates our airspace we have to resist by whatever means we have. If we can shoot it down, why not?" he said in an interview with the French television station TF1.

"We never accepted the no-fly zones, but we did not resist them materially," he said. "But when they attack us, when they kill our people and destroy our positions, this is different. Enough is enough."

See IRAQ, Page 8



centers hit by U.S. cruise missiles. Senator Richard Lugar of Indiana called it "a good week for Saddam."

But the U.S. chief delegate to the United Nations, Madeleine Albright, rejected that analysis, saying Sunday of

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, SEPTEMBER 9, 1996

CLA Abandoned Kurd Clients During Iraqi Incursion

By R. Jeffrey Smith
Washington Post Service

WASHINGTON — The Iraqi military's recent takeover of a city controlled by independent Kurdish groups broke up a long-standing CIA-funded covert operation to destabilize the Iraqi government and led to the arrest and apparent execution of more than 100 Iraqis associated with the effort, according to U.S. officials and Iraqi dissident sources.

A handful of American CIA officers who had been covertly stationed in a suburb of Arbil before the Iraqi attack were able to escape capture by leaving the area on Aug. 30, reaching southern Turkey after passing through the northern town of Zakho, according to several knowledgeable sources.

The officers had been stationed in the town to collect intelligence and question defectors, and they lacked the capability to help evacuate others from the path of the Iraqi troops, according to one source familiar with the incident. "This whole thing came down around them," the source said. "Basically, they sat tight for as long as they could."

The destruction of the headquarters in Arbil of the Iraqi National Congress, which Washington had set up in 1992 as an alternative to the regime of the Iraqi president, Saddam Hussein, has fulfilled a major ambition of Saddam's security services, the officials said.

The dissident group never succeeded in posing a serious challenge to Mr. Saddam's power and had been in decline over the past 18 months, largely because of feuds among the Kurds, but it had repeatedly harassed the Baghdad government. The dissidents disseminated anti-Saddam leaflets, books, television programming and radio broadcasts, employed hundreds of Iraqi defectors, and collected detailed military intelligence that they passed along to Washington.

When Arbil fell, Mr. Saddam's security agents moved swiftly to exact their revenge by conducting house-to-

house searches for its leaders, using a list of names and addresses of National Congress members, according to officials of the group in the Iraqi city of As Sulaimaniya, and in Washington and London. The security agents also looted the dissident group's headquarters, seizing high-tech communications equipment and computers purchased in part with millions of dollars in covert CIA funds.

Adding to the magnitude of the CIA's loss is the apparent execution of more than 100 members of the congress who were captured by the Iraqi secret police on Aug. 31 near the town of Qushtapa. They had assembled in Arbil on Aug. 28 and 29 as part of a police force being created at U.S. urging to halt fighting between warring Kurdish groups.

There have been "a lot of reports" that the congress was a subject of the Iraqi effort to crush opponents of the regime in Arbil, a senior State Department official confirmed. Two other senior U.S. officials said the group's reports of mass executions had been accepted by Washington as credible, although details remained scarce.

In addition, according to National Congress officials in Iraq and elsewhere, hundreds of others whom the Iraqi security agents suspected of involvement with the group were rounded up over the next several days and hauled away in trucks to Iraqi prisons in Kirkuk and Mosul. Their fate is unknown.

The absence of any U.S. protection for the members of the dissident congress in Arbil has provoked complaints from some of those associated with the group who say that Washington washed its hands of the congress once the Iraqi assault got under way.

"From my personal point of view, no one has offered us any help on the ground," said General Talal Ubaidy, head of National Congress military forces, speaking from As Sulaimaniya, where the group is attempting to re-establish its headquarters.

"On the day of the attack, a lot of my people kept asking, when are the Amer-

icans going to attack the Iraqi side?" the congress officer said. Noting that Washington's military response was to attack

a series of air defense radars in southern Iraq, he added that "a lot of our people feel extremely disappointed and bitter" about the lack of any American aid.

Another well-placed Iraqi dissident who is familiar with the National Congress echoed the complaint, saying "we got nothing, zilch" from Washington.

The comments reflected a shift in Washington's attitude toward the National Congress. When the group was formed in 1992 with CIA support, it was promoted by Washington as a way to unite the Kurds and other groups in northern Iraq into an organization that would amount, in effect, to a government in exile that was in Iraqi territory.

Along with the overt humanitarian relief program known as Operation Provide Comfort that was managed by a group of military officers based in northern Iraq, the congress was to give the United States, and the CIA, an important foothold inside the country.

In 1995, a consensus formed among top CIA officials and U.S. policymakers that the fruits of the agency's investment in the National Congress, amounting by then to millions of dollars, were "disappointing," as a U.S. official said.

■ Officials Won't Discuss Report

General John Shalikashvili, chairman of the U.S. Joint Chiefs of Staff, Madeleine Albright, chief U.S. delegate to the United Nations, and Defense Secretary William Perry all declined to comment Sunday when asked about reports that the Iraqi drive against the north had destroyed an anti-Saddam network put in place by the CIA, the International Herald Tribune reported from Washington.

But the general said: "We did have, up in the north, a military unit, the Military Coordination Committee, right on the Turkish border. We withdrew that unit as a precaution into Turkey, where they are right now."

Erbil, après l'attaque

La « capitale » du Kurdistan irakien a peu souffert de l'attaque.



Principal point noir à Erbil: il n'y a plus d'eau, ce qui oblige à se laver les mains dans des flaques.

Libération - 9 septembre 1996

Erbil envoyé spécial

Nombre d'habitants disent qu'«ils» ne sont pas repartis, qu'«ils» sont demeurés dans la ville. Un signe qui ne trompe pas: s'ils sont habillés avec le traditionnel vêtement des peshmergas (guérilleros kurdes), c'est bien en arabe et non en kurde qu'on les entend parler dans les restaurants d'Erbil. «Ils» désigne les gens des Moukhabarat, les terribles agents secrets irakiens. Arrivés samedi avec les troupes d'élite de Saddam Hussein, ils n'auraient pas quitté la ville après le retrait de celles-ci. Aujourd'hui, leur présence, réelle ou imaginaire, suscite encore une peur diffuse.

C'est de bon matin que, le 31 août, les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, appuyées par l'artillerie et les tanks irakiens, ont attaqué Erbil, la capitale du réduit kurde du nord de l'Irak qui, depuis décembre 1994, était passée sous le contrôle du parti rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Djalal Talabani. Depuis longtemps, le territoire des Kurdes d'Irak, de facto indépendant, est divisé entre ces deux formations ennemies. Même avant cette indépendance, acquise grâce à la pro-

tection des alliés occidentaux à la fin de la guerre du Golfe, les deux partis ne s'entendaient guère. Depuis, la situation a empiré. Cela a peu à voir avec l'idéologie, beaucoup avec les rivalités tribales et des problèmes de personnes.

Face à la poussée des chars irakiens, les peshmergas de l'UPK se sont vite repliés. En quelques heures, la ville a été prise. Ensuite, la chasse à l'homme a commencé dans cette ville de 600 000 habitants. Selon les témoignages de responsables humanitaires occidentales, les Kurdes du PDK ont traqué les hommes de l'UPK tandis que soldats et Moukhabarat irakiens faisaient de même avec les opposants au dictateur de Bagdad, nombreux à Erbil. «Les Irakiens se sont rués dans un bureau occupé par des opposants près du siège de mon organisation. Ignore s'ils ont pu s'échapper», a indiqué un «humanitaire» français.

En revanche, les pillages furent peu nombreux. «Rien à voir avec décembre 1994, quand les guérilleros de l'UPK ont pris la ville», ajoute le même témoin. Très vite, la direction du PDK a menacé de mort toute personne surprise en flagrant délit. «Nous avons récupéré les voitures volées et tout ce qui a été

pillé a été rendu à ses propriétaires», annonce un membre de la direction du PDK.

Les derniers événements ont laissé peu de stigmates dans la ville. L'activité commerciale a repris. Les boutiques sont bien approvisionnées. Un point noir cependant: il n'y a plus d'électricité ni d'eau. Le PDK accuse l'UPK d'empêcher le rétablissement de l'électricité; ce dernier rétorque que le réseau a souffert des combats.

Les sentiments de la population après les derniers événements sont mitigés. Le patron du salon de coiffure Omara s'insurge de ces batailles entre Kurdes. «Oui, je regrette,

l'époque de Saddam Hussein. Au moins l'ordre régnait en ville», dit-il. Mais de jeunes bijoutiers réagissent: «Non, nous ne voulons pas de Saddam. Il faut que les Kurdes se réconcilient. Plus jamais Saddam.» L'un d'eux, membre de la minorité turkmène, ajoute que les Irakiens ont kidnappé plusieurs membres de sa communauté, dont l'un de ses cousins.

Les responsables du PDK tentent de minimiser les exactions irakiennes, mais sans aller jusqu'à les nier. «Nous n'avons pas de confirmation», déclare Samy Abdoul Rahman. Quant à la réconciliation avec Saddam Hussein, qui a fait massacrer une partie de la famille de Barzani et quelque 8.000 membres de sa tribu, il l'explique par le cri d'alarme lancé à l'Occident et resté sans réponse. «Nous avons appelé à l'aide quand les forces de l'UPK, aidées par les Iraniens, nous ont attaqués. Seul Saddam a répondu», déclare Abdoul Rahman. Et d'ajouter: «A quoi sert une zone protégée si elle n'est pas défendue en cas d'attaque?» «Les Irakiens ne sont pas bons, mais les Iraniens sont pires. Et puis Bagdad a plus de droits sur le Kurdistan que Téhéran», ajoute un autre responsable de parti.

Hier, la guerre s'est poursuivie entre les deux formations, le PDK s'emparant des localités de Degala et Koysanjak. Peshmergas contre peshmergas: à présent, les hommes de Barzani ont repoussé ceux de Talabani à plus de 70 kilomètres vers la frontière iranienne ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Vidéosurveillance turque

La Turquie a relancé hier l'idée d'un système de surveillance électronique de sa frontière avec l'Irak pour empêcher les infiltrations des Kurdes du PKK depuis l'Irak. Ankara entend en outre créer une «zone de sécurité» provisoire en Irak, ce qui suscite des réserves de la France et la condamnation des Russes, des Syriens, des Irakiens et des monarchies du Conseil de coopération du Golfe.

Le secrétaire à la Défense William Perry a par ailleurs affirmé hier que les Etats-Unis ne s'engageront pas dans la «guerre civile» kurde mais continueront à protéger les intérêts de leurs alliés régionaux ainsi que la circulation du pétrole. En outre, selon le *New York Times*, Clinton aurait ordonné à la CIA d'approvisionner en armes et d'entraîner les opposants à Saddam. Le plan aurait échoué en raison de l'attaque irakienne.

LE SOIR - 9 septembre 1996

Ankara tient à la création d'une zone de sécurité dans le Kurdistan irakien

Irak : le monde s'inquiète des intentions turques

L'armée turque était prête, dimanche, à établir une zone de sécurité dans le nord de l'Irak le long de la frontière pour empêcher les infiltrations des rebelles du PKK et n'attendait plus qu'un ordre d'Ankara pour mettre ce plan à exécution.

La Turquie avait exprimé depuis le début de la nouvelle crise irakienne, le 31 août, la crainte que l'instabilité dans le nord de l'Irak ne s'accroisse, ce qui profiterait aux rebelles du PKK. Mais les réactions internationales se sont multipliées.

L'Iran a ainsi dénoncé, dimanche, la décision turque, la radio officielle expliquant que la création de cette zone tampon provoquera beaucoup de problèmes pour la Turquie dans ses relations avec les pays de la région.

De leur côté, les six pays arabes du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont dénoncé, dimanche, à Riyad les ingérences en Irak de certains Etats voisins de ce pays, dans une allusion notamment à la Turquie. Le chef de la diplomatie omanaise, Youssef ben Alaoui Abdallah, dont le pays assure la présidence en exercice du CCG, a fait état, dans une déclaration à la presse, à l'issue des travaux, de divergences entre les pays du Golfe et les Etats-Unis au sujet de la récente opération militaire américaine contre l'Irak.

Bagdad a pour sa part rejeté le projet turc, le qualifiant de violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Irak. Et

le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), la faction kurde soutenue par le régime de Saddam Hussein, a dans la foulée condamné le projet turc.

Grands alliés de la Turquie, les Etats-Unis, eux, ne s'opposent pas à ce que la Turquie établisse une zone de sécurité à sa frontière avec l'Irak, à condition que cette mesure soit limitée et temporaire, a indiqué, samedi, le secrétaire d'Etat Warren Christopher. Qui a estimé que les Turcs avaient des raisons authentiques de s'inquiéter pour leur frontière et pour le PKK. La Grande-Bretagne avait, elle aussi, indiqué auparavant qu'elle comprenait la volonté de la Turquie de renforcer la sécurité sur sa frontière avec l'Irak, mais

avait demandé à Ankara de ne pas intervenir militairement d'une manière qui enflammerait la situation encore plus dans la région. L'opinion de Londres a du reste mis au jour les divisions européennes à la réunion des ministres des Affaires étrangères, samedi, à Tralee (Irlande). Il n'y a pas de véritable gouvernement dans le nord de l'Irak, et, par conséquent, nous comprenons pourquoi la Turquie pourrait être inquiète s'il y avait un risque significatif qu'un grand nombre de personnes traversent cette frontière, a déclaré le secrétaire britannique au Foreign Office, Malcolm Rifkind. Au nom de l'ensemble de l'UE, le ministre irlandais Dick Spring a

cependant affirmé l'attachement des Quinze à l'intégrité territoriale de l'Irak. En cas d'intervention turque, nous aurions des inquiétudes, a-t-il dit. Nous sommes en faveur du respect de la souveraineté territoriale irakienne, a renchéri le chef de la diplomatie française Hervé de Charette.

Le ministre grec des Affaires étrangères a, quant à lui, très vivement réagi aux mesures prises par Ankara. La Turquie ne protège pas les Kurdes, elle les massacre, et je crois qu'il y a eu une tolérance injustifiée des Etats-Unis à l'égard de l'invasion par la Turquie du nord de l'Irak, a affirmé Theodore Pangalos. (D'après AFP.)



Des dizaines de camions étaient victimes, ce week-end, de la fermeture de la frontière turco-irakienne décidée à Ankara. Photo AP.

Les combats continuent entre factions kurdes

Des affrontements opposaient, dimanche, les factions kurdes rivales dans le nord de l'Irak. Selon des sources kurdes concordantes, des combats opposaient les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, allié de Bagdad) à celles de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dans la région de Degala, qui commande la route vers Suleimanieh, dernier bastion de l'UPK, hostile au régime de Saddam Hussein.

Selon un responsable du PDK, des chars irakiens se trouvaient toujours, dimanche, dans la localité de Koch Tepa, dans la région de Degala. Mais l'UPK a assuré que les forces irakiennes soutenaient le PDK dans cette

bataille également et appelé les Etats-Unis à « intervenir d'urgence pour arrêter l'agression irakienne contre le peuple kurde ». Dimanche après-midi, l'UPK a annoncé que la ville kurde de Koysanjak (80.000 habitants), dans le nord de l'Irak, avait été prise par la faction kurde rivale, PDK, et par les troupes de Bagdad. Selon le communiqué de l'UPK, les forces du Parti démocratique du Kurdistan et l'armée irakienne, appuyées par des chars et l'artillerie lourde, ont pris le contrôle de la ville.

De son côté, le ministre français des Affaires étrangères, Hervé de Charette, a affirmé, dimanche, qu'il n'y avait, à sa connaissance, plus de troupes irakiennes dans le nord de l'Irak. Il n'y a

pas dans la communauté internationale de volonté de séparer le nord de l'Irak du reste de ce pays, a ajouté M. de Charette. Nous pensons tous que la stabilité dans cette région suppose que l'Irak soit maintenu dans ses frontières.

Enfin, le secrétaire général de l'Otan, Javier Solana, a déclaré, hier soir, que la résolution de l'ONU prévoyant la reprise d'une exportation limitée de pétrole irakien en échange de nourriture et de médicaments allait bien être réappliquée. Je suis sûr que cette résolution va entrer de nouveau en vigueur dans quelques heures, a déclaré M. Solana, à la veille de sa visite officielle à Madrid. (AFP.)

Rumeurs de complots

Plus de 120 officiers irakiens auraient été exécutés au début du mois d'août après une tentative d'attentat contre Saddam Hussein le 18 juillet, rapporte dimanche « The Sunday Times », qui cite des sources occidentales. Un complot, impliquant des membres de la famille du président irakien, avait prévu de faire bombarder le palais présidentiel à Bagdad par des officiers des forces irakiennes aériennes. Les forces de sécurité de Saddam aurait mis au jour le complot 24 h avant sa réalisation et plus de 300 officiers auraient été arrêtés.

Par ailleurs, l'attaque irakienne contre les zones kurdes au Nord du pays a ruiné un plan secret américain visant à renverser Saddam Hussein, selon le « New York Times » de samedi. Selon le quotidien, qui cite un agent secret américain, un groupe d'agents de la CIA, chargé de superviser l'opération contre le dirigeant irakien dans le Nord du pays, a quitté l'Irak la semaine dernière lors du lancement de l'attaque irakienne sur Erbil. Bill Clinton aurait ordonné à la CIA d'aider les groupes d'opposants au régime afin de renverser Saddam Hussein. La CIA aurait dépensé 20 millions de dollars à cette fin en 96. (D'après AFP.)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

Les Kurdes s'interrogent sur la sécurité promise par Washington
Par l'envoyée spéciale de l'AFP, Laurence CHABERT

ZAKHO (Irak du Nord), 9 sept (AFP) - Les Kurdes irakiens, menacés par des interventions de l'Irak, l'Iran et maintenant la Turquie, s'interrogent sur la sécurité promise par les Etats-Unis et leurs alliés voilà cinq ans.

"Nous sommes massacrés de toute façon, qu'il s'agisse des bombardements irakiens, turcs ou iraniens", relève Sami Abdoul Rahmane, membre du bureau politique du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), pour justifier l'appel de son parti aux troupes irakiennes afin de prendre Erbil le 31 août.

"S'il s'agit d'une zone protégée, elle doit l'être de tout le monde", ajoute-t-il. Le PDK explique son appel à l'Irak, dont les chars pénétraient pour la première fois au Kurdistan irakien depuis 1991, en accusant la faction rivale, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), d'avoir recours à l'Iran.

De son côté, le chef de l'UPK, Galal Talabani, a critiqué le fait que les raids punitifs américains et l'extension de la zone d'interdiction de vol pour l'armée irakienne n'aient concerné que le sud de l'Irak.

Les Etats-Unis et leurs alliés "sont intéressés par la protection des flux de pétrole, pas par celle du peuple kurde", a-t-il lancé.

Le Kurdistan irakien est menacé au sud par l'Irak, au Nord par la Turquie et à l'est par l'Iran. Seule la Syrie à l'ouest ne dit rien.

Au sud, le président irakien Saddam Hussein a annoncé son intention de ne plus respecter la zone d'interdiction de vol imposée par les alliés en 1991 au nord du 36-ème parallèle.

L'UPK affirme que des chars irakiens restent toujours stationnés à une trentaine de kilomètres d'Erbil évacué par l'armée irakienne et que leur artillerie a soutenu le PDK dimanche pour prendre Koysanjak sur la route menant à son fief de Souleimanieh.

Le PDK a assuré pour sa part qu'il ne comptait pas prendre Souleimanieh mais simplement la centrale de Dokan pour rétablir l'électricité et l'eau à Erbil coupées depuis le 31 août.

Dans le nord, la Turquie a fait part de son intention, condamnée par le PDK et l'UPK mais approuvée par les Etats-Unis, d'établir une zone tampon.

Ankara veut maîtriser les indépendantistes du PKK, parti des travailleurs du Kurdistan, et a massé des troupes près de la frontière.

Dimanche le poste frontière de Zakho était calme et aucun mouvement de troupes turques n'était perceptible de l'autre côté de la frontière.

Environ 14.000 réfugiés kurdes turcs vivent dans le camp d'Atrush à quelques dizaines de kilomètres de la frontière depuis l'intervention massive des troupes turques au printemps 1995.

A l'est enfin l'Iran a exprimé son souhait de parvenir à une solution pacifique au Kurdistan irakien. Ses troupes avaient effectué fin juillet une incursion jusque dans les montagnes surplombant Koysanjak pour bombarder un camp du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI).

L'UPK et le PDK se reprochent mutuellement d'avoir ouvert leurs territoires aux agents irakiens et iraniens. Le PDK n'exerce plus de contrôle particulier au poste d'Asker-Kalak au sud d'Erbil, entre sa zone et l'Irak, a-t-on pu constater.

La population, de son côté, paraît appréhender l'avenir. Plusieurs Kurdes interrogés en zone PDK ont fait part sous le couvert de l'anonymat de leur effroi face au retour des troupes de Saddam Hussein.

A Souleimanieh où l'essence vaut maintenant quatre fois plus cher qu'en zone PDK, les habitants redoutent d'être la prochaine cible du mouvement

kurde allié à Bagdad et nombre d'entre eux avouent avoir "tout préparé pour fuir en Iran".

lch/jas/jeb/pub eaf
AFP /AA1234/090825 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-ONU

Réunion à l'ONU lundi sur l'application de l'accord 'pétrole contre nourriture'

NEW YORK (Nations unies), 9 sept (AFP) - Des responsables de l'ONU, chargés de préparer la mise en oeuvre de l'accord "pétrole contre nourriture" en Irak, doivent se réunir lundi au siège des Nations unies à New York, a annoncé le porte-parole de l'ONU lundi.

La commission spéciale de l'ONU, dirigée par le sous-secrétaire général des Nations unies, le général Chinmaya Gharekhan, va se pencher sur les problèmes techniques, comme la question d'une formule des prix du pétrole irakien, ou de l'aide bancaire, a précisé le porte-parole, Sylvana Foa.

L'ONU avait annoncé le 1er septembre une "suspension" de l'application de la résolution 986 qui prévoit l'exportation par l'Irak, sous contrôle international, de l'équivalent de 2 milliards de dollars de pétrole par semestre pour acheter des vivres et des médicaments, après l'entrée des troupes irakiennes dans les zones kurdes du nord de l'Irak.

Mais les Nations unies insistent sur le fait que l'accord n'est pas gelé et que la préparation pour sa mise en oeuvre reste en cours, malgré les retards créés par l'offensive irakienne dans les régions kurdes du nord de l'Irak lancée le 31 août.

Si elle est appliquée, la résolution 986 mettrait fin à un embargo décrété par l'ONU en 1990, après l'invasion irakienne du Koweït.

La France et la Russie, opposées aux déclarations de Washington annonçant un gel de l'accord dû à l'offensive irakienne dans le Kurdistan, ont maintenu la semaine dernière la pression sur l'ONU pour s'assurer que la résolution serait appliquée, dès que les conditions de sécurité seraient réunies.

Ces deux pays espèrent tirer profit de la mise en oeuvre de la résolution 986.

Selon des diplomates occidentaux, l'Italie doit proposer cette semaine un texte, dont elle espère obtenir l'approbation par les quinze membres du Conseil de sécurité, demandant à M. Boutros Boutros-Ghali de mettre la résolution 986 en oeuvre dès que possible.

L'accord "pétrole contre nourriture" s'appliquera d'abord pendant une période de six mois, après que M. Boutros-Ghali eut donné son aval au Conseil de sécurité.

Mais Washington veut obtenir une reformulation des détails de l'accord, en raison de la situation actuelle dans le Kurdistan irakien, où le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), allié du président irakien Saddam Hussein, contrôle Erbil, région la plus concernée par l'application de la résolution.

Selon des diplomates des Nations unies et des observateurs indépendants, l'accord "pétrole contre nourriture" ne sera probablement pas appliqué avant les élections présidentielles américaines de novembre.

ap/gic/mr T.F
AFP /AA1234/091948 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Irak-Kurdes prev

La Turquie entretient le flou sur ses intentions réelles
par Hervé COUTURIER

ANKARA, 9 sept (AFP) - Les dirigeants turcs ont continué lundi à entretenir la confusion sur leurs intentions réelles dans le nord de l'Irak, tandis qu'à la frontière, où l'armée turque est prête à toute éventualité, la situation restait calme.

Le ministre des Affaires étrangères, Tansu Ciller, qui depuis six jours a fait des déclarations multiples et parfois déroutantes, a affirmé lundi: "Notre priorité n'est pas de faire entrer des troupes dans le nord de l'Irak".

"Notre priorité est qu'une défense puisse être formée dans la région contre toute infiltration (des militants) du PKK" (Parti des Travailleurs du Kurdistan), a-t-elle dit à la presse.

De son côté, le président Suleyman Demirel, dans un entretien téléphonique avec son homologue égyptien Hosni Moubarak, rapporté par l'agence Mena, a déclaré que son pays "n'avait pas l'intention de déployer ses soldats en Irak".

Ces déclarations ne cadrent pas avec celles faites la semaine dernière par Mme Ciller et d'autres responsables du ministère des Affaires étrangères, sur la création d'une "zone de sécurité" dans le nord de l'Irak, le long de la frontière, pour empêcher les infiltrations des rebelles kurdes séparatistes du PKK.

Ces responsables avaient alors indiqué que les troupes turques créeraient une ou plusieurs zones de sécurité dans le nord de l'Irak et s'y maintiendraient tant que ce serait nécessaire.

La plupart des analystes à Ankara, qui s'efforcent de déchiffrer les signaux envoyés par le gouvernement depuis le début de la nouvelle crise irakienne, voient mal comment on peut créer efficacement une zone de sécurité sans s'y implanter militairement.

Selon certains, la Turquie pourrait en fait vouloir se contenter de "déclarer" comme "zone de sécurité pour la Turquie" la bande frontalière du côté irakien, mais sans y faire entrer ses troupes. Celles-ci n'y pénétreraient, pour des opérations ponctuelles, qu'au cas où seraient détectées dans cette zone des activités des rebelles.

Mais d'autres objectent qu'un tel schéma ne serait pas une nouveauté par rapport à la situation ayant prévalu jusqu'ici, et s'étonnent donc qu'Ankara en ait subitement fait une grande publicité.

Les troupes turques font en effet depuis plus de 18 mois de fréquentes incursions en territoire irakien pour frapper les rebelles du PKK qui utilisent la région comme base arrière.

Elles avaient notamment mené une opération d'envergure, avec 35.000 hommes appuyés par les chars et l'aviation, pendant six semaines au printemps 1995.

Les analystes s'accordent à estimer qu'Ankara a d'abord voulu sonder les réactions internationales à l'idée d'une zone-tampon dans le nord de l'Irak. La Turquie avait été vivement critiquée lors de son opération du printemps 95, seuls les Etats-Unis l'ayant soutenue.

Là encore, Washington, ainsi que Londres, sont pratiquement les seules capitales ayant exprimé de la compréhension pour l'idée d'une zone de sécurité. Celle-ci a été accueillie fraîchement par la France et d'autres pays européens et avec hostilité par de nombreux pays de la région, dont l'Irak et l'Iran.

Sur le terrain, la situation est restée calme lundi à la frontière, selon des journalistes présents dans la région.

En revanche, l'armée turque a poursuivi comme d'habitude diverses opérations contre le PKK dans l'est et le sud-est anatoliens. La super-préfecture de Diyarbakir et l'agence Anatolie ont indiqué que 35 rebelles avaient été tués dans ces opérations au cours des derniers jours.

HC/sg

tf

AFP /AA1234/091803

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Allemagne-Iran

Des consulats iraniens repaires des services de sécurité, selon Banisadr

BONN, 9 sept (AFP) - L'ancien président iranien Abolhassan Banisadr a affirmé que les consulats d'Iran à Francfort (ouest) et Hambourg (nord) étaient des plaques tournantes du ministère iranien de la Sécurité, dans une interview au quotidien allemand Frankfurter Rundschau à paraître mardi.

M. Banisadr, entendu ces jours derniers comme témoin lors du procès à Berlin des meurtriers présumés de quatre opposants kurdes iraniens, avait déjà affirmé à la barre que l'Iran conduisait ses opérations terroristes en Europe depuis le sol allemand.

Il avait accusé aussi le guide de la République islamique iranienne Ali Khamenei et son président Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani d'avoir commandité l'attentat contre les opposants Kurdes, commis à Berlin en septembre 1992.

"Deux consulats, l'un à Hambourg, l'autre à Francfort servent de bases au ministère de la sécurité et leurs consuls sont nommés directement par ce ministère", a accusé M. Banisadr, 63 ans, exilé depuis 1981 en France dans son interview à la Frankfurter Rundschau.

Un "conseil des affaires spéciales" a selon lui commandité, outre l'attentat contre les quatre Kurdes, d'autres assassinats commis à Rome et à Paris notamment.

L'ancien président a affirmé avoir remis au parquet fédéral allemand une liste d'agents des services de renseignements iraniens actifs en Allemagne.

Il a par ailleurs accusé le gouvernement allemand d'être impliqué dans des ventes d'armes à l'Iran.

Les déclarations de M. Banisadr devant le tribunal de Berlin ont irrité au plus haut point les autorités iraniennes qui ont mis en garde Bonn contre une dégradation des relations bilatérales et demandé à l'Allemagne l'extradition de l'ancien chef d'Etat.

ha/stb

tf

AFP /AA1234/092036

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Irak-Kurdes 2èlead

Les Etats-Unis essaient de faire sortir d'Irak des opposants

WASHINGTON, 9 sept (AFP) - Les Etats-Unis font "tout ce qu'ils peuvent" afin d'aider des opposants irakiens, qui oeuvraient avec Washington pour renverser le régime de Bagdad, à fuir l'Irak, a affirmé lundi le président américain Bill Clinton.

M. Clinton était interrogé par la presse sur le sort de certains opposants irakiens basés dans le nord de l'Irak, qui essayaient de renverser le régime de Saddam Hussein avec l'aide de la CIA (agence de renseignement américaine), mais qui seraient maintenant livrés à eux-mêmes.

Le président a refusé de commenter une information du Washington Post selon laquelle environ 200 de ces ressortissants irakiens, membres du Congrès national irakien, seraient terrés dans la localité de Salahuddin. Le journal affirme que plusieurs d'entre eux ont fait appel aux Etats-Unis pour obtenir l'asile politique.

Une centaine d'autres opposants auraient été arrêtés par les forces irakiennes durant la prise de la ville d'Erbil, le 31 août, et exécutés, selon des sources irakiennes et américaines citées par le journal.

"Nous faisons tout ce que nous pouvons pour aider quiconque doit quitter l'Irak", a dit M. Clinton.

"Nous faisons tout ce que nous pouvons pour faire sortir d'Irak les citoyens américains et ceux qui ont travaillé avec nous", a-t-il poursuivi, sans toutefois fournir le moindre détail.

La référence à des citoyens américains concerne, de toute évidence, le personnel de la CIA qui était basé dans le Kurdistan irakien pour encadrer le Congrès national irakien, un mouvement d'opposition financé par les Etats-Unis. Selon la presse américaine, tous ces agents de la CIA seraient parvenus à s'échapper avant la prise d'Erbil.

"Nous avons fait tout ce que nous pouvons pour expliquer clairement aux Kurdes qu'il ne doit pas y avoir de tueries de civils et d'autres personnes qui n'ont pas pris part aux combats" entre factions kurdes, a encore dit M. Clinton.

"Nous faisons tout ce que nous pensons pouvoir faire et ce que nous pensons être approprié", a-t-il ajouté.

Les troupes irakiennes sont intervenues fin août au nord du 36ème parallèle (région d'Irak théoriquement placée sous la protection des Etats-Unis et de leurs alliés depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991) à la demande du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) face à un autre parti kurde, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, proche de l'Iran).

M. Clinton a insisté sur le fait que "l'essentiel des combats est le fait des forces kurdes", laissant donc entendre que le rôle des troupes irakiennes était très faible.

Les Etats-Unis, a déclaré M. Clinton, "ont fait beaucoup pour aider les Kurdes depuis des années". Mais, a-t-il déploré, les combats fratricides entre Kurdes rendent "plus difficile" la tâche de Washington.

"J'aimerais faire plus pour aider les Kurdes mais franchement (...) pour que les combats se terminent, les leaders des diverses factions vont devoir se montrer prêts à retourner à la table de négociations et à discuter", a dit M. Clinton.

Les Etats-Unis avaient essayé jusqu'à la fin du mois d'août de mettre sur pied à Londres des négociations entre le PDK et l'UPK, mais sans succès.

CHZ/ft/gic

eaf

AFP /AA1234/091758

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Iran-Irak-Turquie

Téhéran juge "inacceptable" la zone de sécurité turque en Irak

TEHERAN, 9 sept (AFP) - L'Iran a rejeté lundi comme "inacceptable" le projet de création par la Turquie d'une zone de sécurité dans le nord de l'Irak, estimant que cette mesure pourrait accroître la tension dans la région.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Mahmoud Mohammadi, a déclaré que le projet turc constituait une "violation de l'intégrité territoriale de l'Irak".

Cité par l'agence officielle IRNA, M. Mohammadi a déclaré que la décision d'Ankara était "contraire aux pratiques de bon voisinage" et constituait une "violation des règles internationales". Cette mesure est "inacceptable pour la République islamique d'Iran", et elle "pourrait accroître la tension dans la région, a-t-il ajouté.

Le président de la commission des Affaires étrangères du parlement et secrétaire de l'important Conseil Suprême de Sécurité (CSS, plus haute instance en matière de défense de l'Iran), l'Hodjatoleslam Hassan Rouhani, a qualifié pour sa part de "non-sens" la décision d'Ankara.

M. Rouhani, cité par le journal de langue anglaise Iran News, a déclaré que "la Turquie se trompe". "C'est un non-sens, pour quelque pays que ce soit, de créer des zones-tampon en prenant pour prétexte des considérations de sécurité", a-t-il dit.

Il a estimé au contraire que l'Iran, la Syrie et la Turquie devraient "travailler la main dans la main pour rétablir la paix et le calme dans le Kurdistan irakien" et amener les factions kurdes à engager un "dialogue politique".

La Syrie a convoqué dimanche l'ambassadeur turc à Damas, M. Ugur Ziyal, pour lui faire savoir son opposition à l'instauration d'une zone de sécurité dans le nord de l'Irak.

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Mahmoud Vaezi avait déjà critiqué implicitement dimanche la décision turque en soulignant l'attachement de l'Iran à "l'intégrité territoriale de l'Irak et à son unité".

La décision d'Ankara de créer une zone de sécurité dans le nord de l'Irak, le long de la frontière turco-iraniennne, vise à empêcher la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, opposé à Ankara), de profiter du vide du pouvoir dans cette région pour relancer ses offensives contre la Turquie.

cro/tm t.f
AFP /AA1234/090927 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

35 rebelles kurdes tués par l'armée turque

ANKARA, 9 sept (AFP) - Trente-cinq rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires et combats dans l'est et le sud-est de la Turquie, ont annoncé lundi la super-préfecture de Diyarbakir et l'agence Anatolie.

Un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir indique que 26 maquisards kurdes ont été tués dans des opérations et combats dans les régions de Sirnak, à la frontière avec la Syrie et l'Irak, de Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde), de Siirt (sud-est) et de

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Syrie-Irak-Turquie

Damas demande au gouvernement turc de revenir sur sa décision

DAMAS, 9 sept (AFP) - La Syrie a demandé lundi au Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan de revenir sur sa décision d'établir une zone tampon dans le nord de l'Irak, car elle vise selon Damas à "diviser" ce pays.

"Le gouvernement de M. Erbakan, hostile aux plans coloniaux de l'occident et à l'hégémonie des étrangers, devrait réviser sa position et oeuvrer en faveur de la sécurité et de la paix dans la région et non des intérêts des Etats-Unis et d'Israël", écrit al-Baas, journal du parti au pouvoir.

Selon le quotidien, la décision de la Turquie de créer une zone de sécurité le long de sa frontière commune avec l'Irak est "une tentative turque d'occuper une partie du territoire irakien pour le diviser et pour briser l'unité du peuple irakien".

"Cette décision menace la sécurité et la stabilité des Etats de la région et les intérêts de leurs peuples", ajoute al-Baas en avertissant qu'"un partage de l'Irak en mini-états aurait des conséquences similaires sur les autres Etats du Proche-Orient".

La Syrie, la Turquie et l'Iran, pays frontaliers de l'Irak et abritant des minorités kurdes, tiennent des réunions semestrielles pour examiner la situation dans le nord de l'Irak. Lors de ces réunions, l'accent est régulièrement mis sur l'intégrité territoriale de l'Irak.

rm/sl/php t.f

AFP /AA1234/091056

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Italie-Irak-Turquie

L'Italie désapprouve la création d'une zone de sécurité en Irak

ROME, 9 sept (AFP) - Le ministre italien des Affaires étrangères Lamberto Dini a déclaré lundi à Rome que l'Italie désapprouve l'idée avancée par la Turquie de créer une zone de sécurité dans le nord de l'Irak.

Au cours d'un débat parlementaire sur la situation en Irak, le ministre italien a souligné les risques que comporte l'intention turque, annoncée dimanche à Ankara, de créer une zone tampon en territoire irakien pour empêcher les infiltrations des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

"L'Italie n'approuve pas la création d'une zone tampon", a-t-il dit soulignant "les risques d'une telle initiative". "La Turquie, a-t-il dit, l'envisage comme une mesure de prévention et de protection, mais nous ne partageons pas ce point de vue".

Il a ajouté que les dernières informations en provenance du Kurdistan indiquent que les combats continuent entre le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) soutenu par Bagdad, et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK). "Dans ce contexte, a-t-il dit, il est souhaitable que la Turquie, comme tous les pays limitrophes, s'abstienne d'initiative qui risquerait d'aggraver la crise".

xb/mr T.F

AFP /AA1234/091916

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

The Guardian Tuesday September 10 1996

IRAQ CRISIS: Arabs linked to CIA-backed body appeal to

Washington for asylum • Iran warns of humanitarian crisis

Abandoned and fearing for their lives

Members of an anti-Saddam group holed up in Salahuddin spoke to **Jonathan Randal**, before the fall of Sulaymaniyah

TWO hundred Iraqi Arabs who have connections to the CIA-backed opposition to President Saddam Hussein are holed up in the mountain resort of Salahuddin after fleeing the city of Irbil when Iraqi troops seized it 10 days ago. They are convinced that they will be killed by Baghdad's secret police and during our interview several of them appealed to the United States for political asylum.

The men — renegade army officers, engineers and other professionals who are members of the US-financed Iraqi National Congress — said they were running out of money. They were short of blankets and most were sleeping outside in the increasingly chilly late summer nights. They said neither the United Nations nor the Red Cross had visited them.

About 100 of their colleagues were arrested by Iraqi secret police during the capture of Irbil and apparently executed, according to US officials and Iraqi dissident sources.

The US government has sponsored the Iraqi National Congress to generate opposi-

tion to President Saddam since the Gulf war in 1991. President Saddam's thrust into the formerly protected Kurdish zone broke up the CIA-funded operation and the handful of CIA officers stationed in Irbil fled.

It is not clear whether the men here were full-time employees of the CIA operation, or part of a military force mustered by the Iraqi National Congress to police a potential ceasefire between warring Kurdish factions.

Over ever-mounting ashtrays, they said they felt betrayed and abandoned, and convinced that Baghdad's secret police were lurking outside their headquarters, a former hotel on Salahuddin's main street.

"We cannot get to the border of Iraq, Turkey or Iran," one man said. "We are trapped like rats."

The Iraqi National Congress comprises a number of groups, ranging from separatist Kurds to southern Shi'ites and secular opponents of the government, who have taken refuge in the semi-autonomous Kurdish zone and were associated with the US-sponsored opposition. It is dominated by the fractious Kurds, which is one reason why it has failed to generate broad support within Iraq's Sunni Muslim-dominated political establishment and military.

A 12-man committee representing a Shi'ite Arab group within the congress expressed scepticism about reassurances concerning their safety from senior security officials of the Kurdistan Democratic Party. The KDP has its head-

quarters in Salahuddin but has formed a tactical alliance with the Iraqi government.

"They say they are responsible for our safety," one man said. "But we are not sure at all." Even leaving the walled compound to cross the street for food and cigarettes was a mortal danger, another said.

An Iraqi National Congress source in Washington said the US had warned the KDP that it would be held responsible for any harm to congress members.

The committee members insisted their doubts were justified in the light of the KDP's alliance with Baghdad to capture Irbil from the rival Patriotic Union of Kurdistan.

"We cannot tolerate any Iraqi secret police in Irbil, much less in Salahuddin," a top KDP official said. He conceded, however, that in the immediate wake of the capture of Irbil, the Iraqi secret police "had exploited an opportunity" before his party insisted they stop.

The National Congress group was unconvinced. "Why did the KDP not warn us?" a committee member asked. And why, others said, had the US not honoured what they considered its pledge to use air power to thwart the Iraqi offensive?

Even the 60 National Congress men driven to the KDP — out of danger in an exposed area west of Irbil said they had left only 15 minutes before the Iraqi army attacked. Other survivors said most had escaped on foot, walking for 24 hours to get to Salahuddin.

A senior KDP official insisted the group was free to go. "We will not prevent them from leaving. We are responsible for protecting them."

One officer described the "ultimate nightmare" of seeing Iraqi secret police disguised in traditional Kurdish baggy trousers storm the homes and offices of the Iraqi National Congress in Irbil, with detailed lists of what and whom to look for.

The National Congress members here know that they could expect no quarter if captured by the secret police. "In Iraq, if you are arrested, you are dead," one man said.

Another said that was why "we will fight to the last bullet then commit suicide, rather than fall into Saddam's hands." — Washington Post.

They felt betrayed and abandoned — convinced that Baghdad's secret police were lurking outside their HQ

The Guardian Tuesday September 10 1996

Feuding Kurds get cold comfort from West as aid operation dies

Martin Walker
in Washington

ONE of the most serious casualties of Saddam Hussein's drive into northern Iraq is "Operation Provide Comfort", which has virtually collapsed under the weight of Kurdish infighting.

Although American aid workers were ordered to flee last week, "there is no doubt that there will be a continuing humanitarian mission — probably a larger one — because of refugees from the latest fighting," a Washington diplomat involved in the reassessment told the Guardian yesterday. "But the framework for the operation is now clearly obsolete."

As well as the humanitarian mission, British and United States officials are hoping to craft a structure to prevent the Iraqi president from consolidating his authority over Kurdistan.

They admit frankly that they do not know whether the tactical alliance between Baghdad and Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) will endure. For the moment, Washington and London's policy is to reconcile the rival forces of the KDP and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), whose divisions are more a matter of clans and personalities than ideology.

The situation is made more complex by the shadowy role of Iran, and by the determination of Turkey, a Nato ally, to take advantage of the Iraqi crisis to attack its own Kurdish guerrillas, the Kurdish Workers' Party (PKK).

Ankara has been trying for months to close Operation Provide Comfort, and to reopen the Iraqi oil pipeline into Turkey. Until President Saddam's latest incursion, the protective air patrols had been cut back from 90 flights a day to four. Turkey has also increasingly taken over the ground patrols from the original US, French and British forces, despite Kurdish complaints that these patrols have become a cover for Turkish anti-guerrilla operations.

Iran yesterday appealed for aid to assist Iraqi Kurd refugees from the fighting, saying they would have to be housed in border camps, state-run Tehran radio said.

It quoted Ahmad Hosseini, Tehran's top official in charge of refugees, as saying Iran would allow countries and international organisations to provide relief to the border camps.

Mr Hosseini said 500,000 Kurds were made homeless or were on the run because of the inter-Kurdish fighting around the northern Iraqi city of Sulaymaniyah, and needed food, clothing and heating equipment.



"If world bodies send the needed aid in time we will be able to avoid a human tragedy," the radio quoted him as saying, adding that Tehran was already providing emergency and medical help.

Iran maintains that Turkey's proposed security zone

in Iraq will escalate regional tensions.

The foreign ministry spokesman Mahmoud Mohammadi said Tehran believed such a zone violated Iraqi territorial integrity, which had to be maintained.

THE NEW YORK TIMES

TUESDAY, SEPTEMBER 10, 1996

FACTION OF KURDS SUPPORTED BY IRAQ TAKES RIVAL'S CITY

THOUSANDS FLEE IN PANIC

No Shots Fired as Defenders Abandon Their Stronghold Before Arrival of Foe

By DOUGLAS JEHL

SULAIMANIYA, Iraq, Sept. 9 — As thousands of its residents trudged into barren mountains in an anxious exodus, this city in northern Iraq fell tonight to the Kurdish faction backed by President Saddam Hussein after being all but abandoned by its defenders.

Not a shot was fired as some 2,000 fighters of the Kurdistan Democratic Party arrived from the south shortly after 8 P.M. and took over the empty headquarters of the Patriotic Union of Kurdistan, a rival group that had made the city its stronghold.

At least 50,000 of its 400,000 residents had fled before the takeover, and the city remained quiet late tonight, its silence disturbed only by honking horns in tribute to a victory that has now left the Kurdistan Dem-

ocratic Party forces of Massoud Barzani in control of all the big cities in Iraq's Kurdish region.

[In Washington, President Clinton said the United States was doing "everything we can" to help American-supported Iraqi dissidents trapped by the fighting between Kurdish factions and hunted by President Hussein's security forces. But he stopped short of offering direct American help. Page A8.]

Azular Fieko, the commander of the Barzani force, said more fighters along with Mr. Barzani would arrive on Tuesday to consolidate their takeover. He said they would also try to reassure those who had fled in fear that the arrival of the Kurdistan Democratic Party forces meant that the city would once again come un-

der the thrall of Mr. Hussein.

No clear evidence emerged today to substantiate claims by the Patriotic Union that its rivals had been assisted by Iraqi forces in their offensive toward the city. There was no sign late tonight of an Iraqi presence in the city, which lies outside the zone in northern Iraq that the United States and its allies set up as a safe haven for the Kurds after the Persian Gulf war in 1991.

But those who had fled beginning in the dark hours of the morning said they had no doubt that the fall of Sulaimaniya would be followed by the kind of brutal repression by Iraqis to which the Kurds have been subjected many times before.

"We're looking for our fate," said Mirwady Ahmed, a 45-year-old mother of four who with her family had left her home at 3 A.M. to begin walking toward the Iranian border, three days away. "Massoud Barzani has sold the Kurds to Saddam and left them without a destination."

Mr. Barzani relied on Iraqi support to capture the city of Erbil from the Patriotic Union on Aug. 31, beginning what may now be a crushing blow in a long-running civil war. Word of executions and arrests by Iraqi agents that reportedly followed left many here in terror long before the Barzani forces arrived.

The range of those who fled today included Iraqi Army deserters, Patriotic Union loyalists and ordinary Kurds who have no affection for either of the rival political and military factions. But while some had specific reasons for fearing retribution, all said they were most afraid of a return of the days of Iraqi repression, with Mr. Hussein's secret police wielding a heavy hand.

After helping the Kurdistan Democratic Party capture Erbil, Iraq pulled back most of its forces under American pressure, and it is Mr. Barzani's forces, not Mr. Hussein's, that hold sway in that regional capital. But the civilians who ran from their homes today said Mr. Barzani's collaboration with the Iraqi leader had destroyed any trust they had in him, and they said they believed that the party's rule of Sulaimaniya would be Iraqi rule by another name.

"They will slaughter us together, Saddam and Massoud," said Ersalan Rasul, a 28-year-old laborer.

The flight of so many Kurds and the desperate position of the Patriotic Union added to the potential for an

Iranian role in the Kurds' internal crisis. With refugees headed toward its borders, Iran may have to decide whether to grant them refuge among its own Kurdish population.

And Jalal Talabani, the Patriotic Union leader, who benefited from Iranian military aid only last month, may be tempted to ask Iran to step in again to halt his rival's advance.

With the Patriotic Union guerrillas in retreat, the police force and other aspects of civil administration had vanished in Sulaimaniya long before the Barzani forces arrived, leaving the city without an armed defense.

Mr. Fieko said he and his men had traveled by car and truck, only a few equipped with machine guns, northwest to Sulaimaniya from the town of Halabja, where the Barzani forces had maintained a small enclave.

Along with the civilians, most of the Patriotic Union forces had apparently fled into the mountains, with many hauling themselves and their few heavy weapons up a winding road toward the remote village of Kalacholan, where Mr. Talabani maintains a small headquarters.

Isolated by mountains, the village proved out of reach even to Iraqi forces when they last held Sulaimaniya, in 1991. But commanders of the Barzani forces, who asserted that Mr. Talabani had already fled to Iran, said they would try to capture Kalacholan as early as Tuesday.

For Kurds old enough to have lived through the events, it marked the fourth time in two decades that they have abandoned their homes in fear. And while the exodus today remained far smaller and more orderly, it bore a powerful resemblance to the last, in March 1991, when Mr. Hussein sent forces to the north to put down a Kurdish uprising and 1.5 million civilians took flight.

Carrying rice, water, blankets or sometimes nothing at all, most of those who fled Sulaimaniya said they intended to continue all the way to Iran, remembering the warm reception given to them by the Kurdish population there when they made the same journey five years ago.

"We hope the Iranian Government will let us in, and maybe this time we can stay forever," said Saad Babakhan Hamid, 31, who with a group of other young men had walked 20 miles by 2 P.M.

A fierce September sun that has left the mountains parched did not seem to bother many of the Kurds, a group famously resilient to both natural and human harshness. But international aid workers said the

mass flight could lead to significant relief concerns as the refugees compete for limited food and water in the remote mountains.

That prospect did not seem to worry the men, women and children who walked the road and dusty paths. They said news on Sunday that Mr. Barzani's forces had taken high ground west of Koi Sanjaq, 75 miles to the northwest, had been alarming enough to risk virtually all.

"They would rape our daughters," said Mrs. Ahmed, whose own are ages 26, 18, 15 and 9. "We know that 1,000 girls were raped in Erbil and that many killed themselves to avoid being raped."

"We'll walk as far as we can go," said Mrs. Ahmed, who had set out with only what she wore: a traditional head scarf and baggy flowered dress.

Aid workers who traveled through the area where Sunday's battles were fought said they had seen no sign of the Iraqi troops or tanks that the Patriotic Union said supported their rivals' offensive. They said they had seen only Kurdistan Democratic Party guerrillas moving toward towns like Dokan, to the north of Sulaimaniya, which fell to Mr. Barzani's forces today.

But the chief surgeon at the only hospital still functioning in Sulaimaniya said that based on the wounds of guerrillas and civilians he had treated after Sunday's fighting, he strongly believed that Iraqi tanks had taken part in the shelling.

The surgeon, Dr. Gino Strada, whose Emergency Surgical Center for War Victims is financed by an international relief organization, said the wounds had been inflicted by tank shells and could not have been caused by the less sophisticated weapons in the Kurdistan Democratic Party's own arsenal.

And an international aid worker who spoke on condition of anonymity said that after conversations with Dr. Strada and with guerrillas and civilians who said they had seen Iraqi tanks, he now also suspected that Iraqi forces had joined in the attack.

"The fact that they were not there today does not mean that they were not there yesterday," the aid worker said. "And I tend to believe that tanks were used."

U.S. Trying to Help Trapped Iraqi Dissidents

By STEVEN LEE MYERS

WASHINGTON, Sept. 9 — President Clinton said today that the United States was doing "everything we can" to help American-supported Iraqi dissidents trapped by the fighting between Kurdish factions in northern Iraq and hunted by President Saddam Hussein's security forces.

But Mr. Clinton stopped short of offering direct American help, and Administration officials said there was virtually no chance that the United States would mount any military operation to rescue opponents of Mr. Hussein now stranded in the mountains of the Kurdish enclave.

The dissidents — including defectors from Iraq's armed forces — are members of the Iraqi National Congress, a coalition of opposition groups that has received money, training, communications gear and other equipment as part of an American effort since the end of the Persian Gulf war in 1991 to undermine Mr. Hussein's rule.

The coalition, never very unified or effective, collapsed after Mr. Hussein's assault on the Kurdish enclave on the side of the Kurdistan Democratic Party in its struggle with the Patriotic Union of Kurdistan. The move cleared the way for Iraq's security forces to round up and reportedly kill scores, perhaps hundreds, of those who had opposed Mr. Hussein.

In Salahuddin, a mountaintop village northeast of Erbil, the city overrun by Iraqi forces on Aug. 31, more than 200 dissidents from the congress remained holed up in a spartan camp. Although the Kurdistan Democratic Party's leader, Massoud Barzani, has promised to protect them, they told visiting reporters that they feared Iraqi retribution and pleaded for help from the United Nations or others to evacuate them.

"Now, we're doing everything we can to get out of Iraq American citizens and those who have worked with us," Mr. Clinton said during a ceremony in the Oval Office to announce new security measures at the country's airports. "And we have done everything we could to make it clear to the Kurds that we think that there should not be any cavalier killing of civilians and others who are not combatants in this."

As the situation in northern Iraq became increasingly unsettled today, with the Kurdistan Democratic Party continuing to rout its rivals and those once aided by the United States expressing fear of capture, Mr. Clinton found himself in a position of having to defend the Administration's response to Iraq's attack nine days ago.

A military operation to aid Hussein's foes is unlikely.

Bob Dole, the Republican Presidential nominee, who first accused the President of "weak leadership" and then expressed support for his military strike last week, renewed his criticism today. He cited the executions of dissidents, the continued fighting and the entrenchment of Iraqi forces in the north as evidence that Mr. Clinton's strategy might not have succeeded.

"In Iraq, as in Bosnia, the Clinton Administration should be careful about making claims of success that events on the ground may not substantiate and about giving assurances that it is unable or unwilling to fulfill, because the credibility of the United States is at stake," Mr. Dole said in a statement issued by his campaign.

The President's spokesman, Michael D. McCurry, responded by accusing Mr. Dole of "attempting to make politics out of an international crisis." He went on, however, to defend the decision to launch cruise missiles at Iraq's air defenses in the south last week, rather than at its heavily armed forces involved in the fighting in the north.

"The President never suggested that we were directly responding to incursions in the north, with action aimed at the north," Mr. McCurry said.

For his part, Mr. Clinton acknowledged that the Administration's ability to control the unraveling situation in northern Iraq was "limited."

With fighters of the Kurdistan Democratic Party seizing the Patriotic Union's last major stronghold in Sulaimaniya, the Administration simply repeated its call for the Kurdish factions to resume peace talks — even though few officials here expect that to happen any time soon.

"I would still like to do more to help the Kurds," Mr. Clinton said. "But frankly, if you want the fighting to be ended, the leaders of the various factions are going to have to be willing to go back to the peace table and talk it through."

The Administration appeared to be considering few options for helping the leaders of the Iraqi National Congress. A military rescue operation was all but ruled out today, two officials said, speaking on condition of anonymity. They said the United States would be able to do little more than help those who found their way to the Turkish border.

It was not immediately clear how many opposition figures remained on the run or how many had been captured, although a senior member of the congress said late last week that 1,500 had been arrested since the fall of Erbil.

The State Department's spokesman, Nicholas Burns, said the few Americans who had been working in Iraq, primarily with relief organizations, had left when the fighting erupted. Mr. Burns, like the President, declined to specify what was being done to protect those who had worked with the United States.

THE NEW YORK TIMES INTERNATIONAL TUESDAY, SEPTEMBER 10, 1996

LE MONDE / MARDI 10 SEPTEMBRE 1996

La faction kurde soutenue par Bagdad continue son offensive contre l'UPK

Washington indique ne pas vouloir se mêler à la « guerre civile » au Kurdistan irakien

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié à Bagdad, a continué, dimanche 8 septembre, son offensive dans la zone contrôlée par l'Union pa-

ZAKHO

de notre envoyée spéciale

Après l'armée irakienne il y a un mois, l'armée irakienne la semaine dernière, c'est désormais l'armée turque qui pourrait entrer au Kurdistan irakien, illustrant ainsi la vanité de la zone de protection des Kurdes, décrétée par les alliés occidentaux en avril 1991. Aucun mouvement de troupes n'était toutefois visible, lundi 9 septembre, en fin de matinée, à la frontière irakienne, même si chacun attend ici avec une certaine inquiétude ce nouvel épisode d'une guerre qui paraît aujourd'hui sans fin.

De Souleimaniyé au sud à Zakho au nord, l'anxiété est le sentiment le plus unanimement partagé par la population kurde, qui se sent une fois de plus l'otage d'une situation quasi incontrôlable et imprévisible. A Souleimaniyé, sous contrôle de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, la peur d'une percée irakienne est dans tous les esprits et beaucoup d'habitants avouent être prêts à un éventuel exode vers l'Iran cette fois, désormais seule porte de sortie. « Mes valises sont prêtes, confie un restaurateur. A la moindre avancée irakienne, je fuis avec ma famille. »

L'essence, qui venait auparavant d'Irak via Erbil, prise le 31 août avec l'aide de l'armée irakienne

la population n'a pas de raison de s'inquiéter et donc de fuir quand cela sera possible. « La situation est calme et la sécurité complète, assure Sami Abdel Rahman, membre du bureau politique du PDK. Nous avons arrêté un certain nombre de pillards et récupéré des voitures volées et même des objets ménagers, que nous restituons aux propriétaires. »

Le PDK profite aussi du couvre-feu qu'il a instauré pour perquisitionner les maisons, à la recherche d'armes. M. Abdel Rahman nie toute présence irakienne dans la ville, affirmant avec beaucoup d'optimisme, ou de mauvaise foi : « Nous avons assez de pouvoir pour ne pas permettre aux services de renseignements irakiens d'agir ici. » Bien que cette présence soit difficile à identifier, il est bien évident que le président Saddam Hussein n'a désormais plus besoin de prétexte pour envoyer ses services dans les zones sous contrôle du PDK. Dimanche, à Aski Kalak, point de passage entre Erbil et Mossoul, sous administration de Bagdad, le contrôle était très lâche.

UNE POPULATION DÉSORIENTÉE

M. Abdel Rahman minimise l'impact de l'appel à l'Irak adressé par son parti, affirmant : « Ce n'est pas le premier accord avec Bagdad que nous avons. Si le Kurdistan est

gageront pas dans la « guerre civile » kurde, alors que la Turquie se prépare à établir une « zone de sécurité » sur sa frontière avec l'Irak.

réellement une zone protégée, il doit l'être de tout le monde, des Irakiens comme des Iraniens et des Turcs. » Confirmant le principe de cessez-le-feu entre le PDK et l'UPK, il indique toutefois : « Nous sommes prêts à répondre à l'appel des Etats-Unis pour négocier un accord de paix sous leurs auspices. Notre intérêt est plus avec les Etats-Unis qu'avec l'Irak ou l'Iran. » Bagdad entendrait-il conclure un tel accord maintenant ? « Nous n'avons pas discuté du futur avec l'Irak, affirme-t-il, mais si nous signons un accord avec le gouvernement central, rien ne sera secret et on négociera ouvertement. »

En attendant, la population kurde, désorientée et apeurée, ne sait plus sur qui compter pour assurer son avenir. Personne n'est sûr de rien. Le taux du dinar par rapport au dollar, monnaie de référence, change pratiquement de jour en jour, comme les prix des produits de base, qui fluctuent en fonction des nouvelles lignes de front. Le prix de l'essence, de 13 dinars le litre à Souleimaniyé, coupée d'Erbil, passe à 3 dinars dans cette ville, facilement approvisionnée depuis Mossoul, et à 1,5 dinar à Dohouk, où la contrebande, toujours avec Mossoul, est facilitée par les convois incessants de camions turcs.

Les pays du Golfe condamnent les ingérences

Les ministres des affaires étrangères des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui groupe l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Qatar, Oman, les Emirats arabes unis et le Koweït, ont critiqué la décision turque d'établir une « zone de sécurité » sur sa frontière avec l'Irak pour prévenir toute incursion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et exprimé des divergences avec les Etats-Unis après les bombardements américains en Irak. Dans une résolution adoptée, dimanche 8 septembre, à Riyad, « le CCG condamne vivement l'ingérence de certains pays voisins dans le nord de l'Irak, qui doivent cesser immédiatement et totalement de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Irak, et souligne la nécessité de sauvegarder l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak ». - (AFP)

Françoise Chipaux

Des centaines d'opposants arabes pris au piège

SALAHEDINE

de notre envoyée spéciale

Déserteurs de l'armée irakienne, rescapés du soulèvement chiite de 1991, ils s'étaient réfugiés au Kurdistan pour continuer le combat contre le régime du président Saddam Hussein, mais celui-ci les y a rattrapés. Certains ont pu fuir à temps l'arrivée des chars irakiens à Erbil, tant bien que mal et par leurs propres moyens, mais deux cent cinquante de leurs camarades sont portés disparus. « Nous savons, par nos propres sources, qu'un certain nombre sont détenus à la prison de Mossoul, mais c'est tout », confie l'un d'entre eux.

Membres du Congrès national irakien (CNI), coalition de différents groupes d'opposition, ces hommes cachent mal leur amertume, même si aucun n'ose critiquer le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani qui a appelé à l'aide le gouvernement de Bagdad. Salahedine est le fief du PDK, et tous ont peur de s'exprimer. Même s'il est évident qu'ils se sentent trahis par les partis kurdes, aucun ne le dira clairement.

Une centaine de leurs camarades qui fuyaient Erbil avec les troupes de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani se sont retrouvés face à l'armée irakienne

à Qoshtapa et ont été exécutés sans autre forme de procès. Les survivants avouent : « Nous préférons nous suicider que tomber aux mains de Saddam Hussein. La vue des chars irakiens s'approchant d'Erbil hante nos nuits. » Pourquoi le PDK ne les a-t-il pas prévenus de son appel aux troupes de Bagdad ? « Nous n'avons pas de réponse », confient-ils sobrement.

FUIR LE PLUS LOIN POSSIBLE

Réfugiés à deux cents dans un ancien hôtel de Souleimaniyé qui faisait office de bureau pour le CNI, ces hommes qui vivent dans la peur ne veulent aujourd'hui qu'une chose : l'asile politique de n'importe quel pays du monde. « Nous voulons que la communauté internationale nous aide à sortir d'ici le plus vite possible », disent-ils. Si personne n'est venu les interroger, ils se sentent légitimement en totale insécurité et sont plus ou moins « prisonniers » de leurs hôtes du PDK. « Nous ne pouvons pas sortir et contacter qui que ce soit, affirment-ils. Nous sommes un cas humanitaire. » Mais la radio du CNI, comme celle de l'Entente nationale irakienne installée à Erbil, ne fonctionne plus. Elle a été pillée.

Outre ces deux cents personnes réfugiées là, six cents autres sont à Chaklaw. zone

sous contrôle du PDK ; d'autres se seraient éparpillées au Kurdistan. D'après ces hommes, près de 1500 personnes membres de l'opposition irakienne arabe vivaient à Erbil au moment de l'arrivée de l'armée de Bagdad. Leur seul objectif est de fuir le plus loin possible, d'oublier les promesses faites d'un Kurdistan qui servirait de tremplin pour la conquête d'un pouvoir démocratique à Bagdad.

Fr. C.

■ Selon la presse américaine, une centaine d'opposants irakiens repliés au Kurdistan et utilisés par les services secrets américains dans la perspective d'un coup de force contre le régime irakien auraient été exécutés par les troupes de Bagdad après leur offensive sur Erbil. Le *Washington Post* du 8 août assure que ces hommes s'y étaient regroupés à la demande des Etats-Unis pour s'interposer entre les factions kurdes. Le *New York Times* du 7 août certifie que des officiers américains étaient présents sur place depuis la signature, en janvier, par le président Bill Clinton, d'un décret tenu secret qui permettait d'approvisionner en armes les mouvements d'opposition à Bagdad. Ces officiers auraient fui à temps.

Les Européens n'ont pu gommer leurs divergences sur le Proche-Orient

Une mission de l'UE devrait se rendre à Jérusalem

TRALEE (Irlande)

de notre envoyé spécial

Sur l'Irak ou les relations entre Israël et ses voisins, les Quinze hésitent à parler d'une seule voix et, encore plus, à agir ensemble. La réunion de leurs ministres des affaires étrangères, samedi 7 et dimanche 8 septembre, à Tralee en Irlande, en a fourni une nouvelle démonstration.

Les Européens et, notamment la France et la Grande-Bretagne qui jouent un rôle en Irak, sur le terrain, ont affiché leurs divisions à propos de la réplique des Etats-Unis après l'incursion des troupes de Saddam Hussein dans le nord du Kurdistan. Il est vite apparu qu'il était impossible de trouver un consensus. « Les positions étaient connues, il n'y avait pas de raison qu'elles changent », a constaté le ministre français des affaires étrangères.

Cependant, les Quinze ont pris acte d'une approche commune

sur deux points sensibles : ils souhaitent que la résolution 986 des Nations unies, dite « pétrole contre nourriture », puisse être mise en œuvre rapidement, « sans qu'on se saisisse des événements récents pour en différer le déroulement », a précisé Hervé de Charette. Les Quinze ont aussi réaffirmé leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak. « Cela vaut pour les uns, comme pour les autres », a souligné M. de Charette.

Précision nécessaire quand Malcolm Rifkind, secrétaire au Foreign Office, expliquait qu'il faudrait faire preuve d'une certaine compréhension à l'égard de la Turquie au cas où elle interviendrait en territoire irakien. M. Rifkind a toutefois indiqué, plus tard, qu'il attendait que les Turcs précisent leurs intentions et en discutent avec leurs alliés, alors que Dick Spring, chef de la diplomatie

irlandaise, estimait qu'une quelconque initiative militaire turque serait « très dangereuse ». M. de Charette a précisé que les avions français reprendraient, dès lundi, leurs missions au-dessus de l'Irak, dans les conditions convenues avant les derniers événements.

LA MAISON D'ORIENT

S'agissant de la relance du processus de paix entre Israël et les Palestiniens, les Quinze partagent la même analyse et l'ont consignée par écrit : ils voient un « signe encourageant » dans la récente rencontre entre Benyamin Nétanyahou et Yasser Arafat, tout en déplorant les retards accumulés dans la mise en œuvre des accords conclus. Les Quinze invitent Israël à ne pas étendre davantage les colonies dans les territoires occupés et réaffirment la position de l'Union européenne (UE) sur le statut de Jérusalem, qui doit faire l'objet de négociations entre Israéliens et Palestiniens.

Mais cette unité de vues devient moins nette dès lors qu'on se dé-

mande comment envoyer un signal fort à M. Nétanyahou. La troïka européenne (Irlande, Italie, et Pays-Bas) devrait se déplacer bientôt dans la région. Se rendra-t-elle à la Maison d'Orient, siège officieux des Palestiniens à Jérusalem-Est, au risque de provoquer la colère des autorités israéliennes ? Pour l'UE, ce serait, à la fois, une manière de rappeler sa position sur Jérusalem et de signifier sa désapprobation face aux attermolements israéliens à propos du processus de paix.

Certains plaident dans ce sens, comme la France, l'Allemagne et l'Irlande - qui assure la présidence de l'UE -, mais d'autres, notamment l'Italie et la Grande-Bretagne, sont plus nuancés, faisant valoir que la question de Jérusalem n'a rien d'urgent et, surtout, qu'il n'est pas sûr que M. Arafat souhaite voir la troïka braver l'interdit israélien et se rendre à la Maison d'Orient.

Philippe Lemaître

Victoire éclair des Kurdes alliés de Bagdad Le PDK et l'armée irakienne ont chassé l'UPK de son fief Souleimanieh.

La ville de Souleimanieh serait tombée en seulement quelques heures. La dernière place forte importante tenue par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani a apparemment été prise hier, en fin de journée, sans combats importants, par ses rivaux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, la faction kurde actuellement alliée au régime de Saddam Hussein. Avec cette victoire éclair, le PDK a pris le contrôle de l'essentiel du Kurdistan irakien et poussé ses rivaux kurdes vers l'exil dans le dernier refuge possible: l'Iran. C'est le PDK qui a lui-même annoncé hier soir la prise de la ville, mais, dès la matinée, les signes étaient clairs: Souleimanieh, vidée ces derniers jours de l'essentiel de ses 800 000 habitants, était également abandonnée par les combattants de l'UPK, en déroute depuis leur défaite, la semaine dernière à Erbil, face aux troupes irakiennes et du PDK. La radio du PDK avait appelé «la population de Souleimanieh à se soulever» contre l'UPK, tout en lui demandant d'éviter les pillages. Selon des habitants de Souleimanieh, Talabani et les responsables de l'UPK ont fui la ville

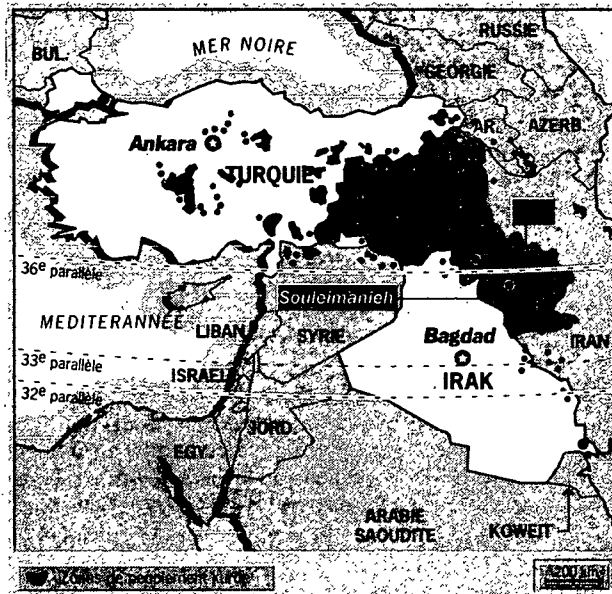
«et se sont réfugiés dans la localité de Pengwin, sur la frontière avec l'Iran». L'agence iranienne Irna a rapporté de son côté que plusieurs milliers de Kurdes, pour la plupart des femmes, des enfants et des personnes âgées, se dirigeaient hier à pied vers les frontières irakiennes. Selon d'autres sources il s'agit du premier exode de cette ampleur depuis l'insurrection kurde de 1991, qui avait jeté des centaines de milliers de réfugiés sur les routes et provoqué l'intervention occidentale. L'UPK avait lancé hier matin un appel désespéré aux Etats-Unis et à leurs alliés occidentaux: «Ils ne doivent pas abandonner le peuple du Kurdistan à la terrible vengeance de Saddam Hussein. Une catastrophe humanitaire se profile et le temps presse», a déclaré le mouvement de Talabani. L'appel est resté lettre morte puisque les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils n'interviendraient pas dans la guerre civile kurde en l'absence de preuves concrètes de nouvelle participation des forces irakiennes à cette offensive. Mais, selon la formation de Talabani, ce sont «les chars, l'armée et la police secrète de Saddam Hussein» qui avançaient en direction de Souleimanieh. Selon elle, des soldats irakiens sont déguisés



Le 2 septembre, les peashmergas du PDK paraissent dans les rues d'Erbil, la «capitale» du Kurdistan irakien, après sa prise d'assaut.

en peshmergas, les miliciens kurdes reconnaissables à leurs pantalons bouffants. Jalal Talabani a par ailleurs accusé le Premier ministre turc, Necmettin Erbakan, de «complicité» avec Saddam Hussein. «Nous avons été victimes d'un complot fomenté entre Bagdad et Barzani», a-t-il affirmé, qualifiant Massoud Barzani, son rival, de «traître».

De son côté, celui-ci avait lancé un défi à son rival Talabani: «C'est à lui de dire s'il est prêt à admettre sa défaite ou pas. S'il l'accepte, nous sommes prêts à des élections pour reconstruire le gouvernement», avait déclaré Barzani. Dans le même temps, ses hommes avançaient à grande vitesse vers Souleimanieh, dont ils se trouvaient hier matin à seulement 50 kilomètres. Leur premier objectif était de prendre le contrôle de la centrale de Dokan, à quelque 50 kilomètres au nord-ouest de de



Souleimanieh. L'approvisionnement en électricité d'Erbil, privée de courant depuis dix jours. A Bagdad, les responsables irakiens exultent, et considèrent que les succès de leur allié kurde leur permettront à terme de «cueillir» le Kurdistan, qui échappe à leur autorité depuis cinq ans. «Le fruit est mûr, tout ce que nous avons à faire est d'attendre qu'il nous tombe tout seul entre les mains», a déclaré Salah Mokhtar, le rédacteur en chef du quotidien gouvernemental irakien *al-Joumhouriya*. «Il est certain que la fin de l'éclatement au Kurdistan et l'émergence d'une direction unique à tendance patriotique (c'est-à-dire le PDK) hâteraient le dialogue entre le gouvernement et les Kurdes», a-t-il ajouté. Un tel dialogue viserait selon lui à «jeter les bases légales d'une autonomie kurde développée».

D'après AFP, Reuters

Libération - 10 septembre 1996

La CIA a raté son complot pour renverser Saddam

Le fiasco révélé par la presse déstabilise Clinton.

Washington

de notre correspondant

Lundi matin, Bill Clinton a dû se défendre face aux questions, de plus en plus insistantes, sur sa politique envers l'Irak. «Nous faisons tout notre possible pour faire sortir d'Irak les citoyens américains et ceux qui ont travaillé avec nous», a affirmé le Président à la presse, réunie à la Maison Blanche. Le prétexte était la publication du rapport sur le renforcement des mesures antiterroristes qu'il avait commandé après le drame du vol 800 de la TWA, mais les questions ont fusé au sujet des révélations de la presse sur l'écrasement par l'armée irakienne, à la faveur de son invasion de la «zone de sécurité» kurde, d'une opération montée par la CIA pour renverser Saddam. Plusieurs centaines d'opposants irakiens, liés à la CIA, auraient été exécutés ou

arrêtés à Erbil, la capitale kurde prise d'assaut le 31 août par l'armée irakienne et les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), son allié de circonstance. Au moins 200 autres se trouvent coincés à Salahuddin, une localité contrôlée par le PDK. D'autres encore se trouveraient dans les colonnes en fuite de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan).

La «punition» infligée la semaine dernière à Saddam Hussein pour l'incursion de ses troupes dans la zone kurde (44 missiles de croisière contre le système irakien de défense antiaérienne dans le sud du pays) prend ainsi des allures de fiasco. C'est d'autant plus humiliant que, selon le *Los Angeles Times*, le directeur de la CIA, John Deutch, aurait promis que Saddam serait renversé dans

l'année, et obtenu en janvier de Clinton un décret présidentiel autorisant les services secrets à monter, dans ce but, leur plus vaste opération clandestine depuis la guerre du Golfe. La CIA, selon le *Washington Post*, avait investi 20 millions de dollars (plus de 100 millions de francs) en

**«Nous faisons tout notre possible pour faire sortir d'Irak les citoyens américains et ceux qui ont travaillé avec nous.»
Bill Clinton**

1996 pour fournir des armes, assurer la formation et équiper en moyens de communication et d'espionnage le Congrès national irakien (CNI), une coalition anti-Saddam créée en 1992, et dont le quartier

général était à Erbil. Une force de 1 200 hommes avait été assemblée à Erbil, base à partir de laquelle le CNI avait multiplié les actions de propagande - diffusion de tracts, de brochures et d'émissions radio-

phoniques à partir d'un émetteur clandestin - dirigées contre le régime de Saddam Hussein. Une tentative avortée d'assassinat en juin avait amené Saddam à faire arrêter et exécuter plusieurs centaines d'officiers et de soldats de ses unités d'élite impliquées dans le complot.

Plusieurs agents de la CIA dirigeaient l'opération depuis Erbil. Ils n'ont échappé que de justesse, selon le *New York Times*, à l'assaut irakien pour se réfugier en Turquie. Un responsable des services de renseignements, cité par le *L.A. Times*, décrit l'échec de cette opération de la CIA comme «une des défaites les plus graves subies par nos services» depuis la fin de la guerre froide. Un des responsables du CNI, le général Talal al-Ubaydi, accuse de son côté les Etats-Unis d'avoir lâché leurs alliés et exprime sa «déception» et son «amertume» du refus de Washington d'intervenir dans le nord de l'Irak. Les envoyés spéciaux qui ont pu se rendre à Salahuddin auprès des dissidents irakiens qui s'y sont réfugiés les décrivent «faits comme des rats» et convaincus que le PDK n'hésitera pas à les livrer à Saddam. Après la prise

d'Erbil, plusieurs centaines d'autres membres du CNI ont été capturés par les forces de Saddam, et une centaine auraient été exécutés sur-le-champ, selon les dissidents, une information que les Américains ne démentent pas. Lors de sa conférence de presse, Clinton a dit avoir mis en garde les Kurdes (le PDK) contre « des meurtres gratuits de civils et de non-combatants », mais il a rejeté sur les Kurdes la responsabilité de la débâcle.

Le Département d'Etat affir-

me avoir prévenu les dissidents irakiens de l'imminence de l'assaut sur Erbil. Mais d'ores et déjà, les adversaires républicains de Clinton demandent que des explications soient fournies au Congrès. D'autres encore, y compris dans les rangs démocrates, appellent à de nouvelles opérations militaires, voire, comme le sénateur républicain Richard Lugar, au « renversement de Saddam Hussein ». La pression risque de pousser Clinton à l'escalade, même si son secrétaire à la Défense, William Perry, continue de ré-

péter que les Etats-Unis « ne doivent pas se mêler de la guerre civile en cours au nord de l'Irak ». Perry n'a évoqué la possibilité de nouvelles frappes que dans l'hypothèse où Saddam Hussein tenterait de réparer les installations détruites par les missiles de croisière, ou s'en prendrait aux appareils américains et britanniques qui patrouillent dans les « zones d'interdiction aérienne » au nord et au sud de l'Irak, comme la presse irakienne le claironne depuis samedi ●

PATRICK SABATIER

La Figaro - 10 septembre 1996

Exode massif dans le nord de l'Irak

Le PDK, allié à Bagdad, annonce la chute de Souleimanieh. Washington affirme aider ses « collaborateurs » en Irak à quitter ce pays.

Après Erbil, la semaine dernière, Souleimanieh, le dernier bastion des Kurdes hostiles à Saddam Hussein dans le nord de l'Irak, est tombé hier soir aux mains des forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié à Bagdad. Les responsables de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) se seraient réfugiés à Pengwin, sur la frontière iranienne. Selon l'UPK, neuf dixièmes de la population de Sou-

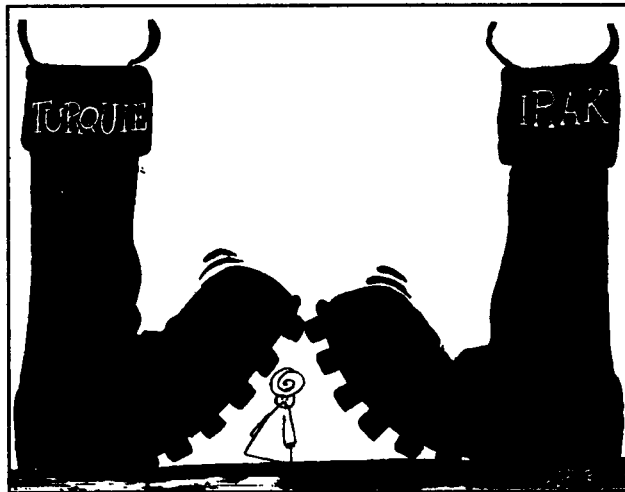
leimanieh auraient fui la ville, notamment en direction de l'Iran. Dans la journée, l'UPK avait demandé une intervention de Washington pour « éviter un massacre imminent ». Le président Bill Clinton a avoué son impuissance. Tout ce que les États-Unis peuvent faire est d'évacuer du nord de l'Irak « les citoyens américains et ceux qui ont travaillé avec nous », a-t-il déclaré. (AFP, Reuter.)

Les populations civiles d'Irak du Nord vivent depuis plus de vingt ans au rythme des exodes.

Les Occidentaux, qui ont la mémoire courte, se souviennent de celui d'avril 1991, quand des centaines de milliers de malheureux se ruèrent sur les montagnes turques pour échapper à la soldatesque de Saddam Hussein.

Les Kurdes, eux, se rappellent la « trahison » du chah d'Iran : après les avoir soutenus et manipulés, le souverain signa avec le rais irakien l'accord d'Alger, en 1975. Ils conservent surtout l'angoisse de l'anfall (le « grand malheur »). Le 18 juillet 1988, après huit ans de guerre, l'ayatollah Khomeiny acceptait le cessez-le-feu. Saddam aussitôt lançait ses troupes sur aux Kurdes pour les punir d'avoir trop souvent pactisé avec l'agresseur.

A l'heure des offensives du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani soutenues par les forces de Bagdad, un nouvel exode serait en cours. Des membres de



l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, des opposants de tout poil, qui avaient trouvé refuge en zone kurde, et surtout des hommes, des femmes et des enfants, ont, après Erbil, commencé à fuir Souleimanieh, le bastion de Mam Jalal (l'« oncle Jalal ») Talabani, dont le PDK a annoncé hier soir la chute. Hier, un responsable a indiqué à l'AFP que, « redoutant la répression des

forces irakiennes, plusieurs milliers de civils ont commencé à partir en direction de la frontière iranienne ». Des organisations humanitaires confirment l'information.

Un exode ne serait pas seulement un drame humain mais un événement politique et diplomatique majeur. C'est depuis des années la hantise de la Turquie, qui se débat avec sa

propre guerre du Sud-Est et ses propres déplacements de populations kurdes. L'opération interalliée « Provide comfort » est – ou était – censée rassurer les Kurdes d'Irak du Nord. C'était même sans doute le seul mérite qu'Ankara lui trouvait. Un nouveau sauve-qui-peut compliquerait encore la situation au Kurdistan turc et noircirait l'image d'Ankara.

Pis, il pourrait réveiller la torpeur des capitales occidentales. Elles ont actuellement d'autres chats à fouetter que de secourir les « roitelets » kurdes

qu'elles aidèrent à s'installer en 1991 et qui, depuis 1994, s'entre-déchirent. Les gouvernements prient de n'être pas confrontés à un tel drame, qui, en bonne logique, d'ailleurs, ne ferait pas l'affaire de Saddam Hussein puisqu'il ranimerait l'intérêt européen pour le problème kurde.

Reste que huit ans après avoir mis un terme à leur lutte fratricide (de 1976 à 1983), l'UPK et le PDK s'allient avec deux de leurs pires ennemis : l'Iran pour le premier, l'Irak pour le second. Ces divisions sont de tradition. Les peshmergas (combattants kurdes) précédèrent les gardiens de la révolution lors d'offensives contre l'Irak, entre 1980 et 1988. Le gouvernement régional installé par Saddam Hussein à Erbil, en 1974, avait ses miliciens kurdes, que la population appelait les « mulets ». La sécurité irakienne peut en outre compter sur certains clans qui, entre Dohuk et Erbil en particulier, font traditionnellement le jeu de Bagdad.

Le Kurdistan d'Irak reste une société tribale dont les règles déroutent. Victime des puissances sans doute. Mais de lui-même également...

Claude LORIEUX

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

23 rebelles kurdes et 2 membres des forces de sécurité turques tués

ANKARA, 10 sept (AFP) - Vingt-trois rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et deux membres des forces de sécurité turques ont été tués lors d'opérations militaires et de combats dans le sud-est anatolien, a annoncé mardi la préfecture de Diyarbakir.

Un communiqué de cette préfecture, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK, ne donne aucune date concernant ces opérations et combats, mais précise qu'ils se sont déroulés dans les provinces de Sirnak, située à la frontière avec la Syrie et l'Irak, et de Hakkari, à la frontière avec l'Irak et l'Iran.

Ces nouvelles victimes viennent s'ajouter aux 35 rebelles kurdes tués récemment et dont la mort avait été annoncée lundi par les autorités.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus de 22.000 morts en douze ans.

ce/stb tf

AFP /AA1234/101453 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

GB-Irak-Turquie-Kurdes

Ankara a encouragé Bagdad à réaffirmer son autorité dans le nord, selon le

Jane's

LONDRES, 10 sept (AFP) - La Turquie a encouragé l'Irak à réaffirmer son autorité dans le nord du pays, même si les raisons qui ont poussé Saddam Hussein à envoyer ses troupes au Kurdistan demeurent "peu claires", affirme la revue Jane's Defence Weekly (JDW) dans son numéro daté de mercredi.

"La Turquie a encouragé Bagdad à réaffirmer son autorité dans le nord, principalement afin d'empêcher les Kurdes de Turquie en rébellion d'utiliser la région comme tremplin pour leurs attaques à travers la frontière", affirme la revue britannique spécialisée dans les questions de défense.

La revue estime qu'il est "peut-être significatif" que l'Irak ait frappé peu après que la nouvelle coalition au pouvoir à Ankara eut, "pour la première fois depuis la crise du Golfe de 1990, envoyé des ministres de haut rang à Bagdad afin d'améliorer les relations et tenter de régler le problème kurde".

Le Jane's ajoute que le but de Saddam Hussein a pu être "d'approfondir les divisions au sein des Nations Unies" sur la position à adopter à l'égard de son régime.

"Il est également possible que face à une montée de l'agitation interne, en particulier au sein de l'armée, (Saddam Hussein) a choisi d'affirmer son autorité en envoyant ses forces au Kurdistan", ajoute la revue.

hb/gic eaf

AFP /AA1234/101733 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Fleeing Iraqi Kurds Turned Back by Iran

Thousands Who Feared Factional Takeover Drift Back Home as Saddam Declares Amnesty

washingtonpost.com

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service
Wednesday, September 11 1996; Page A19
The Washington Post

SAIRAN BAN, Iraq, Sept. 10 -- Tens of thousands of fleeing Iraqi Kurds -- displaced by factional warfare and refused entry to Iran -- headed back toward an uncertain fate in the city of Sulaymaniyah today while thousands of others pressed on in a search for refuge in the rugged hills along the Iraq-Iran border.

Seeking to halt the panicky exodus, the Iraqi government of President Saddam Hussein declared a general amnesty for all Kurds who -- with U.S. encouragement and help -- had defied his authority in northern Iraq since the United States and its Persian Gulf War allies proclaimed the region a Kurdish "safe haven" in 1991.

The amnesty declaration, which also nullified all travel and trade restrictions between Iraq and the Kurdish region, was met with scorn in Washington. "I . . . wonder if it's the same kind of beautiful words and nice reassurances that [Saddam] issued in March of 1991 before he began his military campaign to exterminate the Iraqi Kurdish population in the north," said State Department spokesman Nicholas Burns.

The Kurdish refugees -- estimated by U.N. officials to number about 50,000 -- fled Sulaymaniyah and nearby towns and villages in northeastern Iraq over the last several days as a Kurdish militia faction recently allied with Saddam advanced unimpeded toward it. That faction -- the clan-based Kurdistan Democratic Party, led by Massoud Barzani -- captured Sulaymaniyah without a fight Monday, pushing aside supporters of a rival faction -- the Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani.

The easy victory capped a campaign by Barzani's forces to control the entire Kurdish north -- a drive launched Aug. 31 with

the capture of Irbil, the region's de facto capital, and powerfully backed by 30,000 Iraqi troops, tanks and artillery. It also sealed the collapse -- for the moment, at least -- of the U.S.-sponsored insurgent Kurdish regime that has had virtual autonomy in northern Iraq since the Gulf War.

Unlike Irbil, Sulaymaniyah -- the Kurds' cultural capital -- apparently fell to Barzani without the help of the Iraqi military. To enforce that point, Barzani used militia forces from the Halabja region, near the Iranian border, to take the city, rather than those that participated in the Irbil assault in cooperation with the Iraqi army.

During their first full day in control of Sulaymaniyah, Barzani's forces seemed to be making a determined effort to behave correctly in what long had been a Talabani stronghold. They posted guards outside warehouses stocked with humanitarian supplies by international aid agencies and at other points in the city of 400,000 that could be targets for looters. Barzani himself visited the city for the first time in two years to relay Saddam's

offer of amnesty to all Talabani followers and to Talabani himself, who was reported to have fled to Iran.

By the end of the day, numerous shops had reopened, and people were venturing onto the streets. "The situation appears to be turning the corner," said Stafford Clarry, the senior U.N. representative in the area. Clarry expressed the hope that residents who had fled Sulaymaniyah would return to safeguard their homes against the possibility of looting and help the city settle back to normal life. To that end, U.N. officials are providing only medical assistance to those who fled to the border mountains, and not food, tenting or other supplies that might encourage them to remain in exile.

Among those heading back to Sulaymaniyah today were Kurds who had worked for humanitarian aid organizations as part of the U.S.-sponsored Operation Provide Comfort, which has helped sustain the Kurds outside Saddam's influence. They feared death if caught by Iraqi authorities but said they were convinced Barzani had brought none of Saddam's secret police or soldiers to Sulaymaniyah.

The Iranian government had estimated the number of Sulaymaniyah residents at its borders at about 200,000, apparently inflating the figure to justify its refusal to be swamped by refugees and to shift the humanitarian responsibility elsewhere. Political observers said that by claiming that half the city's population had fled, Tehran was trying to embarrass Saddam's government by playing up the widespread fear the Iraqi leader still evokes and to upstage Washington by suggesting that the United States could not make good its declared intention to prevent a new Kurdish refugee stampede.

Iranian officials did offer to establish what one aid worker called a small buffer zone at Basmakh, just inside Iran, to protect Kurds fearful of Iraqi police who may in fact be accompanying Barzani's forces. So far, aid workers said, an estimated 7,500 Kurds have reached this border crossing or one of two others on the Iraq-Iran frontier -- all roughly 50 to 80 miles east of Sulaymaniyah.

U.N. officials in Sulaymaniyah said that many of the estimated 50,000 Kurds who left the city as Barzani's forces advanced found the roads blocked by traffic and turned back before they reached the frontier. Still, the flood of cars, trucks, buses and even tractors toward Iranian border crossings constituted a miniature rerun of the 1991 Kurdish refugee crisis, in which at least 2 million fled to the Iranian and Turkish borders after Saddam's army moved to crush a Kurdish uprising at the end of the Gulf War.

It was a day of confusing transition on the mountain roads. Hundreds of vehicles massed in lines at the border, seeking passage to Iran. But Iranian authorities refused admission to all

but emergency medical cases as they demanded aid from the international community if they were to handle any portion of the wave of refugees.

Faced with interminable lines of vehicles backed up at a closed border crossing, thousands of Kurds by the end of the day had headed back toward Sulaymaniyah, even while others were still pushing toward the frontier.

The long files of cars and trucks, straining for room to maneuver on steep mountain roads, conjured up unpleasant memories for one Kurdish family that had spent 40 days as refugees in Iran following the 1991 exodus.

Media Aballah Karim, a 31-year-old bacteriologist at Sulaymaniyah's College of Sciences, said she felt the need to escape the factional fighting even though "the government of Iran is worse than the government of Iraq." Along with her younger sister, Sanarya, and their brother, Peris, she made clear the respect she has for Talabani, the Kurdistan Patriotic Union leader, and her serious doubts about his rival, Barzani -- who she feared would reintroduce "the terrorist government of [Saddam's] Baath Party."

Nevertheless, she said, dabbing at her eyes, the family would have to go back home. "What else can we do?"

@CAPTION: Jubilant militiamen of the victorious Kurdistan Democratic Party use a pickup truck as armored personnel carrier as they secure control of Sulaymaniyah.

© Copyright 1996 The Washington Post Company

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR
International

Wednesday September 11, 1996 Edition

Iraqi Kurd Advance Makes Mockery of US 'Safe Area'

Warren Richey and Scott Peterson, Staff writers of The Christian Science Monitor

WASHINGTON AND AMMAN, JORDAN -- The five-year US policy of providing a "safe area" for Kurds in northern Iraq is effectively dead, following factional fighting that is allowing Iraqi President Saddam Hussein to reestablish his ruthless security apparatus in the tense region of northern Iraq.

The fighting, and the prospect of again facing Iraqi forces, has sent tens of thousands of Kurds fleeing to Iran, a development reminiscent of the Iraqi crackdown that triggered the US-led Operation Provide Comfort in 1991.

Analysts say developments in Iraqi Kurdistan in the past 10 days have redrawn the strategic map of the area.

It's unclear if neighboring Iran, facing a tide of as many as 300,000 refugees, will counter Saddam's efforts. So far it has been reluctant to fill the vacuum left in the region by US military inaction.

Turkey will welcome Saddam's reemergence in the area if he ends the chaos that has allowed Kurdish rebels to stage raids inside Turkey.

Overall, the impact of the Kurdish crisis makes it clear that Washington is less interested in the Kurds' welfare than in safeguarding the oil-producing states to the south.

"Basically what you have now is geopolitics determining what we do or don't do in Kurdistan," says Shibley Telhami, director of the Near East Studies program at Cornell University, in Ithaca, N.Y.

Some analysts say American inaction has eroded US credibility in the region.

"At this point you really have to question just what the purpose of keeping Provide Comfort flying is. It is really revealed to be a flying paper tiger," says Alan Makovsky of the Washington Institute for Near East Policy, who was the State Department's liaison to Operation Provide Comfort in 1992.

Since the US cruise-missile attacks last week, President Clinton has taken no action to stop the Iraqi president from continuing to reassert his power in the Kurdish enclave, an area roughly the size of New Jersey.

Instead, White House and Defense Department officials have made clear that they have no intent of intervening in the dispute between rival Kurdish factions.

"Our ability to control internal events in Iraq is limited," conceded Mr. Clinton.

"This is totally selling out the Kurds," says Najmaldin Omer Karim, an American physician who heads the Kurdish National Congress of North America. "To just ignore the Kurds as if nothing happened and just pack your bags is unconscionable."

Strategic interest is oil

US officials say American strategic interests lie in protecting Kuwait and Saudi Arabia by shoring up and expanding a no-fly zone in southern Iraq. A similar no-fly zone is maintained over northern Iraq.

Iraqi newspapers trumpeted the success of Kurdish Democratic Party (KDP) forces as a major victory for the Iraqi president. "Today the Iraqi flag flies high and the US flag is only at half mast," declared an editorial in the government newspaper Al-Jamhuriya. It said events in the Kurdish region were the worst setback for the US since Vietnam.

State Department spokesman Nicholas Burns said the US would continue maintain the Kurdish safe haven and northern no-fly zone, and would attempt to mediate between the warring factions.

"We can't assume that Saddam is going to control everything in Iraq and everything is going to stay constant," Mr. Burns said. "We also don't want Saddam to have unfettered maneuverability."

Kurds see the episode as another example of their people being dumped by world powers more intent on geopolitical considerations than on their fate.

"It is a sad day for the people who counted on American commitment and American resolve," said Barham Salih, a Washington spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), a KDP rival group.

"Iraqi security is spreading from town to town," says Mr. Karim. "Many people have already been killed. In the coming days you will see thousands of people taken away and probably executed."

Fighters of KDP, backed by Iraqi troops and armor, routed the forces of the PUK, taking control of virtually all major towns and cities in the region. The military blitz began two weeks ago with a surprise attack by the KDP and Iraqi troops, armor, and artillery on the Kurdish administrative capital of Arbil.

'Iraqi security is spreading ... you will see thousands taken away and probably executed.'

- Barham Salih, Patriotic Union of Kurdistan

The city was a PUK stronghold and the attack caught the party leadership by surprise. The PUK has been on the defensive ever since.

Clinton ordered cruise-missile attacks against Iraqi radar as punishment for Saddam's incursion. But the 44 missiles did not prevent Saddam from sending his troops to accompany KDP fighters in their victorious sweep this past week.

Though Iraqi troops are not believed to have played a direct role in the fighting, analysts say the mere presence of Iraqi forces nearby was enough to persuade PUK fighters to retreat in many instances.

The final blow to the PUK came on Sept. 9 when the KDP, led by Masoud Barzani, took control of Sulaymaniyah, the largest city in the Kurdish region and the last stronghold of PUK leader Jalal Talabani.

According to Kurdish analysts in Washington, the KDP is permitting Iraqi security agents to reestablish themselves in Kurdish cities for the first time since a Kurdish uprising following Iraq's defeat in the Gulf war.

The agents are conducting interrogations, arrests, and executions of Kurds suspected of harboring anti-Saddam sentiments, including many who worked on a Central Intelligence Agency covert project to topple Saddam.

The CIA operation was abandoned and US officials fled northern Iraq following the KDP-Iraqi surprise attack on Arbil Aug. 31.

Many local Kurdish agents were left behind. Opposition groups claim more than 100 have been executed, and there are reports that 200 more remained holed up in their base at Salahuddin, near Arbil.

Clinton has distanced himself from the situation. He said the US would do all it could to help

those who worked with the CIA to get safely out of Ir.

Temporary stability?

The KDP victory has imposed a form of stability in northern Iraq that has been absent since the two Kurdish factions began fighting over tribal and fiscal disputes. The PUK has recently received arms and support from Iran, prompting the KDP to turn to its former enemy, Saddam.

The PUK made clear any peace that involves Saddam won't last. "In aligning with Baghdad, the KDP has mounted a tiger which will destroy us all," it says. "Once Saddam controls Kurdistan he will no longer need his Kurdish ally, and will consume what remains of the Kurdish people."

The Kurdish safe area was set up in 1991 by US-led forces after an outcry over mass executions of Kurds by the Iraqi army. Saddam had aimed to quell a Kurdish revolt sparked by Iraq's defeat in the Gulf war.

**Staff writer Jonathan Landay contributed to this report.*

THE NEW YORK TIMES

WEDNESDAY, SEPTEMBER 11, 1996

Iraq Repairing Air-Defense Sites Hit by Missiles, Pentagon Says

U.S. Threatens New Strikes to Punish Defiance

By PHILIP SHENON

WASHINGTON, Sept. 10 — The Pentagon said today that Iraq had defied the United States by continuing to repair air-defense sites damaged in American missile attacks on southern Iraq and threatened another strike to knock out the sites once and for all.

"We're seeing a continuing effort to repair sites," said Kenneth Bacon, the Defense Department's chief spokesman. He said Washington had made clear that if Iraq rebuilt the air-defense sites in the south, thus threatening allied patrols over the flight-exclusion zone there, "we will take action."

Pentagon officials said that President Saddam Hussein's forces were jury-rigging surface-to-air missile sites from parts salvaged from last week's attacks, and that as many as four sites appeared to be back in operation.

"He's trying to repair a variety of sites, including some of those that we hit," Mr. Bacon said.

As a result, the officials said, the United States is likely to launch

cruises missiles within the next few days with the intention of destroying the sites. "We have acted twice already," Mr. Bacon said. "And I think you can expect that we would take whatever action is appropriate to protect our pilots."

Asked today if President Hussein's actions could lead to more strikes, President Clinton said, "We will evaluate them on what they do, not what they say."

The Pentagon said the United States had issued its warnings in a series of written statements delivered through diplomatic channels, as well as through recent public statements by Defense Secretary William J. Perry and Gen. John Shalikashvili, the Chairman of the Joint Chiefs of Staff.

But Iraqi forces were carrying out orders to try to rebuild sites capable of firing Russian-made SA-2 and SA-3 missiles against fighter jets patrolling southern Iraq.

The United States struck after tens of thousands of Iraqi troops marched into northern Iraq in support of one

Kurdish faction in its conflict with an Iranian-backed rival faction. The move broadly expanded Iraq's influence in an area that had been considered an international "safe haven" against Iraqi forces after the 1991 war in the Persian Gulf.

In response, the Clinton Administration launched the missile attacks and announced that it was unilaterally expanding the zone in southern Iraq where Iraqi military flights are prohibited.

Since then, the Kurds allied with Iraq have continued to seize territory once held by the rival group.

As the Pentagon and State Department again blamed the feuding Kurds for the failure of American policy in northern Iraq, both portrayed the American missile attacks and the expansion of the no-flight zone in the south as significant victories. The moves, they said, created a far larger buffer zone to protect American allies in the gulf from Iraqi aggression.

Mr. Bacon, the Defense Department spokesman, said that "if there's been any change in strategic or tactical positions" in northern Iraq, "it's been Kurd against Kurd that has led to the change in the situation there."

"I think the United States has strengthened its strategic position in the area that matters to us most, which is the area south of Baghdad, the area that borders on oil-rich neighbors," Mr. Bacon said, referring to Saudi Arabia and Kuwait. "That's the strategic heart of the

gulf region, and that's the region where we have expanded our ability to protect our interests."

The expansion of the southern no-flight zone has effectively emptied the skies across all of southern Iraq of the warplanes and helicopters of the once-menacing Iraqi Air Force, and for the first time it provides a flight-exclusion area along Iraq's border with Jordan.

Mr. Bacon said the expanded no-flight zone was also a "no-drive zone" for Iraqi ground forces moving in large numbers.

The State Department's chief spokesman, Nicholas Burns, described the expanded no-flight zone in southern Iraq as a personal slap to President Hussein, saying it must be humiliating for the leader to be unable to deploy his aircraft there.

Air Force officials said that American, British and French warplanes had flown about 60 sorties today over the southern zone, and that there had been no challenges by Iraqi jets.

The American attack on Iraqi air-defense sites and the American decision to extend the southern flight-exclusion zone from the 32d parallel to the 33d parallel had threatened to fracture the three-country coalition enforcing that zone and the one in northern Iraq.

After negotiations in Paris between Secretary of State Warren Christopher and President Jacques Chirac of France, the French announced last weekend that they would resume air patrols in Iraq, but that French pilots would not pass beyond the original zone boundaries.

That has left American and British

pilots to patrol the area between the 32d and 33d parallels. Spokesmen for the Pentagon and the British Defense Ministry said they had more than enough planes to enforce the expanded southern exclusion zone.

The southern zone was imposed in 1992, initially justified by the Pentagon as a means of protecting Iraqi Shiite rebels who had taken refuge from Mr. Hussein's forces in the marshlands of southeast Iraq. Today, the southern operation and the no-flight zone imposed in northern Iraq have taken on a far greater strategic significance, providing a buffer zone against Iraq for Turkey as well as Kuwait and Saudi Arabia.

American, British and French pilots carry out as many as 200 sorties a day over the exclusion zones.

THE NEW YORK TIMES

WEDNESDAY, SEPTEMBER 11, 1996

THE REFUGEES

Fearful Kurds Huddle at Iran's Closed Door

By DOUGLAS JEHL

PENJWIN, Iraq, Sept. 10 — Within sight of a poster of Ayatollah Ruhollah Khomeini, Paiman Mohammed gritted her teeth this afternoon against the blowing dust and the plight that had brought her back to Iraq's border with Iran.

Mrs. Mohammed and her two small children sat on grimy blankets with the neighbors they had joined in what she called a desperate flight. Twenty in all, they had piled into a pickup truck two days ago, at \$8 a head, to wind ever higher up sun-baked mountain passes toward the familiar frontier.

In March 1991, when Mrs. Mohammed and hundreds of thousands of other Kurds fled across the border, the enemy was Saddam Hussein. Her enemy this time was Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party. But with several thousand others who jostled forward to stare forlornly across a dribbling creek, Mrs. Mohammed was stuck.

"If we go back, they could kill us," said Mrs. Mohammed, 30, the wife of a guerrilla fighter in a rival Kurdish faction. "But now Iran won't let us across."

These were among the 50,000 Kurds who fled their homes as Mr. Barzani's forces advanced on Sulaimaniya. At least four crossing points lie in the barren mountains that rise to the east of the city, and to those who drove or walked or lumbered in cattle trucks what mattered was to escape from Iraq.

A border crossing point becomes a grim home for refugees.

But for those who ended up here, the crossing east of Penjwin has become the grimmest of homes, a wide spot in a dusty road where shade is found only under a tarp or in the lee of parked cars.

Nearly all of those still waiting here late this afternoon had direct ties to the Patriotic Union of Kurdistan, the faction that held sway in Sulaimaniya and the region until its defeat today by Mr. Barzani's forces.

The Patriotic Union has enjoyed the support of Iran in the past, but only a group of 80 wounded guerrillas from the organization had been permitted to enter Iran through the crossing by late this afternoon.

Few here had brought much to eat on the journey, counting on the generosity of Iranian Kurds on the border's far side. They had seen no sign yet of aid from any other quarter.

"We want food," said Ahmed Najam Sharif, a Turkman and a member of the Iraqi National Congress, the anti-Saddam Hussein coalition.

Confronted by the closed border, and at least partly calmed by news that Mr. Barzani had not arrived in the company of Iraqi troops, at least half of those who had fled Sulaiman-

iya returned today, international officials here said.

They included Fahmoud Mahmood Hussain, 30, who had carried an 80-pound load as he walked with his wife and three young children some 50 miles from Sulaimaniya to the border beginning at 3 A.M. on Sunday but had managed to find a ride home.

"We ran out of bread," Mr. Hussain said, "and Iran did not open the border. If we had enough bread, we would have stayed."

[In Washington, the State Department's spokesman, Nicholas Burns, called on Iraq's neighbors, including Iran, to open their borders to any refugees fleeing Iraq. Mr. Burns also said the United States had called on Mr. Barzani not to carry out "political retribution" against anyone now under the party's control.]

Some nongovernmental organizations that operate in northern Iraq sent monitors to the border today, and the office of the United Nations High Commissioner for Refugees in Sulaimaniya dispatched a two-man medical team. But United Nations officials said the best course was to allay concerns about the effect of Mr. Barzani's seizure of power, and they suggested this evening that any crisis would most likely be less severe than was at first feared.

But most of those who remained here said their fears of retribution were too powerful to be allayed.

"They will slaughter us," Mrs. Mohammed whispered.

THE KURDS

The Winner Says He'd Play His Baghdad Card Again

By DOUGLAS JEHL

SULAIMANIYA, Iraq, Sept. 10 — As his forces roared through this city and beyond in a jubilant parade, the faction leader who now controls the Kurdish region of northern Iraq said today that he wanted the protected zone to become "a castle of freedom and democracy."

But the leader, Massoud Barzani, who achieved his triumph by inviting in the Iraqi Army for help, said he would turn to President Saddam Hussein again if he felt threatened by his neighbors and was not protected by the West.

Mr. Barzani arrived here early

this morning in a vast procession of Land Cruisers, pickup trucks and buses that carried thousands of armed guerrillas and were equipped with hundreds of machine guns, cannon and other heavy weapons.

The show of force did not include the Iraqi tanks and artillery that backed Mr. Barzani's Kurdistan Democratic Party in the assault on the regional capital, Erbil, 11 days ago that began the offensive. But that did not render today's final conquest any less complete.

The forces of Patriotic Union of Kurdistan, who had held the city until the afternoon before, were reported to have fled deep into the mountains to a remote area near the Iranian border in an abject defeat that appears to mark an effective end, for now at least, to the bitter factional fighting that has raged since May 1994.

"The problem is finished," Mr. Barzani declared.

As news spread that the conquerors did not include the Iraqi Army, many Kurds who had fled in fear toward Iran began to return to their homes today. But at least 20,000 waited at border crossings in dusty makeshift camps in the hope that Iran would open its closed frontiers, with many saying they feared Mr. Barzani just as much as President Hussein.

Mr. Barzani offered amnesty to his defeated rivals, including their leader, Jalal Talabani, and said he would allow the Patriotic Union to survive as a strictly political organization.

But as the Kurds' new leader moved to install a loyal governor and police chief here, some international aid workers voiced doubt that a man who has functioned as a warlord — and whose battles with Mr. Talabani have been more about power and profiteering than ideology — would move to show democratic colors. Both parties have profited from control over the flow of goods smuggled in from Turkey and Iran, diplomats say.

"Let's hear it and hold him to it," one aid worker said of the promises of democracy and freedom. "Will this mean that people will be allowed to speak out against the K.D.P.?"

As guerrillas lofted a freshly painted portrait of Mr. Barzani high atop what had been the headquarters of his defeated rivals, there were reports today that some Patriotic Union loyalists who chose to stay behind had been harassed and that some had been beaten. Their headquarters building was stormed and looted, and the Barzani forces emptied what remained of Mr. Talabani's smoldering home in the remote village of Kalachalan.

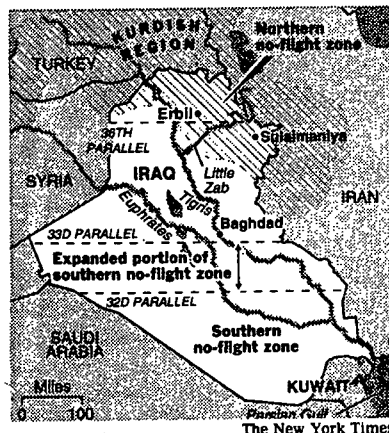
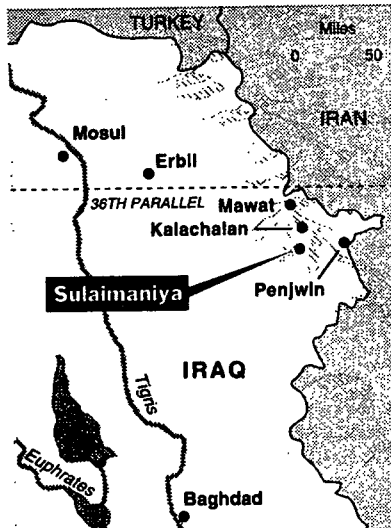
But the fires that destroyed that home and office had been set by the fleeing forces themselves, and aid workers who also witnessed the Kurdish Democratic Party's takeover of Erbil from the Patriotic Union on Aug. 31 said that in comparison, today's transfer of power was relatively nonviolent.

Exactly where Mr. Talabani and his men fled remains unclear, as do their intentions. Only about 100 of the guerrillas were seen this afternoon in and around the Iranian border crossing in Penjwin, east of Sulaimaniya, and Patriotic Union officials there said their main force was in the mountains further north, near the village of Mawat.

Yet without control of cities and roads, Mr. Talabani's forces appear incapable of mounting any more than harassing attacks, said aid workers with long experience in the region. And Mr. Barzani's forces, who were seen moving in great numbers with heavy firepower into Penjwin late this afternoon, appeared determined to consolidate control over their territory.

Mr. Barzani insisted again today that no Iraqi troops or equipment had joined in his operations since the assault on Erbil. And in the force that stormed southward to arrive here this morning and complete the takeover begun by a vanguard on Monday night, there was no sign of either Iraqi weapons or personnel.

But the Kurdish leader, whose alignment with Mr. Hussein out-



A Kurdish faction leader paraded in triumph through Sulaimaniya.



Associated Press

Fighters of the Kurdistan Democratic Party, the faction backed by Saddam Hussein, marched yesterday through the city of Sulaimaniya in northern Iraq. Marchers waved a painting of their leader, Massoud Barzani.

raged his opponents and alarmed the West, again defended his decision to seek backing from the Iraqi Government. "If the United States and the West help us, if they keep protecting our people, we're not going to deal with Saddam," Mr. Barzani said. "If not, they know what we will do."

A report from Baghdad today that the Government will offer an amnesty allowing Kurds to apply for permission to visit Iraqi-controlled territory to the south was described by aid workers today as a possible next step in closer ties between the two sides.

Wearing his traditional Kurdish turban and baggy khaki trousers, Mr. Barzani told reporters today that he had last been in contact with Mr. Hussein on Aug. 20, when he sent him a message asking for help. But when asked to describe military coordination between the two sides since then, the Kurdish leader demurred.

"I can't tell you everything," he said with a twinkle in his eye.

THE NEW YORK TIMES

WEDNESDAY, SEPTEMBER 11, 1996

THE C.I.A.

For 3d Time in 21 Years, Saddam Hussein's Foes Pay Price for a Foiled U.S. Plot

By TIM WEINER

WASHINGTON, Sept. 9 — For the third time in a generation, a C.I.A. program aimed against Iraq has sent the enemies of Saddam Hussein to prison or the grave.

Several dozen Iraqis working with the Central Intelligence Agency inside Iraq were arrested and executed in July and August after Presi-

dent Saddam Hussein foiled the agency's latest effort to subvert him, Government officials said today. Their fate shows how hard it is to recruit spies in a police state and mount paramilitary operations in a land as hostile as Iraq.

The C.I.A. has tried for more than

five years to create political and paramilitary organizations that could supplant Mr. Hussein. Covert operations to undermine his 17-year regime are still under way, Government officials said.

Until last week, when 30,000 Iraqi soldiers swept into the Kurdish zone

in northern Iraq, the C.I.A. operated a base in the protected zone for gathering intelligence and broadcasting propaganda. And until the executions last month, the agency also ran a separate, small paramilitary program largely staffed by Iraqi military defectors.

But that paramilitary effort created an ineffectual force "running around like the czarists after the Russian Revolution," said a former Pentagon official briefed on the operation. Mr. Hussein's spies infiltrated the group months ago, Government officials said.

In that operation, the Iraqi National Accord, a resistance group based in Jordan, used \$6 million from the C.I.A. and a handful of high-ranking Iraqi military defectors in an effort to breed dissent within Mr. Hussein's armed forces. It trained and armed small cells of rebels. But in July and August, many of its networks inside Iraq began disappearing. By this week, many of the Iraqis working with the Accord from within Mr. Hussein's military were dead. Some are still alive and working for the C.I.A., Government officials said.

Meanwhile, at a small base in northern Iraq, a handful of C.I.A. officers worked with members of the Iraqi National Congress, a political coalition with offices in the protected zone. They gathered intelligence, coordinated propaganda broadcasts and provided safe passage for Iraqi military defectors and political dissidents, some of whom joined the C.I.A.-backed armed resistance.

But when Iraqi forces drove into the area last week, the officers at the

C.I.A. base ran for their lives. They warned the Iraqis and Kurds who worked with them to flee. "No one who was an asset of the agency is currently at risk in northern Iraq," an intelligence official said. But the attack crippled the C.I.A. base.

These losses were not a huge debacle. Contrary to some published reports, there are not hundreds of Iraqi C.I.A. agents dead, imprisoned or fleeing for their lives, Government officials said. There were never hundreds to begin with. But the Iraq operation is another harsh chapter in the annals of C.I.A. covert action.

Since 1947, the agency has mounted close to 2,000 operations designed to change the course of political events abroad. All were dangerous. Some, like sending Fidel Castro a poisoned scuba-diving suit, were absurd. Few worked perfectly.

"We know this business very well," said Allan Goodman, a former C.I.A. official and a dean of Georgetown University's School of Foreign Service. "It doesn't mean we're good at it."

The idea behind the latest C.I.A. mission was that a small cadre of rebels could create a political or military alternative to Mr. Hussein. But for now, that hope has been dashed.

President Clinton, and President Bush before him, and President Nixon before him ordered the agency to undermine Iraq's Government. But in the words of Gen. John Shalikashvili, Chairman of the Joint Chiefs of Staff, that has proved "harder to do than to talk about" — much harder.

In January 1991, as the gulf war

began, the C.I.A. began aiming propaganda at the Kurds in Iraq. The Kurds listened to President Bush's call to "force Saddam Hussein the dictator to step aside." And they were slaughtered by the thousands when Mr. Hussein struck back.

It had happened before. In May 1972, President Nixon and Secretary of State Henry A. Kissinger met in Teheran with the Shah of Iran. The Shah asked Mr. Nixon to arm the Kurds in their struggle against Iraq, his irksome neighbor.

On Mr. Nixon's orders, the C.I.A. shipped \$16 million in weapons and supplies through Iran to the Kurds.

But Washington did not share the Kurds' dream of independence. The Kurds were only "a uniquely useful tool for weakening Iraq's potential for international adventurism," a 1974 C.I.A. memorandum said.

In March 1975, as the operation continued under President Ford, the Shah cut a secret deal with Saddam Hussein, then Iraq's vice president and most powerful military man. They would settle a border dispute amicably if Iran would cut off the arms shipments to the Kurdish rebels. Within hours, Iraqi forces attacked the Kurds, who sent an urgent appeal to the C.I.A. "Intervene according to your promises," it read. No answer came and thousands died.

Mr. Kissinger was questioned about the operation by a Congressional panel in 1976. "Covert action," he observed, "should not be confused with missionary work." Few in the shattered Iraqi resistance can fail to grasp the difference now.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, SEPTEMBER 11, 1996

Iraqi-Backed Kurd Savors Victory

By Douglas Jehl
New York Times Service

AS SULAIMANIYA, Iraq — As his forces roared through this city and beyond in a jubilant parade, the faction leader who now controls Iraqi Kurdistan said Tuesday that he wanted the protected zone to become "a castle of freedom and democracy."

But the leader, Massoud Barzani, for whom the support of the Iraqi government made the triumph possible, said he would turn to President Saddam Hussein again if he felt threatened by his

neighbors and was not protected by the West.

Mr. Barzani arrived in a vast procession of pickup trucks and buses that carried thousands of guerrillas and hundreds of machine guns, cannon and oth-

er heavy weapons. The show of force lacked the Iraqi tanks and artillery that backed his Kurdish Democratic Party forces at the start of its offensive in an

assault on the capital, Arbil, in late August, but that did not render Tuesday's final conquest any less complete.

The forces of the Patriotic Union of Kurdistan, who had held the city until Monday afternoon, were reported to have fled deep into the mountains near the Iranian border in an abject defeat that appeared to mark an end to a bitter civil war that began in May 1994.

"The problem is finished," Mr. Barzani declared.

As news spread that the arriving con-

querors did not include the Iraqi Army, many Kurds who had fled in fear toward Iran as Mr. Barzani's forces advanced began to return to their homes. But at least 20,000 people waited at border crossings in dusty makeshift camps in the hope that Iran would open its closed frontiers, with many saying they feared Mr. Barzani just as much as they feared Saddam Hussein.

Mr. Barzani offered amnesty to his defeated rivals, including their leader, Jalal Talabani, and said he would allow the Patriotic Union to survive as a strictly political organization.

But as the Kurds' new leader moved to install a loyal governor and police chief here, some international aid workers voiced doubt that a man who has functioned as a warlord, and whose battles with Mr. Talabani have been more about power and profiteering than ideology, would move to show democratic colors.

"Let's hear it and hold him to it," one aid worker said. "Will this mean that people will be allowed to sneak out

against the KDP?"

As the yellow of the Kurdish Democrats fluttered from car aerials in place of the Patriotic Union green, and guerrillas lofted a freshly painted portrait of Mr. Barzani atop what had been the headquarters of his defeated rivals, there were reports Tuesday that some Patriotic Union loyalists who chose to stay behind had been harassed and that some had been beaten. Their headquarters building was stormed and looted, and the Kurdish Democratic forces who emptied what remained of Mr. Talabani's smoldering home in the remote village of Kalachalan seized even a taxidermists' folly: a cheetah mounted with a gazelle in its mouth.

But the fires that destroyed that home and office had been set by the fleeing forces themselves, and aid workers who also witnessed the Kurdish Democrats' takeover of Arbil from the Patriotic Union on Aug. 31 said that, in comparison, the transfer of power here was relatively clean.

Exactly where Mr. Talabani and his

men had fled remained unclear, as did their intentions. Only about 100 of the guerrillas were seen this afternoon in and around the Iranian border crossing in Pinjuin, east of As Sulaimaniya, and Patriotic Union officials there said the main force was in the mountains further north, near the village of Mawet.

Mr. Barzani, whose alignment with Mr. Saddam outraged his opponents and alarmed the West, again defended his decision to seek backing from the Iraqi government even though he is a sworn opponent of its president.

And he said he hoped the West would prove willing to protect the newly consolidated Kurdistan not just from Iraq, the Kurds' longtime oppressor, but also from Iran and Turkey, which have large Kurdish populations of their own and have launched cross-border offensives aimed at the bases of their own internal foes.

"If the United States and the West help us, if they keep protecting our people, we're not going to deal with Saddam," Mr. Barzani said. "If not, they know what we will do."

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

MONDAY, AUGUST 19, 1996

Kurds Head Toward Iran, Fleeing Iraq-Backed Force

Compiled by Our Staff From Dispatches

AS SULAIMANIYA, Iraq — Tens of thousands of Kurds fled toward Iran on Tuesday as a Baghdad-backed militia celebrated its takeover of northern Iraq's biggest city, the last stronghold of its longtime Kurdish rival.

"The number is between 70,000 and 75,000, we believe," said a United Nations official in Arbil, the administrative center of Kurdish northern Iraq. Other officials estimated that the total could quickly approach 300,000.

In Washington, the Pentagon warned Iraq not to rebuild the anti-aircraft defenses that were damaged by U.S. cruise missile attacks last week, but denied reports from Baghdad that Iraq had fired missiles at U.S. warplanes.

The Pentagon spokesman, Ken Bacon, said the United States had made it clear to President Saddam Hussein that "we will take action" if he "rebuilds air defenses and threatens our missions over the 'no fly' zone."

The comment followed a report from Baghdad that Iraqi air defense units fired three missiles at U.S. planes policing the flight-exclusion zone in southern Iraq.

"It's not true," a Defense Department official said. "We have absolutely no evidence of any such thing."

As refugees fled the fighting in Iraq, a UN refugee official in Tehran said he had reports that an unspecified number of people were crossing the border into Iran. He said they were headed for Iran's Azerbaijan Province in the west and for

an area around Marivan. The Iranian government said 200,000 refugees were heading to the border.

An Iranian Interior Ministry official, Ahmad Hosseini, said in the capital: "We won't let them in unless their lives are threatened by gunfire or attacks."

In Turkey, Foreign Minister Tansu Ciller said after talks with Iraqi representatives that Ankara would go ahead with a plan to create a security zone inside northern Iraq, despite objections from Baghdad.

But Baghdad asked the United Nations to halt what it called the U.S. policy driving Turkey to create the buffer zone, the official Iraqi press agency, INA, said.

Ankara has deployed men on the Iraqi side of the border, Baghdad's news service said, to prevent guerrillas from the Kurdistan Workers' Party from slipping into Turkey. The organization has been fighting the Turks for years for an independent state in the south.

Another Defense Department official in Washington, meanwhile, said that Iraqi forces have repaired as many as four of the anti-aircraft missile sites that were damaged by the U.S. missile attacks. The sites were attacked because Iraqi forces had joined with the Kurdistan Democratic Party in attacks on its rival, the Patriotic Union of Kurdistan.

The official, who asked not to be identified, said that radars used by the missiles have not tried to target U.S. warplanes. (Reuters, AP)

Le Monde - 11 septembre 1996

Les Kurdes soutenus par Bagdad prennent le contrôle du nord de l'Irak

Les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani ont investi, lundi 9 septembre, Souleimaniyé, le dernier bastion de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dont le chef, Jalal Talabani, s'est réfugié en Iran

SOULEIMANIYÉ

de notre envoyée spéciale

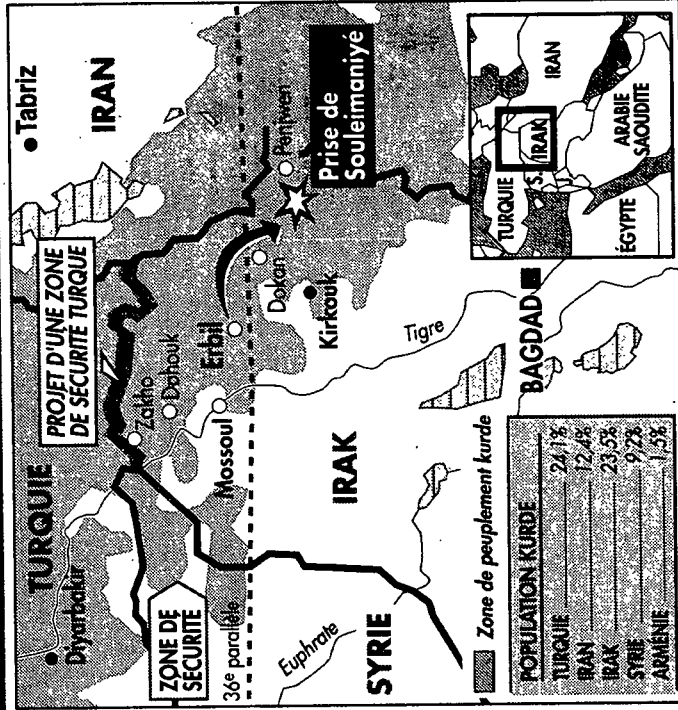
Après Erbil, conquise avec l'aide de l'armée irakienne, Souleimaniyé, la plus grande agglomération du Kurdistan - environ 800 000 habitants - est tombée, lundi 9 septembre, dans la soirée, aux mains du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. Ce dernier a fait son entrée dans la ville, mardi, accueilli sur les trottoirs par des centaines d'enfants arborant qui des drapeaux, qui des ceintures, qui des chiffons jaunes, la couleur du parti.

M. Barzani a immédiatement décrété une amnistie générale, y compris pour Jalal Talabani, son rival défait de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Il a aussi annoncé la prochaine organisation d'élections générales au Kurdistan.

Des peshmergas (combattants) armés, sur leurs pick-up, ont parcouru la ville, qui est calme. Les petits cafés et les marchands de cigarettes s'affairaient, mais les boutiques étaient encore fermées. La population, rassemblée en masse dans les rues, a regardé son nouveau maître sans agitation particulière.

Avec la prise de Souleimaniyé, M. Barzani contrôle désormais les trois capitales provinciales du Kurdistan, Dohouk et Erbil au centre, et Souleimaniyé au sud-est. Lancé dimanche, l'offensive du PDK n'a pas rencontré de véritable résistance de la part des peshmergas de l'UPK qui se sont repliés très vite, abandonnant même sur place beaucoup de leurs armes. M. Talabani a, pour sa part, selon des responsables de l'ONU, fui en Iran.

L'offensive du PDK



Depuis lundi matin, Souleimaniyé était une ville ouverte, abandonnée, dans la nuit, par les responsables de l'UPK, qui la géraient depuis la fin de 1994. Terrorisée par la crainte de voir arriver l'armée irakienne avec ses alliés du PDK, la population avait fui en grand nombre et dans le désordre vers l'Iran, qui a fermé sa frontière depuis dimanche. Quelques milliers de personnes, rassemblées à Penjwen, à 75 kilomètres de là, ont été autorisées à entrer en Iran à condition d'abandonner leurs armes. M. Barzani avait lancé par radio des appels aux habitants de Souleimaniyé leur demandant de rester sur place et de ne pas se livrer à des pillages, comme ce fut le cas lors de la prise d'Erbil. Il avait aussi appelé ses partisans à contrôler la situation pour empêcher tout dérapage.

Les Etats-Unis avouent leur impuissance

Les révélations par le *Washington Post* et par le *New York Times* de l'échec de l'opération montée par les services secrets américains dans le Kurdistan irakien pour créer une force d'opposition à Saddam Hussein, et le sort précaire de centaines d'Arabes irakiens embauchés par la CIA à cet effet - plusieurs dizaines auraient déjà été exécutés - ont mis en difficulté la Maison Blanche. Interrogé à ce sujet, lundi 9 septembre, le président Bill Clinton n'a pu que répondre : « Nous faisons tout notre possible pour sortir d'Irak les ressortissants américains et tous ceux qui ont travaillé avec nous. » La veille, le secrétaire d'Etat à la défense, William Perry, avait indiqué que les Etats-Unis ne comptaient pas intervenir dans « la guerre civile » kurde. « Tant que les Kurdes ne cessent pas de se battre (...), il n'y a pas grand-chose que les Etats-Unis puissent faire », a estimé, lundi, le porte-parole du département d'Etat.

LANCE-ROQUETTES

Démarrée avec la prise de Koy-sandjak, à 65 kilomètres au sud-est d'Erbil, l'offensive du PDK avait continué, lundi, sur deux axes. Ses combattants étaient venus du Nord reprendre la région de Rawanduz-Rania et de l'Ouest, prenant au passage le contrôle du barrage et de la centrale électrique de Dohouk. Ils étaient ensuite descendus sans trop de difficultés sur un terrain plutôt plat jusqu'à Souleimaniyé, à 85 kilomètres à l'est. Aucun chiffre des victimes n'est encore disponible, mais, selon des témoins, quelques cadavres de

combattants gisaient abandonnés aux abords de Koy-sandjak. Le PDK, qui avait rassemblé un très grand nombre de peshmergas pour cette offensive, a utilisé de multiples lance-roquettes et des transports de troupes blindés. Ceux-ci lui appartenaient-ils tous ou a-t-il bénéficié d'une nouvelle aide discrète de Bagdad ? C'est encore difficile à dire. L'effondrement total des troupes de l'UPK

reste toutefois mystérieux. Il y a quelques jours encore, M. Talabani se voulait confiant et avait déclaré qu'il demanderait l'aide de n'importe qui pour résister. Selon des sources indépendantes, il semble que celui-ci ait eu du mal à conserver ses troupes et que beaucoup de ses peshmergas aient préféré regagner leurs villages pour protéger leurs familles. La chute de Souleimaniyé a été

PROCHE-ORIENT Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), la faction kurde soutenue par Bagdad, a conclu victorieusement, lundi 9 septembre, son offensive dans la zone contrôlée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) en s'emparant de Souleimaniyé. Son rival, Jalal Talabani, s'est réfugié en Iran en compagnie de ses derniers fidèles. ● LA VICTOIRE DU PDK, favorisée par la décision des Etats-Unis de ne pas intervenir dans une « guerre civile », fait le jeu de Saddam Hussein, qui risque de monnayer au prix fort son soutien au chef du PDK, et qui sort donc vainqueur de son épreuve de force avec Washington. ● CES COMBATS fratricides affaiblissent, une nouvelle fois, le camp kurde, dont les aspirations à un Etat indépendant ont été utilisées par le camp occidental pour tenter, en vain, d'affaiblir le régime irakien.

accueillie par des tirs de joie à Erbil, et ce d'autant plus que le courant a été rétabli après la prise de la centrale électrique de Dokan par le PDK. Rassemblés autour de postes de radio à l'écoute de la station du PDK, les peshmergas d'Erbil n'ont pas caché leur satisfaction et se sont congratulés.

C'est la première fois, depuis de longues années, que le Kurdistan est aux mains d'un seul parti, ce qui pourrait, à court terme, contribuer à stabiliser la situation. Allié à l'Irak pour la prise d'Erbil, le PDK pourrait toutefois avoir du mal à gérer les affaires face à Saddam Hussein, à qui il est redevable de sa victoire.

En attendant, celle-ci fait, dans une certaine mesure, l'affaire de la

Turquie, avec laquelle le PDK entretient de bonnes relations. Il s'est opposé à plusieurs reprises à la présence, au Kurdistan irakien, du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) - opposition armée à Ankara qui milite pour la création d'un Kurdistan indépendant - et pourrait négocier maintenant un accord avec Ankara pour éviter la création d'une zone de sécurité à l'intérieur de l'Irak.

Cette nouvelle donne devrait aussi faciliter la mise en place de la résolution 986 de l'ONU, dite « pétrole contre nourriture » : l'oléoduc par lequel transitera le pétrole irakien vers la Turquie traverse, en effet, le Kurdistan.

Françoise Chipaux

Le Monde - 11 septembre 1996

La saga des Barzani : idées courtes et talents militaires

L'histoire de cette famille est ponctuée de négociations et de rébellions

MARS 1975. Moustapha Barzani, dans une lettre à Henry Kissinger, exprime son dépit envers les Etats-Unis en qui il avait placé sa confiance pour leur soutien dans sa lutte contre le régime irakien. Le célèbre dirigeant kurde, qui, dans son conflit avec l'autorité centrale de Bagdad, bénéficiait d'un soutien financier et militaire de Téhéran, de la CIA et d'Israël, venait d'être sacrifié par ces derniers sur l'autel d'un accord entre l'Irak et l'Iran. L'accord dit « d'Alger » délimitait la frontière entre les deux pays dans les eaux du Chatt el Arab. Vaincu, Moustapha Barzani s'exila en Iran, puis aux Etats-Unis où il mourut en 1979. Deux de ses fils, Idriss et Massoud, lui succédèrent à la tête du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), mais le premier fut tué accidentellement en 1987.

Août 1996. Massoud Barzani prévient les Etats-Unis qu'il fera appel au régime irakien si Washington ne l'aide pas à venir à bout de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Samedi 31 août, l'armée irakienne et le PDK prennent le contrôle de la ville d'Erbil, « capitale » de la partie du Kurdistan qui, depuis avril 1991, échappe au contrôle de Bagdad. Certains disent aujourd'hui que Massoud a

tiré les leçons de l'expérience de son père.

Les Barzani, ou la saga de chefs de guerre aux talents militaires indiscutés, mais aux vues politiques courtes, comme en atteste une stratégie cahoteuse qui s'est toujours retournée contre les Kurdes depuis un demi-siècle. L'histoire des Barzani se confond presque avec celle des Kurdes d'Irak depuis 1930. Elle est aussi une histoire régulièrement ponctuée de périodes de négociations et d'autres de rébellion armée contre le pouvoir central. Et si, à la différence de ce qui s'est passé

en Turquie, en Syrie et en Iran, trois autres pays à importante minorité kurde, la rébellion kurde a pris, en Irak, une forme quasi endémique, c'est peut-être pour deux raisons : d'une part, parce que la Grande-Bretagne, puis-

L'Irak ouvre sa frontière aux réfugiés

L'Irak a affirmé, mardi 10 septembre, qu'il laissera entrer sur son territoire les réfugiés kurdes irakiens qui ont fui devant l'avance du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). « Des milliers de Kurdes irakiens marchent vers les frontières iraniennes. En cas d'afflux, et conformément aux principes humanitaires, l'Irak sera obligé d'accueillir ces personnes », a déclaré le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères iranien, qui a demandé « à la communauté internationale une action urgente pour éviter les pertes humaines et venir en aide aux réfugiés. »

Il a précisé que son pays souhaite « éviter toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak et aider les Kurdes sur le plan humanitaire ». Au cours de ces dernières semaines, Bagdad, qui est intervenu aux côtés du PDK, avait accusé, à plusieurs reprises, Téhéran de soutenir la faction rivale, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). - (AFP)

sancé mandataire, puis les régimes irakiens successifs promirent aux Kurdes une forme d'autonomie, et aussi parce que l'Irak et l'Iran avaient un problème de délimitation de frontière qui a encouragé Téhéran à faire des Kurdes irakiens l'instrument de sa politique.

ÉPHÉMÈRE RÉPUBLIQUE

C'est en 1930 que Moustapha Barzani, dont le frère aîné, Cheikh Ahmad, est à la fois un chef tribal et religieux, apparut comme la principale figure de la minorité kurde irakienne après avoir battu une des tribus rivales, celle des Baradostes. L'Irak était alors sous mandat britannique, c'est la Royal Air Force (RAF) qui rétablit l'ordre. Ce fut encore la RAF qui, en 1932, dut voler au secours de l'armée irakienne lorsque celle-ci, envoyée pour contrôler la rébellion, fut prise dans les rets de combattants aguerris qui avaient une parfaite connaissance du terrain. Quatre ans plus tard, les frères Barzani furent obligés de se rendre et furent placés en résidence surveillée à Souleimaniyé.

Moustapha Barzani, qui, comme son nom l'indique, est originaire du village de Barzan, près de la frontière turque, mais dont les sympathisants se recrutent aussi bien dans sa propre tribu que dans d'autres, était convaincu que la clé de l'autonomie du Kurdistan était aux mains de la Grande-Bretagne. Aussi, lorsque, en juillet 1943, il réussit à fuir Souleimaniyé pour revenir à Barzan, il s'empessa de faire des ouvertures en direction des autorités britanniques. L'ambassadeur de Londres à Bagdad, Kinathan Cornwallis, encouragea le premier ministre irakien, Nouri El Saïd, à ouvrir des négociations avec Barzani. Mais Nouri El Saïd se heurta au réserves de nombreux ministres pour qui l'octroi d'une quelconque forme d'autonomie aux Kurdes était un premier pas vers le séparatisme et une atteinte à la souveraineté de l'Irak.

Le premier ministre dut démissionner. Les choses ne firent que

se dégrader. Le nouveau gouvernement irakien lança à l'assaut du Kurdistan quelque 14 000 hommes de troupe soutenus par l'aviation. Moustapha Barzani dut s'exiler en Iran, en octobre 1945, avec quelque 10 000 partisans. On devait le retrouver, en mars 1946, à... Mahabad, où avait été proclamée, moins de deux mois plus tôt, une République kurde, avec le soutien des Soviétiques, voire à leur instigation - l'Irak était alors sous occupation soviétique et britannique. Barzani arriva à Mahabad avec ses meilleurs guerriers et leurs familles pour défendre une République dont l'existence, était-il convaincu, était garantie par l'appui soviétique. Mais lorsque, en avril de la même année, Moscou et Téhéran conclurent un accord qui prévoyait l'évacuation des forces soviétiques, en échange notamment de la perspective d'une concession pétrolière pour Moscou, le sort de la République kurde était scellé. Elle n'aura duré que onze mois. Barzani, après des tentatives de négociations avec les autorités iraniennes, finit par se réfugier en Union soviétique. Il y demeura jusqu'en 1958.

RÉPRESSION

Le coup d'Etat militaire qui mit fin à la monarchie en Irak, en 1958, fut bien accueilli par les Kurdes. La Constitution provisoire affirmait « l'association des Arabes et des Kurdes » au sein de la nation irakienne. Barzani fut invité à regagner le pays. Des négociations s'engagèrent avec le gouvernement de Bagdad, mais elles tournèrent court et la répression s'abattit sur les Kurdes, les *peshmergas* (combattants) menant une guérilla de plus en plus déterminée contre le pouvoir.

Pour assurer son pouvoir encore fragile, le parti Baas, qui accéda au pouvoir en 1968, engagea des négociations avec les Kurdes, qui aboutirent, le 11 mars 1970, à une déclaration commune de reconnaissance de la nation kurde, de ses droits culturels et de son

association au pouvoir. Le PDK demeurait toutefois méfiant. L'Irak, Israël et les Etats-Unis l'encouragèrent à continuer la lutte.

La mauvaise foi des autorités irakiennes était manifeste. En septembre 1971, elles expulsèrent vers l'Irak quelque 40 000 Kurdes faïlis (chiïtes) sous le prétexte qu'ils n'étaient pas vraiment des Irakiens. Le même mois, le gouvernement tenta de faire assassiner Barzani après avoir essayé de tuer son fils Idriss. Après la nationalisation de l'Irak Petroleum Company, en 1972, il y eut de nouveaux accrochages dans le Kurdistan. Le gouvernement finit par promulguer unilatéralement la loi d'autonomie en mars 1974. Si elle prévoyait de réelles avancées en matière culturelle, cette loi maintenait le pouvoir entre les mains de Bagdad et amputait le Kurdistan de certains territoires, notamment la région pétrolière de Kirkouk.

Après l'effondrement de la rébellion kurde consécutive à l'accord d'Alger de 1975, Jalal Talabani, membre du bureau politique du PDK, créa sa propre formation, l'UPK. Le régime irakien menait parallèlement une politique d'une cruauté sans limite à l'égard des Kurdes, désormais clairement traités de suppôt du sionisme et de l'Iran : déportations, destructions de villages, bombardements, arrestations, tortures, déplacements de population, utilisation de l'arme chimique contre certaines localités, notamment à Habibja en 1988.

Après l'écrasement de la rébellion kurde en 1991 par le régime de Saddam Hussein, MM. Talabani et Barzani tentèrent, une nouvelle fois, de conclure un accord avec Bagdad. Les négociations tournèrent court. Massoud Barzani a néanmoins renouvelé ses contacts pour son propre compte en 1995. Ils ont abouti à l'intervention irakienne aux côtés du PDK à Erbil.

Mouna Naim

Le Monde - 11 septembre 1996

Succès de Saddam Hussein dans le Kurdistan irakien

Bagdad a marqué un point face à Washington

LE PARTI démocratique du Kurdistan (PDK), la faction kurde soutenue par Bagdad, a conclu victorieusement son offensive dans le nord de l'Irak contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) en s'emparant, lundi 9 septembre, de la ville de Souleimaniyé, abandonnée depuis la veille par les forces de l'UPK. Déjà

maître des deux autres gouvernats de Dohouk et Erbil, le PDK contrôle désormais la quasi-totalité du nord du Kurdistan irakien pour le plus grand profit de Saddam Hussein, qui a soutenu militairement l'offensive de Massoud Barzani, le chef du PDK.

Le régime de Bagdad sort ainsi vainqueur de son épreuve de force avec les Etats-Unis, une semaine après les bombardements américains décidés par le président Bill Clinton. Ces bombardements répondaient à l'entrée des forces irakiennes dans la ville kurde d'Erbil, alors contrôlée par l'UPK. Par le biais de son alliance avec le PDK, le président irakien reprend pied dans une région qui avait échappé à son contrôle depuis la fin de la guerre du Golfe et la tentative de soulèvement réprimée dans le sang, qui avait conduit les Occidentaux à créer une zone de sécurité pour les Kurdes.

A Souleimaniyé, Massoud Barzani, chef du PDK, a annoncé, mardi 10 septembre, une amnistie générale en faveur de ses adversaires qui ont trouvé refuge en Iran. Il a précisé que « cette amnistie incluait notamment le chef de l'UPK, Jalal Talabani ». Il a aussi appelé de ses vœux l'organisation d'« élections générales libres ». De son côté, le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères a indiqué que Téhéran veut « éviter toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak » et n'accorder aux Kurdes qu'une aide humanitaire.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes 2e lead

Jalal Talabani réfugié en Iran, selon des responsables de l'ONU

DUBAI, 10 sept (AFP) - Le chef kurde Jalal Talabani et ses combattants se sont réfugiés mardi en Iran après leur défaite par les partisans de Massoud Barzani, allié de Bagdad, a-t-on appris auprès de responsables des Nations unies.

"Les membres de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont tous fui en Iran, y compris (leur chef) Jalal Talabani", a déclaré un collaborateur d'une agence des Nations unies à Erbil interrogé par téléphone depuis Dubai.

D'après les rapports des agents des Nations Unies sur place, "plus de 70.000 personnes" ont fui vers l'Iran avant l'entrée des forces de Massoud Barzani lundi soir dans Souleimanieh, le dernier bastion de l'UPK, situé à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de la frontière avec l'Iran.

D'après les informations qui parviennent à Erbil par radio, l'Iran a ouvert sa frontière aux réfugiés qui s'y étaient massés depuis lundi et laisse entrer les Kurdes à condition qu'ils abandonnent leurs armes, a-t-il indiqué.

L'Iran avait annoncé lundi qu'il ne pouvait pas accueillir les réfugiés kurdes avant de revenir sur son refus mardi matin.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de M. Barzani) lui-même avait abandonné la ville avant l'aube lundi matin, ne laissant derrière lui que quelques peshmerghas (combattants kurdes), selon les mêmes sources. Les sympathisants de M. Barzani avaient pris le contrôle de la ville avant même l'entrée des combattants venus d'Erbil, ont ajouté les responsables de l'ONU.

A Souleimanieh, M. Barzani a décrété mardi une amnistie générale pour ses adversaires kurdes, précisant qu'elle incluait M. Talabani, et appelé à des élections générales libres.

pmr/jhd eaf 9
AFP /AA1234/101004 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Libération - 11 septembre 1996



partisans du PDK défilent dans la ville, prise d'assaut la veille, en brandissant un portrait géant de leur leader Massoud Barzani.

Le sourire du dictateur triomphant

Le pouvoir de Saddam Hussein sort conforté de l'épreuve kurde.

Il y a une semaine, Bill Clinton criait victoire et l'Amérique était persuadée d'avoir humilié Saddam Hussein. Aujourd'hui, ce dernier peut savourer son succès au Kurdistan, qui relativise et ridiculise l'impact des bombardements américains de la semaine dernière et les moyens mis en œuvre, y compris des B52 partis de l'île de Guam, à l'autre bout du monde.

La coalition mise à mal. Le dictateur ira-

kien, paria international qui défie depuis cinq ans tous les pronostics sur sa survie politique, aura réussi un triple tour de force. Celui, d'abord, d'avoir repris pied à peu de frais dans une région, le Kurdistan irakien, dont il était écarté depuis sa sanglante répression de 1991; d'avoir, ensuite, provoqué l'effritement de la coalition alliée issue de la guerre du Golfe, non seulement avec la dissonance de la France, mais

sur tout dans le monde arabe qui n'a pas caché son mécontentement; enfin, sur le plan intérieur, Saddam Hussein aura montré à son peuple qu'il reste le raïs, le chef, malgré les défections et les complots, malgré l'Amérique et l'embargo...

De ce triple succès sont avant tout responsables les dirigeants kurdes rivaux qui ont gâché, par leur guerre civile aux relents claniques, leur chance historique d'auto-

nomie réelle sous parapluie occidental. Mais aussi les Occidentaux, États-Unis en tête, qui se sont emmêlés les pieds dans leurs contradictions face à Saddam Hussein et n'ont pas su aller plus loin, au Kurdistan, qu'une intervention humanitaire à un moment de forte attention médiatique. Les uns comme les autres en payent aujourd'hui le prix: ils ont désormais en face d'eux un leader irakien conforté et consolidé.

Le principal atout de Saddam Hussein est d'apparaître, comme en 1991 et malgré tous ses excès, comme le garant d'une unité de l'Irak à laquelle sont attachés tous les ténors du monde arabe, y compris ceux qui n'ont guère de goût pour le dictateur

ANALYSE

de Bagdad. Cette thèse est confirmée par les informations selon lesquelles c'est l'Arabie Saoudite qui aurait demandé aux Américains de cesser leurs tirs de missiles (tout comme, en 1991, c'est le roi Fahd qui aurait empêché George Bush de poursuivre l'opération Tempête du désert jusqu'à Bagdad), et les commentaires de la presse du Golfe de ces derniers jours, qui souligne qu'*«affaiblir l'Irak, c'est dilapider les potentialités de la nation arabe»* et interroge: *«N'avons-nous pas le droit de demander que l'Irak reste fort, économiquement sain et souverain?»*

Entre deux maux... De ce fait, la stratégie américaine dans cette région clé a été prise à contre-pied. En restant passif alors que l'Irak s'engageait ouvertement au côté

de l'une des factions kurdes pour faire pencher la balance, Washington a ouvert la voie à l'entrée en piste de Bagdad avec la bénédiction de tous ceux qui redoutent une trop forte influence iranienne. De quoi rendre difficilement tenable le *dual containment*, la politique de Washington qui fait de l'Iran comme de l'Irak des ennemis à abattre. Beaucoup, dans cette partie du monde, considèrent qu'entre deux maux, il faut choisir le moindre.

Desserrer l'étau. En reprenant pied dans «son» Kurdistan, Saddam Hussein règle, au moins pour un temps, un problème épineux qui se dessinait: l'accord «pétrole contre nourriture», toujours bloqué dans les méandres des Nations unies, prévoyait que quelque 150 millions de dollars par trimestre, soit près d'un tiers des revenus des ventes de pétrole autorisées, iraient aux populations kurdes, hors du contrôle donc de Saddam Hussein. Désormais, grâce à son entente avec Massoud Barzani, même cette somme restera dans son giron, en principe sous un étroit contrôle international. Reste à enclencher la procédure «pétrole contre nourriture», bloquée par les Américains contre l'avis de la plupart de leurs partenaires. Que Saddam Hussein parvienne à desserrer l'étau du blocus mis en place après la guerre du Golfe et le maître de Bagdad pourra pleinement savourer son succès ●

PIERRE HASKI

Chronologie

31 août: l'UPK est chassé d'Erbil par le PDK soutenu par l'armée irakienne.

3-4 septembre: en riposte, les États-Unis lancent une série de missiles dans le cadre de l'opération «Frappe du désert» contre des cibles militaires dans le Sud irakien.

5 septembre: extension de la zone d'exclusion aérienne du Sud irakien du 33^e au 32^e parallèle.

6 septembre: la Turquie annonce son intention d'établir une zone de sécurité de 10 km de profondeur dans le nord de l'Irak.

7 septembre: poursuite des combats entre l'UPK et le PDK autour d'Erbil.

8 septembre: le PDK s'empare des villes de Degala et de Koysanjak à 20 km au sud-est d'Erbil.

9 septembre: chute de Souleimanieh, dernier bastion de l'UPK qui se réfugie en Iran. Le PDK contrôle la quasi-totalité des zones kurdes irakiennes.

Barzani: «Bagdad n'est plus l'ennemi»

Le chef kurde victorieux promet d'établir une vraie démocratie au Kurdistan.

Souleimanieh envoyé spécial

Massoud Barzani, 50 ans, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), fils du chef historique kurde Moustapha Barzani, est désormais maître de la quasi-totalité du Kurdistan irakien. Une conquête opérée aux dépens de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, et grâce à une alliance surprenante avec Bagdad. Interview après la victoire.

Après l'aide que vous avez reçue de Saddam Hussein, le considérez-vous encore comme un ennemi?

Avant, c'était notre ennemi, mais je ne peux plus l'appeler ainsi. Maintenant, tout

dépendra s'il nous aide à trouver une solution au problème kurde. Mais pour le moment, il n'y a pas de négociations entre nous et Bagdad.

Quel a été la part des Irakiens dans la prise d'Erbil?

Elle a été très limitée. Il ne nous ont appuyés qu'avec leur artillerie. Ils ne sont intervenus que pendant deux ou trois heures.

Après votre victoire, quels sont vos projets?

Établir une vraie démocratie au Kurdistan et rétablir la loi et l'ordre. L'une des premières mesures que nous prendrons sera l'organisation des élections – je ne peux pas vous dire quand elles se tiendront –, et

aujourd'hui, j'ai décidé une amnistie générale pour tous les combattants de l'UPK.

Y compris pour Jalal Talabani?

Oui. Il peut revenir et même faire de la politique. Mais nous ne pourrions plus accepter que se forment dans le Kurdistan irakien des partis armés.

Les partis kurdes d'Iran et de Turquie pourront-ils encore avoir des bases sur les territoires kurdes d'Irak?

Ils sont libres de continuer leur combat dans leur pays, mais nous ne permettrons pas qu'ils se servent de notre territoire pour établir des bases ou lancer des opérations ●

Recueilli par J.-P.P.

Libération - 11 septembre 1996

Massoud Barzani, allié de Bagdad, proclame une amnistie Les alliés de Saddam contrôlent le Kurdistan

• Bagdad a levé hier le blocus qu'il imposait depuis 1991 aux régions kurdes qui échappaient à son contrôle.

• Les réfugiés qui avaient fui Souleimanieh commencent à regagner cette ville.

• La tension reste vive entre l'Irak et Washington.

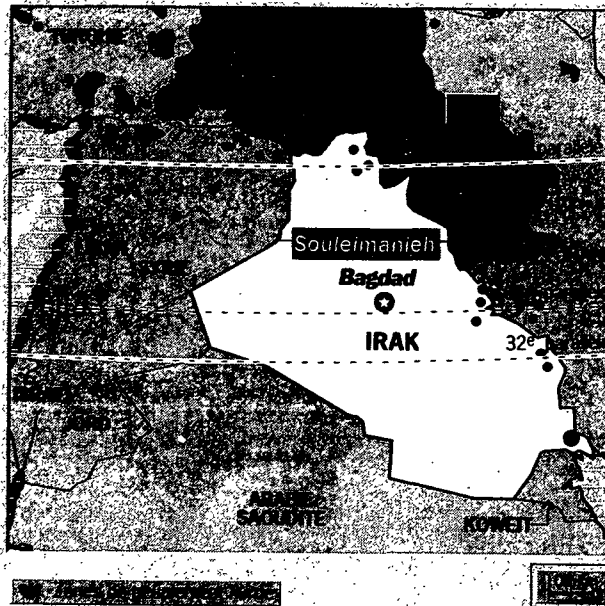
Souleimanieh
envoyé spécial

Pendant toute la journée, hier, Souleimanieh a fêté ses vainqueurs. Sur la grande avenue qui la traverse, des centaines d'enfants et d'adolescents s'entassaient dans des camions pour aller défiler en brandissant des banderoles jaunes et en criant: «Le chemin des Kurdes c'est le PDK, leur leader c'est Barzani.» Beaucoup de femmes s'étaient aussi vêtues de jaune. Tous les véhicules militaires du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) étaient acclamés. Hier soir, une grande partie de la population était encore dans les rues. Souleimanieh, tombé lundi soir entre les mains des hommes de Massoud Barzani, marque la victoire totale des alliés de Bagdad contre l'autre faction kurde, l'Union patrio-

tique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, désormais réfugié en Iran. Une victoire marquée hier par l'annonce à Bagdad de la fin du «blocus» du Kurdistan et d'une amnistie «à tous nos fils des régions autonomes, à l'exception de ceux qui sont coupables de viol, d'assassinat de fonctionnaires de l'État ou de vol de fonds de l'État».

La prise de Souleimanieh marque l'épilogue de la «longue marche» des hommes de Barzani. C'est un carrefour désolé au milieu d'un désert et entre deux montagnes pelées. Habituellement, il n'y passe pas grand monde. Brutalement, c'est comme si une crue s'y déversait. Autobus, minibus, camionnettes, camions – surchargés de combattants ou équipés d'antiques canons et de mitrailleuses vétustes –, mais aussi des Mercedes flambant neuves ont suivi assourdis de vieux chefs de tribu replets et de vieux taxis pourris où s'entassaient de jeunes guérilleros surexcités. Passe un camion tirant un générateur mobile avec ses quatre pneus. Pour tous, une unique destination: Souleimanieh, la capitale de cette partie du Kurdistan tenue jusqu'à lundi soir par les forces de Jalal Talabani.

Dans ce tohu-bohu, au-delà du descriptible, un seul cri de guerre: «Ah! Sulaymâniyya»: il rassemble tous les combattants, depuis les adolescents, qui semblent encore à l'âge où la guerre est un jeu, jusqu'aux vieillards qui appuient le poids de leurs années sur leur fusil. Gonflé comme un torrent par des groupes dont certains ne s'étaient jamais battus mais qui ont flairé l'aubaine d'une possible victoire, le convoi des Peshmergas de Massoud Barzani avance comme une force incontrôlée. Petits, moyens et grands chefs s'épuisent dans les talkies-walkies. Les chauffeurs se doublent et se redoublent; certains font demi-tour, reviennent sans apparentes



L'amnistie est étendue «à tous nos fils des régions autonomes, à l'exception de ceux qui sont coupables de viol, d'assassinat de fonctionnaires de l'État ou de vol de fonds de l'État». Le PDK

raisons. Le convoi compte plus de cent véhicules, suivi par celui des observateurs de l'ONU. C'est une formidable pagaille qui s'est baptisée armée. Première surprise, la ville de Koisandjak a été «libérée». C'est la ville natale de Jalal Talabani. Fin juillet, il avait d'ailleurs permis aux troupes iraniennes de venir jus-

qu'ici, soit à plusieurs centaines de kilomètres de la frontière, pour détruire les bases de la guérilla kurde-irannienne. Dans le présent conflit entre les deux chefs des Kurdes d'Irak, celle-ci est restée neutre. Deuxième surprise, les combattants de l'UPK n'ont pas essayé de tenir le massif du Hebit Sultan qui domine la ville. Impressionnant bastion rocheux, il avait coûté cher en vies humaines aux forces gouvernementales lors des guerres irako-kurdes. La première embuscade viendra après, à environ 80 kilomètres de Souleimanieh. Immédiatement, les Pershmergas du PDK se déploient sous la protection de l'artillerie. L'herbe sèche s'embrase dès les premières roquettes. L'affrontement fera un mort dans chaque camp et plusieurs blessés. Rien n'a été prévu pour ces derniers, aucun infirmier, aucune ambulance.

D'autres embuscades suivront. A chaque fois, la montagne brûle, puis le convoi poursuit sa route. Parfois, le moral des combattants fléchit un instant. «Allons, à l'attaque, sinon c'est une honte», crie un chef à ses hommes. Dans tous les villages traversés, les Pershmergas sont acclamés. Les femmes ont eu le temps de mettre une jolie robe et de trouver des rubans jaunes – la couleur du PDK – qu'elles agitent sur leur passage. La petite ville de Dokan tombe pratiquement sans résistance. Visiblement, la perte d'Erbil a complètement démoralisé les partisans de Talabani. A l'inverse, la conquête de la capitale kurde a complètement dopé les forces de Barzani qui, jusqu'alors, se trouvaient dans une difficile situation militaire. En jouant la carte de Saddam

Hussein, pourtant haï par une écrasante majorité des Kurdes, le jeune chef a tenté un extraordinaire coup de poker. Apparemment réussi puisque ses troupes n'ont pas bronché. Mohammed Gharib, 66 ans, Pershmerga depuis 1963, dit avoir eu l'un de ses fils tués par les hommes de Saddam Hussein. «Mais, ajoute-t-il, il n'avait pas d'autre solution que de faire appel à lui pour nous défendre, puisque personne, parmi nos amis occidentaux, n'a répondu à notre appel au secours.» Tous les autres Pershmergas ont à peu près le même discours.

Très en arrière du convoi, Massoud Barzani échafaude des plans pour «éventuellement prendre la ville le lendemain soir». Comme les communications ne sont visiblement pas le fort du PDK, il ne sait pas que Souleimanieh s'est déjà soulevé, et que c'est finalement une seconde colonne militaire partie de Halabja – la ville que fit gazer Saddam Hussein – qui atteindra lundi soir la première la grande ville kurde (environ 700 000 habitants).

Mais dans les camps de réfugiés de l'UPK, la répression a commencé. Un témoin occidental a vu des cadres de ce parti emmenés brutalement par des miliciens du parti adverse, malgré la promesse d'une amnistie générale, y compris pour Talabani. L'effondrement de l'UPK, qui a abandonné la ville sans combattre, ne manque pas de surprendre. «L'UPK a commis trois grosses erreurs: il a permis aux Iraniens d'entrer sur le territoire kurde, ce que la population a mal accepté; il a fait croire que les soldats irakiens accompagnaient les hommes de Barzani, ce qui a démobilisé ses propres combattants; et il a insulté la mémoire de Moustapha Barzani (le grand leader historique décédé en 1979 et père de Massoud) que tous les Kurdes vénèrent», analyse Salah Irfan, un intellectuel kurde de Suleymanie.

Sur la route, un vieillard fouille les tombes au bord de la chaussée. Il cherche son propre fils qui a disparu et se moque de savoir quel parti a remporté la bataille ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Clinton, condamné au service minimal

La cause kurde n'est pas une priorité.

Washington
de notre correspondant

Les Etats-Unis ne lanceront pas d'opération militaire dans le nord de l'Irak, pas même pour exfiltrer les opposants irakiens et les Kurdes ayant collaboré avec la CIA pour tenter de déstabiliser Saddam Hussein, ont fait savoir les responsables américains. Washington semblait hier s'être résigné à la mainmise de Saddam Hussein et de ses alliés sur l'ex-«zone de sécurité» kurde au nord de l'Irak. En revanche, Washington s'inquiète de concentrations de troupes irakiennes dans le sud du pays, et de la reconstruction par Bagdad des installations détruites la semaine dernière par les missiles américains. «Nous avons clairement fait savoir à Saddam que s'il reconstitue ses défenses anti-aériennes et menace nos missions au-dessus de la zone d'exclusion aérienne (...) nous agirons», a déclaré hier le porte parole du Pentagone.

Nul ne conteste en tous cas à Washington que Saddam ait marqué des points dans la crise actuelle. Mais rares sont ceux qui affirment que Bill Clinton avait un autre choix que d'assurer un «service minimal», comme il l'a fait en lançant 44 missiles contre les installations militaires irakiennes et en bloquant la levée partielle de l'embargo sur les ventes de brut irakien. Lui-même a reconnu lundi que sa «capacité à influencer sur la situation intérieure en Irak est limitée». La crise n'en a pas moins ravivé le débat, qui n'avait jamais vraiment cessé depuis la décision de George Bush, en 1991, d'épargner le maître de Bagdad: que faire de Saddam? La question, comme l'a définie lundi Bob Dole, le candidat républicain à la présidence, est de savoir «si la stratégie suivie par l'administration Clinton a renforcé les intérêts américains

dans le Golfe». La réponse – non – est à peu près unanime. Mais cette stratégie – isolément diplomatique et économique de l'Irak, accompagnée de ripostes aériennes épisodiques aux provocations de Saddam –, n'est autre que celle que Clinton a hérité de son prédécesseur. «Bill Clinton livre contre Saddam la guerre que George Bush n'a pas terminée», note en une le *New York Times*.

John Deutch, directeur de la CIA, a tenté la semaine dernière de définir les visées américaines: «Amener un changement du régime irakien qui préserve l'intégrité du pays, tout en l'empêchant d'être une menace pour ses voisins.» Mais «le renversement de Saddam Hussein n'a jamais été le but» des opérations militaires, assurent les responsables de la défense. «Nous ne devons pas nous impliquer dans cette guerre civile», a souligné par ailleurs le secrétaire à la Défense, William Perry. «Les Kurdes sont quantité négligeable», confirment les analystes du département d'Etat pour expliquer que les responsables américains n'aient guère prêté attention aux émissaires dépêchés en août à Washington par Massoud Barzani, le chef du PDK, qui menaçait de s'allier à Saddam si les Etats-Unis ne l'ai-

«Notre capacité à influencer sur la situation intérieure en Irak est limitée.»
Bill Clinton

daient pas à se débarrasser de son rival, Jalal Talabani. Le Président, reconnaît le quotidien libéral (et pro-Clinton) *Washington Post*, «a mis du temps à se rendre compte de la gravité de la crise qui montait dans le nord de l'Irak».

«La partie est loin d'être terminée», prévient Richard Haas, chercheur à la Brookings Institution. «Clinton en restera bien là, mais Saddam va pousser son avantage.» L'impératif pour le président américain reste d'éviter que le président

irakien ne lance, en pleine campagne électorale, comme les services de renseignements l'en soupçonnent, une nouvelle attaque en direction des champs de pétrole du Koweït. Mais, pour l'heure, le malheur des Kurdes passionne moins l'opinion américaine que les ravages des ouragans... ●

PATRICK SABATIER

La Turquie veut toujours une zone de sécurité:

Le ministre turc des Affaires étrangères, Tansu Ciller, a déclaré hier que son pays maintenait son projet de création d'une zone de sécurité dans le nord de l'Irak, après s'être entretenu avec une délégation irakienne. « Nous insistons sur notre initiative, la Turquie assurera avec détermination la sécurité de ses frontières », a confirmé Tansu Ciller. Les Irakiens ont refusé de dire s'ils s'opposaient toujours au projet turc.

Le Figaro - 11 septembre 1996

Lévy : l'attitude de la France est « incompréhensible »

Le ministre israélien des Affaires étrangères dénonce les réserves suscitées à Paris par les bombardements américains de l'Irak.

LE FIGARO. - Israël a pleinement soutenu les bombardements américains en Irak. La France a pris ses distances. Cela vous a-t-il étonné ?

David LÉVY. - Cette attitude est incompréhensible. Avec Saddam Hussein, nous faisons face à un danger permanent. C'est une bombe à retardement. Qu'un régime comme le sien puisse s'en prendre militairement de façon aussi cruelle et barbare à ses propres citoyens, comme il l'avait déjà fait en envahissant le Koweït (en 1990) prouve qu'il faut mettre un terme au danger qu'il représente. Quand on a affaire à une telle menace, à un personnage qui ne voit pas les choses de notre façon, qui ne partage pas nos valeurs et qui est capable de tout, il est très étonnant de voir certains dirigeants hésiter alors qu'il s'agit de mettre un terme à cette menace. Il y a un problème dans les pays qui se disent responsables...

- Vous avez donc dénoncé l'attitude de la France au cours de vos entretiens à Paris ?

- Je ne dicte pas à mes interlocuteurs leur façon de voir les choses. Mais il est de mon

devoir d'expliquer comment nous voyons la situation.

- Mais ne pensez-vous pas que Saddam Hussein est justement en train de se renforcer, au Kurdistan notamment ?

- Oui.
- Et c'est cela qui vous inquiète ?

- Oui. Bien sûr.
- La situation en Irak représente-t-elle un danger pour Israël ?

- Nous prenons nos précautions. Nous avons à faire face à un tyran capable de tout. Il l'a déjà prouvé. Nous suivons de près tout ce qui se passe et nous sommes prêts à faire ce qui sera nécessaire pour sauvegarder la sécurité de nos citoyens.

- Les négociations avec la Syrie vont-elles bientôt reprendre ?

- Mon espoir est qu'elles reprennent tout de suite. Trop de temps a été perdu. Nous voulons signer la paix avec la Syrie comme cela a été fait avec l'Égypte, la Jordanie et les Palestiniens. Mais la Syrie adopte une attitude rigide et n'a pas encore prouvé qu'elle a pris la décision stratégique de faire la paix. Nous voulons reprendre les négociations sans conditions préalables. J'espère

qu'en nous voyant entrer à nouveau dans des négociations dynamiques avec les Palestiniens.

- Êtes-vous prêt à reprendre les pourparlers au point où était parvenu le précédent gouvernement israélien ?

- Nous respectons tout ce qui a été signé par nos prédécesseurs. Le reste relève des souhaits que peuvent avoir les Syriens. Nous sommes prêts à discuter sans conditions préalables...

- La proposition « le Liban d'abord » - selon laquelle Israël se retirerait du Sud-Liban en échange de garanties sur l'arrêt des attaques du Hezbollah - est-elle viable ?

- Les Syriens ont rejeté publiquement cette proposition. Mais dernièrement nous avons eu des indications selon lesquelles ils voudraient des précisions. Ils se méfient. Ils croient que nous parlons du Liban pour éviter de traiter avec eux. Ce n'est pas vrai. Nous pensons qu'il est indispensable de parvenir à un accord avec la Syrie pour mettre un terme aux attaques terroristes du Hezbollah.

- Étant donné les rapports de Paris avec Beyrouth et Da-

mas, la France peut-elle contribuer aux efforts de paix avec le Liban et la Syrie ?

- Je l'espère. Nous voulons voir le Liban redevenir ce qu'il était : un pays souverain. C'es-



David Lévy : « Les accords seront respectés. » (Photo Reuter)

un voisin avec lequel nous voulons vivre en paix. La France souhaite aider à une solution. Pour nous, c'est un élément important et nous voulons examiner ensemble ce qu'il est possible de faire.

- Lorsque le ministre français Hervé de Charette a entamé une médiation, en avril

dernier, il a été fraîchement reçu à Jérusalem. Il est vrai qu'il y avait alors un autre gouvernement en Israël.

- Vous voyez bien que le gouvernement actuel n'est pas extrémiste... Si la France peut aider, nous serons heureux et satisfaits.

- Le dialogue israélo-palestinien reprend mais reste suspendu au redéploiement à Hébron. Quand prendrez-vous une décision ?

- C'est un sujet délicat. Il y a des aspects de sécurité dont doivent tenir compte les Palestiniens. Mais je suis optimiste. Un accord sera trouvé.

- L'Union européenne vient de décider de continuer d'avoir des entretiens avec les dirigeants de l'OLP à la Maison d'Orient de Jérusalem-Est alors que votre gouvernement s'y oppose. Qu'en pensez-vous ?

- C'est un paradoxe. Nous sommes parvenus à un accord avec Arafat lui-même pour qu'il ferme trois institutions palestiniennes à Jérusalem. Leur fonctionnement était contraire aux accords d'Oslo. Il est inconcevable qu'après un tel accord des personnalités étrangères viennent rencontrer M. Fayçal Hussein à la Maison d'Orient. C'est mettre des bâtons dans les roues du processus de paix. Yasser Arafat n'a qu'une seule adresse. Elle se trouve à Gaza. Si les Européens préfèrent Fayçal Hussein à Yasser Arafat nous pourrions peut-être les imiter...

- Vous exagérez...

- Non, non. C'est important. A la conférence de Madrid, c'est un gouvernement auquel j'appartenais qui a voulu précisément discuter avec les Palestiniens habitant en Judée, en Samarie et à Gaza. Pas avec

l'OLP-Tunis. Maintenant, nous avons un partenaire. Il est là. C'est Arafat. Nous n'allons pas revenir en arrière. Je ne pense pas que telle soit l'intention de ceux qui veulent être reçus à la Maison d'Orient. Il faut au contraire se comporter conformément aux accords signés. C'est ce que nous essayons d'expliquer à nos amis.

- Vous êtes venu préparer la prochaine visite du président Chirac à Jérusalem à l'automne. Qu'attendez-vous de cette visite ?

- La venue du président Chirac dans la région contribuera certainement à une amélioration des chances de paix et à un rapprochement entre toutes les parties qui désirent faire la paix.

- Le chef de l'État veut renforcer la politique arabe de la France. Craignez-vous que cela soit au détriment

d'Israël ?

- Je ne vois pas cela ainsi. Ce n'est pas parce que la France est du côté des pays arabes qu'elle est contre Israël.

- Vous sentez-vous à l'aise au gouvernement aux côtés d'autres ministres comme Ariel Sharon.

- Je me sens plus à l'aise que dans l'opposition. La politique du gouvernement est soutenue par une majorité d'Israéliens. C'est l'essentiel. Il y a des ministres qui pensent qu'il faut faire ceci ou cela. Mais c'est le gouvernement qui décide.

- Vous êtes le porte-parole du processus de paix au sein du gouvernement ?

- Je soutiens une politique qui vise à parvenir à la paix tout en assurant la sécurité d'Israël.

Propos recueillis par Pierre ROUSSELIN

CANARD ENCHAÎNÉ - 11 septembre 1996

L'Irak fait toujours bégayer Chirac

Mais les généraux français parlent en privé d'un "échec américain".

PENDANT les raids américains sur l'Irak, l'Élysée et le Quai d'Orsay ont cherché et pesé leurs mots pour critiquer la réaction de Clinton. A aucun moment, il n'a été question de « désapprobation » mais, et c'est le résultat obtenu grâce aux déclarations successives et aux commentaires inspirés, tout le monde a cru l'entendre, ce mot jugé trop violent par l'Élysée. Car Chirac est toujours gêné aux entournures dès qu'il s'agit de son ancien ami Saddam. De 1981 à 1988, les socialistes ont pourtant poursuivi la politique « chiraquienne » à l'égard de l'Irak, et augmenté de façon considérable la vente d'armements. Mais cette responsabilité partagée ne libère pas Chirac de son complexe irakien.

Washington - pour qui « politique arabe de la France = politique anti-américaine » - ne

tiendra guère compte de la modération élyséenne. Comme le dit un officiel américain : « *En matière de guerre commerciale avec nous, les Français n'ont encore rien vu !* » Voilà qui promet, et un jour, s'ils l'osent, Chirac et Juppé devraient peser un peu moins leurs mots.

Ricanements militaires

Encore tout marris d'avoir été naguère placés sous les ordres des Américains pendant la guerre du Golfe, et sous ceux de l'Otan aujourd'hui en Bosnie, les militaires français se réjouissent de ce qu'ils appellent les « incohérences » et les « échecs » des boys de Clinton.

Chapitre « incohérences » : l'aviation américaine a attaqué des positions irakiennes au sud, alors que l'armée de Saddam opérait au nord du pays. Ce nord de l'Irak où, voilà quelques mois, les troupes irakiennes pénétraient sans que Clinton bronche. Et les Turcs, qui ont déjà mené de semblables opérations militaires au Kurdistan, parlent aujourd'hui de récidiver. Clinton va-t-il bombarder Téhéran et Ankara ?

Chapitre « échecs » : le bilan est plus lourd. Saddam a réussi à fragiliser la coalition que les

- Confusion mentale à Téhéran : la première réaction officielle aux raids américains fut de juger l'opération « trop tardive ». C'étaient en effet les Kurdes pro-iraniens qu'attaquaient les troupes de Saddam. Puis vint la rectification : Téhéran jugea nécessaire de condamner les représailles de Clinton. Comprend qui veut.
- Forte inquiétude à Paris sur la situation d'Arafat, que l'on dit prêt à trop concéder aux Israéliens, et qui risque donc de se voir encore plus

fragilisé face à ses intégristes Chirac, qui recevait mardi 10 septembre David Lévy, le ministre israélien des Affaires étrangères, lui aura-t-il conseillé de ménager Arafat ?

- La prochaine tournée de Chirac au Proche-Orient - en principe, Israël, Gaza, Syrie, Liban, Jordanie et Égypte - est « en attente ». Pour la réussite de ce périple, il faut que le Premier ministre israélien Netanyahu accepte de venir d'abord à Paris. Sinon, pas de Chirac en Israël et à Gaza, c'est clair ?

Américains avaient montée contre lui. Même les amis les plus fidèles de Washington, Arabie Saoudite et Égypte, ont désapprouvé les raids sur l'Irak. Enfin, l'image et la crédibilité américaine en ont pris un sérieux coup avec le comportement de la CIA au Kurdistan irakien.

Des officiers américains de renseignements opéraient sur place, recrutaient des Kurdes et des déserteurs irakiens, leur fournissaient moyens de communication sophistiqués, station de radio, ordinateurs, dépensaient ainsi des millions de dollars, et rêvaient de monter un coup d'État contre Saddam.



Or, comment ces Américains ont-ils réagi quand l'armée de Saddam a pénétré au Kurdistan ? Ils ont fui, révèle le « Washington Post », et l'affaire fait grand bruit aux États-Unis comme dans les capitales arabes. Car les barbouzes américains ont abandonné sur place plusieurs centaines de leurs agents aux services irakiens, qui en ont sans doute fait du petit bois.

C. A.

L'INSOUTENABLE SURVIE D'UN BOURREAU

PAR JEAN DANIEL

En plein jour, le lundi 2 septembre, depuis des navires croisant dans le golfe Persique, les Américains ont envoyé sur des cibles déclarées militaires une série de missiles d'une force de destruction moyenne. C'était la sanction plus ou moins directement réclamée par le sénateur Bob Dole, challenger de Bill Clinton, et ordonnée par ce dernier pour punir Saddam Hussein d'avoir pénétré dans une zone de son propre territoire mais qui lui était, en principe, interdite.

Les 30 et 31 août, l'aviation et les chars irakiens avaient sévèrement bombardé les positions de l'un des deux partis kurdes, l'UPK (lié à l'Iran), qui menaçait d'imposer sa loi à son rival le PDK (lié à l'Irak). Cela se passait en zone kurde un peu avant que les armées irakiennes n'occupent la ville d'Arbil, d'où elles ont prétendu s'être retirées quelques heures après le « nettoyage qui s'imposait ». C'est cependant après ce retrait proclamé que les Irakiens ont subi l'assaut des missiles américains.

Kurdes contre Kurdes

Dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre, Bill Clinton avait téléphoné à Boris Eltsine, à John Major, à Jacques Chirac, entre autres chefs d'Etat et de gouvernement. Tous trois avaient recommandé à Bill Clinton de procéder à une sanction très limitée. Le chef de la Maison-Blanche ne s'était pas fait prier. D'une part, la dimension électorale de son geste était évidente. D'autre part, les atouts que Saddam Hussein conserve entre les mains ont de quoi égarer tous ceux qui tentent d'introduire une rationalité exigeante dans la politique internationale. Avant d'en revenir à l'insubmersible Saddam Hussein, il faut aujourd'hui faire un détour par les Kurdes.

Partisans de l'Union patriotique du Kurdistan et du Parti démocratique du Kurdistan occupaient dans la rivalité, mais point encore dans la guerre, cette partie de l'Irak qui, depuis avril 1991 et du fait d'une décision américaine, juste après la guerre du Golfe, échappe au contrôle des forces armées irakiennes. Il faudrait que vous puissiez me suivre ici sur une carte, car les frontières jouent un rôle essentiel. Celles de l'Irak, avec au nord la Turquie, puis, en descendant par l'ouest, la Syrie, la Jordanie, au sud l'Arabie Saoudite, le golfe Persique, pour remonter à l'est par l'Iran. C'est dans

les régions nord-nord-est que les Kurdes jouent leur rôle de perturbateurs et d'opprimés séculaires. Ce n'est pas la première fois dans l'Histoire que les Kurdes sont victimes de leurs divisions. Il faut dire que les 24 millions de Kurdes se trouvent tragiquement partagés entre la Turquie (12 millions), l'Iran (5,5 millions), l'Irak (5 millions), la Syrie (1 million) et l'Azerbaïdjan (500 000).

S'il est aussi divisé, d'une part, et si éparpillé de l'autre, comment le peuple kurde a-t-il pu survivre depuis le premier millénaire jusqu'à nous ? En raison, dit-on, de ses fortes structures tribales et du

*L'histoire entre toutes
stupéfiante du dictateur
Saddam Hussein, que ses
forfaits ont hissé
au pouvoir où il ne se
maintient que
par le crime, la terreur et
parfois l'imbécillité*

profit qu'il a su tirer, en haute Mésopotamie, de la protection du relief et du fait qu'il faisait écran entre plusieurs empires et plusieurs cultures. En fait, les Kurdes ont longtemps pu conserver leurs chefferies à l'intérieur d'un Empire ottoman souvent multiculturel. Ils ont été opprimés à partir du moment où cet empire s'est transformé en un Etat turc moderne et centralisé. A partir du moment aussi où les Britanniques ont tenté de les rattacher à l'Irak, après la découverte de gisements pétroliers aux environs de Mossoul et de Kirkouk. Chaque fois que les Kurdes, dans tel ou tel pays, ont essayé de se soulever, ils ont été d'autant plus vigoureusement réprimés qu'ils n'étaient pas unis et que, très souvent, l'un des pays utilisait « ses » Kurdes contre ceux des autres, sans d'ailleurs que les Kurdes eux-mêmes puissent s'en apercevoir. L'Iran est sans doute le pays qui a le mieux manœuvré dans ce sens.

Mais comment Saddam Hussein, cinq ans après la défaite et l'effondrement de ses armées, en

Saddam Hussein. Il laisse mourir ses enfants, ses centaines de milliers d'enfants, il trouve tout l'argent qu'il faut pour bombarder les enfants kurdes, et personne n'est mieux traité en Irak que les pilotes de chars et d'avions.

1991, peut-il avoir encore les moyens et la liberté de faire lui-même la police chez ses Kurdes ? L'immovibilité de ce chef d'Etat constitue un incroyable et stupéfiant phénomène. Car enfin, en 1991, une fois le territoire du Koweït libéré, les populations chiïtes et les Kurdes des régions septentrionales s'étaient révoltés, tandis qu'à Bagdad plusieurs dirigeants bien placés avaient cherché en vain à renverser Saddam Hussein. Qu'est-il arrivé alors ? Simplement, on a découvert qu'en dépit de tout ce qu'on avait dit sur la barbarie du régime irakien, à partir du moment où l'on pourrait détruire les arsenaux chimiques et nucléaires, la dictature de l'aventurier de Bagdad était, à tout prendre, préférable au chaos.

Quel chaos ? Revenons à notre carte. D'une part, la sécession des Arabes chiïtes du Sud irakien aurait favorisé l'expansion des Perses chiïtes d'Irak sur d'importants gisements pétroliers ; d'autre part, les autorités turques ne voulaient à aucun prix entendre parler d'un Etat kurde au nord de l'Irak, Etat qui aurait dangereusement renforcé les guérilleros kurdes dans les régions du sud-est de la Turquie. Dans ces régions, le Parti kurde (le PKK) en arrive désormais à faire tomber les gouvernements d'Ankara. Voilà pourquoi Saddam Hussein est insubmersible. Voilà aussi pourquoi ils sont si nombreux autour de lui à croire à nouveau à sa magie.

De la guerre de huit ans à l'annexion d'un jour

Pourtant, Saddam Hussein, vous connaissez ? Souvenez-vous : il a été tour à tour le chef d'Etat le plus progressiste du monde arabe, doublé, ce qui ne gâtait rien, d'un président capable de consentir à la France de « fabuleux contrats ». Puis, il a été l'homme assez imprudent pour croire les Iraniens à genoux parce qu'ils étaient en pleine guerre civile, et pour les provoquer dans un conflit qui n'allait pas durer moins de huit longues années et qui devait aussi faire près d'un million de morts, surtout parmi les adolescents des deux pays. Un million de morts, dans l'indifférence totale du monde arabe, du monde musulman et de tous les intellectuels occidentaux, si prompts d'ordinaire à s'émouvoir et à sermonner. Je répète : un million de jeunes cadavres pendant huit années ! A croire que, décidément, nous ne pouvons nous intéresser qu'à nos propres crimes et que nous nous accommodons facilement des malheurs dont nous ne sommes pas responsables. Serait-ce là une explication du fait que nous ayons si volontiers accusé les nôtres des crimes des Serbes et du Rwanda ? Mais passons. Donc le même Saddam Hussein, ayant estimé que les Iraniens lui avaient trop résisté, a cru bon, un jour, d'annexer ce Ko-



weït si riche et dont il n'avait jamais admis, depuis 1961, la création « artificielle ».

Curieusement, à partir de ce moment-là, presque tous les amis européens du monde arabe qui s'étaient tus pendant la guerre contre l'Irak se sont mis à redécouvrir le « progressisme » de Saddam Hussein. Malgré la saignée des huit années ? Oui, malgré elle ! Mais comment faisait-on ? Eh bien, on déclarait qu'après tout ce Saddam Hussein était peut-être le plus laïque des Arabes. Laïque, c'est tout ce sur quoi l'on pouvait se rabattre. Pouvait-on hésiter entre la modernité de Bagdad et le féodalisme de Koweït-City ? D'ailleurs, et surtout, ce pauvre benêt de Saddam Hussein ne s'était-il pas laissé piéger par les Etats-Unis qui lui avaient assuré qu'il pouvait faire main basse sur un pays sans que personne ne songe à protester ? N'en doutons pas ! Les vrais responsables, c'était les Américains, et,

bien sûr, leurs alliés et vassaux : Egyptiens, Saoudiens, et Israéliens.

Lorsque, pour imposer l'embargo à l'Irak, avant l'entrée en guerre proprement dite, Mitterrand décida d'aligner plus ou moins sa politique sur celle des Etats-Unis (plus que les Soviétiques, mais moins que les Canadiens, les Britanniques, les Egyptiens et

même les Syriens), alors certains proclamèrent que jamais de Gaulle n'aurait fait une telle faute. Passons sur les audaces dans cette façon de faire parler l'Histoire. Mais aujourd'hui, avec le recul et ses conséquences, la faute est devenue un crime ! Car on a puni tout le monde : chiïtes, Kurdes, démocrates, tout le monde sauf Saddam Hussein lui-même. Je reçois presque chaque jour d'horribles documents sur le sort que connaissent les enfants irakiens dans leur hôpitaux démunis de seringues, d'oxygène, d'antibiotiques. Des documents qui empêchent de dormir. Et quels commentaires, sous les images insoutenables ? C'est la faute de l'embargo ! Nous et nous seuls sommes respon-

sables, bien sûr ! Et je suis partisan, pour ma part, que l'on ne mette pas, quelle horreur, d'embargo sur les médicaments ni sur les instruments chirurgicaux. Mais il n'y a pas eu une ligne, pas une seule, sur la responsabilité de Saddam Hussein. Il laisse mourir ses enfants, ses centaines de milliers d'enfants, il trouve tout l'argent qu'il faut pour bombarder les enfants kurdes, et personne n'est mieux traité en Irak que les pilotes de chars et d'avions. Ce ne sont certes pas leurs enfants qui manquent de quoi que ce soit.

Génie ou crétin

Décidément, ce Saddam Hussein, qui est un monstre, nous a entraînés à faire des choses monstrueuses : mentir aux Kurdes puis les laisser tomber ; inciter les chiites à la rébellion puis les abandonner ; promettre au peuple irakien qu'on allait le débarrasser de son tyran, et au dernier moment tout faire pour renforcer le pouvoir de ce même tyran. Le tout pour aboutir à cet embargo infâme qui provoque des victimes chez les enfants. Mais qu'a donc ce siècle contre les enfants ? A Stockholm, on a parlé des pédophiles. Mais tous ces gouvernements qui lèvent en masse des légions de gosses pour s'entre-détruire sont-ils vraiment plus défendables ?

Alors, ce Saddam Hussein est-il un génie politique ? Il ne se débrouille pas mal, c'est vrai, pour survivre : grâce à son pétrole, à ses méthodes caliguesques, à la rivalité de ses voisins, à la division de ses Kurdes, dont le rôle est si grand, et à la compétition de ses clients occidentaux. Cela dit, si l'on se réfère à son parcours, croyez-m'en : c'est un crétin. Un parfait crétin. Non pas qu'il n'ait pas su tuer, au hasard de rencontres, les quelques rivaux qui auraient pu lui faire ombrage. Ni qu'il ait manqué d'habileté pour tirer partie de ses ressources pétrolières. Mais l'homme qui a déclenché la guerre contre l'Iran, qui s'y est enlisé pendant huit ans et qui n'y a mis fin que pour éviter une écrasante défaite, cet homme n'est doté d'aucune qualité stratégique.

Le plus fort, qui concerne la guerre du Golfe, je l'ai gardé pour la fin. C'est une chose qui s'est déjà dite, surtout ici, mais qui n'a guère suscité de débat parmi les inconditionnels de Bagdad. Non plus, surtout, que parmi les maniaques de l'antimitterrandisme. J'avais avancé la thèse que, pendant la guerre du Golfe, nous étions passé à côté d'une grave crise franco-américaine qui aurait pu être elle-même à l'origine d'une crise non moins grave à l'intérieur de l'Otan et des Nations unies.

Le coup de théâtre à l'ONU

Le 24 septembre 1990, c'est-à-dire avant, bien avant le déclenchement des hostilités, François Mitterrand, à la surprise générale, déclare avec solennité aux Nations unies : « *Que l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, qu'il libère ses otages, et tout devient possible.* » George Bush, à qui le mot est aussitôt rapporté, enrage. Il a remarqué que le mot le plus important dans la phrase de Mitterrand, c'est le mot « *intention* ». On n'exigerait plus de Saddam Hussein qu'il se retire, mais qu'il dise qu'il va le faire. Supposons que Saddam Hussein accède au vœu insensé de Mitterrand et qu'il prononce les

mots magiques : « *J'ai l'intention de me retirer du Koweït.* » Aussitôt, c'est tout le plan de George Bush et de ses alliés à l'Onu et dans le monde arabe qui est suspendu et mis en échec. Le secrétaire d'Etat James Baker dira plus tard :

« *Pendant quelques jours, nous n'avons pu compter que sur l'imbécillité de Saddam Hussein pour déjouer l'imprudence ou la perfidie française.* » Mais qu'est-ce que Mitterrand avait donc eu en tête ? D'abord, que l'autorité exclusive des Américains dans la conduite des opérations l'impatientait. Ensuite, qu'il préférait à cette autorité le légalisme international de l'ONU. Enfin, qu'il voulait faire la preuve, auprès de tous ses ministres et amis réticents comme auprès du monde arabe, qu'il n'y avait pas deux poids et deux mesures et qu'on pouvait donner même à Saddam Hussein les chances

que l'on avait accordées aux occupants israéliens.

Je vois que, dans son dernier livre (voir page 46), Hubert Védrine procure à ma thèse le précieux appui de ses souvenirs. Mais j'ai eu, pendant ces deux dernières années, toutes les confirmations américaines et arabes de cette conclusion : Saddam Hussein pouvait opérer un retrait très progressif de ses troupes sans perdre la face. Il pouvait alors conserver l'intégrité de son pays et de ses armées, évitant ainsi à son peuple et à ses enfants les horreurs qu'ils ont subies. En même temps, il aurait alors pu disposer, à lui tout seul, de l'énorme et stupéfiant pouvoir de diviser non seulement ses ennemis occidentaux mais ses nouveaux ennemis arabes. Il ne l'a pas fait. Et pourtant, il est toujours là. C'est ce qu'on appelle l'Histoire... J. D.

P.S. Les 20 et 21 septembre aura lieu à Strasbourg un grand colloque sur « l'urgence européenne » en collaboration avec quatre grands quotidiens européens et avec la participation de Jacques Delors. Nos lecteurs y sont conviés (44-88-34-08).

CANARD ENCHAÎNÉ

11 septembre 1996

PROTECTRICE incondi-
tionnelle et universelle des
Kurdes, Danielle Mitterrand
semble avoir été un peu prise
au dépourvu par les événe-
ments sanglants du Kurdistan
irakien : Kurdes contre Kur-
des, avec rentrée en scène
musclée de Saddam Hussein.

Après un moment de flot-
tement, elle a expliqué dans
une conférence de presse que
c'était plus que jamais la res-
ponsabilité de l'Occident de
sauver les Kurdes d'eux-
mêmes !

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-opposition prev

L'opposition irakienne au Kurdistan opte pour la clandestinité
par Randa HABIB

AMMAN, 11 sept (AFP) - L'opposition irakienne au Kurdistan a opté pour la clandestinité dans la perspective d'une reprise en mains de la région par le régime de Saddam Hussein, a-t-on appris mercredi auprès d'opposants irakiens en exil à Amman.

Les militants de l'opposition irakienne, qui jouissaient jusque là d'une grande liberté d'action au Kurdistan échappant depuis 1991 au contrôle de Bagdad, ont dû fuir Erbil et Souleimanieh, les deux plus grandes villes de la région tombées aux mains du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) soutenu par Bagdad.

"Nous avons sans aucun doute reçu un coup dur, mais nous sommes en train de changer notre style d'action et nous passons à la clandestinité", a déclaré à l'AFP Haroun Mohamad, porte-parole de l'Entente Nationale Irakienne (ENI), groupe d'opposition basé à Amman.

"L'opposition s'est repliée sur les hauteurs du Kurdistan, aux confins de la frontière turco-irako-iranienne, a ajouté M. Mohamad.

"Cette zone montagneuse, très élevée, qui comprend les hauteurs de Chwarta et de Penjwin, représente une cache idéale, à l'abri des tanks et des véhicules militaires, qui ne peuvent y accéder faute de route", a-t-il poursuivi.

L'opposant irakien a précisé que "tous les cadres de l'ENI" avaient pu fuir Erbil et ses environs 24 heures avant la chute de cette ville aux mains du PDK appuyé par l'armée irakienne.

"Nous avons obtenu des informations de sources kurdes qu'une attaque était imminente, ce qui nous a permis de vider les lieux et de transférer le matériel qui se trouvait à Erbil et à Souleimanieh vers un lieu plus sûr", a-t-il ajouté.

Il a précisé que la radio de l'ENI transmettait toujours du Kurdistan, son émetteur, qui se trouvait auparavant à Erbil, ayant été évacué vers un lieu plus sûr.

En outre, la "Voix du peuple irakien" du parti communiste irakien interdit continuait à émettre ces derniers jours, de même que l'antenne "Iraki Broadcasting", du Conseil National Irakien (CNI) basée à Salaheddine, à 30 km au nord d'Erbil, a précisé le responsable de l'opposition irakienne.

Le CNI dont les principaux bureaux se trouvaient à Kouchtapeh, à 15 km d'Erbil, a essuyé les plus graves revers, ses cadres n'ayant pas pu fuir à temps.

Cette coalition de l'opposition au régime de Saddam Hussein a annoncé que 96 de ses membres avaient été arrêtés par les forces de sécurité irakienne, et plusieurs d'entre eux exécutés.

Selon M. Mohamad, l'hebdomadaire "Bagdad" publié par l'ENI simultanément à Londres et à Erbil, devrait "prochainement" être de nouveau distribué au Kurdistan.

Lundi, le président Clinton avait indiqué que Washington aidait ceux qui travaillaient avec les Etats-Unis, mais il faisait apparemment référence aux travailleurs humanitaires kurdes.

RH/sl/jhd/stb

tf

AFP /AA1234/111620

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

IS-Congrès

L'Internationale socialiste apporte son soutien aux Kurdes

NEW YORK (Nation unies), 11 sept (AFP) - L'Internationale socialiste a exprimé son soutien jeudi aux Kurdes de Turquie, d'Iran et d'Irak, et affirmé son intention de renforcer les Nations unies, "organisme principal pour promouvoir la coopération internationale".

Dans sa résolution finale, à l'issue de son XXème Congrès organisé au siège des Nations unies à New York, l'IS a souligné "la convergence de notre Internationale et des Nations unies, qui repose sur les objectifs partagés de paix, de démocratie et de développement durable".

S'agissant de la situation des Kurdes, l'IS a lancé un "appel aux autorités turques pour qu'elles ouvrent un dialogue constructif avec ses citoyens kurdes et leurs représentants qui ont renoncé à la violence". L'IS a également demandé la libération de tous les prisonniers politiques, notamment les députés du DEP" (Parti pro-kurde de la Démocratie).

Elle "proteste contre la persécution de la population kurde en Iran, en particulier du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI)". Elle se déclare "profondément inquiète des opérations militaires dans les régions à population kurde du nord de l'Irak", et "soutient tous les efforts entrepris par les Nations unies pour amener une solutions durable au conflit".

Les socialistes ont également souligné leur "fort soutien aux accords signés entre le gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine" (OLP), en insistant sur la nécessité de les appliquer. Ils ont également assuré que "la fin de la fermeture des territoires palestiniens et du redéploiement à Hebron sont des questions urgentes".

La résolution finale exprime par ailleurs la "vive préoccupation" des socialistes devant la tension au Rwanda, au Burundi, au Libéria et en Somalie.

En Asie, l'IS "exige que Pékin s'abstienne de faire d'autres essais nucléaires". De même en Birmanie, elle "exige que les personnes arrêtées soient libérées immédiatement et que l'on respecte le résultat des dernières élections". Elle invite la communauté internationale à "intensifier les efforts pour soutenir les habitants du Timor dans leur lutte pour l'auto-détermination".

En Europe enfin, elle "demande à la communauté internationale de reconfirmer la mission internationale de paix de l'IFOR en Bosnie-Herzégovine", et "exprime son inquiétude à propos de la manière dont les élections se sont effectuées en mai 1996" en Albanie.

mfr/ib eaf

AFP /AA1234/112132

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Grèce-Kurdes

Le gouvernement grec dément soutenir le PKK

ATHENES, 11 sept (AFP) - Le gouvernement grec a démenti mercredi des informations rapportées par le Washington Times selon lesquelles des rebelles kurdes du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) s'étaient entraînés dans un camp situé sur l'île grecque d'Eubée (nord-est d'Athènes).

Le ministre grec des Affaires étrangères Théodore Pangalos a affirmé que "c'était la première fois qu'il entendait parler de l'existence d'un tel camp".

Le Washington Times, citant des sources de la CIA, avait indiqué que ce camp avait été fermé en février pour une raison non précisée.

"Il aurait été très facile de le découvrir s'il existait", a ajouté M. Pangalos, rappelant que l'Eubée est "une île accessible" facilement.

La Grèce avait rejeté en mai 1995 comme "diffamatoire, naïve et simpliste" l'allégation sur l'existence d'un camp d'entraînement du PKK à la suite de révélations en ce sens faites par un Kurde de Turquie arrêté à Izmir (ouest de la Turquie). La Turquie avait protesté et la Grèce avait rejeté ces accusations assurant que cet homme, Mehmet Kavak, a été contraint de "faire de faux aveux devant les caméras".

M. Pangalos a par ailleurs souligné sans donner de précisions que "les seuls camps" qu'il connaissait "étaient ceux où trouvaient refuge et accueil les réfugiés kurdes qui arrivent en Grèce dans un état lamentable fuyant le génocide que leur inflige la Turquie".

M. Pangalos a conseillé la presse internationale à s'occuper de "ce génocide" et "de l'état misérable des Kurdes privés de tout".

Le porte-parole du gouvernement grec Dimitris Conostas a rappelé que l'ambassade de Grèce à Washington avait démenti les informations du Washington Times.

De nombreux réfugiés turcs d'origine kurde se trouvent en Grèce, pays régulièrement accusé par la Turquie de soutenir les militants du PKK.

Six députés grecs (quatre du parti socialiste au pouvoir et deux de l'opposition conservatrice et nationaliste) appartenant à une commission informelle "pour l'hellénisme et l'orthodoxie" ont rencontré en juin 1995 le chef du PKK Abdullah Ocalan. Cette rencontre a été vivement dénoncée par la Turquie. Le lieu de l'entretien n'a pas été communiqué.

rs/soh tf

AFP /AA1234/111839 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

FRS0952 4 I 0357 ONU /AFP-GG62

ONU-Irak

Rome souhaite l'application de la résolution "pétrole contre nourriture"

NEW YORK (Nations unies), 11 sept (AFP) - L'Italie a exhorté mercredi le Conseil de Sécurité d'appeler à l'application de l'accord "pétrole contre nourriture" en Irak dans les deux prochains mois, pour soulager les "millions de citoyens irakiens innocents".

L'ambassadeur italien à l'ONU, Paolo Fulci, a déclaré devant ses collègues du Conseil de Sécurité à New York qu'il voulait "dire au monde que le Conseil de Sécurité n'est pas insensible au drame qui se déroule sous ses yeux".

Le Conseil de Sécurité devrait encourager le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, à terminer les préparatifs de mise en oeuvre de l'accord "immédiatement, pour que d'ici deux mois l'opération puisse être effectivement menée à bien sur le terrain", a estimé M. Fulci.

Il a proposé à ses quatorze collègues d'adopter une déclaration officielle, sommant M. Boutros-Ghali d'achever rapidement les préparatifs.

M. Fulci, soulignant la situation désespérée des civils irakiens, dont quatre millions souffraient de malnutrition en 1995, a demandé: "comment peut-on obliger les Irakiens à payer chaque année pour les erreurs et la politique d'agression de leur chef d'Etat ?".

Peu après l'offensive des forces de Saddam Hussein dans le nord de l'Irak pour soutenir une faction kurde locale, M. Boutros-Ghali avait annoncé le 1er septembre que le processus "pétrole contre nourriture" serait retardé en raison de "la détérioration de la situation".

L'accord Irak-ONU "pétrole contre nourriture", signé en mai, devrait théoriquement permettre à Bagdad qui subit un embargo international depuis son invasion du Koweït en 1990, d'exporter des quantités limitées de brut à des fins humanitaires.

Les Etats-Unis, qui disposent de fait d'un droit de veto sur le processus ont insisté sur une révision de l'accord au vu de la nouvelle situation en Irak, depuis que les forces kurdes alliées de Saddam Hussein contrôlent Erbil, ville où doit se dérouler principalement la distribution de l'aide humanitaire aux Kurdes.

ap/gic/stb

tf

AFP /AA1234/111928

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Iran-Irak-Kurdes

L'Irak affirme avoir déjà accueilli 39.000 réfugiés kurdes

TEHERAN, 11 sept (AFP) - L'Irak a accueilli et offert protection à quelque 39.000 réfugiés kurdes irakiens qui ont fui les combats dans le nord de l'Irak, a-t-on appris mercredi de source officielle à Téhéran.

Ces personnes sont regroupées dans des camps à Bachmagh, Kaleh et Fileh-Kooh, des postes à la frontière irano-irakienne situés dans les provinces du Kurdistan iranien, de l'Azerbaïdjan occidental et de Kermanschah, a déclaré M. Ahmad Hosseini, directeur du département de l'immigration au ministère de l'Intérieur.

L'Irak apporte également une aide à quelque 160.000 personnes de l'autre côté de la frontière, a déclaré le responsable iranien, cité par l'agence

officielle IRNA.

M. Hosseini a ajouté que des centres de crise avaient été installés le long de la frontière pour distribuer de la nourriture, des vêtements, des médicaments et de l'eau potable. Des équipes médicales d'urgence y sont également présentes.

"Bien que notre politique soit clairement celle d'apporter assistance à ces personnes de l'autre côté de la frontière, nous les acceptons ici quand leur vie est en danger", a-t-il ajouté.

M. Hosseini a déclaré qu'il était en contact avec le Haut commissariat aux Réfugiés (HCR) pour coordonner l'aide, et qu'une équipe du HCR devait arriver de Genève pour évaluer la situation.

Le ministère iranien de l'Intérieur avait fait savoir mardi qu'il ne laisserait entrer que les personnes en "situation d'urgence", en particulier les malades, les personnes âgées et tous ceux dont la vie était en danger.

mb-cro/jhd/gic

eaf

AFP /AA1234/111729

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

L'UPK rejette l'amnistie décrétée par Saddam Hussein

DUBAI, 11 sept (AFP) - L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) a rejeté mercredi l'amnistie décrétée la veille par le président irakien Saddam Hussein en faveur des opposants kurdes.

"Saddam (Hussein) n'a aucune crédibilité", a déclaré à l'AFP M. Latif Rachid, représentant de l'UPK à Londres, interrogé par téléphone depuis Dubaï.

"Toute amnistie émanant de ce dictateur connaîtra le même sort que celle accordée à Hussein Kamel Hassan", le gendre du président irakien, qui avait fait défection en Jordanie en août 1995, et a été exécuté à son retour à Bagdad huit mois plus tard malgré son repentir.

"Saddam Hussein est mal placé pour décréter des amnisties, c'est lui-même qui doit demander pardon à tout le peuple irakien", a ajouté M. Rachid.

M. Rachid a par ailleurs accusé les Etats-Unis d'avoir "conspiré" contre les Kurdes irakiens. "Franchement, nous avons été trahis par les Américains qui, depuis le début de l'offensive irakienne contre Erbil, n'ont pas bougé pour stopper l'armée de Saddam Hussein", a-t-il déploré.

Mardi, le président Saddam Hussein a levé mardi le blocus qu'il avait imposé aux régions kurdes dans le nord de l'Irak en 1991, et a décrété une amnistie en faveur des opposants kurdes.

Ces décisions ont été annoncées après la prise de contrôle lundi par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, allié de Bagdad, de la quasi-totalité du nord du pays, évinçant l'UPK de M. Talabani.

ht/pmr/tm tf

AFP /AA1234/111143

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Iran-Irak-Kurdes

4 morts près de la frontière irako-iranienne, selon un officiel iranien

MARIVAN (Kurdistan iranien), 11 sept (AFP) - Quatre personnes ont été tuées et environ 150 blessées par les hommes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ou les forces irakiennes, au cours des deux derniers jours, parmi les réfugiés qui se pressent près de la frontière irako-iranienne, a déclaré mercredi un officiel iranien.

Le gouverneur de la ville de Marivan (province iranienne du Kurdistan), M. Ali Yari, a déclaré à l'AFP que "jusqu'à mardi, nous n'avions pas l'intention d'autoriser les réfugiés à venir, mais comme malheureusement ils ont été attaqués, nous avons été obligés de les faire entrer".

Parmi les quelque 150 personnes qui ont été blessées, quatre sont décédées après avoir été transportées dans des hôpitaux iraniens, a-t-il ajouté.

Quelque 6.000 réfugiés kurdes irakiens se trouvaient mercredi massés dans des conditions précaires dans un camp de fortune installé au poste-frontière iranien de Bachmagh, près de Marivan.

M. Yari a déploré que les organisations internationales n'aient pas encore envoyé d'aide. "J'espère qu'elles nous aideront pour que nous puissions faire face à la situation. C'est un problème international et il requiert une assistance internationale", a-t-il dit.

Le gouverneur a ajouté que l'Iran continuait à envoyer de l'aide aux populations kurdes. "La situation est critique. Nous abritons quiconque ne se sent pas en sécurité et lui apportons notre aide", a-t-il dit.

kd-cro/hel eaf
AFP /AA1234/111319 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Japon-Palestine-Irak

Yasser Arafat réitère son appui à l'Irak

TOKYO 11 sept (AFP) - Yasser Arafat, le président de l'autorité palestinienne en visite officielle au Japon, a réitéré mercredi à Tokyo son appui à l'Irak dans "la défense de ses frontières".

Rappelant que l'autorité palestinienne avait déjà publié un communiqué dans ce sens à Gaza, le dirigeant palestinien a déclaré que "l'Irak essaye de protéger ses frontières des dangers extérieurs et nous le soutenons".

"Nous considérons que les Irakiens cherchent à défendre leurs frontières internationales", a ajouté M. Arafat qui était interrogé sur l'action de l'armée irakienne au Kurdistan d'Irak devant les membres de l'Institut japonais du Moyen Orient, au ministère des Affaires Etrangères.

Il a souligné bien connaître le problème kurde pour avoir dans le passé servi de médiateur entre les Kurdes et le gouvernement irakien.

"Nous respectons l'unité territoriale de la terre irakienne", a-t-il dit. "Ceci est notre position très claire".

pjt/dm eaf.moa
AFP /AA1234/110655 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

The Guardian Thursday September 12 1996

Barzani pact bolsters Saddam's control of north

Kurd victors make deal on autonomy

Ian Black
Diplomatic Editor

DWINDLING Western influence in northern Iraq suffered a further blow yesterday as the Kurdish faction backed by Baghdad moved to make a formal deal on autonomy with President Saddam Hussein.

Iraqi opposition sources reported that Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), was due in the Iraqi capital today or tomorrow to sign an agreement granting self-rule to the northern region.

Iraq's 3.5 million Kurds have made autonomy agreements with Baghdad in the past, but a return to this arrangement will further bolster President Saddam after the West failed to intervene in Kurdistan and weakened the United States-led policy of trying to contain him.

Coming after an amnesty offer to Baghdad's Kurdish enemies, and the lifting of its five-year embargo on the northern provinces, the widely predicted autonomy deal was seen by opposition groups as another deliberate step to re-establish President Saddam's control.

"Saddam's actions are extremely threatening — they're catastrophic," a spokesman

for the opposition Iraqi National Congress said. "And his amnesty is not worth the paper it's printed on."

But things do appear to be going President Saddam's way: trade between Kurdistan and the rest of the country is expected to pick up, and the dinar has already strengthened against the US dollar.

Most Iraqi regular forces have withdrawn from Kurdi-

'He will eat up the north and inevitably reassert his dominance'

stan since helping the KDP take Irbil from the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) on August 31, although large numbers of agents of the feared *mukhabarat* secret police are still in the area.

The key question is whether, having used President Saddam to help defeat the PUK, Mr Barzani will be able simultaneously to keep him at bay, maintain Western support, and heal Kurdish divisions. This seems unlikely.

"Once Saddam is back, you can't play this kind of game any more," said one Western diplomat. "He will eat up the

north and inevitably reassert his dominance."

KDP officials say they want the Western humanitarian effort, under the aerial umbrella of Operation Provide Comfort, to continue. But foreign charities operating in the region are worried about their ability to function under Baghdad's control.

Many non-governmental organisations say they are concerned about Turkish-Iraqi collusion and the intimidation of local staff.

"Aid agencies are all going to have to decide whether they can carry on if Baghdad is in control," a Mines Advisory Group spokesman said.

Terry Giles of Save the Children said: "History has shown that the level of fear amongst the Iraqi Kurds cannot be understated. That is why we are calling upon the Kurdish authorities to reassure the local populations of their safety."

However, there were signs yesterday that the feared mass exodus of refugees was not going to materialise.

After the KDP captured the PUK stronghold of Sulaymaniyah on Monday, tens of thousands of Kurds streamed towards Iran, but many have returned home. Yesterday, 5,000 refugees set up camp on the Iranian side of the border after they said KDP peshmergas had killed four people.

Arabs edge closer to Iraq

Shyam Bhatia in Jerusalem

THERE were worrying signs for the United States yesterday that Saddam Hussein's Arab foes were nudging towards repairing their rift with Baghdad.

State department officials in Washington are increasingly concerned that the meeting of Arab foreign ministers in Cairo this Saturday will drive a further wedge in the international alliance against President Saddam.

The recent US cruise missile strikes against Iraq were loudly and unanimously condemned by the Arab League, prompting the Iraqi information minister, Abdel Ghani Abdel Ghafoor, to praise his

Arab "brothers" this week for their solidarity.

Some members of the league are now inclining towards a resumption of diplomatic relations with Baghdad, although full restoration is unlikely because Saudi Arabia and Kuwait, bolstered by US pressure and tempered by their recent experiences of the Iraqi regime, will resist such a move.

Qatar and Oman have already reopened their embassies in Baghdad. But most worrying for Washington are diplomatic rumbles from Cairo, where President Hosni Mubarak believes the time is fast approaching to repair links with Baghdad.

In Cairo yesterday, a foreign ministry official spoke of

"rehabilitating Iraq as a regional power to achieve regional stability and restore balance with other countries in the region".

The US secretary of state, Warren Christopher, will make urgent calls this week to Arab foreign ministers to urge them to stand firm to prevent the collapse of the Desert Storm coalition against Baghdad. Any public breaking of ranks could affect President Clinton's re-election prospects.

This has been a good fortnight for President Saddam. At the very least, the Arab League will repeat its criticism of the US — a move which Baghdad will interpret as evidence that the international coalition is crumbling.

The Guardian Thursday September 12 1996

Pentagon prepares for full-scale campaign with Cruise missiles and Stealth warplanes

Clinton's revenge

Martin Walker in Washington and Ian Black in London

THE Pentagon was last night preparing a full-scale air campaign against Iraq, with a target list that includes military and administrative installations in Baghdad, from cruise missiles to B-52 bombers to Stealth warplanes.

The defence secretary, William Perry, warned that any response by the United States to yesterday's missile attack on American aircraft would be "disproportionate with the provocations which are made against us."

He went on: "In Iraq, air defence crews are playing some kind of a game, and they will very soon learn that we are not playing games."

fighters, which are invisible to Iraqi radar. Equipped with laser-guided precision weapons which can penetrate deep bunkers and command centres, the Stealth aircraft were last used in the region to spearhead the Gulf war attack on Baghdad.

As well as the cruise missiles of the US Fifth Fleet and the strike squadrons of the aircraft carrier USS Carl Vinson, the Pentagon was also preparing B-52 bombers in what appeared to be the biggest show of aerial force in the region since the Gulf war. The B-52s are based on the British island of Diego Garcia — symbolising the support of the one ally which has given the US unqualified support.

"Whenever there's a crisis, whenever the chips are really down, I think Americans find that the British are with us. And we won't forget that," state department spokesman Nicholas Burns said.

The US military preparations followed Baghdad's first direct

challenge to American air power in northern Iraq — where the US has so far shunned military involvement.

The Pentagon said two Iraqi SAM-6 missiles were launched yesterday morning against two American F-16 fighters near Mosul, on the edge of the Kurdish region. Neither plane was hit and the anti-aircraft stations turned off their radars before the accompanying F-15 fighter bombers could send anti-radar missiles against them.

This latest Iraqi defiance forced the Clinton administration to reassess its strategy, hitherto based on the need to avoid the Kurdish entanglements in northern Iraq, and to limit punitive raids to the south.

It is now less a question of whether or when the US will respond, but where.

Britain backed a firm reaction. "We stand shoulder to shoulder," a Foreign Office official said, making clear that retaliatory action could

be taken in the north. British officials said the Americans would have to go through the formality of asking permission to use the Diego Garcia base if attacks were to be launched from there.

But a new strain emerged yesterday within the Gulf war coalition, over the basing of the Stealth warplanes. Mr Perry confirmed that the US had not tested an uncertain Saudi support. Other Gulf states, including Kuwait, have been far stronger in their support for the US policy of containing Iraq with air strikes.

Another complication arose, with Turkey announcing it had begun consultations with Washington about the future of the coalition air force at Incirlik.

A list of targets was prepared yesterday for the approval of President Bill Clinton, on the campaign trail in Pueblo, Colorado near the Rocky Mountains. It included

repaired SAM sites around the big Iraqi air bases of Kut and Iskanderiyah, in the southern no-fly zone extended by the US last week.

The Pentagon insists that hostile anti-aircraft sites must be attacked, in the northern and southern no-fly zones, if US and allied warplanes are to maintain their patrols over the northern no-fly zone.

The state department stresses that the main US strategic interests are in the south — the approaches to Saudi Arabia, Kuwait and the Gulf. US attacks in the northern no-fly zone would annoy Turkey, and imply that the US is taking sides in the Kurdish civil war.

After a week of delicate negotiations between Washington and Paris — which had criticised last week's missile attacks — the French air force has resumed its participation in patrols of the northern no-fly zone. New US strikes in the north would

reopen a diplomatic sore. Washington's dilemma is sharpened by the realisation that the US may have to deal with the current victor in the Kurdish struggle, the Kurdistan Democratic Party of Massoud Barzani, to try to stop him becoming a puppet, rather than a tactical ally, of Saddam Hussein.

Iraqi television said yesterday that a formal agreement was being prepared, to be signed by Mr Barzani and President Saddam, establishing the principle of Iraqi sovereignty over the Kurdish north.

"Where it really matters, in the south, we have Saddam Hussein in a corner," Mr Burns said. "In the northern part of Iraq, he has exploited a window of opportunity. By virtue of a couple of kilometres, he's expanded his influence in northern Iraq. There's no doubt about it."

Washington Redefines Its Strategic Aims in Iraq

By R. Jeffrey Smith
Washington Post Service

WASHINGTON — With the success of a Kurdish and Iraqi military drive across northern Iraq in recent days, and the resulting loss of an important base of operations for U.S. military and intelligence activities inside the country, the Clinton administration has subtly shifted U.S. policy toward Iraq.

Seeking to make the best of a situation that has worsened every

NEWS ANALYSIS

day this month, officials have publicly redefined Washington's strategic interest in the country as consisting solely of containing the military operations of President Saddam Hussein in southern Iraq — near the Kuwaiti and Saudi oil fields — rather than in the northern Iraqi region bordering Turkey, Iran and Syria.

The new U.S. policy priority sets aside the five-year-old goals of deterring Iraqi adventurism in northern Iraq, guaranteeing the smooth delivery of humanitarian aid there and keeping the Kurdish-inhabited region free of undue domination by any of the neighboring countries.

An additional goal was to broker a peace among warring Kurdish factions that Washington hoped would foment anti-Saddam activities. With the departure in the past two weeks from northern Iraq of virtually all Americans involved in those efforts, Washington has lost its capability to pursue these goals and is not likely to regain it soon.

This judgment reflects a growing consensus of U.S. government analysts and independent experts who have watched with astonishment as one of the Kurdish factions, the Kurdistan Democratic Party, or KDP, sought and received Iraqi military assistance to assert military control over an area of hundreds of square miles in which Washington and its allies formerly exercised primary influence.

Among the more tangible effects of the Iraqi-KDP military drive on Washington's long-standing policy of overt and covert U.S. intervention in northern

Iraq are the following:

- The humanitarian relief program known as Operation Provide Comfort, which Washington organized in 1991 to support the Kurds and provide an enduring U.S. foothold inside Iraq, is in shambles. All of its personnel have left the country, and many of the Kurds that Washington was "comforting" are now allied with President Saddam. The Turkish government, which has allowed the program to operate from bases inside its borders, is almost certain to terminate it.

- A major CIA-funded effort to harass, contain and destabilize Mr. Saddam, which sympathetic Kurds orchestrated from the headquarters of their Iraqi National Congress in the northern city of Arbil, has been wiped out by the KDP takeover of the city. Iraqi security agents have destroyed equipment owned by the National Congress and executed, captured or surrounded many of its members and sympathizers.

By successfully implementing a military alliance with the KDP, Mr. Saddam has undoubtedly been able to improve his standing in the single sector of Iraqi society — the corps of Iraqi military officers — that the CIA repeatedly has said provides the best hope of mounting a successful coup against him. That will complicate continuing U.S. efforts to recruit potential architects of such a coup through dissident groups.

Turkey has threatened to create a security zone in northern Iraq in response to the military developments. That would give Ankara leverage with Baghdad and could prompt the two countries to strike a strategic alliance aimed at ensuring an end to Kurdish attacks inside Turkey from Iraqi territory.

Some government analysts say such an alliance could pull the new Islamic government in Ankara farther away from the Western orbit.

The State Department spokesman, Nicholas Burns, told reporters Washington was unsure how events would unfold once the KDP military drive is completed, including whether the Kurdish party's alliance with Mr. Saddam would persist and what its consequences would be for members of the rival Kurdish faction, the Patriotic Union of Kurdistan, and other inhabitants of the region.

When pressed to explain why the administration had not done more to obstruct the Iraqi-Kurdish drive, Mr. Burns said: "The United States has very clear interests in Iraq, and those interests are to deter Saddam Hussein from future aggression against his neighbors, specifically Saudi Arabia and Kuwait."

In words that appeared to emanate from the enormous frustration many policymakers feel at the turn of events in Iraq, Mr. Burns angrily said the Kurds had sown their own fate.

"We gave the Kurds every oppor-

tunity for five years," he said. "We gave them political protection; we gave them economic and humanitarian assistance; we gave them a security zone in the north where they could run their own affairs in a highly autonomous way. And the Kurds failed to meet that great historic opportunity for the Kurdish people."

Describing Mr. Saddam as an "irresponsible autocrat" who had made a "laughable and almost comic offer" to pardon all members of the opposition in northern Iraq, Mr. Burns went on to issue a public plea that Kurdish leaders resist Mr. Saddam's "blandishments" and orchestrate a return to the status quo in which Washington exercised its considerable influence.

But the proverbial handwriting is already on the wall, many U.S. officials say. The Turkish ambassador to the United States, Nuzhet Kandemir, said Sunday that although Operation Provide Comfort was "still going on" from inside Turkey, "the terms of reference, the role of Operation Provide Comfort will have to be revised." He explained that the program no longer provided "the comfort that we have been looking for."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 12, 1996

Clinton Orders Bombers to Gulf

President Readies Response To Iraqi Missile Attack on 2 Jets

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — The United States moved two B-52 bombers to a base in the Indian Ocean on Wednesday and ordered F-117A Stealth bombers to the Gulf region as it studied ways to punish Iraq for an unsuccessful attack on two U.S. jets, officials said.

And President Bill Clinton told Baghdad that the United States would do everything it could to protect its pilots patrolling the "no fly" zones over Iraq, Reuters reported from Sun City, Arizona.

Speaking at a campaign stop hours after Iraqi forces fired a missile at U.S. fighter jets over northern Iraq, Mr. Clinton said: "The determination of the United States in dealing with the problem of Iraq should not be underestimated."

As the deployments were announced in Washington, Secretary of Defense William Perry said Iraq would "very soon learn that we are not playing games" and that a U.S. response to the missile attack Wednesday on American aircraft in the northern flight-exclusion zone would be "disproportionate" to the Iraqi attack.

"In Iraq, air defense crews are playing some kind of a game, and they will very soon learn that we are not playing games," Mr. Perry said. The U.S. responses "will be disproportionate with the provocations which are made against us," he added.

William Taylor, a political-military specialist with the Center for Strategic and International Studies, said he had learned long ago that "nobody knows what's on Saddam's mind."

He added: "But one thing that is clear as crystal: The game is up in Kurdistan, and Saddam Hussein has won it."

He said that all the Clinton administration could do was to play down its involvement in northern Iraq while making clear, as it has in recent days, its determination to prevent any aggression by Mr. Saddam in southern Iraq. In that region of vital oil resources, Mr. Taylor said, the coalition would back the United States without reserve.

Stealth aircraft, he said, "are the least risky thing we can do." The B-52s, he said, were very vulnerable to attack by surface-based missiles.

"The nightmare of the Clinton administration, and of the military," he said, "is a pilot who bails out, is captured, and we're back to Mogadishu, with pilots dragged down the streets, spat on, kicked and stoned."

The southern flight-exclusion zone was also violated when an Iraqi MiG-25 fighter jet and a military helicopter veered across the 33d Parallel, but no action was taken.

The acts of Iraqi defiance have increased pressure on President Clinton to respond decisively. Judging from the deployment of the F-117s, such a response will probably involve manned flights this time, a riskier endeavor than the cruise missile attacks of last week.

The White House spokesman, Michael McCurry, declared again Wednesday that "we reserve the right to take action to protect our pilots who are enforcing the no-fly zones in northern Iraq and southern Iraq."

Mr. McCurry, who was traveling with the president, said that Mr. Clinton was being briefed regularly on developments in Iraq, but he declined to talk about a possible U.S. response.

Mr. Perry confirmed that the F-117s had been ordered to the region, but he would not say how many of the radar-evading bombers would be sent, or where exactly they were headed.

F-117s were the only plane to bomb Baghdad in the early days of the Gulf War. There was speculation Wednesday that a new round of U.S. attacks could strike nearer to the Iraqi capital.

Mr. Perry said the F-117s would not be based in Saudi Arabia, which has refused to allow offensive flights from

its territory. The United States, he said, had asked another country to base them, and "that request has been granted."

Mr. Taylor, the military analyst, said he thought the planes would go to Kuwait.

Iraqi forces and their Kurdish allies have tightened their grip on the north, unfazed by two rounds of missile attacks in the south and the extension there of the no-fly zone declared after the Gulf War.

In the incident Wednesday, Pentagon officials said an SA-6 missile was fired from a mobile launcher toward two U.S. F-16 jets that were policing the northern zone. The ground radar guiding the missiles was switched off before the Americans could retaliate. Air force F-15E fighters sent later were unable to locate the missile site.

Mr. Taylor said the U.S. response would probably involve F-15s and F-16s carrying laser-guided 2,000-pound bombs known as "bunker busters." Mobile missile launchers like the SA-6 cannot be hit by cruise missiles.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 12, 1996

Kurds Begin Returning, But Fears of Baghdad's Plans in North Increase

By Jonathan C. Randal
Washington Post Service

AS SULAIMANIYA, Iraq — Kurds who had fled As Sulaimaniya fearing that avenging Iraqi soldiers had accompanied Massoud Barzani's conquering guerrillas returned home in ever greater numbers Wednesday, ending immediate anxieties that hundreds of thousands of refugees would flee to the mountains as in 1991.

But even as the United Nations reported calm — emerging with the growing realization that Mr. Barzani's Kurdistan Democratic Party, or KDP, took the city without Iraqi aid — Kurds throughout the area they have ruled for five years without a central government presence were swept by a new wave of unease.

The uncertainty was caused by what in calmer times would have been a source of rejoicing: President Saddam Hussein's unilateral lifting of the blockade he imposed to punish the Kurds in October 1991. That blockade deprived them of fuel, food and other commodities — or made them available at a black market premium — and constituted a further strain on the Kurds. Like all Iraqis, they came under the UN sanctions imposed during and after the Gulf War.

But in the 12 days since Mr. Barzani's guerrillas relied on Iraqi troops to capture Arbil, the unofficial Kurdish capital, even cadres of his party have become increasingly concerned that Iraqi secret police could infiltrate their territory as a prelude to generalized Iraqi control.

Mr. Barzani, who spent the day in

Qalat Diza, near the Iranian border, a region previously favorable to Jalal Talabani's defeated Patriotic Union of Kurdistan, has yet to address these fears.

Symptomatic of the apprehension in the region was a meeting of local UN employees in As Sulaimaniya devoted to discussing their fate if the Iraqi police or any central government presence returned. These employees do not enjoy diplomatic immunity, and risk arrest — many fear execution — for holding their jobs without Baghdad's permission.

As an international UN staff member remarked, the local employees and many other Kurds are "really worried" that it is just a question of time before repression began. "Our people feel that if the Iraqis aren't back today," he said, "they will be tomorrow."

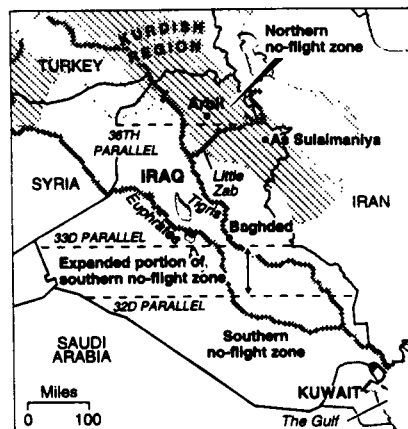
A Kurdistan Democratic Party cadre said that the Kurds were so concerned about the possibility of secret police infiltration that they were maintaining at least some checkpoints at what had been a de facto border with Iraq stretching hundreds of miles. About 100 Iraqi cars, he said, had been stopped from entering the western Kurdish city of D'hoq.

Kurds, he said, fear that the U.S.-led allied air operation that has protected them from Mr. Saddam might be wound down as a result of the Kurdistan Democratic Party's alliance in the Arbil offensive. "If 'Provide Comfort' ends," he said, referring to the air umbrella, "Saddam will attack the Kurds and within one or two months he'll begin killing people again."

"Ninety-five percent of the Kurds don't ever want to see Saddam's face again," he said. "They fear the United States will now want to wash its hands of the Kurds."

Iran opened the mountainous border late Tuesday to allow several thousand refugees at the Basmakh border crossing to enter after firefight between Kurdistan Democratic Party troops and members of the Patriotic Union of Kurdistan. Five guerrillas were reported killed.

Despite Tehran's claims that tens of thousands of Iraqi Kurds have entered Iran, aid workers said it was not immediately clear how many refugees were involved or whether those entering Iran would be confined to a buffer zone close to the frontier.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 12, 1996

The World Would Be Better Off With a Downsized Iraq

By Jim Hoagland

FRANKFURT — States do not live forever. Weakness, decay or irreconcilable internal differences can doom countries and empires, or force them to spin off indigestible national entities.

This is an uncomfortable idea for the diplomats and national security professionals who surround American presidents. The bureaucracy exists to prevent presidents from being plunged into the unknown. A failure of nerve (or imagination?) often keeps policy professionals from looking destiny in the eye as it approaches.

The Bush administration showed that kind of blindness toward the Soviet Union and Yugoslavia. The Clinton administration today risks being similarly hapless on Iraq, which the United States has pushed to the brink of dismemberment without seeming to realize what it was doing.

Even as it fired 44 remote-controlled missiles into the Iraqi desert to get Saddam Hussein's attention, the Clinton administration said it remained committed to supporting Iraq's "territorial integrity."

But the failure of Clinton policy in the Iraqi north, where the United States deliberately created a power vacuum and then refused to fill it, suggests that the time has come to think the unthinkable. The world may be better off without the Iraqi state as it exists today.

This is not to minimize the suffering and tumult that would accompany the disintegration of the state stitched together in the Mesopotamian homeland of Sunni and Shiite Arabs and Kurds by departing British colonials.

The renewed war in Kurdistan and U.S. missile strikes in

the south show that there is no peace or Iraqi national unity to preserve within the rogue state's borders. Territorial integrity is maintained only by terror and brute force.

That is a situation not worth maintaining. It is time for Washington to stop endorsing territorial integrity as the highest value in Iraq's future.

George Bush and Jim Baker saw the breakup of the Soviet Union as the greatest danger to world stability they could imagine. They worked with Mikhail Gorbachev to prevent it. History shows that they were futile and wrong.

War forced the Bush administration to drop a pretense that Yugoslavia could not be allowed to break apart. By the time it understood that Yugoslavia was an ex-nation, the moment for affecting

events there had passed. Similar disintegrative forces are at work in Iraq.

They have in fact been stimulated by Mr. Clinton's policies. Those policies first placed a northern safety zone off limits to Saddam's sovereignty, creating a haven where his opponents could gather to plot to overthrow him. But Washington did nothing to stop the Iraqi army when it moved into that zone and rounded up Saddam's foes on Aug. 31.

Saddam's unopposed return to the north creates a de facto three-way partition of Kurdistan. Allied with the Kurdish forces of Massoud Barzani, Iraqi tanks and troops now can treat the central region of Kurdistan as their enclave.

As Mr. Barzani's troops sweep eastward capturing towns from Jalal Talabani's forces, Mr. Talabani's guerrilla army will retreat into the

mountains and press Iran to protect it inside Iraq. In the west, Turkey will establish a similar protectorate inside Iraq's frontier. The world's only remaining superpower will fly aircraft overhead and watch.

The Clintonites say they are committed to "squeezing and containing" Saddam. But in the same breath they say it is just too complicated and too difficult to use a defense and intelligence establishment that costs taxpayers more than \$300 billion to restrain the Iraqi dictator in the north. Because Mr. Barzani invited Saddam in, the United States is powerless to act, White House officials maintain.

The most important figure in determining U.S. policy in the Gulf region turns out to be not Bill Clinton, Warren Christopher or Anthony Lake but Massoud Barzani.

The Washington Post.

CONFLIT AU KURDISTAN D'IRAK

De nouvelles souffrances

Pour Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, le conflit au nord de l'Irak signifie avant tout davantage de malheurs pour les populations kurdes. En attendant la définition d'un véritable statut.

Visiblement fatigué à force de suivre d'heure en heure les évolutions du conflit, Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris, évoque le nouveau seuil de souffrance atteint par les populations. « Elles endurent depuis des années les plus graves privations. Il faut ajouter désormais les coupures de l'électricité, du gaz, de l'eau courante, du téléphone dans toutes les grandes villes touchées. »

Qu'est-ce qui a déclenché l'actuel engrenage guerrier ?

L'espoir des 4 millions de Kurdes irakiens résidait dans l'auto-administration obtenue au sortir de la guerre du Golfe. Mais les grandes puissances ne se sont pas soucies des moyens qu'il fallait accorder aux nouvelles institutions kurdes pour reconstruire le pays dévasté. La région a été soumise à un double embargo. Celui des Nations unies contre l'Irak et celui, notamment en matière d'approvisionnement pétrolier, de l'Etat irakien. De plus, l'expérience a subi l'hostilité de tous les Etats voisins qui voyaient d'un très mauvais oeil tout embryon d'Etat de droit kurde.

Les divisions kurdes ne les ont-elles pas aidés ?

Les responsabilités occidentales énormes ne sauraient masquer celles des dirigeants des deux grands partis (1) kurdes d'Irak. Au lieu de s'unir pour préserver l'espace autonome kurde, ils ont joué la carte de leur parti, de leur clan, et préféré des alliances contre nature avec Téhéran ou Bagdad.



Pour Kendal Nezan, « les Kurdes sont soumis à un double embargo ».

Maintenant, quelle solution ?

Il faut que les pays occidentaux comprennent que l'humanitaire ne peut pas suppléer à l'action politique. On ne peut secourir les Kurdes tout en leur refusant les moyens de s'administrer, d'organiser eux-mêmes leur survie.

Dans l'immédiat, la seule solution serait la convocation d'une conférence à l'initiative des trois grands pays impliqués dans le conflit, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, avec la participation des dirigeants des formations politiques kurdes d'Irak et de tous

les Etats de la région qui le désireraient. Cette conférence devrait s'assigner comme objectif la définition d'un statut garanti pour les 4 millions de Kurdes d'Irak. Si un accord n'est pas possible, que l'on place alors la région sous mandat de l'ONU, aussi longtemps que nécessaire.

**Propos recueillis par
Bruno Odent**

(1) Le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani (PDK), allié à l'Irak, et l'Union patriotique kurde (UPK) de Jalal Talabani, allié à l'Iran.

LE MONDE / JEUDI 12 SEPTEMBRE 1996

Les illusions perdues des Etats-Unis

WASHINGTON

de notre correspondante

Bill Clinton aurait-il crié victoire trop tôt ? Une semaine à peine après avoir tiré quarante-quatre missiles de croisière sur le sud de l'Irak, les Etats-Unis en ont été réduits, mardi 10 septembre, à réitérer leurs menaces à l'égard de Saddam Hussein dont les forces, selon le Pentagone, sont en train de reconstruire les batteries de défense aérienne, et notamment celles des sites détruits lors des raids américains des 3 et 4 septembre.

« Nous avons averti Saddam Hussein que nous conservons le droit d'agir pour protéger nos pilotes, et nous l'exercerons », a réagi, mardi, le Pentagone, tandis que le département d'Etat rappelait que les Etats-Unis ont « une vision parfaite » de ce qui se passe au sud de l'Irak. « Nous avons frappé la semaine dernière et nous frapperons de nouveau s'il faut protéger les intérêts américains », a assuré un porte-parole du département d'Etat tandis que la chaîne CNN affirmait, mardi, dans la soirée, que des bombardiers B-52 étaient

en cours de transfert vers une base de l'océan Indien.

Mais ce nouveau problème, ajouté à celui de la prise de contrôle du nord de l'Irak par Saddam Hussein, à l'échec de la politique américaine envers les factions kurdes et de l'opération de la CIA visant à encourager une opposition à Bagdad (lire ci-contre), et à la tiédeur du soutien des pays alliés, place l'administration américaine dans une situation plus complexe qu'elle ne l'avait probablement imaginé il y a dix jours.

AMERTUME

Le département d'Etat a beau souligner que l'événement « le plus important de ces dix derniers jours a été l'extension de la zone d'exclusion aérienne » du sud de l'Irak jusqu'aux faubourgs de Bagdad, l'ensemble des experts n'en reconnaissent pas moins que le maître de Bagdad vient de remporter au nord une victoire stratégique. « Saddam Hussein contrôle le nord de l'Irak, il a marqué un très gros point, admettait, mardi, sur ABC, l'ancien directeur de la CIA,

James Woolsey. Mais on n'y pouvait pas grand-chose. »

Cinq ans après la fin de la guerre du Golfe, Saddam Hussein revient donc hanter les Etats-Unis et M. Clinton se trouve à son tour face au même dilemme, condamné aux mêmes demi-mesures que son prédécesseur. Si l'opposition républicaine s'abstient de malmené le président sur l'Irak, c'est parce que la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui lui a été léguée par George Bush. Cette situation, d'anciens hauts responsables comme James Baker ou le général Colin Powell s'efforcent de nouveau de l'expliquer en justifiant leur refus d'aller, en 1991, jusqu'à Bagdad pour en finir avec Saddam Hussein. « Nous y serions encore », a assuré M. Baker à la télévision.

Pourtant, pour Paul Wolfowitz, l'un des responsables de la défense dans l'administration Bush et aujourd'hui conseiller du candidat républicain Bob Dole en politique étrangère, la politique irakienne de M. Clinton est l'exemple même d'une diplomatie fondée

sur des « illusions », qui se contente « d'ajourner les problèmes » : « En Irak, l'illusion qui vient d'être brisée était celle d'une zone de sécurité dans le nord où les gens pouvaient se réfugier et travailler avec nous contre Saddam Hussein. » L'administration Clinton a, à ses yeux, manqué de fermeté en autorisant trop tôt la reprise des exportations de pétrole irakien, en sous-estimant les mouvements de troupes irakiennes ces dernières semaines, et en ne réussissant pas à unir les factions irakiennes.

Les réserves de nombreux alliés des Etats-Unis dans cette affaire ne paraissent cependant pas alarmer l'administration Clinton, décidée à agir seule s'il le faut. Quant aux Kurdes, le porte-parole du département d'Etat a laissé percer, mardi, l'amertume américaine à leur égard. « Ils n'ont pas su saisir l'opportunité historique » un moment offerte à leur peuple, a-t-il indiqué. Ce sont eux les responsables. »

Sylvie Kauffmann

LE MONDE / JEUDI 12 SEPTEMBRE 1996

Quelques milliers de déplacés campent à la frontière iranienne

PENJWEN

de notre envoyée spéciale

Installée devant un ruisseau, une arche de bois aux couleurs de la République islamique d'Iran marque à peine Penjwen, à 75 kilomètres de Souleimaniyé, à la frontière irako-iranienne. Une longue file de voitures, camions, mini-bus s'entremêlent devant ce qui représente l'espoir pour les deux mille à trois mille hommes, femmes et enfants rassemblés ici. Mais la frontière est fermée et, seul, passe un blessé allongé sur un brancard de fortune.

Entassées sur des couvertures hâtivement déployées sur le sol, des familles, munies des seuls biens qu'elles ont pu emporter, attendent dans la crainte devant cette porte fermée. Venues de Souleimaniyé, ces réfugiés ont avant tout peur de voir, comme à Erbil, l'armée irakienne envahir la ville. « Derrière le PDK, Saddam [Hus-

sein] va venir », affirme Mohamed, cinquante ans. « Barzani et Saddam sont les deux faces d'une même médaille, renchérit son voisin. Si ce n'est pas l'armée, ce seront les agents secrets politiques ou militaires, et ils sont pires. » Les récits d'arrestations et d'exactions qui ont eu lieu à Erbil hantent ces réfugiés. « Je veux partir, n'importe où, mais partir », supplie un professeur de l'université de Souleimaniyé.

RETOUR DANS LES FOYERS

Engoncée dans son tchador noir, une jeune femme chiite, originaire de Bagdad, qui affirme que son mari est dans l'opposition, implore que l'on s'occupe d'elle. Un groupe de déserteurs de l'armée irakienne, membres du Congrès national irakien (CNI) - coalition de l'opposition - et échappés d'Erbil avec un groupe de l'Union patriotique du Kurdis-

tan (UPK) de Jalal Talabani tournent de tous côtés à la recherche d'assistance.

Le nombre de déplacés de Souleimaniyé et des régions prises à l'UPK par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani est difficile à établir, ceux-ci étant dispersés tout le long de la frontière avec l'Iran. Dans la seule région de Penjwen, onze points de passage, pour la plupart non officiels, sont ouverts entre le Kurdistan irakien et l'Iran, et c'est vers eux que se dirigent les combattants de l'UPK et leurs familles. Dès mardi, un coordinateur du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), Pierre Vinet, s'est rendu à Penjwen pour étudier la situation et voir comment y faire face. Cet exode pourrait toutefois ne pas prendre trop d'ampleur : l'absence d'affrontements lors de la prise de Souleimaniyé, lundi, a d'autant plus ras-

suré la population que, pour le moment du moins, les seuls combattants visibles dans la ville sont les *peشمگاس* (combattants) du PDK.

Dès mardi, beaucoup de voitures rentraient vers la ville, et un certain nombre de familles regagnaient leur maison. « La situation pourrait se retourner très vite dans le bon sens », affirmait, ce même jour, à Souleimaniyé, un responsable des Nations unies. Sur la route du retour, ces déplacés ont pu voir des centaines de *peشمگاس* du PDK lourdement armés qui s'apprêtaient, dans la joie de la victoire, à étendre leur contrôle vers l'est. A Penjwen, où flottait toujours le drapeau vert de l'UPK, les combattants déambulaient dans la rue, armés mais sans visible intention de faire front à leurs frères ennemis.

F. C.

La population kurde craint que Saddam Hussein régente le nord de l'Irak

Au lendemain de son offensive victorieuse contre son rival de l'UPK, Massoud Barzani, le chef du PDK, déclare que le régime de Bagdad, qui l'a soutenu dans sa lutte pour le pouvoir, n'est plus un « ennemi »

Le chef du PDK, Massoud Barzani, a multiplié, mardi 10 septembre, les gestes d'ouverture en direction du camp des vaincus, au lendemain de l'offensive victorieuse des troupes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), soutenues par Bagdad contre leurs adversaires de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). A Souleimaniyé, la plus grande ville du Kurdistan irakien, conquise, lundi, sans effusion de sang, la population redoute cependant que le régime de Bagdad profite du succès de ses alliés kurdes pour reprendre pied dans la

région. Elle se demande aussi ce qu'il va advenir de la zone de sécurité décrétée par les pays occidentaux en 1991. M. Barzani, qui a reconnu, mardi, que Saddam Hussein n'est plus un « ennemi » à ses yeux, a cependant assuré qu'il n'avait pas de contacts pour le moment avec le président irakien. Ce dernier a profité de l'occasion pour annoncer une amnistie générale en faveur des Kurdes et pour lever l'embargo qui pesait sur la région depuis la fin de la guerre du Golfe.

SOULEIMANIYÉ

de notre envoyée spéciale

Maître du nord du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), veut désormais prouver qu'il peut gérer dans la concorde une région qui n'a pas connu la paix depuis longtemps. A peine rentré victorieux à Souleimaniyé, la plus grande ville du Kurdistan, qui lui était interdite depuis la fin de 1994, il a multiplié les gestes rassurants pour tenter de faire oublier qu'il doit sa victoire au président Saddam Hussein.

La tâche sera rude car pour une bonne partie de la population, c'est le gouvernement central de Bagdad qui se profile derrière le PDK. « Toute notre expérience des cinq dernières années d'autonomie est finie », confie ainsi un ingénieur. Nous attendons maintenant de voir revenir, petit à petit, l'administration centrale. » Même les élections générales promises pour bientôt par M. Barzani ne réussissent pas à le convaincre. « Des élections, avec qui ?, s'interroge-t-il. Il n'y a plus qu'une seule force ici. » Cette crainte de Bagdad hante tous les esprits et contrastait, mardi 10 septembre, avec la joie manifestée par les combattants du PDK, qui ont sillonné Souleimaniyé toute la journée sous les applaudissements des enfants rassemblés pour l'occasion.

Ce ne sont pas les déclarations de M. Barzani qui pourront apaiser les inquiétudes. « Avant, Saddam Hussein était notre ennemi, mais je ne peux plus l'appeler ainsi », a-t-il affirmé devant quelques journalistes en quittant, mardi, Souleimaniyé. « Maintenant, tout

va dépendre du fait qu'il nous aide ou non à trouver une solution au problème kurde », a-t-il ajouté en précisant : « Pour le moment, nous n'avons pas entamé de négociations avec lui. »

REMISE DES ARMES

Le président irakien n'a toutefois pas trop attendu pour se manifester. Mardi, il a déclaré une amnistie générale en faveur des Kurdes et, surtout, il a annoncé la levée de l'embargo économique en vigueur à l'encontre du Kurdistan, ainsi que la libre circulation, sous son contrôle, des personnes et des biens entre le Kurdistan et l'Irak. Comment, dans ces conditions, M. Barzani pourra-t-il maintenir un semblant d'autonomie ? C'est la réponse à cette question qu'attendent tous les Kurdes, et c'est là-dessus qu'il sera jugé. De même, que va devenir la zone d'exclusion aérienne décrétée en 1991 par les alliés occidentaux pour protéger les Kurdes ? Nul, à ce stade, ne le sait, mais l'éventuel départ d'organisations humanitaires non gouvernementales, très nombreuses sur place, serait un rude coup pour la population que leur présence rassure.

En attendant, M. Barzani tente d'asseoir au plus vite son contrôle sur Souleimaniyé. Dès mardi, il a nommé un nouveau gouverneur et des responsables de la police et de la sécurité. Un comité de sécurité qui rassemble les principales personnalités de la ville, a aussi été mis en place. Il a averti que tout vol ou destruction de biens publics ou privés serait sévèrement sanctionné.

Dans son bureau, les yeux rougis par une nuit de veille, le nou-

veau gouverneur, Rast Nourri Shawais, originaire d'une grande famille de Souleimaniyé, affirme : « Nous avons appelé, par des communiqués à la radio et à la télévision, tous les fonctionnaires à reprendre leur travail au plus vite. Aucun ne sera sanctionné pour son appartenance à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) [de Jalal Talabani], qui tenait la ville depuis près de deux ans. Chacun gardera son poste. » Les peshmergas (combattants) de l'UPK ont, par ailleurs, été appelés à déposer leurs armes dans le bureau du PDK, contre une garantie écrite relative à leur sécurité.

« Outre le retour rapide des déplacés, appelés aussi par radio au retour, notre principal problème, affirme M. Shawais, est d'alimenter la ville en électricité. En partant, dit-il, l'UPK a emporté des cartes informatisées de la centrale de Loran, et pour le moment, nous n'avons pas assez de puissance disponible. » Ce problème pourrait être résolu avec l'aide de l'ONU, qui a pris rapidement contact avec les nouveaux responsables et qui entretient traditionnellement de bons rapports sur le terrain avec le PDK.

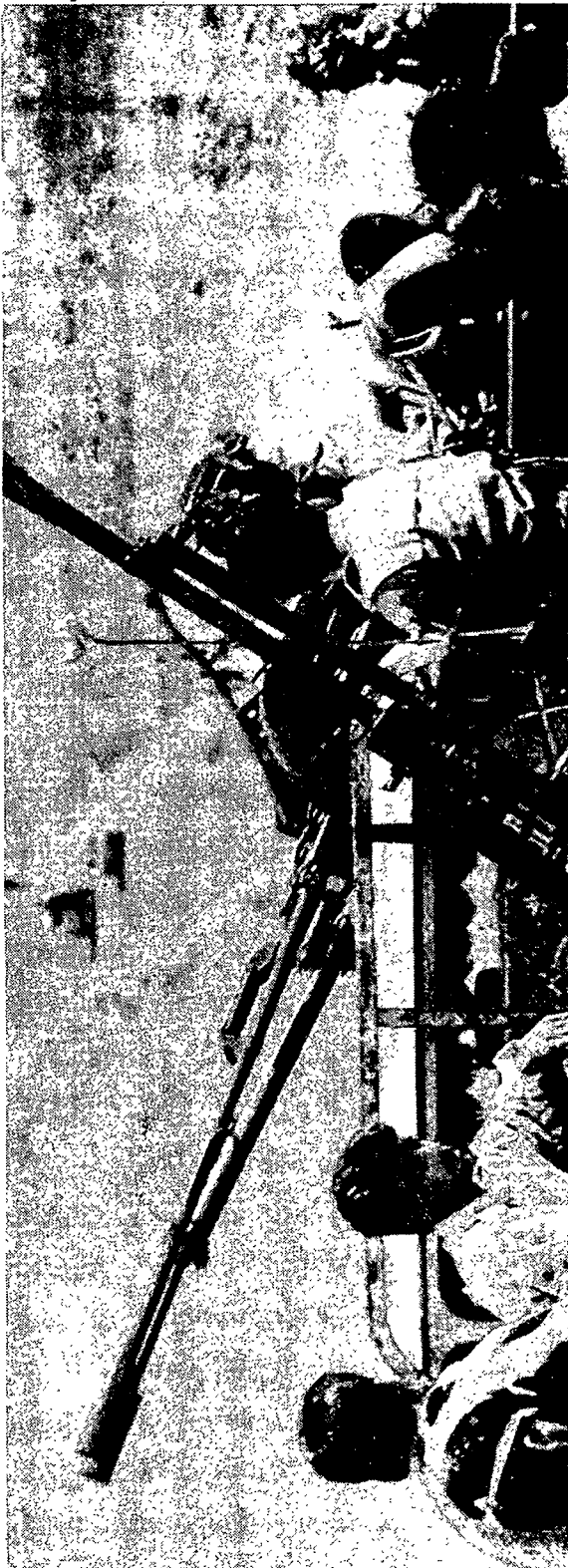
Pour cette première journée sous la bannière du PDK, la population de Souleimaniyé, encore traumatisée par la rapide victoire des combattants de M. Barzani, a préféré se montrer discrète. La plupart des magasins sont restés fermés et ce n'est qu'en fin d'après-midi que les passants ont commencé à déambuler dans les rues comme si rien ne s'était passé.

Françoise Chipaux

Le fiasco de la CIA

Selon un article du *Washington Post* publié par l'*International Herald Tribune* dans son édition du 11 septembre, la sécurité irakienne aurait réussi à démanteler, en juin, une organisation qui visait à renverser Saddam Hussein, l'Entente national irakienne, soutenue par les services secrets américains. Plus de cent opposants, parmi lesquels des officiers, auraient été exécutés au cours de l'été. Ces informations ont été dévoilées après l'annonce de la liquidation, au nord de l'Irak, d'un autre groupe d'opposants soutenus par la CIA, le Congrès national irakien, pris au piège dans la région d'Erbil après l'offensive des Kurdes soutenus par Bagdad.

Libération - 12 septembre 1996



Les partis n.3 du PDK de Massoud Barzani, qui contrôlent désormais le Kurdistan irakien, surveillent l'exode des réfugiés à la frontière iranienne, mardi.

Les réfugiés kurdes piégés à la frontière iranienne Fuyant Souleimanieh, des milliers de civils se retrouvent bloqués par Téhéran.

Bachmakh (frontière irako-iranienne)
envoyé spécial

Une petite rivière, un portique agréablement de portraits des dirigeants iraniens et, un peu plus loin, sur la lande pelée, quelques dizaines de voitures qui ne peuvent plus ni avancer ni reculer. Bachmakh, minuscule poste-frontière entre l'Irak et le Kurdistan d'Irak, est un point de passage obligé pour les Kurdes de Souleimanieh qui ont fui la prise de la ville par les hommes de Massoud Barzani. Mais si la république islamique d'Irak a volontiers accueilli Jalal Talabani et les dirigeants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui peuvent lui servir à l'avenir à nouer des nouvelles intrigues dans la région, elle n'entend pas pour autant laisser entrer les autres fugitifs. Après les avoir laissés pénétrer sur son territoire, Téhéran les a aussitôt bloqués. Et selon plusieurs témoignages obtenus sur place, les autorités ne permettent plus à ceux qui veulent revenir en Irak de quitter le sol iranien.

Rumeurs. A Souleimanieh, les rumeurs les plus folles avaient circulé sur le nombre de personnes qui avaient fui la ville avant l'arrivée des Peschmergas de Massoud Barzani. Une source officielle de l'ONU avançait même le chiffre de « 30% de la population de la ville » - celle-ci compte quelque 700 000 habitants.

En réalité, seules quelques dizaines de milliers de personnes sont parties, beaucoup terrorisées par les communiqués de l'UPK qui, cherchant à affoler la population, a fait croire que les Irakiens marchaient aussi sur la ville et qu'ils utilisaient des gaz de combat. Très vite, après la prise de Souleimanieh par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'organisation de Massoud Barzani, la majorité des fuyards décidait de rentrer. La ville n'ayant connu ni pillage ni exaction majeure, ce mouvement de retour se poursuit.

Prudence. A Bachmakh, le long du ruisseau, quelques habitants de Souleimanieh se montrent prudents. « Ce ne sont pas les hommes du PDK qui nous font peur, ce sont les Irakiens. Vous êtes sûrs qu'ils ne sont pas dans la ville ? Mais peut-être que vous ne les reconnaissez pas ? », s'inquiète un homme d'affaires. Il ajoute: « Comment peut-on faire confiance à Saddam Hussein, un homme qui est allé jusqu'à massacrer une partie de sa famille ! » Ceux qui l'entourent ont le même discours. C'est bel et bien le président irakien, soupçonné de préparer son retour au Kurdistan, qu'ils craignent avant tout. Hier matin, des familles

sont venues de Souleimanieh pour tenter de convaincre des proches qui ont franchi la frontière que la ville était sûre et qu'ils pouvaient regagner leurs maisons. Elles sont désormais retenues avec les premiers fuyards de l'autre côté de la frontière. « C'est un désastre. Ma femme et mes enfants sont passés de l'autre côté pour essayer de persuader mon beau-frère et sa famille de regagner Souleimanieh, et maintenant, ils sont à leur tour prisonniers de la police iranienne. Mon seul espoir est que la Croix-Rouge iranienne au plus tôt pour les sortir de là », indique Ahmed, un ingénieur des travaux publics.

Intrigues. Visiblement, l'Irak tente d'exploiter la situation kurde à son profit. Déjà, Téhéran a totalement exagéré le nombre des réfugiés, les estimant à plus de 6 000 pour le seul site de Bachmakh, ce qui ne correspond pas à la réalité. Dès lors, prévaut l'impression que le régime iranien manœuvre pour atteindre des objectifs qu'il n'a pas encore dévoilés. Sur place, la nervosité s'accroît. Dans le camp Seranbent, à deux heures de route de Bachmakh, où selon des sources humanitaires se trouvent un millier de familles, quelques fonctionnaires de l'ONU ont été retenus hier pendant deux heures et demie par des réfugiés en colère qui leur reprochent leur « inaction » ●

JEAN-PIERRE PERRIN

SADDAM HUSSEIN REPREND LE CONTROLE DU KURDISTAN IRAKIEN

Qui est responsable ?

**Les Américains
Washington n'a tenu aucun compte des signaux
qui lui parvenaient et s'est laissé surprendre**

PATRICK COCKBURN THE INDEPENDENT LONDRES

Selon des lettres montrées à *The Independent*, les dirigeants du Parti démocratique kurde [PDK, dirigé par Massoud Barzani] avaient averti les hauts responsables américains qu'ils se tournaient vers Bagdad si les Etats-Unis ne les soutenaient pas face à l'offensive de leur adversaire politique, l'Union patriotique du Kurdistan [UPK, dirigée par Jalal Talabani], soutenu par l'Iran. Cette correspondance risqua de mettre le feu aux poudres à Washington, où l'on se demanda comment les Etats-Unis ont pu être pris par surprise par l'intervention irakienne à Arbil, le 31 août dernier.

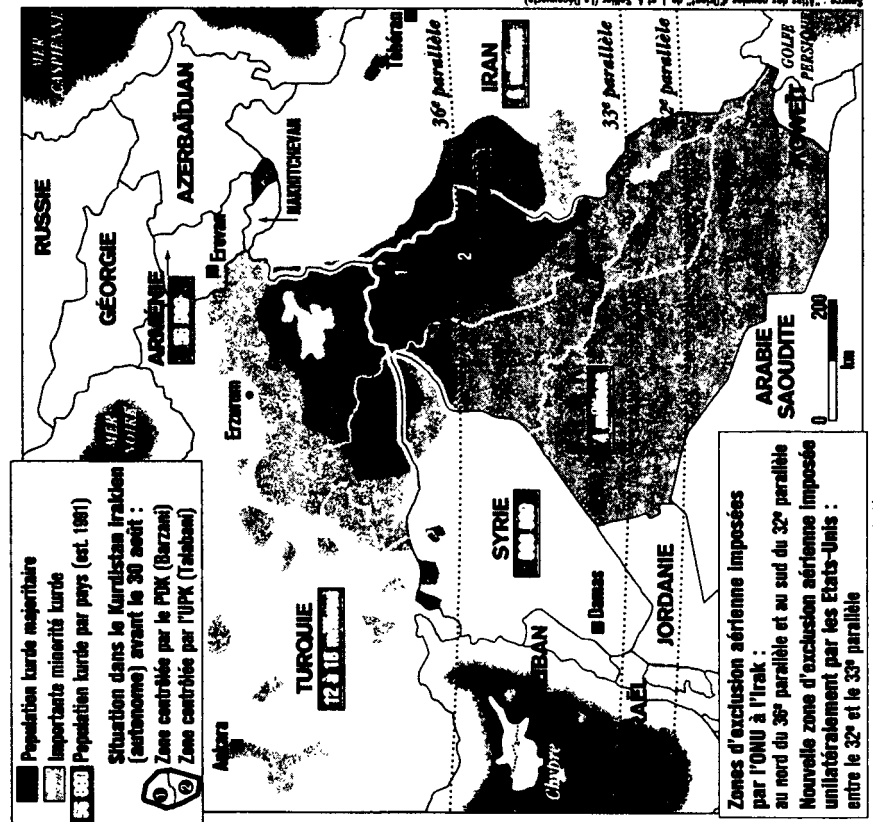
Après les frappes de missiles au sud de l'Irak, le président Clinton a affirmé que cette opération visait à soutenir les Kurdes. Mais des lettres échangées entre le PDK et les responsables américains il ressort que Washington se soucie fort peu des problèmes du Kurdistan. Dans un rapport envoyé aux responsables américains peu de temps avant que le PDK ne s'allie avec Saddam

Hussein pour s'emparer d'Arbil, la capitale kurde, ses leaders lançaient un avertissement : "Nos options sont limitées. Puisque les Etats-Unis ne réagissent même pas sur le plan politique, le seul choix qui nous reste, ce sont les Irakiens." Le rapport concluait que, si l'armée irakienne pénétrait de nouveau au Kurdistan, "le PDK ne l'arrêterait pas".

Alors que la situation se détériorait dans le nord de l'Irak au cours de ces derniers mois, les Américains ne s'en sont pas inquiétés. Le 21 août, Massoud Barzani, chef du PDK, écrivait à Robert Peletreau Jr, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires du Proche-Orient. Il lui expliquait qu'il venait de recevoir une lettre lui proposant des pourparlers de paix avec l'UPK le jour même où celle-ci lançait de furieux assauts contre ses positions.

"Nous avons d'autres chats à fouetter que les Kurdes"

L'incapacité des Etats-Unis à comprendre que Saddam Hussein était sur le point de s'entendre avec Barzani n'est pas sans rappeler l'année 1990, quand le Pentagone n'a pas vu que le leader irakien préparait l'invasion du Koweït. Hochar Zebari, un haut responsable du PDK, s'est rendu à Washington en août. Il comptait obtenir des Etats-Unis qu'ils accroissent leurs efforts afin d'empêcher une reprise de la guerre civile kurde. L'attention dont



il a fait l'objet a été des plus vagues. Un responsable américain déclarait alors à un journaliste : "Nous avons d'autres chats à fouetter ; les Kurdes, c'est du menu fretin."

Les lettres entre le PDK, Pelletreau et Robert Deutsch, directeur du Bureau des affaires du nord du Golfe, ont été révélées à *The Independent* par une source kurde. Elles montrent le désespoir croissant du PDK face aux attaques de l'UPK soutenue par l'Iran. Le 19 août, Zebari écrit à Deutsch, lui signalant que l'UPK a lancé une offensive le 17 août. Cela constitue "une nette violation de l'accord de cessez-le-feu que vous avez contribué à établir", écrit-il à son interlocuteur. Il ajoutait que le PDK "espère que vous tiendrez" les promesses de garantie du cessez-le-feu organisé par les Etats-Unis. Une semaine avant que le PDK ne décide finalement qu'il n'avait d'autre solution que Saddam Hussein, le parti kurde envoyait un rapport aux Américains : "Nous supplions les Etats-Unis d'envoyer un message clair à l'Iran afin que ce pays cesse toute ingérence dans le nord de l'Irak." Le 30 août, une rencontre de médiation se tenait à l'ambassade américaine à Londres, réunion qui, selon Hochyar Zebari, n'avait qu'un "rôle humanitaire". Le lendemain matin, les généraux et l'artillerie de Bagdad, entraînés dans Arbil.

LE DESSIN DE LA SEMAINE

Applaudissez l'artiste



Dessin de Peter Brooker paru dans *The Times* - LONDRES

Le 31 août, Saddam Hussein reprend pied au Kurdistan. Le 2 septembre, Bill Clinton fait lancer des missiles sur le Sud irakien. Depuis, on a appris le fiasco de la CIA en Irak, dont les agents et les membres de l'opposition irakienne qui lui étaient liés ont été massivement assassinés ou emprisonnés par les forces spéciales de Bagdad. Et le clan Barzani, rallié à Saddam Hussein, s'est emparé de tout le Kurdistan irakien. Titre de *Newsweek* : "Saddam, finalement, a donc gagné ?"

COURRIER INTERNATIONAL - 12 septembre 1996

Le clan Barzani

Le PDK a toujours privilégié ses intérêts claniques. En s'alliant à Saddam, il signe son suicide politique.

*KURDISTANI NOUË** SOULEIMANIYÉ

Dans l'histoire nationale kurde, de nombreux mouvements de résistance, des principautés et des gouvernements ont vu le jour. Du soulèvement de Botan, en passant par les éphémères royaumes d'Erdalan et de Soran [tous trois au XIX^e siècle, respectivement dans les actuels Kurdistan turc, iranien et irakien], jusqu'au gouvernement de Cheik Mahmoud à Souleymanieh (1922-1931), il y eut parfois, dans des situations fragiles et défavorables, des retournements d'alliances et des trahisons. Cependant, jamais un évènement tel que celui qui vient de se produire n'était arrivé à un moment de montée de la lutte pour la liberté, alors que notre peuple jouit d'une grande sympathie dans le monde et que l'occupant [irakien] est considérablement affaibli.

Après une trahison, il est rare, dans l'histoire de notre peuple, qu'un clan, un chef ou une direction politique aient pu garder la confiance de leur peuple. Seul, dans l'histoire contemporaine, le clan Barzani, grâce à sa capacité à faire du Parti démocratique du Kurdistan un appareil entièrement à sa dévotion, a pu commettre à plusieurs reprises des trahisons nationales graves et trouver chaque fois dans le PDK son meilleur avocat. La reddition sans conditions [après l'accord d'Alger, en 1975, qui vit le chah d'Iran et Saddam Hussein s'entendre sur le dos des Kurdes], les massacres des premiers partisans de l'Union patriotique du Kurdistan en 1978 à

Hakarri, le déclenchement d'une guerre civile interkurde [après 1991] et les attaques successives contre les Kurdes d'Iran et de Turquie ne sont que quelques-unes de la longue liste des trahisons du clan Barzani.

Une méthode tribale, dépassée, de l'action politique

Il est vrai que le contexte régional et international et le maintien du Kurdistan sous l'occupation [irakienne] ont été des facteurs décisifs qui ont permis au PDK, après chaque défaite et trahison, de continuer d'imposer chaque fois sa volonté au peuple. Une partie des Kurdes, assoiffés de liberté, soumis à la répression irakienne et surtout gardant l'espoir que l'on tire des leçons du passé, ont chaque fois renouvelé leur fidélité à la famille Barzani. Mais, compte tenu de leur passé, les dirigeants du PDK se sont enfermés dans la logique du pire, au point de faire de la trahison leur principale activité. En dépit des profonds changements intervenus après la fin de la guerre froide, ils s'accrochent obstinément à une méthode tribale, dépassée, de l'action politique.

Après le soulèvement populaire de 1991, ils ont entrepris le sabotage des acquis politiques du peuple kurde, à commencer par le Parlement et le gouvernement régional. Ils ont ensuite déclenché une guerre interne, accompagnée du pillage des ressources kurdes. Notre peuple et l'UPK s'y sont opposés et ont mis en échec cette politique néfaste du PDK. Mais

ce dernier, au lieu d'œuvrer à la fin des batailles intestines et à la recherche de la paix, a élaboré, en commun avec le régime fasciste de Bagdad, un plan d'occupation d'Arbil, la capitale du Kurdistan [dominée depuis 1995 par l'UPK]. Par cette collaboration, il a fait subir la plus grande catastrophe politique au Parlement kurde, au projet de fédéralisme et au gouvernement régional. Cette fois, le PDK ne s'est pas seulement trompé. Par cette grande trahison, il s'est mis dans un état de suicide politique. En allant d'erreurs en erreurs – mortelles – il a fini par renouer les relations avec le régime de Bagdad pour sombrer dans la collaboration avec l'armée irakienne dans l'occupation de la ville d'Arbil.

Si le PDK n'avait pas essuyé ces échecs, aurait-il pu s'allier avec un régime moribond ? Pactiser avec un Saddam Hussein ayant perdu tout crédit, au niveau international comme au sein de son propre clan (les Takriti), ne peut être le fait que d'un parti qui trouve dans ses intérêts particuliers des raisons suffisantes pour pratiquer la politique du pire. Mais, cette fois, en commettant une trahison nationale de cette ampleur, le PDK a gravement compromis son destin politique. On peut dès lors espérer que le peuple kurde sera débarrassé du cancer de la guerre civile, contribuant ainsi au renforcement de la démocratie et du progrès. ●

* *Kurdistani Nouë* est l'organe de l'UPK, la seconde tendance kurde d'Irak, opposée au PDK de Mahmoud Barzani.

Les Kurdes eux-mêmes : Ils ont fini par laisser leurs alliés

Il faudra du temps avant que les Kurdes aient de nouveau une occasion de fonder un Etat sur ce territoire partagé entre le nord de l'Irak, le sud-est de la Turquie et le nord-ouest de l'Iran. Car, en dépit de la protection militaire et du soutien financier accordés par l'Occident et ses alliés dans la région, les dirigeants kurdes accumulent les échecs depuis cinq ans. Malgré le bruit des missiles américains et la sournoiserie des Britanniques, les Occidentaux sont las d'assumer les conséquences de l'échec des partisans de Jalal Talabani, chef de l'UPK, et de Massoud Barzani, chef du PDK. Par le passé, les

tenants de la rébellion répugnaient à évoquer les relations suspectes qu'entretenaient les leaders des tribus kurdes avec certaines forces. A diverses périodes, Américains, Britanniques, voire Israéliens ont soutenu une population incapable de parvenir seule à gagner son "indépendance". De fait, Talabani bénéficiait depuis quelques mois d'un appui militaire et financier dispensé par Damas, au détriment de son frère ennemi, Barzani.

Ce dernier, quant à lui, puise ses ressources dans les taxes collectées à la frontière entre la Turquie et l'Irak. Washington, Londres et Paris observent le nord de l'Irak par satellite à partir de la base de l'OTAN d'Incirlik, en Turquie. Mais, surprise, ils n'ont pas aperçu l'ombre d'un blindé en provenance de Bagdad. Auparavant, ils n'avaient rien vu des importants mouvements des Gardiens de la révolution iraniens pénétrant dans la "zone de sécurité" kurde (pour soutenir Talabani). Plus surprenantes encore, les déclarations des trois capitales faisant croire qu'elles "ignoraient" ce qui se passait dans la région lors de l'invasion militaire irakienne, bouclée en moins de trois heures.

En réalité, les partisans de la rébellion kurde sont fatigués (de l'incapacité des dirigeants kurdes d'Irak à s'entendre et à mener une politique commune). Ils veulent se désengager coûte que coûte. Mais il s'agit d'être habile : Américains et Britanniques ne veulent pas perdre la face ; et Saddam Hussein ne doit pas apparaître comme le vainqueur d'une confrontation militaire, les nerfs des émirs de la péninsule Arabique ne pourraient le tolérer après tous les milliards investis. Quant à la Turquie, le retour de l'ordre dans le Nord irakien constitue une véritable bouée de sauvetage pour son économie dans le sud-est de l'Anatolie (Kurdistan turc), qui commerce davantage avec l'Irak qu'avec Ankara et Istanbul. Ce qui ne manquerait pas de porter préjudice à la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui bénéficie de l'aggravation de la pauvreté de la population kurde de Turquie. L'essentiel, pour tous, est donc de s'en sortir avec diplomatie et de se soustraire avec décence à Barzani et Talabani. Parions donc que le sujet kurde sera vite classé.

Toutefois, le nord du pays ne sera en sécurité que lorsque reprendra l'acheminement du pétrole irakien via la Turquie. De son côté, Barzani va certainement liquider les compagnons de Talabani. Dans quelques mois, les services secrets irakiens infiltreront tout le nord de l'Irak, et cela "sans la moindre effusion de sang". C'est déjà ce qui s'est passé à Arbil, où seule la confrontation entre les deux clans kurdes rivaux a fait des victimes. Dans ces conditions, les visites du chef des états-majors alliés dans la région relèvent de la mondanité : certaines capitales visitées, favorables à la chute de Saddam Hussein, sont cependant "hostiles à l'usage de la force". Les Français, eux, refusent de figurer dans ce simulacre. Seuls quelques illuminés n'y voient que du feu.

La grande perdante de cette comédie, c'est l'"opposition" irakienne. Son dirigeant Ahmed al-Jalabi, sur la BBC, et les proches de Jalal Talabani, à la télévision, parlent manifestement dans le vide. Ils s'imaginent qu'ils gagneraient à ce que leur "pays", l'Irak, s'embrase. Mais c'est bien la seule "opposition" au monde qui refuserait de prendre le pouvoir, même si Américains et Britanniques le lui servaient sur un plateau d'argent !

Tarek Massacora

AL QUDS AL-ARABI LONDRES

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Il n'y a pas que l'Irak qui se sente touché par le lancement des missiles américains : la France aussi. Et tout particulièrement l'industrie pétrolière hexagonale, qui frémissait à l'espoir de voir s'assouplir l'embargo pétrolier contre Bagdad. Cette perspective vient d'être anéantie pour un certain temps. L'intérêt des groupes pétroliers français vise essentiellement les ressources de quelques petites îles du Golfe où ils entvoient une exploitation potentielle de 1 million de tonnes par jour. Déjà, au printemps 1991, immédiatement après la guerre du Golfe, les deux grandes compagnies pétrolières nationales - Elf et Total - avaient ouvert des négociations avec Bagdad et Amman. Le président Mitterrand était resté prudent, par égard pour Washington. Son successeur, Jacques Chirac, pourrait se montrer plus audacieux.

On se souvient encore très bien en France de l'âge d'or des grands marchés avec l'Irak. Entre 1975 et 1990, les achats irakiens se sont élevés à 150 milliards de FF, sur lesquels Bagdad n'en doit plus à Paris que 25. Les pionniers ont été les hommes de l'industrie pétrolière et des grandes entreprises du bâtiment. Mais leurs chiffres d'affaires n'ont pas tardé à s'éclipser derrière ceux des sociétés d'armement, qui sont majoritairement aux mains de l'Etat. Avions de combat, systèmes

COURRIER INTERNATIONAL - 12 septembre 1996

Politique étrangère

En émettant des réserves sur les tirs de missiles effectués par les Etats-Unis contre l'Irak, la France a certes affirmé sa différence en matière de politique moyen-orientale. Mais elle cultive aussi des intérêts économiques aux forts relents de pétrole, rappelle la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

France-Irak, une si vieille amitié

Paris s'oppose à Washington, contrats obligent

radar, hélicoptères, blindés, pièces d'artillerie, missiles, usines de munitions clés en main. Tout était bon au dictateur Saddam Hussein pour accroître les performances de son armée et la motiver. La France a remplacé l'Union soviétique dans le rôle de premier fournisseur d'armement à l'Irak. Les ardeurs hexagonales n'ont commencé à se calmer que dans la deuxième moitié des années 80, lorsque son client a commencé à manifester des difficultés de paiement.

Le changement survenu à l'Elysée en 1981 – le libéral Giscard d'Estaing cédant la place au socialiste Mitterrand – n'a tout d'abord rien changé aux relations – ni aux profits. Lorsque le régime de Bagdad s'est trouvé sérieusement en danger pendant la guerre Iran-Irak, Paris a mis les armes les plus modernes à sa disposition. En 1983, sur ordre du ministre de la Défense de l'époque, Charles Hernu, Dassault s'est fait restituer par la marine française cinq chasseurs bombardiers Super-Etendard pour les livrer ensuite à l'Irak dans le plus grand secret. A l'époque, on expliquait qu'il fallait absolument renforcer un Etat laïque qui constituait un rempart contre le déferlement du fanatisme islamique. L'argument est d'ailleurs encore employé aujourd'hui. Le fait que Saddam Hussein et sa clique aient les mains tachées de sang n'y change rien.

C'est cette main de Saddam Hussein que M. Chirac, à l'époque Premier ministre, a serrée en toute amitié lorsque celui qui allait devenir le chef de l'Etat irakien est venu en visite [officielle] en France, en septembre 1975. Depuis, une profonde amitié unit les deux hommes. L'hôte de Paris a visité alors les installations nucléaires françaises avec un grand intérêt.

Des associations "amicales" aux buts prétendument humanitaires

Deux mois plus tard, la France et l'Irak concluaient un accord secret pour la construction d'un réacteur nucléaire à Osirak, dans les environs de Bagdad. Selon les informations officielles, il ne s'agissait que de recherche nucléaire et d'énergie atomique à usage civil. En réalité, le matériau issu du réacteur aurait suffi pour construire plusieurs bombes



Chirac à Clinton : "Fais de la place." Sur le canapé : Moyen-Orient.
Dessin d'Habid Haddad paru dans *Al Hayat* - LONDRES

atomiques. Si l'Irak n'est pas devenu aujourd'hui la première puissance nucléaire dans le monde arabe, le mérite n'en revient pas aux dirigeants français. En lançant une attaque aérienne ciblée, les Israéliens ont détruit, en juin 1981, ce foyer de risque franco-irakien – une gifle politique pour le président Mitterrand, qui venait d'accéder au pouvoir.

Il y a longtemps qu'existe un lobby pro-irakien en France. Après la guerre du Golfe, ce lobby, qui compte une dizaine de groupes en partie concurrents, a trouvé une nouvelle mission : il s'emploie à faire lever l'embargo censé obliger Saddam Hussein à respecter ses engagements. Même s'il est question d'aide humanitaire visant à alléger les souffrances de la population irakienne, il se dégage indubitablement des activités de ce

lobby une odeur de pétrole. Il se peut que cela soit un hasard, mais il est pour le moins étrange que deux des principales "associations amicales" soient dirigées par deux anciens chefs des services secrets. L'Association franco-irakienne pour la coopération économique (AFICE) a été fondée par le général Lacaze, ancien directeur du SDECE et ex-chef d'état-major des armées, et l'Association pour le développement des relations arabo-françaises (ADRAF) est dirigée par Yves Bonnet, ancien responsable de la DST, aujourd'hui député UDF. Ces missionnaires de l'amitié avec le monde arabe et pour la reconquête du marché sur le Tigre trouvent de nombreux appuis dans l'hémicycle, et pas seulement dans le camp du gouvernement.

● *Thankmar von Münchhausen*

● Un désaccord avec les Etats-unis, mais pas plus

La décision unilatérale des Etats-Unis de répliquer par la force à l'incursion de l'armée irakienne au Kurdistan "a ouvert une brèche entre alliés occidentaux, et ce à un mauvais moment", estime le Soir de Bruxelles. "Une ombre vient ainsi entacher la jeune idylle entre la France et l'OTAN avant même qu'elle soit consommée. L'opposition de Paris à

la politique américaine pourrait en outre compliquer l'élaboration d'une stratégie commune en Bosnie pour l'après-IFOR. Si la France refuse en effet de se solidariser avec Washington en Irak, des voix ne manqueront pas de s'élever outre-Atlantique contre un engagement prolongé des Américains aux côtés des Européens dans les Balkans", estime le quo-

tidien belge. Le désaccord entre Paris et Washington ne tournera cependant pas au clash. "Le président Chirac, en effet, n'est pas prêt à compromettre un mouvement de rapprochement vers l'OTAN, qui constitue un élément essentiel de sa politique étrangère et de sécurité. [...] Il serait le premier à souffrir d'un véritable refroidissement sur l'Atlantique."

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Irak lead

Quelque 3.000 opposants irakiens à la frontière irako-turque

DIYARBAKIR (Turquie), 12 sept (AFP) - Quelque 3.000 personnes, dont des Kurdes irakiens et des Turcomans qui travaillaient pour les Etats-Unis dans le nord de l'Irak, attendent depuis plusieurs jours tout près de la frontière irako-turque pour passer en Turquie, a-t-on appris jeudi à Diyarbakir de journalistes locaux.

Sur ce nombre, environ 2.000 personnes, des Kurdes, des Turcomans (Irakiens d'origine turque) et leurs familles, se trouvent actuellement en territoire irakien en face de la région turque d'Andac, près d'Uludere (sud-est, province de Sirnak), selon ces sources.

Un millier d'autres personnes, non encore identifiées, attendent pour leur part du côté irakien de la frontière en face de la région turque d'Hizava, entre Uludere et Cukurca (extrême sud-est, province de Hakkari). Des femmes et des enfants figurent aussi parmi ces personnes.

De même sources, on indique que les autorités turques interdisent pour l'instant à ces personnes de pénétrer sur le sol turc. Elles empêchaient également jeudi les journalistes de se rendre auprès de ces réfugiés, pour des raisons de "sécurité".

Les autorités turques du poste frontalier turco-irakien de Habur près de Silopi (sud-est) ont déclaré jeudi à la presse n'avoir reçu aucune instruction d'Ankara pour laisser passer en Turquie les opposants kurdes irakiens.

Le gouvernement turc avait indiqué mercredi avoir demandé aux Etats-Unis la liste des noms d'environ 2.000 Kurdes et autres opposants irakiens qui travaillaient pour eux, après que Washington eut demandé qu'Ankara facilite leur transit par la Turquie en route pour les Etats-Unis. Cette liste n'était pas encore parvenue à Habur, ont précisé ces sources.

La Turquie a réclamé cette liste de noms car elle craint que des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie qui ont des camps dans le nord de l'Irak) ne s'infiltrerent sur son territoire en se mêlant aux réfugiés.

Jeudi, le Washington Post a écrit que les Etats-Unis étaient prêts à évacuer, par hélicoptères, du nord de l'Irak vers la Turquie environ 2.000 opposants irakiens qui travaillaient pour eux.

Selon Washington, il s'agit essentiellement de personnes ayant travaillé avec le centre de coordination militaire (Military Coordination Center, MCC) de l'opération Provide Comfort, qui était installé à Zakho (nord de l'Irak) et a été déplacé en Turquie pour raisons de sécurité au début de l'actuelle crise irakienne.

Les opposants sont menacés par une purge lancée par le président irakien Saddam Hussein, mais ne semblent pas en danger immédiat et attendent l'occasion de traverser la frontière, avait déclaré un responsable américain cité par le Post.

STR-KG/hc/php t.f.

AFP /AA1234/121103 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes lead

L'UPK affirme s'être redéployée dans le Kurdistan où se trouve M. Talabani

DUBAI, 12 sept (AFP) - L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), délogée du nord de l'Irak par un parti rival rallié à Bagdad, a affirmé jeudi s'être redéployée dans les régions kurdes, où son chef Jalal Talabani se trouve toujours selon elle.

Dans un communiqué reçu par l'AFP à Dubaï, l'UPK a affirmé avoir "donné l'ordre à ses forces de se redéployer en divers points à l'intérieur du Kurdistan d'Irak, de se regrouper et de se réorganiser".

"Nous allons adopter une nouvelle stratégie afin de poursuivre la lutte (...) L'UPK va continuer son combat pour les droits kurdes et pour un Irak démocratique, et oeuvrera activement avec le Congrès National Irakien (CNI) et les autres forces de l'opposition contre la dictature de Saddam Hussein", a ajouté le communiqué.

Selon M. Latif Rachid, représentant à Londres de l'UPK, le nombre de combattants de cette formation est de 20.000 à 25.000.

M. Rachid a assuré que M. Talabani, qui selon certaines informations se serait réfugié en Iran, "se trouve toujours dans la province de Souleimanieh" dans le nord-est de l'Irak. Sans vouloir donner plus de précisions, il a affirmé être en contact régulier avec lui.

Il a par ailleurs indiqué que des responsables de l'UPK, notamment M. Fouad Maassoum, ancien "Premier ministre" du gouvernement kurde non reconnu internationalement, étaient toujours aux mains du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani, allié à Bagdad).

Le PDK était entré lundi sans résistance dans la ville de Souleimanieh, bastion de l'UPK, au terme d'une progression qui lui a permis en dix jours de contrôler l'ensemble des zones kurdes du nord de l'Irak.

Le communiqué de l'UPK a affirmé que face à la progression des forces de M. Barzani, la direction de l'UPK avait décidé de ne plus combattre et de "redéployer ses forces, afin d'épargner au peuple kurde une nouvelle série d'attaques du régime" irakien.

"Les forces de Barzani étaient bien armées par leurs alliés irakiens et les chars irakiens n'étaient pas loin derrière eux. En l'absence de toute indication de la part de la coalition dirigée par les Etats-Unis sur son intention de tenir ses promesses de protéger le peuple kurde, une défense militaire conventionnelle (...) aurait été insoutenable", a-t-il affirmé.

Un responsable de l'ONU dans le nord de l'Irak a indiqué à l'AFP que les combattants de l'UPK s'étaient regroupés dans des zones montagneuses éloignées, proches de la frontière avec l'Iran.

M. Barzani a annoncé qu'il accordait l'amnistie à l'UPK, y compris son chef, et le droit de se livrer à des activités politiques tant que ce parti ne formerait pas de milice. L'UPK a cependant rejeté cette amnistie.

at/tp/es tf

AFP /AA1234/122141 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Irak lead

Zone de sécurité: l'Irak confirme son "rejet total"

ANKARA, 12 sept (AFP) - Hamid Youssouf Hammadi, conseiller du président irakien Saddam Hussein, a déclaré jeudi avoir confirmé aux autorités turques le "rejet total" par Bagdad de leur plan de création d'une zone de sécurité dans le nord de l'Irak.

M. Hammadi, qui terminait une visite officielle de trois jours à Ankara, a également appelé la Turquie et les Etats-Unis à mettre fin à l'opération Provide Comfort et les Etats-Unis à "faire leurs valises et rentrer chez eux".

"Nous avons confirmé notre rejet total aux autorités turques du plan de zone de sécurité, parce que cette zone viole la souveraineté de l'Irak", a-t-il dit dans une conférence de presse à l'aéroport d'Ankara avant de repartir pour son pays.

"De plus, a-t-il ajouté, cette zone ne pourrait pas mettre fin à la présence du PKK dans la région. Il y a une situation nouvelle dans la région".

Ankara avait annoncé son intention de créer une zone de sécurité le long de la frontière du côté irakien, afin d'empêcher les infiltrations des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui ont des camps dans le nord de l'Irak.

A la question de savoir ce que ferait l'Irak si la Turquie créait quand même cette zone de sécurité, il a répondu: "nous prendrons toutes les mesures nécessaires", sans préciser.

Interrogé sur le point de savoir si l'Irak allait coopérer avec la Turquie pour chasser le PKK de la région, M. Hammadi a répondu: "Je ne peux donner aucune garantie mais nous discutons sur certaines formules".

Il a souligné que le plan turc avait été "condamné par les pays arabes, la Chine, la Russie, la France et beaucoup d'autres. Seuls Israël et les Etats-Unis l'approuvent".

"La Turquie nous a compris, nous comprenons la Turquie sur certains sujets", a-t-il affirmé, sans préciser lesquels.

M. Hammadi a déclaré d'autre part que la force multinationale Provide Comfort "est devenue un élément de malaise à la fois pour les Kurdes de Turquie, d'Irak et d'Iran".

"Provide Comfort viole la souveraineté de l'Irak. La Turquie et les Etats-Unis doivent terminer cette opération et les Etats-Unis doivent faire leurs valises et rentrer chez eux, parce que les Kurdes d'Irak sont désormais protégés par leur gouvernement légitime à Bagdad", a-t-il dit.

Provide Comfort est une force aérienne américano-franco-britannique basée à Incirlik (sud de la Turquie) et chargée d'aider et de protéger les Kurdes d'Irak contre Saddam Hussein et de surveiller la zone d'interdiction de vol imposée aux avions de Bagdad au nord du 36ème parallèle.

Le conseiller de Saddam Hussein a confirmé également que l'Irak "rejetait les prétendues zones d'interdiction de vol au sud et au nord".

Il a accusé le président américain Bill Clinton "d'essayer de gagner des points pour sa campagne électorale".

Après sa conférence de presse, M. Hammadi a quitté Ankara par avion pour Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, d'où il devait regagner l'Irak par la route en passant par le poste frontalier de Habur.

CE-HC/pub eaf

AFP /AA1234/121303

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Iran-Irak-Kurdes prev

Seiran-Band, dernière étape pour plus de 15.000 Kurdes irakiens
De l'envoyé spécial de l'AFP, Kianouche DORRANIE

SEIRAN-BAND (frontière irano-irakienne) - Entre 15.000 et 17.000 Kurdes irakiens ont trouvé refuge près du poste-frontière iranien de Seiran-Band, dans une plaine désertique accessible par une piste et transformée en vaste campement à l'hygiène précaire.

La situation est particulièrement difficile pour les enfants du camp, très nombreux, abrités dans des tentes, ou dormant dans les camions ou les voitures qui les ont amenés jusque dans cet endroit perdu.

"Nous devons laver les gamins avec des seaux d'eau, et il n'y a ni savon, ni shampoing, ni serviettes. C'est à peine si nous avons du pain à manger", se lamente une mère de famille.

De nombreux réfugiés viennent de Souleimanieh, dans le nord de l'Irak, dernier bastion de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), anéantie par la faction rivale, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) lundi soir.

Quelque 500 tentes ont été amenées par le Croissant rouge iranien, et confiées aux réfugiés pour qu'ils les montent eux-mêmes. Le froid vif qui règne chaque nuit oblige les hommes à ramasser à la hâte tout le bois disponible aux alentours pour faire du feu.

Seiran-Band compte beaucoup de malades et quelques blessés. Une antenne du ministère iranien de la Santé a dressé cinq tentes où ils se reposent en attendant des soins plus complets. Près d'un millier de cas ont pu être traités sur place avec les moyens du bord.

Vingt à trente personnes blessées par des mines aux abords de la frontière, ainsi que trois femmes enceintes, ont été évacuées sur l'hôpital de Baneh (Kurdistan iranien), la grande ville la plus proche, située à une vingtaine de kilomètres.

Un des médecins du camp, le Dr Farzan Bidar-Pour, déplore amèrement les conditions d'hygiène. "Nous n'étions pas prêts à nous trouver dans une telle situation. Les moyens médicaux nous manquent. C'est à peine si en temps ordinaires nous pouvons satisfaire les besoins de la population de Baneh", affirme-t-il.

Selon lui "il faut absolument des médicaments, de l'équipement et une aide internationale".

Des camions-citernes ont commencé à arriver, de même que deux camions chargés de sacs de vivres --lait en poudre, farine notamment-- du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU.

Autour du camp comme dans toute cette région, les troupes d'élite des Gardiens de la révolution (Pasdarans) ont considérablement renforcé leur présence.

Désœuvrés, les réfugiés remâchent leur rancœur. Abdel Karim, un commerçant de Souleimanieh qui se dit sympathisant de l'UPK, résume un sentiment très répandu parmi les réfugiés en s'en prenant au chef de cette faction, Jalal Talabani, qui aurait fui en Iran après sa défaite devant le PDK de Massoud Barzani, allié à Bagdad.

"Le rêve d'un Kurdistan libre a été anéanti par Talabani. Dieu sait dans combien de temps nous pourrons reparler d'un Etat Kurde", affirme-t-il.

Le président irakien Saddam Hussein et Massoud Barzani ne trouvent pas plus grâce à ses yeux. "Ils ont sacrifié les Kurdes à leurs objectifs politiques", affirme-t-il.

kd/cro/hel/cho

tf

AFP /AA1234/121828

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes lead

Un employé des Nations unies retenu en otage par des réfugiés Kurdes

DUBAI, 12 sept (AFP) - Des responsables des Nations unies tentaient jeudi d'obtenir la libération d'un de leurs collaborateurs kurdes retenu en otage par des réfugiés kurdes en colère, a indiqué un responsable de l'ONU au Kurdistan.

Cet employé du Programme alimentaire mondial (PAM), un Irakien kurde, a été pris en otage mercredi avec neuf autres agents des Nations unies dans le secteur de Pinjwin, à la frontière irako-iranienne, a indiqué ce responsable joint par téléphone depuis Dubai.

Les neuf autres, dont des responsables de l'UNICEF et du Haut Commissariat des Nations unies aux Réfugiés (HCR) ont été libérés mercredi après deux heures et demie de détention.

"C'est très sérieux", a estimé le responsable de l'ONU, expliquant que les distributions de nourriture par les Nations unies dans la région de Souleimanieh s'étaient faites sur recommandation de l'employé retenu. Ses collègues redoutent que les réfugiés de la région de Souleimanieh veuillent se venger d'injustices imaginaires dans la distribution.

Parmi les preneurs d'otages, on compte des membres de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), défait par ses adversaires du Parti démocratique du Kurdistan qui ont pris le contrôle de la plus grande partie du nord du pays en une offensive de dix jours, a ajouté ce responsable.

pmr/jhd tf

AFP /AA1234/120928

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

Dix-huit rebelles kurdes et six soldats turcs tués

ANKARA, 12 sept (AFP) - Dix-huit rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et six soldats turcs ont été tués au total lors d'accrochages dans diverses régions du sud-est anatolien, a rapporté jeudi l'agence semi-officielle turque Anatolie.

Treize rebelles du PKK ont été abattus dans la région de Ozalp à Van (frontalière avec l'Iran), selon la même source qui cite un communiqué de la préfecture de l'état d'urgence de Diyarbakir.

Ces rebelles s'étaient infiltrés en territoire turc depuis l'Iran, selon la même source.

Cinq autres rebelles ont été tués dans les régions de Batman, Bingol, Hakkari et de Bitlis.

Six soldats turcs ont été tués au total lors de ces accrochages que le communiqué ne datent pas précisément.

La rébellion du PKK, déclenchée en 1984, visant à créer un Etat indépendant dans l'est et le sud-est à majorité kurde, a fait plus de 22.000 morts, rebelles, militaires et civils.

KG/ib eaf

AFP /AA1234/121441

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

Le Kurdistan restera "indépendant" de l'Irak, affirme M. Barzani

ERBIL (Irak), 12 sept (AFP) - Le nouvel homme fort du Kurdistan irakien Massoud Barzani a affirmé que les provinces kurdes du nord de l'Irak resteraient toujours "indépendantes" du pouvoir central à Bagdad.

"Nos décisions politiques seront toujours indépendantes" du régime du président Saddam Hussein, a affirmé M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui a pris le contrôle, avec l'aide de l'armée irakienne, de la quasi-totalité du Kurdistan irakien.

M. Barzani s'exprimait mercredi soir lors d'un meeting à Qalaa Diza, près de la frontière avec l'Iran, marquant sa victoire sur son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

M. Barzani a promis au peuple kurde "la sécurité, les droits humanitaires et politiques, ainsi que le pluralisme et la démocratie". Il a également évoqué l'idée d'une fédération avec Bagdad.

Il s'est en outre engagé à réactiver le "parlement" kurde, dont les activités sont gelées depuis deux ans en raison des affrontements entre PDK et UPK, et promis de convoquer de nouvelles élections législatives.

Le chef du PDK a affirmé que l'UPK, dont plusieurs membres de son commandement se seraient réfugiés en Iran, serait autorisée à agir politiquement au Kurdistan mais qu'elle devrait démanteler ses milices.

"Nous accordons l'amnistie à l'UPK, y compris son chef Jalal Talabani, et le droit d'avoir des activités politiques tant qu'elle accepte la nouvelle donne sur le terrain et ne forme pas de miciliens", a-t-il indiqué.

"Il n'y aura plus de milices militaires. Il faut avoir seulement une armée, l'armée du Kurdistan", a-t-il insisté.

Il a ajouté qu'il oeuvrerait à débarrasser le Kurdistan de ses "conflits internes", à instaurer "une meilleure sécurité, sans miner la souveraineté kurde" et à entretenir de bonnes relations avec les Etats voisins.

Le PDK et l'UPK contrôlaient le nord de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. Mais leur rivalité croissante pour le pouvoir a mis en échec leur accord sur le partage du pouvoir dans cette région. Leurs affrontements armés ont fait au moins 2.000 morts.

str-jly-tm/jhd/bir tf
AFP /AA1234/121430 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Turquie-USA

Aucun Kurde collaborateur des Etats-Unis encore évacué, selon Washington

WASHINGTON, 12 sept (AFP) - La Turquie a bien donné son accord de principe pour recevoir entre 2.000 et 2.500 Kurdes irakiens, employés par les Etats-Unis dans le nord de l'Irak, mais aucun d'entre eux n'avait encore été évacué d'Irak jeudi, a indiqué le département d'Etat.

"La Turquie coopère avec nous", a confirmé le porte-parole du

département Glyn Davies. Il a précisé que des préparatifs étaient en cours pour l'évacuation mais a ajouté: "je ne suis pas en mesure d'annoncer qu'un seul d'entre eux soit déjà sorti" d'Irak.

L'ambassade américaine à Ankara a envoyé du personnel sur la frontière pour collaborer avec les autorités turques à l'accueil des personnes qui seront évacuées, a dit M. Davies.

Le ministre turc des Affaires étrangères Omer Akbel avait annoncé jeudi que la Turquie avait "accepté le principe" de laisser entrer ce groupe en Turquie pour des raisons humanitaires.

Il s'agit de Kurdes irakiens et de quelques Turcomans, ainsi que de leurs familles, qui travaillaient pour les Américains dans le nord de l'Irak avant que Bagdad et ses alliés du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani ne reprennent le contrôle de cette région.

Selon l'agence semi-officielle turque Anatolie, le groupe devait vraisemblablement être hébergé dans un camp à Silopi, ville frontalière située du côté turc, avant d'être évacués vers les Etats-Unis.

Des responsables américains avaient auparavant critiqué la mauvaise volonté de la Turquie, qui refusait d'héberger temporairement ces réfugiés. Ankara justifiait son refus par la crainte que des membres du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes) n'en profitent pour s'infiltrer en Turquie et demandait que les Etats-Unis financent l'hébergement de ces exilés.

avz/et/es.

tf

AFP /AA1234/122125

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes-opposition

Le PDK reconnaît que les forces irakiennes ont abattu des opposants

DAMAS, 12 sept (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), soutenu par Bagdad, a reconnu jeudi que les forces irakiennes ont abattu et arrêté des opposants irakiens lors de la prise de contrôle de la ville d'Erbil dans le Kurdistan.

"Alors que les forces du PDK étaient occupées à prendre le contrôle d'Erbil, des éléments de la sécurité irakienne ont profité de la situation et abattu des partisans du Conseil national irakien (CNI) qui se trouvaient à Kouchtaph (15 km au sud d'Erbil) et luttait contre l'avance des forces irakiennes", affirme le PDK dans un communiqué reçu à Damas.

Le PDK accuse également des éléments de la sécurité irakienne de "s'être infiltrés dans Erbil et d'avoir arrêté 16 partisans du CNI, de l'Organisation de l'Action islamique (OAI), et des Turcomans ainsi que trois membres du PDK, avant d'être chassés de la ville".

Le communiqué affirme d'autre part, que le PDK a transféré, à leur demande, quelque 600 opposants irakiens, à Salaheddine, Chaklaw et Dohouk.

Le PDK souligne enfin son "attachement à poursuivre le dialogue et l'action avec tous les mouvements de l'opposition nationale irakienne" et affirme vouloir "assurer la sécurité de tous les opposants irakiens en dépit de la pression des événements qui ont accompagné l'expulsion" de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

rm/jhd tf

AFP /AA1234/121147

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, SEPTEMBER 13, 1996

U.S. Warns Iraq Over Its Threats To Kuwait

*Acts of Defiance
'Totally Unacceptable,'
Perry Tells Baghdad*

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — Continuing a war of words with Baghdad, Defense Secretary William Perry warned Thursday that the United States was prepared to take "necessary and appropriate action" in the face of continuing Iraqi defiance.

U.S. B-52 bombers and F-117A Stealth fighters were headed to the Gulf region, amid rising indications of an imminent attack on Iraqi targets.

In Baghdad, Deputy Prime Minister Tariq Aziz warned Kuwait against permitting U.S. warplanes to use its territory for possible strikes against Iraq. If it did, he said, the move would be considered an act of war.

Mr. Perry responded bluntly by saying: "Those kind of rash statements are totally unacceptable."

The secretary did not, however, repeat his threat of a "disproportionate" response to Iraqi provocations.

For its part, Kuwait rejected the Iraqi warning and stressed its right to take security measures.

The Turkish government, meanwhile, agreed Thursday to allow about 2,500 Iraqi Kurds transit through Turkey as part of a U.S. plan to evacuate the former U.S. employees and their families after the entry of Iraqi troops into Kurdish northern Iraq.

A Foreign Ministry spokesman, Omer Akbel, said, "In principle, we have agreed because we have considered this matter on humanitarian grounds."

As anticipation of a new U.S. air strike mounted, a Pentagon spokesman confirmed that military planners were sending the carrier Enterprise from the Adriatic Sea to the Gulf, adding its complement of 75 warplanes to the similar number on the carrier Carl Vinson, already in the region.

American officials in Washington renewed their pledge to ensure the security of Kuwait, but said they saw no evidence that Iraq was moving military forces toward Kuwait.

It was not clear when the evacuation of the Iraqi refugees trapped near the Turkish border would begin. American officials were cautious in providing details both of U.S.-Turkish negotiations and of plans for the operation.

Ankara had refused to allow the refugees to enter Turkey, fearful that members of the Kurdish Workers Party, or PKK, might be among them. Turkey considers the guerrillas of the separatist PKK to be terrorists and has been battling them for years.

In Washington, a Turkish Embassy spokesman said he understood the U.S.-Turkish agreement to call for the refugees to be brought across the border to the town of Silopi, about an hour's drive from Iraq, where they would be housed in prefabricated buildings provided by Turkey but paid for by the United States.

Turkey, according to some reports, agreed to the plan only after receiving U.S. assurances that no Kurdish Workers Party members would be allowed in, that the refugees would not stay longer than 90 days, and that they would be granted asylum in the United States if no other country would take them.

■ Evacuees Await Transport

Kelly Couturier of The Washington Post reported from Ankara:

The logistics of the evacuation operation along the Turkish border were being worked out, and no evacuees had entered Turkey as of Thursday afternoon, according to Turkish and Western officials. The evacuees, including women and children, were believed to be awaiting transport in an area between the towns of Zakho and D'hok in northern Iraq, according to a Western diplomat.

Officials declined to give details about the evacuation, but some officials suggested that civilian, rather than military, transportation and facilities would be used in the operation, expected to be carried out within the next few days.

The group includes former employees of the State Department who were working in the Iraqi town of Zakho for the Military Coordination Center, which is

part of the Operation Comfort Mission as well as employees of U.S. relief organizations in northern Iraq, Western officials said.

Operation Provide Comfort was set up in northern Iraq by the United States, France, Great Britain and Turkey in 1991 to provide a haven for the predominantly Kurdish population after the Iraqi Army suppressed a rebellion in the region. Under Provide Comfort, the allies patrol the flight-exclusion zone and oversee humanitarian relief efforts.

"They are not CIA agents," a Western diplomat said of the evacuees. The group, the diplomat said, includes people who had been employed by the United States as guards, house managers, cooks, translators and drivers, and includes their family members.

A group of Iraqi opposition members who reportedly were involved in CIA covert activities in Iraq is under house arrest in the town of Salah ad Din in northern Iraq, according to the diplomat.

Direct negotiations are under way with the Kurdistan Democratic Party, the Kurdish faction that now controls the area in and around Salah ad Din, for the release of those Kurds, believed to number about 200, the diplomat said.

"The KDP will be held responsible" if any harm comes to them while they are under house arrest, he said.

About 100 Iraqi opposition members were reportedly executed by Iraqi forces after they were invited into the Kurdish safe haven by the Kurdistan Democratic Party to help them in their battle against a rival Kurdish faction, the Patriotic Union of Kurdistan.

Ankara initially had hesitated to cooperate with the U.S. evacuation plan, reportedly out of concern that its action on the part of Iraqi Kurds would trigger asylum requests from Iraqi Turkmens, according to a report by the semi-official Anatolia news agency.

Turkey has said it is not willing to accept a large number of refugees from northern Iraq, as it did following the 1991 crackdown on the Iraqi Kurds, although about 30 Turkmens have been allowed into Turkey, according to a spokesman for the UN High Commissioner for Refugees in the border town of Silopi.

Turkish officials have said they were concerned that separatist guerrillas belonging to the Kurdistan Workers' Party — a third Kurdish faction present in northern Iraq, which has been fighting Turkish government troops for the last 12 years for a separate homeland in southeastern Turkey — would infiltrate refugee seekers.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, SEPTEMBER 13, 1996

Budget Battle Over Iraq

U.S. Navy and Air Force Fight for Turf

By John Mintz
Washington Post Service

WASHINGTON — The U.S. Navy and the Air Force, and factions in each service, have jockeyed strenuously this week over which gets the anticipated assignment to attack Iraq in response to Baghdad's reported rebuilding of air defense sites and its launching of a missile against U.S. F-16 jet fighters.

Military commanders keenly want to demonstrate their weapons systems' capabilities to protect their interests in a different sort of war: a bruising Pentagon review of all U.S. military programs next year that will demand that commanders justify their weapons and the funds allotted to them.

The most brutal struggles, as usual, pit the air force against the navy, military officials said. In the first round of U.S. attacks, when 44 cruise missiles were launched against 15 Iraqi sites on Sept. 3 and 4, the navy was seen as an easy winner because its surface ships and a submarine in the Gulf fired 31 of those missiles, while air force B-52s fired 13.

Now navy officials are trying to persuade operations planners for the Joint Chiefs of Staff that the navy should shoulder the main burden in a new assault. And several bureaucracies in the navy — representing aircraft carriers, cruise missiles and submarines — are lobbying like sidelined football players, "Coach, let me in the game."

At the same time, the air force has won a key victory by securing an assignment for its F-117A Stealth fighters-bombers: a squadron flew Wednesday from Holloman Air Force Base in New Mexico to Kuwait for the expected strikes against Iraq. Before this, the air force was hobbled because Saudi Arabia and Turkey had forbidden U.S. jets based in their countries to take part in assaults on Iraq.

"Who gets assigned to do what is important because we're on the eve of a quadrennial review of military programs that will substantially determine the military services' budgets for years to come," said Loren Thompson, a Pentagon and defense industry consultant. "Many people think the air force will take a hit in the review because of its inability to operate" in the region, he said.

Navy officials are crowing that aircraft carriers, such as the Carl Vinson, which is based in the Gulf, need not ask permission from allies in the area to fly jets against Saddam Hussein.

"The air force has been castrated," a navy official said. "With an aircraft carrier, you get 4.5 acres of Americana with no diplomatic restrictions on when and what you can fly."

Some navy officials' tactics were evident in recent days as they privately spread the word that air force cruise missiles had not been as accurate as the navy's in hitting Iraqi air defense sites — an assertion the air force denied.

The air force also said the B-52s' cruise missiles were used because they have larger warheads than the navy's.

Air force officials accused the navy of displaying narrow self-interest when it ordered an attack submarine in the Gulf to shoot two cruise missiles, which will be a useful exercise come budget time for a submarine service struggling to retain financing.

"It's an ugly little story, but there's a lot of money and perceived prestige at stake" in having weapons deployed in battle, a military official said.

"You never want to be the guy saying, 'My boats can't go.'"

But in a Pentagon culture that at least gives lip service to the concept of cooperative operations, a Pentagon official said, "You don't want a reputation for being too parochial, as in 'Johnny doesn't play well with the group.'"

Saddam Asked for It

The United States warned Saddam Hussein not to rebuild the Iraqi air defense sites in the south that were hit last week. The Iraqi strongman has responded with attempts to rebuild and, on Wednesday, with a missile firing. It is a clear defiance of President Bill Clinton, who has no choice but to resume attack.

Except this time it makes no sense to do the tit-for-tat thing and strike just at the same Iraqi air defenses. The target list ought to be broadened so as to inflict a markedly heavier cost upon Saddam Hussein, whose fall is necessarily the ultimate aim of U.S. policy. He should be under no illusion that the profit in these military exchanges accrues to him.

President Clinton is being criticized for not carrying the battle to the Kurdish lands in the north. But attacks that punish Saddam in the south at least reinforce the abiding American strategic interest in ensuring the flow of the region's oil and the integrity of national borders. This was, after all, what the 1990-1991 Gulf War was about.

In the north the American choices are harder. Iraq weaned both major Kurdish factions from their contacts with the United States, turned the two against each other, drew in the stronger

one and let the other migrate politically to Iran. This left President Clinton, for now anyway, without a hand in the Kurdish game.

He does have, however, obligations to Kurds. The last administration promised them "safe haven" and provided air cover. This administration went on with efforts to organize an anti-Iraq resistance and to feed the hungry. Some of the resisters have been executed by Saddam, and others are threatened; thousands who assisted in relief are in their own sort of danger. President Clinton rightly does not wish to get involved in a Kurdish "civil war," but that does not dissolve these American obligations. We believe that a bolder policy is required and would be supported by the American people.

That this latest Iraq crisis is unfolding in an American political campaign subjects every move by Bill Clinton, and by his challenger Bob Dole, to unusually skeptical scrutiny. Mr. Dole's support of the initial military action helped the president. Mr. Clinton's excessive claim that that action was a "success" was a self-inflicted wound.

The desire to be seen as an effective foreign policy helmsman, real in Mr. Clinton's case or prospective in Mr. Dole's, is not necessarily dangerous — but it is if it gives way to unjustified boasting or unjustified attack.

—THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, SEPTEMBER 13, 1996

U.S. Giving Coup de Grace to Relief Effort for Iraqi Kurds

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Escalation in Iraq

A Case to Be Made

With the Pentagon reinforcing U.S. airpower in the Gulf region, events in Iraq seem to be moving toward an escalation in American military operations. Although Saddam Hussein started the latest conflict, Bill Clinton owes Americans a clear explanation of how he means to deal with the complex political and military equation in the Gulf before sending more forces into combat. The president has not yet made a convincing case for intensified air strikes against Iraq.

Some retaliation against Iraq was justified after its armored thrust into the internationally guaranteed Kurdish region, and its ground fire at U.S. aircraft overflying northern Iraq on Wednesday should not go unanswered.

We supported President Clinton's actions last week, but he does not have a blank check from Congress or the American people to mount military operations without demonstrating that America's national security interests are threatened. It is not clear what would justify the "disproportionate" response that Defense Secretary William Perry has ominously threatened.

Exchanging fire with Iraqi forces is not a policy. Absent a clear strategy for dealing with Saddam and the Gulf region, and in the heat of an election campaign, retaliatory strikes could quickly escalate into a confrontation that ultimately damages U.S. interests.

Circumstances in the Middle East have changed since an American-led coalition drove Iraq out of Kuwait in 1991. Iraq's conventional military forces, while much reduced from their prewar level, have been rebuilt and could once again pose a credible threat to neighboring countries. Many Gulf War allies have seen their resolve to resist Saddam's belligerence eroded by domestic politics, economic considerations or the passage of time.

Saudi Arabia, a centerpiece of the coalition, faces internal unrest and anti-American terrorist threats under an ailing King Fahd. Turkey is now led by an

Islamic prime minister eager to improve relations with Iraq. France, Russia and China no longer support military action against Baghdad. Iran, as always, waits to exploit weaknesses in Iraq.

All of this limits what the United States can and should do on its own to deal with Saddam. The vital U.S. interest in the area is oil. Saddam cannot be allowed, by conquest or intimidation, to determine the availability or price of much of the global oil supply.

The challenge for Washington is to devise new policies that adequately protect American interests in the region but do not recklessly commit American military forces to combat or inadvertently destabilize other countries, particularly Saudi Arabia and Turkey, where the presence of American forces is a sensitive issue.

So far, Iraq has not threatened Saudi Arabia or Kuwait in its latest military maneuvering. Last week's American cruise missile strikes against anti-aircraft installations in southern Iraq, and the expansion of a no-flight zone there, make it much harder for Saddam to turn his forces south anytime soon.

In that sense, Mr. Clinton has accomplished what should be the primary American objective in the region.

American interests in northern Iraq are far less clear at this point. Mr. Clinton inherited a commitment from the Bush administration to shield the Kurds from Baghdad's abuses. Saddam's recent military campaign against one faction of Kurds required a measured response, which Mr. Clinton delivered last week, but America's role must be circumscribed in the tangled world of Kurdish internecine fighting.

Saddam should be checked when he threatens his neighbors, abuses his countrymen and defies Security Council resolutions. But the American response should be proportionate to the danger and determined by a careful calculation of American interests.

Saddam would like nothing more than to draw the United States into a conflict that could strengthen his hold over Iraq and destabilize the region.

— THE NEW YORK TIMES.

By Steven Lee Myers
New York Times Service

WASHINGTON — With the allied relief effort in northern Iraq in disarray, the Clinton administration is looking for ways to end its direct role in providing food, shelter and other aid to the Kurds, leaving it instead to relief groups and international organizations like the United Nations, administration officials say.

The officials insisted that the United States would not abandon its commitment to aid Kurdish civilians in the future. And they vowed that U.S. and allied aircraft would continue to patrol the flight-exclusion zone to restrict President Saddam Hussein's military operations north of the 36th parallel.

But with a Kurdish faction allied with Mr. Saddam now controlling much of northern Iraq, giving him his strongest presence in the Kurdish enclave since the Gulf War in 1991, the United States has suspended all of its relief efforts in the region.

And it appeared unlikely that the United States would resume the direct help it has provided for five years as part of what is called Operation Provide Comfort.

"We now have to look to the international relief organizations to provide the kind of help that Operation Provide Comfort did in the past — the economic, humanitarian help," the State Department's spokesman, Nicholas Burns, said Wednesday. "But we will continue to run the military mission, which has been so effective in containing Saddam Hussein."

Another administration official, who spoke on condition of anonymity, went further, saying the United States would not again have as direct or strong a relief role now that Mr. Saddam was wielding greater power over the Kurdish enclave. "It's going to be difficult to have anything like what we did," the official said.

The uncertainty about relief aid underscored the administration's shifting policy toward the Kurds in the wake of the fighting between Kurdish factions and the incursion of Mr. Saddam's forces Aug. 31.

Having led the coalition to create a "safe haven" in northern Iraq both as a response to a relief crisis and as a bulwark against Mr. Saddam, the United States has now focused primarily on checking the threat of Iraqi aggression in the south, saying it did not want to intervene in a Kurdish civil war.

"Let's remember what the core of

U.S. strategic interests are: to protect Saudi Arabia and Kuwait," Mr. Burns said.

With the administration shifting its policy and with the balance of power changed in northern Iraq, the rationale for continuing the operations in the north has increasingly become an open question, even for the allies that joined the United States in creating the protected enclave.

In Turkey, which has allowed allied aircraft to operate from Incirlik, Prime Minister Necmettin Erbakan met with

his cabinet Wednesday to discuss the future of the enclave and the air patrols.

"It became apparent that the duties and responsibilities of Provide Comfort have to be looked at again in the light of recent developments," a spokesman for the Foreign Ministry, Omar Akbel, said Wednesday.

Britain, the strongest supporter of the U.S. cruise missile strikes in Iraq last week, has also indicated that the relief part of the operation needed to be reconsidered, though it remained committed to the patrols.

Britain, France, Turkey and the

United States created the enclave after Mr. Saddam's forces crushed a rebellion by Kurds, prompting an exodus of refugees into Turkey and Iran.

At the height of the crisis in the spring of 1991, the allies established a military presence in northern Iraq and airlifted more than 1.7 million tons of food, medicines, blankets and other materials to help Kurds return to their homes.

Since then the United States has gradually reduced its contributions to relief efforts — from nearly \$600 million in 1991 to \$71 million the next year to \$22 million so far this year.

Le Monde - 13 septembre 1996

Les Etats-Unis brandissent la menace d'une nouvelle opération en Irak

Un missile a été tiré contre deux avions américains

La situation reste tendue entre l'Irak et les Etats-Unis, une semaine après les bombardements américains qui avaient suivi les mouvements de

troupes irakiennes dans le Kurdistan. Après le tir d'un missile irakien contre deux avions américains, mercredi 11 septembre, les Etats-Unis ont

envoyé des bombardiers B-52 stationnés dans le Pacifique et dans l'océan Indien, et évoqué une riposte « disproportionnée ».

LES COMBATS ont cessé dans le nord du Kurdistan irakien après la victoire de la faction soutenue par Bagdad, mais ils n'ont pas mis un terme à la tension entre l'Irak et les Etats-Unis. Selon la Maison Blanche, un missile irakien a été tiré sans succès, mercredi 11 septembre, sur deux F-16 américains qui patrouillaient dans la zone d'exclusion du nord de l'Irak que ne reconnaît plus le président Saddam Hussein depuis les bombardements des 3 et 4 septembre. Au sud de Bagdad, un chasseur et un hélicoptère irakiens ont, en outre, violé la seconde zone d'exclusion aérienne.

Les Etats-Unis n'ont pas répliqué militairement à ces deux actions mais le secrétaire à la défense, William Perry, a fait part de la « volonté » et de la « capacité » de Washington de protéger ses intérêts et ses pilotes. « Notre réplique sera disproportionnée par rapport aux provocations faites contre nous », a ajouté M. Perry. En tournée électorale en Arizona,

le président Bill Clinton, a assuré qu'il fera « tout ce qui est nécessaire » pour que les pilotes américains puissent « effectuer leurs missions en toute sécurité. » Dans le Delaware, le candidat républicain à la vice-présidence, Jack Kemp, a dénoncé le caractère « vague » de la politique irakienne du président Clinton et souhaité que celui-ci en clarifie les objectifs avant tout autre initiative dans la région.

A la suite des propos de M. Perry, Washington a multiplié les signes d'éventuelles représailles. Après avoir signalé, mardi, que les Irakiens tentaient de reconstituer les défenses antiaériennes détruites au cours des bombardements de la semaine dernière, au sud de l'Irak, le Pentagone a annoncé l'envoi de bombardiers B-52 stationnés dans le Pacifique vers l'île de Diego Garcia, dans l'océan Indien. Lors du précédent raid, ces avions avaient déjà effectué un ravitaillement en carburant sur cette île avant de jar-

guer leurs bombes sur l'Irak. Des chasseurs-bombardiers furtifs F-117 ont aussi été envoyés dans le Golfe.

Les Etats-Unis disposent déjà d'un porte-avions croisant à proximité, le *Carl-Vinson*, qui transporte plus de 80 avions de combats. Plus de 200 avions américains sont en outre stationnés en Arabie aoudite mais le ministre de la défense du royaume wahabite, le prince Sultan, a rappelé, mercredi, que « les Etats-Unis ne nous ont pas demandé d'utiliser notre territoire pour lancer leurs dernières attaques contre l'Irak et que s'ils avaient déposé une telle demande, nous l'aurions rejetée. »

FLAMBÉE DU BARIL

Cette escalade et ces préparatifs militaires ont eu un effet immédiat sur les cours du pétrole. Au marché de Londres, le prix du baril a terminé la journée de mercredi à son plus haut niveau depuis la fin de la guerre du Golfe à 23,59 dollars, après avoir grimpé jusqu'à 23,82 dollars. La crise irako-américaine plonge les courtiers dans l'embarras car ces derniers escomptaient une baisse des prix qui aurait été la conséquence du retour du brut irakien sur le marché, grâce à l'applica-

tion de la résolution 686, dite « pétrole contre nourriture ».

Alors que les organisations humanitaires non gouvernementales américaines sont en train de quitter le nord de l'Irak pour la Turquie, le sort des opposants au régime de Saddam Hussein réfugiés dans le Kurdistan irakien et pris au piège par l'offensive du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) allié à Bagdad, reste toujours incertain. C'est notamment le cas pour trois à quatre mille civils chiites irakiens originaires de la région située au confluent du Tigre et de l'Euphrate, au sud du pays, plus connus sous l'appellation d'« Arabes des marais ».

Selon Leïth Kouba, opposant chiite indépendant, membre de la Fondation religieuse et socio-caritative El Khoï - du nom de l'ancien ayatollah Abou el Qasim el Khoï -, basée à Londres, ces personnes travaillaient pour les différents services administratifs du Congrès national irakien (CNI), groupement d'opposants irakiens créé à l'instigation des Etats-Unis. Accompagnés par les membres de leur famille, ces civils terrorisés se sont dispersés dans le Kurdistan et vivent une véritable tragédie. Aussi M. Kouba va-t-il saisir de leur cas le rapporteur spécial des Nations unies.

Le Figaro - 13 septembre 1996

Le pacte avec le diable de Massoud Barzani

En leur refusant l'indépendance, les Occidentaux ont poussé les Kurdes dans les bras de Saddam Hussein, affirme le chef du PDK.



Réfugiés Kurdes irakiens à la frontière iranienne. (Photo Sayyad/AP.)

SALAHEDDINE :
de notre envoyé spécial,
Arnaud de LA GRANGE

« Si les Occidentaux acceptaient l'idée d'un Kurdistan indépendant, nous pourrions couper tout lien avec l'Irak. En attendant, nous sommes bien obligés d'avoir des échanges avec Bagdad. » Massoud Barzani, leader du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), renvoie à leurs contradictions ceux qui lui reprochent d'avoir pactisé avec le diable pour battre son rival de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), Jalal Talabani.

Le nouveau maître du nord de l'Irak reçoit dans son fief de Salaheddine, tout sourire, sûr de lui, mais apparemment un peu moins des Occidentaux. « Ils n'ont pas de politique claire à l'égard de la question kurde, soupire-t-il. Les Américains et les autres Occidentaux n'ont pas répondu à notre demande d'aide pour repous-

ser l'ingérence irakienne. Alors, nous avons opté pour un appel limité et ponctuel à Bagdad. »

Saddam Hussein n'est pas un allié. Juste le compagnon d'une petite route, celle qui menait à Erbil, le 31 août. Après la prise de cette ville, qui a marqué le début de la campagne victorieuse du PDK, chacun a repris ses canons et sa liberté.

« Répétées à l'envi ces affirmations ne suffisent pas à convaincre. Tout le monde se demande ici quel prix va devoir payer le Kurdistan. La philanthropie n'est pas la qualité la plus fréquemment relevée chez Saddam Hussein. »

« Si l'Irak nous avait demandé un prix à payer nous n'aurions pas accepté son aide, scandie encore Massoud Barzani. Nous n'avons qu'un seul point commun avec les autorités de Bagdad, c'est la défense du territoire irakien et de son intégrité. »

Conscients de l'utopie

d'une revendication d'indépendance totale et immédiate, les Kurdes irakiens ne demandent aujourd'hui que l'instauration d'une fédération. Des négociations vont-elles reprendre à ce sujet ? « L'avenir le dira. »

« Sabotages »

En attendant, le chef kurde entend rassurer toute une frange de la population qui craint que le réchauffement des relations avec Bagdad n'incite les agents irakiens à venir se promener de plus en plus souvent au Kurdistan.

Le président irakien a décrété une amnistie pour le peuple kurde. Avec cependant quelques restrictions. Les meurtriers ou les voleurs ne bénéficieront pas de la clémence du raïs. Tout comme les espions à la solde de l'Occident. Une précision qui fait frémir les centaines de Kurdes employés par les ONG actives dans la région. « J'aurais beau expliquer que j'ai travaillé pour

une ONG spécialisée dans le secours aux enfants en détresse, ils me reprocheront toujours d'avoir été à la solde d'une organisation étrangère, appartenant à la coalition des ennemis de l'Irak », s'alarme l'un d'eux.

« Si des agents irakiens viennent pour perpétrer des sabotages ou arrêter des gens, nous les neutraliserons et les arrêterons », répond Massoud Barzani, qui assure faire de la sécurité des populations kurdes une priorité, avant toute considération tactique.

Les expatriés présents en Irak du Nord commencent eux-mêmes à se poser quelques questions. Les différentes ONG représentées à Souleimanieh se réunissent hier pour examiner la situation nouvelle. A la différence des agents de l'ONU, dont la présence est reconnue par Bagdad, mais comme les journalistes, leurs membres opèrent en toute illégalité au Kurdistan irakien. Certains se demandent

aujourd'hui s'ils ne vont pas voir débarquer un beau matin les forces irakiennes.

Hier, l'hypothèse était encore évoquée sur le ton de la plaisanterie. Aujourd'hui, elle fait moins sourire. Si, de crise en crise, le bras de fer entre Bagdad et Washington se transforme en mini-guerre, Saddam Hussein pourrait être tenté de lancer à nouveau ses troupes sur les pistes du Kurdistan afin de recouvrer l'ensemble de sa souveraineté. Il a déjà prouvé qu'il m'aimait pas les demi-défis.

A. L. G.

WASHINGTON :
Stéphane MARCHAND
et Jean-Jacques MÉVEL

Le Pentagone préparait hier soir une riposte « vigoureuse » aux dernières gesticulations de Saddam Hussein, dont la menace à peine voilée de s'en prendre à nouveau à l'émirat du Koweït. Huit bombardiers « furtifs » F 117 américains, armes des premières frappes sur Bagdad en 1991, devaient quitter hier le Nouveau-Mexique pour être stationnés sur une base militaire au Koweït, à quelques minutes de vol du territoire irakien.

Le porte-avions *Enterprise* et son groupe aéronaval, actuellement dans l'Adriatique, ont reçu l'ordre de mettre le cap vers le Golfe, via le canal de Suez. Quant à la Grande-Bretagne, elle accueille sur l'île de Diego Garcia (océan Indien) quatre bombardiers lourds B 52, dotés de missiles de croisière.

Quelques heures après que Bagdad eut qualifié d'« acte de guerre » le déploiement des F 117 au Koweït, les services de renseignement américains ne relevaient hier les « signes d'aucun mouvement de troupes irakiennes vers le sud ». Le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, avait pris la menace suffisamment au sérieux pour renouveau l'« engagement des Etats-Unis à défendre la sécurité de ses amis dans le Golfe (...), et en particulier le Koweït ».

Un ton au-dessous

Si la force de frappe mobilisée contre Bagdad semble chaque jour plus dissuasive, le ton a baissé d'un cran hier à Washington. En fin d'après-midi, le président Clinton n'avait toujours pas fait connaître ses intentions. De son côté, le secrétaire à la Défense, William Perry, laisse toujours prévoir une opération militaire « vigoureuse » contre l'Irak. Mais, après avoir annoncé mercredi une réplique « disproportionnée », il ne parlait plus hier que d'une « action nécessaire et appropriée ».

Le Figaro - 13 septembre 1996

Bill Clinton dans l'engrenage irakien

Pour faire taire la critique, le chef de la Maison-Blanche a besoin d'un succès militaire incontestable.

Grâce à ses avions, le Pentagone espère sans doute mettre hors d'état de nuire ce qui reste des défenses anti-aériennes dans le sud de l'Irak. Les Etats-Unis cherchent à effacer l'impression que Saddam Hussein peut braver impunément la puissance américaine.

Le bilan de dix jours de bras de fer est très favorable au rais. Il a démontré que son armée est à nouveau capable de mener des opérations militaires d'envergure. Il a repris le contrôle du nord de son pays. Enfin, il a ouvert des failles au sein de la coalition de la guerre du Golfe. Les salves américaines de la semaine dernière n'y ont rien changé.

Pour faire oublier le fiasco politico-militaire américain au Kurdistan irakien, Bill Clinton a

besoin d'un succès militaire incontestable dans le Sud. Il sent aussi que doit cesser le tac-au-tac militaire. « Echanger des tirs avec l'Irak ne constitue pas une politique », commentait hier le *New York Times* dans un éditorial soupçonneux.

Un geste pour les Kurdes

La destruction des sites irakiens de missiles anti-aériens présenterait un double avantage. D'une part, la vie des pilotes américains patrouillant la zone d'interdiction aérienne serait mieux protégée ; l'argument est porteur, à sept semaines de l'élection présidentielle. D'autre part, l'aviation alliée pourrait surveiller de beaucoup plus près la menace que l'Irak continue de faire peser sur les monarchies pétrolières du Golfe.

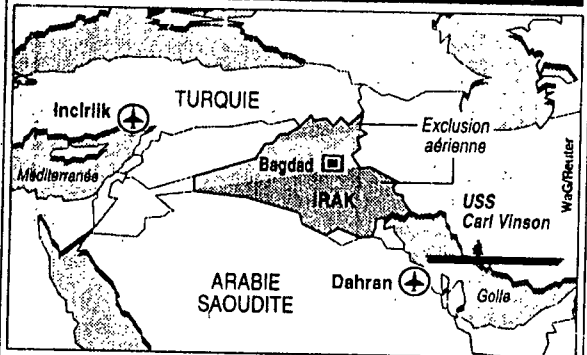
La Maison-Blanche doit aussi prendre en compte le sort des Irakiens, kurdes ou arabes, qui ont collaboré avec les Etats-Unis dans le Nord, désormais revenu sous la coupe de Saddam Hussein. Des dizaines d'entre eux auraient déjà été exécutés sommairement. Washington affirme vouloir faire sortir deux mille fugitifs massés sur la frontière turque, mais Ankara n'avait pas donné hier au Pentagone l'autorisation d'utiliser les hélicoptères stationnés sur la base de l'Otan d'Incirlik.

Alors qu'il se prépare à frapper, le Pentagone est lui-

La politique arabe de Bill Clinton fait l'objet de vives critiques. (Photo AP.)



Les forces alliées dans le Golfe



► Les forces aériennes et navales dans le Golfe

Flotte américaine		Aviation alliée			
✈	1 porte-avions	✈	Avions de combat	GB (D)	France (I)
✈	79 avions	✈	6	6	6
✈	3 croiseurs	✈	Revivailleurs	0	1
				0	0

Renforts de l'aviation américaine

✈	8 F-117 A "furtifs" en route vers le Koweït	✈	4 B-52 basés à Diego Garcia
---	---------------------------------------------	---	-----------------------------

Source : IISS

(D) : Dahran (I) : Incirlik

même le théâtre d'une vigoureuse guerre intestine entre l'armée de l'air et la marine. La semaine dernière, trente et un des quarante-quatre missiles de croisière lancés sur l'Irak avaient été tirés par l'US Navy. L'US Air Force a fait savoir que les treize missiles lancés par des bombardiers B 52 étaient

équipés de charges plus puissantes. Elle pousse aujourd'hui à l'utilisation des F 117, ses meilleurs avions. A quelques mois d'une révision budgétaire pour les quatre prochaines années, la compétition entre les armes est féroce.

S. M. et J.-J. M.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS1006 4 I 0371 RFA /AFP-VX04
Allemagne-Kurdes

Le PKK n'utilisera plus la violence en Allemagne, selon son chef

BONN, 13 sept (AFP) - Le chef du parti des Travailleurs du Kurdistan, (PKK, interdit en Allemagne) Abdullah Ocalan, a déclaré vendredi que son parti n'exercerait plus de violences en Allemagne, dans un entretien diffusé par la chaîne de télévision publique allemande ZDF.

"Même si nos différends avec l'Allemagne sont très grands, nous n'utiliserons plus la violence en République fédérale", a affirmé le chef de l'opposition séparatiste kurde qui mène une lutte armée contre Ankara dans le sud-est de la Turquie.

Il a ajouté que cette consigne serait transmise aux sympathisants kurdes.

Le coordinateur des services secrets allemands Bernd Schmidbauer a déclaré prendre cette annonce au sérieux.

"Nous pensons que (cette annonce) est importante pour la sécurité intérieure de la République fédérale. Et parce que de telles déclarations sont nouvelles par leur clarté, nous les prenons au sérieux", a-t-il déclaré sur ZDF, ajoutant toutefois qu'il avait déjà reçu par le passé des signaux semblables de la part du PKK.

Le 5 septembre, le Centre d'information du Kurdistan en Allemagne avait rendu publique une déclaration de M. Ocalan appelant à la "résistance sacrée" contre la Turquie et condamnant l'intention d'Ankara de créer une zone-tampon dans le nord de l'Irak pour empêcher les infiltrations des rebelles kurdes du PKK.

Le parti de M. Ocalan est considéré par les autorités allemandes comme une organisation terroriste, soupçonnée d'être à l'origine de manifestations violentes et de multiples attentats qui ont visé des intérêts turcs ces dernières années en Allemagne.

Le gouvernement de Bonn, tout en défendant l'intégrité territoriale de la Turquie, prône la recherche d'une solution politique à la question kurde.

Au mois de juin, la presse allemande avait fait état d'un rapport confidentiel du ministère de l'Intérieur évoquant l'existence de différences au sein de la direction du PKK et présentant Abdullah Ocalan, résidant à Damas, comme exerçant une influence modérée sur son parti.

Environ deux millions de Turcs, dont quelque 400.000 Kurdes, vivent en République fédérale.

jd/cho tf

AFP /AA1234/132132 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0628 4 I 0384 EAU /AFP-TU43
Irak-Kurdes-USA

Le PDK appelle le personnel du MCC à retourner dans le nord de l'Irak

DUBAI, 13 sept (AFP) - Le parti kurde allié de Bagdad a appelé vendredi le personnel du Centre de Coordination Militaire (MCC) de l'opération "Provide Comfort" à retourner dans le nord de l'Irak, qu'il avait quitté pour la Turquie pour des raisons de sécurité.

"Nous appelons le personnel du MCC, ainsi que les personnes travaillant pour des organisations humanitaires, y compris les organisations non-gouvernementales (ONG), à regagner Zakho", une petite ville irakienne à une dizaine de km de la frontière turque, a indiqué le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) dans un communiqué reçu à Dubaï.

Le personnel du MCC (Military Coordination Center) et d'organisations humanitaires dépendant du département d'Etat américain, avait été transféré en Turquie pour raisons de sécurité le 3 septembre, lors des frappes américaines d'objectifs irakiens dans le sud de l'Irak.

Washington a demandé à la Turquie d'aider au transfert aux Etats-Unis de près de 2.000 Kurdes et Turcomans irakiens qui travaillaient avec les Américains dans le nord de l'Irak. Leur transfert en Turquie pourrait commencer dès vendredi, selon des sources turques.

"Le besoin de notre peuple en programmes d'aide humanitaire n'a pas changé", souligne le PDK, affirmant que "le régime irakien n'a aucune présence, autorité ou influence au Kurdistan".

"Aucun danger ne pèse sur la sécurité et la liberté des personnes ayant travaillé avec des organisations américaines ou celles du personnel local" travaillant pour des ONG, selon le PDK.

"Provide Comfort" consiste en une force aérienne, basée principalement à Incirlik (sud de la Turquie) et composée d'appareils américains, britanniques et français. Elle a pour mission de surveiller la zone d'exclusion de vol imposée à l'aviation irakienne au nord du 36ème parallèle. Parallèlement, les organisations de l'ONU fournissent sur le terrain aide et secours aux populations kurdes.

La veille, le chef du PDK, Massoud Barzani, avait affirmé que les Kurdes irakiens travaillant pour des organisations étrangères devaient se sentir en sécurité. "Les personnes travaillant pour des ONG sont respectées et bénéficieront d'une totale assistance", avait-il dit.

ht/tp/bir tf
AFP /AA1234/131646 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS1016 4 I 0418 IRK /AFP-VY69
Irak-Kurdes

Plan européen pour évacuer les Kurdes employés par des ONG
de l'envoyée spéciale de l'AFP, Laurence CHABERT

DOHOUK (Irak), 13 sept (AFP) - Un plan d'évacuation est actuellement élaboré pour les Kurdes employés dans des programmes financés par l'Union européenne dans le nord de l'Irak, a-t-on appris vendredi de sources européennes.

L'évacuation devrait s'effectuer par la Turquie.

Le coordinateur de ECHO (European Community Humanitarian Office) dans le nord de l'Irak, M. G. Erman Urrea, doit rencontrer les autorités du Kurdistan pour en préciser les modalités, a-t-on ajouté.

ECHO finance plusieurs organisations non-gouvernementales (ONG), actives au Kurdistan. Son budget est d'environ 30 millions de dollars pour l'année en cours, selon ces sources.

"Avec l'ouverture des routes entre l'Irak et le Kurdistan, nous craignons pour le personnel local", ont expliqué ces sources. "Il ne serait pas concevable qu'un organisme qui travaille dans l'action humanitaire ne s'occupe pas des gens qui ont collaboré avec lui durant des années".

Selon ces sources, un minimum de 200 à 300 personnes sont concernées par une évacuation, soit plus d'un millier en comptant leurs familles. Ce chiffre peut aller jusqu'à 6.000 personnes. "Ceux qui s'estiment en danger devront pouvoir partir", selon ces sources.

De leur côté, les Etats-Unis se préparent à évacuer le personnel local employé par l'OFDA (Office of Foreign Disaster Assistance). Quelque 2.000 personnes regroupées à Dohouk et Zakho dans le nord du Kurdistan, partiront prochainement pour la Turquie, où elles resteraient trois mois en attendant de voir la tournure des événements, selon des sources kurdes à la frontière turque.

Du personnel employé par diverses ONG américaines et britanniques ferait partie de ce groupe.

Le président irakien Saddam Hussein a décrété cette semaine une amnistie pour les Kurdes, mais le personnel employé des organisations étrangères est susceptible d'être accusé d'espionnage.

Une soixantaine d'ONG étrangères ainsi que plusieurs agences spécialisées de l'ONU travaillent au Kurdistan et emploient un personnel local.

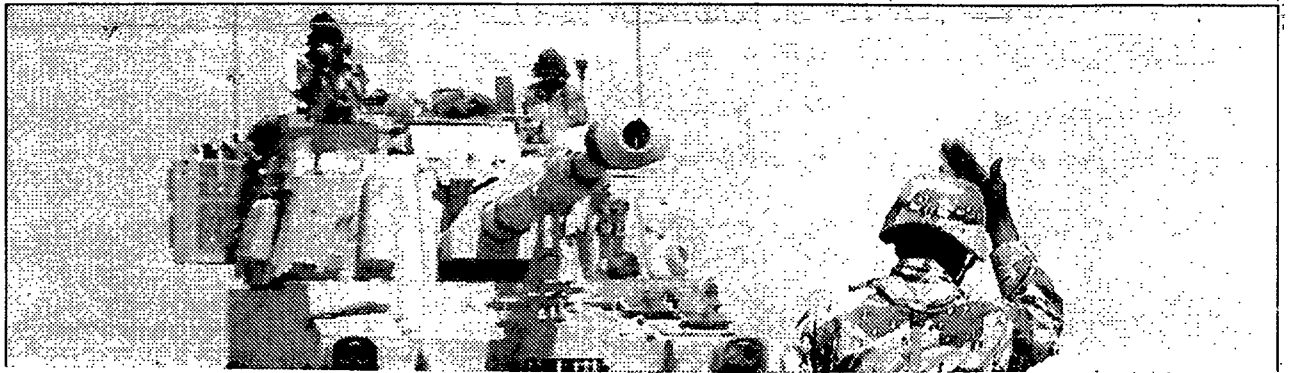
Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) vient de s'assurer le contrôle de la totalité du Kurdistan irakien après s'être allié à Bagdad. Le chef du PDK, Massoud Barzani, a affirmé jeudi que les employés d'ONG étaient "libres de partir" mais qu'il n'en voyait pas la nécessité car son parti était prêt à assurer leur sécurité.

lch/tp/soh tf

AFP /AA1234/132145 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, SEPTEMBER 14-15, 1996



A U.S. tank passing a soldier from the U.S. First Cavalry Division on Friday during maneuvers in the Kuwaiti desert near the Iraqi border. The United States also continued to reinforce its air power in the Gulf on Friday.

What Price the Peace? Kurds Ask

By Douglas Jehl
New York Times Service

D'HOK, Iraq — In this Kurdish city, every bulb is lighted with power supplied by the central government of Iraq, testament to years of rule by Massoud Barzani, a master of the deal.

Cut off from electricity that the Kurds themselves control, D'hok lay in darkness for two years after August 1993, when President Saddam Hussein abruptly pulled the plug. But Mr. Barzani, who ruled the city throughout the Kurdish factional fighting, managed to get it turned on again — for a fee of nearly \$1.5 million a year.

Mr. Barzani is now in control of all of Iraq's Kurdish region, thanks again to Iraqi help, and Baghdad has ended a five-year embargo, which prevented goods and people from moving freely into the area.

But what worries even the residents of D'hok, which has remained calm and orderly through the recent fighting, is that Baghdad intends in return to exact an even higher price.

"The people are in a panic," a resident said. "They are confused, and they don't know what to do."

The rush of events that has seen Mr. Barzani take control of the entire Kurdish region — Baghdad's military support, an amnesty for the Kurds and an end to the embargo — has set off widespread suspicions.

"Saddam does not do favors willingly," said another

resident. "And everyone is worried about what remains unstated."

Mr. Barzani, who until Aug. 31 controlled only one of the three major cities in Iraq's Kurdish region, has insisted that his alliance with the Iraqi government, which set him on the path toward conquest, was both temporary and limited. In a televised address to the Kurdish people Wednesday night, he vowed to pursue pluralism, democracy and unity.

Kurds say they now do not know whether to cheer the end of the Iraqi embargo, or to worry that it is a ploy to allow Iraqi agents to circulate more freely.

Mr. Barzani, 50, is an artful opportunist. Without other reliable sources of revenue, he and his faction, the Kurdistan Democratic Party, impose heavy duties on the Turkish trucks that cross Habur Bridge, which leads from Iraq into the Kurdish region, a lucrative arrangement that nets at least \$50,000 a day.

He shared that money with his rival faction leader, Jalal Talabani, during a brief reconciliation that began in 1992, but kept most of it himself after their falling out in 1994.

Mr. Barzani has been known to switch sides before. During the Iraq-Iraq War he sided with Iran while Mr. Talabani supported Iraq. But later he moved closer in supporting Baghdad than Mr. Talabani, angering his rival.

Mr. Talabani later accused Mr. Barzani of not being sufficiently hard-nosed in their

joint negotiations with Mr. Saddam in late 1991 that ultimately failed to win a new Kurdish autonomy agreement.

There are many who believe that negotiations toward such an agreement may be the next step in the latest round of cooperation between Mr. Barzani and Mr. Saddam.

But aides to Mr. Barzani insisted Thursday that no such talks were planned, and they suggested that their leader's promise to hold free elections, guarantee human rights and seek a federal arrangement for the Kurdish region would prove anathema to the Iraqi leader.

For a people now forced to

pay huge markups on Iraqi gasoline, and who must depend on smuggling from Turkey and Iran for most manufactured goods, the end to the five-year embargo that Baghdad announced Tuesday could bring big benefits.

Even on Thursday, a reporter on the road between Arbil, the Kurdish capital, and Kirkuk, Iraq, saw traffic almost unchallenged, a change from the past when only trucks with special authorization were allowed to pass.

If that continues, the price of gasoline could drop from as much as \$2 a gallon to a level nearer the Iraqi price of less than five cents.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, SEPTEMBER 14-15, 1996

Iraqis Take a Step Back, Vowing Not to Attack Jets

By Philip Shenon
New York Times Service

WASHINGTON — The Iraqi government abruptly announced Friday that it would no longer shoot at American jets enforcing the no-flight zones in northern and southern Iraq, leading American policymakers to reconsider plans to attack Iraq.

The Pentagon said that although it was "encouraged" by the Iraqi announcement, the United States would continue its buildup in the region, and that it had not abandoned plans for a punishing military attack in response to Iraqi strikes earlier this week.

"It will reduce tensions if he stops shooting at our airplanes," said Kenneth Bacon, the Pentagon's chief spokesman, referring to President Saddam Hussein of Iraq.

The Pentagon has reported that Iraq fired four surface-to-air missiles this week, apparently in hopes of shooting down allied planes patrolling the no-flight zone.

Iraq's move on Friday put the United States again in an awkward position, with the announcement in Baghdad coming just as some of the most menacing weapons in the American arsenal had begun to arrive in the Gulf for an attack on Iraq that had appeared inevitable. Eight F-117A Stealth fighter-bombers arrived on Friday morning in Kuwait, which was expected to be an important staging point for the new round of attacks.

In parts of the Arab world, the Iraqi announcement was portrayed as important conciliatory move toward the United States, and another American attack on Iraq would now be perceived in some neighboring Arab states as a unjustifiable infringement on Iraq's sovereignty.

American concern over the potential of a split between the United States and its Arab allies were made clear by the disclosure that Defense Secretary William Perry would fly to the Gulf on Friday night to meet with Arab leaders over the face-off with Iraq.

Iraq's ruling Revolution Command Council said in a statement in Baghdad that the Iraqi military would stop firing on American and other Western jets beginning at midnight Saturday (2000 GMT). Iraq said it had agreed to the move at the request of Russia.

■ Saddam's Motives Unclear

John Lancaster of The Washington

Post reported from Cairo:

Until Friday, Mr. Saddam seemed in no hurry to defuse the confrontation, which has earned him widespread sympathy in the Arab world and introduced new strains into the alliance that drove his forces from Kuwait in 1991.

The standoff began in late August, when Mr. Saddam's forces moved briefly into the rebellious Kurdish area of northern Iraq and the United States responded by firing cruise missiles at air defense sites in southern Iraq.

Iraq's statement on Friday saying it would no longer shoot at planes enforcing flight bans seemed calculated to remove the pretext for further U.S. attacks but shed no light on Mr. Saddam's motives.

The United States and its allies imposed the flight ban over northern Iraq after Mr. Saddam's brutal suppression of the 1991 Kurdish uprising that sent more than a million Kurds fleeing north into Turkey. A similar flight ban was imposed over southern Iraq.

The United States expanded the southern no-flight zone earlier this month as part of its effort to increase pressure on Mr. Saddam after his latest incursion into the north. In a speech on

Sept. 3, Mr. Saddam ordered his "men of the air defense and falcons of the skies" to "consider from now on their damned imaginary lines nonexistent."

Although he has apparently backed down from that threat, Mr. Saddam has not left the field in defeat. His forces entered northern Iraq to help the Kurdistan Democratic Party in its war with a rival faction, the Patriotic Union of Kurdistan. By earlier this week, the government-allied group had taken control of the Kurdish area, providing an opening for the renewal of central government authority in the north.

Mr. Saddam has also benefited from a sympathetic response among Arabs who draw a distinction between the invasion of a neighbor and the reassertion of a government authority within internationally recognized borders.

Several of Washington's closest Arab allies, including Jordan and Saudi Arabia, have refused to allow their countries to be used as launching pads for new U.S. strikes, forcing Washington to postpone its next attack as it scrambles for alternative bases in the region.

Seen in that light, Mr. Saddam's confrontational posture toward the United States looks less like suicidal folly than a shrewd gambit aimed at undermining the U.S.-led coalition and speeding his rehabilitation as an Arab nationalist hero, diplomats and analysts say.

In effect, they say, Mr. Saddam has gambled that the rewards of challenging the United States will turn out to be greater than any costs inflicted by American warplanes and missiles.

Le Monde - 14 septembre 1996

« On ne peut pas être en même temps un ennemi de l'Irak et vivre en Irak », nous déclare Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan

SALAHEDDINE

de notre envoyée spéciale

« Ou l'Occident nous dit : « Nous acceptons un Etat kurde et indépendant », et nous couperons tous les ponts avec le président Saddam Hussein ; ou nous devons rester dans le cadre de l'Etat irakien, et il est normal d'avoir des relations avec lui. » Dans ses bureaux de Sari-Rosh, un des anciens et nombreux complexes résidentiels du président irakien qui domine Erbil et Salaheddine, Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), est désormais un homme confiant. Naturellement timide, la victoire lui a donné de l'aplomb et il ne se laisse pas démonter par le feu roulant de questions sur son alliance avec le régime irakien.

« On ne peut pas être en même temps un ennemi de l'Irak et vivre en Irak », dit-il, non sans une certaine logique et dans un reproche à peine voilé à la politique occidentale. « L'Occident, affirme M. Barzani, n'a jamais pris de décision claire quant à la manière de résoudre la question kurde. Si les pays occidentaux ont une idée derrière la tête, qu'ils nous la fassent connaître et nous disent ce que l'on doit faire, mais nous ne voulons pas être un moyen de pression pour leurs intérêts. »

M. Barzani refuse toutefois d'admettre qu'il devra payer un prix à l'Irak pour l'aide qui a permis à sa formation, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de l'emporter sur sa rivale de toujours, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. « Si l'Irak nous avait demandé de payer un prix, nous n'aurions pas accepté son soutien, dit-il. Nous avons demandé à l'Irak un soutien limité, pour une période

de temps limitée [la prise d'Erbil], et c'est tout, martèle-t-il. Nous n'avons pas d'accord politique avec Bagdad, et nous n'avons pas encore discuté au sein de notre parti de l'éventualité de négociations avec le gouvernement central. »

A propos de l'annonce par le président Saddam Hussein de la levée de l'embargo contre le Kurdis-

tan, il affirme : « C'était une demande du peuple kurde et de l'opposition irakienne ; c'est un geste en faveur de la prospérité des Kurdes. » Et la libre circulation des personnes et des biens, aussi annoncée par Bagdad, avec les conséquences que cela suppose ?

« Nous n'avons jamais demandé la séparation entre le Kurdistan et le territoire irakien », répond M. Barzani, avant de préciser : « Il sera impossible aux agents irakiens, ajoute-t-il, de venir au Kurdistan, et s'ils viennent pour s'emparer de qui que ce soit ou faire du sabotage, nous les en empêcherons et nous les arrêterons. »

L'assurance de M. Barzani à ce sujet n'est toutefois pas partagée par tous ceux qui ont à craindre le retour de Bagdad au Kurdistan. Les organisations non gouvernementales, (ONG) qui, contrairement aux agences de l'ONU, sont illégales au yeux du gouvernement irakien, puisqu'elles travaillent sans son autorisation, s'inter-

rogent désormais sur la conduite à tenir, de même que leurs employés locaux - et c'est plus grave pour eux, - qui savent qu'ils seront les premiers visés.

« L'amnistie décrétée par Saddam Hussein ne s'applique pas aux espions et, pour lui, toute personne qui a des contacts avec des étrangers est un espion », affirme Ziad,

malheureux, M. Talabani, il affirme : « Il peut revenir, mais en tenant compte de la nouvelle réalité. » Quant aux combattants de l'UPK réfugiés le long de la frontière irakienne, il déclare : « S'ils passent en Iran, on ne les poursuivra pas ; mais on ne tolérera pas longtemps qu'ils restent le long de la frontière avec leurs armes. Pour le moment, nous n'avons aucune preuve que l'Iran les aide, mais nous suivons la situation très attentivement. »

Pour l'avenir du Kurdistan, M. Barzani s'en tient à la demande du Parlement kurde et veut obtenir la formation d'un Etat fédéral en Irak qui protégerait les droits du peuple kurde. Demande qu'il devra bien négocier avec Bagdad et que les Kurdes n'ont jamais pu obtenir jusqu'à maintenant. En attendant, le PDK doit d'abord prouver qu'il peut contrôler le Kurdistan tout entier, un objectif trop ambitieux aux yeux de nombreux Kurdes, qui craignent de voir Bagdad suppléer petit à petit aux insuffisances du PDK.

Françoise Chipaux

secrétaire d'une ONG. « Le PDK nous donne des assurances verbales sur notre protection, mais que valent-elles face à la Sécurité irakienne ? », s'interroge-t-il. Aux dires mêmes de Sami Abdelrahmane, membre du bureau politique du PDK, l'entrée de la Sécurité irakienne à Erbil derrière l'armée « était une rupture de l'accord » conclu entre le PDK et Bagdad pour la prise de cette ville. Si ce premier accord a été rompu par l'Irak, pourquoi n'en serait-il pas de même pour ce qui concerne la protection que M. Barzani affirme pouvoir donner aux ONG et à leurs employés locaux ?

M. Barzani, qui avoue avoir été « surpris » par l'effondrement total de l'UPK, voudrait tenter maintenant de reconstruire un semblant de pouvoir kurde, « avec un gouvernement élargi aux autres partis », qui sont très minoritaires, et souhaite l'organisation, dans quelques mois, d'élections « sous contrôle international ». A propos de son rival

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0466 4 I 0220 EAU /AFP-SR70
Irak-Kurdes

La plupart des réfugiés commencent à regagner Souleimanieh, selon l'ONU

DUBAI, 13 sept (AFP) - La plupart des Kurdes qui avaient fui les combats inter-kurdes dans le nord de l'Irak ont commencé à revenir vendredi dans la région de Souleimanieh, a indiqué un responsable de l'ONU à l'AFP.

"La plupart des personnes déplacées sont retournées à Souleimanieh", a précisé, sans pouvoir avancer de chiffre, ce responsable, qui se trouve dans le nord irakien et qui a requis l'anonymat. Il a indiqué que la situation dans la ville "est calme".

Des dizaines de milliers de Kurdes avaient fui vers la frontière iranienne lors des combats entre formations kurdes rivales qui avaient permis au Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), allié à Bagdad, de prendre le contrôle de la région de Souleimanieh.

Le ministère iranien de l'Intérieur a parlé mercredi de 39.000 personnes assistées sur le sol iranien, mais ce chiffre, selon des estimations partielles de l'AFP, était dépassé jeudi. Le ministère avait également fait état de 160.000 personnes aidées sur le territoire irakien.

Le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés a pour sa part signalé mercredi la présence de 15.000 personnes dans les vallées au nord de la ville irakienne de Penjwin, près de la frontière avec l'Iran.

at/hel/bir tf

AFP /AA1234/131421 SEP 96

FRS0539 4 I 0271 TUR /AFP-BX30

Turquie-Kurdes

61 rebelles kurdes et 7 soldats turcs tués en Turquie

ANKARA, 14 sept (AFP) - Au total 61 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et sept soldats turcs ont été tués samedi lors d'opérations militaires et de combats dans l'est et le sud-est de la Turquie, a annoncé la super-préfecture de Diyarbakir.

Trente-trois de ces rebelles ont été tués lors de combats dans la région de Catak dans la province de Van, située à la frontière avec l'Iran, indique un communiqué de cette préfecture, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Vingt-deux autres maquisards kurdes ont été tués dans la région de Sirnak, à la frontière avec la Syrie et l'Irak, et six autres dans la région de Nusaybin dans la province de Mardin, située à la frontière avec la Syrie, indique le document, cité par l'agence Anatolie.

Ces combats ont fait sept morts dans les rangs de l'armée turque.

Plus de 200 maquisards du PKK ont été abattus lors d'opérations militaires et de combats depuis le début du mois de septembre, indique le communiqué.

En août, 291 rebelles kurdes avaient été tués par l'armée turque lors de combats, avaient annoncé les autorités sans émettre de bilan dans les rangs de leurs forces de sécurité.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, frontalier avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée d'Ankara ont fait plus de 22.000 morts --civils, militaires, policiers et rebelles-- en douze ans.

CE/cho

tf

AFP /AA1234/141843 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P.

A.F.P.

FRS0741 4 I 0444 CHY /AFP-CX32

Irak-Kurdes-USA lead

M. Barzani demande aux Etats-Unis d'assurer la sécurité des Kurdes

SALAHEDDINE (nord de l'Irak), 14 sept (AFP) - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) Massoud Barzani a appelé samedi les Etats-Unis et les pays d'Europe à assurer la sécurité des Kurdes dans le nord de l'Irak, et annoncé la reprise des activités des organismes autonomes kurdes la semaine prochaine.

"Je demande aux Etats-Unis et aux pays d'Europe de nous défendre. A défaut, nous sommes libres d'en appeler à d'autres" forces, a-t-il prévenu dans une conférence de presse à Salaheddine.

La ville de Salaheddine est située à une trentaine de kilomètres au nord-est d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien et dont les partisans de Barzani ralliés à Bagdad ont pris le contrôle fin août. Le PDK avait ensuite conquis, en dix jours, la quasi-totalité du Kurdistan.

"Les Kurdes ont besoin d'une sécurité internationale et cette sécurité doit leur assurer une défense contre quiconque, car la prétendue sécurité mise en place a fait défaut lorsque nous avons fait face aux bombardements turcs et iraniens", a-t-il ajouté.

Justifiant son ralliement aux autorités de Bagdad, il a indiqué qu'il était "sous haute pression", le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) Jalal Talabani, son rival, recevant selon lui une importante assistance de l'Iran. "Nous avons demandé aux Américains de nous défendre, mais ils n'ont rien fait. C'est alors que nous leur avons dit: nous nous trouvons dans l'obligation de nous tourner vers d'autres" parties.

"A présent, il n'y a pas lieu de s'inquiéter, aucun soldat irakien ne se trouve dans les régions kurdes", a en outre affirmé M. Barzani qui a invité les Américains à surmonter leurs craintes.

L'opposition irakienne a affirmé samedi que des responsables des services de sécurité du régime de Saddam Hussein s'étaient installés dans le Kurdistan, à la suite de la prise de contrôle de cette région par les partisans de M. Barzani.

Par ailleurs, le chef du PDK a annoncé la reprise, dès la semaine prochaine, des activités des organismes autonomes kurdes et la nomination par le Parlement kurde "après consultations avec tous les principaux partis" d'un nouveau gouvernement autonome.

Il a indiqué que "dans la prochaine étape, aucun parti, pas même le PDK, n'aura plus le droit d'avoir une force militaire". "Une armée propre au Kurdistan irakien sera créée et toutes les milices seront démantelées", a-t-il encore affirmé.

Il a enfin souligné la nécessité du rattachement à la région autonome de la ville de Kirkouk, riche en pétrole, dans tout projet de fédération.

nj/nab/hel/cho tf

AFP /AA1234/142257

SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P.

A.F.P.

FRS0528 4 I 0287 EGY /AFP-BW12

Ligue-Irak-Turquie

Zone de sécurité en Irak: les Arabes veulent dissuader la Turquie

LE CAIRE, 14 sept (AFP) - Les pays arabes vont tenter de dissuader diplomatiquement la Turquie d'établir une zone de sécurité dans le nord de l'Irak, a affirmé samedi le ministre irakien des Affaires étrangères Saïd al-Sahaf.

"Les frères arabes sont unanimes à rejeter ces mesures et à vouloir s'adresser diplomatiquement à la Turquie au sujet de cette situation dangereuse", a déclaré M. Sahaf aux journalistes, en marge de la 106ème session de la Ligue arabe qui a débuté samedi au Caire.

Il a estimé que la "décision turque n'était basée sur aucune résolution du Conseil de sécurité de l'ONU et il s'agit donc d'un acte politique sans fondement légal".

M. Sahaf a affirmé que "les pays arabes sont unanimes à rejeter la démarche que la Turquie envisage d'entreprendre au nord de l'Irak, car ceci fera couler du sang arabe et turc".

Il a ajouté que l'Irak a "soumis des demandes qui ont été approuvées" par le Conseil de la Ligue arabe.

Interrogé sur le contenu de ces demandes, M. Sahaf a répondu avoir "expliqué aux frères arabes que l'imposition de zones d'exclusion aérienne sur le nord et le sud de l'Irak est une décision unilatérale prise par trois pays: les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France".

M. Sahaf a souligné que la France "réexaminait actuellement sa position" sur cette question.

La Turquie avait annoncé à la suite des bombardements américains sur le nord de l'Irak le 3 et 4 septembre, qu'elle envisageait d'établir une zone de sécurité au nord de l'Irak pour "empêcher des opérations de guérilla du Parti des Travailleurs Kurdes (PKK, séparatiste).

mk-lr/sk/es

tf

AFP /AA1234/141834

SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P.

A.F.P.

FRS0081 4 I 0322 IRA /AFP-DV53

Iran-Kurdes

Talabani et ses principaux collaborateurs se trouvent en Iran

TEHERAN, 15 sept (AFP) - Le chef kurde irakien hostile à Bagdad, Jalal Talabani, et ses principaux collaborateurs militaires se trouvent en Iran, où ils essayent de se réorganiser, a-t-on appris dimanche auprès de sources kurdes et iraniennes informées.

"M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), se trouve dans le Kurdistan iranien et il se déplace en différents points de la frontière", a-t-on précisé de mêmes sources.

Il s'est adressé "à plusieurs reprises, au cours des derniers jours, à ses compatriotes", réfugiés en Iran après la défaite de l'UPK devant les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani, allié à Bagdad).

Plusieurs journalistes et photographes iraniens ont affirmé avoir vu M. Talabani dans la région frontalière de Baneh, dans le Kurdistan iranien.

Le commandant en chef des forces de l'UPK, Chokat Haj-Mochir, un membre influent de l'UPK, Dalir Abdel Karim, ainsi que le directeur de la télévision de l'UPK, Abbas Abdel Razagh et le "ministre" de la Reconstruction du "gouvernement kurde" (non reconnu par la communauté internationale), Abdel Ghahar Aziz Ali, se trouvent également en Iran.

Dans un communiqué publié jeudi, l'UPK avait affirmé que M. Talabani se trouvait toujours dans le Kurdistan d'Irak, le représentant de l'UPK à Londres, Latif Rachid, précisant que M. Talabani se trouvait toujours "dans la province de Souleimanieh".

Les forces du PDK avaient pris lundi la ville de Souleimanieh, bastion de l'UPK dans le nord de l'Irak, au terme d'une avancée qui lui a permis en dix jours de contrôler l'ensemble des zones kurdes du nord de l'Irak.

Selon le ministère iranien de l'Intérieur, quelque 40.000 réfugiés kurdes irakiens qui ont fui les combats entre les factions kurdes dans le nord de l'Irak se trouvent sur le territoire iranien.

kd/Kar tf

AFP /AA1234/150946

SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, SEPTEMBER 16, 1996

In Turkey, Only Silence

Prime Minister Bafflingly Quiet on Iraq

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — For years before he came to power in June, Prime Minister Necmettin Erbakan preached the gospel of Muslim solidarity and promised that his Islamic-based Welfare Party would build a mighty alliance uniting Turkey with Iran, Iraq, Syria and other nearby countries.

When fighting broke out in northern Iraq two weeks ago, many Turks waited anxiously to see how Mr. Erbakan would react. But to the surprise of almost everyone, he has not reacted at all.

The clashes between Kurdish groups backed by Iran and Iraq have apparently left Mr. Erbakan's grand dream of an "Islamic NATO" in shambles. His reaction to the first regional crisis of his tenure has been to disappear from public view.

To the astonishment of Turkish voters and the disappointment of many supporters, Mr. Erbakan, who as an opposition leader denounced the 1991 war against Iraq as "Zionist aggression," has had nothing to say about the U.S. missile attacks on Iraq this month. Nor has he made any effort to mediate between Iran and Iraq or to influence warring factions of the Kurds, who are also Muslims.

The Turkish press has been full of images of Foreign Minister Tansu Ciller meeting with top military officers and U.S. diplomats over such issues as the raids on Iraq, Turkey's desire to control a strip of northern Iraq as a "security zone" and U.S. plans to evacuate thousands of pro-U.S. Kurds from Iraq.

Mr. Erbakan's silence on these issues is a striking contrast to his fiery cam-

paign language last year. Militants in the Welfare Party have become restive, setting off feuds that could seriously weaken both the party and Turkey's fragile coalition government.

"There is not a single word from Erbakan," former Prime Minister Mesut Yilmaz said. "Right now, Turkey is not being governed. The problem is not that they are following wrong foreign policies, but that there are no policies."

News commentators have also expressed surprise at Mr. Erbakan's virtual disappearance at such a crucial moment. "Where Is Erbakan?" the Istanbul daily newspaper Milliyet asked in a front-page headline.

"The foreign policy Erbakan wanted to establish on the illusion of Muslim brotherhood has collapsed," said a columnist in Sabah, another major newspaper. "The prime minister has gone on vacation at a time when the capital should not be left empty."

Faced with the reality of bitter hostility among Islamic nations and pressed by Mrs. Ciller and the Turkish military to maintain the country's traditional pro-Western policies, Mr. Erbakan has evidently chosen to fade from the political scene, at least temporarily.

He was stung by domestic and foreign criticism of his recent trip to Iran, and declined an invitation to visit Libya for a revolutionary celebration Sept. 1, the day after the conflict between Kurdish factions erupted in Iraq.

Several Arab countries have expressed strong opposition to Turkey's plan for the "security zone" inside Iraq, saying it would be a violation of Iraqi sovereignty. Mr. Erbakan has sought neither to block the plan nor to defend it to the Arab leaders.

Paris, Monday, September 16, 1996

Anti-Saddam Effort Cost CIA \$100 Million

By R. Jeffrey Smith
and David B. Ottaway

Washington Post Service

WASHINGTON — Iraqis interested in toppling their president have for several years made their way to a compound of four houses on a hill in the city of Salah ad Din, in Kurdish northern Iraq, where a small team of American CIA officers has been helping to implement a classified 1991 U.S. presidential order to oust Saddam Hussein.

Hands outstretched, dissident Kurds and other Iraqis asked for and received tens of millions of CIA dollars. They spent the money on light arms and ammunition, communications gear, publishing materials, broadcasting equipment, cars and trucks, food and medicine — all items they said they needed to harass Mr. Saddam, foment a revolution or plot a palace coup.

Egged on by lawmakers and policy officials, the CIA's leadership found it hard to say no to anyone who asked for assistance to oppose Mr. Saddam.

Dissidents set off some bombs, recruited defectors, fought a brief military battle with Iraqi troops in March 1995 and took hundreds of Iraqi Army prisoners, not at the CIA's explicit direction, but with its strong encouragement and financial support.

After spending around \$100 million since 1991 on the anti-Saddam campaign, however, the Central Intelligence Agency has strikingly little to show for it, according to administration, congressional and Iraqi dissident sources.

A military sweep across northern Iraq in the last two weeks by Kurdish

forces backed by Baghdad has left the major CIA effort in the Kurdish region in tatters. For years the two principal Kurdish separatist groups drew support from the CIA, but last month one of them abruptly allied with Mr. Saddam and drove the other eastward. Many members and sympathizers of a CIA-supported umbrella organization in the area have been captured, killed or surrounded by military forces.

Other mostly non-Kurdish dissident groups and individuals financially sustained by the CIA have also failed to seriously harm Mr. Saddam. As the Defense Intelligence Agency said in a recently declassified report to Congress, "Saddam's departure from the Iraqi political scene does not appear imminent."

The picture that emerges from an investigation by The Washington Post is of a covert program born in the intense U.S. anger over Mr. Saddam's actions at the time of the Gulf War.

As one intelligence official said, covert action was potentially the "10 percent" solution. It was meant to complement the public U.S. and allied campaign to contain Iraq through a military buildup in the region, air patrols over much of its territory, economic embargoes, United Nations weapons inspections, and diplomatic isolation, a campaign that the official said had amounted to around 90 percent of the overall U.S. effort.

Although no U.S. order was given to any Iraqi dissident to kill Mr. Saddam, the CIA provided funds to groups that it knew were attempting to do so. When the covert program was expanded early this year, the agency was even author-

ized by the White House to support acts of sabotage inside Iraq that would create an image of a country descending into chaos. It is unclear, however, whether any of these acts were carried out.

From the outset, Washington had no idea who might replace Mr. Saddam if the program succeeded. However, U.S. officials fretted — along with Saudi Arabian, Jordanian, and Turkish officials kept informed about the effort — that if Mr. Saddam's replacement did not hold the country together, neighboring Iran would effectively grab a chunk of Iraqi territory and gain new regional influence.

The program's recent expansion partly reflected Washington's growing impatience with Mr. Saddam, as well as a CIA estimate that he had suddenly become more vulnerable. As a result, Washington threw its weight behind a Jordanian-based group of former Iraqi military officers and government officials that claimed it could engineer a coup. But the group, called the Iraqi National Accord, was penetrated by Mr. Saddam's security agents, and the Iraqi government arrested and likely executed as many as 100 people suspected of involvement with it.

In the end, the longer-running CIA effort in northern Iraq was undermined by persistent infighting among the Kurdish groups that controlled the area. It was the unforeseen alliance between Mr. Saddam and the Kurdistan Democratic Party, a group that had benefited at least indirectly from CIA funding, that enabled Iraqi forces to move northward and forced the CIA team to flee the country on Aug. 28.

**

Some U.S. intelligence officials now say that Mr. Saddam may still be slain by someone able to penetrate his praetorian guard. But if so, they add, the plot will likely unfold without CIA help. As one official involved in the effort said, "There are two great realities that govern here. First, if we know about it, Saddam does due to the intensity of his security precautions. Second, if someone comes to us needing help to mount a coup, they are probably incapable of pulling it off."

A U.S. presidential finding authorizing a covert action to topple Saddam Hussein was signed by President George Bush in May 1991, less than three months after U.S. and allied military forces had driven Iraqi troops from Kuwait. At the time, Mr. Bush was being heavily criticized in Washington for having publicly called on Iraqis to "take matters into their own hands" to oust Mr. Saddam, but withholding U.S. military support.

"It was a minimal program," said a former senior Bush administration official familiar with the presidential directive.

The CIA began by contacting whoever its analysts and regional station chiefs thought might form the nucleus of a credible opposition, including Kurdish leaders in northern Iraq, Iraqi exiles in Europe and members of a group of Iraqi prisoners who had refused to be repatriated at the end of the war. One person who reportedly attracted early Saudi and U.S. support was Salah Omar Ali Tikriti, a former member of Iraq's ruling Ba'athist Party who had once been Iraq's information minister but broke with Mr. Saddam when Iraq invaded Kuwait.

Together with a former Iraqi intelligence chief named Ayad Alawi, who had broken with Mr. Saddam and left Iraq in 1971, Mr. Omar Ali had helped establish the National Accord opposition group, which later received substantial CIA support. With U.S. encouragement, the group set up a radio station called the Voice of Free Iraq, which operated from Saudi territory and called on the Iraqi

people to overthrow Mr. Saddam. But the National Accord fragmented in 1991.

By 1992, the CIA had fixed its gaze on other Iraqi dissidents, including two rival Kurds: Massoud Barzani, a tribal chieftain and leader of the Kurdistan Democratic Party since 1970, and Jalal Talabani, who had broken with the party in 1975 to found the Patriotic Union of Kurdistan. But neither had any substantial standing outside northern Iraq.

The CIA's idea was to unite these two Kurdish groups with other organizations in northern Iraq under an umbrella organization, the Iraqi National Congress. By financing that organization, the agency reasoned, Washington might be able to keep peace between the Kurds, deter Iraqi forays in the north, and provide a public forum for stirring up

The Baghdad-backed Kurdish military sweep in the last two weeks has left the major CIA effort in tatters.

popular opposition to Mr. Saddam. Under pressure from Turkey, however, Washington remained consistently opposed to the two Kurdish groups' own principal motivation: their historical dream of political autonomy. This difference in views produced immediate tensions between the CIA and the Kurdish groups, reflected in part by Washington's refusal to supply grenade launchers, anti-armor projectiles and other sophisticated weaponry the Kurds demanded.

"Their claim was that they could take Mr. Saddam down, and all they needed was a little bit of support from the United States," said a former U.S. government official who followed the program closely. After Bill Clinton's election in 1992, new appointees at the CIA and the National Security Council took a close look at the program and concluded it did not amount to much. As a result, the CIA and Mr. Clinton proposed to cut spending for the program, by one account slicing its budget by as much as 50 percent. A few law-

makers supported the plan, but a larger number on Capitol Hill — egged on in part by Kurdish protest faxes — expressed outrage at Mr. Clinton's proposal and demanded to know how Washington could possibly slacken its effort to oust a dictator as odious, they said, as Mr. Saddam. The result was that millions of dollars in funding for the anti-Saddam effort that the administration had proposed to cut wound up being restored.

By mid-1994, the CIA decided that it needed a handful of officers on the ground to keep an eye on the operations of the National Congress and its Kurdish members. Several case officers, including a veteran of the agency's covert action program in Afghanistan, were sent to open an office in Salah ad Din, on

CIA in carrying out a plot to attack Iraqi military encampments on the edge of the Kurdish region and produce a "rolling coup" that would gain strength from subsequent revolts in Mosul and other cities.

After Mr. Samarra gained the backing of Ahmed Chalabi, head of the National Congress's executive, and Mr. Talabani, but not Mr. Barzani, he and his supporters announced in mid-March last year that they had started a coup. The National Congress and Kurdish forces had considerable, if fleeting, success. Hundreds of Iraqi soldiers defected or were captured, but a wider Iraqi military rebellion failed to materialize. Mr. Samarra bolted Iraq for Damascus, where he lives now.

Several Iraqi dissident sources claim that the effort might have succeeded had Washington not withheld a promised aerial bombardment of Iraqi military positions in the north. But a Clinton administration source dismisses this claim, saying Mr. Samarra "appeared to be one in a long list of people saying, 'I'm the man to bring Saddam down for you.'"

Several administration officials said the episode provoked more bad blood between Mr. Talabani and Mr. Barzani, and contributed to a steep decline in the fortunes of the National Congress at CIA headquarters in 1995.

The CIA shifted a chunk of the program's resources from the National Congress to the old National Accord, then based in Jordan and marketing itself to Washington as the prospective architect of a quick, clean decapitation of the Iraqi regime.

After building up contacts inside Iraq, Mr. Alawi bragged last summer that disaffected army officers allied with the group had stolen some field radios from a depot in Amarah and were using them to communicate with dissident officers. But Mr. Saddam had penetrated the group and "began to roll up networks," particularly targeting Amarah, according to a U.S. official.

John Lancaster in Cairo and Jonathan C. Randal in Salah ad Din contributed to this report.

The Idea of Helping Iraq to Break Up Has Its Merits

By Stephen S. Rosenfeld

WASHINGTON — The latest round of troubles brewed by Saddam Hussein has produced anxious American discussion of possible military responses. These deliberations need to proceed smartly, but perhaps it also is time to throw some political responses into the policy pot.

Specifically, would it now be opportune for the United States and others to alter their historic commitment to the territorial integrity of Iraq and to start exploring ways to give state status to its Sunni, Shiite and Kurdish parts?

The reality of Saddam Hussein's continuing menace gives cause to weigh an idea — helping Iraq collapse internally — that could not muster much support before.

Here I borrow heavily from a call to dismember Iraq published by the Massachusetts

Institute of Technology scholar Daniel Byman in the fall issue of National Interest.

For an absorbing account of how British diplomacy invented Iraq as an oil preserve, drawing borders of imperial convenience and importing a pliant leadership, see Janet Wallach's new biography of Gertrude Bell, "Desert Queen." Iraq's Shiites, Sunnis and Kurds "never really congealed," Ms. Wallach concludes.

Says Daniel Byman: "The U.S. commitment to the territorial integrity of Iraq was mistaken [in the Gulf War] and remains ill-considered now. Opponents of Iraq's dismemberment argue that an intact Iraq is necessary to balance Iran, that a separate Kurdish state would destabilize Iraq's neighbors and that a new

[Shiite] entity would tilt toward Tehran.

"In reality, however, an Iraqi breakup would pose little threat to U.S. allies — including Turkey, with its large Kurdish population. Iran's ideological appeal to Iraqi [Shiites] is limited at best, and any tilt in the regional balance of conventional forces in favor of Iran could easily be countered by U.S. power.

"On the positive side of the ledger, the division of Iraq into three entities would eliminate the Iraqi threat to the oil-rich Gulf states, end the Ba'athi quest for nuclear weapons, free the [Shiites] and Kurds from oppression, and remove Baghdad from the list of revisionist rogue states."

Mr. Byman is swimming against the consensus, and he

does a good job in opening for further debate a policy position that has been poorly tested under the conditions of American bipartisanship that have existed through the '90s. His observations on American policy ring especially clearly.

Bill Clinton has followed George Bush in agreeing that Saddam Hussein is bad news. Mr. Clinton also has followed Mr. Bush in fearing that Saddam's overthrow, if it came, would portend a collapse of order in Iraq. This leaves a policy based on the wishful thinking of a "third way" — a unified post-Saddam Iraq under a moderate successor devoted to internal harmony and a responsible foreign policy. It's a dream.

People are right to be squeamish about redrawing boundaries. Yugoslavia's ordeal is a fresh reminder of the perils. But Mr. Byman surely is

right to say that "elevating territorial integrity to a principle in the name of preventing unrest can have the perverse effect of perpetuating a violent state in order to prevent the widespread violence usually associated with secession."

That is where we are now. Favor for territorial disintegration is not the only difficult new political idea that events in Saddam Hussein's Iraq are forcing upon a reluctant and dazed American political community. Another idea is a revised relationship with Iran in order to bring into play a plausible regional balance of power.

Bill Clinton, hip-deep in a re-election campaign, may have a problem moving beyond small and cautious responses. The man sworn in as president next January will have no such excuses.

The Washington Post.

washingtonpost.com

North Iraqi Kurds Reach Turkey

Next Stop Guam for Up to 2,500 Refugees With U.S. Ties, Official Says

By Kelly Couturier

Special to The Washington Post

Monday, September 16 1996; Page A14

The Washington Post

DIYARBAKIR, Turkey, Sept. 16 (Monday) -- Hundreds of refugees crossed from northern Iraq into Turkey on Sunday as a U.S. operation to evacuate Iraqis who had worked for U.S.-sponsored aid programs, including Operation Provide Comfort, got underway.

After walking across the Habur bridge, which separates northern Iraq from southeastern Turkey, the first group of refugees, including ethnic Kurds and Turkmens, was taken to a holding area near the border town of Silopi, about 70 miles southeast of Diyarbakir. From there, they were put on buses bound for the municipal airport here.

Escorted by armed Turkish police and soldiers, the buses arrived here late Sunday, but the weary evacuees were unable to leave Turkey because of a mechanical problem with their chartered DC-10, said Frank Ricciardone, deputy chief of mission at the U.S. Embassy in Ankara.

Ricciardone said that the first group of evacuees, which included men, women and many children, will leave on a midday flight Monday and that the rest of an estimated 2,500 evacuees will leave on chartered flights throughout the week.

The refugees, who arrived at the airport dragging suitcases, nylon sacks and plastic bags full of belongings, will be flown to Guam, Ricciardone said, where they will live in unused military housing for two to three months. After that, he said, they will be allowed to enter the United States as refugees.

Ricciardone praised the work of southeastern Turkey's regional governor, the Turkish Red Crescent relief agency and Turkish security forces in the region in ensuring the smooth, rapid

evacuation of the refugees.

The Turkish government reportedly agreed to cooperate in the operation on condition that the refugees leave Turkey as quickly as possible. Turkey -- which is fighting a Kurdish insurgency of its own -- is not willing to accept refugees from the latest northern Iraqi crisis as it did in 1991, when more than a million Iraqi Kurds streamed across the border. The United States reportedly also asked Germany and Britain to accept the refugees on a temporary basis, but they refused.

Ricciardone described the scene at the border earlier in the day as one of "people who were very worried about their future [but] coming into freedom. We saw a wonderful story beginning."

He said that about 300 of the evacuees had come from the town of Zakhu, where they had worked for a number of U.S. relief programs -- including Operation Provide Comfort, the five-year American-led effort to sustain Iraq's Kurdish population in de facto independence from the Baghdad government of President Saddam Hussein. The others were their relatives.

At the holding area near Silopi -- an area also used to lodge religious pilgrims traveling to Mecca -- the evacuees reportedly expressed weariness and uncertainty about the future. The Silopi camp also became the temporary home to some of the Kurds who fled in 1991 after Saddam ordered his troops to crush a Kurdish uprising following the Persian Gulf War.

@CAPTION: Kurds Arrive in Turkey

The first group of Kurds from northern Iraq enter Turkey at the Habur border crossing near Silopi, Turkey. About 2,500 northern Iraqis, mostly Kurds, who worked for U.S.-led missions including Operation Provide Comfort, have been given permission to stay in Turkey temporarily while awaiting transport to the United States, where they are expected to be granted asylum.

@CAPTION: Staff members of the Turkish Red Crescent aid group, above, set up a tent near the Iraqi border to interview some of the hundreds of Iraqi Kurds who worked for the U.S.-led aid effort in northern Iraq and are now seeking asylum in the West. At left, some of the refugees arrive at a camp in Silopi, Turkey.

@CAPTION: Kurdistan Democratic Party guerrillas, at left and right, guard captured Patriotic Union of Kurdistan foes at a KDP checkpoint in northern Iraq. (Photo ran in an earlier edition)

© Copyright 1996 The Washington Post Company

Les Etats-Unis sont prêts à engager, seuls, une riposte contre l'Irak

Malgré la décision de Bagdad, annoncée vendredi 13 septembre, de suspendre les tirs de missiles contre les avions occidentaux, Washington continue ses préparatifs militaires et consulte ses alliés

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 SEPTEMBRE 1996

PROCHE-ORIENT Les Etats-Unis ont décidé de continuer leurs préparatifs militaires en vue d'une réplique « vigoureuse » après les tirs de missiles irakiens contre les avions américains et occidentaux qui patrouillent dans les zones d'exclusion aérienne au nord et au sud du pays, et ce malgré la décision de Bagdad annoncée, vendredi 13 septembre, de suspendre ces tirs. ● LA DÉCISION IRAKIENNE complique la tâche des Etats-Unis, car ce geste de détente a

été fait au moment où Washington s'efforce de convaincre ses alliés de la nécessité d'une riposte contre Bagdad pour sauvegarder ses intérêts pétroliers dans la région du Golfe. ● CET EMBARRAS illustre les lacunes de la diplomatie américaine sur le dossier irakien qui reste, depuis la fin de la guerre du Golfe, un casse-tête que les administrations successives, républicaine et démocrate, n'ont pas réussi à résoudre.

WASHINGTON

de notre correspondante

Refusant de se laisser séduire par l'annonce, faite par Bagdad, de la fin des tirs de missiles contre les avions occidentaux, l'administration américaine continue de renforcer son dispositif dans le Golfe, tout en tentant de raffermir la coalition alliée autour de ses positions.

Comme prévu, huit bombardiers furtifs F-117A, spécialistes des raids de nuit, précis et indétectables, ont atterri, vendredi 13 septembre, dans la soirée, au Koweït. Quatre B-52 sont déjà arrivés sur la base de Diego Garcia dans l'océan Indien. Le porte-avions *Enterprise* continue sa route de la Méditerranée vers le Golfe, où il va rejoindre un autre porte-avions, le *Carl-Vinson*. Vendredi, le Pentagone a annoncé le départ prochain de 5 000 soldats pour des manœuvres au Koweït, qui s'ajouteront aux quelque 20 000 hommes stationnés dans la région. Très prudents quant à la signification profonde de l'apparent revirement irakien, les Etats-Unis sont déterminés à ne pas se laisser prendre au dépourvu : « Les mots sont bienvenus, mais ce sont les actes qui nous importent », a souligné, sur la chaîne ABC, Tony Lake, conseiller du président Bill Clinton pour la sécurité nationale.

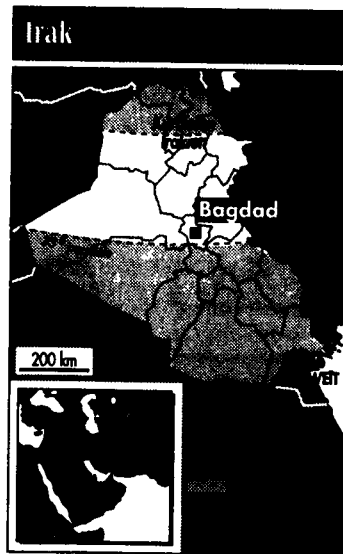
EXPLICATION

Parallèlement, l'effort diplomatique auprès des alliés a continué. A en croire la position officielle américaine, les pays alliés ont sans nul doute d'excellentes raisons de politique intérieure d'exprimer publiquement leurs réserves à soutenir l'action des Etats-Unis en Irak, mais en privé ils sont solidaires : « La coalition tient bon », a affirmé, vendredi, le porte-parole du département d'Etat, Nick Burns. « En privé, les pays arabes partagent largement [notre point de vue sur] la nécessité de contenir Saddam Hussein. »

Pourtant, un sérieux travail d'explication a visiblement été jugé nécessaire, puisque, après les entretiens qu'a eus, jeudi, à Paris,

Tirs suspendus « jusqu'à nouvel ordre »

L'Irak a annoncé, vendredi 13 septembre dans la soirée, son intention de « suspendre toute riposte à l'agression américaine (...) et ce jusqu'à nouvel ordre ». L'arrêt des tirs de missiles contre les avions qui patrouillent dans les deux zones d'exclusion aérienne que Bagdad ne reconnaît plus depuis le 3 septembre a été décidé lors d'une réunion du Conseil de commandement de la révolution et du parti Baas au pouvoir, présidée par Saddam Hussein. « La décision répond à une initiative russe et aux attitudes d'autres pays amis dénonçant l'agression militaire américaine », a indiqué un porte-parole, qui a expliqué que Bagdad souhaite qu'une solution « conforme au droit international » et permettant de « préserver les droits de l'Irak et sa souveraineté » soit trouvée pour mettre un terme à la crise. Ce porte-parole, cité par l'agence irakienne INA, a toutefois averti que, « si les Américains ouvrent le feu sur les forces irakiennes, celles-ci riposteront ». - (AFP)



même temps que le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, et que Tony Lake - par le président Clinton, de retour d'un voyage électoral en Californie.

Evidemment, l'initiative irakienne complique la tâche diplomatique des Etats-Unis, puisque ceux de leurs alliés qui étaient déjà hésitants sur l'usage de la force, la semaine dernière, peuvent maintenant faire valoir que Bagdad a fait un geste. Paris, notamment, indique-t-on de source diplomatique, considère l'annonce irakienne comme une mesure d'apaisement et espère que Washington saura saisir la balle au bond. De même, l'Arabie saoudite devrait être encore plus réfractaire qu'il y a une semaine aux arguments américains.

Cependant, même s'ils préféreraient de loin pouvoir s'appuyer sur un consensus parmi leurs alliés, les Etats-Unis peuvent se permettre d'agir seuls et sont déterminés à le faire s'ils décident que c'est nécessaire. Avec le dispositif qu'ils sont en train de mettre en place, ils peuvent tout à fait se passer des bases saoudiennes. Des « intérêts nationaux américains »

sont en jeu, que le porte-parole du département d'Etat définit comme « la circulation libre et sûre du pétrole ». « Nous avons des responsabilités dans le monde, renchérit le porte-parole de la Maison Blanche, Mike McCurry, et, s'il faut y aller seuls, nous irons seuls. »

Sur le plan intérieur américain, l'Irak n'est pas un enjeu électoral, du moins pas au stade actuel : non

seulement la politique étrangère est totalement absente de la campagne, mais Bill Clinton dispose pour le moment d'une telle avance dans les sondages sur son adversaire républicain Bob Dole qu'il n'a pas besoin d'un coup d'éclat en Irak pour espérer remporter le scrutin du 5 novembre. Il pourrait, en revanche, perdre des voix si cette riposte tournait mal.

Le président démocrate en est donc finalement réduit, une fois encore, à gérer au mieux cette crise, en remettant à plus tard la recherche d'une vraie solution qui, dans l'esprit des Etats-Unis, prisonniers de leur propre politique, passe inéluctablement par la personne de Saddam Hussein.

Sylvie Kauffmann

Le Monde - 15/16 septembre 1996

Le personnel des organisations humanitaires commence à être évacué du Kurdistan

Bagdad a exclu de son amnistie les Kurdes qui ont travaillé pour les ONG ou les associations d'assistance

ZAKHO

de notre envoyée spéciale

L'angoisse est montée d'un cran, vendredi 13 septembre, parmi les employés locaux des organisations humanitaires qui travaillent au Kurdistan, après l'annonce par les Etats-Unis de l'évacuation de plus de 2 000 personnes. A cette nouvelle s'est ajoutée une déclaration de Bagdad qui exclut nommément de l'amnistie offerte aux personnels kurdes « les personnes ayant travaillé pour les organisations non gouvernementales [ONG] et les associations d'assistance ». Cette dernière mention paraît viser les employés des agences de l'ONU, qui n'ont pas reçu l'autorisation du ministère irakien des affaires étrangères, indispensable à tout citoyen qui est employé par un organisme étranger, ambassade ou non.

L'évacuation promise par les Etats-Unis, qui rappelle un peu la débâcle vietnamienne, mais mieux organisée, concerne les employés locaux du Military Coordination Center (MCC), l'organisation de coordination de l'opération de surveillance aérienne des alliés au-dessus du 36^e parallèle, basée à Zakho, et ceux du bureau américain d'assistance des désastres à l'étranger (OSFDA), qui avait des antennes dans les trois gouvernorats du Kurdistan. Les ONG qui ont travaillé pour l'OSFDA sont aussi concernées par cette évacuation qui englobe les familles. Les Etats-Unis ont obtenu le feu vert d'Ankara pour installer ces personnes trois mois en Turquie, le temps de leur trouver un point de chute.

De son côté, l'Union européenne (UE) prépare un plan d'évacuation pour les employés du

bureau humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) et pour ceux des ONG qui ont travaillé pour celui-ci. « Il n'est pas concevable qu'une organisation qui travaille dans l'humanitaire ne s'occupe pas des gens qui ont travaillé avec elle », affirme, à Dohouk, le coordinateur d'ECHO, Urrea German. « Nous sommes sur le départ. Nous attendons seulement de voir si les employés ont reçu l'autorisation de rentrer en Turquie », indique pour sa part le représentant d'une ONG française. Selon M. German, cette évacuation d'expatriés européens concernerait 6 000 personnes, si on inclut tous les personnels - secrétaires, assistants, gardes et agents de service - et leurs familles. Ce nombre tomberait à 2 000 si seul le personnel administratif était concerné.

Mais tous ceux qui demanderaient à partir pourraient toutefois le faire. Le coordinateur européen devait prendre contact, dès samedi 14 septembre, avec Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), maître de la région, pour étudier quelle sécurité ses hommes peuvent éventuellement assurer aux ONG. La question est toutefois de savoir, comme l'affirme un observateur, « qui est responsable aujourd'hui de la sécurité au Kurdistan : M. Barzani, le gouvernement irakien ou les deux ? Il n'y a plus de frontière entre le territoire contrôlé par Bagdad et la zone de protection des alliés. Donc, la situation est trop dangereuse pour tous ». Même si M. Barzani, comme c'est probable, veut réellement protéger les ONG, en a-t-il vraiment les moyens ?

Les employés des agences de

l'ONU se sont pour leur part réunis avec le coordinateur des affaires humanitaires au Kurdistan, Stafford Clarry, pour lui demander quelle sécurité pouvait leur être garantie et si les Nations unies pouvaient clarifier leur situation avec Bagdad.

PASSEPORT COÛTEUX

Officiellement, l'ONU, qui opère en toute légalité au moins pour ses expatriés, n'a pas fait connaître ses intentions. « La seule réponse que j'obtiens de mon chef, affirme un employé local, est : « Ne vous inquiétez pas. », mais, au-delà de cette phrase, je ne sais rien et je m'inquiète, notamment pour ma famille. »

Si toutes ces personnes devaient être évacuées, leur nombre pourrait s'élever à plus de 10 000, et cela signifierait la fin de tous les programmes d'assistance mis en place au Kurdistan depuis plus de cinq ans. « Nous avons dépassé au Kurdistan le stade de l'urgence pour atteindre celui du développement avoué, quelque peu amer, un expatrié d'une ONG ; et maintenant, tout est remis en question. » La perspective de ces départs massifs n'enchantent sûrement pas M. Barzani, qui a toutefois précisé que tout le monde était libre de s'en aller.

Les employés locaux des agences étrangères, qu'ils travaillent pour des ONG ou qu'ils dépendent de l'ONU, se montrent dans leur immense majorité favorables au départ, même si certains avouent leur crainte de l'inconnu. Beaucoup ont déjà commencé à jeter tous les certificats de bon travail qui leur avaient été remis, au

cours de ces cinq dernières années, par des organismes étrangers.

En attendant, le prix du passeport que l'on peut se procurer au marché noir, a augmenté : il atteint 2 500 francs, s'il s'agit d'un document usagé, et 10 000 francs, si ce titre de voyage est neuf. Mais, après cette première opération, encore faut-il se procurer un visa pour la Turquie, pays le moins inaccessible. Son coût varie de 2 000 francs, si l'on est prêt à attendre cinq ou six mois, à plus de 10 000 ou 15 000 francs, si l'on est prêt à partir, ce qui devient le cas de beaucoup. Cependant, ces sommes dépassent largement les moyens de qui veut emmener sa famille.

Si les conditions d'aujourd'hui ne sont pas encore comparables à celles de 1991, qui avaient entraîné un exode massif de la population kurde, il n'en reste pas moins que la fuite devient une préoccupation largement partagée au Kurdistan, qui a basculé, en deux semaines, dans une situation totalement imprévisible.

Françoise Chipaux

Relations internationales

Irak

18.09 - Dans sa déclaration sur les récents événements en Irak, le Président en exercice du Conseil, *M. Gay MITCHELL*, après avoir dressé un panorama de la situation, a fait part de ses craintes quant à une menace sur la stabilité dans la région.

Il a ensuite fait part aux députés de l'accord informel qui s'est dégagé de la réunion des Ministres des Affaires étrangères qui s'est tenue les 7 et 8 septembre derniers. Dans cet accord, l'Union européenne se dit très préoccupée des risques économiques et sociaux pouvant découler des incursions dans les territoires kurdes.

L'Union entend que l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région soit préservée. Elle soutient les zones d'interdiction de survol aérien et demande la mise en oeuvre de la résolution 986 des Nations unies qui prévoit l'échange de pétrole contre de la nourriture. Enfin, l'Union entend prendre les dispositions nécessaires afin de venir en aide aux réfugiés.

Sur le même sujet, le commissaire, *M. Manuel MARIN*, a insisté pour que toutes les résolutions des Nations unies soient appliquées. Il a plus particulièrement fait mention de la résolution 688 qui prévoit l'arrêt d'actions contre les populations minoritaires. En conséquence, il a lancé un appel au gouvernement irakien pour qu'il retire ses troupes des zones occupées.

La situation actuelle a déjà eu pour conséquence de voir un nombre important de réfugiés affluer vers les frontières irakiennes.

Approximativement, 40.000 de ces réfugiés ont été autorisés à pénétrer en Iran et ce pays a demandé une aide internationale en nourriture et en médicaments. ECHO est actuellement en train de rassembler toutes les informations disponibles afin de venir en aide aux populations déplacées.

Le commissaire a également rappelé que, depuis 1992, 83 millions d'écus avaient été débloqués au titre de l'aide humanitaire. A ce chiffre, il faut ajouter 8 millions qui ont été consacrés à des projets de réhabilitation au nord de l'Irak et l'aide aux ONG. Enfin, le commissaire s'est dit

inquiet des déclarations irakiennes du 11 septembre qui visent à ne pas accorder d'amnistie aux ressortissants irakiens qui auraient travaillé pour des organisations humanitaires.

Au nom de son groupe, *M. Luigi COLAJANNI* (PSE, I) a déclaré apprécier les efforts humanitaires de la Commission. Il importe de réagir afin de protéger les populations kurdes et d'éviter une extension du conflit.

Il estime que Saddam Hussein, après avoir été tenu à l'écart des développements dans la région (accord d'Oslo entre Israël et la Palestine), est en train de relancer son leadership. Il se dit inquiet devant le danger d'explosion dans cette région et considère que ce danger ne pourra être évité qu'en développant une politique économique et de sécurité.

M. Hadar CARS (ELDR, S) a marqué son accord avec les attaques des missiles américains. Il fallait quelqu'un qui ose agir, a-t-il déclaré. Il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne une initiative afin que l'Union adopte une position commune sur les mesures à prendre pour que l'Irak respecte les résolutions des Nations unies.

M. Lucio MANISCO (GUE/NGL, I) a été consterné d'entendre des déclarations qui appuient les initiatives insensées des Etats-Unis. En effet, en cinq ans 450.000 enfants ont péri. Or, les Etats-Unis continuent l'embargo et ne permettent pas que le protocole "échange nourriture contre pétrole" s'applique, et cela nous le condamnons fortement.

Mme Claudia ROTH (Verts, D) condamne également l'invasion des troupes irakiennes et les attaques américaines. Elle lance un appel aux forces kurdes, à l'UPK et au PDK pour qu'ils parviennent à un cessez-le-feu et mettent fin à une guerre fratricide.

M. Allan MACARTNEY (ARE, RU) a demandé que l'on réfléchisse au rôle de la PESC et que les décisions prises dans ce cadre le soient à la majorité qualifiée afin d'éviter tout veto. L'autonomie des Kurdes est la seule solution, a-t-il estimé.



Relations internationales

M. Jean-Marie LE PEN (NI, F) s'est exclamé: "Aujourd'hui, la politique canonnière des Etats-Unis ne se cache plus derrière le paravent de l'ONU". Quant à l'Union, une fois de plus elle a montré qu'elle n'était pas capable d'avoir une politique commune extérieure. La France a pris ses distances, de façon modeste, avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont soutenu l'agression, de même qu'ils ont soutenu le génocide du peuple irakien.

Chaque jour, le blocus tue plus de 1.000 personnes; il n'y a plus de médicaments, plus d'anesthésiques, plus de livres, très peu de nourriture. L'accord "pétrole contre nourriture" est toujours bloqué. Et l'orateur de s'exclamer: "Qui donc est raciste? Ceux qui défendent les chrétiens et les musulmans en Irak, ou ceux qui les affament?" Et de demander une levée totale du blocus.

Vote

19.09 - En adoptant une résolution commune des groupes PSE, PPE, ELDR, VERTS et ARE, le Parlement européen condamne l'incursion irakienne dans la zone kurde et demande que le Conseil se réunisse d'urgence afin de définir une position commune aux violations des résolutions des Nations unies commises par Saddam Hussein.

Il demande au Conseil de se concerter avec les Etats-Unis et tous les pays qui ont soutenu les différentes résolutions des Nations unies sur l'Irak afin de mettre fin à la crise actuelle dans le nord de l'Irak.

Il invite le Conseil et la Commission à prendre des initiatives pour:

- parvenir à une position commune de l'Union en ce qui concerne les mesures à prendre pour que l'Irak respecte toutes les résolutions ad hoc du Conseil de sécurité de l'ONU;
- contribuer aux efforts déployés pour fournir de l'aide aux réfugiés;
- prendre l'initiative d'une médiation entre les partis kurdes rivaux (UPK et PDK).

Il exige le retrait complet de toutes les forces irakiennes, unités de services de renseignements comprises, de la zone de protection.

Enfin, il demande au gouvernement irakien de respecter les conditions qui permettent la mise en oeuvre de la résolution 986 des Nations unies, dite "pétrole contre nourriture".

Turquie

18.09 - Dans sa déclaration sur la situation politique actuelle en Turquie, le Président en exercice du Conseil, *M. Gay MITCHELL*, a rappelé que l'Union douanière avec ce pays constitue un élément fondamental de la stratégie de l'Union européenne de soutien aux réformes démocratiques.

L'Union douanière, dans la mesure où elle doit permettre le développement économique, est également susceptible de créer un climat favorable à l'accélération des réformes et à renforcer l'intégration européenne de la Turquie.

Les modifications constitutionnelles déjà adoptées constituent des étapes dans la bonne direction. Et le Président en exercice du Conseil s'est fait confirmer par les autorités turques qu'il ne s'agissait que des premiers pas dans le cadre d'un processus continu.

Si *M. MITCHELL* reconnaît les problèmes de sécurité interne posés par les campagnes terroristes, il estime aussi que la situation dans les provinces du sud-est ne se limite pas à un seul problème de sécurité. Il demande que l'on poursuive les efforts afin d'améliorer la situation de la minorité kurde.

Enfin, le Président en exercice du Conseil a rappelé que le partenariat entre l'Union européenne et la Turquie reposait sur un engagement clair quant au respect du droit international.

En ce qui concerne la situation à Chypre, *M. MITCHELL* a dit son inquiétude devant les récents événements survenus sur l'île, plus spécialement si l'on considère que les négociations d'adhésion de ce pays à l'Union européenne devraient débiter six mois après la fin de la Conférence intergouvernementale.

Relations internationales

Déplorant les incidents, il s'est prononcé en faveur d'une solution négociée; il s'agit d'aboutir à un règlement global sous la houlette des Nations unies. Il s'agit de rencontrer une des préoccupations premières de l'Union européenne qui consiste à ce qu'un pays qui souhaite adhérer à l'Union aient des Institutions stables.

Le commissaire, *M. Hans VAN DEN BROEK*, a indiqué à propos de Chypre que la Commission entendait rester sur les décisions qui ont été prises, c'est-à-dire commencer les négociations d'adhésion six mois après la conclusion de la CIG et trouver un règlement politique à la situation chypriote.

En ce qui concerne la mise en oeuvre de l'Union douanière avec la Turquie, celle-ci fonctionne relativement bien. Les exportations de l'Union ont augmenté, les importations de la Turquie ont augmenté. Toutefois, il faut constater un effet négatif sur le budget national turc, dû à la perte de revenus douaniers.

Quant à la coopération financière (375 Mécus d'aides spécifiques et 750 Mécus de prêts BEI), elle est toujours gelée pour des raisons politiques, à l'exception des crédits concernant la participation de la Turquie à MEDA.

Evoquant la situation de la démocratie et des droits de l'homme en Turquie, le commissaire a rappelé que les changements résultant des élections nationales qui ont eu lieu fin 1995 ont eu une influence considérable, et notamment un effet dilatoire au niveau du travail législatif et de l'avancée démocratique.

Nous devons avoir, avec la Turquie, des relations de bon aloi et il estime que la balle est dans le camp des Turcs, afin de permettre de débloquer la situation des relations avec la Grèce.

Mme Pauline GREEN (PSE, RU) s'est déclarée scandalisée des propos du Président en exercice qui semble ignorer que la question chypriote est partie intégrante des relations de l'Union avec la Turquie, suite à l'occupation turque d'un tiers de l'île. Elle note également que, huit mois après la conclusion de l'Union douanière, la situation ne s'est pas améliorée. Elle propose en conséquence de geler l'accord financier avec la Turquie.

M. Edward McMILLAN-SCOTT (PPE, RU) a annoncé le soutien de son groupe à la résolution de compromis. Il a évoqué également comme dernier recours le blocage des mécanismes financiers et des aides à travers le programme MEDA.

M. Luigi CALIGARIS (UPE, I) a souligné que la Turquie était tiraillée entre la démocratie et l'islamisme et s'est interrogé sur la volonté de la Turquie d'agir dans l'intérêt de son peuple. En ce qui concerne l'union douanière, il faudrait la geler, mais une telle décision éloignerait la Turquie de l'Europe. L'Union désire poursuivre son dialogue avec la Turquie, mais celui-ci doit porter ses fruits, a-t-il conclu.

Mme Anne ANDRÉ-LÉONARD (ELDR, B) s'est violemment élevée contre le manque de respect des droits de l'homme et elle s'est prononcée en faveur d'un gel du protocole financier si les choses ne s'améliorent pas.

M. René-Emile PIQUET (GUE/NGL, F) a apporté son soutien à la résolution commune. Il faut appeler les choses par leur nom: la situation en Turquie s'est aggravée. La signature du Traité d'union douanière n'a rien changé, les arrestations se multiplient, les morts en prison augmentent, les émissions de radio et télévision kurdes sont censurées,... De plus, l'Union doit adopter une position ferme en ce qui concerne l'évolution de la démocratie en Turquie, le règlement du problème kurde et la question chypriote. En conclusion, l'orateur réclame le gel de l'aide financière à la Turquie.

Aucune des conditions émises par le Parlement pour la mise en place de l'Union douanière n'a été remplie, a constaté *Mme Claudia ROTH* (Verts, D). *Mme Ciller*, qui s'est présentée comme la garante de la démocratie, a soutenu la candidature de M. Erbakan en tant que Premier Ministre! On ne constate aucune amélioration de la situation des droits de l'homme, on ne parle plus de libérer les prisonniers kurdes et le conflit avec Chypre ne trouve aucune solution.

M. Olivier DUPUIS (ARE, I) a regretté que l'Union s'intéresse seulement au côté économique de l'Union douanière et a violemment criti-

Relations internationales

qué le manque de respect des droits de l'homme de la part de la Turquie.

Selon *M. Leen VAN DER WAAL* (EDN, NL), l'accord d'union douanière n'a pas apporté les avantages qu'on en attendait en terme de démocratie et de droits de l'homme. Il faudrait exercer des pressions économiques afin que la Turquie s'engage enfin sur la voie de la démocratie et poursuivre le dialogue politique pour obtenir une solution de la question kurde.

Vote

19.09 - En adoptant une résolution commune des groupes *PSE, PPE, UPE, GUE/NGL, VERTS, ARE* et de *M. BERTENS* (ELDR, NL), par 319 voix contre 23 et 20 abstentions, le Parlement européen attend du gouvernement turc qu'il confirme ses obligations qui découlent de la signature de l'Union douanière.

Estimant que les violations des droits de l'homme qui continuent d'être perpétrées en Turquie contreviennent à la lettre et à l'esprit de l'accord d'union douanière et est inconciliable avec les instruments spécifiques d'aide financière et le programme MEDA, décide de commencer la procédure d'inscription dans la réserve des crédits afférents au règlement financier CE/Turquie (291/40/8).

Il invite pour la même raison la Commission à bloquer tous les crédits prévus dans le cadre du programme MEDA pour la réalisation de projets en Turquie, à l'exception des projets concernant la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de la société civile (300/27/11).


Il estime nécessaire d'ouvrir les négociations sur l'accession de Chypre six mois après l'achèvement de la conférence intergouvernementale, de façon à désamorcer une situation explosive et souligne que la sécurité des deux communautés de Chypre doit primer sur toute autre considération.

Il dénonce l'intention de la Turquie de créer une zone de sécurité au nord de l'Irak et invite le Conseil à amener la Turquie à renoncer à ce projet.

session

Direction de la presse et de l'audiovisuel

LE POINT DE LA SESSION

 EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO
PARLEMENT EUROPEEN
PARLAMENTO EUROPEO
EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENTO EUROPEU
EUROOPAN PARLAMENTTI
EUROPAPARLAMENTET

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0220 4 I 0360 IRA /AFP-IY30

Iran-Irak-Kurdes

Téhéran demande à l'ONU de prendre ses responsabilités envers les Kurdes

TEHERAN, 16 sept (AFP) - L'Iran a demandé lundi à l'ONU de prendre ses responsabilités pour aider "rapidement" les réfugiés kurdes irakiens qui se trouvent sur le territoire iranien, a rapporté l'agence officielle IRNA.

"Nous avons admis ces réfugiés sur le sol iranien à la demande de l'ONU et maintenant cette organisation doit faire acheminer son aide rapidement aux réfugiés", a affirmé M. Ahmad Hosseini, directeur du département des étrangers au ministère iranien de l'Intérieur.

Selon M. Hosseini, 60.000 Irakiens kurdes se trouvent dans cinq camps en territoire iranien.

Le responsable iranien a révélé que l'Iran avait informé dimanche le Haut Commissariat des Nations unies aux Réfugiés (HCR) de la "préoccupation" iranienne au sujet des réfugiés kurdes.

"Les vivres de nos trois provinces frontalières où sont installés les réfugiés, s'épuisent et si l'aide internationale n'arrive pas nous aurons de sérieux problèmes", a ajouté M. Hosseini, cité par IRNA.

Il a indiqué qu'un avion de Médecins Sans Frontières (MSF), contenant trente tonnes de médicaments et d'équipements médicaux était arrivé dimanche en provenance de Belgique. "Quatre organisations caritatives allemandes nous ont fait savoir qu'elles étaient prêtes à nous aider mais jusqu'à présent aucune aide n'a été reçue", a-t-il ajouté.

M. Hosseini a précisé que 250 réfugiés, blessés soit par l'explosion de mines ou en cours de route vers la frontière, avaient été hospitalisés en Iran.

Samedi, le ministère de l'Intérieur a signalé la présence dans les camps frontaliers de 40.000 kurdes ayant fui les combats entre factions kurdes rivales dans le nord de l'Irak. Le HCR à Téhéran avait fait état samedi de 30.000 à 35.000 personnes, sur la base de ses observations dans les principaux camps. Le HCR a souligné que la mobilité de ces réfugiés compliquait tout recensement exact.

Ces réfugiés sont installés dans des camps près de la frontière avec l'Irak, dans les provinces iraniennes de l'Azerbaïdjan occidental, du Kurdistan et de Kermanschah.

kd/jhd/pub tf

AFP /AA1234/161049

SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0836 4 I 0236 ARG /AFP-NE29
Turquie-USA-kurdes

Les Etats-Unis veulent continuer à protéger les kurdes d'Irak du nord

ANKARA, 16 sept (AFP) - Les Etats-Unis ont souhaité lundi la poursuite de la mission alliée de protection des kurdes d'Irak du nord contre d'éventuels raids aériens de Bagdad, en dépit du contrôle récent de cette région par le parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié au régime irakien.

"La poursuite du renforcement de la zone d'exclusion aérienne du nord (de l'Irak) dans le cadre de l'opération 'Provide comfort' est vitale aux efforts de la coalition pour contenir Saddam Hussein et prévenir d'autres agressions", indique un communiqué du service américain d'information à Ankara.

Ce communiqué a été publié quelques heures après la visite à Ankara du secrétaire d'Etat américain à la défense William Perry qui s'est notamment entretenu avec le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller.

Mme Ciller l'a informé qu'il était exclu que les Etats-Unis utilisent la base turco-américaine d'Incirlik (sud) pour des attaques contre l'Irak.

L'utilisation d'Incirlik "ne serait pas une approche correcte pour les intérêts actuels de notre pays", a ajouté Mme Ciller en précisant que "M. Perry n'a pas fait une telle demande".

Les alliés avaient utilisé largement la base d'Incirlik pour des attaques contre des cibles irakiennes lors de la guerre du Golfe en 1991.

ue/hc/stb tf

AFP /AA1234/161931 SEP 96

A.F.P. A.F.P.
FRS0730 3 I 0219 TUR /AFP-MO70
Turquie-Irak-kurdes

La Turquie autorise l'évacuation de kurdes irakiens travaillant pour l'UE

ANKARA, 16 sept (AFP) - La Turquie a annoncé lundi qu'elle allait autoriser l'évacuation par son territoire de kurdes irakiens qui travaillaient pour des organisations affiliées à l'Union européenne dans le nord de l'Irak avant l'offensive militaire de Bagdad dans cette région.

"Pour des raisons humanitaires, la Turquie a accordé des droits de transit à ces personnes", a déclaré lors d'un point de presse Omer Akbel, porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères.

Il a précisé que le nombre de kurdes irakiens travaillant pour des organisations liées à l'UE était "beaucoup moins élevé" que ceux qui travaillaient pour des organisations liées aux Etats-Unis.

La Turquie a déjà autorisé à quelque 2.500 kurdes irakiens employés par les Américains - ainsi qu'à leurs familles - l'entrée sur son territoire d'où ils doivent être évacués vers les Etats-Unis. 337 d'entre eux ont quitté lundi la Turquie à destination de la base américaine de l'île de Guam dans le Pacifique.

Des responsables de l'UE ont affirmé qu'ils souhaitaient faire évacuer les kurdes irakiens qui travaillaient pour eux par peur de représailles de la police politique du président irakien Saddam Hussein.

ue/hc/stb/bir tf

AFP /AA1234/161811 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0650 4 I 0237 IRA /AFP-MB55
Iran-USA-Irak

Téhéran estime que les Etats-Unis appliquent la "loi de la jungle"

TEHERAN, 16 sept (AFP) - Le Guide de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, a estimé lundi que les Etats-Unis appliquaient "la loi de la jungle" en intervenant dans le Golfe et contre l'Irak, qui sont situés à "des milliers de kilomètres de leurs frontières".

"L'intervention dans le Golfe Persique et contre l'Irak, sous prétexte de sauvegarder leurs intérêts, signifie qu'on applique la loi de la jungle et la logique de l'ère barbare", a souligné M. Khamenei, lors d'un entretien avec des commandants des Gardiens de la révolution (Pasdaran), a rapporté l'agence officielle IRNA.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, avait préconisé dimanche l'établissement d'un dialogue entre les Kurdes irakiens, après la prise du contrôle du nord de l'Irak par une faction alliée à Bagdad.

Selon M. Velayati, les combats entre les deux principales factions kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui s'est rallié à Bagdad, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), "ne doivent pas servir de prétexte à la présence de forces hégémonistes dans la région".

L'Iran a demandé lundi à l'ONU de prendre ses responsabilités pour aider 60.000 réfugiés kurdes irakiens, qui ont afflué sur ses frontières après la victoire des Kurdes pro-irakiens.

kd/Kar/es tf

AFP /AA1234/161723 SEP 96
A.F.P. A.F.P.
FRS0957 4 I 0265 USA /AFP-OB74
USA-Irak-kurdes

Washington s'attendait à l'offensive dans le Kurdistan dès le début de l'été

WASHINGTON, 16 sept (AFP) - Les Etats-Unis s'attendaient à ce que l'armée irakienne et ses alliés kurdes du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) lancent une offensive dans le nord de l'Irak depuis le début de l'été, a indiqué lundi un haut responsable américain.

"Cela a été un processus continu, tout au long de l'été, et pas seulement au moment où les troupes (irakiennes et du PDK) ont commencé à avancer fin août", a déclaré à des journalistes Mme Phyllis Oakley, secrétaire d'Etat adjoint chargé de la population, des réfugiés et des mouvements migratoires.

"Nous étions inquiets de la situation et nous avons envisagé quels arrangements étaient possibles", a-t-elle ajouté en soulignant la "tension grandissante" qui régnait dans le Kurdistan irakien pendant le mois d'août.

Les Etats-Unis, a-t-elle expliqué, avaient mis en garde leurs collaborateurs kurdes dans la région mais ceux-ci ont estimé préférable de "rester chez eux jusqu'à ce qu'ils puissent gagner la frontière en groupe".

Ces quelque 2.000 Kurdes et Turcomans ont été évacués au cours des derniers jours vers la Turquie, malgré les réticences d'Ankara.

Mme Oakley a aussi laissé entendre que Washington avait prévenu ses alliés dans la coalition anti-irakienne mais elle a immédiatement précisé qu'il n'y avait pas eu de "conversations détaillées à ce propos". "Nous étions en contact étroit avec les alliés (...) mais personne ne savait exactement ce qui allait arriver", a-t-elle plaidé.

avz/lb/mmr tf
AFP /AA1234/162258 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0930 4 I 0413 USA /AFP-NX36
USA-Turquie-Kurdes

Tous les collaborateurs des Américains dans le Kurdistan irakien évacués

WASHINGTON, 16 sept (AFP) - Le département d'Etat a annoncé lundi que tous les collaborateurs des Etats-Unis dans le Kurdistan irakien avaient été évacués vers la Turquie et qu'ils seraient transférés d'ici jeudi vers la base aérienne américaine Henderson, sur l'île de Guam.

Ces 2.075 personnes pourront alors postuler à un visa d'entrée aux Etats-Unis et leur demande sera "examinée de manière très favorable", a précisé le porte-parole du département Nicholas Burns.

Il s'agit de Kurdes ou Turcomans qui géraient l'opération Provide Comfort d'aide aux Kurdes d'Irak et de leurs familles. Ils ont été forcés de fuir devant l'offensive menée dans le nord de l'Irak par les troupes irakiennes et leurs alliés du PDK (Parti démocratique du Kurdistan, de Massoud Barzani) contre l'UPK (Union patriotique du Kurdistan).

M. Burns s'est déclaré convaincu que parmi eux ne se trouvaient aucun membre du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes de Turquie), comme le craignait Ankara. "Nous connaissons ces gens (et) les vérifications nécessaires ont été faites", a-t-il assuré.

Il a admis que le projet initial était que ces personnes demeurent plusieurs semaines en Turquie. Le transfert vers Guam a été décidé parce que les possibilités de logement étaient bien meilleures sur la base, a-t-il expliqué.

Les autorités turques avaient retardé l'opération car elles craignaient que des militants du PKK n'en profitent pour s'infiltrer en Turquie.

Selon M. Burns, le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient Robert Pelletreau, qui accompagnait le secrétaire à la Défense William Perry dans sa tournée ce week-end, est resté à Ankara pour poursuivre des entretiens avec le gouvernement turc.

M. Burns a aussi confirmé que M. Barzani avait indiqué dans une lettre envoyée il y a une semaine au gouvernement américain "son désir de reprendre des discussions" avec Jalal Talabani, chef de l'UPK, "sous les auspices des Etats-Unis".

Washington examine actuellement "comment exploiter cette initiative" et n'a pas encore décidé dans quelles circonstances et à quel niveau les contacts pourraient reprendre, a-t-il ajouté. Il a aussi admis que M. Talabani n'avait pas réagi pour l'instant à cette proposition, dont le secrétaire d'Etat Warren Christopher avait fait état dans une interview dimanche à la chaîne de télévision CBS.

avz/lb/mmr tf
AFP /AA1234/162204 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0243 4 I 0627 TUR /AFP-JD11
Turquie-USA-Kurdes prev

Les collaborateurs kurdes des Etats-Unis attendent de partir pour Guam de l'envoyé spécial de l'AFP Jean-Pierre CAMPAGNE

DIYARBAKIR (Turquie), 16 sept (AFP) - Quelque 2.500 Kurdes irakiens, d'anciens collaborateurs des Etats-Unis dans le nord de l'Irak et leurs familles, devaient être évacués par les Américains à partir de lundi, via la Turquie, vers l'île de Guam dans l'océan Pacifique.

L'opération d'évacuation, qui a commencé dimanche avec l'arrivée à bord d'autocars à Diyarbakir (sud-est de la Turquie) d'un premier contingent de 337 réfugiés, a connu un retard dans la nuit de dimanche à lundi, l'avion civil qui devait les emmener, un DC-10, n'ayant pu décoller en raison d'une avarie.

Ce premier groupe attendait toujours lundi matin à l'aéroport de Diyarbakir l'arrivée d'un avion de remplacement, l'avarie n'étant pas réparable rapidement, a-t-on appris auprès de journalistes locaux.

En même temps, selon un journaliste de l'AFP à la frontière, un deuxième groupe de réfugiés d'au moins 300 personnes était en route vers Diyarbakir en provenance du nord de l'Irak. Selon le chef de la sécurité au poste frontalier de Habur, quelque 1.500 réfugiés en tout ont déjà passé la frontière.

L'ensemble des 2.500 évacués séjournent à Guam, où les Etats-Unis ont une base militaire, pour une période de deux à trois mois, a annoncé dans la nuit à Diyarbakir le numéro deux de l'ambassade américaine à Ankara, Frank Ricciardone.

Ils seront enregistrés en tant que réfugiés sur Guam avant d'être acheminés au bout de deux à trois mois vers les Etats-Unis, a précisé le diplomate dans une déclaration à la presse.

Pour toute cette opération, qui devrait durer une semaine selon lui, les Etats-Unis affrètent des avions à l'Organisation internationale des Migrations (OMI).

Le premier groupe était arrivé à Diyarbakir dimanche vers 23h00 (20h00 GMT) en provenance de Zakho, dernière ville du Kurdistan irakien avant la frontière turque. Ils avaient passé celle-ci à pied, au poste frontalier de Habur.

Descendus d'une dizaine d'autocars à Diyarbakir, les réfugiés avaient passé le contrôle de police de l'aéroport, visiblement fatigués après plus de dix heures de route.

Parmi eux se trouvent beaucoup d'enfants et quelques personnes âgées. Tous fortement encadrés par la gendarmerie turque et la sécurité qui a empêché les journalistes de leur parler et de prendre des photos.

Ces Kurdes travaillaient pour le Military Coordination Center (MCC) dans le cadre de l'opération Provide Comfort d'aide aux Kurdes mise en place par les Américains pour lutter contre Bagdad, et dont le QG se trouve sur la base d'Incirlik en Turquie.

D'autres travaillaient pour l'OFDA (Office of Foreign Disaster Assistance), un autre organisme américain.

Après l'offensive dans le Kurdistan irakien de l'armée de Bagdad alliée au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, ces anciens collaborateurs des Américains, dont certains travaillaient

A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—

vraisemblablement pour la CIA, veulent fuir les représailles de la police politique de Saddam Hussein.

Lundi matin par ailleurs, le secrétaire américain à la Défense William Perry est arrivé à Ankara, où il devait s'entretenir de la crise irakienne avec les dirigeants turcs.

M. Perry, qui arrivait d'Arabie Saoudite, vient d'effectuer une tournée dans les pays du Golfe pour tenter de rallier les Etats de la région à la stratégie de Washington, qui envisage une nouvelle frappe contre l'Irak.

Il devait être reçu par le président Suleyman Demirel et rencontrer son homologue turc Turhan Tayan, le ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller et le chef d'état-major des armées, le général Ismail Hakki Karadayi.

jpc/HC/dp eaf
AFP /AA1234/161117 SEP 96

A.F.P. A.F.P.
FRS1003 4 I 0206 CHY /AFP-UX50
Irak-Kurdes-réfugiés

Appel de l'UPK pour aider 154.000 réfugiés kurdes en territoire irakien

NICOSIE, 17 sept (AFP) - L'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dont les forces ont été délogées la semaine dernière du nord de l'Irak, a appelé mardi à l'aide internationale en faveur de 154.000 réfugiés kurdes bloqués en territoire irakien.

"Il est impératif pour la communauté internationale d'agir rapidement pour aider les réfugiés assiégés et leur offrir un abri sûr, de la nourriture et des médicaments", a indiqué l'UPK dans un communiqué parvenu à Nicosie.

Citant des sources dans le nord de l'Irak, l'UPK affirme que le nombre des réfugiés bloqués à l'intérieur du Kurdistan s'élève à 154.000 personnes,

Ces réfugiés "font face à de sérieuses menaces (...) et risquent la mort à cause de la faim, des maladies et du froid", indique le communiqué.

L'UPK, dont le chef Jalal Talabani s'est réfugié en Iran après la défaite de sa formation face au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui contrôle désormais le nord de l'Irak, affirme que des milices du PDK ont récemment ouvert le feu sur des réfugiés à Penjwin, près de la frontière avec l'Iran, tuant quatre personnes et blessant plus de 120 autres.

raf/tm/bir tf
AFP /AA1234/172209 SEP 96

A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0464 4 I 0284 TUR /AFP-BE50

Turquie-Kurdes

Vingt-sept rebelles kurdes et un policier tués en Anatolie

ANKARA, 18 sept (AFP) - Vingt-sept rebelles kurdes et un policier turc ont été tués depuis mardi lors d'accrochages dans l'est et le sud-est anatoliens, a rapporté mercredi l'agence semi-officielle Anatolie.

Cinq rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et un policier ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi lors d'une attaque rebelle dans le centre de Varto (sud-est, province de Mus), selon l'agence qui cite le préfet de Mus, Selahattin Hatipoglu.

Des accrochages se sont déclenchés lorsque les rebelles du PKK, infiltrés dans le centre de la ville, ont ouvert le feu contre les forces de sécurité depuis plusieurs habitations.

Le couvre-feu a été décrété à Varto, selon le préfet qui a fait état de 60 interpellations. Certains "terroristes" (ndlr: rebelles kurdes) détectés dans plusieurs endroits de la ville ont été encerclés, toujours selon lui.

Par ailleurs, 10 autres rebelles du PKK ont été abattus dans la région de Horyurek, près de Semsinli (extrême sud-est, province de Hakkari), selon l'agence citant un communiqué de la préfecture d'état d'urgence de Diyarbakir.

Six rebelles kurdes ont été tués en outre dans la région de Silopi, frontalière avec la Syrie et l'Irak, selon le communiqué.

Six autres rebelles ont été tués dans les régions de Bitlis, Diyarbakir, Batman, Mardin (sud-est) et Tunceli (est).

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde, dans le but d'y créer un Etat indépendant.

Cette rébellion a fait plus de 22.000 morts, maquisards, militaires et civils.

KG/hc/mr t.f

AFP /AA1234/181458 SEP 96

FRS0785 4 G 0250 FRA /AFP-MW08

France-Kurdistan

Les humanitaires enlevés au Kurdistan en cours de libération, selon PSF

CLERMONT-FERRAND, 16 sept (AFP) - Les quatre membres d'organisations humanitaires enlevés vendredi au Kurdistan irakien et emmenés en Iran étaient lundi en fin d'après-midi en cours de libération, et regagnaient par la route Erbil, au centre du Kurdistan, apprend-on auprès de Pharmaciens sans frontières (PSF) à Clermont-Ferrand.

Les quatre hommes sont accompagnés d'un représentant des Nations Unies, a-t-on indiqué de même source.

Le responsable du Kurdistan à PSF a indiqué tenir cette information "du Quai d'Orsay et des Nations Unies sur place".

Le Français Guillaume Wheeling, chef d'antenne de Pharmaciens sans Frontières, Pierre Vinet, responsable canadien du Haut commissariat des Nations Unies (HCR) pour le nord de l'Irak, et deux Irakiens, un médecin, Ibrahim Taofik, et un chauffeur, avaient été "interceptés" vendredi au cours d'une visite de réfugiés kurdes près de la frontière iranienne.

PSF avait précisé samedi que les quatre hommes, qui se trouvaient dans une zone contrôlée par l'Union patriotique kurde (UPK), avaient été transférés en Iran, "aux mains des troupes régulières iraniennes".

Dimanche, le ministère français des Affaires étrangères avait annoncé que les quatre hommes devaient regagner l'Irak lundi.

Lundi soir, le responsable du Kurdistan au siège de PSF n'excluait pas qu'une "erreur" soit à l'origine de l'enlèvement des quatre hommes.

GCO/HM/gic

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

FRS0157 4 I 0273 IRA /AFP-PI48

Iran-Irak-Kurdes

L'UPK fait état d'affrontements avec le PDK dans le Kurdistan

TEHERAN, 17 sept (AFP) - L'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) a annoncé mardi avoir repoussé lundi "une offensive des forces communes" du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et de l'armée irakienne dans le Kurdistan d'Irak.

"Les combats ont duré trois heures dans la région de Bamou", dans le Kurdistan, a affirmé Chokat Haji-Mochir, commandant en chef des forces de l'UPK, cité par l'agence officielle iranienne IRNA à Seiran-Band, à la frontière iranienne.

M. Haji-Mochir a ajouté que les combattants du PDK et de l'armée irakienne "se sont retirés devant la résistance des forces de l'UPK". "En poursuivant les assaillants, les combattants de l'UPK ont repris les villages de Haji-Lar, Parviz-Khan, Gaslan, Darband, Beilouleh et Sarlak, dans le nord-est du Kurdistan", a ajouté le responsable militaires de l'UPK sans faire état de victime.

Les forces du PDK avaient pris le 9 septembre la ville de Souleimanieh, bastion de l'UPK, au terme d'une progression qui lui a permis en dix jours de contrôler l'ensemble des zones kurdes du nord de l'Irak.

Jalal Talabani et ses principaux collaborateurs militaires, qui se trouvaient ce week-end en Iran, se déplacent régulièrement dans le Kurdistan irakien pour réorganiser les combattants de l'UPK.

Quelque 60.000 Kurdes se sont réfugiés en Iran après la défaite de l'UPK et se sont installés dans des camps près de la frontière avec l'Irak, dans les provinces iraniennes de l'Azerbaïdjan occidental, du Kurdistan et de Kermanschah.

kd/jhd/amc tf

AFP /AA1234/170903 SEP 96

FRS0317 4 I 0239 GRB /AFP-QP71

GB-USA-Irak-kurdes

M. Barzani va rencontrer un représentant de M. Clinton en Turquie, selon le CNI

LONDRES, 17 sept (AFP) - Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) rallié à Bagdad, rencontrera jeudi en Turquie un représentant du président américain Bill Clinton, a annoncé mardi à Londres le Conseil national irakien (CNI, coalition de l'opposition irakienne).

M. Barzani s'entretiendra avec le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient Robert Pelletreau dans le cadre "des efforts de médiations des Américains entre M. Barzani et M. Jalal Talabani", dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti rival du PDK, a annoncé le CNI dans un communiqué, sans préciser dans quelle ville de Turquie se déroulerait la rencontre.

M. Barzani avait fait appel à l'Irak le 31 août pour prendre la ville d'Erbil dans le nord du pays, avant d'étendre sa domination à tout le Kurdistan irakien. Il s'agissait de la première incursion dans les zones kurdes du nord de l'armée irakienne, qui s'en était retirée en 1991 à la suite d'une insurrection kurde. M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, s'est réfugié en Iran.

Les forces du PDK ont pris il y a une semaine la ville de Souleimanieh, bastion de l'UPK dans le nord de l'Irak, au terme d'une avancée qui lui avait permis en dix jours de contrôler l'ensemble des zones kurdes du nord de l'Irak.

sd/cho tf

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

de l'Irak, des célibataires".

A Zakho, première ville irakienne après la frontière, les locaux du Centre de coordination militaire (MCC), mis en place par Washington pour aider les Kurdes et contrer Saddam Hussein après la guerre du Golfe, sont fermés.

Il ne restait mardi soir dans le Kurdistan irakien plus aucune présence visible de cette volonté affichée par les Etats-Unis d'aider les Kurdes.

"Les Américains se sont servis de nous pour taper sur Saddam Hussein, c'est tout", dit Ali.

La donne a changé, constate Ali, qui sait, comme tous les Kurdes de la ville, que les troupes irakiennes ne sont stationnées qu'à 5 km au sud de Dohouk, seulement cachées par les montagnes. "En dix minutes, dit-il, ils peuvent prendre la ville".

jpc/Kar/es tf

AFP /AA1234/171945 SEP 96

A.F.P. A.F.P.
FRS0961 4 I 0284 USA /AFP-UQ58
USA-Turquie-Kurdes lead

Rencontre Barzani-Pelletreau jeudi en Turquie, selon Washington

WASHINGTON, 17 sept (AFP) - Les Etats-Unis ont prévu d'organiser jeudi une rencontre en Turquie entre Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) rallié à Bagdad, et le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient Robert Pelletreau, a confirmé mardi le département d'Etat.

Cette rencontre avait été annoncée mardi depuis Londres par le Conseil national irakien (opposition) tandis qu'Ankara avait annoncé l'arrivée prochaine de M. Barzani en Turquie.

"Nous essayons de mettre sur pied une rencontre jeudi entre MM. Barzani et Pelletreau", a déclaré le porte-parole du département d'Etat Nicholas Burns.

Selon lui, M. Pelletreau répétera à M. Barzani l'opposition des Etats-Unis à l'alliance entre le dirigeant kurde et l'Irak, leur désir de voir reprendre les négociations entre le PDK et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan, de Jalal Talabani) et leur inquiétude sur le sort des réfugiés qui ont fui le nord de l'Irak à la suite de l'offensive des forces de Bagdad et du PDK contre l'UPK.

M. Talabani ne participera pas à la rencontre mais Washington "espère pouvoir mettre sur pied une rencontre avec lui à un moment ou à un autre", a ajouté M. Burns. Les Etats-Unis veulent voir M. Barzani se détacher de l'Irak et M. Talabani de l'Iran, a-t-il souligné.

Il n'a pas précisé le lieu exact de la rencontre. Les Etats-Unis "ne sont pas assurés" de convaincre M. Barzani, a-t-il admis, mais "c'est un bon début". Washington s'était efforcé en vain pendant plusieurs semaines en août de rapprocher les deux mouvements kurdes rivaux.

avz/uh/stb tf

AFP /AA1234/172108 SEP 96

A.F.P. A.F.P.
FRS0884 3 I 0616 FRA /AFP-UE96
Irak-Kurdés prev

Les employés kurdes des ONG étrangères ont peur
de l'envoyé spécial de l'AFP Jean-Pierre CAMPAGNE

DOHOUK (nord de l'Irak), 17 sept (AFP) - La peur des Kurdes travaillant pour les organisations humanitaires dans le nord de l'Irak s'est accrue depuis l'évacuation lundi des derniers 2.100 employés des Etats-Unis, qu'ils interprètent comme un feu vert américain à une possible répression irakienne.

"Soyez-en assurés, chaque personne a préparé ses chaussures, ses vêtements et de la nourriture. Tout le monde est prêt à partir dans la montagne", affirme Wahid, qui travaille pour l'une des 30 à 40 Organisations non-gouvernementales (ONG) étrangères basées à Dohouk, dans le nord du Kurdistan irakien.

Wahid est doublement terrorisé par l'éventualité d'une répression décidée par le président irakien Saddam Hussein: il a refusé de faire son service dans l'armée irakienne et il travaille depuis quatre ans pour des étrangers.

Après la victoire militaire des forces irakiennes et leurs alliés du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) sur les rivaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Saddam Hussein a promis une amnistie dont il a notamment exclu les "espions" et les personnes travaillant pour les étrangers.

"On mange, on boit mais on vit comme des spectres, sans aucun espoir", poursuit Wahid, qui s'est marié il y a trois mois.

Selon lui, il n'y a plus eu aucune fête dans les quartiers ces derniers jours, et, pourtant, dit-il, "Dohouk est le fief traditionnel du PDK".

Wahid affirme que "personne ne veut de l'accord entre les deux (Saddam Hussein et Massoud Barzani, chef du PDK). "On ne peut imaginer que les Arabes reviennent après la révolution", ajoute-t-il en faisant allusion à la révolte des Kurdes contre Bagdad en 1991.

Comme Wahid, le plus important pour Ali, logisticien dans une autre ONG étrangère, "est de quitter l'Irak".

Marié, père de six enfants, il est prêt à vivre dans un camp de réfugiés. "Tout le monde a peur", dit-il.

"Le problème est qu'on ne peut croire Saddam Hussein", estime-t-il avant de se demander "ce que les Etats-Unis et l'Europe comptent faire pour aider les Kurdes".

Sur la frontière irako-turque, les Américains Maria et Harvey Skinner attendaient mardi après-midi dans une camionnette de passer en Turquie avec leurs deux filles de 6 et 13 ans.

Il s'occupaient à Dohouk d'une ONG américaine pour handicapés, "Servant Group International", et ils partent après quatre ans en abandonnant derrière eux leur équipe kurde de 10 employés et leurs familles.

"Les Américains lâchent les Kurdes, c'est injuste. J'en veux beaucoup aux Américains", dit Maria, d'origine italienne.

"Ils laissent derrière eux des gens sans défense, les plus pauvres", ajoute-t-elle.

La famille est en partance pour Cincinnati, dans l'état de l'Ohio.

Après leur départ, il ne restera plus que "six Américains dans le nord

Le Figaro - 17 septembre 1996

Les États-Unis évacuent leurs « agents » menacés

par Saddam Hussein

Kurdistan : le pont des barbouzes

Deux mille soixante quinze Kurdes ayant travaillé pour les Américains ont franchi la frontière turque. Ils seront transportés à Guam dans l'océan Pacifique.

« Nous ne recherchons pas la confrontation avec Saddam Hussein, a déclaré, hier, Bill Clinton. Nous ne l'avons jamais fait et nous ne le faisons pas aujourd'hui. En revanche, a-t-il ajouté, nous cherchons à faire respecter la zone d'exclusion. » Le même jour, le secrétaire américain à la Défense, William Perry rencontrait sur la base britannique de Northolt ses homologues français et anglais, Charles Millon et Michael Portillo. A cette occasion, il a rappelé que « Saddam constitue une menace pour nos pilotes non seulement du fait des six missiles tirés ces jours derniers mais également en raison du déploiement agressif d'unités de missiles sol-air dans le secteur sud, ajoutant, nous jugeons toutes ces actions menaçantes et provocantes et nous estimons nécessaire qu'il (Saddam, NDLR) change. »

Malgré le feu vert des autorités koweïtiennes, les troupes américaines attendaient toujours, hier, leur envoi dans l'Émirat. Selon le Pentagone, la décision de déployer les trois à cinq mille soldats sera « fonction de l'évolution de la situation ». Le Koweït a donné – au lendemain de la visite de William Perry – son accord pour le déploiement de ces renforts qui doivent rejoindre les 1 200 soldats américains postés en permanence au Koweït.

C'est le seul succès qu'aura obtenu le secrétaire américain à la Défense lors de sa tournée dans la région. L'Arabie Saoudite a refusé son concours à de nouvelles frappes tandis que la Turquie exclut l'utilisation de la base d'Incirlik par les bombardiers américains. Ankara a néanmoins autorisé, « pour des raisons humanitaires », l'évacuation via son territoire, des quelque 2 075 Kurdes irakiens anciens collaborateurs des États-Unis dans le nord de l'Irak et leurs familles. Un premier avion, transportant 337 Kurdes, s'est envolé, hier, de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) vers l'île de Guam dans le Pacifique. (AFP/Reuter.)

HABUR :
de notre envoyé spécial
Arnaud de LA GRANGE

Le pont sur la rivière Habur, qui sépare le Kurdistan irakien de la Turquie, ressemble à un décor de guerre froide. Échange d'espions sur fond de structures métalliques. Mais là, pas de « diplomates » en redingote ou en toque de fourrure.

D'un côté, des peshmergas kurdes irakiens débouaillés. De l'autre, des soldats turcs aussi fermés que leurs barrières. Au milieu, de fragiles silhouettes qui s'avancent vers l'inconnu, une main sur une valise et l'autre crispée sur un petit bout de papier, le passeport pour l'exil. Une image tristement familière en pays kurde.

Ils sont 2 075 à avoir franchi la frontière. 2 075 à qui les États-Unis ont offert l'asile pour le prix de leurs services. Leur profil ? Celui de collaborateurs des organisations américaines présentes au Kurdistan. Une étiquette qui les expose à d'éventuelles représailles irakiennes.

« Dieu sait quand nous les reverrons », se lamente un homme en faisant ses adieux à

ses neveux en pleurs. On ne sait pas trop s'il est triste de voir partir ses proches ou de ne pas être du voyage. « La vie est tellement dure ici, reconnaît-il, beaucoup d'entre nous aimeraient prendre le large ».

Un digne douanier kurde s'approche d'ailleurs avec des airs mystérieux. Il a un message de la plus haute importance à faire passer : « Notez mon nom et donnez-le à M. Franck, de l'ambassade des États-Unis, c'est un ami... » Il veut absolument que cet « ami », qu'il a dû croiser une fois à la frontière, lui envoie un papier afin qu'il puisse lui aussi « aller en Amérique ».

Psychose

Mais, s'ils évacuent les réfugiés avec leurs familles, les Américains ont fixé des règles strictes. Sont prioritaires les Kurdes ayant travaillé pour le Centre de coordination militaire (MCC) mis en place par les alliés dans le cadre de l'opération *Provide Comfort*, qui protège depuis 1991 les Kurdes irakiens. Ceux-là sont les valets désignés des « violeurs de souveraineté irakienne ». Mais devraient également être concernés les

personnels locaux employés par des ONG américaines ou les agents recrutés par la CIA (des recoupements entre les deux étant toujours possibles...).

A Erbil, un membre de l'ONU ne cachait pas son inquiétude : « Il faut s'attendre à ce que cette initiative américaine crée une véritable psychose, à commencer chez les Kurdes qui travaillent pour les organisations d'autres pays. » Selon les estimations, le nombre d'employés locaux – ONU et ONG confondues – varie de 6 000 à 10 000. Seules les organisations dépendant des Nations unies sont reconnues par Bagdad (mais pas forcément tous leurs employés); Toutes les autres travaillent dans la plus parfaite illégalité.

Bagdad a décrété une « générale » amnistie pour le peuple kurde. En prenant soin de préciser que n'étaient pas concernés « les personnes ayant travaillé pour les ONG et les organisations d'assistance ».

« La contagion pourrait gagner une grande partie de la population effrayée par les derniers événements », poursuit le même responsable onusien. Depuis que le leader kurde Massoud Barzani a fait appel à Bagdad pour battre son rival et, par là-même, fait entrer les troupes irakiennes dans la « capitale » kurde d'Erbil, de nombreux habitants de la région redoutent d'y voir Saddam reprendre pied. La décision de Washington d'évacuer ses « collaborateurs » a fini de les convaincre de la réalité du danger. « Les Américains sont bien informés. Ils doivent savoir que l'Irak s'appête à reprendre le contrôle du Kurdistan », s'alarme ainsi un commerçant de Zacko.

Panique généralisée

Pour tous ceux qui se sont mis hors la loi de Saddam et ont échoué en zone kurde « protégée », la panique est réelle. Pilotes déserteurs de l'armée de l'air irakienne, ingénieurs en fuite, opposants en cavale, tous voient des Muhabarat (la police politique) à chaque coin de rue. Souvent présents depuis

Le Monde - 17 septembre 1996

Washington demande à Bagdad de démanteler ses rampes de missiles au sud du 33^e parallèle

Le secrétaire américain à la défense, William Perry, consulte les Européens

Les Etats-Unis ont répliqué à l'annonce à Bagdad de l'arrêt des tirs de missiles contre les avions américains survolant le territoire ira-

kien, en exigeant de l'Irak le démantèlement des rampes de lancement situées au sud du 33^e parallèle. Washington continue ses prépa-

ratifs militaires dans l'éventualité d'une frappe, mais certains pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite, se montrent réservés.

WASHINGTON a exigé de l'Irak, dimanche 15 septembre, le démantèlement de ses rampes de lancement de missiles sol-air et de ses radars installés au sud du 33^e parallèle. C'est « le seul moyen pour l'Irak d'éviter une frappe » américaine, a indiqué William Perry, le secrétaire à la défense, en tournée dans le Golfe, et qui devait rencontrer, lundi 16 septembre, à Londres, Charles Millon, le ministre français de la défense, et son homologue britannique. Samedi, M. Perry avait créé la confusion en annonçant que six missiles irakiens avaient été tirés contre des avions américains patrouillant au-dessus de l'Irak. Il avait évoqué « une très forte riposte », avant que, le lendemain, le Pentagone démentisse cette information.

Bagdad avait annoncé, vendredi, l'arrêt « jusqu'à nouvel ordre » des tirs contre les avions occidentaux chargés de la surveillance aérienne du pays. M. Perry avait réagi en indiquant que cette mesure n'était pas « suffisante ». Au lendemain des bombardements américains qui avaient suivi l'entrée des troupes irakiennes dans la ville d'Erbil, dans le Kurdistan irakien,

Saddam Hussein avait annoncé qu'il ne respecterait plus les zones d'exclusion aérienne au nord et au sud du pays.

Venu convaincre les pays de Golfe de se rallier à la stratégie anti-irakienne des Etats-Unis, M. Perry s'est rendu en Arabie saoudite dimanche, mais le royaume wahhabite a indiqué qu'il n'entendait pas prêter son concours à une opération militaire contre Bagdad. Le ministre de la défense, le prince Sultan, a même indiqué qu'il ne s'attendait pas à une nouvelle frappe américaine compte tenu de la position « raisonnable » de l'Irak à propos des tirs de missiles.

Malgré le geste de l'Irak, les Etats-Unis ont donc continué, samedi et dimanche, les préparatifs militaires pour une éventuelle opération. Alors que Bahreïn a donné son accord, dimanche, pour le stationnement d'avions américains sur son sol, les Etats-Unis attendaient toujours, lundi, celui du Koweït pour y déployer trois mille soldats supplémentaires.

INQUIÉTUDES DES PAYS ARABES

Sabah Al-Ahmad Al-Sabah, le chef de la diplomatie koweïtienne, a fait publiquement état des réserves de son pays, qui accueille déjà, depuis vendredi, des bombardiers furtifs américains F-117,

en indiquant que « les forces terrestres ne traverseront pas le territoire koweïtien pour se rendre en Irak ». M. Al-Ahmad Al-Sabah participait à la réunion informelle de treize pays arabes au Caire - dont l'Irak -, présidée par le secrétaire général de la Ligue arabe, Esamat Abdel Meguib, et au cours de laquelle ont été réaffirmées, selon un responsable de la Ligue, « la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Irak ».

Contrastant avec les déclarations américaines de la semaine dernière qui évoquaient une réponse « disproportionnée » aux tirs irakiens, l'ambassadeur américain aux Nations unies, Madeleine Albright, a pris acte de leur arrêt décidé par Bagdad en indiquant que les Etats-Unis ne réagiront pas « de façon excessive ». « Notre objectif est de nous assurer que Saddam Hussein ne menace pas ses voisins », a-t-elle ajouté. Lundi, M. Perry a quitté le Golfe pour la Turquie, où il pourrait demander aux dirigeants turcs l'autorisation pour les avions américains d'utiliser la base turco-américaine d'Incirlik, au sud du pays, pour faire des frappes en Irak. - (AFP, Reuter.)

Les Etats-Unis évacuent leurs collaborateurs

Les Etats-Unis ont commencé, dimanche 15 septembre, à évacuer, vers l'île de Guam, dans l'océan Pacifique, via la Turquie, leurs collaborateurs qui vivaient dans le nord de l'Irak et leurs familles, soit environ 2 500 personnes, pour la plupart kurdes. Les réfugiés devraient demeurer deux à trois mois dans l'île, où les Etats-Unis disposent d'une base militaire, avant d'être acheminés vers le territoire américain. En outre, la CIA, pour laquelle travaillaient probablement une partie des réfugiés, aurait investi environ 100 millions de dollars, depuis 1991, dans une opération secrète d'aide aux dissidents kurdes et irakiens pour renverser Saddam Hussein, a révélé, dimanche, le *Washington Post*. - (AFP, Reuter.)

Libération - 17 septembre 1996

Kurdes exilés dans le Pacifique

Quelque 2.500 Kurdes irakiens, anciens collaborateurs des Etats-Unis dans le nord de l'Irak, ont commencé hier à être évacués avec leurs familles vers l'île de Guam dans l'océan Pacifique. Les Américains assurent cette évacuation via la Turquie.



Laurent Rebours/The Associated Press

U.S. tank crew members filling sandbags Monday for a bunker in the Kuwaiti desert near the Iraq border.

Kurd Refugees Enter Turkey En Route to A U.S. Airlift

Compiled by Our Staff From Dispatches

ZAKHO, Iraq — As many as 2,100 Kurds who fear reprisals for their work with U.S. aid groups in northern Iraq have fled to Turkey for airlift to the U.S. Pacific island of Guam, Turkey's Anadolu News Agency said Monday.

Francis Ricciardone, the U.S. Embassy's chief of mission in Turkey, told reporters in the southeastern Turkish city of Diyarbakir that the first Iraqi Kurds would be evacuated Monday.

He said they would stay on the island for two to three months before being taken to the United States. Many want

sanctuary in the United States, he added.

Guam, a U.S. possession in the Western Pacific, has American military facilities where Kurds who opposed President Saddam Hussein while working for American agencies in northern Iraq can be debriefed in safety.

They fled northern Iraq after a Kurdish group made an alliance with Mr. Saddam and took control of the area after routing a rival group. The United States staged missile strikes in retaliation against Baghdad's incursion.

On Sunday, the first refugees began crossing the bridge separating northern Iraq and Turkey en route to a nearby refugee camp. After entering Turkey, the refugees were met by the Turkish Red Crescent and members of the U.S. Agency for International Development.

They also were questioned by Turkish and U.S. authorities in tents set up on a soccer field in an area guarded by soldiers in armored personnel carriers.

The Turkish government reportedly agreed to cooperate in the operation on condition that the refugees leave Turkey

as quickly as possible. Turkey is not willing to accept refugees from the latest northern Iraqi crisis as it did in 1991, when more than 1 million Iraqi Kurds crossed the border.

The United States reportedly also asked Germany and Britain to accept the refugees on a temporary basis, but they declined.

Mr. Ricciardone described the scene at the border as one of "people who were very worried about their future" but who are "coming into freedom."

He added, "We saw a wonderful story beginning."

About 300 of the evacuees worked for the Operation Provide Comfort mission and U.S. relief agencies in the northern Iraqi town of Zakho, he said. The others are their relatives.

At the holding area near Silopi, the evacuees reportedly expressed weariness and uncertainty about the future. The Silopi camp also became the temporary home to some of the Iraqis who fled the north in 1991 after Mr. Saddam ordered his troops to crush a Kurdish uprising after the Gulf War. (AP, WP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, SEPTEMBER 17, 1996

Ending Tour, Perry Warns Baghdad

But London and Paris Avoid Ultimatums

By Fred Barbash
Washington Post Service

LONDON — Defense Secretary William Perry, after completing his tour of the Gulf region, joined here Monday night with his British and French counterparts in a warning to Saddam Hussein against taking any actions threatening to coalition pilots in the "no fly" zones over Iraq.

But the three steered away from any ultimatums or suggestions of further military action except in self-defense.

President Bill Clinton, meanwhile, said that the United States was not seeking a confrontation with Baghdad, but he declined to say whether this meant he would not order air strikes on Iraq at this time.

"We have sought no confrontation with Saddam Hussein," Mr. Clinton said in Washington when asked whether Iraq's agreement to stop challenging allied planes patrolling flight-exclusion zones meant the United States could "forgo any immediate further air strikes."

The French defense minister, Charles Millon, pointedly avoided taking part in a press conference with Mr. Perry and the British defense secretary, Michael Portillo. Instead, he returned immediately to Paris following the meeting at a Royal Air Force base in West London.

Mr. Millon's departure underscored the limited support U.S. initiatives in Iraq have received.

Mr. Portillo, summarizing the conversations here, said the three were "deeply concerned about the threat

posed to" American, British and French pilots in the region by Iraqi air defenses.

"All the ministers are sending a warning to Baghdad that we retain the absolute right of self-defense," he said.

"We all agreed," Mr. Perry said, that "the threats to our operations" posed by Iraq's surface-to-air missiles and mobile anti-aircraft installations "are completely unacceptable" and "we demand that they change."

Asked why Mr. Millon had not joined them at the press conference, Mr. Portillo said the French defense minister wanted to "return to Paris as fast as he could" to brief the French president and that he would be "making his own statement" in response to Iraq's defensive measures in the flight-exclusion zones.

"It is essential to avoid an escalation," Mr. Millon told Mr. Perry and Mr. Portillo during their talks, the Defense Ministry in Paris said in a statement late Monday.

"France has very firmly delivered the same message to Baghdad," it added.

Asked about the lack of support for U.S. measures, Mr. Perry called his visits to nations in the Gulf region, and to Turkey, "successful and productive, reaffirming our basic concern that Saddam Hussein is threatening the stability of the region and posing a threat to his neighbors."

■ Kuwait Clears Troops

After first registering its annoyance, Kuwait agreed Monday to let the United States send in 3,000 more troops to keep up the military pressure on Iraq, even as the

confrontation with Mr. Saddam showed signs of easing. The New York Times reported from Washington.

Kuwait agreed to the deployment of a training force from Fort Hood, Texas, only after pointedly withholding its permission during Mr. Perry's visit to Kuwait on Sunday as part of the administration's efforts to rally support against Mr. Saddam.

While the Clinton administration has made its distrust of Mr. Saddam clear, a senior U.S. official said Monday there was evidence that Iraq's air defense forces were in fact moving away from confrontational postures.

"They're clearly moving away from a confrontation," the official said. "The question is whether Saddam Hussein does enough."

Officials acknowledged that the U.S. administration badly misstepped when the Pentagon announced Friday that it was sending 5,000 troops to Kuwait — before telling the Kuwaitis it planned to do so. That led to an embarrassing delay for the United States, even as Mr. Perry toured the region.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
WEDNESDAY, SEPTEMBER 18, 1996

Turks Denounce Rights Court

ANKARA — Turkey denounced the European Court of Human Rights for fining it £20,180 (\$30,000) in response to a complaint by Kurdish villagers that Turkish soldiers destroyed their homes four years ago.

The Turkish Foreign Ministry said in a statement that the court's decision was political. "The decision is strange and incomprehensible," it said, adding: "The authors of this decision have undermined the court's impartiality."

The sentence was handed down by the Strasbourg-based court after Kurdish villagers in Kelekci, in southeastern Turkey, said government troops had burned down almost all the houses in their village in two separate operations in 1992 and 1993. (AFP)

LE MONDE / MERCREDI 18 SEPTEMBRE 1996

PROCHE-ORIENT. La tension entre les Etats-Unis et l'Irak a baissé d'un cran, lundi 16 septembre. Bill Clinton a ainsi assuré que Washington ne recherchait pas

l'affrontement avec Saddam Hussein, sans préciser pour autant s'il allait lever les menaces de frappes aériennes contre l'Irak décidées pour répondre aux tirs de missiles

contre des avions américains. ● L'IRAK avait déjà contribué à calmer les esprits en décidant, vendredi, de cesser « jusqu'à nouvel ordre » ces tirs, déclenchés après

les bombardements américains qui avaient suivi l'entrée des troupes irakiennes dans la ville kurde d'Erbil. ● CETTE NOUVELLE CRISE a montré les limites de la politique

des Etats-Unis face à l'Irak, que les pays arabes hésitent d'autant plus à donner leur aval qu'ils suspectent leur allié américain de faiblesses à l'égard d'Israël.

Bill Clinton affirme qu'il ne cherche pas l'affrontement avec l'Irak

Le secrétaire américain à la défense, William Perry, a essuyé une série de camouflets en Arabie saoudite et en Turquie. Le ministre français de la défense, Charles Millon, a jugé « essentiel d'éviter une escalade »

LE PRÉSIDENT des Etats-Unis, Bill Clinton, a indiqué, lundi 16 septembre, que son pays ne recherchait pas l'affrontement avec l'Irak, sans préciser pour autant si sa déclaration signifiait la levée des menaces de bombardements agités depuis une semaine par les Etats-Unis après les tirs de missiles irakiens sur des avions américains, qui n'avaient pas été touchés. « Nous n'avons recherché aucun affrontement avec Saddam Hussein. Mon souci est que nous limitions [ses] capacités à menacer ses voisins, que nous le fassions en faisant respecter les zones d'exclusion aérienne et que nous protégions nos pilotes », a indiqué M. Clinton.

Selon le porte-parole du département d'Etat américain, Nicholas Burns, les décisions du président Saddam Hussein « détermineront si la tension monte ou décroît » entre les deux pays. Le porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Scott Campbell, a indiqué, lundi, que « le président [Clinton] dispose d'un menu d'options à sa disposition. En fonction de l'évolution de la situation au Proche-Orient, il peut décider ou pas d'envoyer » de nouvelles troupes mises en état d'alerte.

EXPLICATIONS

En tournée au Proche-Orient et en Europe pour expliquer la politique américaine aux alliés des Etats-Unis, le secrétaire à la défense, William Perry, a essuyé une série de camouflets. Sollicité pour accueillir des troupes supplémentaires, le Koweït a ainsi attendu vingt-quatre heures avant d'accepter. La Turquie a, de son côté, exclu, lundi, l'utilisation de la base d'Incirlik par des avions américains pour lancer des attaques contre l'Irak.

Lors d'une conférence de presse organisée, lundi, à l'issue d'une rencontre, sur la base aérienne de Northolt, en Grande-Bretagne, avec les ministres britannique et français de la défense, Michael Portillo et Charles Millon - ce dernier s'est abstenu de participer à la conférence de presse -, M. Perry a fait état d'une « totale convergence de vues » entre Washington, Paris et Londres. Au cours de leurs entretiens, le ministre français, n'en avait pas moins tenu à « réitérer » la position de Paris : si la France est « solidaire » de ses alliés et « particulièrement soucieuse de la sécurité de ses pilotes », elle ne juge pas moins « essentiel d'éviter une escalade ». M. Millon avait aussi évoqué la décision irakienne de suspendre ses tirs contre les avions chargés de sa surveillance en estimant qu'il s'agissait d'un « signe d'apaisement ». - (AFP, Reuter.)

Les pays du Golfe prennent leurs distances vis-à-vis de Washington

AMMAN

de notre correspondante au Proche-Orient

Cinq ans et demi après la fin de la guerre du Golfe, les pays arabes sont de plus en plus hésitants à appuyer la politique des Etats-Unis dans la région. Obligé d'envoyer d'urgence sur place son secrétaire à la défense, William Perry, pour tenter de resserrer les rangs d'une coalition anti-irakienne chancelante, le président Bill Clinton a pu mesurer la distance prise par ses plus proches alliés vis-à-vis de sa politique.

Libéré de l'occupation irakienne, en février 1991, par une large coalition conduite presque sans partage par les Etats-Unis, le Koweït lui-même hésite aujourd'hui, face aux pressions de ses partenaires du Golfe, à suivre aveuglément Washington. Seul pays arabe à avoir approuvé les premières frappes américaines des 3 et 4 septembre, l'émirat a mis 48 heures à approuver l'éventuel déploiement de nouvelles troupes américaines sur son sol. Son ministre des affaires étrangères, Cheikh Sabah al-Ahmad, a tenu à préciser que son pays n'autoriserait pas l'armée de terre américaine à traverser son territoire pour intervenir en Irak. « Des forces aériennes américaines se trouvent sur des bases à Koweït, a-t-il ajouté. ce qui n'est pas nouveau, et de telles forces stationnent aussi dans d'autres pays du Golfe. »

Les réserves des pays arabes sont d'autant plus fortes que Washington n'a toujours pas fait fléchir le nouveau premier ministre israélien

Plus solide allié de Washington, l'Arabie saoudite a pris, dès le début de cette nouvelle crise, ses distances avec Washington. Après avoir refusé aux Etats-Unis l'utilisation de ces bases pour mener des attaques contre l'Irak, le royaume wahabite s'est félicité, par la voix de son ministre de la défense, le prince Sultan bin Abdel-Aziz, de l'« attitude raisonnable » de Bagdad de ne plus s'attaquer aux avions alliés au dessus des zones d'exclusion aérienne. L'attitude de l'Arabie saoudite, chef de file des monarchies pétrolières, est révélatrice des inquiétudes que la politique américaine fait naître dans le

Golfe.

Les deux attentats antiaméricains qui ont frappé le royaume wahabite, en novembre 1995 et en juin, ont rappelé aux dirigeants saoudiens que la protection des Etats-Unis, dont ils bénéficient en raison de leur fabuleuse richesse pétrolière, est sans doute aujourd'hui plus préoccupante que les menaces de Saddam Hussein. Même limitée, l'agitation des extrémistes islamistes dans le pays

est prise suffisamment au sérieux pour ne pas l'enrichir de nouveaux arguments, en frappant une fois encore un pays arabe, alors qu'au même moment la politique d'intransigence israélienne bénéficie de toute l'indulgence américaine.

Si Riyad se satisfait assez bien du maintien du président Saddam Hussein au pouvoir, il n'entend pas le combattre à intervalles réguliers pour satisfaire l'opinion publique américaine au risque de s'aliéner la sienne. Cette analyse est largement partagée par les dirigeants du Golfe, qui ont de plus en plus le sentiment de servir de pions dans une stratégie américaine peu soucieuse de prendre en compte leurs préoccupations.

Réaffirmée à l'unanimité - attitude peu commune depuis cinq ans - par le conseil ministériel de la

Ligue arabe, la nécessité du maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak est partagée par tous les régimes arabes qui craignent leurs minorités religieuses ou ethniques. Déjà, en 1994, l'Arabie saoudite et le Koweït avaient émis de discrètes réserves sur une proposition américaine de renforcer la zone d'exclusion du sud de l'Irak, de peur de favoriser l'émergence d'une entité chiïte à leurs frontières.

Les réserves des pays arabes sont aussi d'autant plus fortes que Washington s'est jusqu'à maintenant montré incapable de faire fléchir le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, et que le processus de paix est gravement menacé. Autre allié des Etats-Unis, le président égyptien Hosni Moubarak a ainsi affirmé, lundi, que son pays et la Jordanie, qui ont fait la paix avec Israël, « auront peur » de continuer dans cette voie si l'Etat juif ne fait pas « un premier pas » en direction de ses voisins arabes. Il a évoqué les voix de plus en plus nombreuses qui s'élèvent dans le monde arabe contre tous ceux qui traitent avec Israël : « Nous ne pouvons pas être contre ce courant. »

Les ministres des affaires étrangères arabes, qui viennent de se réunir au Caire, ont remis à

M. Moubarak des recommandations sur les mesures concrètes à prendre pour faire face au refus d'Israël d'honorer ses engagements envers le processus de paix.

« Il y a une unanimité sur la nécessité de lier les relations avec Israël aux progrès du processus de paix », a affirmé le chef de la diplomatie syrienne, Farouk Charah, précisant qu'« il ne s'agit pas d'une demande syrienne mais d'une demande arabe ».

Cette demande avait déjà été faite en juin, lors du dernier sommet arabe, et sa première manifestation pourrait être une éventuelle annulation de la conférence économique qui doit se réunir en novembre au Caire. « L'Egypte est soucieuse de tenir la conférence économique à la date prévue, a affirmé, lundi, M. Moubarak, mais je demande aux Etats-Unis et à Israël d'assumer leurs responsabilités pour assurer le succès de la conférence. »

Répliquant aux critiques américaines sur la menace d'annulation, il a assuré que l'Egypte « ne plierait pas aux pressions ».

Françoise Chipaux

Le Monde - 18 septembre 1996

La tension au Kurdistan embarrasse la Turquie

ISTANBUL

de notre correspondante

Le secrétaire américain à la défense, William Perry, n'a pas reçu en Turquie, lundi 16 septembre, l'accueil chaleureux qu'il aurait pu attendre d'un allié. Avertis à l'avance que la réponse serait négative, les Etats-Unis n'ont pas officiellement demandé à la Turquie l'autorisation d'utiliser la base militaire d'Incirlik, où sont basés les avions de l'opération alliée « Provide Comfort », pour d'éventuels raids aériens contre l'Irak.

La crise irakienne est un casse-tête pour Ankara qui, faute de pouvoir définir une politique cohérente en cette période d'attente, doit maintenir un équilibre délicat entre les forces en présence dans la région. C'est ainsi que, la semaine dernière, les res-

ponsables turcs ont eu, à Ankara, des contacts suivis à la fois avec l'ambassadeur américain en Turquie, Marc Grossmann, et le chef d'une délégation irakienne, Youssef Hamed Hammad. La Turquie a vainement tenté de convaincre celle-ci d'accepter son projet de cordon de sécurité sur le sol irakien pour empêcher les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de s'infiltrer à partir de l'Irak sur son territoire.

Ce plan semble donc être en veilleuse pour le moment. Maintenant que l'Irak a - directement ou indirectement, par le biais de ses alliés kurdes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) - rétabli son contrôle sur le nord du pays, les troupes turques ne peuvent plus se permettre de franchir impunément la frontière.

Le PDK, initialement favorable au plan - craignant que le PKK ne soit utilisé par son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), pour le déstabiliser -, semble avoir changé d'avis maintenant qu'il a consolidé son autorité.

« Nous ne nous battons pas contre une organisation telle que le PKK au profit de la Turquie. Tant [que] le PKK ne pose pas de problèmes pour le Kurdistan [irakien], il peut rester là », a déclaré, au quotidien turc *Cumhuriyet*, Massoud Barzani, le chef du PDK. Le PKK, utilisé comme un pion par tous les pays voisins qui ont des griefs contre la Turquie, posera encore des problèmes. Le changement subtil de la politique turque, que les Etats-Unis semblent attribuer avant tout à l'arrivée au pouvoir du premier ministre isla-

miste Necmettin Erbakan, est cependant dû en grande partie à la nécessité pour Ankara de tenir compte des dangers à ses frontières.

Son opposition à la politique américaine n'est peut-être pas la seule raison pour laquelle le premier ministre turc garde un silence total depuis le début de la crise. Toutes ses ouvertures en direction des pays musulmans, que ce soit l'Irak, la Libye ou l'Iran, ont été vaines. M. Erbakan pensait avoir scellé l'amitié entre Ankara et Téhéran après la signature d'un accord gazier, mais les récentes attaques du PKK près de la frontière iranienne donnent à penser que l'Iran participe aussi au grand jeu d'échecs régional.

Nicole Pope

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0216 4 I 0361 CHY /AFP-WX22
USA-Turquie-Kurdes

La rencontre Barzani-Pelletreau "mettra fin à la confusion", selon le PDK

NICOSIE, 18 sept (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a estimé que la rencontre prévue en Turquie entre son chef Massoud Barzani, et le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient Robert Pelletreau permettra de "mettre fin à la confusion" dans le nord de l'Irak.

"Le PDK accueille favorablement" la rencontre avec M. Pelletreau et "croit que les discussions prévues mettront fin à la confusion dans le Kurdistan irakien", indique un communiqué du parti de M. Barzani, rallié à Bagdad.

M. Barzani, qui est arrivé dans la matinée à Ankara, doit d'abord avoir des entretiens le même jour avec le ministre turc des Affaires étrangères, Tansu Ciller et d'autres responsables, selon ce communiqué parvenu mercredi à l'AFP.

Le PDK qualifie de "très importantes" les rencontres de M. Barzani avec les responsables turcs et avec M. Pelletreau, estimant qu'elles interviennent dans un contexte marqué par "les tentatives américaines d'abandonner les Kurdes".

"La décision hâtive du département d'Etat de retirer son programme humanitaire, ses ONG et son personnel local de la région sur la base d'une crainte injustifiée et exagérée à l'égard de la présence irakienne dans le nord, a rendu la situation intolérable", poursuit le texte.

M. Barzani exposera à M. Pelletreau "son point de vue et lui expliquera la situation avec franchise en soulignant son souci de normalisation sur le terrain", ajoute le communiqué.

Mardi, le porte-parole du département d'Etat Nicholas Burns avait indiqué que Pelletreau rencontrerait M. Barzani jeudi. Le communiqué du PDK ne précise pas la date de cette rencontre, indiquant simplement qu'elle aurait lieu après celle avec les dirigeants turcs.

Washington veut réitérer à M. Barzani son opposition à son alliance avec Bagdad, son désir de le voir reprendre les négociations avec l'UPK (Union patriotique du Kurdistan, de Jalal Talabani) et son inquiétude sur le sort des réfugiés qui ont fui le nord de l'Irak à la suite de l'offensive des forces de Bagdad et du PDK contre l'UPK.

elf/sl tf
AFP /AA1234/181017 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P.

A.F.P.

FRS0234 4 I 0507 TUR /AFP-XB35

Turquie-Irak-Kurdes 2èlead

Massoud Barzani en Turquie pour rencontrer les dirigeants turcs et Robert Pelletreau

ANKARA, 18 sept (AFP) - Le chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) rallié à Bagdad, Massoud Barzani, est arrivé mercredi en Turquie pour des entretiens avec les dirigeants turcs et avec le secrétaire d'Etat adjoint américain Robert Pelletreau, a indiqué un porte-parole du parti à Ankara, Faik Nerweyi.

M. Barzani est passé, à bord d'une Mercedes dans un convoi de six voitures, par le poste frontalier turco-irakien de Habur à 08h30 (05h30 GMT) et a immédiatement pris la route de Diyarbakir, a précisé M. Nerweyi à l'AFP.

Il pourrait ensuite prendre un avion pour Ankara mais ce n'est pas encore sûr, "des questions de logistique étant encore à mettre au point", a ajouté le porte-parole.

M. Barzani pourrait donc avoir ses entretiens soit à Diyarbakir, soit à Ankara, selon lui.

Le dirigeant kurde irakien doit s'entretenir dans la journée avec le ministre turc des affaires étrangères Tansu Ciller et de hauts responsables du ministère des affaires étrangères, a indiqué le porte-parole. Il pourrait aussi rencontrer le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient Robert Pelletreau dès mercredi.

Cette dernière rencontre avait été annoncée pour jeudi, en un lieu non précisé en Turquie, par le département d'Etat.

"Nous essayons de mettre sur pied une rencontre jeudi entre M. Barzani et M. Pelletreau", avait déclaré le porte-parole du département Nicholas Burns.

Selon M. Burns, M. Pelletreau doit répéter à M. Barzani l'opposition des Etats-Unis à son alliance avec l'Irak, leur désir de voir reprendre les négociations entre le PDK et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan, de Jalal Talabani) et leur inquiétude sur le sort des réfugiés qui ont fui le nord de l'Irak à la suite de l'offensive des forces de Bagdad et du PDK contre l'UPK.

M. Talabani ne devait pas participer pas à la rencontre mais Washington "espère pouvoir mettre sur pied une rencontre avec lui à un moment ou à un autre", avait ajouté M. Burns. Les Etats-Unis veulent voir M. Barzani se détacher de l'Irak et M. Talabani de l'Iran, avait-il souligné.

Les Etats-Unis "ne sont pas assurés" de convaincre M. Barzani, avait-il admis mais "c'est un bon début". Washington s'était efforcé en vain pendant plusieurs semaines en août de rapprocher les deux mouvements kurdes rivaux.

Quant aux dirigeants turcs, on a indiqué au ministère des Affaires étrangères qu'ils doivent aborder avec M. Barzani la situation dans le nord de l'Irak, désormais contrôlé par ses forces, la sécurité frontalière, le projet turc de créer une zone de sécurité dans le nord de l'Irak contre les rebelles séparatistes kurdes de Turquie et la sécurité des Turcomans (Irakiens d'origine turque).

La visite permettra aux autorités turques de recevoir des informations sur le rapprochement entre M. Barzani et l'administration de Bagdad.

C'est la première visite de M. Barzani en Turquie depuis début 1993.

HC/nj tf

AFP /AA1234/181037

SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0828 3 I 0669 TUR /AFP-CZ18

Turquie-Irak-Kurdes prev

M. Barzani à Ankara pour rencontrer les dirigeants turcs et un émissaire américain

Par Hervé COUTURIER

ANKARA, 18 sept (AFP) - Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) rallié à Bagdad, s'est rendu mercredi en Turquie pour rencontrer les dirigeants turcs et un émissaire américain à qui il devait demander l'aide de l'Amérique.

Dans son entretien avec le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient Robert Pelletreau, prévu en principe dans la soirée, M. Barzani devait demander aux Américains "de l'aide et du soutien pour le peuple kurde", a indiqué à l'AFP à Salaheddine (nord de l'Irak) son conseiller politique Falakaddin Kakaï.

"Il va expliquer aux Américains la nouvelle réalité du Kurdistan irakien pour qu'ils la comprennent", a dit M. Kakaï. "Si nous avons le soutien des Américains et des Européens, nous n'avons besoin d'aucun autre soutien", a-t-il ajouté.

Le chef kurde irakien est à Ankara pour "réorganiser les relations avec les Américains et les Européens", a-t-il encore dit.

"La rencontre aura lieu à la demande du département d'Etat (...) Il nous importe beaucoup que les Américains comprennent bien la réalité nouvelle et maintiennent leurs relations avec nous. Notre politique vise à une réconciliation nationale au Kurdistan entre toutes les parties, y compris l'UPK" (l'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, rival de M. Barzani), a ajouté ce responsable.

Par ailleurs dans un communiqué, le PDK a déclaré que la rencontre Barzani-Pelletreau permettra de "mettre fin à la confusion" dans le nord de l'Irak.

Arrivé à Ankara en fin d'après-midi, M. Barzani s'est entretenu pendant 90 minutes avec le ministre des Affaires étrangères turc Tansu Ciller, qu'il a quittée sans faire de déclaration.

L'un de ses compagnons, Sami Abderrahman, s'est contenté de qualifier cet entretien de "fructueux".

"Tous les détails concernant l'évolution de la situation dans le nord de l'Irak" devaient être discutés entre les autorités turques et M. Barzani, selon le porte-parole de la diplomatie turque Omer Akbel.

"La sécurité frontalière avec l'Irak est prioritaire pour nous. Les attaques terroristes en provenance du nord de l'Irak doivent être empêchées et les terroristes éliminés", a dit M. Akbel lors d'un point de presse.

Il faisait allusion au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984, qui utilise le nord de l'Irak comme base arrière.

"La protection des droits et de la sécurité des Turcomans (Irakiens d'origine turque) est également importante pour nous et nous attachons une importance capitale à la préservation de l'intégrité territoriale et politique ainsi qu'à la souveraineté de l'Etat irakien", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, un porte-parole américain à Koweït a annoncé que les quelque 3.000 soldats américains, dont l'envoi au Koweït a été décidé par les Etats-Unis, étaient attendus à partir de jeudi dans l'émirat, où ils devront effectuer des exercices militaires.

Le porte-parole a souligné que ces exercices visent à "montrer

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

l'engagement des Etats-Unis à préserver la sécurité et la stabilité dans la région du Golfe".

Toujours à Koweït, on a appris de source militaire américaine que les Etats-Unis avaient déployé une batterie de missiles anti-missiles Patriot dans l'émirat, pour le protéger contre d'éventuelles attaques irakiennes.

A Paris, le président français Jacques Chirac et le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud Al-Fayçal, ont prôné l'apaisement des tensions en Irak.

Enfin les Etats-Unis prévoient que tous les Kurdes qui travaillaient pour eux en Irak auront été évacués vers l'île américaine de Guam (Pacifique) jeudi, selon le département d'Etat.

Pendant ce temps dans son fief de Salaheddine, le PDK s'efforçait, apparemment en vain, de rassurer les organisations internationales sur la sécurité de leurs employés kurdes dans le nord de l'Irak.

HC/soh tf

AFP /AA1234/181800 SEP 96

FRS1139 4 I 0221 USA /AFP-ER62

USA-Irak-kurdes

Washington ne veut pas que l'Irak arme davantage le PDK

WASHINGTON, 18 sept (AFP) - Les Etats-Unis ne veulent pas que Bagdad continue de fournir du matériel militaire à ses alliés kurdes du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) dans le nord de l'Irak, a souligné mercredi le département d'Etat.

"Nous serions très inquiets si cela continuait", a déclaré le porte-parole du département d'Etat Nicholas Burns.

Il a cependant refusé de dire si ce point figurait dans la nouvelle mise en garde que Washington a adressée à Bagdad il y a deux jours. Cet avertissement, de même que le premier dix jours auparavant, contenaient des indications militaires "très précises", a-t-il indiqué.

Contrairement au PDK, a précisé M. Burns, "un grand nombre" de soldats de l'armée régulière irakienne se sont retirés du nord du pays après l'offensive lancée fin août contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), même si Bagdad a laissé des "forces de sécurité" sur place.

"Nous espérons que l'Irak va continuer à se désengager du conflit", a-t-il déclaré.

Le gouvernement américain avait auparavant indiqué que la dernière mise en garde à l'Irak insistait sur la sécurité des pilotes alliés qui patrouillent les deux zones d'exclusion aérienne au nord et au sud de l'Irak.

avz/lb/es

tf

AFP /AA1234/182215 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0837 3 I 0506 EXT /AFP-DA29
Irak-Kurdes prev

Les nouveaux maîtres du Kurdistan veulent rassurer l'ONU et les ONG de l'envoyé spécial de l'AFP, Jean-Pierre CAMPAGNE

SALAHEDDINE (Irak), 18 sept (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui a pris le contrôle de la quasi-totalité du Kurdistan irakien avec le soutien de Bagdad, s'est efforcé mercredi de rassurer les organisations internationales quant au sort de leurs employés kurdes.

Le PDK a réuni à Salaheddine les agences des Nations unies et les organisations non-gouvernementales (ONG) étrangères pour évoquer "la sécurité de leurs employés et les assurer que nous sommes prêts à fournir toute la protection nécessaire", a déclaré à l'AFP Foulkeddine Kakyi, conseiller politique du chef du PDK Massoud Barzani.

Depuis l'évacuation du nord de l'Irak de 2.000 employés locaux des Américains, des milliers d'autres Kurdes travaillant pour des organisations internationales redoutent des repréailles de la police secrète irakienne.

Selon les Kurdes, cette police secrète est entrée dans la région depuis la prise d'Erbil, la principale ville du Kurdistan, le 31 août par le PDK, soutenu par les troupes de Bagdad, au détriment de son rival de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Le président irakien Saddam Hussein a décrété une amnistie pour les Kurdes, mais il en a notamment exclu les "espions" et les personnes travaillant pour des organisations étrangères.

"Beaucoup de rumeurs", a commenté le conseiller de Barzani. "Certains de ces éléments (police secrète irakienne) se sont infiltrés au début, plus maintenant. Nous avons établi des contrôles sur les routes, si nous en trouvons un, nous le capturons", affirme-t-il.

Un argument qui ne convainc pas les responsables d'ONG sur place. "Les service secrets irakiens sont bien là. J'ai déjà reçu leur visite trois fois", affirme Hervé de Bailleux, responsable de l'ONG française "Equilibre", à Erbil.

"Dans l'esprit des gens du PDK, Saddam Hussein n'existe pas", ajoute-t-il.

"Equilibre", comme "France-Enfance" ou "France Libertés" se sont déclarés insatisfaits à la fin de la réunion, en l'absence de "toute réponse concrète" à la peur de leurs employés.

"Nous demandons au moins que la Turquie accepte de les accueillir", explique Hervé de Bailleux.

Pour l'instant, la Turquie n'a pris aucun engagement en ce sens. Au contraire, son ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller a déclaré lundi que son pays n'accepterait plus de laisser passer les étrangers des ONG en Kurdistan irakien, via la Turquie.

Pour Cécile Barras, de "France Libertés", le problème de la sécurité concerne non seulement les employés kurdes, mais "la population kurde dans son ensemble". "On vit au jour le jour et on peut craindre que la situation empire. L'Irak n'a pas modifié sa façon de voir les choses", explique-t-elle.

Selon elle, "l'enjeu est de ne pas quitter le Kurdistan maintenant", alors que plus que jamais la population kurde a besoin d'aide extérieure.

Jpc/jhd/es

tf

AFP /AA1234/181803 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS1099 4 I 0756 TUR /AFP-EM09

Turquie-Irak-Kurdes prev

VERSION ACTUALISEE

M. Barzani rencontre à Ankara les autorités turques et un émissaire américain

Par Hervé COUTURIER

ANKARA, 18 sept (AFP) - Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) rallié à Bagdad, a rencontré mercredi à Ankara les autorités turques et un émissaire américain à qui il devait demander l'aide de l'Amérique pour le peuple kurde.

M. Barzani s'est entretenu dans la soirée avec le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient Robert Pelletreau, qui, selon des sources diplomatiques, comptait demander au chef du PDK de mettre un terme à toute coopération avec Bagdad.

Aucun détail n'a été fourni après l'entretien sur le contenu de la discussion entre les deux hommes.

De son côté, M. Barzani devait demander aux Américains "de l'aide et du soutien pour le peuple kurde", a indiqué à l'AFP à Salaheddine (nord de l'Irak) son conseiller politique Falakaddin Kakaï.

"Il va expliquer aux Américains la nouvelle réalité du Kurdistan irakien pour qu'ils la comprennent", a dit M. Kakaï. "Si nous avons le soutien des Américains et des Européens, nous n'avons besoin d'aucun autre soutien", a-t-il ajouté.

Le chef kurde irakien est à Ankara pour "réorganiser les relations avec les Américains et les Européens", a-t-il encore dit, précisant que la rencontre avec M. Pelletreau avait lieu "à la demande du département d'Etat".

"Il nous importe beaucoup que les Américains comprennent bien la réalité nouvelle et maintiennent leurs relations avec nous. Notre politique vise à une réconciliation nationale au Kurdistan entre toutes les parties, y compris l'UPK" (l'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, rival de M. Barzani), a ajouté ce responsable.

Par ailleurs, dans un communiqué, le PDK a déclaré que la rencontre Barzani-Pelletreau devait permettre de "mettre fin à la confusion" dans le nord de l'Irak.

Arrivé à Ankara en fin d'après-midi, M. Barzani s'est entretenu pendant 90 minutes avec le ministre des Affaires étrangères turc Tansu Ciller, qu'il a quittée sans faire de déclaration.

L'un de ses compagnons, Sami Abderrahman, s'est contenté de qualifier cet entretien de "fructueux".

Mme Ciller a demandé à M. Barzani d'assurer la protection des Turcomans (Irakiens d'origine turque) dans le nord de l'Irak. "De nombreux Turcomans ont été emmenés d'Erbil (principale ville du nord de l'Irak) lors de la dernière campagne et ont souffert", a déclaré Mme Ciller à la presse à l'issue de l'entretien. Erbil avait été prise le 31 août par le PDK, soutenu par les troupes de Bagdad, au détriment de l'UPK.

"Tous les détails concernant l'évolution de la situation dans le nord de l'Irak" devaient être discutés entre les autorités turques et M. Barzani, a indiqué le porte-parole de la diplomatie turque, Omer Akbel.

"La sécurité frontalière avec l'Irak est prioritaire pour nous. Les attaques terroristes en provenance du nord de l'Irak doivent être empêchées et les terroristes éliminés", a dit M. Akbel.

Il faisait allusion au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984, qui utilise le

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

nord de l'Irak comme base arrière.

Des sources turques ont indiqué que M. Barzani devait rentrer jeudi dans le nord de l'Irak.

Par ailleurs, le premier contingent des quelque 3.500 soldats américains dont le président Bill Clinton a ordonné le déploiement au Koweït, a quitté mercredi sa base de Fort Hood (Texas), selon un porte-parole de l'armée américaine. L'ensemble des GI's devraient être arrivés au Koweït d'ici la fin de la semaine, portant à environ 5.000 le nombre de soldats américains déployés dans ce pays, selon la même source.

Un porte-parole américain à Koweït a indiqué que ces soldats effectueront des exercices militaires visant à "montrer l'engagement des Etats-Unis à préserver la sécurité et la stabilité dans la région du Golfe".

Toujours à Koweït, on a appris de source militaire américaine que les Etats-Unis avaient déployé une batterie de missiles anti-missiles Patriot dans l'émirat, pour le protéger contre d'éventuelles attaques irakiennes.

A Paris, le président français Jacques Chirac et le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud Al-Fayçal, ont prôné l'apaisement des tensions en Irak.

Enfin, les Etats-Unis prévoient que tous les Kurdes qui travaillaient pour eux en Irak auront été évacués vers l'île américaine de Guam (Pacifique) jeudi, selon le département d'Etat.

HC/soh/sg tf

AFP /AA1234/182139 SEP 96

A.F.P. A.F.P.
FRS0525 3 I 0224 IRA /AFP-BM81
Iran-Kurdes lead

Bombardement d'un camp de réfugiés: 4 morts et 10 blessés, selon Téhéran

TEHERAN, 18 sept (AFP) - Quatre réfugiés kurdes, dont trois enfants, ont été tués et dix autres blessés mercredi dans le bombardement d'un camp de réfugiés dans le nord-ouest de l'Iran, a rapporté l'agence officielle IRNA.

"L'armée irakienne et les forces du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani, allié de Bagdad) ont bombardé mercredi à midi le camp de Seiran-Band", dans le nord du Kurdistan iranien, a ajouté IRNA.

Selon IRNA, qui ne donne pas plus de précisions, le bombardement du camp de Seiran-Band, à une vingtaine de km de la ville de Baneh, dans le Kurdistan iranien, a commencé "mercredi vers midi et il se poursuivait en milieu d'après midi".

Le camp frontalier de Seiran-Band abrite actuellement quelque 35.000 réfugiés kurdes.

Les forces du PDK avaient pris lundi dernier la ville de Souleimanieh, bastion de l'UPK, au terme d'une progression qui lui a permis en dix jours de contrôler l'ensemble des zones kurdes du nord de l'Irak.

Quelque 60.000 Kurdes se sont réfugiés en Iran après la défaite de l'UPK devant les forces du PDK.

L'Iran a demandé lundi à l'ONU de prendre ses responsabilités pour aider "rapidement" les réfugiés kurdes irakiens se trouvant sur son territoire.

kd/hel/bir tf

AFP /AA1234/181534 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS1026 4 I 0316 TUR /AFP-DZ62

Truquie-Irak-Kurdes

Mme Ciller appelle M. Barzani à protéger les Turcomans d'Irak

ANKARA, 18 sept (AFP) - Le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller a demandé mercredi à Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) d'assurer la protection des Turcomans (Irakiens d'origine turque) dans le nord de l'Irak.

"De nombreux Turcomans ont été emmenés d'Erbil (principale ville du nord de l'Irak) lors de la dernière campagne et ont souffert", a déclaré Mme Ciller à la presse à l'issue d'un entretien avec M. Barzani à Ankara.

Erbil avait été prise le 31 août par le PDK, soutenu par les troupes de Bagdad, au détriment de son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

M. Barzani, dont la formation a pris depuis lors le contrôle de la quasi totalité du Kurdistan irakien, est arrivé mercredi en Turquie pour des entretiens avec les responsables turcs et un émissaire américain.

Il n'a fait aucune déclaration après la rencontre, mais son principal collaborateur Sami Abderrahman a indiqué que les entretiens avec Mme Ciller avaient été positifs. Il n'a pas fourni de précisions.

M. Barzani devait rencontrer mercredi soir le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient Robert Pelletreau.

Des représentants des Turcomans à Ankara ont affirmé que plusieurs membres de leur communauté avaient été tués à Erbil après sa prise par les forces du PDK et de Bagdad, et que plusieurs centaines d'autres avaient fui la ville.

"La communauté internationale a fait preuve d'une grande négligence pour ce qui concerne les souffrances des Turcomans au cours des dernières années", a encore déclaré Mme Ciller.

Les Turcomans d'Irak, proches de la Turquie sur le plan culturel et linguistique, représentent avec environ un million de personnes la troisième communauté ethnique d'Irak après les Arabes et les Kurdes.

ue/hc/mr/bir T.F
AFP /AA1234/182001 SEP 96

A.F.P. A.F.P.
FRS0634 4 I 0163 USA /AFP-CD61
USA-Kurdes

Kurdes d'Irak: Washington prévoit la fin de l'évacuation jeudi

WASHINGTON, 18 sept (AFP) - Les Etats-Unis prévoient que tous les Kurdes qui travaillaient pour eux en Irak auront été évacués vers l'île américaine de Guam (Pacifique) jeudi, selon le département d'Etat.

Le dernier avion transportant ces 2.080 personnes devait décoller mercredi de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) pour arriver jeudi, heure de Guam, sur la base aérienne américaine d'Andersen, a précisé le porte-parole du département, Nicholas Burns.

L'évacuation du nord de l'Irak vers la Turquie de ces Kurdes s'est achevée lundi soir. Ils devraient ensuite se voir accorder des visas pour les Etats-Unis.

Ces Kurdes travaillaient pour le Military Coordination Center (MCC) mis en place par Washington dans le Kurdistan irakien (nord). Ils ont fui l'offensive lancée fin août par les troupes de Saddam Hussein et de son allié kurde Massoud Barzani.

avz/ft/mm tf
AFP /AA1234/181646 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

THURSDAY 19 SEPTEMBER 1996 • THE INDEPENDENT

Allies set to quiz Barzani

HUGH POPE
Istanbul

Masoud Barzani, who won the power struggle in Iraqi Kurdistan, arrived in Ankara yesterday to meet Turkish and US officials anxious to test how far he will go in his tactical alliance with President Saddam Hussein.

Changing his Kurdish costume for a suit may help Mr Barzani little in dealing with a diplomatic tangle in which different goals are being pursued by the US, its allies in the Turkish establishment, and the pro-Islamic, pro-Iraqi senior partner in Turkey's coalition government. US diplomats refused to comment on the meeting between Mr Barzani and Robert Pelletreau, the State Department's senior official for Near Eastern affairs, planned for late last night or this morning.

State Department spokesmen outlined two goals for Mr Pelletreau. The Americans want to bring Mr Barzani back into talks with Jalal Talabani, whose

Patriotic Union of Kurdistan (PUK) was routed in the recent fighting in northern Iraq.

The Americans also want to tempt the Iraqi Kurds away from Baghdad. They are furious that not only did the offensive by Mr Barzani's Kurdish Democratic Party break ceasefire negotiations, but that he revealed a close relationship with President Saddam. In the first two days of fighting, at least, Iraqi armour played a decisive part in the battle for the Iraqi Kurdistan capital, Arbil.

Washington, fearing Iraqi agents would have a free hand in the north, ended aid programmes for the Iraqi Kurds, and covert operations against Baghdad based there. It also withdrew its token military presence from Zakho, which prompted the withdrawal of many Iraqi Kurds and aid workers for foreign organisations.

The KDP says the alliance with Iraq was brief and tactical, but even if Mr Barzani agrees to talks on an equal basis with

Mr Talabani, it is by no means clear how easy it will be to put clear water between himself and Baghdad.

After President Saddam lifted a four-year embargo between Arab and Kurdish parts of the country, checkpoints have disappeared and the populace has enthused about the return of cheap fuel before the mountain winter. Iraq, which used to supply petrol at two dinars (2.5p) a litre, is selling it for only a twentieth of, or virtually free. In a place as poor as Kurdistan this makes a big difference. Travellers say food prices in Iraq are dropping because it is easier for Kurds to sell meat and other products in territory held by Baghdad. While there is no sign of an increased Iraqi security presence in Kurdistan, few believe Iraqi agents can be kept out.

Mr Barzani's first meeting yesterday was with Tansu Ciller, Turkey's Deputy Prime Minister and Foreign Minister, who stressed its military's prime concern, the need for an ill-de-

fined "security zone" to protect the Turkish border from attacks by Turkish Kurd rebels of the Kurdistan Workers' Party. Mrs Ciller also spoke of Turkey's wish to see the Turkish-speaking Turcoman minority accepted as a partner in any future northern Iraqi local administration. It is unclear whether Turkey believes its interests are best served by a military alliance with Mr Barzani, whom they have always favoured over the now more pro-Iranian Mr Talabani, or by a renewed arrangement with Baghdad, with which it is also talking.

If there is foreign interference in northern Iraq, the Turks want it to be their own. After the withdrawal of foreign non-governmental organisations, always disliked for their pro-Kurdishness by Ankara, Turkish officials say they are pushing hard for the Turkish Red Crescent to be accepted by the allies as the principal vehicle of aid distribution to the people of northern Iraq.

THURSDAY 19 SEPTEMBER 1996 • THE INDEPENDENT

Shepherds living in the shadow of Saddam

Patrick Cockburn meets villagers facing two enemies: starvation and Iraq

Shilah, northern Iraq — Even by the standards of Kurdish villages the people of Shilah are poor. They live in a straggle of 26 one-storey stone houses with mud roofs near the town of Khoi Sanjaq on the plain beneath the Kurdish mountains. Just at the moment, the villagers say, their concerns are that their only water pump has failed and fear that Saddam Hussein may come back.

"There used to be Iraqi soldiers in a camp two miles from here," said Wali, a youngish man who belongs to a three-member committee which represents the village. "We were not free to do anything. We did not dare even light a fire at night because they would shoot at us with artillery."

Life for the 155 people of Shilah, mostly shepherds herding 800 sheep and 50 cows, was al-

ways hard. The stream on which they and their flocks depend often runs dry. The outside world has affected their lives mostly through acts of extreme violence. "Once, in 1985, an Iraqi helicopter came and killed a man and some of his sheep," said Younis, another villager. "We don't know why."

Sitting with a dozen other villagers in a house which serves as a community centre, Wali revealed that in 1990 he had been drafted into the Iraqi army and was captured in Kuwait. "There was no fighting," he said. "The whole army was waiting to surrender. They kept me for three months. When we came back to Iraq all the Kurds were put in Abu Graib jail outside Baghdad for five days and then released."

Despite living close to starvation, the topic which most interested the Shilah villagers was the return of Saddam Hussein. "We heard in Khoi Sanjaq that he was coming back with his tanks," said Younis. "We hope the allied forces will destroy him. Nobody wants him."

Once, in 1988, another villager recalled, two young men from Shilah named Abdul

Khaliq Khalid and Salaam Aziz, who were doing a course in agriculture in Khoi Sanjaq, were arrested and killed by Iraqi security men as part of the so-called Anfal Operation in which at least 100,000 Kurds died.

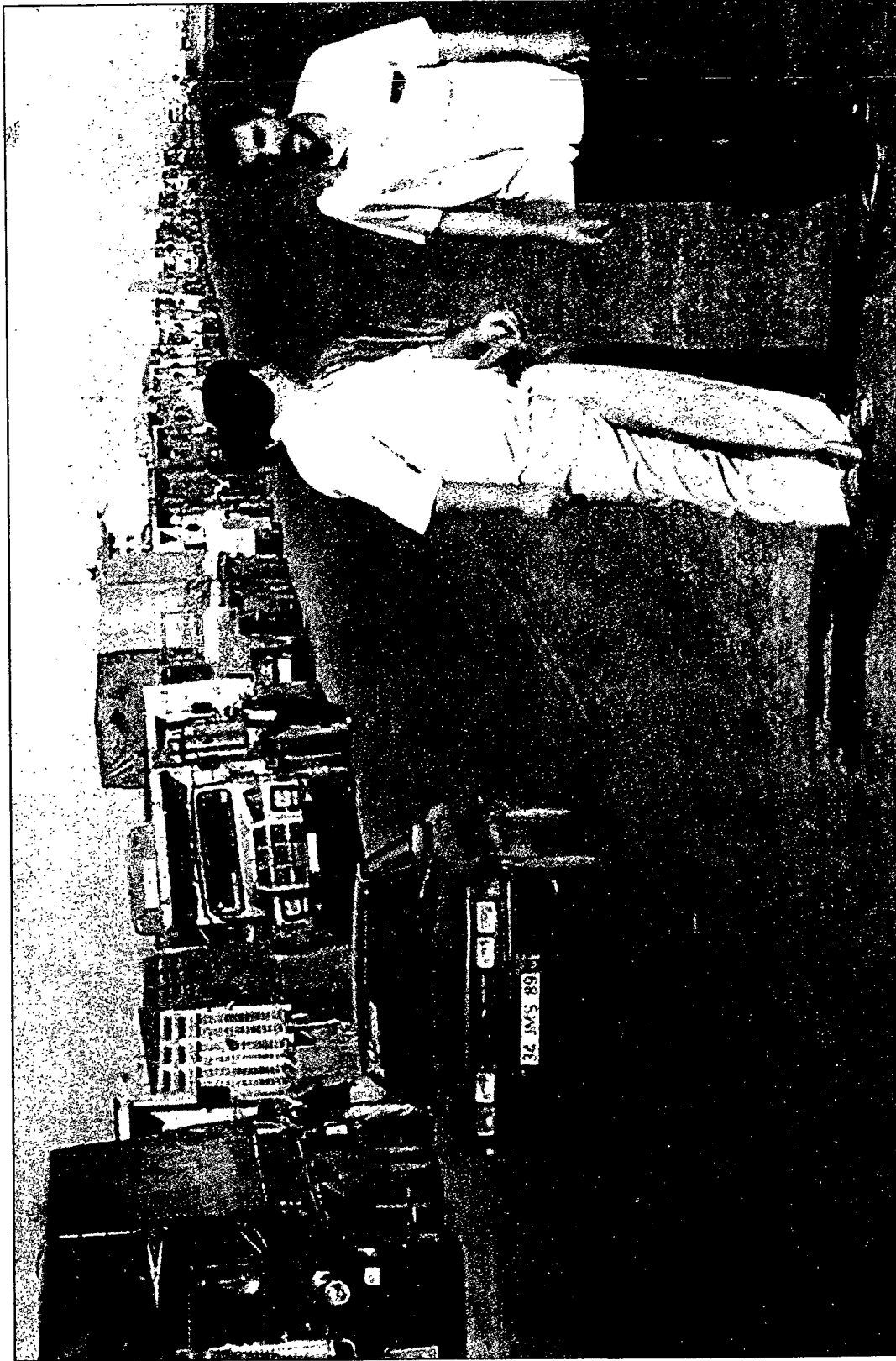
Since the Iraqi army left in 1991, Shilah has received a little help from the outside world. Unicef has erected two prefabricated buildings as a school. Another charity has given villagers a small generator allowing them to pump water from the stream 400 yards away.

After two months it broke down and they had no money to get it repaired. The villagers do have access to medical help, however. The nearby abandoned Iraqi army camp has been taken over by Kurds who had fled from Iran and use it as a military base. "They are good neighbours and allow us to use their hospital," said Wali.

We were in Shilah, which can only be reached by a rocky track, just negotiable by a car, because Kenaan Mufti, the director of archaeology for Kurdistan, had told us in Arbil, the Kurdish capital, that the villagers were digging for treasure

Kurdish conundrum: Key players test how far victor will go with Saddam

in a nearby ancient ruin. He thought they were encouraged by merchants from Iran. This turned out to be untrue. "People from the city did come and dig for 10 days," said Wali. "They even brought armed peshmerga [soldiers] with them. On the tenth day they used mechanical excavators before they were stopped." He added that nobody in Shilah believed in buried treasure, although 10 years before a farmer from the village had found a golden ring.



Oil convoy: Turkish trucks wait in Habur, the only crossing between Turkey and Iraq, where every day about 1,500 vehicles drive over the border to buy fuel which is then sold in Turkey. Strong oil prices have slashed budget deficits of Gulf Arab states to their lowest ever level Photograph: AFP

De notre correspondant aux Etats-Unis, Philippe Boulet-Gercourt

SADDAM HUSSEIN, VAINQUEUR AUX POINTS

La gestion très électorale de la crise irakienne par Bill Clinton s'est soldée par un sérieux échec diplomatique. La coalition internationale de la guerre du Golfe a volé en éclats, et le maître de Bagdad, qui a reconquis le Kurdistan, est au plus haut de sa popularité dans tout le Proche-Orient

Le tuyau du Boeing ravitailleur s'approche du bombardier furtif F 117, en route pour le Koweït, sur fond de nuages et de champs lointains. L'aile delta noire accroche le tuyau et fait le plein, pendant que le pilote dialogue avec la chaîne CNN. « *Cela vous fait quel effet de piloter un pareil avion dans une telle situation ? - I love it ! Nous n'avons pas dépensé tout cet argent sur cette technologie furtive pour rien. C'est un avantage énorme.* » Le journaliste insiste : est-ce vraiment une mission légitime ? « *Parfaitement justifiée. Nous avons fixé des règles, elles n'ont pas été respectées. Maintenant, nous allons remettre les pendules à l'heure.* » Et hop ! Ravitaillement terminé, l'avion vire sur son aile étrange et inquiétante, en route vers de nouvelles aventures, peuplées d'avions invisibles aux radars, de bombes intelligentes et de pilotes justiciers.

S'il fallait retenir une seule image de l'opération Desert Strike, ce serait celle-là : la crème de la crème du high-tech militaire américain en route pour flanquer une correction méritée au dictateur qui n'en finit pas de narguer l'Amérique. Cinq ans après la guerre du Golfe, Saddam Hussein reste un Grand Méchant idéal dans l'imaginaire de millions d'Américains privés de l'empire du mal communiste. Et malgré l'incroyable accumulation de couacs diplomatiques et stratégiques de la part de Washington, il y avait encore 57% d'Américains la semaine dernière pour approuver l'actuelle politique de Bill Clinton à l'encontre de l'Irak, contre seulement 22% de sceptiques.

La recette est bien connue : à quelques semaines d'une élection présidentielle américaine, remuez un bon petit conflit, ajoutez-y des armes ultrasophistiquées, évitez soigneusement d'engager des troupes au sol et diffusez le tout

en prime time télévisuel. Si vous ne vous trompez pas dans les doses et si le résultat n'est pas trop désastreux, vous êtes assuré de décrocher le jackpot. Même si vos compatriotes se fichent éperdument de politique étrangère, vous gagnerez sans doute des voix, et plus personne ne parlera de votre adversaire.

En lançant 44 missiles de croisière sur l'Irak les 3 et 4 septembre, Bill Clinton n'a pas raté sa cible : le dernier sondage CNN lui donne une avance de 17 points sur son concurrent. Et le pauvre Bob Dole, qui attendait patiemment que l'on cesse de parler des ouragans Fran ou Hortense pour vendre sa réforme fiscale sur les chaînes de télévision, a dû une nouvelle fois ronger son frein.

Il a fallu patienter dix jours avant que des seconds couteaux, ou des hommes aussi impopulaires que Newt Gingrich, le speaker républicain de la Chambre des Représentants, se risquent à

constater que l'opération irakienne de la Maison-Blanche est un désastre. La politique de Clinton est marquée par un « *terrible désarroi* » et « *la crédibilité des Etats-Unis est en jeu* », accusait ce week-end le sénateur John McCain, un proche de Dole. Desert Strike est une action « *sans stratégie, sans vision et sans alliance*, affirme de son côté Newt Gingrich. *Les Etats-Unis ont l'air d'une brute isolée utilisant des armes hypersophistiquées en pure perte. Cela nous fait apparaître comme arrogants et impuissants à la fois* ». Depuis le début, la Maison-Blanche a toutes les peines du monde à expliquer pourquoi elle étend au sud de Bagdad une zone d'interdiction de vol alors

que l'agression des troupes irakiennes s'est jouée au nord, et pourquoi les missiles américains ont frappé des batteries antiaériennes alors que la force militaire irakienne est essentiellement ter-

quelque 100 millions de francs par an en pure perte. L'odyssée ressemble à un roman de Gérard de Villiers, mais sans les talents du prince Malko. Les Américains ont d'abord tenté d'unifier les Kurdes en les faisant adhérer au Congrès national irakien. Puis ils ont soutenu tantôt l'une, tantôt l'autre des factions en lutte. En janvier dernier, enfin, les Etats-Unis choisissaient de soutenir un groupe d'anciens officiers irakiens basé en Jordanie et se dénommant « Accord national irakien ». Un vrai succès : une centaine d'agents de ce groupe, rapidement infiltré par Saddam Hussein, ont été arrêtés le 26 juin et exécutés...

En plus de l'appui de la CIA, « nous avons offert 315 millions de dollars d'assistance humanitaire aux Kurdes », pleurnichait dimanche le numéro deux

bellion de Mustafa Barzani avant de le laisser tomber du jour au lendemain, sans préavis, en 1975, pour favoriser un rapprochement entre Bagdad et Téhéran.

Il faut noter que l'Irak est le seul pays qui ait reconnu, dès 1970, l'existence de la « nation kurde » sur son territoire et qui ait proclamé son autonomie en 1974. Un statut rejeté par une majorité de Kurdes parce que les nouvelles institutions étaient ouvertement manipulées par Bagdad.

En 1991, après la guerre du Golfe, les Kurdes irakiens, que Saddam Hussein avait bombardés au gaz trois ans plus tôt, se sont soulevés, encouragés par les Américains qui leur ont garanti une zone protégée dans tout le nord du pays. Début septembre 1996, prenant le prétexte de combats entre factions kurdes et d'une alliance occasionnelle de Massoud Barzani (le fils du précédent) avec Bagdad, les Etats-Unis se désengagent, et Bill Clinton, jugeant que les intérêts vitaux de l'Amérique sont ailleurs, rend, de facto, le Kurdistan irakien à Saddam Hussein. Il est vrai que les Kurdes, au cours de cette histoire violente, se sont constamment battus entre eux, n'hésitant pas à s'allier avec leurs pires ennemis extérieurs, qu'ils soient turcs, iraniens ou irakiens.

François Schlosser

près de combat. Certes, il y a les 11 ou 12 divisions de la garde républicaine (26 avant la guerre), qui comptent de 60 000 à 80 000 hommes, plus 2 unités d'élite. Mais ces soldats disposent d'un matériel vieillissant, à l'image des rampes antiaériennes mobiles détruites par les missiles américains.

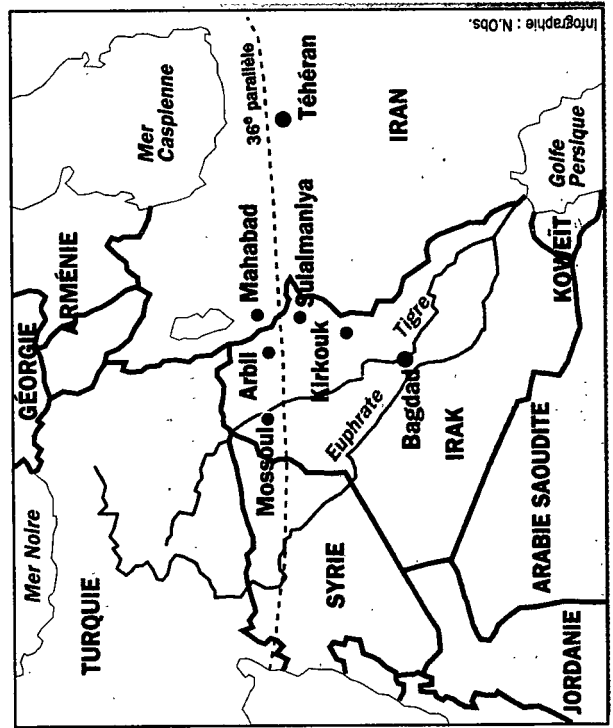
En dehors de la campagne électorale, la seule explication qui pourrait justifier le cavalier seul américain, c'est la tentative d'achever ce qui n'a pas été fait en 1991 : renverser Saddam, ou du moins le tenir en permanence sous contrôle et en état de faiblesse. Mais cela a été mené en dépit du bon sens. Depuis que George Bush a signé un ordre autorisant la CIA à miner secrètement le régime irakien, les services spéciaux ont dépensé

leur mandat. En Turquie, Kemal Atatürk, dont ils espéraient la reconnaissance de leurs droits nationaux, les a massacrés pendant vingt ans. En Iran, ils ont créé en 1946 la République kurde de Mahabad, à l'instigation des Soviétiques qui les ont abandonnés au bout d'un an. En Irak, les Américains ont financé pendant quatre ans la ré-

L'introuvable Kurdistan

Plus de 20 millions de Kurdes peuplent un territoire d'un seul tenant qui s'étend principalement sur quatre pays d'Asie mineure : la Turquie (12 millions), l'Iran (6 millions), l'Irak (3 à 4 millions) et la Syrie (environ 1 million). Il y a une importante diaspora en Europe (600 000), principalement en Allemagne. Ils sont en majorité musulmans sunnites, mais il y a également des chiites et des alévis, ainsi qu'une minorité chrétienne. La langue kurde comprend plusieurs dialectes, dont les principaux sont le kurmanji et le sorani.

La lutte des Kurdes pour la reconnaissance de leur identité nationale, commencée au XIX^e siècle, est une longue suite de rébellions ponctuées de massacres. Depuis le démantèlement de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale, ils se sont soulevés à intervalles plus ou moins réguliers en Turquie, en Irak et en Iran, et ils ont été constamment trahis par les grandes puissances. Les Anglais, qui, en 1918, leur avaient promis un Etat, les ont vite lâchés pour obtenir le rattachement de la région de Mossoul, riche en pétrole, au territoire de l'Irak qui était placé sous



du National Security Council, qui conseille le président en matière de politique étrangère. Là encore, la maladresse des Etats-Unis est stupéfiante. Sans même parler des querelles intestines soigneusement entretenues par la CIA avant la guerre du Golfe, le soutien aux Kurdes a buté sur une énorme contradiction. Alliés de la Turquie, les Etats-Unis n'ont jamais accepté de soutenir la seule cause qui importe aux Kurdes : une véritable autonomie politique. Leur seul objectif, armer ceux qui seraient capables de déstabiliser Saddam, a complètement ignoré les subtils équilibres de la région.

Le résultat final est un désastre absolu : Saddam contrôle de nouveau le Kurdistan irakien. Les alliés de 1991 ont pratiquement tous fait défection, à l'exception de la Grande-Bretagne, du Bahreïn et - avec réticence - du Koweït. La Maison-Blanche a dû encaisser par deux fois un camouflet diplomatique lourd de conséquences : de la part de l'Arabie Saoudite, qui lui refusait l'utilisation de son territoire pour la riposte contre l'Irak, et de la part du nouveau gouvernement turc, qui a interdit l'usage de la grande base d'Inçirlik. La Ligue arabe s'est largement ressoudée pour l'occasion, au profit de Bagdad et avec le soutien affiché de l'Egypte. Le sentiment anti-américain au Moyen-Orient est à son plus haut, comme l'est également la popularité retrouvée de Saddam Hussein. Et Clinton ne sait plus que faire de ses bombardiers furtifs, depuis que le maître de Bagdad a promis de ne plus s'attaquer aux avions américains. Mais que ne ferait-on pas pour gagner une élection ?

PHILIPPE BOULET-GERCOURT

L'EVENEMENT DU JEUDI - 19/25 septembre 1996

ETATS-UNIS

Le pire fiasco de la CIA depuis la baie des Cochons

De notre correspondant

Après l'intervention irakienne au Kurdistan, Bill Clinton a non seulement pris un mauvais coup que ses conseillers n'ont pas prévu, mais il a vu en quelques heures s'envoler tout espoir de renverser Saddam Hussein à distance.

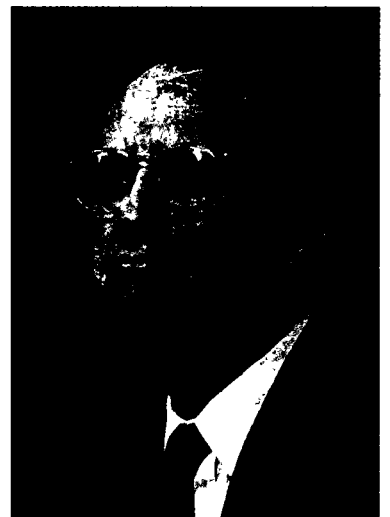
Fin janvier 1996, Clinton signe un *finding* (« instruction secrète ») qui consacre 20 millions de dollars au renversement de Saddam. La CIA semble sûre de son nouveau plan. John Deutch, son directeur, se fait fort de faire tomber Saddam en moins d'un an. Bill Clinton hésite : ancien juriste, il est attaché à la légalité des procédures, mais il n'en peut plus de cette impasse irakienne qui dure depuis cinq ans et coûte à son pays autant de dollars que de lazzis. Quelques jours plus tôt, des officiers de renseignement américains, britanniques, jordaniens et saoudiens s'étaient réunis en Arabie Saoudite. Leurs conclusions : la seule chance de renverser Saddam était de fomenter, à partir d'une base arrière en Jordanie, un putsch au sein de la garde républicaine, l'unité d'élite de l'armée irakienne. Un groupuscule d'opposants est réactivé :

l'Alliance nationale irakienne, chargée de recruter des officiers de la garde républicaine prêts à trahir. John Deutch, directeur de la CIA.

La CIA est persuadée de tenir le bon bout. Après des années d'échecs, elle sait que les différents mouvements d'opposition ne s'entendront jamais et que seul un putsch militaire de très haut niveau a des chances de réussir. Le « complot de la garde républicaine » sera un fiasco. Certes, une bombinette explosera dans un palais de Saddam quelques minutes après son pas-

sage, mais l'opération est infiltrée dès le départ par les agents de Saddam. La répression sera sanglante : fin juin et début juillet, une centaine de conjurés vont payer leur audace de leur vie. Les interrogatoires et les exécutions sont menés personnellement par Qusai Hussein, le plus jeune fils de Saddam. Sentant le vent tourner, le roi de Jordanie prie l'Alliance nationale d'aller comploter sous d'autres cieux. La CIA choisit alors le Kurdistan : le noyau dur de l'Alliance s'installe à Salaheddine avec de l'argent, des moyens de propagande et un encadrement d'une demi-douzaine d'Américains sous couvert de l'opération humanitaire « Provide Comfort ». Nouveau fiasco : le 31 août, les troupes de Saddam entrent dans Erbil et Salaheddine. Les agents américains ont juste le temps de filer par la Turquie. Tant pis pour leurs « amis » : des centaines de dissidents irakiens sont arrêtés par les hommes de Bagdad et la plupart, exécutés. La CIA essuie un nouvel échec, sans doute le plus cuisant depuis le fiasco du débarquement anticastriste de la baie des Cochons en 1961.

JEAN-BERNARD CADIER



TRIPPETT/SIPAPRESS

Barzani rencontre en Turquie un émissaire américain

Les justifications du « roi » du Kurdistan

Après son alliance avec Saddam Hussein, le chef du PDK devait s'expliquer auprès de Robert Pelletreau, secrétaire d'Etat américain adjoint aux affaires proche-orientales.

Les États-Unis ont poursuivi hier le renforcement de leur dispositif militaire dans le Golfe en déployant au Koweït une batterie de missiles antimissiles Patriot pour protéger l'émirat contre d'éventuelles attaques irakiennes. Un sous-marin américain, le *Pittsburg*, a traversé le canal de Suez pour rejoindre le porte-avions *Enterprise* dépêché en renfort dans le Golfe. Plusieurs centaines des 3 500 soldats de la 1^{re} division, qui doivent être basés au Koweït, se préparent hier à quitter leur base de Fort Hood au Texas. Le ministre koweïtien des Affaires étrangères, Cheikh Sabah al-Ahmad al-Jaber, a entamé une tournée des pays du Golfe afin de rallier les pays de la région à la politique américaine contre l'Irak.

A Paris, le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud al-Fayçal, a souhaité voir « le calme revenir et l'intégrité de l'Irak sauvegardée » à l'issue d'un entretien avec le président Jacques Chirac. Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui s'est allié avec Saddam Hussein est arrivé hier en Turquie. Il a rencontré Tansu Ciller, ministre des Affaires étrangères turc, et s'est entretenu dans la soirée avec le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau, qui, selon des sources diplomatiques, comptait demander au chef du PDK de mettre un terme à toute coopération avec Bagdad. (AFP/Reuters.)

qu'il s'effondrerait si vite. »
L'occasion d'envoyer un petit coup de patte : « Cela prouve bien qu'il n'avait pas de réel soutien populaire. »

Cela prouve aussi que les canons de Saddam Hussein n'ont rien perdu de leur efficacité. Et qu'il est payant d'être du bon côté de la trajectoire de leurs obus. Et c'est là que les difficultés commencent pour le nouveau « Roi du Kurdistan ». Massoud Barzani va devoir convaincre ses voisins turcs et les États-Unis du bien-fondé du soutien irakien.

C'est avec la Turquie que la partie s'annonce la moins ardue. Ankara n'a pas vu d'un mauvais œil la victoire du PDK : l'année dernière encore, Massoud Barzani s'était laissé convaincre d'attaquer les

ISTANBUL :
de notre envoyé spécial,
Arnaud de LA GRANGE

C'est une année faste pour Massoud Barzani. En même temps que les bougies du cinquième anniversaire de son parti, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan), créé en 1946 par son père, il a « souflé » son adversaire Jalal Talabani.

En quelques jours, les forces du leader de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) contre lesquelles il se battait depuis deux ans, ont été bousculées, repoussées sur la frontière iranienne. Massoud Barzani lui-même n'en revient pas : « Je n'aurais jamais cru



Massoud Barzani, le leader du PDK, a été reçu par Tansu Ciller, ministre des Affaires étrangères turc, avant une entrevue avec l'Américain Robert Pelletreau. (Photo Saribas/Reuters.)

bases arrières du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Irak du Nord. A l'inverse, Jalal Talabani entretenait de bonnes relations avec les belles kurdes de Turquie.

« libres de continuer leur combat dans leur pays » se verraient interdire le Kurdistan irakien pour « établir des bases ou lancer des opérations » vers les pays voisins. L'entente devrait être possible. Elle est d'ailleurs inévitable : les deux parties contrôlent les voies d'exportation - aujourd'hui illégale et demain peut-être légale - du pétrole irakien.

Avec Washington, l'affaire s'annonce plus délicate. Les Américains ont été froissés que leurs efforts de médiation entre

Entente avec Ankara

Il y a quelques jours, le chef du PDK s'est déclaré opposé au projet turc de créer une zone de sécurité en Irak du Nord. Mais il a averti que les partis kurdes d'Irak et de Turquie,

les parties kurdes aient échoué. L'appel à Saddam a été mal ressenti. D'autant qu'il s'est traduit par la déroutante gloire d'une opposition irakienne entretenue à grands frais par la CIA.

Mais Massoud Barzani a quelques arguments. Il peut se targuer d'avoir marqué un point contre un grand adversaire de Washington, l'Iran, principal soutien de l'UPK. « Si les États-Unis avaient été si fiers que cela », avance un observateur étranger, « plutôt que de frapper au sud, ils au-

raient pu taper sur les troupes irakiennes massées aux portes du Kurdistan. Le signal est ambigu... ».

Qui plus est, Barzani martèle qu'il a fait appel à Saddam parce que Washington se dérobait. Et qu'il faut être cohérent : « On ne peut demander à la fois aux Kurdes de rester à l'intérieur de l'Irak et d'être son ennemi. » Il devra cependant admettre que le jeu est dangereux. Les chars irakiens - au moins un régiment - stationnent encore à moins de quinze kilomètres d'Erbil, la « capitale » du Kurdistan.

L'héritage de Mustapha

Les diplomates américains veulent savoir jusqu'où le PDK est prêt à aller avec Bagdad. A plusieurs reprises, Massoud Barzani a été proche d'un accord avec le pouvoir central. Le leader kurde souhaite être éclairé sur le pourquoi de la dramatisation américaine, consacrée par l'évacuation de ces jours derniers.

Frère « Massoud », comme l'appellent ses fidèles, a montré qu'il avait hérité des capacités militaires de son père, Mustapha Barzani, une figure

historique de la lutte nationale kurde. Il ne se prive d'ailleurs pas de jouer sur la filiation. *Gulan* et *KTV* - les deux télévisions du PDK - passent inlassablement des clips vidéo où se superposent les images des deux hommes.

Il doit maintenant échapper à la malédiction qui semble avoir frappé son père, deux fois trahi par ceux avec lesquels il avait noué des alliances : les Soviétiques en 1947 et les Iraniens en 1975. Comme Mustapha Barzani également, il doit se défaire de son étiquette de chef tribal et d'homme plus à l'aise dans la rébellion que dans la négocia-

tion.

S'il réussit à consolider une victoire acquise grâce à Saddam Hussein en convaincant Washington de lui apporter sa protection, le chef du PDK aura réussi un coup de maître. Les siens salueront son audace et son sens tactique. S'il échoue, s'il tombe dans les rets de Bagdad, il sera taxé au mieux d'inconscience, au pire de trahison. Les prochaines semaines seront décisives. Mais sans savoir s'il sera associé à la gloire ou à l'opprobre, Massoud Barzani sait déjà qu'il s'est fait un prénom.

A. L. G.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

FRS0657 3 I 0386 EAU /AFP-JV79

Irak-Kurdes

Le PDK s'engage à garantir la sécurité aux organisations humanitaires

DUBAI, 19 sept (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani s'est engagé à garantir la sécurité des organisations humanitaires d'aide internationales ainsi que celle des opposants irakiens, selon un communiqué de cette formation, reçu à Dubai.

M. Barzani "a donné des assurances de garantir la sécurité de tous les fonctionnaires des organisations humanitaires d'aide internationales ainsi que celle des membres de l'opposition irakienne" lors de ses entretiens mercredi à Ankara avec le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires du Proche-Orient Robert Pelletreau.

Le leader du PDK a également rencontré le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller, un diplomate britannique ainsi que des représentants de la communauté turcomane dans le nord de l'Irak.

Le PDK "a affirmé avoir le contrôle de la région du Kurdistan (nord de l'Irak) et souligné son intention de stabiliser la situation et d'encourager une politique de transparence", selon le communiqué.

Depuis l'évacuation du nord de l'Irak de 2.000 locaux employés par les Américains, des milliers d'autres Kurdes travaillant pour des organisations internationales redoutent des représailles de la police secrète irakienne.

Lors de ses entretiens avec l'émissaire américain, M. Barzani s'était engagé à aider à contenir Saddam Hussein hors du nord de l'Irak, a affirmé jeudi à Ankara une source diplomatique, sans préciser les moyens que compte prendre M. Barzani pour maintenir le président irakien hors de la région.

M. Barzani, dont le parti avait pris le contrôle de la quasi-totalité du Kurdistan irakien avec le soutien de Bagdad, a affirmé à M. Pelletreau qu'il n'avait conclu "aucun accord politique" avec Saddam Hussein et n'avait pas l'intention de le faire, selon des sources proches des entretiens.

Enfin "le PDK continue à appuyer un règlement basé sur le multipartisme parlementaire qui englobe toutes les parties et les personnes, dont les représentants des minorités turcomane et assyrienne", a indiqué le communiqué.

M. Barzani avait quitté Ankara jeudi matin pour le nord de l'Irak à l'issue d'une visite de 24 heures en Turquie, selon la représentation à Ankara du PDK.

sam-ea/hel/bir tf

AFP /AA1234/191652

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0695 4 I 0428 RUS /AFP-JZ58
Irak-USA-Kurdes 2lead

Barzani: pas d'accord politique avec Saddam Hussein

ANKARA, 19 sept (AFP) - Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui s'est allié à Bagdad, a affirmé à un émissaire américain qu'il n'avait conclu "aucun accord politique" avec Saddam Hussein et n'avait pas l'intention de le faire, a-t-on appris jeudi de source proche des entretiens.

Lors de sa rencontre mercredi à Ankara avec le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau, M. Barzani a demandé aux Etats-Unis de ne pas se désengager du nord de l'Irak et de "poursuivre dans sa forme actuelle l'opération Provide Comfort" de protection des Kurdes d'Irak, a-t-on ajouté de même source.

A la suite de cette rencontre, les Etats-Unis ont invité une délégation du PDK à Washington pour poursuivre le dialogue, a-t-on indiqué.

Le chef kurde a affirmé à M. Pelletreau que son alliance avec Saddam Hussein, qui lui a permis de prendre le contrôle de tout le Kurdistan d'Irak, était "temporaire".

"Il a déclaré qu'il n'avait ni conclu un accord politique, ni ouvert un dialogue politique avec Saddam Hussein et qu'il n'avait pas l'intention de le faire sauf s'il y était forcé", a-t-on poursuivi.

"Il y serait forcé par le retrait de l'opération Provide Comfort et par un désengagement des Etats-Unis du nord de l'Irak. En conséquence, il a demandé la poursuite de Provide Comfort dans sa forme actuelle".

Ses interlocuteurs --M. Pelletreau et un diplomate britannique qui participait aux entretiens-- lui ont dit que pour cela, "certaines conditions devraient être remplies", a-t-on encore indiqué.

Parmi ces conditions, "la sécurité des employés locaux des organisations non gouvernementales (ONG) doit être garantie". M. Barzani "s'en est porté garant et a indiqué qu'il ferait une déclaration publique à ce sujet dans le nord de l'Irak".

M. Barzani a également accepté de garantir "la sécurité des employés étrangers des ONG, ainsi que la liberté de mouvement, de recrutement et de mise en oeuvre des projets des ONG", a-t-on ajouté.

M. Barzani a réitéré qu'il voulait "une réconciliation avec l'UPK (Union patriotique du Kurdistan, de son rival Jalal Talabani), ainsi que l'instauration dans le nord de l'Irak d'une entité démocratique et pluraliste qui soit non seulement multipartite mais aussi multi-ethnique, c'est-à-dire incluant les Kurdes, les Turcomans et les Assyriens".

Les Assyriens sont un autre groupe ethnique présent en Irak aux côtés des Arabes, des Kurdes et des Turcomans.

HC/sg tf

AFP /AA1234/191707 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0016 4 GI 0423 USA /AFP-FG46

USA-Irak-Kurdes lead

Réunion Pelletreau-Barzani: discussions "productives", selon Washington

WASHINGTON, 19 sept (AFP) - Le Département d'Etat a qualifié mercredi de "productive" la rencontre à Ankara du secrétaire d'Etat adjoint Robert Pelletreau avec Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) rallié à Bagdad.

Le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche Orient s'est entretenu plusieurs heures avec M. Barzani et le contenu de leur discussions a été maintenu secret, a précisé le porte-parole du département d'Etat Nicholas Burns.

Des sources diplomatiques américaines à Ankara avaient indiqué que M. Pelletreau demanderait à M. Barzani de mettre fin à sa coopération avec Bagdad.

"Nous rétablissons des relations avec un dirigeant très important dans le nord de l'Irak et nous voulons nous assurer que ces contacts seront menés de la manière dont nous lui avons dit qu'ils le seraient", a déclaré M. Burns aux journalistes.

"Nous espérons vraiment que l'alliance de M. Barzani avec l'Irak n'est que ponctuelle", a indiqué Burns.

Aucune date n'a été fixée pour de nouveaux entretiens mais le porte-parole a déclaré: "je suis sûr que nous aurons des contacts à l'avenir" pour discuter les questions soulevées mercredi.

Ces discussions ont permis de présenter au dirigeant kurde l'"appréciation (des Etats-Unis) de la situation dans le nord de l'Irak", a précisé M. Burns, alors que le parti de M. Barzani a presque totalement pris le contrôle face à son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Le département d'Etat a par ailleurs affirmé qu'il souhaitait une rencontre avec le dirigeant de l'UPK, Jalal Talabani, qui a fui le Kurdistan irakien pour l'Iran pendant les combats.

"Nous sommes en contact avec lui et continuerons de l'être", a précisé M. Burns.

M. Pelletreau, qui sera de retour à Washington jeudi, a également rencontré un représentant des Turcomans (Irakiens d'origine turque), au sujet de leur situation humanitaire.

Des responsables du gouvernement turc ainsi qu'un diplomate britannique ont également assisté à la rencontre Pelletreau-Barzani.

Les Etats-Unis s'efforcent, depuis la guerre du Golfe en 1991, d'unir les factions kurdes pour réduire l'influence du président irakien Saddam Hussein dans la région.

M. Burns avait déclaré mardi que les Etats-Unis souhaitaient que les négociations reprennent entre MM. Barzani et Talabani et que les deux dirigeants mettent fin à leurs relations avec Bagdad et Téhéran.

cml-uh/lb/dm tp.moa
AFP /AA1234/190140 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0314 4 I 0626 TUR /AFP-HO55
Irak-Kurdes-USA prev

Barzani affirme prendre ses distances avec Saddam Hussein
par Hervé COUTURIER

ANKARA, 19 sept (AFP) - Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) rallié à Bagdad, a affirmé aux Américains que son alliance avec le président irakien Saddam Hussein était purement de circonstance et qu'il reprendrait désormais ses distances avec lui.

Le chef kurde irakien, dont les peshmergas ont étendu leur contrôle sur tout le nord de l'Irak avec l'aide des troupes de Bagdad, a pris cet engagement lors de ses conversations mercredi soir à Ankara avec l'émissaire américain Robert Pelletreau, a-t-on appris jeudi de source diplomatique.

"Il a accepté d'aider à contenir Saddam Hussein hors du nord de l'Irak et a affirmé que son alliance avec lui avait été de circonstance et n'était pas le résultat d'un plan à long terme", a indiqué cette source.

Elle n'a pas donné d'autres précisions sur le contenu des discussions entre le chef kurde irakien et le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires du Proche-Orient.

La rencontre Barzani-Pelletreau a été entourée de la plus grande discrétion. M. Barzani est reparti pour le nord de l'Irak jeudi matin.

Les Etats-Unis avaient indiqué avant cette rencontre qu'ils demanderaient à M. Barzani de mettre fin à ses relations avec Bagdad. "Nous espérons vraiment que l'alliance de M. Barzani avec l'Irak n'est que ponctuelle", avait déclaré le porte-parole du département d'Etat Nicholas Burns.

Washington souhaite également demander à Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et rival de M. Barzani, de cesser ses relations avec l'Iran.

Les Etats-Unis s'efforcent, depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, d'unir les factions kurdes pour réduire l'influence de Saddam Hussein dans la région.

De son côté, M. Barzani devait demander à l'Amérique, lors de ses conversations avec M. Pelletreau, "de l'aide et du soutien pour le peuple kurde", selon son conseiller politique Falakaddin Kakaï.

"Il va expliquer aux Américains la nouvelle réalité du Kurdistan irakien pour qu'ils la comprennent", avait dit M. Kakaï mercredi. "Si nous avons le soutien des Américains et des Européens, nous n'avons besoin d'aucun autre soutien".

"Il nous importe beaucoup que les Américains comprennent bien la réalité nouvelle et maintiennent leurs relations avec nous. Notre politique vise à une réconciliation nationale au Kurdistan entre toutes les parties, y compris l'UPK", avait-il ajouté.

Jeudi matin, la plupart des chancelleries à Ankara déclaraient attendre de plus amples détails sur la teneur des discussions Barzani-Pelletreau et qu'il était trop tôt pour les commenter.

Toutefois, un diplomate occidental a estimé que "les promesses de M. Barzani n'engagent que celui qui les écoute".

Le quotidien turc Milliyet affirmait jeudi que M. Barzani a en fait donné des signaux contradictoires aux Américains et aux Turcs. Le chef kurde, qui a rencontré le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller avant son entretien avec M. Pelletreau, aurait assuré à cette

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

dernière, selon ce journal, qu'il poursuivrait sa politique de rapprochement avec Saddam Hussein, comme le souhaite Ankara.

La Turquie a en effet des préoccupations distinctes de celles de Washington concernant le nord de l'Irak. Elle est opposée à tout ce qui ressemble de près ou de loin au renforcement de l'autonomie des Kurdes d'Irak, de peur que cela ne mène à la création d'un Etat kurde indépendant, ce qui profiterait au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie).

Dans cette optique, Ankara ne cesse de prôner depuis des mois un rapprochement des Kurdes d'Irak avec Saddam Hussein.

HC/dp eaf
AFP /AA1234/191203 SEP 96

A.F.P. A.F.P.
FRS0459 4 I 0165 EXT /AFP-IP85
Europe-Irak

L'Europe exige le retrait des troupes irakiennes de la zone kurde

STRASBOURG, 19 sept (AFP) - Le Parlement européen a exigé jeudi le retrait "complet" des troupes irakiennes de la zone kurde et condamné fermement l'incursion de Bagdad dans cette région du nord de l'Irak.

"Nous exigeons le retrait complet des troupes irakiennes, y compris les unités des services de renseignements, hors de la zone de protection", stipule le texte de la résolution adoptée par la majorité des députés européens.

Le Parlement européen a également demandé à la Turquie et à l'Iran "de n'entreprendre aucune action unilatérale" en riposte à l'opération menée par Bagdad dans le nord du pays, "et à agir dans le cadre de l'Organisation des Nations unies".

Les députés ont invité les factions kurdes à parvenir à un cessez-le-feu et à un accord de paix, ainsi qu'à rompre leurs liens avec le gouvernement irakien, pour les uns, et les Iraniens, pour les autres.

pa/mm
AFP /AA1234/191416 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS1151 3 I 0754 USA /AFP-MM52

Irak-USA-Kurdes prev
VERSION ACTUALISEE

M. Barzani demande aux Etats-Unis de rester engagés dans le nord de l'Irak

par Hervé COUTURIER

ANKARA, 19 sept (AFP) - Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a demandé aux Etats-Unis de rester engagés dans le nord de l'Irak, affirmant que son alliance avec Saddam Hussein n'était que "temporaire" et qu'il allait reprendre ses distances.

Le chef kurde irakien a affirmé au secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient Robert Pelletreau qu'il n'avait conclu "aucun accord politique" avec Saddam Hussein et n'avait pas l'intention de le faire.

Selon une source proche de cet entretien, qui a eu lieu mercredi à Ankara et auquel participait un diplomate britannique, M. Barzani a demandé à Washington de "ne pas se désengager" du nord de l'Irak et de "poursuivre dans sa forme actuelle l'opération Provide Comfort" de protection des Kurdes d'Irak.

"Il a accepté d'aider à contenir Saddam Hussein hors du nord de l'Irak", a-t-on indiqué de même source, précisant qu'à la suite de cette rencontre, les Etats-Unis ont invité une délégation du PDK à Washington pour poursuivre le dialogue.

Le directeur de la CIA, John Deutch, a déclaré jeudi à Washington que M. Barzani avait demandé l'aide des Etats-Unis face à Bagdad. "M. Barzani a demandé de façon urgente notre aide afin d'assurer qu'il ne tombe pas trop sous la dépendance de Saddam Hussein", a-t-il dit.

Un haut responsable américain a estimé, sous le couvert de l'anonymat, que la visite à Ankara de M. Barzani montrait son désir de "prendre ses distances" vis à vis du régime irakien.

Dès mercredi soir, le département d'Etat avait qualifié les discussions entre M. Barzani et Pelletreau de "productives".

M. Barzani a affirmé à M. Pelletreau que son alliance avec Saddam Hussein, qui lui a permis de prendre le contrôle de tout le Kurdistan d'Irak, était "temporaire", a-t-on précisé de source proche de l'entretien.

"Il a déclaré qu'il n'avait ni conclu un accord politique, ni ouvert un dialogue politique avec Saddam Hussein et qu'il n'avait pas l'intention de le faire sauf s'il y était forcé", a-t-on ajouté.

"Il y serait forcé par le retrait de l'opération Provide Comfort et par un désengagement des Etats-Unis du nord de l'Irak. En conséquence, il a demandé la poursuite de Provide Comfort dans sa forme actuelle", selon cette source.

Provide Comfort consiste en une force aérienne américano-franco-britannique basée à Incirlik (Turquie) chargée de surveiller la zone d'interdiction de vol imposée à Saddam Hussein au nord du 36ème parallèle.

L'opération s'accompagne de l'apport d'une aide aux Kurdes d'Irak par diverses organisations dont des organisations non gouvernementales (ONG).

Pour le maintien de Provide Comfort, ses interlocuteurs ont posé "certaines conditions", parmi lesquelles "la garantie de la sécurité des

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

employés locaux des ONG", a-t-on encore indiqué.

M. Barzani "s'en est porté garant". Il a également garanti "la sécurité des employés étrangers des ONG, ainsi que la liberté de mouvement, de recrutement et de mise en oeuvre des projets des ONG".

M. Barzani a réitéré qu'il voulait "une réconciliation avec l'UPK (Union patriotique du Kurdistan, de son rival Jalal Talabani), ainsi que l'instauration dans le nord de l'Irak d'une entité démocratique et pluraliste qui soit non seulement multipartisane mais aussi multi-ethnique".

Le PDK a affirmé que les combattants de l'UPK avaient effectué des bombardements durant la nuit de mercredi à jeudi à partir du territoire iranien, contre "la région située entre la frontière iranienne et Oalaat Diza", à 200 km au nord de Souleimanieh.

Un diplomate occidental à Ankara a estimé que "les promesses de M. Barzani n'engagent que celui qui les écoute".

Les Kurdes d'Irak ont souvent dans leur histoire opéré de spectaculaires renversements d'alliances, qui se sont d'ailleurs toujours retournés contre eux.

Un quotidien turc affirmait jeudi que M. Barzani, qui a également rencontré le ministre des Affaires étrangères turc Tansu Ciller, lui aurait assuré qu'il poursuivrait sa politique de rapprochement avec Saddam Hussein, comme le souhaite Ankara.

La Turquie préconise depuis longtemps une telle attitude car elle est hostile à tout progrès vers l'autonomie des Kurdes d'Irak qui profiterait aux rebelles kurdes de Turquie.

L'Irak a pour sa part mis en garde jeudi M. Barzani contre toute alliance avec les Etats-Unis.

HC/es/soh tf

AFP /AA1234/192302 SEP 96

FRS1071 4 I 0217 IRK /AFP-MA19

Irak-Kurdes-Iran

Bombardements de l'UPK à partir du territoire iranien, selon le PDK

QALAAAT DIZA (Irak), 19 sept (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui contrôle la quasi-totalité du Kurdistan irakien, a fait état jeudi de bombardements effectués par les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, contre cette région à partir du territoire iranien.

"Les forces de l'UPK ont bombardé aux obus de 120mm et 155 mm durant la nuit de mercredi à jeudi, la région située entre la frontière iranienne et Qalaat Diza", à 200 km au nord de Souleimanieh, a indiqué à l'AFP un responsable militaire du PDK.

Selon lui, "l'artillerie lourde (utilisée par les combattants de l'UPK) est iranienne et se trouve en territoire iranien".

Des forces de l'UPK sont toujours présentes en territoire irakien, dans la région frontalière avec l'Iran. "Nous pouvons les refouler au delà de la frontière irakienne, mais nous n'avons pas reçu d'ordres en ce sens de notre commandement", a ajouté le responsable du PDK.

Les forces du PDK avaient pris le 9 septembre la ville de Souleimanieh, bastion de l'UPK, au terme d'une progression qui lui a permis en dix jours de contrôler l'ensemble des zones kurdes du nord de l'Irak.

na-ea/es tf

AFP /AA1234/192055 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS1137 3 I 0389 USA /AFP-MK30
USA-Irak-Kurdes

Washington veut croire en la volonté de Barzani de s'écarter de l'Irak

WASHINGTON, 19 sept (AFP) - Les Etats-Unis considèrent que la visite à Ankara du chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, montre son désir de "prendre ses distances" vis à vis du régime irakien, a indiqué jeudi un haut responsable américain.

M. Barzani s'était allié au président irakien Saddam Hussein pour défaire ses rivaux kurdes du nord de l'Irak. Il a rencontré mercredi à Ankara le ministre turc des affaires étrangères Tansu Ciller et le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient Robert Pelletreau.

M. Barzani "a signalé ainsi qu'il est intéressé par une relation avec nous et peut-être qu'il veut prendre ses distances avec Saddam Hussein", a déclaré ce responsable, sous couvert de l'anonymat.

Après avoir conclu une "alliance tactique" avec Bagdad, le dirigeant kurde "prend (ainsi) des risques", a-t-il ajouté en qualifiant son voyage à Ankara de "significatif".

Il a précisé que des diplomates turc et britannique, qu'il n'a pas nommés, avaient assisté à l'entretien Barzani-Pelletreau.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne --ainsi que la France-- participent à la surveillance aérienne du nord de l'Irak mise en place en 1991 pour protéger les Kurdes des attaques de l'armée irakienne après la guerre du Golfe.

Le même responsable américain a répété l'opposition de Washington à un Etat kurde indépendant. "Le dernier responsable américain à avoir soutenu l'indépendance du Kurdistan était Woodrow Wilson", président des Etats-Unis au moment de la Première guerre mondiale, a-t-il rappelé.

Les Etats-Unis, a-t-il dit, "sont en contact" avec le rival malheureux de M. Barzani, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), mais aucune rencontre n'est prévue pour l'instant.

Le directeur de la CIA, John Deutch, a annoncé jeudi que M. Barzani avait demandé l'aide des Etats-Unis "afin d'assurer qu'il ne tombe pas trop sous la dépendance de Saddam Hussein".

M. Deutch témoignait devant la commission du renseignement du Sénat.

Les troupes de Bagdad sont intervenues fin août dans le nord de l'Irak, qui échappait à leur contrôle depuis mars 1991, pour aider le PDK à évincer ses rivaux de l'UPK, qui se sont réfugiés en Iran.

avz/lb/es tf

AFP /AA1234/192236 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS1074 3 I 0258 USA /AFP-MA70

USA-Irak-Kurdes

M. Barzani demande l'aide de Washington, selon le directeur de la CIA

WASHINGTON, 19 sept (AFP) - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, qui s'était allié avec le président irakien Saddam Hussein pour défaire une faction kurde, a demandé l'aide des Etats-Unis face à Bagdad, a déclaré jeudi le directeur de la CIA, John Deutch.

"M. Barzani a demandé de façon urgente notre aide afin d'assurer qu'il ne tombe pas trop sous la dépendance de Saddam Hussein", a témoigné M. Deutch devant la commission du renseignement du Sénat.

Le leader kurde, dont les forces contrôlent actuellement la totalité du Kurdistan irakien, a eu mercredi des entretiens à Ankara avec l'émissaire américain Robert Pelletreau à qui il a affirmé qu'il reprendrait désormais ses distances avec Bagdad.

Selon une source proche de cet entretien à Ankara, M. Barzani a demandé à Washington de "ne pas se désengager" du nord de l'Irak et de "poursuivre dans sa forme actuelle l'opération Provide Comfort" de protection des Kurdes d'Irak.

Les troupes de Bagdad sont intervenues fin août dans le nord de l'Irak échappant à leur contrôle depuis mars 1991 pour aider le PDK à évincer ses rivaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) qui se sont réfugiés en Iran.

L'intervention militaire de Bagdad, qui a permis au PDK de contrôler le 31 août Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, a suscité des représailles américaines aux missiles de croisière contre le sud de l'Irak.
cml-ft/lb/soh tf

AFP /AA1234/192059 SEP 96

FRS0522 4 I 0229 /AFP-JB45

Kurdes-HCR

Des réfugiés kurdes en Iran paniqués par des tirs, selon le HCR

GENEVE, 19 sept (AFP) - Des milliers de réfugiés kurdes, paniqués par des tirs d'artillerie venant du côté irakien, sont en train d'être réinstallés du côté iranien à une plus grande distance de la frontière, a indiqué jeudi à Genève le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR).

Environ 7.000 réfugiés ont été réinstallés à Tapeh Irshat, à six kilomètres du camp où ils se trouvaient précédemment à Tilehkooh, et où des tirs d'artillerie venus du côté irakien avaient provoqué mardi "une grande panique", a indiqué un porte-parole du HCR, Judith Melby.

De plus, 2.000 nouveaux réfugiés ont passé la frontière, venant d'Irak pour entrer en Iran.

Par ailleurs, à la suite de tirs venus d'Irak, mercredi, sur le camp de Seiran Band, le HCR a dénombré 11 blessés, dont une femme et un enfant d'une dizaine d'années. Il négocie actuellement avec les autorités iraniennes un retrait, plus loin à l'intérieur de l'Iran, des réfugiés de ce camp.

Mercredi, l'agence officielle iranienne IRNA avait rapporté que quatre réfugiés kurdes dont trois enfants avaient été tués, et dix autres blessés dans cet incident.

Selon le HCR, ces tirs sur Seiran Band ont déclenché une riposte venant du côté iranien et provoqué chez les réfugiés kurdes une "panique totale".
sr/sg tf

AFP /AA1234/191520 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0497 4 IP 0434 FRA /AFP-IX26
France-Kurdistan lead

Le règlement de la question kurde passe par Bagdad, selon Paris

PARIS, 19 sept (AFP) - "Le règlement de la question kurde passe par un dialogue avec Bagdad", a déclaré jeudi Jacques Rummelhardt, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Un émissaire de Massoud Barzani, le président du Parti démocratique kurde (PDK), a été reçu "ces derniers jours", au ministère a indiqué le porte-parole, qui a également confirmé des entretiens ce jeudi entre le vice-ministre irakien des Affaires étrangères et des hauts fonctionnaires français.

Cet émissaire est venu "rappeler les intentions de M. Barzani en matière d'élections libres au Kurdistan d'Irak", a précisé M. Rummelhardt qui s'est refusé à préciser son nom et la date de ses entretiens à Paris.

"Nous lui avons fait part de nos encouragements pour cette initiative qui s'inscrit dans le cadre de la résolution 688" du conseil de sécurité de l'ONU censée fournir une protection des Kurdes, a ajouté le porte-parole.

Massoud Barzani, appuyé par les troupes de Bagdad, a réussi début septembre à prendre le contrôle de l'ensemble du Kurdistan irakien en chassant son principal rival, Jalal Talabani, président de l'Union patriotique kurde (UPK) actuellement réfugié en Iran.

Paris, à l'instar de Washington, de Moscou et de ses partenaires de l'Union européenne, s'oppose au démentèlement de l'Irak et s'est à plusieurs reprises prononcé en faveur du respect de l'intégrité territoriale de l'Irak.

Les entretiens entre le vice-ministre irakien des Affaires étrangères, Ryad al Qaissy, et des hauts fonctionnaires porteront sur la mise en oeuvre de toutes les résolutions de l'ONU concernant l'Irak, a précisé M. Rummelhardt.

Paris insistera également sur la nécessaire coopération entre Bagdad et la commission spéciale de l'ONU chargée du contrôle et de la limitation des armes irakiennes, a ajouté le porte-parole.

Il s'agit du plus haut contact direct entre responsables irakiens et français depuis le début de la crise dans la région, il y a deux semaines.

Après l'intervention des forces irakiennes dans le Kurdistan et les bombardements américains au sud de Bagdad, Paris s'était démarqué de Washington tout en continuant de participer, après une brève interruption, à la surveillance des zones d'exclusion aérienne au nord et au sud de l'Irak.

La France demande que la résolution 986 de l'ONU, dite pétrole contre nourriture, soit rapidement appliquée. Son application avait été différée par le secrétaire général de l'ONU en raison de troubles dans le Kurdistan irakien.

bfr/phb
AFP /AA1234/191458 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0879 4 I 0385 IRA /AFP-KX95
Iran-Kurdes-USA

L'Iran met en garde M. Barzani contre toute alliance avec les Etats-Unis

TEHERAN, 19 sept (AFP) - L'Iran a mis en garde jeudi le dirigeant kurde Massoud Barzani contre toute alliance avec les Etats-Unis qui "n'interviennent que lorsqu'ils y voient un intérêt".

"Vous êtes descendus dans le puits suspendu à la corde (...) usée de l'Irak et vous vous apprêtez aujourd'hui à y redescendre à l'aide d'une corde encore plus usée, celle des Etats-Unis", a souligné radio-Téhéran, s'adressant directement à M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

"Mais vous devez réaliser le fait que les Américains n'interviennent que lorsqu'ils y voient des intérêts", a prévenu la radio officielle.

"Les six ans de présence américaine dans le nord de l'Irak ont prouvé que les Etats-Unis renient facilement leurs propres engagements dès qu'ils n'y voient plus aucun intérêt", a ajouté radio-Téhéran.

Les troupes de Bagdad, sont intervenues fin août dans le nord de l'Irak échappant à leur contrôle depuis mars 1991, pour aider le PDK à évincer ses rivaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) qui se sont réfugiés en Iran.

L'intervention militaire de Bagdad qui a permis au PDK de contrôler le 31 août Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, a suscité des représailles américaines aux missiles de croisière contre des objectifs militaires dans le sud de l'Irak.

M. Barzani, dont les forces contrôlent actuellement la totalité du Kurdistan irakien, a eu mercredi des entretiens à Ankara avec l'émissaire américain Robert Pelletreau auquel il a affirmé qu'il reprendrait désormais ses distances avec Bagdad.

De source diplomatique on indique que M. Barzani "a accepté d'aider à contenir le président irakien Saddam Hussein hors du nord de l'Irak et a affirmé que son alliance avec lui avait été de circonstance et n'était pas le résultat d'un plan à long terme".

Washington souhaite également demander à M. Talabani, de cesser ses relations avec l'Iran.

Les Etats-Unis et l'Iran qui affirment vouloir une solution au problème des Kurdes irakiens, sont toutefois soucieux de maintenir leur influence dans la région.

La lutte pour le pouvoir entre le PDK et l'UPK a fait plus de 2.300 morts depuis la fin de 1994.

mb/sl/ea/hel/bir tf

AFP /AA1234/191831 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0798 3 I 0544 EXT /AFP-KR07

Irak-kurdes prév

Erbil vit toujours sous la menace des forces irakiennes.
de l'envoyé spécial de l'AFP Jean-Pierre CAMPAGNE

ERBIL (Irak), 19 sept (AFP - La partie sud d'Erbil a l'architecture criblée d'impacts de balles des villes prises et reprises.

Au sortir de la ville, passé un Sheraton bombardé qui n'a plus que son nom comme seule référence de luxe, la route bien goudronnée, à deux voies séparées par des eucalyptus, file dans la plaine torride: tout près, à Koshtapa, à 5 km, campe l'armée irakienne.

Les peshmergas du dernier barrage routier du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) avant les positions irakiennes arrêtent et contrôlent les véhicules.

C'est dit avec un sourire, mais c'est sans appel: la police leur demande de ne laisser passer aucun journaliste vers Koshtapa. "Trop de problèmes là bas", dit le chef du barrage, sans préciser de quelle police, kurde ou irakienne, il reçoit ses ordres.

Les quelque 800.000 habitants d'Erbil, principale ville du Kurdistan, vivent ainsi sous la menace d'une éventuelle et foudroyante attaque irakienne depuis le 31 août, date de la prise de la ville par le PDK de Massoud Barzani et l'armée irakienne aux forces de l'autre faction kurde, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Aucun armement lourd, aucun blindé ne sont visibles dans les groupes de peshmergas, seules quelques mitrailleuses sont montées sur des camionnettes qui sillonnent la ville.

Si l'alliance ponctuelle entre Massoud Barzani et Saddam Hussein se rompt, la ville tombera en quelques instants aux mains de Bagdad.

"On veut tous partir, on souffre trop. Nous voulons aller à l'étranger", dit Hassan, rencontré dans le bazar d'Erbil.

Etudiant en anglais de l'Université d'Erbil, il tient un petit étal de cigarettes, de lampes de poche et de kefia parce "qu'il n'a pu trouver d'autre travail".

"Depuis six ans, dit-il, il n'y a plus que des combats, entre les factions ou avec Bagdad. Je n'en peux plus".

Pour Hassan, comme pour ses voisins du bazar, qui, entre tapis et fruits, vendent des étuis en cuir pour revolver, des balles et des chargeurs, "l'alliance entre Barzani et Saddam, ça ne va pas durer".

"Saddam, on le connaît, on n'en veut pas. On voudrait qu'il meure", ajoute-t-il.

Pour l'heure, Massoud Barzani est très populaire dans Erbil, pavoisée aux fanions jaunes du PDK. Des enfants vendent des affichettes représentant son père, Mustapha, véritable héros kurde dont l'effigie se retrouve dans beaucoup d'échopes et sur les routes.

"La situation est calme dans tout le Kurdistan, affirmait jeudi à l'AFP le chef de l'Unité de coordination d'aide à l'Irak (Irak relief coordination unit, IRCU), mis en place par les Nations unies.

Selon lui, "seuls quelques tirs ont été échangés ces derniers jours sur la frontière iranienne entre le PDK et l'UPK".

L'optimisme du coordinateur de l'ONU n'est pas partagé par les responsables des Organisations non gouvernementales (ONG) étrangères.

Pour Alfred Kinsellbach, directeur de Children's relief assistance, "Saddam va revenir".

"Ses agents sont là. Lorsqu'on me photographie trois fois, et qu'il ne s'agit pas de touristes, de qui s'agit-il?", demande-t-il.

Jpc/nab/mm

tf

AFP /AA1234/191802

SEP 96

FRS0834 4 I 0486 IRK /AFP-KS35

Irak-Kurdes-USA

L'Irak optimiste sur l'avenir de ses relations avec Massoud Barzani de l'envoyé spécial de l'AFP Salim YASSINE

BAGDAD, 19 sept (AFP) - Les cercles proches du pouvoir affichaient jeudi leur optimisme sur l'avenir des relations entre le gouvernement irakien et le dirigeant kurde Massoud Barzani, malgré ce qu'ils estiment être des tentatives de "dissensions" américaines.

Le vice-président irakien Taha Yassine Ramadan a affirmé à la presse à Bagdad, dans une première réaction à la rencontre à Ankara entre le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et un émissaire américain, que "le dialogue avec Barzani n'était qu'à son début" et qu'il allait se poursuivre "pour aboutir à un cadre d'action commune".

Par souci de ne pas heurter la susceptibilité de Barzani qui, grâce au soutien de Bagdad, a réussi à se débarrasser de son rival Jalal Talabani (chef de l'Union patriotique du Kurdistan, UPK, réfugié en Iran), M. Ramadan a ajouté que la rencontre avec le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau, ne concernait que M. Barzani, à condition que cela ne remette pas en cause l'expulsion du nord de l'Irak de Talabani, qualifié de "traître".

Commentant la déclaration de M. Ramadan, le rédacteur en chef du journal gouvernemental Al-Joumhouriya, M. Salah Moukhtar, a estimé que M. Barzani, "connu pour son pragmatisme, sait que la stabilité et la prospérité du peuple kurde ne peut être assuré qu'en coordination avec le pouvoir central irakien".

"Nous nous sommes réciproquement redevables", a-t-il estimé dans un entretien avec l'AFP.

"Par son soutien militaire, Bagdad a empêché que Barzani soit éliminé par Talabani, mais en même temps la victoire de Barzani a empêché un plan de partition de l'Irak mené par l'Iran, avec l'accord tacite américain", a-t-il indiqué.

"Si les Etats-Unis pouvaient assurer la stabilité et la sécurité du nord de l'Irak, pourquoi n'ont-ils pas réussi à le faire durant les six dernières années", s'est-il interrogé.

Après la fin de l'occupation irakienne du Koweït en février 1991, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne avaient établi une zone de protection pour les kurdes du nord de l'Irak, mais cette zone n'a jamais pu être auto-administrée à cause des dissensions et des combats fratricides interkurdes.

"La stabilité du nord de l'Irak, qui est un impératif pour la Turquie, nécessite des investissements importants pour assurer un minimum de bien-être à la population et pour réparer l'infrastructure détruite, estime un spécialiste irakien de la question kurde.

"Les Etats-Unis sont-ils prêts à déboursier des sommes importantes pour assurer le bien-être des kurdes", s'interroge-t-il.

"En outre, seul le gouvernement central irakien pourra assurer la sécurité des frontières irako-turques comme il l'a fait jusqu'en 1990", a-t-il ajouté.

sy/hel/sg tf

AFP /AA1234/191814 SEP 96